Collège Doctoral Languedoc-Roussillon

THÈSE

Pour obtenir le grade de

Docteur

Délivré par l'Université Paul Valéry – Montpellier III

Préparée au sein de l'école doctorale ED60 Territoires, Temps, Sociétés et Développement
Et de l'unité de recherche UMR 951 INNOVATION

Spécialité : Géographie et aménagement de l'espace

Présentée par **Sonia Paola ROMAN VALENCIA**

L'autonomie productive et alimentaire : les paysans kayambis entre agro-industrie et agroécologie (Equateur)

Soutenue le 10 décembre 2021 devant le jury composé de

M. Jaime BREILH, Professeur, Universidad Andina Simón Bolívar (Equateur)	Co-encadrant
M. Dario CEPEDA, Professeur, Universidad Central (Equateur)	Président du jury
M. Roberto CITTADINI, Professeur, Universidad Nacional de Mar del Plata (Argentine)	Rapporteur
M. Pierre GASSELIN, Ingénieur de recherche, INRAE Montpellier	Co-encadrant
Mme Sylvie LARDON, Directrice de recherche, INRAE	Rapporteure
Mme Lucette LAURENS, Professeure des universités en géographie, Université Paul-Valéry, Montpellier 3	Directrice
Mme Adriana SANTOS, Professeure, Escuela Superior Politécnica del Litoral (Equateur)	Examinatrice

Université Paul Valéry Montpellier 3

Université Paul Valéry Montpellier 3 École Doctorale Territoires, Temps, Sociétés et Développement

Institut National de Recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Unité de Recherche « UMR Innovation INRAe »

Universidad Andina Simón Bolívar Área de Salud

Thèse de Doctorat

Par

Sonia Paola Román Valencia

Spécialités : « Géographie et Aménagement de l'Espace »

L'autonomie productive et alimentaire : les paysans kayambis entre agro-industrie et agroécologie (Equateur)

Directrice de thèse :

Pr Lucette Laurens

Co-encadrants de thèse :

Dr Pierre Gasselin

Pr Jaime Breilh

Résumé

Cette thèse de géographie sociale examine la recomposition de l'autonomie productive et alimentaire paysanne dans le territoire kayambi (Andes septentrionales équatoriennes), autonomie définie comme la capacité des paysans à choisir leurs dépendances. Situé à proximité de la métropole de Quito (2 millions d'habitants), le territoire kayambi est marqué par une organisation altitudinale des conditions de milieux.

La première partie de la thèse offre une analyse historique des transformations du système agri-alimentaire kayambi depuis la colonisation inca à partir d'une relecture de travaux d'historiens et d'anthropologues. Les agricultures andines sont les héritières d'un dualisme agraire et alimentaire fondé il y a cinq siècles sur les structures latifundiaires et minifundiaires de la colonisation espagnole. Ce système agraire constitue le substrat d'un système agri-alimentaire territorial polarisé par les formes d'agriculture ainsi que par les formes d'approvisionnement, de transformation, de distribution et les comportements alimentaires.

La seconde partie de la thèse rend compte des recompositions contemporaines de l'autonomie productive et alimentaire paysanne kayambie à partir d'entretiens qualitatifs et quantitatifs conduits auprès d'acteurs du développement (37 entretiens) et de paysans-mangeurs (110 études de cas approfondies sur les pratiques agricoles et 65 enquêtes sur les pratiques alimentaires [« rappels de 24h » répétés 5 fois et observations participatives]). Les réformes agraires (1964, 1973, 1976) ont libéré la paysannerie kayambie des relations sociales de production semi-serviles précapitalistes. Celle-ci a ainsi gagné une autonomie foncière, productive et alimentaire. Cependant, l'hypothèse centrale de cette thèse est que la plupart des paysans kayambis connaissent une dépendance économique, culturelle, technique et politique croissante sous le joug du capitalisme agricole et alimentaire et de l'offre alimentaire d'un monde urbain. De ce fait, ils ont un moindre contrôle de leur développement économique et social et une moindre capacité critique. Cependant, plusieurs projets collectifs, notamment le projet agroécologique, permettent le développement de nouvelles pratiques et discours qui contrecarrent la dépendance croissante au marché tant au niveau productif qu'alimentaire.

Mots clés : territoire kayambi, système agri-alimentaire, autonomie productive et alimentaire paysanne, Equateur

Abstract

This social geography thesis examines the reorganization of peasant production and food autonomy in the Kayambi territory (northern Ecuadorian Andes), autonomy defined as the capability of peasants to choose their dependencies. Located near the capital city of Quito (2 million inhabitants), the Kayambi territory is marked by an altitudinal organization of environmental conditions.

The first part of the thesis offers a historical analysis of the transformation of the Kayambian agri-food system since the Inca colonization based on a re-reading of the works of historians and anthropologists. Andean agriculture is the heir to an agrarian and food dualism founded five centuries ago on the latifundiary and small property structures of Spanish colonization. This agrarian system constitutes the base of a territorial agri-food system polarized by forms of agriculture as well as by forms of supply, processing, distribution and food behavior.

The second part of the thesis gives an account of the contemporary recompositions of Kambian peasant production and food autonomy based on qualitative and quantitative interviews conducted with development actors (37 interviews) and peasant-eaters (110 studies of in-depth case studies on agricultural practices and 65 surveys on dietary practices ([“24-hour dietary recall” repeated 5 times and participatory observations]). The agrarian reforms (1964, 1973, 1976) freed the Kayambian peasantry from the pre-capitalist semi-servile, social relations of production. The latter thus gained land, production and food autonomy. However, the central hypothesis of this thesis is that most Kayambian peasants are increasingly economically, culturally, technically and politically dependent on agricultural and food capitalism and the food supply of an urban world. As a result, they have less control over their economic and social development and less capacity for self-criticism. However, several collective projects, in particular the agroecological project, allow the development of new practices and dialogue that counteract the growing dependence on the market both at the production and food level.

Keywords: Kayambian territory, agri-food system, productive and food peasant autonomy, Ecuador

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE : 1
ORIGINES DE LA THÈSE ET LES CHOIX CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES 1
1. Mouvement de mondialisation des systèmes alimentaires et ses implications pour la production et l'alimentation des paysans 3
2. Contexte agri-alimentaire dans lequel évolue l'agriculture paysanne andine équatorienne .. 7
3. Contexte du territoire kayambi 10
4. Problématique : L'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC) dans le système agrI-alimentaire 20
5. Cadre théorique et méthodologique 22
6. Architecture du document 39
PREMIÈRE PARTIE : TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE KAYAMBI : UN REGARD HISTORIQUE AXÉ SUR L'AUTONOMIE PRODUCTIVE ET ALIMENTAIRE DES PAYSANS 43
CHAPITRE 1. Le système alimentaire local au XVIe siècle : recomposition de l'autonomie productive et alimentaire 52
CHAPITRE 2. L'hacienda précapitaliste, creuset des transformations sociales, géographiques et alimentaires, XVIIe - XXe siècle 80
CHAPITRE 3. Les cinquante ans ayant suivi la réforme agraire : quels rôles et quelle place pour les paysans ? 148
DEUXIÈME PARTIE : LES PAYSANS KAYAMBIS ENTRE NESTLÉ, L'UCHUJACU ET LA CAPITALE MONDIALE DES ROSES : LE SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU XXIE SIÈCLE 239
CHAPITRE 4. Les interactions des acteurs du système agri-alimentaire dans la reconfiguration de L'autonomie productive et alimentaire paysanne 264
CHAPITRE 5. Chapitre 5 : Les Paysans Mangeurs - Reconfiguration De Leur Autonomie À Travers L'alimentation 362
CONCLUSIONS GÉNÉRALES 428
BIBLIOGRAPHIE 444
ANNEXES 469
GLOSSAIRE 610
LISTE DE SIGLES ET ACRONYMES 613

LISTE DES CARTES 616
LISTE DES ENCADRÉS 616
LISTE DES ILLUSTRATIONS 617
LISTE DES TABLEAUX 621

Á Jean et Emma

Gracias por mantenerme ¨azul - azul¨

Remerciements

À Jean, mon compagnon le plus proche durant ces années de doctorat. Merci de m'avoir accompagnée sur le terrain ; merci d'avoir fabriqué des moments et des « bulles » pour me protéger des démons de la thèse ; merci d'avoir partagé avec moi tes réflexions et tes rêves d'une agriculture de la vie.

Merci à mes parents, c'est vous qui m'avez montré cette valeur de savoir terminer ce que l'on commence, vous êtes mes piliers.

Pierre, merci de m'avoir tendu la main pour commencer, traverser et terminer ce travail. Quand je t'ai connu j'ai su que je pourrai apprendre beaucoup de toi, et c'est ce qu'il s'est passé. Merci d'avoir toujours cherché la façon me soutenir, même lors des moments où tous les moyens semblaient épuisés, tu as été là pour inventer de nouvelles manières de le faire. Merci pour toutes les réflexions qui m'ont aidé à prendre de la distance.

Lucette, la clé du point final à ce chemin, merci pour m'avoir reçue sans me connaître, merci pour ce que tu m'appris, merci de m'avoir accompagnée.

Je remercie les membres de mon comité de thèse pour leur accompagnement durant le processus de thèse: Claire Aubran, Claire Cerdan, Jean- Marc Touzard, Sandrine Dury, Christophe Soulard.

Merci aux membres du jury de thèse pour avoir accepté de lire et commenter ce travail : Dario Cepeda, Sylvie Lardon, Roberto Cittadini et Adriana Santos.

Merci à "el Área de Salud" Universidad Andina Simon Bolivar-E, en particulier à Jaime Breilh, d'avoir enrichi ma vie académique et personnelle avec vos réflexions, de m'avoir montré de nouvelles perspectives, pour allumer des mèches d'inconformité qui permettent de construire ces connaissances qui émancipent.

Merci à l'UMR Innovation qui m'a reçue et a facilité mes séjours à Montpellier. Merci également de m'avoir permis de connaître un peu mieux le monde de la recherche en France.

À mon « berceau d'origine » dans ce chemin de la curiosité et de la militance pour le monde paysan ; le SIPAE, Alex, Darío, Francisco, Antonio, merci pour votre générosité intellectuelle et merci de m'avoir aidé à trouver ma voie.

À Marce Alvarado pour m'avoir toujours accompagné avec ses réflexions et échanges sur le territoire Kayambi.

Braulio merci pour m'avoir toujours aidé avec ces petits détails qui me manquaient, j'attends toujours les photos du KFC de Cayambe. Merci, tu es un grand collègue, un grand ami et un excellent dirigeant. Le *mundo Kayambi* a un grand leader.

Aux paysans, d'être la source d'inspiration et de motivation de ce travail ainsi que de ma vie professionnelle. Merci de m'avoir accueillie dans votre *chakra* et à votre table, et d'avoir partagé avec moi les joies et les peines de la vie quotidienne d'un paysan.

Ce travail a pu exister grâce à tous ces soutiens et grâce ceux qui m'ont donné encore et encore confiance dans mes propres forces : Fer, Ali, MaJo, Gianni, Malu, Bizcocho, Jaime Breilh, Xavi, Alex, Darío, Clara, ma sœur, mon frère, mes parents, Jean.

Sandra, tu ne liras peut-être jamais cela, mais je n'aurai pas réussi ce dernier pas sans ton accompagnement.

Merci Elisabeth et Luella de m'avoir ouvert les portes de votre maisons à chaque fois que je suis allée en France.

Note :

Tous les lieux (communautés, villages, villes, cantons, provinces) sont localisés dans les annexes : l'annexe 55 pour les lieux n'appartenant pas au territoire kayambi, et l'annexe 56 pour ceux situés à l'intérieur du territoire kayambi.

Tous les termes qui ne sont pas d'usage courant sont dans un glossaire. Cependant, lorsqu'un terme inconnu apparaît pour la première fois dans le texte, sa signification est indiquée dans une note de bas de page

INTRODUCTION GÉNÉRALE :

ORIGINES DE LA THÈSE ET LES CHOIX CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES

« Les mutations de l'ensemble de la société se jouent dans l'agriculture et entre les agriculteurs. »
Kostas Vergoupolus

Les espaces ruraux andins, en particulier dans les Andes équatoriennes[1], sont le théâtre de fortes inégalités, et en même temps de résistances, construites à travers l'histoire. Les agricultures paysannes s'y sont développées dans des contextes défavorables, d'abord au cours de l'époque coloniale, où ont été jetées les bases d'une marginalisation sur les plans matériel, culturel, politique, et par la suite et plus récemment à cause du mouvement global de transformation radicale des régimes alimentaires, dont les impacts sont si importants au niveau local. La modernisation, la mondialisation économique et sociale, l'expansion des politiques néolibérales, la crise mondiale de l'environnement et l'urbanisation se conjuguent à l'intérieur des territoires ruraux andins aux mouvements alternatifs tels que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, produisant une reconfiguration des systèmes alimentaires locaux et de l'autonomie productive et alimentaire des paysans.

Conséquence de la dialectique entre les processus mondiaux et locaux, les sociétés andines paysannes contemporaines perdent progressivement leurs terres, font face à une réduction de l'autoconsommation, à une crise des relations de solidarité, au recul marqué de l'agriculture en tant qu'activité principale et à un processus de prolétarisation (Martínez 2004) et de migration internationale des familles paysannes (Martínez 2004; Vaillant 2013). Tous ces facteurs ont un effet direct sur leurs systèmes alimentaires et conduisent à les redéfinir. Le paysan y assume un double rôle, de producteur-consommateur d'aliments, et voit son autonomie bouleversée.

Ces processus de redéfinition ou « reconfiguration » de l'autonomie productive et alimentaire paysanne sont autant d'interrogations pour les sciences sociales et un défi pour le développement. D'un côté les formes techniques et sociales de l'agriculture paysanne sont reconnues comme sources de systèmes alimentaires durables et, de l'autre, dans les espaces locaux, au cœur des systèmes alimentaires territoriaux, elles modifient la condition paysanne à travers des processus qui la renforcent ou l'affaiblissent.

[1]L'Équateur est situé dans la partie nord-ouest de l'Amérique du Sud. C'est l'un des plus petits pays du continent sud-américain (283 560 km^2). La cordillère des Andes divise l'Équateur continental en trois régions présentant des caractéristiques climatiques, topographiques et écologiques particulières. La *Costa* (littoral équatorien) est riche de vastes vallées dans lesquelles se développe une grande part de l'agriculture destinée à l'exportation et à l'agro-industrie (banane, cacao, palmier africain, canne à sucre). La Sierra (zone intérieure continentale) présente une topographie très accidentée, avec de hauts sommets et de profondes vallées interandines donnant naissance à une grande variété de microclimats. C'est dans cette région que se concentre la majorité de la population indigène du pays et que se trouve les principales sources d'approvisionnement des marchés locaux alimentaires. La région amazonienne couvre près de la moitié du territoire, et elle est constituée essentiellement de forêts équatoriales. C'est le centre de l'activité pétrolière – premier secteur de génération des ressources économiques du pays. L'activité agricole a longtemps été destinée uniquement à l'autoconsommation, mais l'élevage extensif et la production de palmiers africains à huile, ainsi que l'exploitation du bois, ont fortement augmenté au cours des dernières décennies. L'Équateur possède une quatrième région, insulaire, les îles Galapagos, aire naturelle protégée où la production agricole est marginale (voir annexe 1).

1. Mouvement de mondialisation des systèmes alimentaires et ses implications pour la production et l'alimentation des paysans

À partir de la seconde moitié du siècle dernier, au niveau mondial, un nouveau régime alimentaire se consolide[2] dicté par les principes de productivité et de modernité et le paradigme du libre-échange dans le secteur agricole. Cette logique a entraîné des changements radicaux dans les modes de production, de commercialisation et de consommation alimentaires. Les processus de production alimentaire ont atteint des niveaux extrêmes d'industrialisation, allant jusqu'à dissocier l'agriculture de l'alimentation, et l'aliment lui-même des processus naturels. Les systèmes agricoles se spécialisent autour de quelques espèces : *« Il est considéré que sur un potentiel de 30 000 espèces végétales comestibles, 120 sont largement cultivées et 9 seulement assurent l'alimentation de 75 % de la population »* (Raoult-Wack 2001). La production et le commerce des aliments sont fortement concentrés au sein de quelques pays et entreprises agroalimentaires, ce qui induit une standardisation progressive des modes de consommation alimentaire (Amador *et al.* 1995).

Autosuffisance alimentaire globale, baisse des prix des denrées alimentaires, sécurité alimentaire, développement des activités économiques autour de la question agroalimentaire (Rastoin & Ghersi 2010) sont quelques-uns des effets attribués au système alimentaire[3] aujourd'hui dominant dans le monde. Mais malgré cela, la crise alimentaire mondiale est bien réelle (Hol-Giménez & Shattuck 2011). Le problème de la faim n'a pas évolué dans le sens prédit par Josué de Castro au milieu du XXe siècle dans sa *Géographie de la faim* (De Castro 1984) et, selon le Rapport 2018 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. La population souffrant de la faim continue de croître : en 2017, encore 821 millions de personnes y sont confrontées (FAO 2018a). Aujourd'hui, la malnutrition – l'une des principales préoccupations du Sommet mondial de l'alimentation – n'est qu'un problème de santé publique[4] de plus, que les dysfonctionnements du système alimentaire mondial aggravent.

[2] Le terme « régime » est utilisé dans le sens historique que lui donne Friedman pour désigner une période plus ou moins stable, caractérisée par des arrangements institutionnels, des acteurs, des mécanismes, des pratiques culturelles et des accords économiques et politiques qui ordonnent le fonctionnement global de la production alimentaire. Friedman divise la structuration du capitalisme en un ordre mondial de production et de commerce alimentaires, formé de trois étapes qu'il appelle des régimes : 1) 1870 - 1930 « diaspora coloniale » ; 2) 1950 - 1970 « commerciale- industrielle » ; 3) et un « entrepreneuriat environnemental » possiblement émergeant (Friedmann 2005; Friedmann 2009).

[3] La façon dont les humains s'organisent, dans le temps et l'espace, pour obtenir et consommer des aliments (Malassis 1994).

[4] Les maladies chroniques non transmissibles (MNT), telles que le surpoids, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, sont liées aux modes de production, de commerce et de consommation promus par le système alimentaire actuel (FAO, 2017b). L'Association brésilienne de santé collective dénonce, comme un problème de santé publique, l'utilisation de substances agrotoxiques, imposée par le modèle agricole productiviste et exportateur dominant au Brésil, pays qui en 2008 a occupé la première place au palmarès mondial de la consommation de ces produits (Carneiro *et al*., 2015).

L'année 2008 a été une année clé qui a déclenché plusieurs signaux d'alerte au sujet de la vulnérabilité alimentaire qui affecte de nombreuses populations. En effet, elle a vu des millions de nouveaux pauvres touchés par le problème de la faim et en même temps des gains record, en termes de récoltes et de bénéfices, pour certaines des plus grandes industries agroalimentaires du monde [(Lean 2008a, 2008b) en(Hol-Giménez & Shattuck 2011)]. L'augmentation de la quantité d'aliments disponibles, les actions visant à améliorer la sécurité sanitaire et les programmes nutritionnels des États sont insuffisants pour affronter l'insécurité alimentaire (Fournier & Touzard 2014; Maxwell & Slater 2003). Aux critiques sur l'injustice alimentaire s'ajoutent des reproches sur ses effets sur les écosystèmes (Carneiro *et al.* 2015) (PEW Commission 2008), la consommation énergétique et la justice sociale (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems IPES FOOD 2018). Les formes dominantes de production, de commerce et de consommation alimentaires, enfermées dans une logique d'accumulation accélérée, dictée par le capitalisme, reproduisent des processus destructeurs de la vie, basés sur « le dépouillement, la recomposition productive et le choc » (Breilh 2011, 2013; Breilh *et al.* 2005).

La révolution verte[5] (Friedman 2005), les réformes agricoles (McMichael 2009), les politiques d'aide alimentaire – à travers lesquelles la surproduction de l'hémisphère nord a été canalisée (Rubio 2017) – et la libéralisation des marchés agricoles constituent certains des mécanismes de pénétration de ce régime dans le Sud global. Citons, parmi les conséquences de ces processus, la simplification des écosystèmes, l'affectation de la capacité des populations locales à produire leurs propres aliments, la création d'une dépendance alimentaire, la spécialisation de la production agricole en biens de luxe pour les marchés mondiaux, et une dépendance de plus en plus étroite à la technologie. Ces dynamiques ont affaibli l'agriculture paysanne et approfondi les inégalités locales et régionales.

Pour certains, surmonter les dysfonctionnements du système alimentaire dominant passe par une libéralisation plus profonde des marchés agricoles, par l'augmentation des rendements, moyennant une deuxième révolution verte, ciblée cette fois-ci sur l'ingénierie génétique et la biologie moléculaire (Hobbelink 1987) (Alba *et al.* 2013) (Lynch 2007), ou encore par la modernisation écologique (Huber 1982) pour atténuer les effets sur l'environnement. D'autres, partant de la perspective *Small is Beautiful* (Schumacher 1973), appellent à un changement des structures (matérielles, politiques, énergétiques, d'échange) du régime et du système

[5] Expression utilisée pour désigner l'étape où la productivité agricole a considérablement augmenté dans les années 1940 et 1960, grâce à la mise en place d'un modèle technique fondé sur l'amélioration génétique, la mécanisation de l'agriculture et l'utilisation d'engrais et de pesticides.

alimentaires. Pourtant, un mouvement paysan mondial naît, représenté par La Via Campesina[6], qui promeut et porte la *souveraineté alimentaire*[7] *et l'agroécologie*[8] pour en faire des projets alternatifs.

Le terme agroécologie a évolué : d'une discipline scientifique (une pratique agricole) elle est devenue un mouvement politique et social (Wezel *et al.* 2009). Cette définition a été étendue aux politiques publiques (Bellon & Oliver 2014) et également à l'échelle du système alimentaire (Francis *et al.* 2003).

Ces dernières années, les paradigmes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie ont fait l'objet d'une attention accrue de la part des institutions promouvant le développement rural (Heinisch 2011) (Agronomes Vétérinaires sans Frontières AVSF 2010) (Guareschi 2016), des sphères universitaires (Ollivier *et al.* 2019), et sont même devenus des principes directeurs des politiques publiques. En Équateur[9], le cadre normatif de la politique agricole publique consacre expressément le concept de souveraineté alimentaire.

Ces dernières années, l'agriculture paysanne a été reconnue par différents secteurs de la société pour sa contribution à la préservation de la diversité agricole mondiale, à la dynamisation des économies locales par la création d'emplois et de circuits locaux pour la circulation de ses produits, et à la sécurité alimentaire (Pretty *et al.* 2003)(Altieri 2004).
L'année 2014 a été désignée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme l'Année internationale de l'agriculture familiale, soulignant ainsi l'importance numérique de ces formes sociales et techniques de production agricole. En Amérique latine, 80 % des exploitations relèvent de ce type d'agriculture. La pertinence de leur contribution à la création d'un système alimentaire plus durable est mise en avant. Des années

[6] Ce mouvement global est né en 1993, et réunit en 2018 plus de 200 millions de paysans de 182 organisations paysannes, dans 81 pays. Il défend une agriculture durable à petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il s'oppose fermement à l'agrobusiness et aux multinationales qui détruisent les populations et la nature : https://viacampesina.org/fr/

[7] La Via Campesina a initialement développé et proposé ce concept lors du Sommet mondial de l'alimentation (FAO) en 1996. La définition proposée a ensuite évolué. En 2021, la souveraineté alimentaire est définie comme le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes durables, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires https://viacampesina.org/fr/. Le concept a été proposé initialement par Via Campesina, qui consacre sa création avant de le faire évoluer par la suite, voir (Edelman 2014a; Gasselin *et al*. 2020)

[8] « L'agroécologie est un mode de vie de nos peuples, en harmonie avec le langage de la nature. Il s'agit d'un changement de paradigme dans les relations sociales, politiques, productives et économiques de nos territoires, visant à transformer la façon dont nous produisons et consommons les aliments et à restaurer une réalité socioculturelle dévastée par la production industrielle des denrées alimentaires. L'agroécologie génère des connaissances locales, construit la justice sociale, promeut l'identité et la culture et renforce la viabilité économique des zones rurales et urbaines » (LVC 2015) https://viacampesina.org/en/declaration-of-the-international-forum-for-agroecology

[9] L'article 281 de la Constitution de la République d'Équateur énonce que la souveraineté alimentaire constitue un objectif stratégique et une obligation de l'État pour garantir que les personnes, les communautés, les peuples et les nationalités parviennent à l'autosuffisance alimentaire saine de façon durable et culturellement appropriée (*Constitución política del Ecuador* 2008)

plus tard, la FAO défend aussi l'agroécologie, la promouvant comme un moyen valable pour faire face aux défis de l'agriculture et de l'alimentation (FAO 2018b 2019). En Équateur, 75 % des unités de production agricole (UPA) sont des exploitations familiales[10] (FAO 2015). Les déclarations politiques et les rapports scientifiques reconnaissent que les agricultures familiales/paysannes sont une source efficace de production alimentaire, de création d'emplois et, partant, de lutte contre la pauvreté et de préservation des écosystèmes (Bélières *et al.* 2014; Sourisseau 2014). En Amérique latine, ces agricultures produisent plus de la moitié des aliments (Altieri *et al.* 2014) ; toutefois, elles sont de plus en plus soumises à des contraintes. L'absence de politiques publiques et des marchés peu rémunérateurs pour leurs produits contribuent à leur exclusion économique. Elles perdent leur rôle de producteurs alimentaires pour les marchés locaux et leurs propres familles, ou se subordonnent aux formes de production imposées par le modèle de l'agriculture industrielle (Rubio 2009). Tout cela implique la perte de leur autonomie – condition leur permettant de conserver leur statut –, et donc la possibilité d'un changement dans l'ordre alimentaire mondial. Car c'est à partir de l'autonomie, que se construit la différence.

Grâce à leurs modes de production et de reproduction, les paysans sont parvenus, dans une certaine mesure, à résister et à maintenir leur statut face aux logiques du capitalisme et à l'État. C'est à partir de ces processus, qui favorisent l'édification d'une autonomie par rapport à l'ordre dominant – à travers des relations de solidarité, ou la construction ontologique de la relation nature-homme – que les universitaires (Escobar 2014) et les mouvements sociaux mondiaux (Via Campesina) et locaux trouvent leur inspiration, en cherchant à dépasser le modèle de développement actuel, avec des propositions telles que le Bien vivre[11], les droits de la Nature[12], et la souveraineté alimentaire.

[10] « Agriculture familiale : c'est le mode de vie et de travail agricole pratiqué par les hommes et les femmes d'un même noyau familial, à travers des unités productives familiales. Ses fruits sont destinés à leur propre consommation ou au troc et à la commercialisation, et peuvent provenir de la récolte, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'artisanat ou des services, dans divers domaines, tels que l'horticulture, les fruits, la sylviculture, l'apiculture, l'élevage, l'industrie rurale, la pêche artisanale, l'aquaculture et l'agrotourisme » (Grisa & Sabourin 2019).

[11] Le *Sumak Kawsay*, qui peut se traduire comme le « Bien vivre », est un concept qui nous vient des institutions des peuples indigènes d'Amérique latine et en particulier des Andes, où la vie s'organise par le biais de relations garantissant la survie et le bien-être de la collectivité, comme le travail collectif, la propriété commune, les relations de réciprocité (Gutierrez 2010). Les codes éthiques applicables à la société et à la nature (Gudinas 2011)font également partie du paradigme du Bien vivre, tout comme la nécessité de proposer de nouvelles structures politiques, remettant en question la structure de l'État-nation et la démocratie représentative moderne (Marañon & López 2010). Le Bien vivre est une vision qui remet en question le modèle de développement et la notion de bien-être tels que proposés par le capitalisme (Acosta 2010b, 2010a; Gudinas 2011).

[12] Les droits de la nature font partie de ce paradigme du Bien vivre. Il s'agit de reconnaître la nature comme un sujet de droits, en la libérant de son statut d'objet que l'on peut s'approprier (Acosta & Martínez 2011). « Les droits de la nature répondent à une matrice sociale, culturelle et cognitive différente dans la relation entre les êtres

Toutefois, les déclarations mondiales considèrent que ces formes techniques et sociales de production pourraient faire naître des systèmes alimentaires plus durables au plan local, ou seraient l'expression du nouvel ordre alimentaire mondial. Elles provoquent l'érosion des systèmes alimentaires locaux et marginalisent les communautés rurales qui vivent du mélange de plusieurs cultures (Friedman 2005), menaçant par là même leurs savoirs agricoles et alimentaires. La condition paysanne n'est pas la même qu'il y a un siècle, comme l'a montré le sociologue Mendras (1967) dans son ouvrage *La fin des paysans*. Dans ce contexte hostile, certains paysans sont marginalisés (ils perdent leur statut comme tel), d'autres s'intègrent au système dans des conditions de subordination, d'autres résistent (Ploeg 2009) ou cherchent à se réinventer (Escobar 2014), déployant pour cela diverses stratégies. Pour Ploeg (2009), l'une des caractéristiques de la condition paysanne est sa lutte pour l'autonomie. Cette autonomie relative est associée aux ressources dont disposent les paysans (matérielles, cognitives, territoriales) et les relations qu'ils établissent avec le reste de la société (*ibid.).*

L'évolution des contextes au niveau mondial et au niveau local se traduit par une trajectoire socio-spatiale dans laquelle la relation production agricole - alimentation s'est transformée à travers les époques. Les défis liés à l'autonomie alimentaire des paysans et des territoires peu à peu se précisent, car progressivement celle-ci n'est plus assurée par les paysans producteurs, ce qui induit des changements pour les paysans et la paysannerie.

2. Contexte agri-alimentaire dans lequel évolue l'agriculture paysanne andine équatorienne

Il convient de mentionner, parmi les conséquences de ces processus globaux sur les zones paysannes andines et leur société, la perte progressive de la terre tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il est important aussi de signaler la rémanence du *minifundio*. Cette situation n'a pas été résolue par les réformes agricoles et a été exacerbée par un processus interne *« d'héritage bilatéral »*[13] (Martínez 2004). Elle s'est maintenue par l'impulsion donnée par la politique publique à un marché foncier qui conduit à la re-concentration de la terre, réaffirmant ainsi une structure agraire bimodale (Kay 1995). En 1974, après les réformes agraires, l'indice de Gini du pays était de 0,85 ; aujourd'hui il est de 0,81 et dans la région Sierra, où se trouvent les Andes, de 0,73[14], ce qui fait de l'Équateur – l'un des plus petits pays

humains et la nature, qui repose sur le sens communautaire et qui est solidement ancrée dans le sacré, non au sens du religieux, mais dans un sens qui comprend le sacré comme méritant le respect. »

[13] Dans le monde rural andin, mais pas exclusivement, le sens de la justice et de l'égalité qui prévaut dans une famille paysanne établit que les parents laissent en héritage la terre qu'ils possèdent à tous leurs enfants, à parts égales. Ceci contribue plus encore au fractionnement et à la dispersion des unités de production qui étaient déjà rares même après la réforme agraire. Martinez (2004) appelle cette dynamique « l'héritage bilatéral ».

[14] Calculé en fonction des strates de l'indice de Gini, présentés par province dans *Atlas de Tenencia de la Tierra en el Ecuador* (Hidalgo *et al*. 2011).

d'Amérique latine –, l'un des endroits où l'accès aux terres agricoles est le plus inégal. Outre l'aspect quantitatif lié à l'accès à la terre pour les paysans, l'un des problèmes les plus importants est la perte de la qualité des sols aux fins de production agricole. La dégradation par l'érosion en Équateur touche 49 % des sols utilisés dans l'activité agricole (FAO 2017a). De surcroît, les caractéristiques topographiques des Andes rendent cette zone très vulnérable à l'érosion. Citons, parmi les facteurs majeurs de cette dégradation physique, les pratiques agricoles introduites dès la colonisation (De Noni 1986) et aggravées par la modernisation, qui ne sont pas adaptées à la réalité écologique des Andes. Par ailleurs, les conditions d'inégalité d'accès à la terre repoussent la frontière agricole jusqu'aux limites des écosystèmes, eux-mêmes fragiles.

Avec l'accélération du processus de modernisation, les paysans andins changent leurs pratiques de production passées, augmentant leur dépendance au marché, ce qui va de pair avec une dépendance technico-cognitive. Les processus de prolétarisation (Martínez 2004) et de migration interne - externe des paysans andins (Martínez 2004; Vaillant 2013) sont également les réponses apportées à un environnement hostile qui ne leur permet plus de vivre de l'activité agricole. Il en résulte une population rurale vieillissante (Estévez 2017) ainsi qu'une fragmentation sociale croissante (Korovkin 2003), doublée d'une crise des relations de solidarité (Martínez 2004).

Aujourd'hui encore, l'agriculture paysanne andine en Équateur est reconnue comme la principale source d'approvisionnement des produits qui composent le panier alimentaire de base équatorien[15] (FAO s. f.; Martínez 2013). L'érosion du statut de « pourvoyeur » d'aliments du territoire andin résulte des modalités historiques d'intervention de l'État, reproduisant des dynamiques globales, qui ont contribué à la consolidation d'un système alimentaire qui lie tout un ensemble de secteurs dynamiques de l'agriculture : les unités de production entrepreneuriales, une petite fraction de paysans en voie de capitalisation ; les agro-industries et la demande alimentaire des segments de la population ayant des revenus moyens ou élevés. L'agro-industrie et la production destinée à l'exportation se disputent, même au sein des systèmes de production paysans, les meilleures conditions matérielles pour s'étendre. La production de fleurs d'exportation (Mena & Boelens 2016) et la production laitière, à laquelle participent de nombreux paysans, en sont de bons exemples. Ces exploitations sont essaimées

[15] Le panier familial de base (PFB) représente un ensemble de biens et de services indispensables pour satisfaire les besoins essentiels du ménage. Pour les denrées alimentaires on trouve : céréales, viande, poisson, crustacés, graisses, huiles comestibles, lait, produits laitiers, œufs, légumes, tubercules, légumineuses, fruits, sucre, sel, condiments, café, thé, boissons gazeuses https://www.ecuadorencifras.gob.ec/canasta/

le long du couloir interandin (Salazar 2016). Cela a entraîné une tendance récessive dans la production de certains articles typiques des unités de production paysanne andines, conduisant à leur exclusion du panier alimentaire de l'ensemble de la population, dont les paysans eux-mêmes. La diminution de la superficie consacrée aux cultures vivrières est également due aux faibles prix de vente reçus par les paysans lorsqu'ils sont insérés dans de longues chaînes commerciales, lesquelles contribuent de surcroît à leur invisibilité en tant que fournisseurs d'aliments de la société équatorienne. La production de blé est un bon exemple : les politiques publiques et le marché international ont découragé la production de cette céréale traditionnelle andine, produit de base du régime alimentaire équatorien bien que non indigène. Alors qu'en 1960 on comptait 100 000 hectares de blé, en 2010, il n'en reste plus que 15 000. Ainsi, l'Équateur importe 99 % du blé consommé dans le pays (Coffey *et al.* 2007). De même, les hectares ensemencés en maïs doux, produit emblématique de la culture andine, ont diminué de 40 % en 10 ans (2007 - 2017) (INEC 2010b, 2017).

L'état de vulnérabilité alimentaire du paysan andin équatorien est présenté comme une constante historique, qui trouve son origine dans sa marginalisation matérielle dont les racines remontent à l'époque coloniale (Pacheco 1991; Ramón 1985). Aujourd'hui, la zone rurale andine abrite encore plus de la moitié de la population du pays : or elle souffre d'insécurité alimentaire (Calero 2011) et présente la plus forte prévalence de malnutrition chronique[16]. L'agriculture et l'alimentation dans les sociétés paysannes andines sont étroitement liées, le besoin d'autoconsommation expliquant ce lien ancestral. Les paysans ont toujours appliqué diverses stratégies pour la gestion de leurs systèmes dans un but proprement alimentaire. Par exemple, l'accès à différentes zones (ou étages) écologiques permet la diversification de la production et donc de l'alimentation. Des pratiques comme le troc sont également courantes, toujours dans un but de soutien aux besoins alimentaires (Morlon 1992; Herrera Nelson 1987). Toutefois, la transformation des espaces ruraux redéfinit également la relation entre la sphère productive et la sphère alimentaire dans les modes de vie des paysans.

« El Milagro Cayambeño es obra del Capitalismo » (El Comercio 2014) (*Le miracle cayambais est l'œuvre du capitalisme*) : tel est le titre d'un article du quotidien le plus important du pays pour décrire les changements survenus à Cayambe, l'un des cantons[17] ruraux des Andes équatoriennes le plus relié au marché mondial grâce à la production de fleurs fraîches destinées à l'exportation. S'y trouve également l'une des multinationales les plus représentatives de

[16] La prévalence de la malnutrition chronique dans les Andes rurales atteint 43,6 %, contre 23,9 % au niveau national (INEC 2015)

[17]Circonscription administrative d'organisation politique. L'Équateur est divisé en provinces, cantons et paroisses.

l'industrie alimentaire mondiale, Nestlé. Sur ce territoire, berceau du mouvement indigène, les paysans interagissent depuis des siècles avec une agriculture *latifundiste*, et récemment avec l'une des formes les plus dures du capitalisme agraire. Sa proximité avec le centre urbain le plus important du pays, outre l'avancée de la mondialisation, en fait un espace où les transformations productives et alimentaires façonnent et sont façonnées par les paysans en tant que producteurs et mangeurs d'aliments, reconfigurant leur condition paysanne.

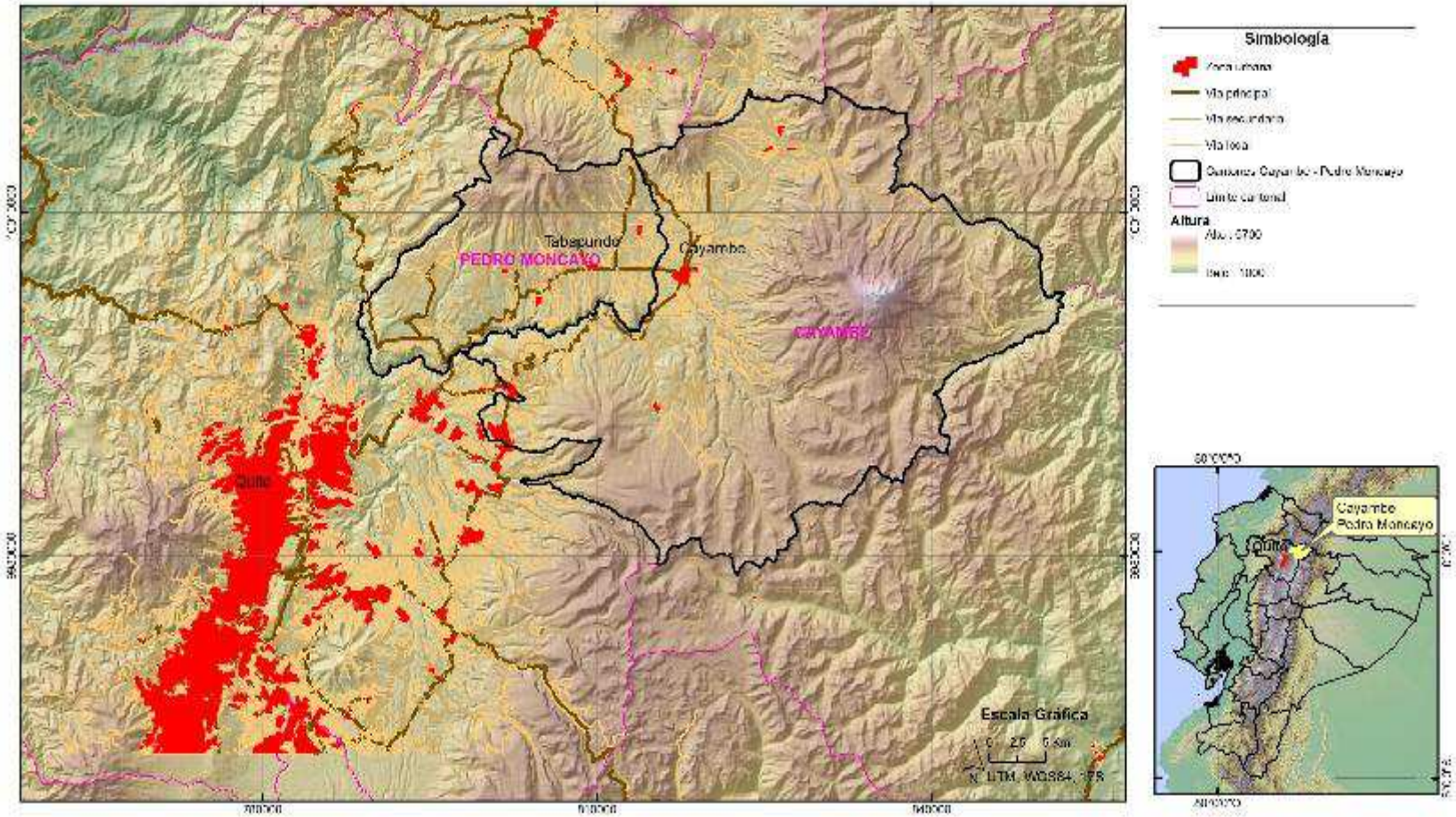
3. Contexte du territoire kayambi

> *[…] Cayambe est sans aucun doute l'une des villes du pays qui a le plus changé ces derniers temps. […] Il s'agit d'une transformation structurelle qui va de la possession de la terre jusqu'à certaines manifestations culturelles. […]. Comme l'a dit l'ancien maire de cette commune, Diego Bonifáz, l'un des héritiers de l'ancienne et colossale hacienda Guachala, de type semi-féodal, il s'agit d'un passage du « Moyen-âge au capitalisme moderne » […] (El Comercio 2014)*

Les cantons de Cayambe et Pedro Moncayo (Carte 1) occupent la plus grande part du territoire kayambi[18], qui s'est construit depuis 500 ans autour d'un dualisme agraire hérité de structures coloniales latifundistes et minifundistes. Cette vallée andine, située entre les chaînes de montagnes orientale et occidentale, se caractérise par un climat équatorial de montagne où les températures et les précipitations dépendent fortement de l'altitude. À cheval sur la ligne équatoriale, la région présente des conditions climatiques et pédologiques assez diverses, influencées par l'altitude, le relief, un substrat de cendres volcaniques et les masses d'air provenant de l'océan Pacifique et/ou de l'Amazonie.

[18] L'espace physique Kayambi est celui qui est habité, mais pas exclusivement, par ceux qui se disent descendants des peuples pré-incas Kayambis - Caranqui. [18] Le peuple Kayambi - Caranqui s'est établi dans ce qui correspond aujourd'hui, en termes de division politique et administrative, aux cantons de Cayambe, Pedro Moncayo, Quito, Otavalo, Pimampiro, et El Chaco (annexe 2). Toutefois, la plupart des habitants vivent dans les deux premiers cantons, représentés sur la carte, centre de la présente étude (Carte 1).

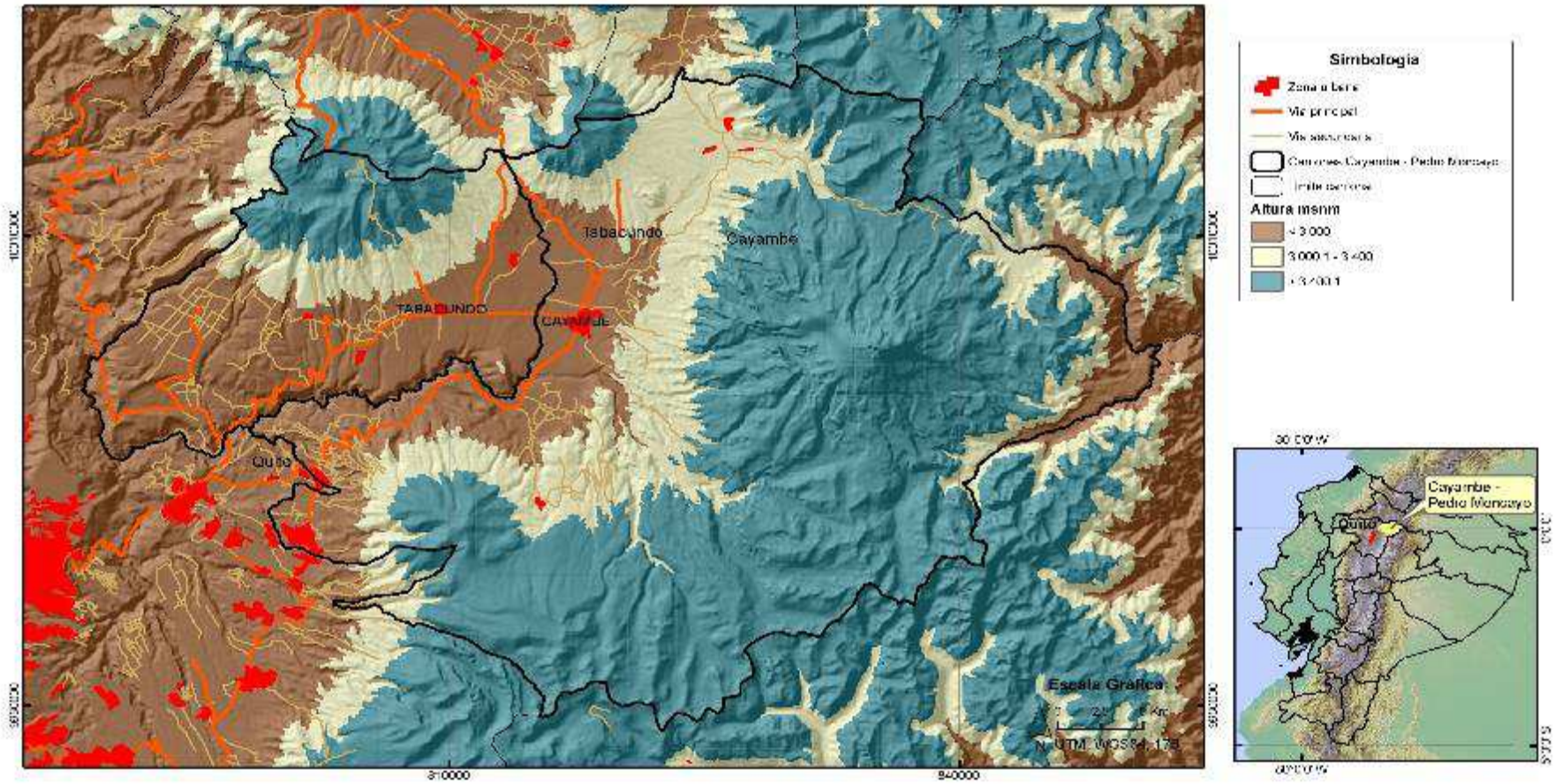
Carte 1.
Localisation de l'espace Kayambi, objet de l'étude présente



Source : IGM (2011) ; INEC (2012)
Élaboration : Román P. ; Alvarado M.

L'espace kayambi offre une grande amplitude altitudinale (entre 1600 m et 4500 m), ce qui donne une zone hétérogène en termes de précipitations (1200 à 350 mm/an) et de températures. D'une manière générale, on peut distinguer dans la zone de basse altitude, un étage situé entre 1600 et 2400 m, correspondant au fond des vallées, qui est une zone sèche où l'irrigation est indispensable à la production. Vient ensuite la zone située entre 2400 et 3200 m : c'est un étage tempéré et humide où se trouvent les vallées, les plaines volcaniques et les pentes basses de la cordillère des Andes. À partir de 3200 m, on trouve l'étage froid et humide, que les paysans identifient souvent comme le début de l'écosystème du *páramo* andin (Carte 2). Le *páramo* est une formation écologique herbacée de haute altitude (environ 3600 m jusqu'à l'étage minéral), froide, pérenne, humide, avec des sols noirs profonds, non cultivés et servant parfois de pâturages (espèces dominantes : *Stipa sp., Calamagrostis sp.* et *Festuca sp.*) (Acosta-Soliz 1984).

Carte 2.
Le territoire kayambi et ses différents étages altitudinaux



Source : IGM (2011); INEC (2012)
Élaboration : Román P.; Alvarado M.

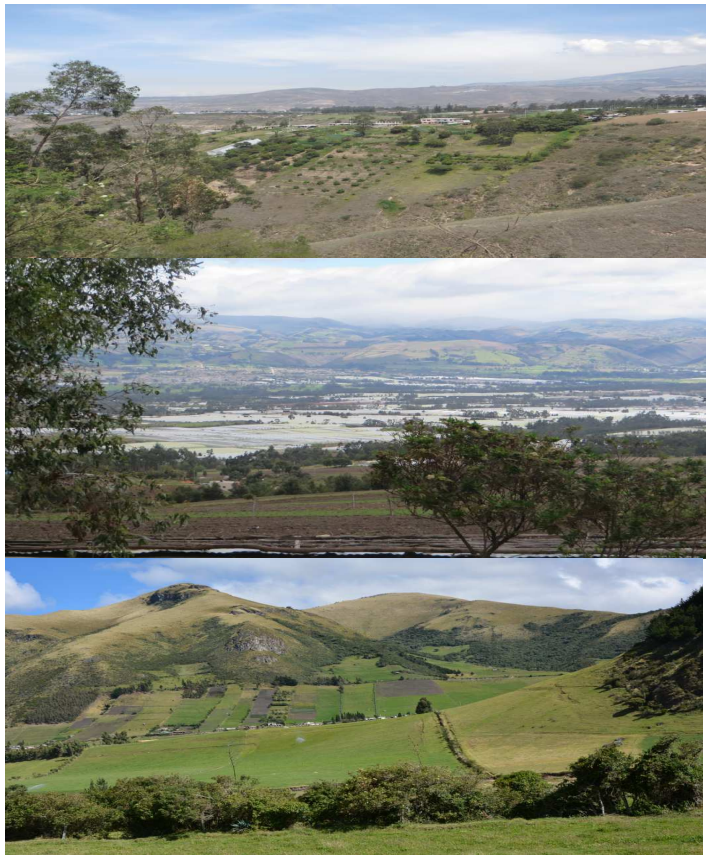
Selon l'étage écologique, le régime pluviométrique connaît deux périodes, l'une allant de février à mai, et l'autre d'octobre à décembre, avec des différences en volume et intensité. La période la plus sèche, l'été, se situe entre juin et septembre. En ce qui concerne les températures, elles diminuent avec l'altitude, la caractéristique étant qu'elles varient peu au cours de l'année, mais fortement au cours d'une même journée. Un relief accidenté caractérise l'ensemble de ce milieu, dont les pentes prononcées empêchent souvent la production agricole. Ces différences pédoclimatiques donnent naissance à chacun des étages écologiques (Illustration 1). La valorisation de cette diversité écologique par les sociétés pré-incas est ce que Murra (1972) appelle *le contrôle vertical* et plus spécifiquement dans les Andes équatoriennes, la *microverticalité* (Oberem 1981) a servi de modèle à l'organisation économique et spatiale des haciendas au temps de la colonie. Ce modèle s'est peu à peu effacé et il est aujourd'hui peu pertinent au regard des modes de fonctionnement des communautés (Gasselin 2000). Mais ce qui perdure encore à ce jour, depuis l'époque coloniale, c'est une différenciation ethnique et sociale en fonction des étages écologiques *(ibid.)*. L'étage froid est l'espace occupé par les indigènes[19], tandis que l'agro-industrie, les entreprises agricoles capitalistes, les paysans métis[20] et les villes accaparent la vallée. Cette dernière est traversée par le principal axe routier du pays qui la relie directement à la capitale et au principal aéroport de fret du pays. Malgré sa proximité apparente (environ 70 km), la communication entre le territoire kayambi et la capitale était peu développée jusqu'au début du XXe siècle. C'est avec l'expansion du réseau routier que s'intensifient les liens avec Quito. Cette proximité géographique (physique) a toujours été exploitée de différentes manières. Ce sont les propriétaires terriens, puis l'agro-industrie, parfois extérieure au territoire, qui ont d'abord profité de la proximité de ce centre de consommation (par exemple avec la production de lait), des infrastructures (aéroport de fret), et de la connectivité routière pour développer leurs activités économiques. S'agissant des paysans kayambis, ils s'y déplacent pour y proposer leur force de travail et c'est la première option pour ceux qui souhaitent accéder à une formation universitaire. Le processus historique de subordination a fait que le potentiel économique offert par cette proximité n'a pas su être exploité par cette classe paysanne (Martínez Godoy 2017). À travers l'histoire, le

[19] Actuellement, la population qui s'autodéfinit comme « indigène » ou indigène, dans cette zone, représente 30 % (INEC 2010a).

[20] Terme utilisé depuis le temps de la colonie pour définir, depuis une perspective ethnique, l'individu descendant d'une union indigène/espagnole et qui s'utilise encore jusqu'à présent.

territoire kayambi, en fait, n'a guère contribué à l'approvisionnement alimentaire de Quito, sauf pour le lait. Aujourd'hui, les paysans kayambis commercialisent leurs produits par le biais de longues chaînes, émaillées d'intermédiaires, qui approvisionnent les marchés de gros des centres urbains, tels Quito et Ibarra, et auprès desquels s'approvisionnent à leur tour les détaillants. Mais ces dernières années, des circuits se sont développés par le biais desquels les paysans parviennent à approvisionner directement les consommateurs de la capitale, et ce grâce à leur production agroécologique.

Illustration 1.
Différents étages agroécologiques du territoire kayambi



Entre 1500 et 2400 m - Étage chaud

Dans le fond des vallées sèches, entre 1500 et 2400 m, l'irrigation est indispensable à la production agricole ; mais elle demeure très limitée. On y trouve des parcelles de maïs et des arbres fruitiers (avocatiers, orangers, mandariniers et citronniers).

Entre 2400 et 3200 m - Étage tempéré

Cet étage bénéficie de plus de précipitations - vallées glaciaires, planèzes volcaniques et partie basse des versants des deux cordillères andines. On y trouve du maïs, des exploitations floricoles et des prairies couvrant de grandes surfaces.

Au-dessus de 3200 m - Étage froid

Les terres froides en altitude sont humides et permettent la culture de la pomme de terre, de l'oignon, de la fève et de l'orge jusqu'à 3800 m voire 4000 m, avant que ne prennent le relai les hauteurs, zones naturelles et plus humides.

Élaboration :RománP

Ce n'est qu'au milieu du XXe siècle que les paysans kayambis ont retrouvé une certaine autonomie avec la dissolution des relations précapitalistes de travail et l'accès à la propriété foncière, par l'effet des réformes agraires. Quoique ces réformes n'aient pas entraîné de changements majeurs dans la structure du régime foncier en faveur des paysans, elles ont néanmoins conduit les paysans kayambis à former ce que l'on peut appeler le berceau du mouvement indigène, lequel a joué un rôle de premier plan dans la matérialisation de ces réformes. Selon le dernier recensement agricole de Cayambe, 43 % des surfaces en production se trouvent dans moins de 1 % des UPA[21] (INEC 2000). Le faible accès à la terre, en termes de surface, est aggravé par des processus continus de dégradation physique des sols. Dans la région Sierra, le canton de Cayambe présente la plus grande surface de sols volcaniques durcis, appelés *cangahua*[22], qui apparaissent après les processus érosifs (MAG 2017).

Parallèlement à l'accession des paysans kayambis au statut de propriétaires fonciers, un processus de modernisation agraire a été engagé et soutenu par la classe des grands propriétaires terriens de l'époque[23]. Cette modernisation s'est d'abord traduite par l'intensification et la spécialisation de la production laitière, appuyée par l'État à travers des mesures incitatives et portée par une demande croissante de la ville de Quito (Cliche 1995). Postérieurement, sous l'effet de la mise en œuvre des politiques néolibérales et des exigences du marché international, l'agro-industrie floricole a fait son entrée. Certains paysans ont été insérés de manière marginale dans le projet de modernisation par le biais de projets agricoles promus par des ONG ou des entreprises privées, souvent en coopération avec l'État, dans le cadre de programmes dits d'inclusion. D'autres, au cours de ce processus, ont perdu tout ou partie de leur statut de paysan, devenant ainsi subordonnés au processus, travaillant comme ouvriers dans l'agro-industrie ou dans d'autres secteurs de l'économie nationale, la construction ou le secteur du pétrole[24]. Avec

[21] Unité de production agricole (élevage y compris).

[22] Le mot *cangahua* vient du quechua et il est utilisé pour décrire un sol composé de matériaux volcaniques durcis ayant une incidence sur la production agricole. La dernière étude effectuée par le ministère de l'Agriculture dans six des dix provinces de la Sierra, distingue deux types de *cangahuas* : I) superficiels, jusqu'à 60 cm sous terre ; II) affleurants, apparaissant à la surface après le phénomène d'érosion.

[23] La modernisation agraire s'entend comme le changement dans la technologie de production, les machines agricoles (motorisées), les intrants de l'industrie chimique (engrais, pesticides), l'utilisation de semences et des races animales par la sélection et l'amélioration ; elle désigne également le développement des industries de transformation alimentaire.

[24] Pendant le boom pétrolier qui a démarré dans les années 1970, le secteur du pétrole et celui de la construction, dynamisé par le premier, ont été fort demandeurs de main-d'œuvre. Quito et d'autres villes ont dû faire appel à une main-d'œuvre provenant des zones rurales proches des villes en expansion (Deler *et al*. 1983)

la modernisation de l'agriculture, l'évolution des relations sociales de production et le libre marché, la dualité économique, sociale et politique qui existait déjà sur le territoire kayambi depuis des siècles a été cristallisée.

Au cours des vingt dernières années, avec la floriculture comme moteur, Cayambe a connu une croissance démographique et économique notable. La population[25] est passée de 62 656 habitants en 1990, quelques années après le début de l'activité floricole, à 118 967 habitants en 2010 (INEC 1990, 2010a). Cela représente une croissance annuelle moyenne de 3,2 %, soit près de trois fois la croissance enregistrée dans les années 1980 (1,2 %). Elle est aussi bien supérieure aux moyennes nationales qui, par exemple, furent de 1,3 % entre 1990 et 2010. Cette croissance démographique s'explique par l'afflux de travailleurs, équatoriens et étrangers, vers la région pour être employés dans la floriculture (Balay *et al.* 2004). Sur le plan économique, les ruraux travaillant dans la floriculture ont formé une masse de salariés agricoles (pour une grande part des femmes de la zone) avec un plus grand pouvoir d'achat et donc une plus grande capacité de consommation. A tel point qu'elle est devenue le socle du développement du commerce de cette région. Le secteur agroalimentaire est particulièrement dynamique ; on y trouve des magasins vendant des intrants agricoles, des machines agricoles comme ailleurs en Amérique latine (Reardon & Berdegué 2002). La modernisation de l'agriculture s'est également accompagnée de l'apparition de supermarchés et d'une nouvelle offre de produits alimentaires industriels. La ville de Cayambe est le principal centre de consommation pour tous les habitants de la zone.

Malgré le parcours de modernisation de l'agriculture initié avec la réforme agraire il y a plus de 50 ans dans le territoire des Kayambis, et la croissance économique entraînée par la présence de l'agro-industrie, 70 % de la population est classée dans le segment « pauvre », selon l'indice des besoins fondamentaux non satisfaits - NBI [26] (INEC 2010).

[25] Il s'agit de la population rurale et urbaine des cantons de Cayambe et Pedro Moncayo.

[26] Nombre de personnes vivant dans des conditions de « pauvreté », exprimé en pourcentage de la population totale au cours d'une année donnée. Une personne est considérée comme « pauvre » si elle vit dans un foyer qui souffre de privations persistantes dans la satisfaction de ses besoins fondamentaux, notamment au niveau du logement, de la santé, de l'éducation et de l'emploi. Un ménage est considéré comme pauvre si l'une des conditions suivantes est remplie : 1. Le logement présente des caractéristiques physiques inadéquates pour la vie humaine. 2. Le logement est mal desservi (logements non reliés à des aqueducs ou à des canalisations ou sans services sanitaires reliés à des égouts ou fosses septiques). 3. Le ménage est fortement tributaire des revenus de tous ses membres (ceux comptant plus de 3 membres ayant une occupation et dont le chef (a) de famille a au moins une éducation primaire). 4. Le foyer compte des enfants qui ne vont pas à l'école. 5. Les personnes vivent fortement entassées dans le foyer (INEC 2010).

Dans les zones où la présence indigène est la plus forte, comme les paroisses de Cangahua et de Tupigachi, cet indicateur dépasse 95 %.

L'un des problèmes découlant de cette situation de pauvreté est la malnutrition qui, dans les Andes équatoriennes, touche particulièrement les enfants ruraux et indigènes, qui présentent un retard de croissance (35,6 %), ou des problèmes d'obésité (24 %) (Freire *et al.* 2013), ce qui est signe d'une double problématique dans l'épidémiologie nutritionnelle. Au niveau local, il n'existe pas de statistiques officielles récentes sur ces questions. En 2002, la malnutrition[27] infantile à Cayambe était de 62,9 %, atteignant 68,5 % dans les zones rurales (Balay *et al.* 2004; INEC 2002). Un sondage réalisé auprès des familles rurales kayambies par le Programme alimentaire mondial (PAM) a conclu que dans 75 % des familles, la fréquence de consommation de 8 groupes de denrées alimentaires, définis par l'étude comme étant importants, demeurait faible (FORESCCSA & PMA 2013).

Les signes d'une transition épidémiologique (Omran 1971), résultant de l'évolution des modes de vie, y compris les habitudes alimentaires, sont observés dans les Andes rurales. Ils se traduisent par l'augmentation des maladies chroniques non transmissibles, dont l'obésité (Freire *et al.* 2013). À Cayambe, le diabète et les maladies cardiaques associées à cette transition sont la principale cause de décès *(ibid.)*. La nutrition des paysans en général est une préoccupation majeure[28] pour les organisations qui les regroupent (Yanez 2003) (Brassel *et al.* 2008) et les institutions publiques (Gobierno de la Provincia de Pichincha 2012).

La production alimentaire autoconsommée est une constante fréquemment utilisée pour donner une image représentative des paysans andins. Cependant, il existe une controverse quant au poids réel qu'elle joue encore actuellement dans leur régime alimentaire. Des études récentes confirment l'évolution de la nature et de l'origine de l'alimentation de la paysannerie andine équatorienne (Gross *et al.* 2016; Soto 2014). Ces aspects sont pointés du doigt comme étant la cause de la dégradation du régime alimentaire de ces familles et de tout le territoire (Brassel *et al.* 2008; Guerra 2011; Tutillo

[27] La malnutrition chronique est le résultat de déséquilibres nutritionnels continus dans le temps et se reflète dans le rapport entre la taille et l'âge de l'enfant. On considère qu'un enfant d'un âge donné présente une insuffisance lorsque sa taille est inférieure à la taille minimale attendue pour cet âge selon les courbes de croissance d'une population considérée comme saine et bien nourrie (les courbes de référence 2006 de l'OMS étant celles actuellement utilisées).

[28] Les plans de développement et d'aménagement territorial de Pedro Moncayo et de Cayambe, dans leur diagnostic, exposent les problèmes nutritionnels de la population, et leur résolution est considérée comme une priorité.

2003). La délocalisation de l'alimentation s'opère non seulement au niveau des familles paysannes, mais aussi au niveau du territoire dans son ensemble, ce qui amenuise leur autonomie alimentaire. La modernisation de l'espace agricole kayambi et les processus de mondialisation qui s'y expriment ont transformé les modes de production, d'échange commercial et non commercial et de consommation alimentaire. Ceci entraîne des répercussions directes sur l'autonomie productive et alimentaire du monde paysan.

Peu d'études se sont penchées sur la relation entre la production et l'alimentation des paysans. Or s'interroger sur cette autonomie et sur les rapports des paysans à leur alimentation peut être crucial. Cette question peut avoir des conséquences qui dépassent le cadre de ce territoire telles des conséquences analytiques (besoin de produire un cadre conceptuel et méthodologique qui pourrait être utile dans d'autres situations) et des conséquences comparatives (besoin d'interpréter les dynamiques locales pour la comparaison avec d'autres situations du fait de la mondialisation).

4. Problématique : L'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC) dans le système agrI-alimentaire

Les tendances globales du système alimentaire contribuent à augmenter le lien de dépendance au marché des paysans, aussi bien au niveau du processus productif que de la valorisation de la production, diminuant ainsi leur autonomie relative. Cette condition a rendu possible la reproduction sociale et matérielle des sociétés paysannes (Chayanov 1990; Mendras 1976; Ploeg 2009), laquelle augmente ou diminue en fonction de la dépendance des paysans vis-à-vis du marché. L'intégration croissante au marché contribue aux changements dans l'alimentation paysanne. À partir de cette intégration, les paysans-mangeurs renforcent ou affaiblissent leur condition autant sur un plan matériel que symbolique.

Les agricultures andines, et en particulier dans le territoire kayambi, sont les héritières d'un dualisme agraire fondé, il y a plus de cinq siècles, sur les structures latifundiaires et minifundiaires coloniales. Aujourd'hui, cette coexistence réunit et oppose des formes d'agriculture au sein desquelles se trouvent les paysans les plus pauvres et les exploitations capitalistes les plus intensives (en intrants, en travail, en capital) du monde (Gasselin 2000). Ce système agraire constitue le substrat d'un système alimentaire territorial qui est polarisé par ces formes sociales et techniques, ainsi que par les formes d'approvisionnement, de transformation, de distribution et les comportements alimentaires, en particulier ceux des paysans. Ce système alimentaire territorial a subi de

profondes transformations socio-économiques, environnementales et culturelles qui sont le produit de la modernisation, de l'urbanisation et de la mondialisation. Celles-ci recomposent « l'autonomie productive et alimentaire paysanne » (APAC). Dans le même temps, les paysans producteurs et mangeurs, en tant qu'individus et groupes d'individus, modifient leurs pratiques et contribuent ainsi à cette reconfiguration.

L'évolution des contextes, mondial et local, se traduit par une trajectoire socio-spatiale où la relation à la production agricole et à l'alimentation a été modifiée à plusieurs reprises. Progressivement les défis de l'autonomie alimentaire se précisent et petit à petit cette dernière n'est plus assurée par les paysans producteurs, ce qui entraîne des changements pour le paysan et la paysannerie.

L'hypothèse centrale de ce travail est que même si les paysans kayambis ont gagné, depuis une cinquantaine d'années, une certaine liberté leur permettant de décider et d'agir dans le domaine de la production et de l'alimentation, la plupart d'entre eux tendent à perdre le contrôle de leur condition paysanne. Ils connaissent une plus grande dépendance économique, culturelle, technique et politique, ont un moindre contrôle de leur développement et une moindre capacité à critiquer le système en place. Cette réalité sociale résulte d'un processus historique de marginalisation matérielle et symbolique, renforcé par le développement massif du capitalisme agricole. Cependant, plusieurs projets naissants ont un impact sur diverses sphères du système alimentaire territorialisé kayambi. Ils permettent le développement de nouvelles pratiques et de discours qui contrecarrent la dépendance croissante au marché tant au niveau productif qu'alimentaire. Et ils contribuent au renforcement de « l'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC) » tant au niveau individuel que collectif.

Trois axes de recherche sous-tendent ce travail :

- Quels sont les processus historiques du système alimentaire territorial kayambi sur lesquels se fonde l'autonomie productive et alimentaire des paysans ?
- Quelles interactions entre les acteurs du territoire et les paysans contribuent, de nos jours, à la recomposition de l'autonomie productive et alimentaire paysanne ?

- Quelles sont les pratiques productives et alimentaires encore présentes au sein des systèmes de production agricole et des foyers paysans et comment celles-ci participent-elles à la configuration de l'autonomie productive et alimentaire paysanne ?

5. Cadre théorique et méthodologique

5.1. Éléments de définition de la paysannerie des Andes équatoriennes

« Au début de ce nouveau millénaire, la présence des paysans dans les pays andins pourrait paraître un anachronisme de l'histoire. Malgré la diminution numérique des paysans dans les zones rurales, ils ne peuvent pas encore être considérés comme […] des "survivants" […]; au contraire, il s'agit de producteurs ruraux qui, s'il est vrai, ont beaucoup changé […] n'en conservent pas moins une présence économique, culturelle et politique significative dans les pays andins » (Martínez 2004)

Le terme « paysan » est utilisé dans l'économie politique, la sociologie rurale, la géographie humaine, partout dans le monde. Toutefois, c'est une notion qui a de multiples significations. D'un point de vue scientifique, cette catégorie analytique fait référence à la production agricole, à l'auto-approvisionnement, au travail familial, aux relations de parenté et de proximité au sein d'une communauté, où il existe une autoconsommation et aussi des échanges monétaires et non monétaires. La figure du paysan renvoie à la fois à l'idée d'une autonomie relative au sein de la société qui les englobe (Mendras 1976) et à un ancrage communautaire (Bélières *et al.* 2014). Dans le contexte européen et russe, le paysan de Mendras (1976) ou de Chayanov (1990) est défini en contrepoint de la classe ouvrière.

Dans les pays andins, le débat sur la catégorie analytique *paysan/paysannerie est* large et non résolu. C'est la preuve de la complexité de l'établissement d'un concept unique et généralisé, compte tenu de la diversité observée à partir d'une approche empirique. Dans les Andes et en particulier en Équateur, la notion de paysan est fondée sur un passé agraire qui a limité leur accès à la terre (*minifundio*) et marginalisé leur espace de vie, ainsi que sur une dimension ethnique. Les syndicats paysans sont imprégnés de cette origine ethnique qui se reflète dans leur nom. Par exemple la plus ancienne organisation paysanne équatorienne, qui a joué un rôle déterminant dans l'adoption de la réforme agraire, porte le nom suivant : Federación Ecuatoriana de Indios

(Fédération équatorienne des Indiens)[29]. Les paysans d'Amérique latine sont inséparables de leur ethnie, comme le dit Baltra : *« Les paysans d'ici sont au sens strict des paysans-indiens »* (Bartra 2011). Cette condition ethnique s'accompagne de symboles et d'images propres au mode de vie paysan, comme en témoigne leur relation avec la nature, la *pachamama*[30] et la vie en communauté. L'interaction avec la nature, notamment par le biais de l'activité agricole, est une caractéristique du paysan. La base de cette interaction est la terre, dont l'accès dans les Andes prend diverses formes (location, propriété, collective, en partage ou *al partir*). La production agricole est organisée autour du travail familial, même si la main-d'œuvre familiale est souvent également occupée à d'autres activités qui ne sont pas nécessairement agricoles. L'agriculture paysanne se reproduit grâce aux relations de solidarité et de réciprocité, comme la *minga* ou [31]¿, qui se tissent sur le territoire entre la sphère productive et reproductive. Les paysans sont tout à la fois des producteurs et des mangeurs. C'est au sein de la société paysanne que se forge le slogan « de la terre à l'assiette », expression qui désigne une alimentation basée sur des produits frais qui viennent directement des champs et arrivent à la cuisine, et dont les conditions de production sont bien connues des paysans. Pendant des siècles, le régime alimentaire des paysans s'est construit en interaction avec leur écosystème naturel, y compris ses limites, et à partir de la circulation locale des aliments qui couvre les échanges entre parents et au sein de réseaux sociaux. Une autre caractéristique des paysans andins est leur hétérogénéité, non seulement dans leurs activités productives mais aussi dans leur culture et leurs formes d'insertion dans le système dominant.

Dans les Andes équatoriennes, et en particulier dans les Andes septentrionales proches de Quito, l'histoire de la paysannerie actuelle est marquée par une *lutte* constante pour la *survie*, dans des conditions toujours défavorables. Dès l'époque coloniale, elle a été dépossédée de ses terres, confinée dans des espaces écologiques adverses et soumise au pouvoir de l'Église et des propriétaires terriens. Par la suite, après les réformes agraires

[29] À l'heure actuelle, les deux organisations les plus importantes de paysans au niveau national sont la *Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* (CONAIE) ; la *Confederación nacional de organizaciones campesinas, indígenas y negras* (FENOCIN) ; la *Confederación de los Pueblos de la nacionalidad Quichua del Ecuador* (ECUARUNARI).

[30] Le mot *Pachamama* est souvent utilisé par les peuples indigènes quechua. Il s'agit d'une notion assez complexe qui désigne la relation entre l'être humain et la nature. Sans entrer dans le détail ni dans une explication approfondie de sa définition, elle est traduite ainsi : « terre-mère » ou « mère nature ».

[31] La *minga* est un mécanisme de réciprocité dans le monde andin, qui consiste en la contribution des membres d'une communauté au bien commun, souvent un travail collectif dans l'intérêt général. La *minga* est pratiquée au niveau communautaire et également familial, en l'occurrence, le travail offert à un membre de la famille est rétribué plus tard aussi par du travail ou par les fruits du travail effectué ; et dans le cas de l'agriculture, par une partie des récoltes, dans une relation donnant-donnant.

de 1964, 1973 et 1976, les paysans devenus propriétaires fonciers, ont *symbolisé* le retard et l'inefficacité, représentant un modèle agricole qui, avec la modernisation, est tout ce qui devait être changé. Il fallait remplacer les pratiques agricoles *archaïques* et les modes de vie, y compris l'alimentaire, rappelant trop le milieu rural, la *mode* étant alors celle de la ville.

Dans une tentative de re-théorisation de la paysannerie, Ploeg met l'accent sur ce qu'il appelle les « conditions de la paysannerie » et considère la lutte pour l'autonomie comme le point central de ce sujet. L'autonomie augmente ou diminue en fonction de la dépendance du paysan vis-à-vis du marché. Les mouvements sociaux agraires, en particulier les organisations paysannes, font également de *l'autonomie* l'axe central de leur lutte. L'action de ces mouvements sociaux a débouché sur le concept de souveraineté alimentaire [32] développé par la Via Campesina ou celui d'autonomie alimentaire[33](Edelman 2014b) défendu par d'autres.

5.2. Autonomie productive et alimentaire des paysans

Sur le plan politique, l'autonomie paysanne est synonyme d'auto-gouvernement. Il s'agit d'entités qui légitimement peuvent exercer des fonctions et jouir d'une liberté de décision, sans cesser d'appartenir à l'État. C'est là l'une des luttes du mouvement indigène-paysan équatorien (Almeida *et al.* 2005). En ce sens, l'autonomie est présente dans la notion de souveraineté alimentaire telle qu'elle est conçue. L'accent est mis sur l'autonomie politique à différentes échelles comme condition de sa réalisation :

« La souveraineté alimentaire est plus qu'un droit ; pour pouvoir mettre en œuvre des politiques permettant l'autonomie dans la production alimentaire, il faut des conditions politiques qui permettent l'exercice de l'autonomie dans tous les espaces territoriaux : pays, régions, villes et communautés rurales. La souveraineté alimentaire

[32] Avec l'émergence du concept de souveraineté alimentaire, (Wittman *et al*. 2010) identifie trois prémisses qui imprègnent sa signification politique : I) une attaque frontale contre l'agriculture industrielle et d'entreprise, accusée d'atteintes graves à l'équilibre environnemental et social ; II) le positionnement du paysan en tant qu'acteur doté d'une supériorité morale, sociale et écologique ; III) la reconnexion entre alimentation, nature et communauté, en tant que principe directeur de la mise en place d'un ordre alimentaire fait de justice sociale et environnementale.

[33] *Les organisations paysannes colombiennes, pour la plupart, revendiquent aussi la souveraineté et l'autonomie alimentaire, voir : http://cloc-viacampesina.net/es/temas-principales/soberania-alimentaris-y-comercio/748-colombia-por-la-defensa-de-la-soberania-y-la-autonomia-alimentaria-de-nuestros-pueblos-en-la-toma-de-decisiones-sobre-su-territorio-y-territorialidad ; http://viacampesina.org/es/index.php/temas-principales-mainmenu-27/soberanalimentary-comercio-mainmenu-38/1887-colombia-declaracion-politica-cumbre-nacional-agraria-campesina-y-popular*

n'est possible que si elle se matérialise en même temps que la souveraineté politique des peuples » [(Nyéléni 2007: 5) dans (Wittman *et al.* 2010)].

Dans le langage courant, le mot autonomie est utilisé dans un large éventail de situations : il peut être un qualificatif pour désigner quelqu'un qui est capable de prendre des décisions ; il peut aussi désigner la durée d'une batterie de téléphone portable, etc., d'où la nécessité de clarifier ce que nous entendons ou n'entendons pas lorsque nous parlons d'autonomie.

Les composants lexicaux du mot autonomie viennent du grec *autos* qui signifie par soi-même, et de *nomos* qui veut dire règles et le suffixe *ie* qui veut dire qualité. Kant, le philosophe libéral, parle de l'autonomie personnelle comme la capacité de chaque individu à déterminer lui-même son idée d'une vie bonne (Patzi 2009).

Contrairement à l'idée d'individualisme et de la construction d'un monde vide d'autrui, l'idée d'autonomie que nous adoptons est une idée qui apparaît souvent dans les approches des mouvements anti-systémiques et les débats sur les alternatives au capitalisme. Le concept d'autonomie est présent dans les discours de transition du Sud global qui parlent de post-développement, de post-libéralisme, de post-capitalisme et de post-extractivisme (Escobar 1995, 2014). C'est une autonomie qui se construit en interaction avec son milieu et qui ne se réalise que dans la solidarité. *« L'autonomie devient une pratique anti-systémique par laquelle les opprimés résistent et construisent des ordres alternatifs »* (Bartra & Otero 2008).

L'autonomie des paysans, selon Chayanov (1990), est relative. Le même attribut est utilisé par Mendras (1976), qui postule que la perte de cette indépendance (indépendance par rapport à la société qui englobe ces sociétés) entraîne la dissolution de la paysannerie. La « dé-paysannerie », en termes marxistes, est un oxymore au néologisme de la « re-paysannerie » : il s'agit de deux processus qui ont pour axe central l'autonomie. Cette autonomie paysanne, relative, se réfère aux sphères du politique, de l'économique, du social, et du culturel.

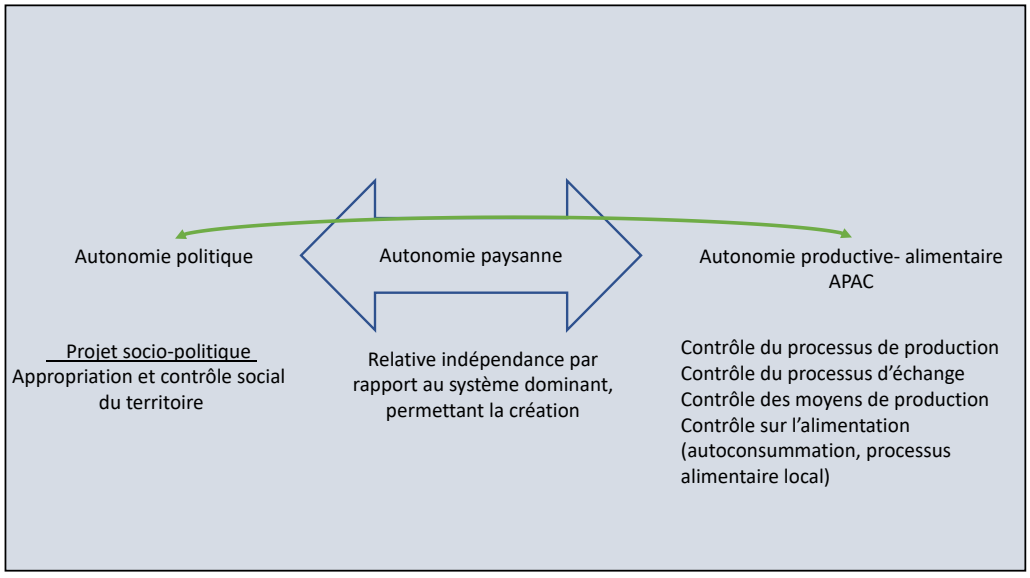
L'activité agricole étant une condition intrinsèque de la paysannerie andine, l'autonomie paysanne est inséparable des conditions de la production agricole et de la consommation alimentaire. Autrement dit, ces conditions façonnent et déterminent l'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC). Celle-ci offre aux paysans la possibilité de contrôler leur processus de production et de retenir la plus grande part de l'excédent économique généré (Rodríguez *et al.* 2002). Contrôler le processus de

production signifie avoir la maîtrise des moyens de production (terre, eau, capital, travail), des intrants, des connaissances, (savoir-faire), et des échanges (monétaires ou non).

L'alimentation comme tout *fait social total* Mauss (1971) est faite de relations complexes impliquant le biologique, l'écologique, le technologique, l'économique, le socio-politique, le culturel. Cela veut dire que, par le biais de l'alimentation, non seulement la reproduction biologique est assurée, mais aussi la reproduction matérielle et sociale des sociétés dans lesquelles s'imbrique l'autonomie paysanne. Les paysans sont aussi des consommateurs et à travers l'alimentation – qui doit être largement comprise comme un ensemble de représentations, de discours et de pratiques en relation avec la production, les échanges commerciaux et non commerciaux, la préparation et consommation d'aliments –, ils font partie de systèmes dans lesquels leur statut est renforcé ou bien affaibli.

L'hétérogénéité de ce groupe social est marquée par les arrangements, historiquement construits, qui se forment entre ces éléments, les ressources, la coproduction et les relations avec la société. En même temps, ceux-ci déterminent les formes de production paysanne et, plus largement, leur mode de vie, dans lequel s'inscrit l'alimentation ; dès lors, la transformation de cette *autonomie paysanne* influence le fait alimentaire, l'autonomie alimentaire.

Illustration 2.
Les autonomies paysannes



Élaboration : Román P

La lutte pour l'autonomie paysanne est une réponse (Ploeg 2009) aux processus d'industrialisation et de mondialisation de l'agriculture. C'est un moyen de résistance

politique et économique qui promeut une coproduction durable. La « re-paysannerie », qui en résulte, constitue un processus endogène. Ainsi, l'autonomie équivaut à la création *des conditions permettant le changement des règles de l'intérieur ou la capacité de changer les traditions. Elle peut impliquer la défense de certaines pratiques, la transformation d'autres et la véritable invention de nouvelles pratiques* [(Esteva 2015) in (Escobar 2016)]. L'autonomie se construit à partir de la possibilité (accès aux ressources, capacités selon (Sen 1979) et de la légitimité (acceptation par les autres, cf. groupes sociaux, État, etc.), et permet une marge de manœuvre pour agir, décider et créer.

Cela nous amène à distinguer deux types d'autonomies paysannes : l'une est la capacité d'agir individuellement et/ou collectivement et de contrôler les aspects matériels de la production et du système alimentaire ; et l'autre est plus revendicative, créatrice et critique du modèle sociotechnique. Les stratégies sont liées à l'évolution des processus de travail, à l'investissement en capital, aux cycles de production, à la reproduction du groupe familial, aux relations sociales, ce qui crée des logiques susceptibles de générer une dépendance vs autonomie, à un degré plus ou moins élevé.

Ploeg (2009) décrit six mécanismes permettant aux paysans de gagner leur autonomie par rapport au marché : *I) diversification, transformation à l'intérieur de l'exploitation et circuits courts ; II) exploitation agricole plus économique ; III) exploitation agricole à nouveau fondée sur la nature ; IV) pluriactivité ; V) nouvelles formes de coopération locale ; VI) amélioration de l'efficacité dans la conversion des intrants en produits*. Ces mécanismes deviennent des moteurs pour le développement d'autres processus participant à la reconfiguration de l'APAC. S'inspirant de Ploeg (2009), l'analyse de la reconfiguration de l'autonomie paysanne dans le territoire kayambi doit être rattachée à ces mécanismes, de manière méthodique, pour déboucher sur deux caractéristiques :I) la coproduction au niveau de l'unité de production et de reproduction ; et II) les relations que le paysan établit avec la société, dans ce cas, son environnement le plus immédiat, le territoire, et plus particulièrement le système alimentaire local.

La coproduction implique la relation avec la nature (sol et fertilité, animaux, plantes, eau, cycles écologiques) pour le processus de production et de consommation. Cette construction socio-matérielle passe par *les ressources* (matérielles, cognitives, symboliques) du paysan, ainsi que par les conditions et les interactions avec le contexte. La façon dont ce métabolisme social (appropriation, circulation, transformation et

extraction de matériaux/énergie du monde naturel) est assuré (Toledo 2013; Toledo & González de Molina 2007) tant pour la production agricole que pour la consommation alimentaire, se répercute sur l'autonomie des paysans et leur pérennisation dans son ensemble.

L'une des ressources les plus disputées dans les zones rurales des Andes équatoriennes est la terre qui est un bien sans aucun doute essentiel à l'autonomie. Il faut y ajouter d'autres ressources indispensables comme l'accès à l'eau, au capital, aux équipements et infrastructures. Mais toutes ces ressources ne sont pas en elles-mêmes suffisantes. Les sociétés paysannes sont une forme sociale insérée dans un ensemble de relations de domination diverses et complexes, de sorte que le seul accès à la terre et le contrôle de la terre ne sont pas suffisants pour parler d'autonomie (Gonçalves 2014). D'une certaine manière, les ressources sont aussi le produit de la coproduction. La production et la reproduction agricoles sont donc le produit de la coproduction (Ploeg 2009). Et les ressources ne sont pas seulement de nature matérielle. La coproduction a besoin et produit des ressources immatérielles telles que le savoir, étroitement lié au travail. On doit parler d'*internalisation,* qui implique un travail de création de processus (avec une matrice productive faible en intrants externes) et l'activation de processus écologiques permettant l'optimisation des écosystèmes, comme dans le cas de l'agroécologie. Au contraire, le mode de production industrielle tend à s'appuyer sur une technologie basée sur des connaissances hautement spécialisées, dépassant des seuils qui conduisent à la perte d'autonomie (Illich 1973, 1978).

La dimension symbolique fait aussi partie des ressources qui, sans être une ressource active, contribue de même à la construction d'imaginaires autour de la production et de l'alimentation. Les discours découlant du symbolique ont une incidence sur les relations avec le monde ; la lutte pour l'autonomie implique en même temps la défense du patrimoine immatériel du milieu rural. La coproduction est également liée à la condition de *diversité* qui permet de maintenir la base des ressources grâce à la dispersion du risque, notamment de décapitalisation ou de dépendance par rapport au système financier (formel et informel). La diversification de la production, la pluriactivité et la relation avec plusieurs marchés font partie intégrante de cette diversité qui elle-même contribue à la coproduction. Pour Ellis (2000), la diversité est essentielle à la construction de l'autonomie, car il la définit comme un état que les individus et leurs familles obtiennent lorsqu'ils ont à leur disposition un éventail d'options. Il faut inclure dans

l'internalisation des processus de reproduction, la production pour l'alimentation des paysans. L'autoconsommation alimentaire paysanne, souvent passée sous silence dans les études sur le monde rural, reste essentielle dans les stratégies paysannes (Gazolla & Schneider 2007; Schneider & Niederle 2010).

L'alimentation est l'un des éléments qui participe au statut d'autonomie relative des paysans. La production destinée à l'autoconsommation alimentaire permet aux familles de conserver une certaine indépendance par rapport au marché. En outre, l'alimentation a toujours été à la base des relations de réciprocité qui caractérisent ces sociétés ainsi que de leur culture et de leur identité, en particulier dans les Andes. La spécialisation des systèmes de culture, en produits rentables pour le marché, la modification de la vie dans les campagnes (les paysans devenant de plus en plus des consommateurs) et l'évolution des schémas alimentaires, ont bouleversé les habitudes d'autoconsommation/autosuffisance alimentaire, leur culture alimentaire et par conséquent leur autonomie.

Au-delà de l'unité de production et du schéma de consommation, cette coproduction et donc le degré d'autonomie qu'elle permet, s'explique à travers les relations fines et complexes qui s'y tissent, de même que par l'environnement immédiat où opèrent les paysans. Le marché, l'action collective, les systèmes de connaissances, les politiques publiques et les autres composantes et acteurs productifs et alimentaires du territoire se combinent et contribuent à l'APAC. Heinisch (2017) montre d'ailleurs comment, par le biais des circuits de proximité (marché), les paysans andins nouent des liens avec la société en revendiquant leur rôle de fournisseurs de denrées alimentaires, qui est donc de plus en plus reconnu, ce qui favorise d'autant leur recherche d'autonomie.

Ces relations peuvent faire que les ressources à mobiliser pour la production et la reproduction soient définies moyennant des transactions commerciales ou des échanges socialement réglementés (Ploeg 2009). Dans l'histoire de l'espace andin, une grande partie de la reproduction des paysans a été rendue possible grâce aux relations de solidarité et de réciprocité, logique selon laquelle fonctionnent ces sociétés. Dans certains cas, ces relations construites de manière historique, tout en représentant un levier pour leur subsistance, deviennent des contraintes qui empêchent toute flexibilité. Dans le cas spécifique de la commercialisation des produits agricoles, tout au long de l'histoire, des

liens forts se sont créés entre paysans et intermédiaires[34], basés sur le compagnonnage et la logique donnant-donnant. Ces rapports, bien souvent, ont conduit à fidéliser la remise de produits à ces agents de commercialisation malgré des prix peu favorables ; mais cette faiblesse des prix était compensée par les services connexes fournis par ces agents (financement, mobilisation, santé), extrêmement utiles pour les conditions de vie hostiles propres à ces paysans. Il faut inclure, dans les relations avec le marché, celles avec le marché du travail. La pluriactivité, dans certains cas, a aussi contribué à élargir les sources de revenus ou à réduire le risque d'érosion ou de perte de ces revenus – dans ce cas, cette pluriactivité a contribué à la création de bien-être. Mais cela ne veut pas dire que cette pluriactivité n'ait pas eu des conséquences négatives sur la condition paysanne (Ploeg 2009)

La coopération était organisée comme une action collective ou par le biais de réglementations sociales historiquement construites, comme le prête-main ou la *minga* dans les Andes. Toute coopération n'est pas émancipatrice et peut en fait servir de mécanisme d'intégration plus poussée dans le marché (Stock *et al.* 2014). Une coopération émancipatrice se construit à partir de la communauté [(Escobar 2014; Esteva 2012)], entendue comme l'espace social et naturel dans lequel la société s'organise ; elle se caractérise par une dynamique de relations sociales et de formes d'organisations non capitalistes et non libérales (*ibid.)*, soit la dimension géographique de l'autonomie. La coopération qui s'établit par le biais d'échanges non commerciaux (autour d'intrants pour la production, de nourriture, de travail) alimente des réseaux de réciprocité qui contribuent à la reproduction des paysans [(Sabourin 2008; Schneider & Niederle 2010)]

L'autonomie productive et alimentaire est conçue comme la marge de manœuvre qui permet de ne pas être excessivement soumis, devenant ainsi « un outil social qui permet de naviguer, d'atténuer et d'ébranler le néolibéralisme » (Stock *et al.* 2014). L'APAC dépend du contexte alimentaire productif dans lequel elle est immergée et se construit.

[34] Les intermédiaires sont les agents chargés de la collecte des produits agricoles, souvent au sein même des unités de production.

5.3. La question de l'alimentation dans le monde paysan

L'alimentation exprime l'identité sociale, la tradition et la possibilité d'échanges (Barthes 1961). Son universalité et le quotidien de cet acte tendent à naturaliser un fait social (Durkheim 1975) dont la concrétisation s'inscrit dans des relations complexes faisant intervenir les dimensions biologique, écologique, technologique, économique, socio-politique, et culturelle. Loin d'être un simple acte naturel, l'alimentation est le résultat de processus sociaux concrets, ayant des implications temporelles et spatiales.

C'est à travers des processus sociaux que le caractère comestible ou non d'un produit a été défini ainsi que sa signification culturelle, rituelle, économique (Aguirre 2011; Barthes 1961; Contresa & García Arnáiz 2005). L'aliment, outre l'énergie et les éléments nutritifs qu'il apporte, permet la reproduction biologique de la vie, il est porteur de sens : (Corbeau & Poulain 2002; Fischler 1995) *« Il permet de construire et de mettre en scène la réalité et les relations sociales; il est utilisé selon des représentations et des usages partagés par les membres d'une classe, d'un groupe, d'une culture »* (Fischler 1995).

Les mangeurs[35] sont plus que des consommateurs de denrées alimentaires, obligés à l'achat de produits dans une société de marché. Les mangeurs sont des producteurs et des reproducteurs de modèles, de normes, d'itinéraires socioculturels ; les habitudes alimentaires varient en fonction de leur situation sociale, de leur contexte géographique, de leur âge, de leur sexe (Corbeau & Poulain 2002). L'étude des choix et des pratiques des mangeurs ne peut être comprise qu'à travers l'imbrication du matériel et du culturel. L'étude d'un fait social exige de considérer la notion d'imaginaire et la notion de rationalité, qui sont des couches qui se superposent. L'alimentation doit être étudiée en tenant compte d'un angle matériel et d'un angle mental (Corbeau & Poulain 2002), ce qui signifie l'étude des pratiques objectives et des représentations et images sociales auxquelles se mêlent les discours.

L'autre dimension à prendre en compte dans les structures alimentaires est le contexte socio-historique qui les entoure. C'est ce que démontre Mintz (1986) dans son ouvrage sur la transformation de la production et de la consommation de sucre dans la société anglaise. Il emploie un regard historique expliquant le pouvoir, l'influence de

[35] « Comedores » en espagnol, étymologiquement du verbe intransitif et transitif « comer » et du suffixe *dor* qui indique, celui qui accomplit habituellement l'action ; en français « mangeur », celui qui mange (Corominas & Pascual 1980)

l'économie sur le changement culturel, le statut social, en insistant sur le fait que la compréhension de la structure et du sens a des origines historiques spécifiques. Par ailleurs, les aliments jouent un rôle actif dans la différenciation sociale, une affirmation que partagent de nombreux spécialistes de l'alimentation (Cardon & Garcia-Garza 2012). Les aliments sont des marqueurs de la position sociale (Bourdieu 1998). Ils délimitent certains groupes sociaux, que ce soit en termes de classe ou de région illustrées par les *« cultures alimentaires locales »* (Poulain 2002).

L'évolution de l'alimentation des paysans influe aussi sur la transformation de leurs systèmes productifs et sociaux, dont font partie les réseaux d'appui. Interviennent dans ces processus des facteurs tels que la marchandisation progressive des processus de production et de reproduction, l'effet des politiques publiques et des projets de développement (locaux et internationaux), l'ouverture croissante des espaces locaux, intensifiant la circulation des discours et des idéologies sur l'alimentaire, le paysannat, et le mouvement des personnes. Les recompositions alimentaires ne sont pas exemptes de dynamiques locales revendicatives ou opposées aux dynamiques dominantes. L'alimentation place les hommes dans un espace physique*, « manger c'est incorporer un territoire »* (Maffesoli 1985). Cela fait partie de la configuration des pratiques alimentaires qui rattachent un groupe humain à son milieu, fondent son identité et assurent la mise en place de processus de différenciation sociale interne (Poulain 2002). On entend ici par pratiques alimentaires, le régime alimentaire, sa nature, son origine, les relations sociales liées à son accès, les ressources économiques qui y sont consacrées, la gestion des décisions et des habitudes en matière d'alimentation, les représentations et idéologies de l'alimentation, tout cela se reflétant dans les discours. Dans cette étude, nous nous centrerons sur l'alimentation quotidienne de la population paysanne et non sur celle qui est propre aux rituels et fêtes du monde paysan andin.

Si l'une des caractéristiques qui distingue le monde paysan andin est l'autoconsommation, il n'est pas toujours vrai que les logiques paysannes d'aujourd'hui aient pour objectif prioritaire l'alimentaire. En outre, s'il est vrai que la compréhension de l'alimentation des sociétés dépasse la compréhension de l'aspect production (éducation, moyens de communication), nous nous efforcerons dans ce travail de lier ces deux sphères jusqu'à il y a peu étroitement liées au sein de la communauté paysanne kayambie.

5.4. L'APAC dans le système agri-alimentaire territorial

L'APAC s'insère dans une relation dialectique entre l'environnement productif-alimentaire (système alimentaire) et l'action des paysans dans leur double rôle de producteurs et de consommateurs d'aliments. C'est à travers le concept de *système alimentaire* que nous pouvons conceptuellement comprendre l'articulation des différents processus et acteurs qui conjuguent leurs efforts, mettant en parallèle production et consommation alimentaire. En tant que cadre analytique, le concept de système alimentaire permet d'analyser la façon dont une société donnée s'organise pour obtenir et consommer des aliments (Malassis 1973). Le système alimentaire fonctionne à l'intérieur d'un ensemble social, économique et environnemental (Goodman 1997), et est influencé par lui, ce qui produit une hétérogénéité. Toutefois, la tendance dominante est aujourd'hui associée au paradigme agro-industriel, en d'autres termes la modernisation et l'industrialisation des processus de production, de transformation, de distribution et de vente, la normalisation de ces processus (Lamine *et al.* 2012) et la mondialisation des marchés alimentaires [(Lamine *et al.* 2012; Mockrin *et al.* 1975)].

Un courant scientifique, cherchant à compenser les effets négatifs du fonctionnement du système alimentaire dominant, a donné naissance à des concepts tels que les systèmes alimentaires localisés SYAL (Muchnik & Sautier 1998) ou les systèmes alimentaires territorialisés SAT (Rastoin 2014, 2015) (Fournier & Touzard 2014; Touzard 2014) qui, tout en servant de cadres analytiques d'une réalité donnée, sont des propositions d'action pour favoriser la durabilité (DDOA & Chaire Unesco Alimentation du monde 2015; Fournier & Muchnik 2012; Rastoin 2015). Les SYAL et les SAT font partie des systèmes alimentaires dits *alternatifs* (Deverre & Lamine 2010; Goodman 2003; Le Velly 2015). L'insertion territoriale est un dénominateur commun à ces concepts alternatifs [(Watts *et al.* 2005) (Lamine *et al.* 2012)].

Alors que les SYAL sont souvent axés sur un produit agricole et sa chaîne de valeur, le SAT représente les relations qui existent entre les activités, les flux, les institutions intervenant dans l'alimentation d'une population. Le SAT met en évidence la cohabitation, dans un espace, de modes alimentaires qui résultent des formes historiques de production et d'échange sur un territoire (Fournier & Touzard 2014). Les modèles alimentaires correspondent alors à des variantes structurelles, institutionnelles et cognitives (conventions de qualité) de la production et de l'échange qui forment le système alimentaire territorialisé. Ces variables servent à reconnaître cinq idéaux types: I) domestiques ; II) modèle de marchandises ; III) modèle agro-industriel ; IV) modèles

de qualité différenciée selon l'origine, la nature, l'éthique ; V) modèle de proximité *(ibid).* Chacun de ces modèles pèse de manière différenciée sur l'autonomie productive et alimentaire des paysans. Par exemple, dans les modèles de proximité, le producteur pourrait être mieux rémunéré ; en outre, le contact direct entre producteurs et consommateurs contribue à la valorisation sociale du paysan en tant que fournisseur d'aliments (Heinisch 2017).

Dans ce travail, nous emploierons le concept de système alimentaire en tant qu'outil de compréhension de la complexité du contexte productif - alimentaire d'un espace donné. Ce concept, une fois expliqué, sera donc appelé « système agri-alimentaire territorial » (§introduction partie II) qui nous permet : I) de représenter les variantes en termes structurels, institutionnels, cognitifs (conventions de qualité) qui façonnent les activités de production et d'alimentation ; II) d'expliquer la notion de territoire qui est l'espace social et géographique qui contribue à la matérialisation d'un système alimentaire spécifique et donc à la reconfiguration de l'APAC. Il s'agit de l'ensemble des acteurs, processus de changement dans les pratiques alimentaires et agricoles, alliances entre les acteurs, innovations, flux de produits agricoles et alimentaires, et des tensions qui s'y observent. Ce système agri-alimentaire territorial est relié aux centres urbains (environnants et à la capitale Quito), et également au reste du monde par les flux de produits et aussi par les politiques et les représentations alimentaires et agricoles. Les systèmes alimentaires sont des phénomènes complexes qui, dans le temps et dans l'espace, mettent en relation des composantes techniques, économiques, sociales, culturelles et politiques où se rejoignent de multiples acteurs, collectifs et individuels.

L'APAC est façonnée par un environnement multi-échelles, composé de dimensions[36] plus proches, comme le territoire, et d'autres qui s'établissent loin de l'espace où se déroulent les activités productives et alimentaires, comme la dimension politique et réglementaire (politiques nationales, internationales) qui influent sur sa recomposition.

[36] Gasselin *et al.* (2014), dans leur travaux sur *le système d'activité*s, identifient trois dimensions qui constituent l'environnement avec lequel elles interagissent et qui coproduisent une entité sociale, applicable à l'ensemble des familles paysannes et leurs activités :I*) la dimension réglementaire des politiques, les mécanismes de soutien public ou privé (normes, institutions, etc.), la gouvernance, les relations de pouvoir, etc. ; II) la dimension sectorielle, qui concerne les acteurs de la chaîne de valeur, les corps professionnels, les marchés, la régulation des prix, les acteurs et les règles de certification, etc. ; III) la dimension territoriale qui fait référence à l'identité, l'organisation sociale et politique, le milieu physique, l'organisation réticulaire, le projet de société qui existe dans un espace.*

Le territoire, *environnement immédiat* dans lequel les paysans interagissent, est l'unité dans laquelle sont gérées et régulées les activités sociales, économiques, politiques des sociétés et où se construisent les conditions productives et alimentaires des paysans. Le territoire est généré à partir de l'espace (portion terrestre) utilisé et organisé par un groupe social pour sa reproduction (Moine 2006) économique, sociale et identitaire. C'est sur le territoire que les formes dominantes de l'organisation de la production et de la consommation sont modifiées ou renforcées, en d'autres termes le système alimentaire[37]. Quatre dimensions caractérisent le territoire – organisationnelle, matérielle, identitaire et réticulaire (Gasselin *et al.* 2014 ; Laganier *et al.* 2002) – qui se créent et se recréent en permanence. Analyser l'APAC, en tant qu'elle s'inscrit dans le territoire, signifie comprendre les interactions possibles entre l'alimentation, la production agricole et les différentes dimensions de l'espace territorial. Par exemple, il existe une relation étroite entre la production agricole et la dimension matérielle. Le milieu biophysique (sols, climat) et les infrastructures existantes (irrigation, réseau routier) jouent un rôle important dans les pratiques et les stratégies mises en œuvre. La dimension organisationnelle (acteurs sociaux et institutionnels) offre des dispositifs (cadre normatif, crédits…) qui soutiennent l'un ou l'autre des modèles de production et d'alimentation. En Équateur, les gouvernements locaux [38] ont mis en place des réglementations qui renforcent la production et la consommation de produits agroécologiques. La connexion entre territoires, dimension réticulaire, à travers le flux d'informations, la mobilité des acteurs d'un territoire, ont également une influence sur leurs dynamiques. Dans le cas de la zone de Cayambe et de Pedro Moncayo, la proximité et les échanges avec la ville de Quito signifient la possibilité de trouver un emploi dans des secteurs distincts de l'agriculture. Cette proximité permet, entre autres, d'orienter la production vers la demande de la population urbaine, et peut entraîner la modification des modes de consommation alimentaire.

[37] Les paradigmes alimentaires sont regroupés en deux types : I) le premier, le paradigme dominant, agro-industriel, fondé sur la modernisation et l'industrialisation des systèmes d'approvisionnement (production, transformation, distribution, vente) ; la standardisation de la production et des procédés de transformation ; la mondialisation des marchés alimentaires ; II) le deuxième, émergent, appelé territorial intégré, qui conduit à rompre les structures mondialisatrices et homogénéisantes pour ouvrir la voie à la valorisation de la spécificité territoriale, de ses ressources et de ses relations de proximité.

[38] L'organisation administrative et territoriale de l'État équatorien comprend : des gouvernements autonomes décentralisés (GAD) régionaux, des gouvernements autonomes décentralisés provinciaux, des gouvernements autonomes décentralisés municipaux, des gouvernements autonomes décentralisés paroissiaux, chacun avec autonomie politique, administrative et financière, et avec compétences spécifiques (articles 238, 239, 240 de la Constitution de l'Équateur de 2008).

5.5. À la rencontre de l'APAC : appréhender la production et l'alimentation paysannes selon une approche multi-échelle, spatiale, temporelle et systémique

L'approche méthodologique et conceptuelle de ce travail est exposée en détail au début de chacune des grandes sections (Partie I, Partie II) de cette thèse. Nous proposons néanmoins ci-après un schéma général qui résume l'organisation méthodologique et conceptuelle de la recherche.

Ce travail se fonde sur une réflexion à trois niveaux (Illustration 3) à partir de laquelle nous concevons une APAC dynamique dans sa reconfiguration. Le premier est historique, l'échelle temporelle, il constitue la base sur laquelle s'appuie l'APAC. C'est à partir de cette histoire que se construit la différenciation des acteurs du système agri-alimentaire. Cette approche historique de l'alimentation et de la production agricole du territoire se base sur des apports conceptuels et méthodologiques de l'agriculture comparée et des études de systèmes agraires (§Introduction de la Partie I). Le deuxième niveau est représenté par les pratiques et les discours collectifs des acteurs contemporains du système agri-alimentaire territorial. Le concept qui nous permet cette approche est celui de système agri-alimentaire territorial (§Introduction de la Partie II). Un troisième niveau d'analyse permet de s'interroger sur les pratiques (techniques et économiques) présentes dans les systèmes de production et d'alimentation au niveau des familles paysannes (§Introduction de la Partie II). Même si l'on tient compte des pratiques collectives qui ont une incidence sur la production et l'alimentation, les processus sociaux organisationnels, tels que la gestion des biens communs, ne sont abordés qu'incidemment. L'analyse de la réalité se fait d'un point de vue systémique, aux différents niveaux auxquels la production et l'alimentation sont structurées. La complexité du fait agricole et alimentaire appelle à dépasser la conception de cause à effet linéaire et à opter pour une perspective permettant de prendre en compte les interactions entre les différentes échelles et les différentes sphères. C'est pourquoi, dans ces travaux, nous sommes favorables à l'utilisation d'une approche systémique, en tant que *« posture intellectuelle utile pour clarifier les formations sociales concrètes et construire un cadre intellectuel permettant au chercheur d'ordonner ses observations, en tentant d'introduire dans le modèle les différentes modalités interprétatives et explicatives »* (Lugan 2005: 118 dans Vaillant 2013).

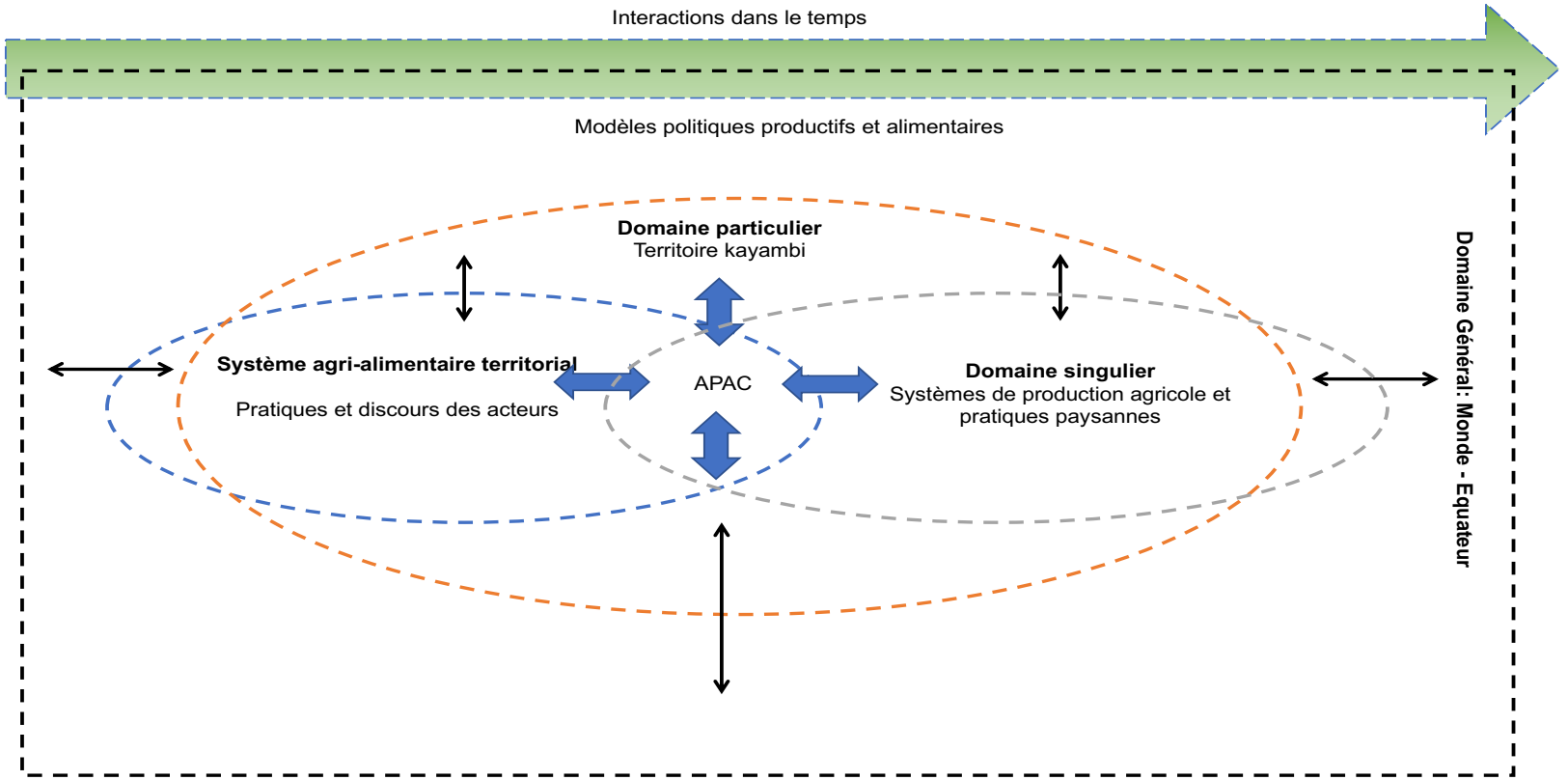
Les pratiques contemporaines, dans les domaines productif et alimentaire, qu'elles soient collectives ou individuelles, sont au centre de ce travail de recherche, sans

que pour leur analyse on ne perde le fil d'une étude systémique géographiquement située et historiquement déterminée. Les discours, en tant qu'expression des représentations au niveau individuel ou collectif, sont également étudiés.

Les pratiques sont considérées comme le résultat d'une intention de *faire,* en fonction des objectifs d'un acteur individuel ou collectif, placé dans un contexte de difficultés et d'opportunités. L'analyse des pratiques permet de répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce qui se fait et comment ? Pourquoi cela est-il fait de cette manière (les raisons de l'acteur) ? Quels sont les résultats des actions ? Elles sont définies comme la façon dont chaque acteur met en place des techniques, mobilise des outils, des savoirs et des connaissances en fonction de sa situation, de ses projets et de ses relations. L'individu et de la collectivité imprègnent la pratique.

Pour cette recherche, plusieurs outils ont été utilisés permettant une approche globale tant des pratiques que des discours au niveau du système alimentaire, du système de production et des habitudes alimentaires, notamment : des entretiens approfondis, des observations des pratiques avec participation active, des ateliers auxquels ont été associés des acteurs territoriaux, et des rapports de 24 heures pour enquêter sur le régime alimentaire des paysans, enfin des analyses cartographiques.

Illustration 3.
Différents niveaux d'analyse, spatiaux et temporels, des dynamiques du système alimentaire territorialisé et ses interactions avec l'APAC

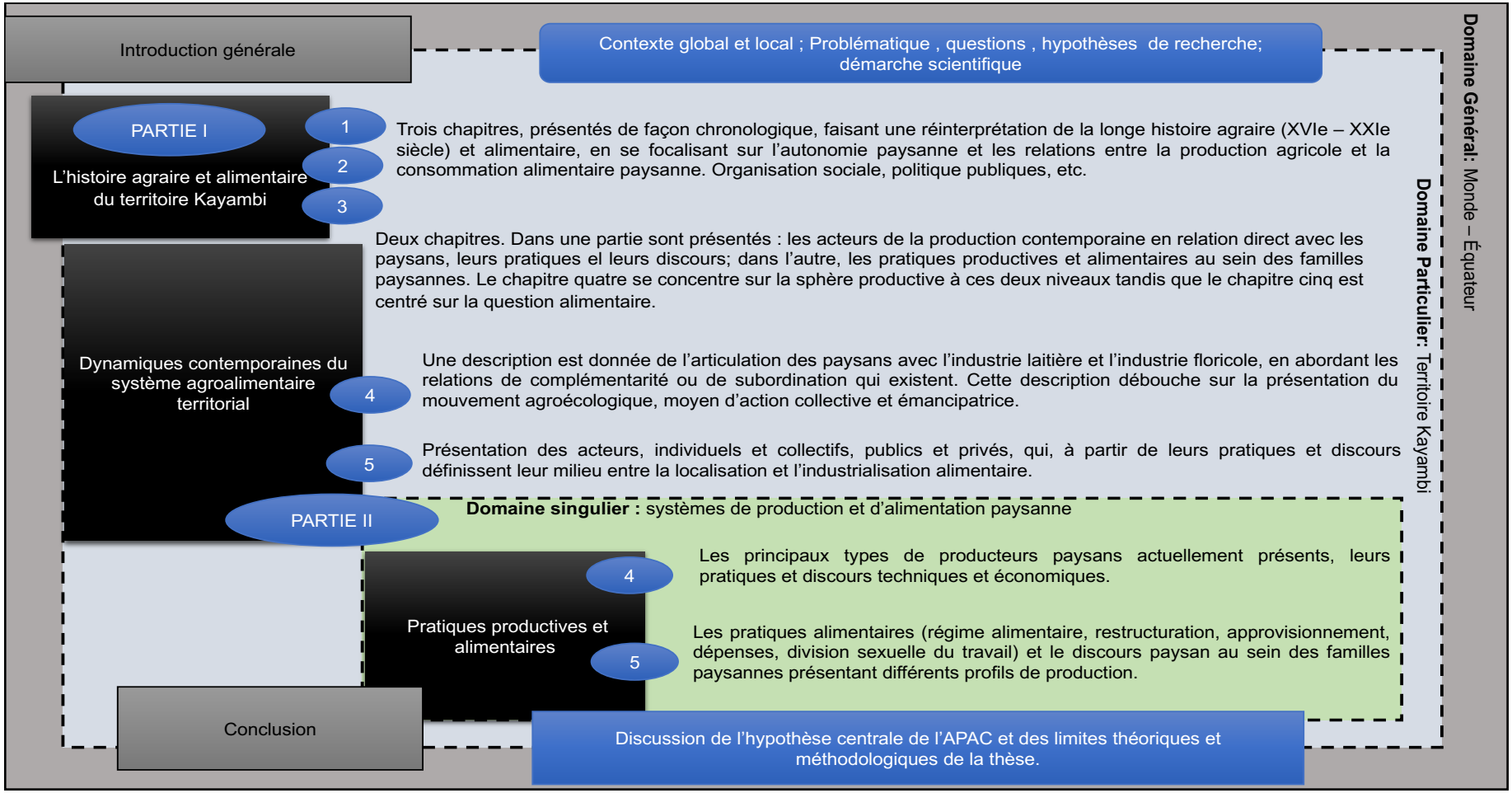


Élaboration : Román P

6. Architecture du document

Ce document est divisé en deux grandes parties (Illustration 4), présentant les résultats d'une thèse de doctorat en géographie sociale. Elle permet de s'interroger sur la logique, leurs caractéristiques et leurs pratiques.

Illustration 4.
Organisation schématique du document



Nous exposons, dans l'introduction générale, les origines de la thèse et les choix théoriques et méthodologiques. Ensuite, les résultats du travail d'investigation sont présentés en deux parties. La première partie, composée de trois chapitres, présente une réinterprétation de la longue histoire agricole (du XVIe siècle au début du XXIe siècle) du territoire kayambi, pour déboucher sur l'alimentation paysanne, en accordant une attention particulière aux processus de recomposition de l'autonomie paysanne. C'est une histoire qui se construit en interaction avec les dynamiques nationales, régionales et locales.

Le premier chapitre porte sur la recomposition de l'autonomie productive et alimentaire au XVIe siècle. Deux temps majeurs marquent le territoire, le premier, la domination du peuple originel, les Caranquis par l'Empire inca, et plus tard, la Conquête espagnole. Ces deux phases ont un impact transformateur sur l'organisation sociale, politique, économique des Caras. S'agissant de sociétés agricoles, ces changements ont modifié les formes d'organisation du travail, les échanges sur lesquels était construite l'autonomie collective. Cette dernière était fondée surtout sur un système relationnel et sur l'exploitation des ressources présentes sur le territoire de ceux qui en exerçaient le contrôle.

Le deuxième chapitre retrace la longue époque marquée par l'hacienda précapitaliste entre le XVIIe et le milieu du XXe siècle. Au cours de cette période de trois cents ans, le régime agraire connu sous le nom de l'unité qui le caractérise, l'*hacienda*, se crée et se consolide. Celui-ci a eu un impact majeur sur les paysans indigènes des Andes équatoriennes et sur la société dans son ensemble. Le régime des haciendas précapitalistes s'est construit et consolidé au prix de transformations radicales sur les plans géographique, alimentaire et social, avec d'énormes répercussions sur l'autonomie productive et alimentaire des peuples dits originels. Ses membres, pour la plupart, ont été convertis en travailleurs agricoles assujettis aux patrons des haciendas, aussi bien sur le plan productif qu'alimentaire.

Le troisième chapitre porte sur l'abolition du régime des haciendas précapitalistes et ses conséquences jusqu'à aujourd'hui. Ce processus débute dans les années 1950, sous l'effet des luttes sociales paysannes et de la pression des élites économiques agricoles de l'époque. Il se poursuit par l'adoption et la mise en œuvre de trois lois de réformes agraires (1964, 1973, 1976). Pour le paysan indigène, la fin du régime des haciendas précapitalistes signifia la récupération de sa propre force de travail et le rétablissement du contrôle sur la matière première et productive qu'est la terre, quoique de manière différenciée. À partir de là, une trajectoire de modernisation agricole démarre, impulsée par les élites agricoles. Celle-ci impacte de façon très différenciée les paysans dont le parcours productif et alimentaire a été façonné par leur accès aux moyens de production du fait des réformes agraires. Leur sort est également défini en

fonction des relations qui s'établissent avec les autres acteurs qui interviennent sur le territoire (État, ONG, entreprises privées) et qui contribuent, sur le plan matériel et dans le domaine cognitif, à orienter le système agricole local et l'autonomie productive et alimentaire paysanne.

La partie II, qui comprend deux chapitres, présente une analyse à deux échelles. L'échelle territoriale et l'échelle familiale, appréhendent la façon dont les interactions entre ces deux niveaux façonnent les pratiques productives et alimentaires des paysans et donc l'APAC. Le chapitre quatre se centre sur la production et présente les activités productives des paysans. Est proposée une typologie des producteurs que l'histoire a conduit à différencier. Leurs pratiques de production techniques et économiques sont le résultat des interactions avec leur environnement immédiat et leur système agri-alimentaire territorial. Sont également abordées les autres activités économiques auxquelles se dédient ces producteurs paysans. La pluriactivité se généralise au sein de la communauté paysanne, quel que soit le profil de production, et concerne en particulier la population féminine. Ce même chapitre traite de la relation entre les paysans et deux *grands projets* du territoire. Le premier a trait aux liens articulés que les paysans parviennent à établir avec les principales dynamiques productives industrielles (filière lait et filière floricole). Le second a trait à la construction et à l'intégration du *projet agroécologique*, lequel se réfère à plusieurs aspects du système alimentaire mais a surtout pour but de mettre ou de remettre le paysan au centre de la scène productive.

Le chapitre 5 est consacré à l'alimentation et présente l'environnement alimentaire kayambi. Les acteurs, avec leurs pratiques et leurs discours, font partie d'un environnement qui montre des signes visibles d'industrialisation et de relocalisation alimentaire. Dans la deuxième section de ce chapitre sont exposées les pratiques alimentaires (régime, approvisionnement, dépenses alimentaires) des familles paysannes présentant différents profils de production.

Enfin, la conclusion générale de ce travail propose de replacer la discussion autour de l'APAC dans le territoire kayambi dans le contexte des défis posés par le développement durable, en fonction des outils analytiques méthodologiques présentés. Y sont également abordées les limites de la présente étude.

PREMIÈRE PARTIE :

TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE KAYAMBI : UN REGARD HISTORIQUE AXÉ SUR L'AUTONOMIE PRODUCTIVE ET ALIMENTAIRE DES PAYSANS

Étant entendu que l'évolution historique de la relation entre société et nature sur un territoire donne naissance aux modes de production et de consommation des groupes sociaux qui l'habitent, nous partons de l'hypothèse qu'en étudiant la trajectoire de transformation de l'agriculture, il est possible de comprendre le rapport étroit qui s'établit entre l'alimentation d'un groupe humain et les systèmes agricoles, et dans le cas qui nous occupe des paysans qui peuplent le territoire kayambi en Équateur.

L'agriculture et l'alimentation à l'intérieur de ce territoire sont aujourd'hui le résultat d'un long processus de transformation écologique, technique et sociale, d'interface entre la macro-histoire sociale d'un espace qui s'insère dans des dynamiques mondiales et la micro-histoire individuelle de ses acteurs et des pratiques qui les caractérisent.

Pour comprendre les dynamiques du système alimentaire actuel et la façon dont les paysans en sont les acteurs, à la fois en tant que producteurs et consommateurs, il est d'abord utile de rappeler les processus transformateurs qui en sont à l'origine. Ces processus, qui se tissent à différents niveaux (international, national, et local) et sont de diverses natures (politique, économique, sociale, technique, écologique), ont influé sur la logique d'accès aux moyens de production, les relations sociales de production et d'échange, et la transformation et commercialisation de la production agricole, sans oublier les « normes » alimentaires.

Cette première partie nous amène à faire une lecture historique du territoire, qui plus qu'une description d'événements successifs, est un exercice d'interprétation rendant compte de la concaténation des étapes majeures de l'évolution agri-alimentaire et de ses impacts. Elle nous permet, d'une part, d'identifier les époques de *stabilité* et les époques de *rupture* de ce système alimentaire, et de délinéer une périodicité ; et d'autre part, de distinguer les *traits caractéristiques et constants* qui caractérisent le système et ses acteurs et qui constituent les structures de base modelant : le paysage, les pratiques de production-transformation, les échanges, et les us et coutumes alimentaires du territoire jusqu'à l'époque actuelle. Une perspective diachronique permet de mieux comprendre les relations sociales, les déterminants matériels et les contradictions des dynamiques actuelles à l'intérieur du territoire kayambi.

Cette première partie suit un fil chronologique, un schéma où s'insère une analyse des dynamiques agricoles et alimentaires territoriales, en mettant en évidence l'évolution

du système alimentaire et ses conséquences sur l'autonomie productive et alimentaire des paysans de ce territoire, ainsi que ses éléments déterminants.

Cette lecture historique doit nous permettre d'appréhender le *système agricole, « expression théorique, à l'échelle d'une région, d'un type d'agriculture historiquement constituée et géographiquement localisée, composée d'un écosystème cultivé et d'un système social productif »* (Mazoyer & Roudart 1997, p.41).

Pour aider à la compréhension du « milieu » dans lequel se trouvent les exploitations agricoles et où elles interagissent, le concept de système agricole, proposé par la géographie rurale française (Cholley 1946) et repris par d'autres disciplines comme l'agriculture comparée (Cochet *et al.* 2009), a été largement utilisé. Cette méthode d'analyse, utilisée à l'échelle de la microrégion ou plutôt à l'intérieur des frontières géographiques délimitées par l'espace géré selon des règles et pratiques communes (Jouve 1988), a donné lieu à de nombreuses recherches sur l'agriculture dans diverses réalités géographiques, écologiques et sociales. L'ouvrage *L'histoire des agricultures du monde* (Mazoyer & Roudart 1997) ou les travaux réalisés par l'Institut national de la recherche agronomique, département Systèmes agraires et développement SAD (INRA 1977, 1986) et en Équateur *Mosaico Agrario* (SIPAE *et al.* 2007), en sont de bons exemples.

L'émergence d'un système agricole est la résultante de processus historiques et collectifs, s'inscrivant sur le long terme, notamment l'accès aux ressources naturelles, le partage de la valeur, les relations sociales et les mécanismes de différenciation, fruit de la dialectique entre le local et le mondial. Partant de l'approche du système agricole, la compréhension de l'historicité des dynamiques agricoles devient indispensable à la compréhension systémique des processus de production d'un corps social (Cochet 2011).

Dans une perspective territoriale, nous complétons le concept de système agricole par celui de système agricole territorialisé, notion proposée par (Rieutort 2011), qui invite à l'étude d'un système agricole dans un cadre territorial, en élargissant la compréhension de l'agriculture et en englobant d'autres dimensions, acteurs et activités non agricoles propres à ce territoire. La reconfiguration de l'autonomie productive et alimentaire paysanne kayambie est également déterminée par des phénomènes tels que les modes de vie, les conflits, les relations de pouvoir, l'appropriation des ressources, l'exclusion socio-économique et l'imaginaire. Ceux-ci s'entremêlent dans des processus de

déterritorialisation ou de *reterritorialisation* pour ce qui touche aux questions agricoles et alimentaires.

Les changements qui se produisent dans les espaces ruraux, les nouvelles formes de division du travail dans l'agriculture (production, transport, transformation, marketing, commercialisation), la combinaison d'activités agricoles et non agricoles, l'intervention des consommateurs dans les pratiques de production, à travers leurs décisions d'achat, la distance entre les espaces de production et les espaces de consommation, sont des facteurs qui font que les systèmes agricoles sont plus ouverts que jamais. C'est pourquoi les circonstances de leur reproduction sont étroitement liées à l'ensemble des conditions d'accumulation du pouvoir économique, du pouvoir politique et de l'ordre culturel qui plus largement caractérise la société.

Cette tentative de reconstruction de la longue histoire du système alimentaire kayambi repose sur l'analyse parallèle de ses quatre éléments constitutifs et des relations qui en découlent : I) les modes d'artificialisation de l'écosystème pour la production agricole, ce qui inclut les aspects techniques (outils/équipements, associations et rotations de cultures, gestion de la fertilité, aménagement de l'espace de production) ; II) les relations sociales de production et d'échange, qui déterminent l'accès aux ressources matérielles du territoire telles que la terre et l'eau, les modalités de répartition du travail, l'accès au marché, qui donnent naissance à des groupes sociaux différenciés ; III) l'organisation des chaînes alimentaires, des acteurs et des pratiques de transformation, de distribution et de commercialisation ; IV) l'alimentation des habitants et les pratiques qui sont fonction de déterminants écologiques, sociaux, économiques et culturels. Cette première partie inclut donc une analyse des institutions agricoles liées à la division du travail, à l'accès à la terre et aux politiques publiques en particulier agricoles, commerciales et alimentaires.

Pour la construction de cette lecture historique, plusieurs outils analytiques ont été utilisés en fonction des périodes abordées. Une revue des sources bibliographiques a été réalisée et le témoignage oral de parties prenantes a été recueilli à travers des entretiens et des ateliers auxquels ont participé des personnes âgées et des acteurs concernés de la région, connaissant bien l'histoire des cantons Cayambe et Pedro Moncayo.

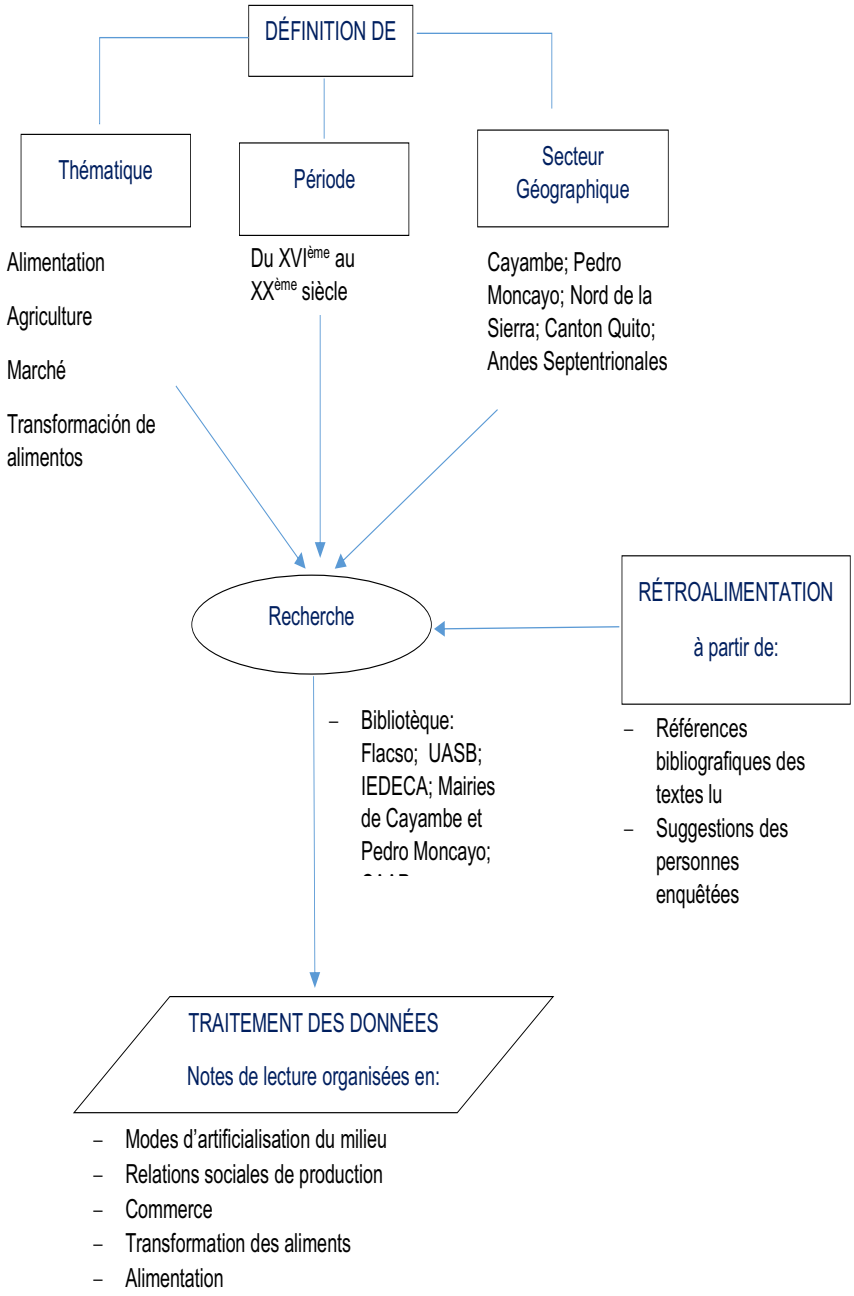
Le point de départ de la reconstitution historique a été une vaste analyse (Illustration 5) de la littérature grise et universitaire. La littérature universitaire a été rassemblée à partir du moteur de recherche Google Scholar et des bibliothèques de la

Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), de l'Université Andine Simon Bolivar (UASB-E), et des archives bibliographiques regroupant les principaux travaux en sciences sociales de l'Équateur. Des recherches ont été effectuées dans les bibliothèques municipales de Cayambe et Pedro Moncayo, et les centres de documentation de l'Institut d'écologie et de développement des communautés andines (IEDECA) et du Centre andin d'action populaire (CAAP), deux ONG possédant une longue expérience de travail dans la sphère agricole des deux cantons.

Le travail de recherche et d'organisation des fiches de lecture[39] a été structuré autour de cinq grands thèmes : I) modes d'artificialisation du milieu ; II) relations sociales de production ; III) commercialisation ; IV) transformation des aliments ; V) alimentation.

[39] Exemple fiche de lecture Annexe 3

Illustration 5.
Protocole d'analyse bibliographique pour la reconstruction de l'histoire agraire et alimentaire du territoire kayambi entre le XIVème et le XXème siecle



Élaboration : Román P

PREMIÈRE PARTIE

L'époque coloniale, qui s'étend sur près de trois siècles, a jeté les bases des structures sociales et économiques de la société équatorienne, bouleversant les écosystèmes par l'introduction de nouvelles espèces végétales, animales et de nouveaux outils. Cette période a été déterminante et explique donc le choix de présenter cette reconstitution historique à partir de cette période majeure.

Le territoire kayambi a fait l'objet de plusieurs études de la part de chercheurs érudits dans le domaine des sciences sociales. Les domaines de l'agriculture et de l'organisation sociale ont été abordés par des sociologues, des historiens, des anthropologues, des économistes et des géographes. Ce territoire a été le théâtre de processus emblématiques de l'histoire agraire de la Sierra équatorienne, tels que la consolidation et plus tard la dissolution des haciendas précapitalistes, la modernisation agricole, la naissance du mouvement paysan et sa lutte, et enfin la mise en œuvre d'un modèle agro-exportateur avec la production floricole. Ces faits majeurs font du territoire kayambi un sujet d'intérêt pour la recherche dans le domaine agricole, dont beaucoup d'ouvrages ont été précieux pour l'élaboration de ce travail. Un hommage particulier doit être rendu à Galo Ramón Valarezo, historien équatorien, dont les travaux ont notablement servi à la rédaction des premiers chapitres de cette première partie.

La richesse des travaux de recherche dans le domaine de l'agriculture est frappante face à la pauvreté, voire l'absence, de recherches apportant un éclairage sur le thème alimentaire et le commerce, ce qui a fortement limité la reconstruction de l'histoire du système alimentaire, surtout entre le XVIe siècle et le XIXe siècle. Deux sources primaires ont été néanmoins utilisées dans cette reconstitution historique : les chroniques espagnoles reprises dans « Relaciones Geográficas » relatives aux années 1579 et 1585, qui contiennent des descriptions de la population et des ressources utilisées (tribut) pour l'évangélisation de la population locale ; et « Noticias secretas de América » qui contient des informations sur les aspects alimentaires et la production agricole au temps de la Real Audiencia de Quito[40]. Si ces documents présentent des informations dépassant largement le cadre spatial du territoire Kayambi, ils permettent néanmoins de dégager une idée globale des situations qui y sont rapportées.

Dans le domaine de l'alimentaire, des travaux de recherche sont entrepris au XXe siècle, entrant dans le champ des sciences médicales, par l'hygiéniste[41] Pablo Arturo Suarez, qui

[40] Après la colonisation, la Couronne d'Espagne établit une division politico-administrative sur les terres colonisées. En 1563, dans le cadre du Vice-royaume du Pérou, l'Audience royale de Quito est créée, qui s'étendait au nord jusqu'à Pasto Popayán, Cali, Buenaventura et Buga, localités qui font aujourd'hui partie de la Colombie, et au sud jusqu'à Piura aujourd'hui partie du territoire péruvien.

[41] L'hygiénisme est un courant de la médicine, né dans la première moitié du XIXe siècle avec le libéralisme, lorsque les dirigeants ont commencé à prêter plus d'attention à la santé de la ville et de ses habitants. La maladie était considérée comme un phénomène social qui englobait tous les aspects de la vie humaine. Au début du XIXe

s'interrogeait sur l'alimentation des populations économiquement vulnérables, parmi lesquelles ce qu'il appelle les « travailleurs agricoles ». Plus tard, l'alimentation est abordée dans des recherches qui tentent de comprendre les causes de maladies telles que le goitre endémique, observées principalement dans la population rurale indigène. Toutefois, aucune analyse n'est faite sur la relation entre les transformations agricoles du territoire kayambi et l'alimentation de ses habitants.

Les chapitres un et deux, qui concernent l'histoire du système alimentaire local depuis la colonisation espagnole jusqu'à la fin de l'hacienda précapitaliste, s'appuient sur l'examen de sources bibliographiques. Le troisième chapitre, qui porte sur les réformes agraires et leur suite, conjugue différents apports, d'abord de la littérature existante, puis la collecte d'informations sur le terrain à partir d'une vingtaine d'entretiens menés auprès de différents types de parties prenantes locales (producteurs parmi les plus âgés, représentants d'organisations sociales et de production, représentants d'institutions publiques) et d'experts (chercheurs et représentants d'ONG travaillant dans la région) (Annexes 4). Certains des entretiens historiques ont été menés dans diverses zones du territoire kayambi, ce qui a permis d'étudier le paysage, élément matériel illustratif pour comprendre les pratiques sociales et productives et leur évolution. Enfin, en plus des entretiens, cinq ateliers ont été organisés, faisant participer des organisations paysannes (Annexe 5) qui ont permis de raviver la mémoire collective.

Ainsi, cette première partie, de manière chronologique, présentent les principales transformations que le système agricole et alimentaire du territoire kayambi a connues depuis la colonisation espagnole.

Le premier chapitre porte sur la recomposition de l'autonomie productive et alimentaire au XVIe siècle. Deux temps majeurs marquent le territoire, le premier, la domination du peuple originel, les Caranquis, par l'Empire inca, et quelques années plus tard, la Conquête espagnole. Ces deux phases ont un impact transformateur sur l'organisation sociale, politique, économique des Caras. S'agissant de sociétés agricoles, ces changements ont modifié les formes d'organisation du travail, les échanges sur lesquels était construite l'autonomie collective. Cette dernière est fondée surtout sur un système relationnel et les ressources présentes sur le territoire de ceux qui en exerçaient le contrôle.

siècle, la surpopulation et la pauvreté qui touchaient une grande partie de la population provoquaient des épidémies aggravées par la malnutrition. Les médecins ont commencé à dénoncer les conditions de vie comme la première cause de maladies (Ruiz & Palacio 1999). Voir aussi https://www.cnrtl.fr/definition/hygi%C3%A9niste

Le deuxième chapitre retrace la longue époque marquée par l'hacienda précapitaliste entre le XVIIe et le milieu du XXe siècle. Au cours de cette période de trois cents ans le régime agraire connu sous le nom de l'unité qui le caractérise, l'*hacienda*, se crée et se consolide. Celui-ci a eu un impact majeur sur les paysans indigènes des Andes équatoriennes et sur la société dans son ensemble. Le régime des haciendas précapitalistes s'est construit et consolidé au prix de transformations radicales sur le plan géographique, alimentaire et social avec des répercussions sur l'autonomie productive et alimentaire des peuples dits originels. Dont les membres, pour la plupart, ont été convertis en travailleurs agricoles assujettis aux patrons des haciendas, aussi bien sur le plan productif qu'alimentaire.

Le troisième chapitre porte sur l'abolition du régime des haciendas précapitalistes et ses conséquences contemporaines. Ce processus débute pendant les années 1950, sous l'effet des luttes sociales paysannes et de la pression des élites économiques agricoles de l'époque. Il se poursuit par l'adoption et la mise en œuvre de trois lois de de réformes agraires (1964 - 1973). Pour le paysan indigène, la fin du régime des haciendas précapitalistes signifia la récupération de sa propre force de travail et le rétablissement du contrôle sur la matière première et productive, la terre, quoique de manière différenciée. À partir de là, une trajectoire de modernisation agricole conduite par les élites agricoles démarre. Celle-ci touche de façon très différenciée les paysans dont le parcours productif et alimentaire est façonné par leur accès aux moyens de production lors des réformes agraires. Leur sort est également défini en fonction des relations qui s'établissent avec les autres acteurs qui interviennent sur le territoire (État, ONG, entreprise privée) et qui contribuent, sur le plan matériel et dans le domaine cognitif, à orienter le système agricole local et l'autonomie productive et alimentaire paysanne.

CHAPITRE 1. Le système alimentaire local au XVIe siècle : recomposition de l'autonomie productive et alimentaire

Avant la colonisation espagnole, aux alentours de 1535, les populations originaires des zones aujourd'hui constituées par les cantons de Pedro Moncayo et de Cayambe (§ introduction générale), faisaient partie du peuple *caranqui* ou *cara*[42]. Ce peuple occupait les terres comprises entre le nord de la ville de Quito et la vallée du Chota (Murra 1946 ; Ramón 2006). Certaines chroniques espagnoles laissent entrevoir que les Caranquis formaient une confédération qui regroupait trois *cacicazgos*[43] : les Carangues, Otavalos et Kayambis[44] (annexe 6), ce dernier *cacicazgo* étant établi dans les cantons déjà cités.

Les Kayambis devaient leur survie alimentaire à une organisation communale complexe et hiérarchique, à travers laquelle ils parvenaient à contrôler et à donner une certaine valeur à un espace géographique baptisé de micro-vertical (§1.1.2.). Ils savaient organiser le travail et les échanges entre communautés afin de satisfaire leurs besoins, maintenant ainsi une autonomie collective basée sur un système relationnel et les ressources matérielles offertes par le territoire qu'ils contrôlaient.

El país de los Caras (*le pays des Caras*), tel que le chroniqueur espagnol Juan de Velazco le surnomma, fut conquis par l'Empire inca trente ans après la défaite de Quito ((Salomon 1980). Cette longue résistance des populations du Nord de Cayambe à l'invasion inca témoignait de la forte organisation sociale, productive et militaire des sociétés Caras. Le contrôle militaire, politique, économique et culturel des Incas dura moins de trente ans. Les transformations imposées par les Incas (déportation de populations, construction de places fortes, intégration à l'appareil centralisé de redistribution des productions, diffusion de la langue quechua, etc.) étaient encore fragiles lors de la conquête espagnole (1535) (Gondard & Gasselin 1999). C'est la colonisation espagnole qui apporta des changements majeurs dans l'organisation spatiale de la production agricole, le contrôle des ressources matérielles et les

[42] Les autres noms utilisés pour désigner ce groupe ethnique dans la littérature sont Imbaya et, du point de vue des sciences archéologiques, Fase Urcuquí.

[43] Selon l'Académie royale de la langue espagnole, ce terme est utilisé pour désigner une forme d'organisation sociale et politique des peuples tribaux.

[44] Il est nécessaire de distinguer le peuple kayambi du cacicazgo pré-inca kayambi, dont la déstructuration s'amorce après la conquête inca. Aujourd'hui, le peuple kayambi est le nom utilisé pour identifier une société et un territoire qui réaffirment une identité enracinée dans les cacicazgos préincaïques. Le noyau organique de l'actuel peuple kayambi est constitué des communes situées dans les cantons de Cayambe, Pedro Moncayo (visés par cette étude), Quito, Otavalo, Pimanpiro et El Chaco

structures de pouvoir et donc dans la reconfiguration de l'autonomie productive et alimentaire locale.

Nous abordons de manière chronologique, dans ce premier chapitre, les deux grandes étapes du système alimentaire kayambi au XVIe siècle. La première porte sur les premières années du siècle, époque où le système alimentaire préincaïque était bien consolidé (Cacicazgo Cayambe). Les recompositions sociales et techniques imposées par les Incas sont présentées dans la dernière partie de cette section. La seconde étape démarre avec la colonisation espagnole (1535) et va jusqu'à la fin du XVIe siècle. Il s'agit d'une phase de transition entre le système politique, social, économique, écologique et culturel des sociétés pré-incas et incas et le système colonial qui se consolide au XVIIe siècle (§2.). Cette partie traite de l'appropriation de la main-d'œuvre indigène par le nouvel État colonial, puis de l'espace agricole qui accueille de nouvelles espèces et pratiques végétales et animales, ce qui a des implications directes sur l'autonomie alimentaire et productive des Kayambis.

1.1 Le système alimentaire local préincaïque puis incaïque : une forte autonomie productive et alimentaire

L'alimentation de la population était au cœur de l'activité agricole. Les ressources naturelles et le travail étaient organisés dans le but d'assurer cette alimentation. Les terres étaient attribuées à chaque famille, en fonction du nombre de membres qu'il fallait alimenter. D'autres terres exploitées par des agriculteurs étaient destinées à assurer l'alimentation des classes non agricoles (artisans, clergé, famille royale) et la création de réserves en cas de pénurie (Mazoyer & Roudart 1997).

Le système alimentaire préhispanique du territoire kayambi s'appuyait sur l'accès et le contrôle des différents étages écologiques (proches), en tirant profit de la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture. Cette dernière était organisée autour de l'utilisation intense de la main-d'œuvre de la classe agricole. L'objectif d'autosuffisance alimentaire des sociétés préhispaniques pouvait être atteint grâce à l'utilisation optimale de l'espace (Cortes 2000), ainsi que des relations de réciprocité et d'échange.

1.1.1. Une société basée sur des relations de réciprocité et d'échange : l'*ayllu*

Le moyen de subsistance essentiel des populations originaires du territoire kayambi était basé sur une structure sociale, connue sous le nom d'*ayllu*. Les *ayllus* étaient des communautés composées de familles liées entre elles, partageant une même langue, et qui apprirent à s'organiser de manière collective et hiérarchique afin de subsister. L'autorité suprême au sein

de l'*ayllu* était exercée par le cacique[45] (désignation héréditaire) : celui-ci était chargé de l'organisation de la vie de la communauté et de la redistribution de la richesse produite par la collectivité. Il existait d'autres catégories d'*ayllu* différenciées en fonction des activités qu'elles développaient (commerce, travail domestique, travail agricole) (Salomon 1980; Espinosa 1988). La particularité de l'organisation socio-politique de ces groupes résidait dans l'autonomie relative de chaque *ayllu* les uns par rapport aux autres, contrairement à ce qui se passait dans les Andes du sud où la structure politique des Incas était centralisée (Salomon 1980). Les conditions climatiques moins favorables à la production alimentaire dans les Andes de Puna auraient été l'un des motifs pour lesquels les Incas avaient opté pour un contrôle centralisé (Portais 1983).

Ces collectivités vivaient toutes de l'agriculture, de la cueillette et de la chasse, activités mises en œuvre à travers des relations sociales de coopération, de réciprocité et de redistribution établies à l'échelle « intra-*ayllu* ». Ceci leur a permis de forger leur autonomie, une autonomie fondée sur l'accès direct aux ressources (Salomon 1985).

Entre le cacique et les familles de l'*ayllu*, c'était une relation de redistribution qui s'établissait. Outre l'organisation du territoire de l'*ayllu* (allouer la terre aux membres de l'*ayllu* pour qu'elles en aient l'usufruit, organiser la production en fonction des étages écologiques), le cacique était responsable de fournir une protection sociale et d'assurer un environnement politique favorable afin que les membres de l'*ayllu* puissent développer leurs échanges (troc) (Ramón 2006). En échange de cette paix sociale, les membres de l'*ayllu* apportaient un tribut au cacique sous forme de travail et en nature. Les tributs en nature provenaient surtout des activités de chasse, de pêche ou de cueillette que chacune des familles réalisait (Salomon 1986, 1978).

À son tour, chaque famille de la communauté recevait du cacique un lopin de terre qu'elle cultivait avec l'aide des autres membres de l'*ayllu*, sur la base de relations de réciprocité. Les récoltes provenant de ces terres étaient gérées de façon autonome par chaque famille : une part était remise au cacique au titre du tribut lui revenant. C'est la production d'un surplus alimentaire qui aurait permis, dès cette époque, de différencier les groupes sociaux (Gondard & Gasselin 1999). La production d'excédents alimentaires sur le territoire cara pourrait avoir été un élément clé de la longue résistance menée par ce peuple face à la conquête des Incas. Ce serait grâce à ces excédents qu'une partie de la main-d'œuvre vouée à l'agriculture aurait été libérée pour aller grossir les rangs de la résistance. Et c'est la solidité de ce système agraire,

[45] Terme utilisé pour désigner qui exerce le pouvoir politique à la tête du *cacicazgo*.

caractérisé par une production alimentaire indépendante, qui aurait été l'un des atouts ayant permis au peuple des caras de résister face à la progression de la conquête inca entre 1475 (chute de Quito) et 1505 (Gasselin 2000).

Malgré le fait que la plupart des ressources nécessaires à la pérennité et reproduction de l'*ayllu* se trouvait à l'intérieur du territoire, les échanges entre communautés (inter-*ayllus*) servaient aussi à procurer non seulement des biens de subsistance, mais aussi des biens somptuaires, dont la fonction symbolique contribuait à renforcer le pouvoir politique et religieux des caciques (Salomon 1980). « *Plusieurs ayllus, par exemple entre 2 et 5, entretiennent entre eux des liens privilégiés par l'échange de produits complémentaires obtenus à des niveaux écologiques différents et par des liens matrimoniaux. Ils forment une llajta, une véritable communauté ethnique et géographique, base des futures communes* » (Portais 1983).

Malheureusement, le travail archéologique ne suffit pas encore à interpréter les coutumes sociales de l'époque comme celles de l'échange. Cela dit, quelques vestiges, comme des coquillages, de l'obsidienne, de l'or et du cuivre, retrouvés dans des zones éloignées de leur lieu d'origine, sont la preuve évidente des échanges qui avaient cours entre sociétés éloignées (Bromley 1987). Bien entendu, il n'y a que très peu de traces pouvant témoigner des échanges de produits périssables tels les aliments. De manière plus générale, les études historiques faisant référence aux échanges au sein des sociétés préhispaniques, font état de la circulation, depuis les étages les plus froids, de pommes de terre et de viande de lama ; depuis les étages plus chauds, de coton et de maïs ; depuis les zones de forêts tropicales, de la coca. À partir d'écosystèmes aux sols riches en chlorure de sodium *(ibid.),* le sel est devenu une ressource largement échangée, notamment dans les zones de Salinas, la vallée de Mira ou celle de Cachillacta qui en quechua signifie « peuple du sel », à l'ouest du territoire kayambi. Deler *et al.* (1983) classent les échanges de la période préhispanique en fonction des distances. Ils placent les produits alimentaires dans la catégorie des échanges de proximité[46], sauf le maïs qui faisait l'objet d'échanges sur des distances moyennes. Dans quelques cas, l'éloignement de certains *ayllus* du lieu d'approvisionnement d'une ressource considérée comme stratégique pour la communauté oblige une partie des membres à s'installer, de façon plus ou moins permanente, près de ces écosystèmes afin de maintenir leur approvisionnement. Ce système est décrit comme « l'archipel » (Murra 1975) dans l'analyse de l'organisation des sociétés préhispaniques des Andes.

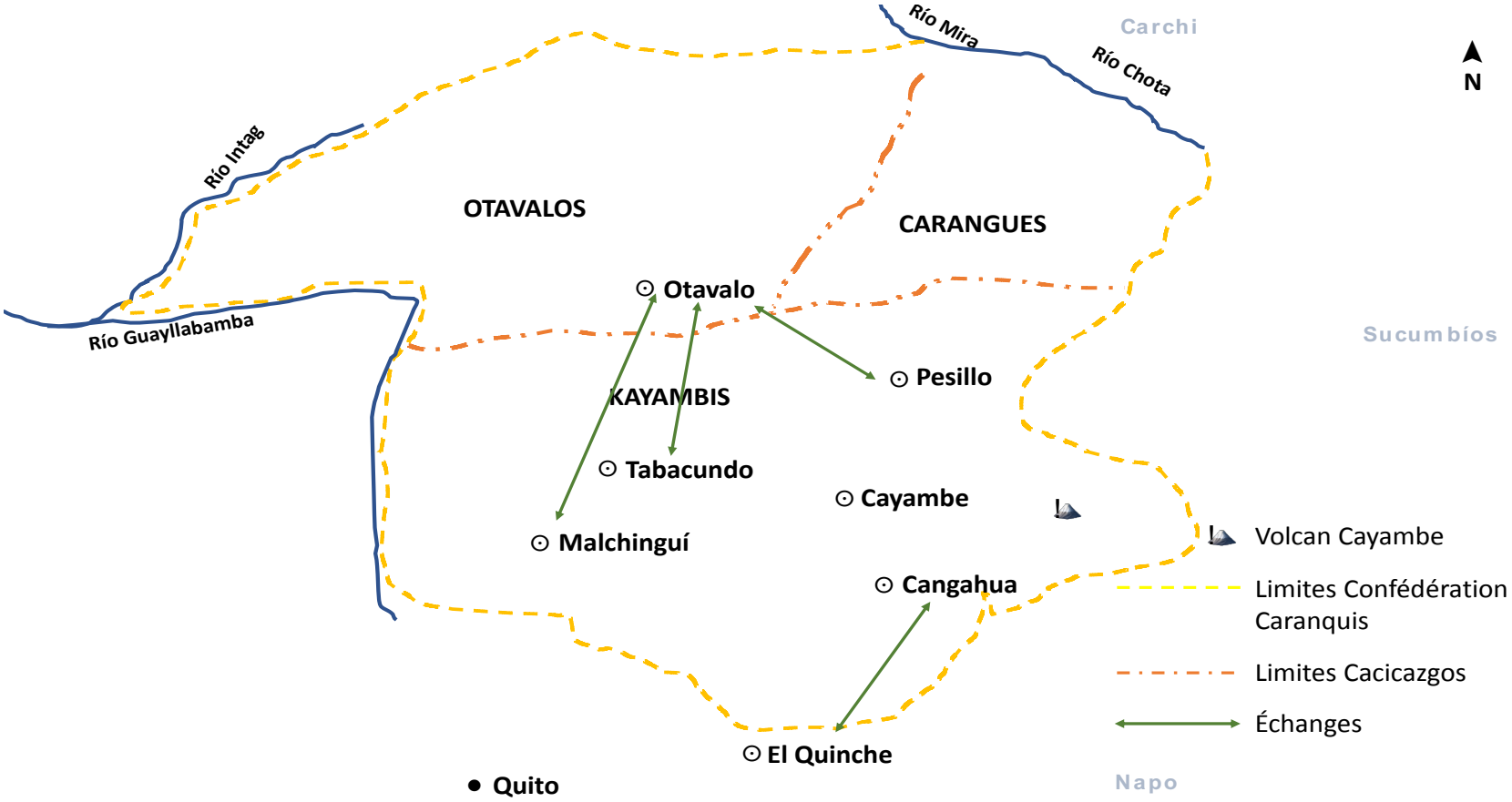
[46] La distance dans ce cas permet un aller-retour en un ou deux journées, tandis que les échanges à moyenne distance entraînent un voyage de plusieurs centaines ou milliers de kilomètres. Il s'agit dans les deux cas d'échanges verticaux, c'est-à-dire entre différents écosystèmes à différentes altitudes (Deler *et al.* 1983).

Dans le cas des vallées andines de Cayambe et de Pedro Moncayo, on peut supposer que les principaux produits qui arrivaient grâce aux échanges étaient le coton, le chili, le sel et la plante de coca provenant des vallées de Mira-Chota, territoire des *Otavalos* (Caillavet 2000 ; Jiménez de la Espada 1965) avec lesquelles des relations ont été décrites (Ramón 1987). Quoique le produit principal d'exportation de ce territoire ait pu être le maïs, un autre produit très prisé par les populations préhispaniques, mais de manière plus limitée en raison de son caractère périssable, était la pomme de terre. À l'inverse d'autres sociétés préhispaniques dans les Andes équatoriennes, la pratique de la déshydratation de la pomme de terre afin de la conserver, n'était pas aussi répandue que dans les Andes centrales (Pérou et Bolivie). Il faut noter aussi que l'utilisation de la viande de lama dans les échanges était limitée en raison de la faible présence de ces animaux dans cette zone, par rapport aux autres zones.

Les échanges prenaient diverses formes et faisaient intervenir divers acteurs. Les échanges sur de grandes distances (Murra 1980) étaient assurés par des marchands intermédiaires spécialisés, appelés *mindalaes*. Ils appartenaient à une catégorie d'indigènes vivant dans chaque *ayllu*. Outre leur fonction de commerçant, ils se présentaient comme les représentants du cacique auprès des autres communautés (Cliche 1995). Jiménez de la Espada (1965) présente les *mindalaes* comme une classe non assujettie aux caciques. Les marchands permettaient en effet la circulation de nombreux produits tels que le sel, la coca, le coton, le chili, et certains biens plus luxueux tels les produits artisanaux, les poissons secs, l'or, les bijoux, les céramiques, les plantes médicinales et le très convoité coquillage spondyle (Oberem 1981b; Salomon 1978; Portais 1983).

Cela dit, d'autres types d'échanges existaient aussi au niveau local sans l'intermédiaire des *mindalaes* (Murra 1980). À l'intérieur du territoire kayambi, Ramón (1987) signale la présence d'échanges entre groupes établis dans des zones comme Cangahua et les communautés du Quinche, tandis que les groupes établis à Tabacundo, Malchinguí et Pesillo maintenaient des relations d'échange avec les *ayllus* d'Otavalo (Illustration 6).

Illustration 6.
Flux d'échanges entre populations pré-incas sur le territoire kayambi



Élaboration : Román P.

Source:d'après le récit de (Ramón 1987)

Un troisième type d'échanges aurait été facilité par les marchés décrits par les colons chroniqueurs sous le nom de *tianguez*, lieux où confluaient régulièrement les indigènes pour y effectuer leurs échanges. La réalité de ces marchés est certes niée par plusieurs chercheurs (Mintz 1964), mais d'autres en confirment l'existence tout en leur attribuant cependant un rôle secondaire dans les activités de commerce. On leur attribue avant tout une fonction de rencontre et de distraction, les échanges de nature sociale primant sur les échanges commerciaux (Baudin 1962). Salomon (1980) indique que les villages où les *mindalaes* se livraient fréquemment aux échanges étaient Tulcán, Tusa, Huaca, Ambuquí, Otavalo, Cayambe, Amaguña, Shigchos, et Angamarca.

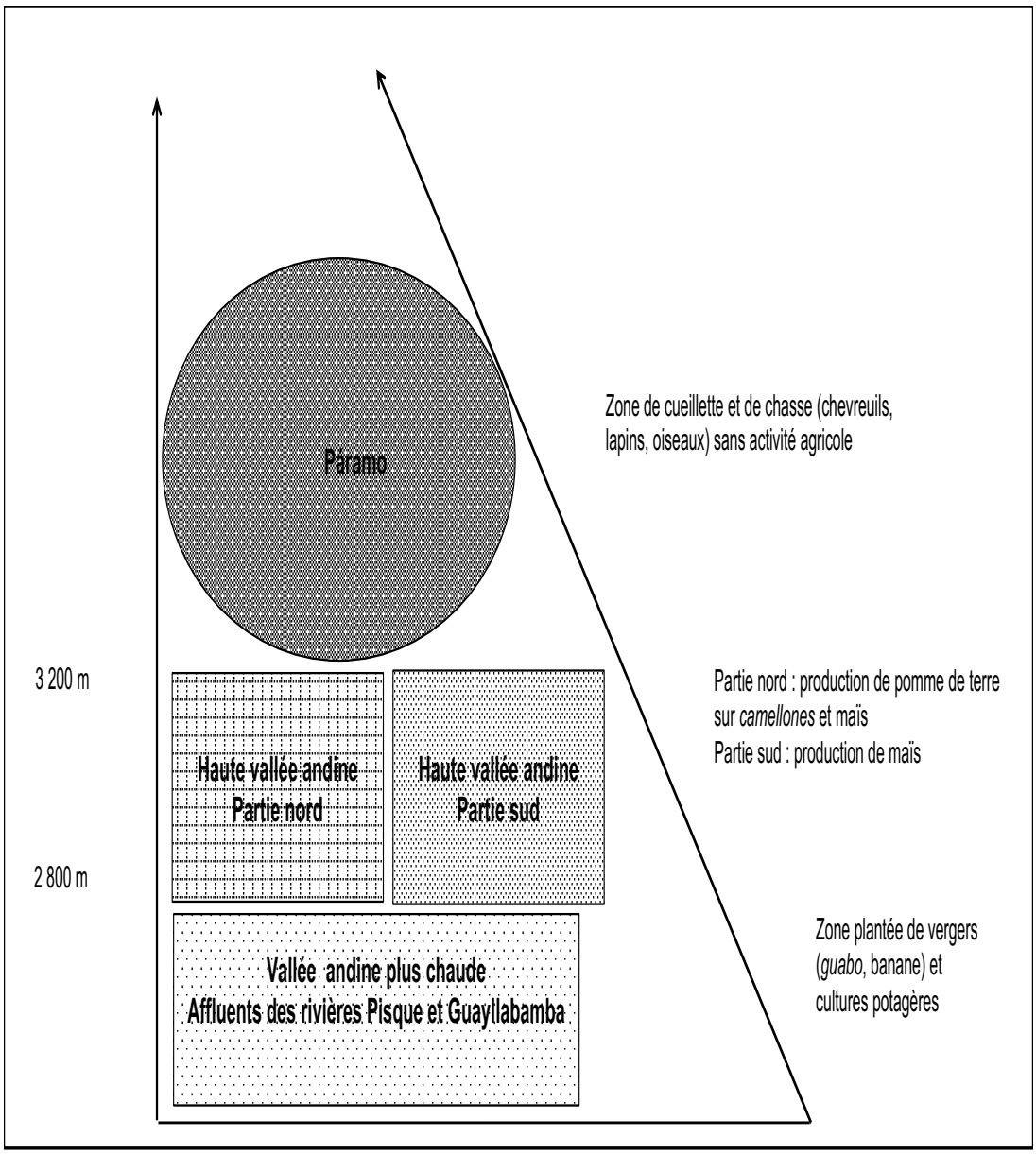
Les relations à l'intérieur de l'*ayllu* et entres les *ayllus*, caractérisées par la réciprocité (don contre don), étaient essentielles pour assurer la sécurité alimentaire. Elles étaient fondées sur l'organisation de la production et la distribution des aliments, et leur diversification par des échanges entre des populations contrôlant différents espaces écologiques.

1.1.2. Une subsistance alimentaire et sociale construite sur l'accès à différents espaces écologiques

On connaît bien l'agriculture des Andes préhispaniques pour la particularité de leur organisation en plusieurs étages écologiques. Cette caractéristique qualifiée par Oberem (1981b) de « micro-verticalité » facilita les premiers approvisionnements alimentaires. Elle avait pour but de diversifier la production agricole, de réduire l'impact des risques climatiques sur les récoltes et d'aider à la gestion du rythme de travail. Contrairement à d'autres zones des Andes, dans la zone septentrionale les distances entre les étages écologiques sont courtes, ce qui permettait aux populations de se déplacer d'un étage à l'autre au cours d'une même journée. La vallée de Cayambe-Tabacundo fédérait plusieurs *ayllus* couvrant des zones allant de 2400 m, sur les bords du fleuve Pisque, jusqu'à plus de 4000 m au-dessus du niveau de la mer (Ramón 2006).

Si l'on considère les conditions écologiques de ce territoire et l'usage que les groupes préhispaniques lui donnaient, la zone de kayambi se divisait en quatre zones *(ibid.)* d'où les indigènes tiraient l'essentiel de leurs moyens de subsistance (Illustration 7).

Illustration 7.
Diagramme vertical de l'utilisation des différents étages écologiques sur le territoire préhispanique kayambi



Élaboration : Román P.

Source : d'après le récit de Ramón (1987 : 51-60)

Au-dessus de 3200 m d'altitude, on trouve les hautes terres (l'étage froid) y compris l'étage écologique appelé le *páramo* qui était la zone privilégiée pour le ramassage du bois, la chasse (gibier, lapins, volailles), et la pêche dont le produit est directement destiné à l'alimentation et à l'échange. Le cacique exerçait son autorité et son contrôle sur le *páramo*. Une partie des produits provenant de cet étage écologique était destinée au cacique et lui était remise sous forme de tribut (Salomon 1986; Salomon 1980). D'après les données archéologiques (Athens 1977; Echeverría & Uribe 1995), les communautés précoloniales ne cultivaient rien sur cet étage en raison de sa faible capacité de production comparée à celle d'autres étages écologiques. Autrefois appelées « terres amères et froides » selon certains documents historiques, les *páramos* ne devinrent des espaces destinés à l'agriculture qu'après la colonisation espagnole (Ramón 1987).

La deuxième zone est celle que l'on appelle la « haute vallée andine » : elle se situe entre 2800 et 3200 m d'altitude. Cette vallée se divise en deux zones qui se différentient par le type de sol, la topographie et l'humidité environnante (§ introduction générale). La frange nord de la haute vallée andine (Ayora, Tupigachi, Olmedo, Cayambe) est une zone plus humide, à pentes faibles et composée de sols noirs andins. Ces zones subissent des gelées plus fréquentes que la frange sud de la vallée. Les indigènes préhispaniques construisirent dans cette frange de la vallée des champs agricoles élevés, dénommés *camellones*[47]. Ce type d'aménagements, dont la création remonte aux environs de l'an 500 av. J.-C. et s'étend jusqu'au début du XVIe siècle, a servi principalement à la culture de la pomme de terre et du maïs (Veintimilla 1999). La frange sud (Cangahua, Tabacundo, Otón, Cusubamba) de la haute vallée andine est une

[47] Ceux qui ont étudié ce type d'aménagements précolombiens leur attribuent des fonctions diverses. Du point de vue de la production, ces terrasses parallèles de terre amoncelée, pourvues de fossés intermédiaires, contribuaient à éviter l'effet des gelées, à retenir l'humidité pendant les périodes de sécheresse et à drainer l'excès d'eau durant les saisons très humides (Gondard & López 2006); en outre, cette anthropisation apportée à la fertilité du sol, étant donné l'accumulation de vase, matière à haut contenu de phosphore qui était incorporée aux *camellones* (Knapp 1984), permettait d'intensifier et d'assurer la production agricole. Le pourquoi de la construction des *camellones* s'expliquerait par la volonté et la nécessité des populations précoloniales d'étendre la surface des cultures (Gondard & López 1983 in Gasselin 2000). Pour Knapp (1995), si tant est que les *camellones* exigeaient une grande quantité de main-d'œuvre, leur construction, – ainsi que le choix de leur localisation – était justifiée car cela permettait une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre disponible, afin d'accroître la production, en raison notamment du contrôle des gelées, des sécheresses, et de la fertilité du sol. La diminution du peuple indigène kayambi, résultat de la guerre de résistance face à la conquête des Incas et de leur exil vers le Pérou actuel, a signé l'abandon de la production en *camellones,* considérés trop exigeants en main-d'œuvre. Le débat sur cette structure n'est pas stabilisé, malgré leurs nombreuses fonctions agronomiques qui leur sont attribuées, l'utilisation de structures très exigeantes en main-d'œuvre alors que la pression démographique était très faible (même si plus forte qu'ailleurs) est encore peu compréhensible.

zone plus sèche, composée de sols sableux et dotée d'une topographie escarpée. La culture préhispanique prédominante y était le maïs.

Sur les rives des fleuves Pisque et Guayllabamba, on trouve la quatrième et la cinquième zone que Ramón (1987) cite quand il fait la reconstruction des territoires tels qu'ils existaient aux XVe et XVIe siècles. Ces zones plus tempérées situées entre 2400 et 2800 m d'altitude servirent à la culture de fruits comme le pacay, localement appelé « guabo » (*Inga feuillei*), le pepino ou poire-melon (*Solanum muricatum*), la banane plantain, le piment chili ou « ají » (*Capsicum sp*.) et des légumes.

Il est certain que la pomme de terre et le maïs (Encadré 1) ressortent comme les cultures les plus répandues dans les récits historiques, mais d'autres espèces végétales natives faisaient aussi partie des systèmes de production du territoire kayambi et entraient dans l'alimentation de ses habitants. Parmi les légumes les plus courants on peut citer le cresson (*Nastrurtium officinale*), l'amarante, le haricot, le lupin localement appelé « chocho » (*Lupinus albus*), la patate douce localement appelée « camote », diverses herbes appelées *guaca-mullos* ou *yuyos* (Caillavet 2000), des tubercules, *l'oca* (*Oxalis tuberosa*), le *melloco* (*Ullucus tuberosus*), la quinoa, « la zanahoria blanca» pomme de terre céleri (*Arracacha esculento*), le *mashua* (*Treopoleum tuberosum*), le canna, ou localement « achira » (*Cana edulis*), « el zambo » un type de courge (*Cucurbita ficifolia*), cette dernière ayant été introduite par les Incas (Knapp 1991). Le fruit le plus reconnu dans cette zone de la haute vallée est la cerise noire appelée « capulí » (*Prunus serotina*).

Encadré 1.
Le maïs, base de l'alimentation et de l'identité kayambie

Les espèces cultivées à cette époque (pré-inca, inca) étaient exclusivement natives, furent sélectionnées et domestiquées sur le continent durant le néolithique. Pendant la période précoloniale, ces populations se procuraient leurs aliments et moyens de subsistance par le biais de la chasse, la cueillette, le ramassage, l'agriculture, les échanges, et aussi la redistribution. L'alimentation était le moteur de l'organisation de ces sociétés.

Le maïs était la variété cultivée la plus fondamentalement destinée à l'alimentation. Sa consommation était généralisée au sein de la communauté, sans distinction. Le maïs, symbole de la culture inca, était très présent dans la vie des peuples préhispaniques. C'était le produit de base du régime alimentaire et grâce à ses propriétés de conservation, il était le moyen de subsistance des voyageurs (Estrella 1986). Bien que moins fréquente aujourd'hui, la pratique qui consistait à voyager avec du maïs est encore présente au sein des populations rurales de Pedro Moncayo et de Cayambe. Au moment de quitter leur communauté, jeunes et vieux remplissaient leurs poches de maïs grillé pour s'alimenter pendant le temps passé en dehors de chez eux. Cette graminée, à l'instar d'autres aliments, avait aussi des vertus médicinales, et devint un bien d'échange important avec les autres communautés. Le maïs servait également à la fabrication de la *chicha**, boisson populaire qui accompagnait les évènements de la vie collective et individuelle des populations préhispaniques (Cantero 2009; Estrella 1986). L'importance du maïs ne se reflète pas seulement dans l'alimentation quotidienne, elle s'exprime également dans les rites et dans les célébrations du monde indigène qui perdurent depuis les temps préhispaniques. Le maïs est toujours un symbole fort (Espinosa 1988; Salomon 1980) présent dans la ritualité et qui parfois est au centre même de la célébration.

Concernant l'approvisionnement en produits à partir des écosystèmes plus éloignés, deux mécanismes sont à distinguer. Le système de l'archipel (Murra 1980) dont on ne sait pas s'il a été établi avant ou après la conquête inca (Oberem 1981a). C'était un système courant dans les Andes de la Puna du Pérou, dominées par l'Empire inca, qui consistait en l'établissement d'*îles*. Les membres d'une communauté allaient s'installer dans une zone dotée d'un certain écosystème éloigné du leur, et dans lequel existaient des produits intéressants pour leur communauté ou la possibilité de les produire. Cet établissement temporaire leur permettait de s'approvisionner en produits provenant de différents écosystèmes. Dans le pays des Caras, par exemple, la présence de différents groupes formant une île ethnique est signalée dans des zones où l'on a trouvé des sources salines[48]. Le deuxième mécanisme est celui des échanges qui permettaient aussi d'accéder à des produits d'écosystèmes plus éloignés.

[48] Oberem (1981b) signale dans son étude sur l'incorporation du peuple Caras dans l'Empire Inca le manque d'informations qui nous permettraient d'être sûrs que certains phénomènes ont eu lieu avant ou

1.1.3. La courte conquête des Incas : centralisation de l'organisation et de la redistribution de l'alimentation

La conquête des Incas sur les seigneuries ethniques du pays des Caras est intervenue après des années de guerre (Ramón 1987 ; Oberem 1981a ; Moreno 1981). La bataille pour le lac Yaguarcocha a scellé l'occupation militaire inca et ce territoire a été intégré au Tahuantinsuyo[49] (Annexe 7). Ramón (1987) émet l'hypothèse que, même si les raisons pour lesquelles l'Empire inca a longuement lutté (plus de 10 ans) pour conquérir les seigneuries ethniques de la région andine nord de l'Équateur ne sont pas exactement connues, l'une des explications pouvant être avancées est que les conditions de production du maïs sur ces terres étaient excellentes et que son organisation militaire pouvait y être consolidée.

Pour Gasselin (2000), un système agraire solide dans ce pays est l'une des conditions ayant permis la résistance à la présence inca. Donc, une forte autonomie alimentaire de la société Cara, et donc kayambie, avec la capacité de maintenir des classes non productives d'aliments (commerçants, clergé, dirigeants et militaires) se présente comme un élément clé de la solide capacité de résistance des Kayambis à la progression des Incas (1475 – 1505).

La présence de l'Empire inca sur ce qui constitue aujourd'hui le territoire équatorien était diverse, en ce sens que des zones étaient effectivement occupées et d'autres seulement soumises à son influence. La zone qui nous intéresse aurait été placée sous une telle influence durant 30 ou 40 ans, ce qui signifiait « *un début d'intégration des seigneuries traditionnelles au système pyramidal de l'Empire* » (Salomón 1990).

Après la conquête, le fonctionnement politique et social du peuple Caras s'est maintenu, et Nascoto Puento, seigneur de Cayambe (Moreno 1981), qui paradoxalement avait mené la résistance des seigneuries ethniques, continua à gouverner. Cependant, leur autonomie fut perturbée, car elles se transformèrent en bras exécuteur du projet de l'État inca. Le Tahuantinsuyo fonctionnait selon une vision centralisatrice, en s'appuyant sur

après la conquête des Incas. Bien que son étude remonte à 1981, elle prend en compte les principaux témoignages sur l'ethno-histoire et l'archéologie dans la zone qui nous intéresse et qui, depuis jusqu'à aujourd'hui continuent d'être les références en la matière.

[49] Le Tahuantinsuyo ou Tawantinsuyo était le territoire dominé par l'Empire inca entre le XVe siècle et le XVIe siècle : il s'étendait de l'actuel Pérou jusqu'au Chili au sud et au nord jusqu'en Colombie, couvrant quelque deux millions de kilomètres carrés.

les structures locales, et contrôla peu à peu les ressources productives, le travail et les formes de redistribution.

L'un des mécanismes utilisés pour neutraliser le pouvoir local après la conquête et empêcher de nouveaux soulèvements fut le déplacement des populations locales vers d'autres parties de l'Empire et l'installation de peuples soumis dans la région Cara. Ces mouvements humains, en plus des pertes causées par la guerre, eurent un impact sur la démographie de la zone (Ramón 1987; Salomon 1986; Moreno 1981; Oberem 1981a). De nombreux survivants caras furent envoyés comme *mitimaes*[50] sur les bords du lac Titicaca (Portais 1983). Dans le pays des Caras, et spécifiquement dans la zone d'influence kayambie, arrivèrent les *mitimaes*, notamment à Cochasquí, Guayllambamba, Guachalá et El Quinche (Ramón 1987; Moreno 1981). Ramón (1987) explique que les conséquences de la réduction de la population pour le système alimentaire kayambi de l'époque furent la réorganisation et la limitation de l'espace cultivé, et l'abandon de la production dans les *camellones*, infrastructures à forte demande de main-d'œuvre.

D'autre part, par le biais des tributs en travail (*mita*)[51] et en nature, l'Inca s'appropriait l'usufruit créé sur les terres qui, avant la conquête, étaient exploitées collectivement. Ceci permettait un contrôle et une redistribution dans le sens centre-périphérie, en entraînant l'exportation hors du territoire de la production de denrées alimentaires auparavant essentiellement utilisées localement.

La présence inca dans le pays des Caras prit fin assez rapidement avec l'arrivée des Espagnols (1535). L'absence de résistance face à l'invasion espagnole et de soutien au général inca Rumiñahui, traduisait le mécontentement des Caras envers les Incas.

[50] Les *mitimaes* étaient les groupes de personnes qui étaient déplacés par l'Empire inca, aux fins de contrôle de l'espace. Portais (1983) distingue quatre catégories de *mitimaes* : (I) groupes provenant de régions où la conquête inca était bien assise, vers d'autres où elle était plus récemment consolidée afin de diffuser l'idéologie et les pratiques ; (II) groupes militaires qui, une fois la conquête d'une région assurée, s'y installaient de façon permanente ; (III) groupes de spécialistes (agriculteurs, artisans) ; (IV) et à l'inverse, il y avait des groupes de colons provenant des régions conquises qui étaient déplacés vers d'autres régions de l'empire afin de contrôler les rébellions.

[51] La *mita* était un tribut basé sur le travail imposé par l'État Inca. Un certain nombre d'individus (hommes âgés de 18 à 50 ans) de l'*ayllu* travaillaient pour l'État à tour de rôle pendant un certain temps. Ils effectuaient des travaux publics (routes, systèmes d'irrigation, etc.) ou étaient au service particulier des nobles (Gondard & López 1983).

1.2 Une transformation sociale et écologique sous la Couronne espagnole (seconde moitié du XVIe siècle)

> *« La conquête [en référence à la colonisation espagnole] ravagea les sols pour y planter des cultures d'exportation et anéantit les populations indigènes dans les gouffres et les marécages pour satisfaire la demande de métaux précieux, l'or et l'argent, outre-mer. Le progrès venu de l'étranger eut pour effet de détériorer le régime alimentaire de la population précolombienne qui survécut à l'extermination. »* (Galeano 2003)

La conquête espagnole survient dans un contexte de crise de l'Empire inca, au moment d'une division interne causée par la guerre entre Huascar et Atahualpa qui se disputaient le trône. Ceci aurait facilité l'avancée des troupes espagnoles et affaibli la résistance inca (Ayala 2008). En 1534, Atahualpa est capturé et assassiné à Cajamarca (Pérou) par l'Espagnol Francisco Pizarro. La mort de l'Inca fut le début de la fin de la résistance face à l'avancée des colonisateurs espagnols. Ainsi en 1535, par l'intermédiaire de Sebastián de Benalcazar, la Couronne d'Espagne prit le contrôle du territoire caranqui (Ramón 1987). La colonisation bouleversa les modes de vie des sociétés indigènes, leurs institutions et l'organisation de la production dont dépendait leur subsistance.

Une première étape après la colonisation espagnole a été construite avec une nouvelle organisation politique structurée socialement par un mélange entre des acteurs anciens, héritiers du système précédent et de nouveaux acteurs liés à cette nouvelle organisation politique qui se dota de nouveaux outils, mais qui continua à utiliser des outils anciens pour le contrôle des populations, en particulier l'espace et la production. En outre, l'arrivée des Espagnols a entraîné des transformations dans les écosystèmes en raison de nouvelles pratiques et de l'introduction d'espèces animales et végétales.

1.2.1. La maîtrise du contrôle de la population et de leur production : *encomienda, tributo et mita*

C'est par le biais du *pacte* passé entre colons et caciques que la première phase économique et sociale sous le contrôle de la Couronne espagnole s'organisait. De nouveaux acteurs et pratiques se mélangèrent avec les anciens : d'un côté pour drainer des ressources vers la couronne (objectif d'Espagne), et de l'autre pour répondre aux ambitions de contrôle des colons installés sur le plan économique et politique. En utilisant les structures précoloniales, la population native et à travers elles les caciques étaient

visés. Il s'agissait de maintenir et même de retrouver (bien qu'il ait été miné pendant le régime inca) un certain contrôle de l'espace local (Portais 1983). La contradiction entre ces trois propos a trouvé ses limites et s'est exprimée à différents moments de l'histoire marquée par des révoltes sociales entre *criollos*[52] et Espagnols, et entre ces deux groupes et les indigènes.

Après le partage de la main-d'œuvre indienne servile entre les conquistadors (partage baptisé la « répartition des indiens »), la Couronne d'Espagne a fait des Indiens des vassaux du roi exemptés de lien de servitude, mais soumis au tribut en nature et en travail (lois de 1542) (Gasselin 2000). À cette époque, en 1535, le premier cadre institutionnel mis en place était des *encomiendas (*qui vont se maintenir jusqu'à la fin du XVIe siècle), à travers lesquels le contrôle était exercé d'une part sur les ressources matérielles et d'autre part sur le travail des indigènes.

Des communautés indigènes étaient allouées aux *encomenderos*, nobles espagnols, à titre de rétribution pour leur participation à la Conquête. Ils avaient le droit de lever l'impôt et en contrepartie le devoir de veiller au bien-être des indiens et à leur endoctrinement religieux (Paredes 1975). Les communautés indigènes étaient alors forcées de produire, d'une part leur propre subsistance, et d'autre part pour répondre aux exigences en matière d'impôts de la nouvelle élite qui accumulait ainsi de la richesse aux dépens des indigènes et de leur travail. Alors, les colonisateurs se sont servis des outils préhispaniques du tribut et de la *mita* pour mettre en place la taxation. La région de Cayambe (Cayambe, Tabacundo, Guayllabamba) à partir de 1548 a été rendue en *encomienda* à Pedro Marín Quesada et en 1573 à son fils Alonso Martín Quesada. Cette fois, Guayllabamba ne faisait plus partie de la même juridiction que Cayambe et Tabacundo.

L'État colonial recevait d'un côté des tributs payés par les indiens, hommes âgés de 18 à 50 ans, qui correspondaient au recouvrement des *encomenderos et* transformés en argent. De l'autre côté, il bénéficiait directement de la *mita*. Les *mitayos*[53] *kayambis* s'acquittaient de leur tribut en travaillant dans les ateliers textiles coloniaux (appelés *obrajes*), et dans la ville de Quito où ils travaillaient sur des chantiers de construction et prêtaient divers services aux Espagnols installés en ville (Borchart 1981). Dès cette

[52] Terme utilisé pour désigner les personnes nées de parents espagnols sur les terres de la colonie.
[53] Indiens qui se rendaient à la *mita*

époque, les indiens de Kayambi avaient donc commencé à établir des liens avec la ville de Quito en en constituant la main-d'œuvre.

C'est à travers les caciques, qui participaient à l'organisation locale de la production, que les *encomenderos* pouvaient percevoir les taxes. Donc, les communautés indigènes s'organisaient pour assurer leur subsistance et la production collective des tributs imposés par les Espagnols. Une partie de ces tributs était remise aux *encomenderos* en nature, surtout par le biais de produits agricoles indigènes (céréales, pommes de terre, viande) et plus tard de produits introduits par les Espagnols. Il pouvait s'agir aussi de produits provenant de la chasse (viandes), de la cueillette (fruits, *cabuya*[54]) et des tissus à base de coton fabriqués par les indiens (Caillavet 1989), dont la production était antérieure à la conquête espagnole. Les tributs reçus en nature par les encomenderos étaient ensuite commercialisés par l'intermédiaire des marchands espagnols (Caillavet 1989). Une autre partie des tributs versée par les indiens aux encomenderos, devait être payée en liquide d'abord en or et puis en argent (Ramón 1987; Portais 1983). C'est pour cette raison que les indigènes entreprirent d'établir des relations par le biais d'un marché monétarisé qui impliqua un changement dans les décisions liées à la production. Celles-ci durent prendre en compte les demandes d'un marché composé d'une masse d'individus récemment débarqués ayant des modes de consommation distincts des locaux. Caillavet (2006) fait référence à la relation directe d'achat-vente entre les caciques et les marchands de tissus pour obtenir l'or fixé comme tribut à payer.

Dès la seconde moitié du XVIe siècle, le marché des textiles de coton[55] prend de l'importance pour l'Audience royale de Quito[56] (Annexe 8), s'agissant notamment des vêtements destinés aux indigènes (Caillavet 2000), ce qui implique une pression sur les tributs payés en nature. Caillavet (2000) montre comment dans le département d'Otavalo (voisin immédiat au nord de Cayambe et Tabacundo), entre 1549 et 1579, la quantité de vêtements en coton à livrer dans le cadre du tribut augmenta d'année en année, tandis que diminuait celle d'autres produits agricoles.

[54] Plante utilisée pour sa fibre pour confectionner divers produits, notamment des cordes, des grands sacs, des sortes de chaussures utilisées par les indigènes appelées *alpargatas*, (espadrilles).

[55] Au XVIIe siècle, la production textile devient l'activité économique centrale de l'Audience royale de Quito (Cour royale de Quito), même si à partir de ce siècle, la matière première cesse d'être le coton.

[56] Selon l'organisation politique et administrative des terres colonisées par la Couronne espagnole, le territoire actuel de l'Équateur appartenait à l'Audience royale de Quito, créée en 1563.

Les indiens de Cayambe, pourtant situés hors d'une zone de production de coton (matière première des textiles), payaient un tribut en textiles : *« En 1583, la Caisse royale paie à "don Gabriel cacique de Carangue, 60 pesos d'argent … pour* […] *coton* […] *qui sont* [achetés] *pour donner au* […] *cacique du village de Cayambe afin qu'il puisse faire des vêtements avec l'impôt que les indiens sont obligés de donner"* (ANH/Q Indígenas Caja 3. Document 1633 – I- 11: f.122r) » (Caillavet 2000).

L'accroissement de la demande en tissus lors de la taxation requit que l'on allouât plus de main-d'œuvre au travail de filage, à la confection et à la mise en place de stratégies d'approvisionnement en matières premières comme le coton. Ce sont d'abord les réseaux d'échanges précoloniaux qui facilitèrent en grande partie cet approvisionnement. Le succès du marché des tissus a fait que les réseaux commerciaux liés à ceux-ci et leurs matières premières (coton) se sont concentrés sur les colons espagnols. *« Le* […] *marchand Francisco Ruiz qu'a-t-il fait avec sa fortune… Il a embauché les indiens du village de Sichos et ceux de Juan de Ilanes de Riobamba, et aussi les indiens d'Otavalo, de Cayambe et de Carangue et de Myra, et les siens aussi, et de cette manière il a tissé 8 ou 9000 pièces de vêtement et il est devenu riche, parce qu'avant il était pauvre"* (AGI/S Justicia 683: f.763v) » *(ibid.).*

Certaines des structures préhispaniques comme le tribut, la *mita*, ou les réseaux d'échanges avec les *mindalaes* se sont maintenus durant la première phase de l'époque coloniale (jusqu'au début du XVIIe siècle). Les caciques sont même restés à la tête des communautés indigènes. Leur fonctionnement répondait avant tout aux intérêts de la Couronne espagnole et des colons qui cherchaient à asseoir leur pouvoir politique et économique sur les nouvelles terres. Au cours de cette période de la colonisation espagnole, on n'assistait pas encore à une appropriation directe des ressources naturelles, du moins de façon massive, mais elle se dessinait néanmoins et s'amorçait avec le travail exigé de la part des indigènes (Gondard & Gasselin 1999). Avant la colonisation, le versement d'impôts était une pratique des peuples ethniques ; l'impôt avait pour but, entre autres, d'assurer l'alimentation de la population dans son ensemble (*ayllu*, Empire inca). Dans le nouveau système colonial, cet objectif perd de sa force, la charge de travail nécessaire au paiement du tribut interférant dans les activités liées à la production de nourriture de la population indigène.

La charge fiscale pesant sur les indigènes était telle qu'elle ne leur laissait que peu ou pas de marge de manœuvre pour la production d'excédents permettant une quelconque

accumulation. L'importance qu'a prise le commerce dans ce nouveau système économique où la valeur d'échange des biens prenait le pas sur la valeur d'usage, conduisit à la consolidation d'un réseau de marchands espagnols, par l'intermédiaire desquels le tribut en nature se transformait en argent ou en or. Dans le même temps, les marchands préhispaniques (*mindalaes)* commencèrent petit à petit à disparaître, leur fonction cessant d'être utile. Ils furent donc réduits à exercer les mêmes fonctions que le reste des membres de l'*ayllu* (Ramón 1987). Le départ des indigènes de l'espace rural était motivé pour deux raisons, soit pour honorer leur tribut à travers la *mita*, soit pour fuir des rythmes de travail acharnés imposés pour s'acquitter des tributs (Portais 1983; Ramón 1987; Caillavet 2000). Cela aurait entraîné un affaiblissement de l'espace communautaire local.

1.2.2. Le début du contrôle de l'espace et les changements agricoles : las *reducciones* y les produits de *castilla*

Le système colonial modifia peu à peu l'organisation de l'espace et les pratiques productives préhispaniques. Avec les Espagnols arrivèrent de nouveaux produits carnés et végétaux, de nouveaux outils firent leur apparition et l'agriculture commença à jouer un rôle distinct, plus seulement limité à l'approvisionnement en aliments destinés à la consommation. On peut noter que, contrairement à d'autres territoires des Andes, durant l'époque coloniale aucune activité minière ne se développa sur le territoire qui constitue aujourd'hui les Andes équatoriennes. L'activité agricole et la production de tissus constituaient les principaux axes de l'économie de l'époque, combinant ressources locales et ressources introduites par les arrivants du vieux continent. Cette production agricole et textile qui, dans les premières années de la colonie, était entre les mains des indigènes, bien que l'usufruit en revînt aux colonisateurs, finit par être directement contrôlée par ces derniers par le biais de l'accaparement des terres. L'appropriation des terres par l'État colonial et leur attribution aux colons donnèrent lieu à la formation des *latifundios*, ou grands domaines, ce qui eut de fortes implications sociales, culturelles et économiques pour la population indigène.

1.2.2.1. *Reducciones*, *mercedes* et *donaciones* : l'origine du latifundio

La seule appropriation de la force de travail sur laquelle le système colonial a fonctionné entre 1535 et 1570, a commencé à changer avec la décision de la Couronne espagnole de regrouper les populations indigènes rurales qui, selon les critères de la

métropole espagnole, étaient dispersées (Portais 1983). La dispersion de la population indigène rendait plus difficiles son endoctrinement politico-religieux et la collecte de tributs, ce qui provoqua un mouvement indigène suite au décret dit des *reducciones* (1570). *Reducciones* était le nom donné à l'ordre de la Couronne de regrouper les Indiens ruraux, en *parcialidades* ou *pueblos de indios*, afin d'améliorer le contrôle, la collecte des impôts et l'évangélisation de ces populations.

Le regroupement des indigènes dans les *reducciones* n'a concerné qu'une population numériquement réduite dans les premières décennies de la colonie. Puis, cela a fait place à de nombreuses terres cataloguées comme terres incultes que l'État espagnol a prises en sa faveur (Wachtel 1971 et Portais 1983). Les terres que l'État s'appropriait étaient ensuite redistribuées, par le biais d'une vente ou d'une concession, aux nouveaux colons et à l'Église catholique. De leur côté les indiens regroupés en parcialidades recevaient le droit d'usufruit des terres communales, supposées assurer leurs besoins de première nécessité et le paiement des tributs (Vaillant 2013).

Les terres récupérées par l'État espagnol ont d'abord été données sous forme de *mercedes* (subventions) ou de *donaciones* (dons), puis la pression exercée pour générer des ressources pour l'État a conduit à la vente de terres. Les donations étaient des concessions de terres accordées en rétribution pour les services rendus aux Espagnols pendant la conquête. Les *mercedes*, également connues sous le nom de *estancias*, étaient des terres données en usufruit. La Couronne se réservait la propriété de la terre, la remettant à condition qu'elle soit cultivée, et avec le temps de nombreuses terres cédées sous le régime de *mercedes* sont devenues privées (Gligo & Morello 1980).

À partir de l'installation de l'organisation politico-administrative de l'Audience royale de Quito, et de la désignation de Quito comme chef-lieu principal (1534), commença alors la cession de terres *mercedes* aux Espagnols. Le processus devint plus agressif concernant les *reducciones*, et après 1586 les terres ne furent plus cédées sous le régime des *mercedes* et *donaciones,* mais de ventes aux enchères sous l'égide du chef-lieu Quito, afin de générer des revenus pour la Couronne espagnole. Ramón (1987) affirme que, bien qu'aucun document fiable n'existe sur les *mercedes* et les ventes effectués par Quito avant 1586, dans la zone de Cayambe et Tabacundo située dans l'aire d'influence de Quito, la faible densité de la population a favorisé l'octroi de terres en *donaciones* et *mercedes*. Nonobstant la rareté des informations, Ramón (1987) qui a pu rassembler quelques registres des concessions de terres dans le territoire kayambi

(Annexes 4-5) entre 1544 et le début XVIIe siècle, conclut que les terres remises étaient surtout situées dans la haute vallée andine au nord de Tabacundo et Cayambe, et secondairement dans la haute vallée andine plus au sud. À partir de 1586, avant même que la Couronne n'autorise la vente de terres (1590), la municipalité de Quito avait déjà commencé à vendre aux enchères des terres dans la région de Cayambe, processus qui a succédé aux *mercedes (ibid.)*.

Les *reducciones,* régime de cession des terres aux colons espagnols, eurent pour conséquence l'effondrement des mécanismes préhispaniques de contrôle spatial tels que le système de l'archipel (Gasselin 2000), ainsi que la désarticulation des sites de culte préhispaniques (Powers 1992). Ce régime des *reducciones* et l'arrivée de nouveaux acteurs contrôlant l'espace kayambi, loin de signifier une simple politique de regroupement de l'habitat, ont entraîné une rupture dans la gestion de l'espace indigène composé de la triade, la résidence, la production et les rituels. Néanmoins, Ramón (1987) rapporte dans son étude sur la résistance kayambi que, malgré l'exécution des *reducciones*, les indigènes, profitant de la relative proximité de leurs anciens lieux de résidence, faisaient des allers-retours entre les villages où ils avaient été « réduits » ou reclus et leurs anciennes terres, essayant de maintenir le lien.

Moins répandu, mais présent, le transfert de la propriété rurale aux colons a eu lieu à travers l'achat direct de terres aux indigènes, ces derniers se voyant obligés de les vendre pour pouvoir payer les tributs (Jácome 1983). Les terres, redistribuées, par le biais d'une vente ou d'une concession, aux colons espagnols et à l'Église catholique (institution fondamentale dans l'évangélisation et l'hispanisation des peuples indigènes et acteur productif dans l'espace rural) étaient destinées ensuite à la production de biens demandés par les consommateurs espagnols, tel ceux issus de l'élevage d'animaux (vaches, chevaux, porcs, brebis...), de la culture du blé, des arbres fruitiers. Ils faisaient partie d'un ensemble de produits dits de *castilla*[57] considérés comme les plus intéressants dans le nouveau marché agricole et alimentaire qui émergeait.

[57] Terme fréquemment employé dans les textes des historiens pour faire référence aux produits ramenés d'Espagne durant la colonisation.

1.2.2.2. Les produits de *castilla* et de nouveaux aménagements spatiaux pour l'agriculture

Le plus grand bouleversement qu'a connu l'agriculture préhispanique fut l'introduction de nouvelles espèces animales et végétales qui transformèrent les systèmes de culture, les paysages et l'alimentation de la population locale et qui devinrent la base du nouvel ordre économique.

Commencèrent à faire partie du paysage de la vallée de Cayambe y Pedro Moncayo des espèces recherchées dans le régime alimentaire et économique des colonisateurs, telles le blé, l'orge, la fève, le petit-pois, la lentille, l'avoine, le seigle, les blettes, l'oignon, et le chou-fleur (Ramón 1987). Les zones chaudes telles les rives des fleuves Pisque et Guayllabamba se prêtaient bien à la culture d'arbres fruitiers et de légumes rapportés du vieux continent tels le chou, le concombre, la laitue, le radis, l'orange, la pomme, la pêche, la grenade, le citron, le cognassier, le raisin, la canne à sucre, la reine-claude, la figue, la mandarine (Pacheco 1991). Les caractéristiques agro-climatiques de cette zone ont permis une bonne adaptation de certains produits de Castille exigeant des températures plus élevées que celles de la haute vallée (Borchart 1998). Ramon (1987) fait état d'une cession anticipée (1544) de *mercedes de tierras* dans cette zone. À l'époque préhispanique et jusqu'au premier siècle de la colonie, Guayllabamba abritait des cultures de coton et de piment *(ibid.)*

De nouveaux animaux domestiques destinés à l'élevage ont été également introduits (ovins, bovins, porcins et volailles, en particulier la poule), car en fait cette activité était peu répandue à l'époque préhispanique. Phelan (1967) qualifie de *« révolution écologique »* l'implantation d'un système d'élevage ovin et bovin à grande échelle sur un territoire qui jusqu'à présent n'était voué qu'à l'agriculture.

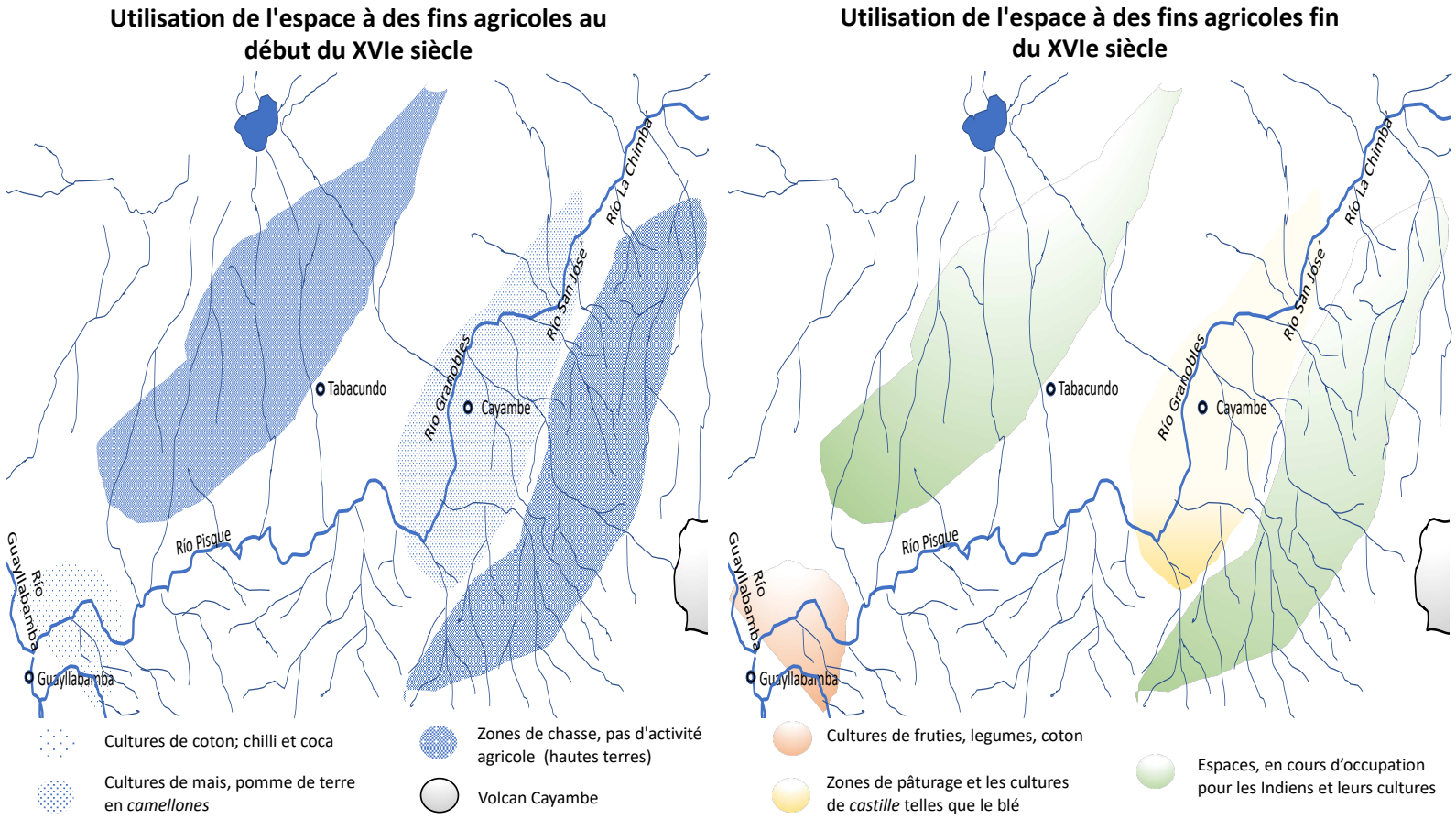
Les terres de la haute vallée de Cayambe et Tabacundo qui, à l'époque préhispanique, accueillaient la production agricole sous forme de *camellones* (époque pré-inca), puis l'élevage de lamas (époque inca), furent désignées par le conseil municipal de Quito comme zones de pâturage pour les animaux de *castilla*. Les *estancias* cédées dans les régions de Quito et d'Ibarra (ville située au nord de Cayambe) se spécialisèrent dans la production de blé, de bovins (viande, engraissement, cuir), de moutons, de porcs et de chevaux (Ramón 1987), produits très appréciés sur les marchés des villes coloniales. Le même auteur rapporte que la rareté de produits tels que le bœuf et le blé au cours du premier siècle de la colonisation (1534-1630) contribua à maintenir le prix de ces produits

à un niveau élevé, ce qui a encourageait les *estancieros* (nom donné à ceux qui reçurent les *estancias* ou *mercedes*) à les produire.

Les terres en altitude (jusqu'au début du XVIIe siècle), notamment le *páramo*, n'étaient pas initialement recherchées par les Espagnols, et devinrent plutôt le refuge des indigènes *(ibid.)*. Mais en raison de l'ambiguïté dans l'établissement des limites des *mercedes* et des terres vendues, plus tard les Espagnols n'eurent pas de mal à se les approprier. Cette zone abritait les moutons dont la laine était tondue et servait de matière première pour les *obrajes* (Borchart 1998; Ramón 1987; Gasselin 2000). L'élevage d'ovins prit de l'ampleur à partir du XVIIème siècle (§2.) avec la substitution du coton par la laine devenue matière première dans les *obrajes* (Caillavet 2006). Peu à peu, l'accaparement des terres dans les vallées de Cayambe et de Pedro Moncayo poussa les indigènes vers des zones plus élevées, les hautes terres et le *páramo*. C'est alors qu'il devint l'espace d'accueil et de reproduction de la population indigène.

Alors, l'aménagement de l`espace agricole des Andes septentrionales préhispaniques, dont fait partie le territoire kayambi, se transforma lentement (Carte) et laissa place à des prairies destinées aux pâturages et à des champs semés de blé et d'autres produits de *castilla*. En même temps, ces nouveaux espaces agricoles poussèrent les populations indigènes et leurs productions vers les hautes terres. Plus tard, cet espace sera fondamental pour le développement de la principale activité économique de l'Audience royale (*Real Audiencia*), à savoir le textile.

Carte 3.
Changements dans l'organisation de l'espace kayambi à des fins agricoles entre la période préhispanique et le début de la période coloniale



Élaboration : Román P

En ce qui concerne l'activité agricole, les outils amenés par les Espagnols sont également venus modifier les pratiques agricoles. Les outils rudimentaires de l'époque précoloniale furent remplacés par des outils en métal comme la faucille, la houe, la bêche et l'araire (Gondard & Gasselin 1999). Les pratiques agricoles préhispaniques furent peu à peu abandonnées, laissant s'imposer le nouveau modèle agricole colonial.

1.3 Conclusion

Tout au long du XVIe siècle, le peuple kayambi fut attaqué dans son autonomie sociale, politique, productive et alimentaire. Cette autonomie alimentaire et productive, sujet particulier de cette étude, était directement liée au contrôle du travail, de l'espace et par la suite, au cours de la première étape de la colonie (seconde moitié du XVIe siècle), au contrôle du marché (Illustration 8).

La relation que les seigneuries ethniques maintenaient avec l'espace était fondamentale pour le développement d'une agriculture destinée principalement à l'alimentation humaine. La diversité des écosystèmes des Andes septentrionales, et leur accès relativement facile, leur permirent, sur la base du principe de micro-verticalité, de développer une agriculture répondant aux besoins alimentaires des familles ethniques. La chefferie kayambie (*cacicazgo*) contrôlait un espace géographique s'étendant entre les chaînes de montagnes orientales et occidentales, à des altitudes dépassant les 2 400 mètres d'altitude. Les basses terres servaient à la production de coton, de coca et de piments. Dans la haute vallée andine, on trouvait le maïs et la pomme de terre, aliments de base de ce peuple ; plus en hauteur, et sur le *páramo*, la chasse était pratiquée. L'approvisionnement alimentaire faisant partie du régime de subsistance des Indiens préhispaniques par le biais du système de l'archipel.

L'un des éléments considérés comme fondamentaux dans la résistance du peuple Caras face à la conquête inca fut sa capacité à assurer l'alimentation par le biais d'une classe agricole qui était également chargée de nourrir les groupes remplissant d'autres fonctions, comme l'armée.

La période de domination inca fut courte avant l'arrivée des Espagnols, et même s'il est dit que peu de changements importants se produisirent dans le système alimentaire. D'autres changements ont pu être constatés, comme : (I) la perte de la suprématie du pouvoir local en raison de la centralisation par l'État inca du pouvoir politique dont le principal noyau se trouvait en dehors du territoire cara ; (II) une déstructuration sociale

due au déclin démographique provoqué par les guerres puis par les mouvements humains. Ces deux phénomènes impactèrent à leur tour les conditions d'alimentation et d'autonomie productive du peuple des Kayambis.

Les espaces et le travail, par le biais de la *mita*, passèrent sous contrôle de l'Empire. Bien que les processus de production se soient poursuivis, la distribution jusqu'alors locale commença à être décidée et réalisée du centre vers la périphérie. La production alimentaire qui servait à satisfaire les besoins locaux commença à être exportée. La déstructuration des *ayllus* et la perte de leurs membres entraînèrent un amenuisement de leurs capacités productives et donc de leur capacité à subsister.

La première étape de la colonisation des Andes septentrionales, alors territoire de Kayambi, s'étale entre 1535 et le début du XVIIe siècle, époque où le système économique et productif de l'Audience royale de Quito se consolide. La forme initiale d'appropriation de ressources par la Couronne espagnole se fit à travers le travail des indigènes dans le cadre du système de *l'encomienda*. À cette fin, les Espagnols décidèrent de pérenniser les systèmes d'organisation du travail préhispaniques, notamment la *mita* et le tribut. L'organisation de la production qui permettait d'assurer la subsistance des indigènes et les contributions fiscales à la Couronne fut dirigée par les caciques, mais sous le mandat des *encomenderos* espagnols.

À partir de 1570, le déplacement des indiens, à travers les *reducciones* et l'éloignement de leurs terres facilitèrent l'appropriation de celles-ci par d'autres. Cela signifia, pour la population locale, la perte de leurs ressources productives et une rupture par rapport à leurs propres logiques de subsistance, comme la gestion en étages écologiques. Peu à peu, l'accaparement des terres dans les vallées de Cayambe et de Pedro Moncayo à travers les *mercedes*, les concessions et les ventes des terres poussèrent les indigènes vers des zones plus élevées et le páramo.

L'introduction de nouvelles espèces végétales et animales (produits de *castilla*), les nouvelles pratiques agricoles, les mouvements ou les déplacements de populations provoqués et l'appropriation progressive des ressources naturelles, notamment des terres par les Espagnols modifièrent l'agriculture sur le territoire kayambi et l'organisation de son espace. Les champs cultivés avec les produits les plus remarquables de l'agriculture préhispanique andine (pommes de terre et maïs) étaient devenus des zones de pâturage et de cultures de *castilla* comme le blé. La vallée andine chaude était devenue l'espace de culture des arbres fruitiers et des légumes de *castilla*, remplaçant la coca, le piment et peu

à peu le coton. Alors les hautes terres commencèrent à être peuplées de familles indigènes apportant avec elles leurs cultures.

La nécessité de s'acquitter des tributs, qui étaient le plus souvent payés en nature par les indigènes, a contribué au développement du commerce agricole, qui très vite a été accaparé par les colons espagnols au détriment des indigènes qui en ont été exclus.

Illustration 8.
Changements dans l'organisation du système alimentaire kayambi entre la période préhispanique et hispanique (xvie siecle)

	PÉRIODE PRÉ-HISPANIQUE		PREMIÈRE ÉTAPE DU RÉGIME COLONIAL
	Avant 1505	**Jusqu'à 1535**	**Entre 1535 - 1600**
	Seigneurs ethniques : pouvoir politique local	État inca : pouvoir centralisé, dépassant le territoire	État colonial : pouvoir politique centralisé par la Couronne espagnole
		Perte progressive du pouvoir local sur l'espace et le contrôle des excédents produits par le travail des indigènes	
	Cohésion sociale à travers les *ayllus*	Déstructuration sociale et mouvements humains (*mitimaes*)	Deuxième déstructuration sociale - *Reducciones (1570)*
Mode d'artificialisation des écosystèmes pour la production	Contrôle de l'espace pour l'alimentation sur la base du principe de *microverticalité* et *de l'archipel*		Rupture progressive de la microverticalité et de l'archipel de la part des indigènes
	Occupation de la haute vallée (2800 - 3200 m) pour la production agricole (maïs, pomme de terre)		Transformation progressive en zones de pâturage (ovins, bovins, chevaux, porcs) et de culture (blé, orge) avec des espèces ramenées d'Espagne
		Introduction de lamas domestiqués	Marginalisation des cultures autochtones et extermination des *auquénidos*
	Occupation de la vallée chaude (2400 - 2800 m) par le système de l'archipel pour la production de coton, coca et *aji* (piment)		Production peu à peu d'arbres fruitiers, légumes (variétés venant d'Espagne), perte de contrôle des Kayambis sur cet espace.
	Utilisation des terres plus en altitude (au-dessus de 3200 m) pour la chasse		Non encore utilisées par les colons - Refuge des Indiens pour leurs cultures
Relations sociales de production et d'échange	But : assurer l'alimentation locale	But : assurer l'alimentation de l'Empire inca	But : générer des ressources pour la Couronne espagnole par le biais des tributs
	Terres contrôlées localement par le cacique et les membres de l'*ayllu*	Terres propriété de l'État inca	Contrôle progressif des espaces par les colons, par les *reducciones, mercedes, donaciones,* et la vente de terres (qui s'accélère à partir de 1570)
	Système qui conduit à l'organisation du travail (*mita* et tribut)		
	Cacique contrôlant et organisant le travail, par l'intermédiaire des chefs des *ayllus*	Soumission aux Incas (caciques) et à la puissance militaire	Les *encomenderos*, représentants de la Couronne, se servent des caciques locaux.
Organisation des échanges agricoles	Contrôle du cacique, exécution par le biais des *mindalaes*	Contrôle de l'Inca *mindalaes*	Contrôle des colons espagnols qui forment des réseaux de commerce
	But : obtenir des compléments alimentaires pour les *ayllus* et des objets symboles de pouvoir		But : transformation des produits agricoles en biens de valeur pouvant être échangés
	Échanges sur des distances réduites	Exportation de aliments vers le reste du territoire inca	Commerce local et régional d'aliments
mentation des pulations idigènes	Production et redistribution locales de denrées alimentaires	Redistribution : du centre vers la périphérie	Rupture des relations de redistribution État - indigènes assurant l'alimentation
	Sur la base de produits locaux		Insertion progressive de nouveaux produits dans leur régime alimentaire

Élaboration : Román P

Donc, la première étape de la colonisation entraîna des changements dans l'organisation des sociétés préhispaniques et dans l'aménagement spatial qui étaient à la base de leurs systèmes alimentaires et donc de leur subsistance. L'indien se vit relégué à une position d'infériorité. Une relation de tutelle, d'assujettissement et de dépendance s'établit entre indiens et colonisateurs, qui fut renforcée lors de l'étape coloniale suivante, au cours de laquelle l'accaparement des terres a été consolidé et le système de l'*hacienda* fut constitué.

CHAPITRE 2. L'hacienda[58] précapitaliste, creuset des transformations sociales, géographiques et alimentaires, XVIIe - XXe siècle

Ce chapitre aborde la période qui va du début du XVIIe siècle, au cours de laquelle se consolide un nouveau régime qui laisse derrière l'*encomienda*, (§ 1), et se prolonge jusqu'au milieu du XXe siècle, époque charnière qui enterre l'institution de l'hacienda. Cette longue période, de près de 350 ans assoie les fondations du système agricole, non seulement sur le territoire des Kayambis, mais aussi dans l'ensemble de l'Équateur andin. L'établissement du régime des haciendas a coïncidé avec des transformations radicales sur les plans géographique, alimentaire et social qui ont eu un impact sur la matérialité et l'intangibilité dont était imprégnée jusqu'alors le statut d'autonomie productive et alimentaire des indigènes qui, pour la plupart, se sont convertis en travailleurs/ouvriers agricoles pendant cette période. Ayant survécu plus de trois siècles sans interruption, le système des haciendas a complètement disparu au cours de la seconde moitié du XXe siècle avec la promulgation de la loi sur la réforme agraire.

Nous aborderons, dans la première partie de ce chapitre, le début du XVIIe siècle pour arriver au milieu du XVIIIe siècle qui voit la consolidation de ce système d'exploitation. Il est axé sur l'élevage d'ovins pour produire de la laine destinée aux ateliers textiles (*obrajes*) et dont la production alimentait le marché textile international. On assiste là, principalement, à la transformation de l'espace naturel du territoire kayambi qui s'adapte à ce système productif, lequel fait perdre aux indigènes l'accès à leurs moyens de production, obligés qu'ils furent d'intégrer le système des haciendas en tant qu'ouvriers. L'hacienda devient un espace qui fonctionne pour assurer l'alimentation des ouvriers agricoles et textiles et leur permettre de subvenir à leurs besoins, notamment économiques.

La deuxième partie (fin du XVIIIe- début du XIXe) décrit les changements qui interviennent dans l'orientation productive des haciendas de la Sierra de la zone centre-nord, et en particulier du territoire kayambi, compte tenu de la crise internationale du textile. Cette période est divisée en deux temps, un premier temps de crise, qui dure à peu près jusqu'à la moitié du XIXe siècle, après quoi un nouveau régime de production, axé sur le marché alimentaire, s'établit et se consolide dans la Sierra centrale et septentrionale de l'Équateur, perturbant la configuration des espaces stratégiques de production des haciendas et, partant les espaces de vie et de travail des ouvriers indigènes. À nouveau, le commerce, en l'occurrence

[58] L'hacienda est une exploitation agricole « latifundiaire » équivalant à un grand domaine agricole. C'est un système de propriété d'origine espagnole, qui a été reproduit en Amérique à l'époque coloniale.

celui des aliments essentiels, car très demandés sur les marchés urbains, est largement dominé par la classe qui détient le pouvoir économique et politique, tandis que les indigènes kayambis sont cantonnés dans leur rôle de main-d'œuvre agricole. La taille des haciendas augmente progressivement et le lien entre l'exploitation et le travailleur indigène se renforce par l'établissement d'une relation contractuelle (*concertaje*).

Dans les parties suivantes (troisième et quatrième), sont présentées en parallèle la modernisation des haciendas privées pendant la première moitié du XXe siècle et les révoltes indigènes, catalysées par une longue histoire où le trait prédominant est l'abus. Ces révoltes s'ourdissent entre les indigènes et les secteurs de gauche du pays qui aident à canaliser et à organiser les revendications des populations indigènes et débordent le territoire kayambi pour gagner le reste de la société équatorienne. Ces deux processus seront le détonateur de la dissolution du système des haciendas qui commence à la fin des années 1950 et est scellée par la loi sur la réforme agraire de 1964.

La dernière partie traite spécifiquement de la dynamique interne de l'hacienda tout au long de la période qui a vu son apogée (XVIIe-XXe siècle), eu égard en particulier à la main-d'œuvre indigène, en abordant en particulier la question de leur alimentation.

2.1 L'articulation hacienda-atelier textile, première phase du système : au contrôle du travail s'ajoute le contrôle de l'espace aux XVIIe et XVIIIe siècles

Au début du XVIIe siècle, époque de l'essor des centres miniers de la Colonie espagnole, une activité productive et d'échange tournée vers la production de tissus se consolide sur le territoire de l'Audience Royale de Quito, avec pour destination principale précisément ces centres miniers. Dès le début de l'implantation du système colonial, les populations indigènes des territoires andins septentrionaux ont pu s'intégrer à l'économie coloniale à travers la production textile de coton qui était remise aux *encomenderos* au titre de leurs tributs (§ 1). Même si le marché des tissus n'a pas connu de tournant, qui aurait fait de la laine une matière première, comme nous l'explique Ramón (1987), la classe espagnole a façonné à partir de la fin du XVIe siècle une mutation de la matière première textile (pour passer du coton à la laine). Cette stratégie coloniale était destinée à consolider le processus d'appropriation des terres et de la main-d'œuvre afin d'exercer un contrôle absolu sur le processus de production *(ibid.)* C'est ainsi que se crée la relation hacienda-atelier textile, liant la dynamique agricole et les ateliers de filage. Dans certains cas, ces deux activités (agriculture et transformation textile) partageaient un même espace et sur le territoire qui nous occupe, ce fut le cas de l'hacienda Guachalá. La majeure partie de la production de laine de la région était traitée à Quito, où se trouvaient concentrés certains des plus importants ateliers de l'époque, dont beaucoup appartenaient aux latifundistes de Cayambe (Landázuri 1959).

Au cours du XVIIe siècle et de première moitié du XVIIIe siècle, de nouveaux aménagements spatiaux et sociaux se tissent autour des haciendas constituées, mettant fin au régime de l'*encomienda*. La structure de propriété des terres évolue ; des familles de colons et des ordres religieux accaparent les vastes étendues de terre[59] où sont produites des denrées alimentaires et la matière première pour les ateliers. La population indigène est ainsi progressivement poussée en dehors de ses terres et peu à peu sous diverses formes, elle commence à nouer des liens avec les haciendas pour générer des moyens de subsistance.

Les propriétaires terriens, en plus d'exercer le contrôle sur l'espace foncier et les ressources, se sont convertis peu à peu en véritables autorités régulatrices sur leur territoire, établissant un nouveau système de valeurs, de protection et de justice. Certes les haciendas constituaient avant tout un espace de production agricole, mais elles furent également le cadre de relations symboliques et politiques dépassant la dimension économique.

[59] L'hacienda Pesillo, au nord du territoire kayambi, s'étendait en 1945 sur 20 668 ha [(Becker 1999; Ramón 1993)], et l'hacienda Guachalá sur plus de 12 000 ha à la fin du XVIIe siècle (Gasselin 2000).

Même si le système des haciendas s'est étendu à l'ensemble de la Sierra équatorienne et à terme à toute l'Amérique latine, son fonctionnement n'était pas homogène dans les différentes régions. Alors que dans d'autres régions, les haciendas avaient accumulé moins de terres et que la population indigène avait réussi à maintenir ses moyens de production, 90 % des terres des Kayambis ont été absorbées par ces exploitations et ils sont en majorité devenus dépendants de celles-ci (Ramón 2003). Les populations indigènes ont donc été amenées à conclure des arrangements avec les propriétaires des haciendas afin qu'ils leur permettent d'y développer une agriculture de subsistance.

2.1.1. Nouveaux propriétaires, nouvelles relations : consolidation du *latifundio* et du *concertaje*

Dans la zone qui nous occupe, la forme d'exploitation dite « hacienda » s'est forgée tout au long du XVIIe siècle, grâce à l'accaparement progressif des terres par les colons et à la subordination de la main-d'œuvre indigène par le biais de tributs.

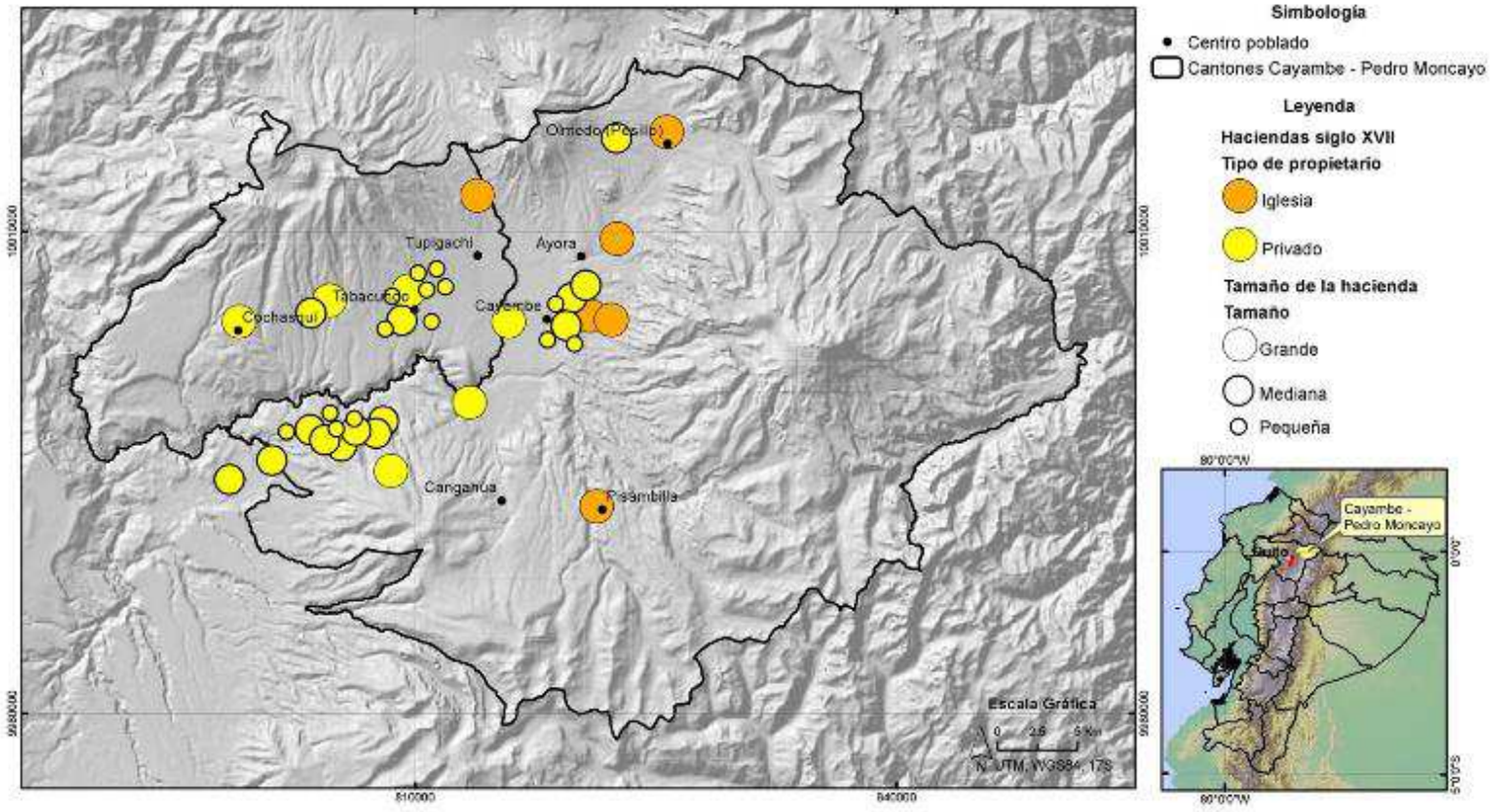
L'avènement de l'hacienda a coïncidé avec une déstructuration progressive des institutions et des réseaux sociaux préhispaniques, dont les colonisateurs, dans un premier temps s'étaient servis. À partir de cette époque, deux grandes catégories agricoles se forment sur le territoire kayambi : d'une part les propriétaires d'hacienda ou *hacendados*, essentiellement des Espagnols et des ordres religieux, nouveaux propriétaires terriens, et d'autre part une masse d'indigènes dépossédés, future main-d'œuvre exploitée par les haciendas. Il convient de préciser que cette masse d'indigènes était loin d'être homogène, car il existait une différenciation marquée dans les structures sociales préhispaniques, qui n'a pas été effacée une fois établies les relations au sein des haciendas. Néanmoins, globalement, c'est la dépendance qui a marqué cette classe spoliée du contrôle de son espace productif.

Que ce soit par l'achat, par l'usurpation ou par le transfert de terres (Cliche 1995; Ramón 2003), les Espagnols et plusieurs ordres religieux ont réussi à consolider de véritables empires latifundistes. L'une des particularités du territoire kayambi par rapport à d'autres espaces de la région, était sa faible densité de population au moment de la colonisation (Espinosa 1988), en raison des massacres perpétrés durant la conquête inca, de la migration de populations vers le Pérou pendant la période inca, et des épidémies qui se sont propagées après l'arrivée des colons. Cette faible densité démographique aurait favorisé la constitution du régime des haciendas encore plus solide et plus confiscatoire de ressources naturelles et de main-d'œuvre (Ramón 2003). À la fin du XVIIe siècle, 90 % des terres du territoire kayambi étaient passées aux mains de quatre ordres religieux — Mercédaires, Dominicains, Augustins

et Jésuites — et de quelques familles espagnoles (Carte 3) qui réussirent ainsi à consolider des propriétés de taille plus ou moins imposante[60] (Ramón 1987).

[60] Ramón (1987) opère un classement des exploitations en grandes, moyennes et petites : les premières ont une superficie d'environ 3400 ha, celles de taille moyenne d'environ 400 ha et en-dessous de ce chiffre, les haciendas sont considérées comme de petite taille.

Carte 3.
Répartition des haciendas privées et de celles appartenant à l'Eglise sur le territoire Kayambi au XVIIème siècle



Source : Information géographique de base :(Instituto Geográfico Militar 2013; Instituto Nacional de Estadísticas y Censos 2012)
Haciendas (Marchán 1984; Ramón 1987)
Élaboration : Román P.

Au temps de la Colonie, les propriétaires espagnols constituaient l'élite politique et économique. Résidant à Quito, ils confiaient l'administration de leurs propriétés à des métis ou à des migrants espagnols installés dans la région.

Les haciendas propriété de l'Église, considérées comme les plus grandes dans cette zone, s'étalaient principalement sur les secteurs dénommés Olmedo, Tupigmachi, Ayora, Cayambe et sur la partie haute de Cangahua (Pisambilla). À cette époque, les ordres religieux possédaient à eux seuls près de 50 % des terres latifundiaires (Ramón 1987). Dans le reste du territoire kayambi, des domaines fonciers de tailles variées furent constitués, appartenant essentiellement à des familles espagnoles. Les propriétés les plus importantes, de par leur surface, étaient celles de Guachalá-Pirugachi (environ 8 200 ha), de Miraflores (environ 9 000 ha), de Cangahua-Pambamarca (21 800 ha) situées dans les paroisses actuelles de Cangahua *(ibid.)* et de Cochasquí; c'est donc sur le territoire kayambi que l'un des principaux blocs latifundiaires de la région andine septentrionale a été formé.

Par une confluence des besoins tant des Espagnols que des Indiens indigènes, une nouvelle logique de relations économiques émerge alors, appelée *concertaje*. Tandis que l'*encomienda* [61] disparaissait (1718), la *mita* gagnait en importance, devenant le mécanisme fondamental de l'organisation économique coloniale. Toutefois, une fois les latifundia constituées, ce mécanisme d'acquisition de main-d'œuvre se révéla insuffisant pour répondre aux besoins des propriétaires d'haciendas dont la production agricole gagnait en importance, compte tenu du recul de l'activité textile vers la fin des années 1700 (Ayala 2008).

Les propriétaires d'haciendas, insatisfaits de l'assignation de *mitayos* que faisait la Couronne espagnole, conclurent des contrats avec des indigènes nécessiteux, en manque de revenus pour subvenir à leurs besoins et payer l'impôt. L'accaparement des ressources naturelles par les haciendas (bois, pâturages, eau, sentiers, terres) eut pour effet progressivement de priver les Indiens de ces ressources, les laissant sans moyens de subsistance. C'est ce qui conduisit les communautés indigènes (*ayllus*) à passer des contrats avec les propriétaires d'haciendas. Les membres de ces communautés se sont

donc organisés pour y travailler en échange d'une rémunération destinée principalement au paiement de l'impôt.

Ce mécanisme s'est progressivement affaibli au XVIIe siècle. Le recul des *ayllus* et le besoin croissant de main-d'œuvre dans les haciendas ont alors cédé la place à des ententes particulières entre les propriétaires d'haciendas et les Indiens. Dans le cadre de ces ententes, les Indiens recevaient des petits troupeaux pour s'en occuper et un lopin de terre à cultiver, d'où ils tiraient leur subsistance (Ramón 1987). C'est ainsi que naît le *concertaje,* initialement comme un accord volontaire de travail entre un propriétaire d'hacienda et un indigène, dégénérant ensuite en une relation de type *« semi-servile »*[62].

Ce type de relation s'expliquait par l'incapacité des Indiens à subvenir à leurs besoins essentiels de subsistance et s'apparentait, du moins dans un premier temps, à une aide consentie par le propriétaire de l'hacienda. Cette aide s'est transformée peu à peu en une spirale sans fin d'endettement, de type héréditaire, empêchant l'Indien de s'affranchir de ce système. Les Indiens sont donc peu à peu devenus des actifs faisant partie du patrimoine rattaché à la propriété, objet d'inventaire au même titre que les autres actifs (Oberem 1981). Le *concertaje* fut de fait favorisé par les lois qui prévoyaient l'emprisonnement pour dettes, pour vagabondage ou pour mendicité (Marchán 1984; Velasco 1983). Dans le premier cas le *concertaje* les obligeait à rester liés à l'hacienda pour continuer à payer les dettes contractées et, dans les deux autres cas, il les obligeait à y adhérer.

Ce semi-servilisme caractérisant la relation propriétaire d'hacienda-Indien conduisit à légitimer, aux yeux de la population indigène, le rôle en quelque sorte de bienfaiteur du propriétaire terrien (Guerrero 1991), configurant ainsi un rapport de type paternaliste entre eux. *« Il semblait que l'hacienda renforçait le fonctionnement de certains mécanismes psychologiques. Tout d'abord, elle tendait à développer une représentation collective du propriétaire en tant que "père" et des travailleurs en tant que "fils". Personnifiant le pouvoir, le propriétaire de l'hacienda était la principale*

[62] Le terme *semi-servile* est utilisé par Gasselin (2000) pour différencier la condition sociale de la population indigène de celle de la population afro-descendante, qui était asservie et soumise à l'esclavage, situation qui n'a jamais été celle des indigènes. Les esclaves étaient vendus, ce qui n'était pas le cas des indigènes. Lorsqu'une hacienda était vendue et que les travailleurs indigènes continuaient à travailler pour le nouveau propriétaire, ce n'était pas parce qu'ils avaient été vendus, sinon parce qu'ils avaient contracté des dettes auprès de l'ancien propriétaire et devaient les rembourser. C'est donc leur endettement qui, plus que toute autre considération, les liait à la propriété.

source de faveurs particulières, ainsi que le pourvoyeur de gratifications » (Wolf & Mintz 1975).

> « [L'Indien] *affamé et dénudé, sans moyen pour satisfaire ses besoins, est forcé de se "concerter" avec le propriétaire de l'hacienda, en échange de quelques avances qu'il lui consent* […], *les bras de l'Indien étant gagés à jamais* [...] *leur "concert"* [...] *s'achevant dans la mort. »* (Guerrero 1991)

Les indigènes se différenciaient en fonction des relations qu'ils entretenaient avec l'hacienda (Tableau 1). En 1685, 78 % des Indiens du territoire kayambi sont rattachés à des haciendas, 20 % sont *libres* et 2 % sont asservis par les caciques (Ramón 1987). Les Indiens qui réussissaient à échapper à l'hacienda étaient principalement les membres des familles des caciques qui, grâce à leur position économique et sociale, étaient parvenus à conserver un accès autonome aux ressources naturelles permettant leur reproduction.

Tableau 1.
Statut du travailleur agricole dans l'hacienda précapitaliste

Type de travailleur agricole	Obligation	Droits
Huasipunguero	Au moins 6 jours de travail par semaine à l'hacienda	Vivre à l'intérieur de l'hacienda ; avoir l'usufruit de la parcelle qui lui est remise pour la cultiver ; accéder aux moyens d'irrigation, aux pâturages, au bois. Contrepartie monétaire pour le travail, mais réduite.
Yanapero ou Arrimado	Journées de travail dues au propriétaire de l'hacienda Journées de travail dues au *huasipunguero* Participation aux *mingas*	Accès aux pâturages et/ou au bois de feu et/ou à l'irrigation, et/ou droit de passage par l'hacienda
Locataires et partidarios (variation des *yanaperos*)	Journées de travail, et don d'une partie de la production en nature ou en argent	Une partie des récoltes
Sitiajeros	Versement au propriétaire de l'hacienda d'une redevance pour chaque tête de bétail qui paît sur ses terres ; cette redevance était généralement payée par des journées de travail.	Accès aux pâturages de l'hacienda
Peones libres	Vente de leur travail à l'hacienda	Rémunération monétaire et/ou en nature

Source : (Guerrero 1991; Salamea 1980)
Élaboration : Román P.

Quantitativement parlant, la population indigène du territoire kayambi ne permettait pas de répondre aux besoins en main-d'œuvre des haciendas, ce qui poussa leurs propriétaires à promouvoir de nouveaux mouvements démographiques. En 1720, venus de divers points de ce qu'est aujourd'hui le territoire de l'Équateur, d'autres indigènes *conciertos* sont arrivés dans les haciendas, issus principalement des ordres religieux. Par exemple dans l'hacienda des Mercédaires, 77 % des travailleurs *conciertos* arrivèrent d'autres zones géographiques *(ibid.)*.

Si l'autonomie des indigènes avait déjà été sapée par le contrôle de la main-d'œuvre à travers l'impôt et la *mita*, la perte d'accès à la terre et le fractionnement de l'organisation collective qui leur permettait de pourvoir à leurs besoins et de subsister, ont accéléré la subordination de leur survie économique au régime colonial. Tandis que l'autonomie des sociétés indigènes s'amenuisait, le duo hacienda-atelier textile servait au contrôle des ressources naturelles pour créer un système autosuffisant, essentiellement alimentaire.

2.1.2. La « micro-verticalité » d'Oberem : le principe de l'autonomie de l'hacienda précapitaliste

Alors que, pour les communautés préhispaniques, la microverticalité (§1.1.2.) permettait de répartir les risques productifs et de sauvegarder l'alimentation, à l'hacienda l'objectif pour le propriétaire était de réduire au minimum les dépenses et d'augmenter au maximum le nombre de paires de bras. Fondée évidemment sur le travail manuel, la seule façon d'accroître l'exploitation était d'étendre les surfaces en incorporant de nouvelles terres et en même temps de nouveaux travailleurs.

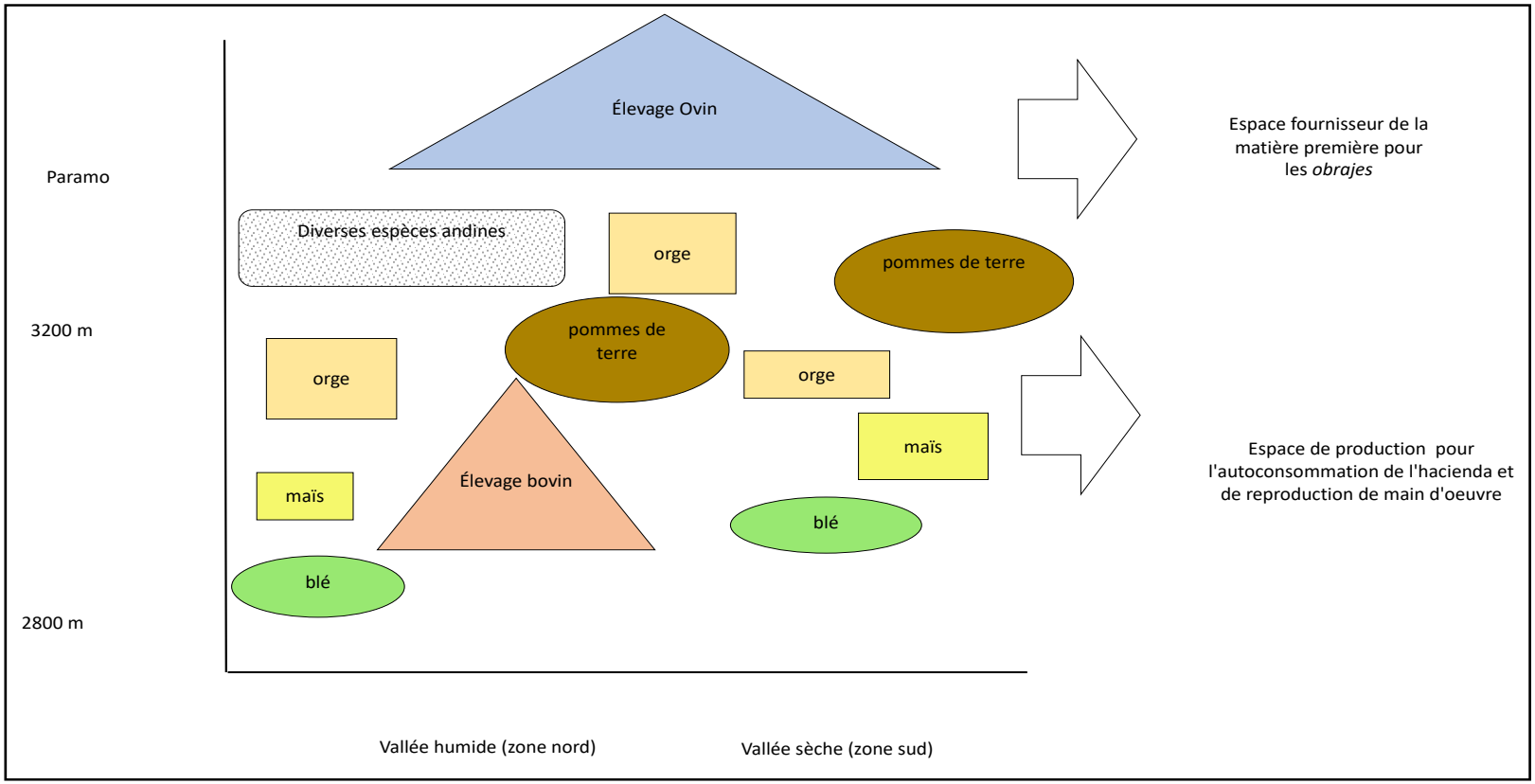
Le système de l'hacienda se renforce par une forte expansion fondée sur l'accumulation de terres et par l'incorporation, dans son périmètre, des différents étages écologiques de l'espace géographique environnant. Le contrôle des différents étages écologiques rendait possible en effet la génération de *diversité* et *complémentarité,* ce qui permettait un certain niveau d'auto-approvisionnement, voire d'autonomie vis-à-vis du marché (les intrants et la main-d'œuvre nécessaires n'étant pas fournis par le marché). Précisons que, durant cette première phase, les haciendas étaient connectées au marché essentiellement pour fournir la matière première (laine) servant à la fabrication de tissus.

Ainsi, il était dans l'intérêt des propriétaires espagnols d'incorporer les hautes terres (zones au-dessus de 3000 m d'altitude, dont en particulier l'écosystème des *páramos*) à leurs exploitations latifundiaires pour en faire des zones de pacage pour les ovins, libérant les zones de basse altitude pour la production agricole et l'élevage de bétail à viande et bêtes de somme. Avec la crise des ateliers textiles au XVIIIe siècle, la diversification de la production devint un enjeu important pour la viabilité économique des haciendas. La maîtrise de l'accès aux différents écosystèmes, afin de diversifier la production, s'est révélée alors tout aussi importante que la maîtrise de la main-d'œuvre.

Malgré quelques différences que nous décrirons plus loin, d'une manière générale les haciendas kayambies à la fin du XVIIe siècle produisaient essentiellement de la laine de mouton —matière première approvisionnant les ateliers textiles pour en faire des tissus—, du bétail à engraisser, des animaux pour le transport, du lait transformé en fromages et divers produits agricoles, certains servant à la fabrication de farines. À l'époque, tous ces produits et denrées étaient principalement destinés aux haciendas, en particulier aux ouvriers des ateliers, la vente à l'extérieur restant marginale.

La configuration de la production au sein des exploitations des cantons de Cayambe et de Pedro Moncayo fut le résultat de la combinaison de trois facteurs : I) l'accès à différents étages écologiques ; II) la quantité de main-d'œuvre disponible ; et III) la demande du marché textile. Le lien entre ces espaces et le marché se fait par les aliments de manière progressive à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Dans cette logique, la production d'un point de vue spatial (Illustration 9), sert principalement à nourrir la main-d'œuvre et à fabriquer des biens primaires ou transformés (textiles, farines, fromages).

Illustration 9.
Utilisation de différents étages écologiques dans la production agricole du XVIIème siècle



Élaboration : Román P.
Source : À partir de récits (Guerrero 1991; Ramón 1987)

Au XVIIe siècle, les terres situées sur les hauteurs (dont les hauts plateaux ou *paramos*) constituaient l'espace écologique stratégique des haciendas. Elles servaient de zones de pâturage aux troupeaux d'ovins et accueillaient également certaines cultures comme l'orge, la fève, et aussi des espèces indigènes comme l'oca, le lupin, le quinoa, le melloco (*ulluco*), la *jicama*, la *mashua*, la pomme de terre, qui encore aujourd'hui symbolisent l'agriculture paysanne en altitude (Ramón 1987).

La vallée andine, subdivisée en deux zones, l'une sèche et l'autre humide, était dominée par la culture du blé, du maïs, de la pomme de terre, de l'orge et par des prairies destinées à l'élevage bovin. L'orge est cultivée principalement sur les parties hautes de la vallée humide et des hauts plateaux (*paramos*), bien que, dans une moindre mesure, elle soit aussi cultivée dans les parties hautes de la vallée sèche. Le maïs et la pomme de terre sont les deux cultures indigènes amplement adoptées par les Espagnols, tant dans leurs systèmes de production que dans leur consommation. La pomme de terre est cultivée sur les hautes terres et aussi dans la vallée humide, c'est-à-dire au nord du territoire ; le maïs est plutôt cultivé dans l'ensemble de la vallée, encore que de façon plus marquée dans la zone la plus sèche, au sud. Le blé, céréale importante dans l'alimentation espagnole, est cultivé dans les haciendas, essentiellement dans les zones de vallée plus sèches. Les prairies pour le pâturage des bovins et des animaux de charge prédominaient au nord de la haute vallée *(ibid.)*.

Mais toutes les haciendas disséminées sur ce territoire n'avaient pas accès aux différents étages écologiques, et pour autant chaque exploitation développait de manière propre ses cultures. Ramón (1987) distingue trois groupes d'haciendas dans les cantons de Cayambe et de Pedro Moncayo, en fonction du contrôle qu'elles avaient des différents étages écologiques : I) celles qui exploitaient des terres à 3 000 m ou plus (hautes terres) ; II) celles qui avaient accès à la vallée septentrionale (humide) et aux hautes terres ; et III) celles qui géraient des terres hautes et la vallée du sud (sèche). Toutefois, toutes les haciendas produisaient de l'orge, du blé et faisaient de l'élevage d'ovins pour en tirer de la laine. Les haciendas qui occupaient les hautes terres et la vallée humide étaient les plus diversifiées, car outre les céréales précitées (orge, blé), elles produisaient de la pomme de terre, du maïs, des bovins et des animaux de charge. Les propriétés plus petites, situées au sud, ne cultivaient ni la pomme de terre ni ne produisaient de la viande. Dans ces unités, c'est la culture du maïs qui prédominait. Les haciendas sans accès à la vallée ne produisaient ni blé ni maïs.

Outre la fonction économique primordiale de l'hacienda dans le système colonial, celle-ci est peu à peu devenue le nouvel espace de reproduction des indigènes, à partir duquel ils pouvaient s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis des colonisateurs (payer l'impôt), construire et reconstruire leurs relations sociales.

La première phase de l'instauration du régime des haciendas a signifié pour les populations locales indigènes la perte du contrôle des ressources naturelles sur leur territoire ainsi que de leurs moyens autonomes de travail, en raison de nouveaux rapports de forces avec leur nouvel « employeur ». L'organisation de l'espace productif a donc conduit à rééquilibrer les forces en présence, au détriment des locaux, n'ayant d'autre choix pour sauvegarder leur autonomie alimentaire que de servir de main-d'œuvre destinée à la production des matières premières et des processus de transformation dans le domaine textile. C'est à cette époque que le territoire kayambi commence à établir des liens avec le marché international en produisant une matière première non alimentaire. Le boom du textile a été suivi par une crise au XVIIIe siècle. Celle-ci était due à la chute de l'extraction des métaux dans les mines péruviennes qui constituaient le principal marché des tissus de l'Audience royale. La production textile a aussi souffert de la concurrence du marché européen, grâce à la libéralisation du commerce entre 1770 et 1780 (Mills & Ortiz 1980). Elle est à l'origine de la transformation productive des haciendas. À cette évolution centrale des haciendas s'est ajoutée la crise politique et sociale qui a traversé le système colonial, suivie par la suite des cycles agro-exportateurs dans lesquels s'insère l'Équateur.

2.2 La rupture de l'articulation haciendas-ateliers textiles et l'évolution vers la production agricole pour satisfaire le marché intérieur (fin du XVIIIe siècle - XIXe siècle)

Cette période est divisée en deux temps : le premier temps est caractérisé par une crise, qui dure à peu près jusqu'à la moitié du XIXe siècle ; le deuxième c'est un nouveau régime de production axé sur le marché alimentaire.

À partir de la deuxième décennie du XVIIIe siècle, l'Audience Royale de Quito connaît une période de transformations sur le plan économique. Les principaux facteurs furent les suivants, comme cela a été évoqué précédemment : I) les réformes impulsées par les Bourbon, qui avaient pour but de convertir les colonies espagnoles en marchés de consommation des biens produits en Espagne et en producteurs de matières premières ;

II) la crise de la production de métaux[63] ; et III) l'émergence d'un marché international qui, d'un côté affecte le secteur textile et de l'autre[64] contribue au développement économique des basses terres (région côtière) qui commencent à développer des cultures d'exportation. Il se produit, dans ce contexte, un déplacement de l'axe de production économique de Quito et de la partie *Sierra* centrale et septentrionale, où se concentraient les activités, vers la *Costa*, surtout à partir du milieu du XIXe siècle, alors que commence à prendre forme la formidable aventure du cacao, « pépite d'or », produit d'exportation par excellence de l'Équateur.

2.2.1. Cette crise ravive les campagnes

La crise économique est le résultat du recul progressif de l'activité textile qui sévit sur fond d'événements internationaux majeurs, notamment l'Indépendance des États-Unis et la Révolution française. Ils servirent de prétexte aux troubles sociaux, en particulier au sein des élites *créoles*[65] qui, maintenant qu'elles avaient consolidé leur pouvoir économique par l'accaparement de terres et du commerce, réclamaient aussi le pouvoir politique (Colmenares 1992). En 1822, les indépendantistes l'emportèrent et l'Audience royale de Quito fut rattachée à *la Grande Colombie*[66] (annexe 9). Le projet de Simón Bolívar[67], qui était de façonner cette *grande nation*, se dilua au bout de quelques années à cause de différences entre les groupes qui composaient l'élite. En 1830, la Grande Colombie éclata pour devenir ce qui est aujourd'hui le Venezuela, l'Équateur et la Colombie, nations indépendantes et souveraines.

Pour la *« République des Indiens »*[68]*, l'indépendance n'a pas abouti à leur émancipation. Comme le souligne Ayala (2008), les créoles promoteurs de*

[63] L'extraction des métaux fut l'une des activités économiques majeures de la Colonie espagnole en Amérique du Sud. Mais la chute de l'exploitation affecta la capacité de consommation et donc le marché des textiles.

[64] La demande de textiles locaux a perdu en force avec l'arrivée des textiles européens (principalement britanniques) qui ont envahi leurs marchés traditionnels.

[65] En espagnol « criollo », terme utilisé pour désigner les descendants d'Espagnols péninsulaires nés dans les colonies.

[66] Après l'indépendance, les États nationaux s'organisent et la Grande Colombie est créée, à l'origine pour devenir un grand pays couvrant les territoires formés aujourd'hui par le Venezuela, la Colombie et l'Équateur et avec l'espoir d'intégrer d'autres territoires. Néanmoins, le projet de « grande patrie » de Bolívar fut anéanti par les conflits régionaux fomentés par les élites créoles.

[67] Figure majeure du processus d'indépendance des nations actuelles que sont le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, la Bolivie, le Pérou et le Panama, anciennement sous la Couronne espagnole.

[68] La République des Espagnols et celle des Indiens sont des termes utilisés par différents auteurs qui analysent le fait colonial en Amérique latine, reconnaissant que la société coloniale était clairement divisée en deux catégories fortement marquées du point de vue ethnique (Ayala 2008; Quintero & Silva 1991; Trujillo 1981)

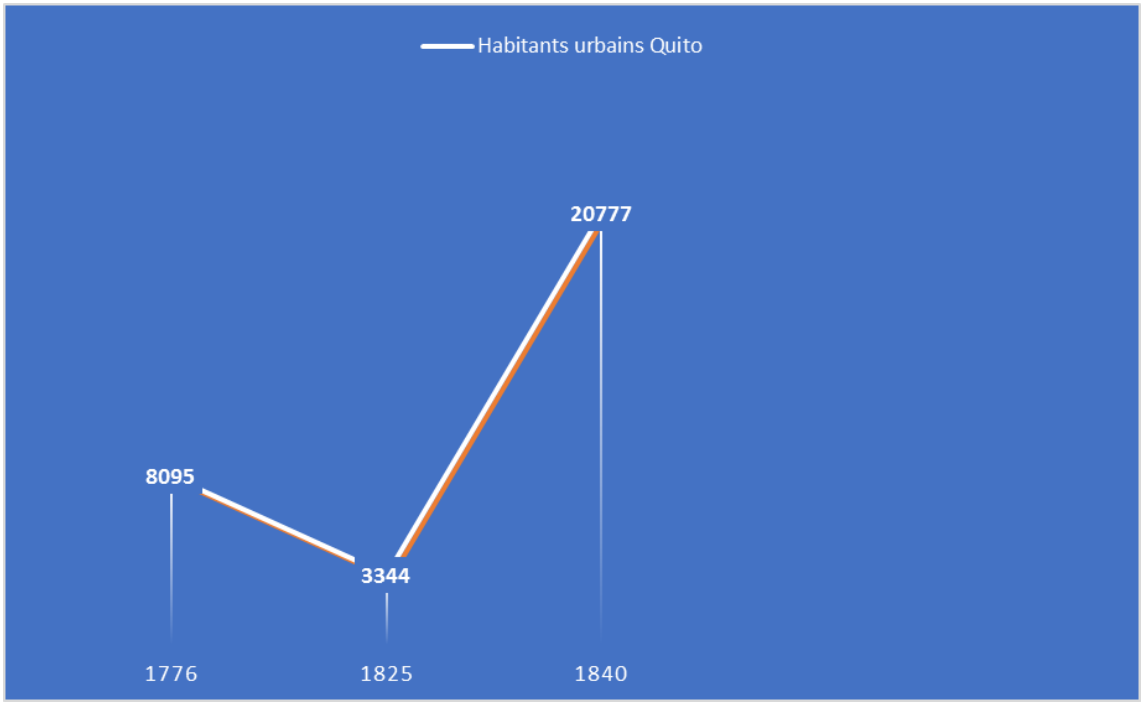
l'indépendance recherchaient avant tout leur identité pour se démarquer des Européens et des indigènes, se plaignant de leur condition d'exploités par rapport aux premiers et consolidant leur condition d'exploiteurs des seconds.

Cette période de troubles et ses effets sur les plans économique, social et politique marquèrent l'entrée de la Sierra centrale et septentrionale dans une période de crise, caractérisée par l'historien Contreras (1987) comme celle de la *désindustrialisation. Celle-ci combine* le démantèlement des ateliers textiles, seule manufacture de l'époque, et la *démonétarisation* résultant de l'amenuisement du commerce textile, principale source d'actifs circulants. La pénurie de monnaie en circulation eut pour effet de réduire les recettes fiscales. Les Indiens réclamaient que l'impôt soit collecté en nature et non en espèces. Le baron de Carondelet, qui exerçait alors la présidence de Quito, dénonça le fait que *« la majorité de la population était dans l'impossibilité de payer les tributs exigés, les impôts et leur dette au fisc à cause de leur pauvreté et de l'absence de monnaie en circulation. Il sortait chaque année de ces provinces entre 250 000 et 300 000 pesos en argent et entraient à peine 80 000 grâce au commerce extérieur »* (Larrea *et al.* 2007). Un autre signe de la crise fut la *désurbanisation*, ou plutôt la réduction de la population[69] dans certaines villes de la Sierra, comme Riobamba, Latacunga, Ambato et même Quito. La population connut une baisse relative (Encadré 2) au début du XIXe siècle (Kingman 2006). C'est à cette époque que les élites économiques cherchèrent d'autres alternatives à l'activité textile qui approvisionnait principalement le marché local et certaines villes du sud de la Colombie (Ayala 2008). Cette situation s'est maintenue jusqu'à la fin du XIXe siècle (Saint-Geours 1984).

[69] Selon Kingman (2006), « la crise démographique qui a frappé le pays à la fin de la Colonie (au début du XIXe siècle) s'est manifestée de manière plus aiguë dans les zones urbaines. Les effets des pestes, des catastrophes naturelles et des guerres d'indépendance y furent plus dévastateurs. Avec le déclin du commerce à Quito, la population s'est réfugiée dans les campagnes ».

Encadré 2.
Dénombrement de la population de la ville de Quito entre la fin du XVIIIème et le milieu du XIXème siècle

En 1776, la population de Quito, zones urbaines et rurales confondues, comptait 22 487 habitants, dont seulement 8 095 (36 %) étaient des citadins. Au début du XIXe siècle, la population tomba à 13 374 habitants, dont seulement 3 344 citadins (soit 25 %). Au milieu du XIX Siècle, on voit une augmentation de la population (79 161 habitants), mais celle de la périphérie rurale reste encore importante (73 %).



Source : (Kingman 1992)

Le renforcement du système des haciendas fut le contrecoup de la crise (Colmenares 1992). Ceci conduisit à une accumulation encore plus grande des terres et à la multiplication des *conciertos* (ouvriers liés par le système du *concertaje*). À Guachalá, par exemple, à la fin du XVIIIe siècle, on comptait 93 *conciertos*, et un siècle plus tard, 280 (Trujillo 1986 p.183). Le nombre des haciendas fut multiplié entre 1830 et 1930, en particulier dans le canton de Pedro Moncayo où 17 nouvelles haciendas apparurent (Cliche 1995 p. 61). Il est toutefois difficile de savoir si l'augmentation du nombre de ces exploitations était due à la subdivision de certains domaines fonciers ou si ce sont de nouvelles propriétés qui ont été créées. Ces deux explications sont probablement valables. Cliche (1995), citant Marchán *et al.* (1984) et Marchán & Andrade (1986), avancent que, sur le territoire de Pedro Moncayo selon l'inventaire des exploitations, la famille propriétaire de l'hacienda Cochasquí (qui existait déjà au XVIIe siècle) ne possédait que cette propriété en 1890. Or, à la fin de l'année 1930, cette même famille enregistre à son

nom quatre autres exploitations en plus de celle de Cochasquí. Plusieurs historiens (Ayala 2008; Kingman 2006; Saint-Geours 1984) s'accordent à penser qu'avec la crise économique, sociale et politique qui a caractérisé la fin du XVIIe siècle, les haciendas sont devenues un refuge économique et social aussi bien pour les Indiens que pour les propriétaires terriens .

L'effondrement de la production minière à Potosí, qui déclenche la crise du textile (fin XVIIe siècle), dans la Sierra centrale et septentrionale de l'Équateur actuel, eut pour effet de réorienter la production vers de nouveaux marchés, essentiellement vers la région de Nariño (Colombie). Ce changement a permis à l'activité textile de se poursuivre quelque temps encore, quoique dans des proportions moindres. Toutefois, avec l'arrivée des tissus européens sur le marché sud-américain, considérés comme de meilleure qualité et à des prix plus abordables, cette activité finit par être liquidée. Au même moment, la production alimentaire dans les haciendas, à des fins commerciales, augmente et commence à entrer sur les marchés des centres urbains. Cette orientation vers le marché intérieur des denrées alimentaires se pérennise à partir de la seconde moitié du XIXe siècle. Elle est impulsée sur le plan économique par la consolidation de l'ère d'agro-exportation du cacao et elle est définitivement consacrée grâce à l'avancée du chemin de fer. Toutefois, le territoire kayambi ne s'intègre que lentement aux principaux marchés urbains, compte tenu des difficultés de transport.

2.2.2. Les tensions entre les oligarchies régionales transforment les conditions de travail des indigènes (1830-1920)

En 1830, la République de l'Équateur naît en perpétuant les mêmes relations sociales et de production que celles forgées durant la Colonie. Le latifundium et le *concertaje* continuent d'être les piliers de l'économie de la Sierra, dans la région centre-nord du pays. L'hacienda renforce son pouvoir avec à sa tête un propriétaire terrien qui, étant indépendant de la Couronne, grignote le pouvoir politique. Le principe d'égalité, bannière des batailles indépendantistes, fut englouti en même temps que s'érigeait la nouvelle nation.

Au cours des premières années de la République, les efforts politiques se sont concentrés sur la conclusion d'alliances entre les oligarchies propriétaires de la Sierra et de la Costa (Ayala 2008). Ces oligarchies de la Costa sont intéressées par la modernisation et la libéralisation du marché du travail afin de favoriser l'expansion de la production

agricole des régions côtières, tournées vers le marché mondial. Celles de la Sierra s'accrochaient aux anciennes structures coloniales et au modèle de l'hacienda, et refusaient la libéralisation des moyens de production et surtout de la main-d'œuvre. Au cours de la même époque, le mécanisme du *concertaje* est revitalisé, ravivant le principe du tribut aboli avant l'indépendance. Cette« contribution personnelle » n'était imposée qu'aux indigènes et représentait l'une des rentrées fiscales les plus sûres pour l'État (Hurtado 2003).

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le gouvernement en place, proche du pouvoir économique originaire de la Costa, abolit l'esclavage[70] (1851)[71], supprimant en même temps le tribut imposé aux indigènes (Ayala 2008). Cette décision contribuait à libérer les Indiens de leur asservissement à l'hacienda et potentiellement elle pouvait assouvir le besoin de main-d'œuvre des zones du littoral. Le mécontentement des propriétaires terriens était tel qu'il provoqua une crise d'État dont l'unité fut dès lors menacée *(ibid.)*. Elle fut néanmoins surmontée avec l'arrivée au pouvoir de Gabriel García Moreno (1861) qui, soutenu par les élites de la Sierra, réussit à transiger avec les autres oligarchies régionales sans pour autant contrevenir à leurs intérêts. S'il est vrai que le pouvoir politique pendant cette période était aux mains de l'oligarchie terrienne de la Sierra et de l'Église, les réformes mises en place et le poids grandissant du marché international du cacao favorisèrent le renforcement économique des élites de la région côtière dont l'ambition était de conquérir une part du pouvoir politique.

Au cours des cinq dernières années du XIXe siècle, le mouvement libéral fondé par les élites de la côte équatorienne prit les armes pour renverser le gouvernement. Selon Roig (1977) la Révolution libérale[72] fut le produit de deux courants : l'un hérité du libéralisme populaire qui cherchait à améliorer le statut des Indiens, et l'autre défendant les intérêts de ses élites fondatrices. C'est ce dernier courant qui s'imposa, mais certains changements affectèrent plus tard la structure agricole de la Sierra.

Sous la présidence d'Eloy Alfaro (du parti libéral), l'Équateur adopta en 1908 la loi dite des « Mains mortes », qui permit la confiscation des propriétés foncières amassées

[70] Rappelons que les Indiens ne furent pas des esclaves, que leur présence dans les haciendas sous la figure du *concertaje* était volontaire, même si le besoin d'argent pour la subsistance, le paiement des impôts et des contributions à l'Église, les obligeait à demander des avances qui s'accumulaient, les enchaînant aux haciendas.

[71] Sous la présidence du général José María Urbina (1851-1856).

[72] Elle a commencé le 5 juin 1895 pour se terminer en 1912.

par l'Église. Ces propriétés étaient administrées par un organisme public appelé « Assistance sociale » qui les donnait en location à des particuliers. Certains appartenaient déjà à la classe des propriétaires terriens. Ces terres restituées à l'État seront par la suite essentielles au processus de restructuration de la propriété foncière agricole qui allait bénéficier aux Indiens. Prétextant la défense de l'indigène, le gouvernement libéral allait publier en 1899 un décret[73] réglementant les relations de *concertaje*. Par exemple, un salaire minimum fut fixé pour les Indiens en échange de leur travail, de même que l'interdiction de l'obligation pour l'épouse ou les enfants du *concierto,* de travailler pour le propriétaire de l'hacienda, puis par la suite la suppression de la prison pour dettes pour les Indiens (Cliche 1995). Cette dernière mesure entraîna la rupture de l'un des mécanismes les plus forts qui sous-tendait la pratique du *concertaje* dans les haciendas (Cliche 1995; Guerrero 1991).

Pour les Indiens néanmoins, la loi dite des « Mains mortes » n'a pas débouché immédiatement sur un changement de leur statut leur permettant d'accéder à la terre. Mais la mise à l'écart de l'Église, en tant que propriétaire terrien dans l'espace rural, représenta une évolution idéologique et politique significative. En effet, il ne faut pas oublier que la religion joua un rôle fondamental dans la domination du peuple indigène.

Par ailleurs, les changements intervenus dans la réglementation du *concertaje*, tout comme l'abolition de la prison pour dettes (1918) ne mirent pas mis fin aux relations précapitalistes, et ne poussèrent pas non plus les Indiens à fuir à tout prix l'hacienda. Le statut de *huasipungo*[74] pour l'Indien était très important, le romancier, Jorge Icaza, le dépeint dans son ouvrage justement intitulé Huasipungo[75] : *« Les Indiens s'accrochent avec un amour aveugle et morbide à ce morceau de terre qui leur est prêté en échange du travail qu'ils fournissent à l'hacienda. Pire encore, ignorants s'ils en sont, ils croient qu'il leur appartient. Vous savez, ils y érigent leur masure, y cultivent ce qu'ils peuvent ou y élèvent quelques animaux. » (Icaza 1960).* Pour (Cliche 1995; Oberem 1977) l'élimination de la prison pour dettes renforça le statut du *huasipungo*, mécanisme central pour le recrutement de main-d'œuvre dans les haciendas.

[73] Décret du 12 avril 1899 (Rubio 1954).

[74] Mot en quichua utilisé pour désigner le lopin de terre que l'indigène recevait en usufruit lorsqu'il établissait une relation de *concertaje* avec l'hacienda, (d'une étendue de 1 à 5 hectares)

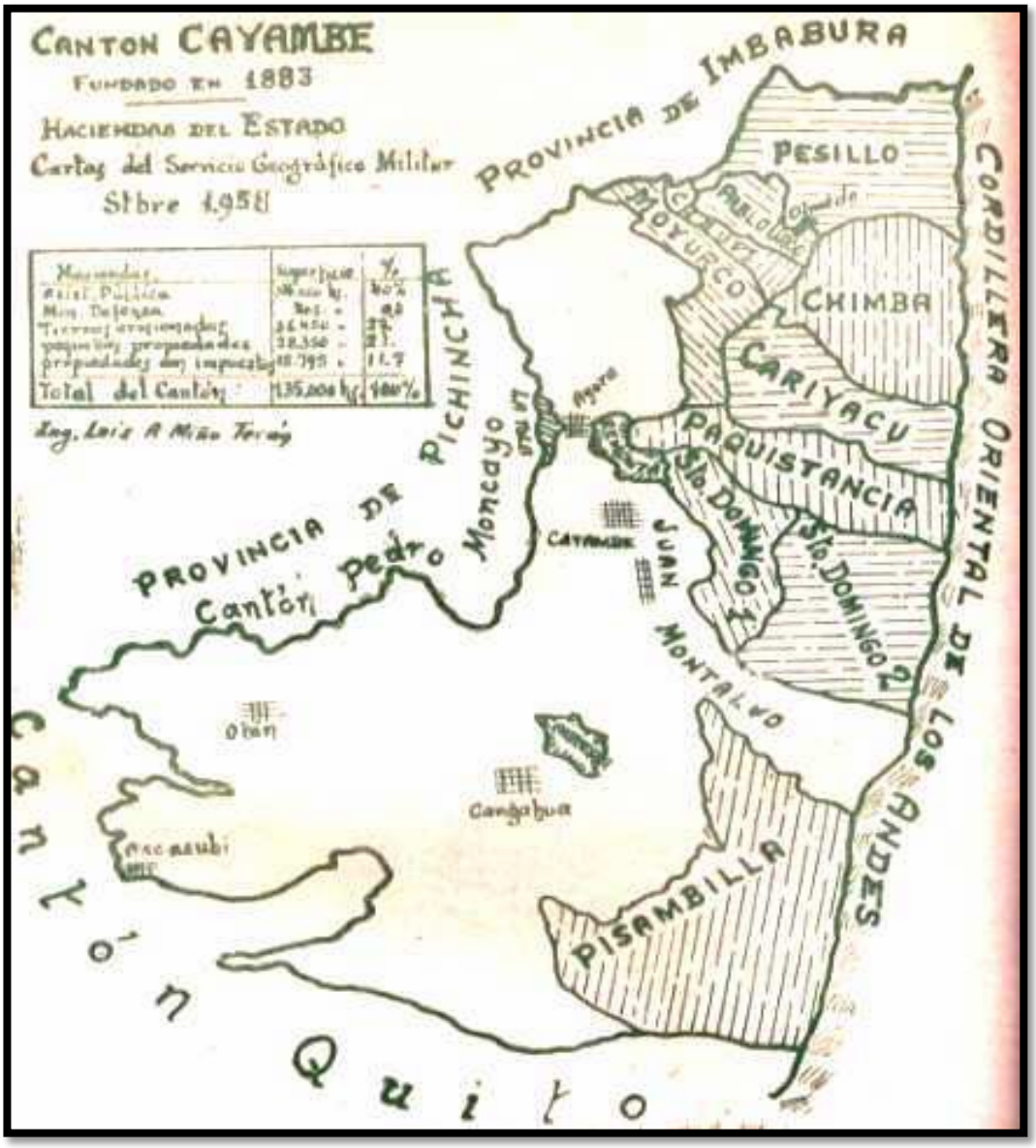
[75] *Huasipungo* est l'une des œuvres majeures de la littérature narrative équatorienne. Elle prend pour cadre l'hacienda de la Sierra, et situe le récit au début du XXe siècle, décrivant l'exploitation des Indiens *huasipungos* par la classe dominante de l'époque.

La raison fondamentale de la modification du régime du *concertaje* par les libéraux fut de mettre à la disposition des exploitants agricoles de la région *Costa* une main-d'œuvre *enfermée* (Trujillo 1986) dans les haciendas. Cette main-d'œuvre était l'une des principales richesses dont disposaient les propriétaires terriens de la région Sierra et un élément clef de la modernisation de la nation à l'amorce du XXe siècle (Prieto 2004).

La Révolution libérale (1895-1912) eut donc un impact certain sur le territoire kayambi en raison du grand nombre d'haciendas propriétés de l'Église, notamment dans le nord (§2.1.1.). La menace éminente que représentait pour l'Église l'arrivée au pouvoir des libéraux a précipité la vente de plusieurs de ses propriétés ; toutefois, la plus grande part fut confisquée par l'État. En effet, à Cayambe, l'État s'est adjugé quatre de ces plus grandes haciendas : Pesillo, Santo Domingo, Pisambilla et Carrera.

Les terres confisquées furent confiées à la gestion de l'Assistance sociale, organisme public chargé de les louer. Les haciendas de Santo Domingo et de Pesillo ont été divisées respectivement en six parcelles (Moyurco, Pesillo, La Chimba, Pucará, San Pablo Urco, Chaupi) et en quatre parcelles (Santo Domingo 1, Santo Domingo 2, Paquistancia et Cariacu) (Carte 4), afin d'en faciliter la mise en location. Mais les preneurs étaient principalement des propriétaires terriens de la région, comme la famille Jarrín, déjà propriétaire des haciendas La Compañía et El Prado, qui prit à bail Pesillo et Pucará (JCAP 1950).

Carte 4.
Haciendas appartenant à l'Etat équatorien dans le canton de Cayambe en 1958



Source : (Municipio de Cayambe 1987)

Du temps de ces locataires fonciers, comme les paysans de la région les appellent encore jusqu'à présent, aucune modification substantielle n'affecta les modes de production. Les preneurs recevaient en location la propriété qui venait avec ses *conciertos*. Les conditions techniques et sociales sur l'exploitation productive étaient déterminées par les locataires qui, en général, n'investissaient guère dans leur domaine. Ces pratiques entrainèrent donc une dégradation des ressources naturelles (déboisement, érosion), et une baisse des rendements tant de la production agricole que de l'élevage (Basile & Paredes 1953). Tandis que certaines haciendas privées entraient dans une phase de modernisation, celles de l'État continuèrent à produire en s'appuyant sur la main-

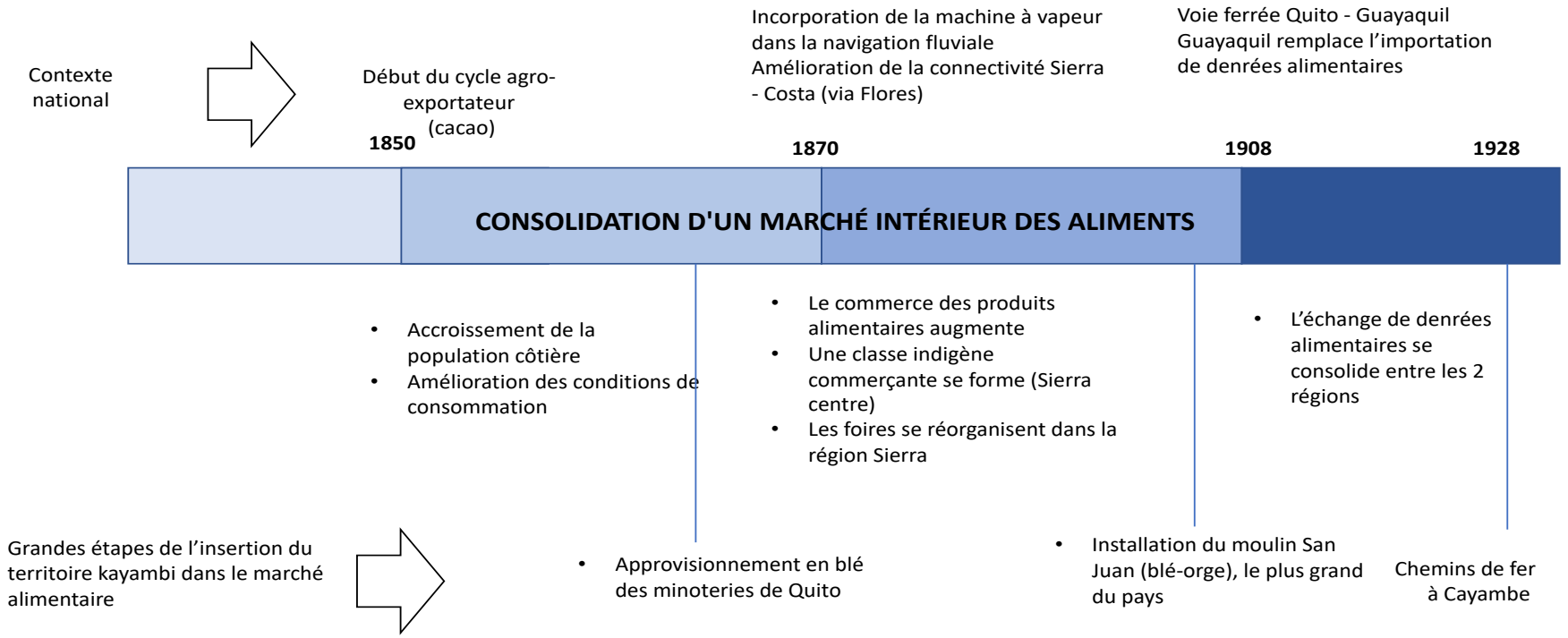
d'œuvre indigène qui vécut cette période en subissant des abus croissants de la part des exploitants, ce qui conduisit d'ailleurs les indigènes à se mobiliser pour exiger de meilleures conditions de travail.

Durant cette période sur fond de crise économique et de réorganisation de la société, et ce en dépit des discours proclamés au cours des guerres d'indépendance, puis de la Révolution libérale pour défendre l'amélioration des conditions de vie des Indiens, mises à part quelques réformes juridiques, en pratique les conditions matérielles et la situation sociale et politique des populations indigènes n'a guère évolué. La structure agraire n'a pas non plus été modifiée et au contraire les conditions favorisant un monopole foncier et une exploitation continue de la main-d'œuvre indigène ont été renforcées.

2.2.3. Un marché des denrées alimentaires s'établit grâce à l'intégration interrégionale entre la Sierra et la Costa à la fin du XIXe siècle

La production alimentaire dans les haciendas des zones centre et nord de la Sierra avant la crise des ateliers textiles servait à maintenir les ouvriers. Une part était commercialisée sur Quito, mais ce marché s'affaiblissait à mesure que les haciendas devenaient de plus en plus éloignées du centre urbain. Rappelons que Quito, jusqu'au XIXe siècle était une petite ville avec peu d'habitants (encadré 2), entourée de domaines fonciers (beaucoup plus proches que ceux du territoire kayambi) qui l'approvisionnaient en vivres. L'articulation entre les haciendas de la Sierra centrale et septentrionale et en particulier celles du territoire kayambi, et le marché intérieur alimentaire s'est faite lentement entre la fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle. Plusieurs facteurs d'ordre économique, politique et technologique ont contribué à la construction d'un marché intérieur des denrées alimentaires lié au système des haciendas (illustration 10). L'élément moteur fut la connectivité entre les Andes et les terres basses jusqu'à la côte équatorienne. Cette structuration du marché alimentaire entraîna des changements des modes de consommation alimentaire andins, sur le plan de la production, dans la configuration spatiale des haciendas de la Sierra centre nord, et aussi de la commercialisation. Au cours de cette période, une nouvelle classe de négociants en denrées alimentaires se consolide.

Illustration 10.
Chronologie des évènements ayant contribué à la consolidation d'un marché intérieur de denrées alimentaires



Élaboration : Román P

Peu d'études traitent de la commercialisation des produits alimentaires avant le XVIIIe siècle dans la Sierra centrale et septentrionale équatorienne et encore moins dans le territoire kayambi. La plupart des études se centre sur la commercialisation des textiles, laissant de côté les produits alimentaires agricoles. Cet état des lieux est confirmé par l'historiographie économique et sociale (Terán 1994) de l'époque coloniale équatorienne. C'est peut-être la preuve de la faible articulation des haciendas précapitalistes, avant la crise des textiles, avec les marchés alimentaires qui approvisionnaient les centres de consommation de l'Audience royale.

S'agissant de l'organisation de leur espace, les haciendas ont commencé à réduire la place accordée à l'élevage d'ovins au profit de l'élevage de bovins (Encadré 3). De même, les cultures comme le blé et l'orge qui commençaient à entrer sur le marché ont été développées par des fermes du territoire kayambi.

Encadré 3.
Le cas de l'hacienda guachala

L'alliance hacienda-atelier textile la plus importante de la région, Guachalá, a vu une réduction constante de sa population ovine à partir du dernier quart du XVIIIe siècle, passant de 21 769 unités à moins de 5 000 unités en 1970. En revanche, la population bovine a augmenté progressivement, passant dans le même temps de 1 235 à 4 500 têtes (Gasselin 2000).

Cette transformation impliqua non seulement un réaménagement des cultures et de l'élevage dans l'espace, mais aussi le déplacement des travailleurs indigènes vers les espaces qui avaient cessé de présenter une importance stratégique pour les exploitants d'haciendas et leurs intérêts commerciaux. Les basses terres ont été transformées en espaces de reproduction animale (bovins surtout) et de cultures, tandis que les hautes terres — auparavant stratégiques — furent assignées aux travailleurs agricoles pour s'y établir et y élever leur petit bétail (ovins). Cela leur a permis de développer ainsi leur propre système de production. Les denrées alimentaires qui avant servaient essentiellement à la consommation interne des haciendas maintenant sortaient de l'hacienda en fonction des prix offerts sur le marché (Guerrero 1991).

Concernant le commerce, Bromley (1987) qualifie cette activité comme extrêmement contrôlée à l'époque coloniale. Ces contrôles étaient destinés à assurer la qualité, l'approvisionnement en quantités et un prix raisonnable aux consommateurs urbains, ainsi qu'un recouvrement efficace de l'*alcabala*[76]. Assurément, ces contrôles

[76] Impôt grevant le commerce.

avaient aussi pour but, d'une certaine manière, de réserver le monopole de ces activités aux colons.

Différents groupes sociaux participaient à la commercialisation des produits agricoles : les propriétaires des haciendas, d'où provenait la production agricole. Ils devaient entretenir des relations avec des commerçants qui pouvaient parfois être aussi propriétaires terriens. Ces commerçants venaient collecter le produit des récoltes pour ensuite les distribuer dans les différents lieux de vente au détail. Dans les « villas » (nom donné aux centres urbains au temps de la Colonie), on pouvait distinguer deux types de commerce local d'aliments, dans les rues et sur les places, ou dans les échoppes et entrepôts. Les rues et les places étaient des espaces de commercialisation de denrées alimentaires moins luxueuses. Elles étaient principalement occupées par des femmes indiennes et métisses (annexe 10) qui avaient le droit de vendre des produits de subsistance provenant des zones rurales, sans acquitter l'impôt (Minchón 1996)

Les muletiers jouaient aussi un rôle dans la commercialisation. Il s'agissait d'indigènes dédiés à cette activité, transportant les denrées à dos de mule ou d'autres animaux. C'est ce métier qui a permis à certains indigènes de se différencier et de devenir des négociants agriculteurs (encadré 4). Ce commerce des produits alimentaires se développe à partir de la seconde moitié du XIXe siècle avec l'intensification des échanges interrégionaux. Une des routes les plus importantes pour ce commerce fut la voie dénommée « Bodegas » reliant la Sierra centre nord à Babahoyo sur la côte qui, ensuite, grâce au réseau fluvial, fut connectée à Guayaquil, grand port d'entrée des produits venant d'Europe et d'autres villes coloniales comme Lima. L'autre voie à forte circulation était celle qui reliait Loja au Pérou au sud, et au nord, à la route Tulcán-Popayán (Corral 2014). Les mouvements régionaux qui se produisent entre 1760 et 1820, après la crise des ateliers textiles et le premier boom cacaoyer ont activement contribué au développement des liaisons entre l'intérieur des terres et la côte, la route Bodegas étant la plus empruntée (Ibarra 1992).

Près de 300 ans après le début de la colonisation, les échanges régionaux Sierra-Costa étaient encore lents, étant donné le caractère ingrat de la topographie andine et l'usage des indigènes comme « *moyen de transport* », ce qui retardait les déplacements (Deler *et al.* 1983). L'autre facteur limitatif était l'absence de monnaie unique qui aurait pu faciliter les échanges entre les deux régions (Saint-Geours 1984). Dans la région Sierra centre-nord, avant 1884 qui a vu la naissance du sucre en tant que monnaie officielle de

l'Équateur *(ibid.)*, circulaient principalement le peso grenadien (*peso granadino*) et l'or scellé venant de Colombie, tandis que dans la région côtière les transactions commerciales se faisaient en pesetas de Guayaquil. (Colmenares 1992; Deler 1994)

C'est à partir du dernier tiers du XIXe siècle qu'une réelle amélioration de la connectivité entre les régions Costa et Sierra du pays est observée et parallèlement des échanges commerciaux. Le littoral vivait alors un essor économique grâce à l'exportation de cacao, qui a entraîné une migration massive de population, venant pour la plupart de la Sierra. À la fin du XVIIIe siècle, la population du littoral ne représentait que 7,57 % de la population équatorienne, atteignant toutefois 30,42 % au début du XXe siècle (Deler 1994). L'élément déterminant de la consolidation des échanges au cours des dernières décennies du XIXe siècle fut l'amélioration de la liaison entre la Sierra centrale et le littoral : l'ouverture de la route Ambato-Quito en 1870, le réaménagement de la *via Flores* en 1890 (Ambato-Babahoyo) (annexe 11) ont facilité les mouvements, quoique toujours entravés par les conditions climatiques. Cette époque voit aussi l'introduction de la machine à vapeur pour le transport fluvial : tous les produits de la Sierra pouvaient alors emprunter les cours d'eau jusqu'au littoral (Deler 1994), facilitant et élargissant leur distribution.

C'est la Sierra centrale qui, en raison de sa position géographique, établit très tôt des relations commerciales avec Babahoyo, qui devient à l'époque la porte d'entrée vers le littoral équatorien. Les muletiers parvenaient à grimper jusqu'à Chimbo (province de Bolívar) par des chemins étroits et escarpés, transportant sel, poisson, riz, et produits de luxe distribués dans la Sierra, et par là redescendaient l'artisanat et les produits agricoles andins (Ibarra 1987). Trente ans après l'Indépendance, les provinces centrales de Tungurahua et Chimborazo devinrent celles fournissant les plus grands flux de produits agricoles acheminés jusqu'à Guayaquil (Ibarra 1987).

Ce dynamisme commercial autour de la Sierra centrale, surtout dans la province de Tungurahua, suscita la création d'un groupe de commerçants agricoles, mais non-propriétaires terriens (Ibarra 1987). La plupart d'entre eux étaient aussi des cultivateurs et même si certains ont choisi de se spécialiser dans la commercialisation, les autres ont continué à maintenir des liens étroits avec le monde de la production agricole indigène-métisse. Ces commerçants sont parvenus à tisser des réseaux sociaux denses et complexes, grâce auxquels le commerce de gros a été organisé, celui-là même qui encore aujourd'hui approvisionne les villes équatoriennes. Toutefois, cette dynamique a surtout

concerné les indigènes de la Sierra centre et était moins fréquente chez les indigènes *conciertos* du territoire kayambi dans les zones plus au nord.

Encadré 4.
Les indigènes muletiers, acteurs du commerce

Bien que le commerce fût dominé par les élites de l'époque, le muletier joua un rôle particulièrement important dans le développement de cette activité, nerf de l'économie coloniale. Certains ne faisaient qu'apporter un soutien aux autres transporteurs de marchandises, et d'autres transportaient leurs propres produits (Suárez 1997) qu'ils commercialisaient dans les centres de consommation.

Cette activité contribua au développement d'une classe de petits commerçants particulièrement importante, à proximité des principaux itinéraires commerciaux. Ce fut le cas dans la province de Tungurahua, où les Indiens et métis muletiers ont réussi à établir des rapports stables avec les marchés. Ils ont accumulé du capital et c'est pour cela que l'on parle alors et jusqu'à présent d'une classe paysanne plus *prospère* que dans les autres régions andines (Ospina *et al.* 2009; Ospina & Hollenstein 2015).

La Sierra du nord ne présente pas de particularités quant à son insertion dans le marché national des produits issus de l'agriculture et de l'élevage. Au XIXe siècle, les liens commerciaux avec la Colombie se poursuivaient. Bien qu'en diminution, les exportations de tissus ne disparaissaient pas (Colmenares 1992). Des céréales, telles que le blé et l'orge, plus cultivées dans la province de Pichincha que dans le reste de la Sierra centre nord, étaient très présentes dans les flux commerciaux (Ibarra 1988).

La part des haciendas du territoire kayambi dans la commercialisation des produits alimentaires va croissant aux alentours de 1850. Certains propriétaires terriens commencent alors à développer une industrie alimentaire, en lien avec leurs principales productions, laitière et céréalière (orge et blé) (Encadré 5), mais elle reste tributaire du réseau routier, encore rudimentaire. À Quito, dès la seconde moitié du XIXe siècle, des moulins font leur apparition, alimentés par l'orge et le blé produits dans la région qui cherchent à approvisionner le marché guayaquilien qui, peu à peu, cesse d'être approvisionné par les importations (Saint-Geours 1984). C'est le cas du propriétaire de l'hacienda La María, à Quito, qui avait acheté le moulin de San Blas et s'approvisionnait auprès des fermes de Cayambe. Ce moulin, déjà en 1920, était devenu le principal fournisseur de farine au niveau national *(ibid.)*. Cayambe, à la fin du XIXe siècle, voit

aussi l'installation du moulin hydraulique de San Juan[77], propriété d'Aquiles Jarrín : c'est le plus important du pays à l'époque et sa production était exportée jusqu'en Colombie.

Encadré 5.
La production et le commerce du blé sur le territoire kayambi entre 1850 et 1950

Cayambe s'est vu attribuer le surnom de « grenier de l'Équateur », tant la production de céréales et de grains y était importante. L'orge et le blé primaient, car ils étaient très demandés sur le marché. Les meuneries de Quito s'approvisionnaient auprès des haciendas du territoire kayambi qui vit l'installation de moulins plus ou moins importants. L'orge allait à la brasserie nationale et une partie de la production était commercialisée en Colombie. S'il est vrai que la région de Carchi[78], frontalière avec la Colombie, fournissait principalement ce marché en blé et en orge, le territoire kayambi était en bonne position auprès du marché de Nariño, qui présentait des avantages au niveau des prix grâce au change de devises entre les pays. En outre, les échanges commerciaux furent favorisés grâce à un accord signé entre les deux nations en 1942 (Tratado de Comercio entre Colombia y Ecuador 1942), exonérant de toute taxe sur le marché colombien plusieurs produits agricoles en provenance d'Équateur, notamment l'orge et le blé.

Mais au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ces deux céréales ont commencé à perdre de leur valeur économique et donc leur culture a reculé dans les exploitations. Les allégations faisant état de pénuries de céréales sur le marché national, de la part des industriels, en raison des exportations vers la Colombie, firent que l'État imposa des restrictions sur les exportations et décréta des importations pour l'approvisionner. Cette dernière mesure, aggravée par les politiques colombiennes de soutien à la production intérieure de ces céréales, entraîna une baisse de la rentabilité pour les producteurs équatoriens qui progressivement abandonnèrent ces cultures (Llovet *et al.* 1986). L'orge et le blé disparurent alors des grandes propriétés, subsistant uniquement sur les parcelles des paysans qui les ont conservées, car elles formaient la base de leur régime alimentaire.

L'articulation des deux grandes régions du pays et la consolidation de la filière d'approvisionnement alimentaire vers le littoral deviennent des réalités avec l'arrivée du chemin de fer[79]. Se produit aussi le remplacement des importations agricoles passant par Guayaquil depuis le début du XXe siècle, partiellement provoqué par la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché international durant la Première Guerre mondiale (Trujillo 1986). En effet Guayaquil, jusqu'au début du XXe siècle, s'approvisionnait en

[77] Entretien avec le propriétaire de Molinos San Juan.

[78] Dans sa thèse de doctorat, (Becker 2002) rend compte de l'importance de ces cultures dans les haciendas de Carchi, stimulées par la demande de l'industrie brassicole et des usines de farine de Colombie.

[79] Le contrat ouvrant la construction du chemin de fer reliant le littoral aux Andes est signé en 1897 et le tronçon Quito-Guayaquil est inauguré en 1908.

denrées alimentaires sur les marchés extérieurs, États-Unis, Chili et Pérou, en raison des très mauvaises liaisons entre la Costa et la Sierra (Larrea 2001).

Lancée à la fin du XIXe siècle et achevée en 1930, la construction du chemin de fer fut, sans nul doute, l'ouvrage majeur de la consolidation de l'unité de l'Équateur. Guayaquil, principal pôle urbain du littoral a d'abord été connecté à la région Sierra centrale, puis à sa partie septentrionale. La première phase des travaux (1908) permit le raccordement de Guayaquil et Quito, avec un tracé passant par Yaguachí, Bulay, Alaoui, Riobamba, Ambato et enfin la capitale. Enfin, le 9 juillet 1928, Cayambe fut intégrée au réseau ferroviaire (annexe 12).

L'intégration des grandes haciendas de la Sierra nord au réseau ferroviaire leur ouvrit de nouveaux débouchés et elle commencèrent à offrir de la viande bovine, du lait, des produits dérivés et des céréales (Trujillo 1986), tandis que la zone centre se spécialisait autour d'une gamme plus diversifiée de cultures : fruits, légumes, tubercules.

Contrairement à la Sierra centrale, et en particulier à la région de Tungurahua, le territoire kayambi n'a pas été rapidement inséré au marché interrégional (Sierra-Costa) des denrées alimentaires. En outre, les acteurs les plus présents sur les réseaux commerciaux restaient les propriétaires terriens, sans que les *conciertos*, indigènes et métis aient eu la possibilité d'y accéder, comme dans le cas de la Sierra centrale.

En bref, à partir de la fin du XIXe siècle, la région Costa se positionne en région exportatrice, tandis que la région Sierra s'érige en pourvoyeuse de main-d'œuvre et de vivres destinés au marché intérieur, favorisée par l'intégration régionale des moyens de communication routier et ferroviaire. Le territoire kayambi put prétendre à ce marché grâce à quelques aliments produits par les haciendas, principalement les céréales (blé et orge), et les produits laitiers.

2.3 Transformation de l'hacienda précapitaliste sur fond de révolution agricole (1950-1970)

À partir de la deuxième moitié du XXe siècle, l'agriculture du territoire Cayambe connaît de profonds bouleversements, techniques et sociaux. La transformation technologique, des systèmes organisationnels, l'innovation, les relations sociales de production et de la division du travail constituent des éléments marquants, permettant de qualifier cette transition de véritable révolution agricole (Mazoyer & Roudart 1997). Menée par la classe des propriétaires terriens détentrice du pouvoir politique, cette

révolution transforma le territoire kayambi, au moins en partie, en véritable « bassin laitier » du pays.

La production de lait qui, à la fin du XIXe siècle, trouvait ses limites dans un marché intérieur assez réduit et dans les difficultés de transport (Barsky & Cosse 1981a), commença à prendre de l'essor avec le chemin de fer et devint une activité essentielle dans les haciendas de la Sierra centre nord, scellant le destin d'une activité céréalière moribonde. C'est par la consolidation de l'élevage que s'amorce la modernisation agricole des vallées andines de la Sierra centrale et septentrionale.

2.3.1. La production laitière, moteur de la révolution agricole dans le territoire kayambi

L'avènement de la région Sierra centre nord en tant que premier bassin laitier du pays remonte à la première décennie du XXe siècle, époque charnière au regard de la modernisation technologique. Toutefois, ce processus fut ralenti par la crise économique déclenchée par la chute des exportations de cacao (1914). L'après-guerre, puis la reprise de l'économie nationale grâce à un nouveau poste d'exportation, la banane (1950), eurent pour effet de relancer la modernisation de l'agriculture de la Sierra, et en particulier du secteur laitier. À l'entrée de la seconde moitié du XXe siècle, les piliers du développement et de la consolidation de ce bassin laitier furent la modernisation technologique (génétique, intrants, machines, gestion des troupeaux, etc.), l'organisation d'un secteur de l'élevage (1942) solvable sur le plan économique et politique et, par la suite, l'articulation production laitière / industrie laitière (1960) (§ 3).

La production laitière s'est peu à peu popularisée dans les haciendas de la Sierra, mais toutes n'ont pas opté pour la modernisation (initiée dans les années 1950). Ce fut un petit groupe de propriétaires d'haciendas de la Sierra centrale et septentrionale qui en furent les promoteurs et furent appelés les *modernisateurs*, introduisant progressivement une logique capitaliste dans la production agricole et l'élevage (Barsky 1978, 1984; Barsky *et al.* 1980; Barsky & Cosse 1981b). Pendant ce temps, d'autres haciendas, en particulier celles appartenant à l'État, continuèrent à fonctionner de manière plus traditionnelle. Les administrateurs cherchaient à tirer le meilleur profit économique de ces exploitations et de leurs travailleurs, à moindre coût. Une telle vision était un frein au progrès technologique et à la technicisation de la production, tout en perpétuant des

relations de travail dépassées. Cela dit, quel que fût le mode de production (modernisé ou traditionnel), le lait devenait le produit vedette.

Encadré 6.
Rappel historique sur l'élevage bovin dans les haciendas de la sierra nord

L'histoire de l'élevage dans les haciendas de la Sierra remonte au début de la Colonie. À l'origine, c'est l'élevage d'animaux de charge, destinés au transport et au labour (chevaux, mules, bœufs) qui prime, ainsi que l'élevage d'ovins dont la production de laine alimentait les ateliers textiles. L'élevage de bovins, numériquement moins important, avait pour but la production de viande (pour la consommation) et de certains produits dérivés, tels que la graisse qui était utilisée dans la fabrication des bougies et du cuir.

Sur le territoire kayambi, l'élevage bovin était présent dès les premiers temps de la Colonie. Les ordres religieux étaient parmi les principaux négociants de viande (§ 2.1.2) et cette activité était donc particulièrement développée dans leurs haciendas. Et si la production laitière n'y était pas absente, elle servait surtout à la consommation interne ou était parfois commercialisée dans le village de Cayambe. Cru ou transformé en fromage, le lait, produit périssable s'il en est, ne permettait que très difficilement la commercialisation des produits dérivés sur de longues distances.

L'évolution technologique dans les processus de production permit assez rapidement d'intensifier le rendement et dès lors les échanges. Dans certaines haciendas de la Sierra, des essais étaient faits pour améliorer la génétique du bétail laitier, développer l'irrigation, incorporer des machines agricoles, des semences et des engrais. Par exemple, en 1954, il existait déjà 137 800 ha de prairies artificielles, une proportion encore faible toutefois face aux 954 900 ha de prairies naturelles consacrées à l'élevage (Barril 1980) ; mais huit ans plus tard, ce nombre d'hectares de pâturages artificiels avait plus que quadruplé *(ibid.).* Mais comme évoqué précédemment, dans le cas des vaches laitières, les initiatives de modernisation technologique (amélioration génétique) furent entreprises plus tôt, l'importation des premiers bovins Holstein Friesean étant enregistrée en 1900 (encadré7) La constitution d'un troupeau laitier permettant de meilleurs rendements fut un défi majeur étant donné la complexité de l'entreprise à l'époque.

Encadré 7.
Récit de l'épopée de la première importation de bétail holstein friesian

« Quatre taureaux provenant de la Hollande traversèrent l'Atlantique, puis passèrent en pleine chaleur le détroit de Darién au Panama ; ils furent embarqués pour naviguer jusqu'à Guayaquil, et de là jusqu'à Babahoyo, puis furent conduits à pied à travers la Sierra ; mais deux taureaux sont morts sur la route, et avec leur cuir ont été fabriqués des couvre-sabot pour protéger les pattes des deux bêtes qui restaient. Ils ont grimpé les chemins étroits et escarpés jusqu'à arriver à Chimbo, province de Bolívar, où ils ont enfin trouvé un climat plus frais et des pâtures attrayantes. Dans certains endroits, pour que les bêtes ne meurent pas d'épuisement et que leurs pattes soient protégées, elles furent montées sur des charrettes tirées par des bœufs pour être transportées, et arrivèrent dans la vallée de Machachi où elles trouvèrent un lieu idéal d'élevage, au milieu de centaines de milliers de vaches ; la race tant attendue pour démarrer l'élevage laitier en Équateur était enfin arrivée » (GADP & CIL 2015).

Les importations de bovins d'Europe et des États-Unis se multiplièrent grâce au transport ferroviaire qui permit des traversées moins aventureuses entre le port de Guayaquil et les Andes (GADP & CIL 2015). Des spécimens de diverses races laitières arrivèrent ainsi en territoire équatorien : Dutch Bell, Holstein, Shorhorhorn Milk, Shorhorn Dairy, Duraha, Agshine, Normande (Arcos & Merchán 1976; GADP & CIL 2015) , puis par la suite Brown Swiss et Jersey *(ibid.)* À Cayambe, c'est l'hacienda La Compañía, propriété d'Aquiles Jarrín qui reçut les premiers bovins Holstein importés en 1919. L'autre défi à relever pour l'amélioration génétique des bovins fut leur adaptation aux vallées andines où les animaux importés devaient surmonter deux nouveaux obstacles : l'altitude et l'alimentation. L'altitude fut en particulier un problème de taille, car de nombreux animaux ont péri sur les hauteurs, ce qui conduisit à écarter l'idée de constituer des troupeaux de race pure seulement avec les animaux importés.

La susceptibilité des bovins importés à l'altitude imposa le croisement du bétail importé avec le bétail local, déjà adapté aux rudes conditions andines. C'est ainsi que démarra le processus de croisement et de sélection des animaux. Mais le résultat des croisements n'était pas toujours satisfaisant, les animaux succombant parfois à l'altitude, et la productivité n'étant pas comparable à celle des spécimens importés. Toutefois, à force de persévérance, des troupeaux de vaches laitières adaptées à une certaine plage

d'altitude, entre 2 000 et 3 200 m au-dessus du niveau de la mer, produisant plus que les vaches locales, furent constitués.

Grâce aux améliorations technologiques, de meilleurs rendements quantitatifs furent obtenus, se traduisant par une productivité accrue des vaches laitières. En 1954, selon l'Association des éleveurs, le rendement moyen était passé à 7 litres/vache/jour, alors qu'au début des années 1940, la moyenne était de 2,5 litres/vache/jour (Barsky & Llovet 1983).

Progressivement, les transformations techniques et les changements d'orientation dans la production remettaient en question la pertinence de la continuité des relations précapitalistes dans les haciendas. Les protestations des ouvriers indigènes à l'intérieur des haciendas qui revendiquaient des hausses de salaires et l'accès aux *huasipungos* (§ 3) furent d'autres facteurs qui aggravèrent la situation. Ceci a incité un groupe de propriétaires terriens, en particulier les *modernisateurs*, à procéder à la remise anticipée de *huasipungos* (Costales & Costales 1971; Velasco 1979). Cette initiative signifiait une rupture par rapport au modèle précapitaliste de relations, lequel a été définitivement abandonné avec la Réforme agraire (§ 3). Les *huasipungueros* et autres ouvriers des haciendas formèrent des communautés satellites, devenant ainsi des réserves de main-d'œuvre pour ces dernières.

2.3.2. L'action collective des propriétaires terriens, levier de l'activité laitière

La transformation des haciendas, tant du point de vue productif que technologique, fut engagée principalement par un groupuscule de propriétaires qui structura rapidement son action collective. Des institutions ont été mises en place, qui jusqu'à présent sont le support technique et politique de l'industrie de l'élevage en Équateur. L'une des premières initiatives de ces propriétaires terriens fut de pousser à l'adoption d'une mesure connue sous le nom de « décret du 26 juillet 1906 » qui élimina les taxes à l'importation sur le machinisme agricole, très important dans les années 1920 (Saint-Geours 1984). Cette action, ainsi que d'autres visant à influencer la politique agricole et à l'engager sur la voie de la modernisation, fut canalisée à travers la Société nationale de l'agriculture (SNA) qui, en 1913, eut à sa tête (SNA 1929) Neptali Bonifaz Ascázubi[80], propriétaire de l'hacienda Guachalá.

[80] Personnalité du monde politique et économique au XXe siècle, il fut nommé Président de la République, mais n'en exerça jamais les fonctions. Il fut aussi le premier président de la Banque centrale de l'Équateur.

Après un ralentissement du projet de modernisation de l'agriculture et en particulier de l'élevage entre 1920 et 1940, il fut néanmoins repris par la suite, et l'appui de l'État à cette initiative fut alors plus visible. L'installation de « stations expérimentales d'agro-élevage »[81] qui travaillaient principalement à l'adaptation du matériel génétique importé se poursuivit. C'est à Cayambe, en 1941, que la « Station expérimentale centrale d'agro-élevage » fut implantée, laquelle facilita l'importation de machines, de bétail et de semences pour être mis à la disposition des producteurs de la zone. Des essais y furent menés sur le blé et la pomme de terre, mais le cœur de leur activité fur néanmoins l'élevage laitier (Barsky 1980). Un an plus tard, la Station agricole expérimentale de l'Équateur fut créée avec l'appui technique et économique des États-Unis. Elle s'associa au développement technologique du secteur laitier par un programme de recherche consacré à l'amélioration des pâturages et des fourrages et aussi au cheptel laitier (CEPAL 1954).

La consolidation de la production laitière, en tant qu'axe central de l'activité des haciendas privées de la Sierra centrale et septentrionale, conduisit à la création de l'Association Holstein Friesan (AHF) de l'Équateur (Caballero & Hervas 1985). Elle fut fondée en 1942, là aussi par des propriétaires terriens liés à la politique nationale, notamment les anciens Présidents Isidro Ayora et Galo Plaza Lasso. Cette association devint la référence technique de l'élevage laitier dans le pays, son principal intérêt s'étant porté sur la promotion des technologies utilisées en Europe et aux États-Unis pour développer la production laitière. Le ministère de l'Agriculture aida également à la mise en place de programmes de formation à la gestion des pâturages et des fourrages, à l'insémination artificielle, à la nutrition animale, et fut créé le « Programme de contrôle laitier[82] », l'un des plus anciens d'Amérique latine (Caballero & Hervas 1985). Depuis sa création, cette organisation a concentré son travail en matière d'innovation sur les domaines de l'alimentation, de la médecine vétérinaire, l'utilisation de machines et de services pour la production laitière.

Tandis que l'AHF assumait un rôle d'appui-conseil technologique en vue du développement de l'élevage, en 1964 se créait l'Association des éleveurs des régions Sierra et Est (AGSO en espagnol) qui est devenue une sorte de bras politique des éleveurs.

[81] À partir de 1920, sous la houlette de la Direction technique de l'agriculture des stations expérimentales ont été créées dans différentes régions du pays, qui servaient de centres d'essai des technologies agricoles importées.

[82] Suivi régulier de la production laitière d'un troupeau, en tant qu'outil de décision.

Son rôle principal était d'impulser des politiques de défense des intérêts de ses membres. Depuis sa création, l'AGSO a joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'une politique de fixation de prix minimaux à la production laitière, d'exonération douanière pour les importations d'intrants liés à l'élevage, et dans l'impulsion d'une politique de crédit subventionnée de la Banque nationale de développement[83], outre son influence sur les programmes de recherche de l'État (Espinel 1988). En effet, après les années 1950, l'intervention de l'État fut fondamentale dans le développement de l'activité laitière, politique interventionniste dans laquelle les associations d'éleveurs ont toujours joué un rôle actif.

2.3.3. La transformation, soutien à l'expansion de la production laitière

Tandis qu'à proximité des exploitations le lait était essentiellement commercialisé frais, dans les zones plus proches du littoral (Costa) et donc plus éloignées de la sierra, le lait arrivait déjà transformé. La fabrication de fromages et de beurre existait déjà au temps de la Colonie, mais elle connut un essor commercial important au cours des premières décennies du XXe siècle. La transformation fut à cet égard fondamentale pour l'expansion du marché de la production laitière.

De même, dans les campagnes, la technologie de transformation des produits laitiers commença à se moderniser. Les propriétaires terriens furent les propres promoteurs de la modernisation agricole et pour cela ils n'ont pas hésité à construire ou à améliorer leurs ateliers de transformation. Les zones de San Agustín de Calllo, Guaytama et Ciénega, situées au sud de Quito, sont connues comme étant pionnières dans la modernisation de la transformation du lait, l'importation de machines pour la fabrication du beurre, et le renforcement des procédés industriels pour fabriquer du lait en poudre (Arcos & Merchán 1976). Ce furent les premiers signes de la naissance de l'industrie laitière dans la zone.

Est créée en 1940, dans l'une des haciendas du territoire de Kayambi, la « Fabrique nationale de produits laitiers » pour transformer une grande partie du lait produit dans la zone en beurre, fromage et lait en poudre. Ces produits étaient commercialisés à Quito, Guayaquil, Ambato, Esmeraldas et en Colombie (Barsky *et al.* 1980). Mais après la réforme agraire (1964), l'activité de cet atelier de transformation

[83] Banco Nacional de Fomento (BNF), banque publique offrant des programmes de financement de l'agriculture et de l'élevage. Le secteur de l'élevage siégeait d'ailleurs au conseil d'administration de la BNF.

déclina en raison de l'apparition de nouveaux acteurs dans le secteur, notamment Nestlé (1972) (§3.) et de la réduction de la production laitière disponible sur le territoire. Cette réduction, selon Muyzert (1977), s'explique par la diminution du nombre de têtes de bétail après la remise des haciendas aux ouvriers agricoles, les choix des paysans en termes de production qui auraient préféré les cultures à l'élevage et l'augmentation de l'autoconsommation de lait au sein des familles paysannes.

2.4 Fin des relations précapitalistes de production : une réforme agraire qui se tisse entre luttes paysannes et révolution agricole (1930 - 1964)

Le régime des haciendas et les relations de type précapitaliste se sont prolongés jusqu'au milieu du XXe siècle, moment où les luttes paysannes ont commencé à prendre corps pour s'insurger contre ce modèle d'exploitation, le projet de modernisation de l'agriculture conduit par les propriétaires terriens et le contexte politique national et international[84]. Il en est résulté la suppression de ces relations précapitalistes de production et l'accès à la propriété foncière pour qui, jusqu'alors, appartenaient à la catégorie de travailleurs agricoles.

L'érosion de la structure du pouvoir local depuis l'exclusion de l'Église (1908, loi dite des « mains mortes ») a été un terreau fertile pour l'action de la classe indigène et à laquelle se sont unis d'autres secteurs de la société, en particulier dans les années 1920 et 1930. Nous montrerons dans cette partie que les exigences des Kayambis ont dépassé le cadre local, pour déboucher sur des transformations plus profondes touchant aux structures de la société équatorienne.

2.4.1. La lutte indigène met le régime constitué au pied du mur : Cayambe, berceau du syndicalisme équatorien

Éclata en 1919 la première révolte des ouvriers indigènes de l'hacienda Pesillo (Rodas 2007), qui réclamaient un salaire en argent, droit qui leur était accordé depuis 1899, mais qui n'était pas toujours respecté. Cet épisode s'inscrivait dans la mouvance d'une révolte sociale plus générale concomitante à une succession d'événements mondiaux et locaux (Illustration 11). En effet, cette période a vu le triomphe de la Révolution bolchévique de 1917, les massacres de travailleurs à Guayaquil (1922)[85] et à

[84] La révolution cubaine, la réforme agraire.

[85] Après la chute des exportations de cacao, l'Équateur traversa une crise économique qui provoqua la mobilisation de plusieurs groupes d'ouvriers en 1919, 1921 et 1922. Cette année-là les masses

l'hacienda Leito (1923)[86], et un peu plus tard la « Révolución Juliana » (1925)[87]. C'est dans ce contexte que le mouvement de gauche a commencé à s'organiser en Équateur, d'abord composé de différents milieux, intellectuels, artisans, ouvriers, jeunes militaires : le Parti socialiste équatorien (PSE) est officiellement fondé en 1926. Quelques mois avant la fondation du PSE, naissait à Cayambe la première organisation d'ouvriers indigènes sous le nom de Syndicat des travailleurs paysans de Juan Montalvo (STCJM)[88]. Ce mouvement engagea sa première lutte avec le soulèvement de Changalá en 1926, pour contrer l'intention d'une famille terrienne de Cayambe de vendre des terres communautaires remises à des indigènes à l'époque de la Colonie.

Jesus Gualavisi, indigène de Cayambe, assista au premier congrès du PSE, ce qui consolida l'assise de ce parti au sein des communautés indigènes, en particulier de Cayambe (Becker 1999). Mais cette alliance PSE - peuples indigènes fut interprétée de différentes manières par les deux parties. Alors que pour le PSE, il s'agissait d'une alliance ouvriers-paysans de caractère classiste, où le rôle des indigènes était d'accentuer le côté rural et paysan de l'alliance, les Indiens *indigénistes* pour leur part initiaient un projet, encore que de manière non explicite, de restructuration d'une ethnie (Maiguashca 1988). Ce fut une étape charnière pour les débats engagés et l'origine des divergences stratégiques au sein des syndicats et entre eux.

L'organisation indigène et les protestations se poursuivirent à Cayambe, en partenariat aussi avec des groupes socialistes du milieu urbain. Entre 1926 et 1930, plusieurs syndicats virent le jour, Tierra Libre, Pan y Tierra y El Inca, tous dans des haciendas situées au nord du canton Cayambe. En 1930, ces syndicats poussèrent des travailleurs des haciendas Pesillo, Moyurco et la Chimba (Becker 2002; Rodas 2007) à

ouvrières de Guayaquil décrétèrent une grève générale qui dura plusieurs jours, et s'acheva le 15 novembre avec le massacre de centaines de travailleurs. Ce triste épisode devint une référence de la lutte ouvrière équatorienne.

[86] Le 13 septembre 1923, des dizaines de travailleurs de l'hacienda Leito, dans la province de Tungurahua, succombèrent sous les tirs de l'armée qui tentait de mettre un terme aux protestations engagées par les indigènes quelques mois auparavant pour réclamer des droits sur les terres et des améliorations salariales.

[87] La révolution Juliana surgit en réaction au régime libéral ploutocrate alors au pouvoir. Le 9 juillet 1925, le Président libéral Gonzalo Córdova fut renversé par un coup d'État. Ce processus reçut le soutien des classes moyennes et populaires de Quito et de Guayaquil. La révolution Juliana permit d'instaurer une nouvelle ère et l'attention de la part de l'État vis-à-vis de la classe ouvrière.

[88] Il fut créé en janvier 1926 dans la paroisse de Juan Montalvo, au nord du centre urbain de Cayambe. Avec à sa tête Jesús Gualavísí, cette organisation se donna pour mission de défendre les terres des paysans, faire augmenter les salaires et en même temps réduire le nombre de tâches et d'heures de travail, en terminer avec le travail obligatoire non rémunéré, et exiger de meilleurs traitements en dénonçant les abus des propriétaires et des contre-maîtres (Salamea 1980).

une grève, l'une des plus retentissantes, mais non la dernière. C'est la condition d'opprimés à laquelle étaient assujettis les ouvriers urbains et les paysans indigènes par un groupe minoritaire détenteur du pouvoir économique et politique qui conduisit ces deux mondes culturellement opposés à s'affronter sur fond de revendications de classe. La grève, arme traditionnelle de la classe ouvrière urbaine, devint un puissant moyen de pression et de protestation du monde indigène (Albornoz 1971). Les revendications des syndicats des travailleurs ruraux étaient de nature sociale, liées à leurs conditions matérielles et de travail[89].

Outre les grèves de Cayambe désormais célèbres surgit l'idée d'y organiser le premier « Congrès des organisations indigènes », initiative contrariée par l'intervention de l'armée et l'emprisonnement de plusieurs dirigeants socialistes. Même si ce congrès ne put se tenir, le programme politique de la manifestation fut connu de tous. Mises à part les demandes formulées au cours de journées de grève spécifiques, les indigènes allaient y déclarer leur intention de militer en faveur d'une réforme agraire, et d'exiger un traitement égalitaire. Ceci devait se traduire par la reconnaissance de leur citoyenneté, droit dont ils étaient privés en tant que personnes analphabètes, ce qui les empêchait de participer à la vie politique et de voter (Prieto 1978). Le congrès indigène étouffé dans l'œuf quelques mois plus tard, les Indiens organisèrent d'autres grèves et marches à Quito pour négocier directement avec les représentants de l'État. Leurs demandes ne se limitaient plus alors au problème des relations ponctuelles entre eux et propriétaires d'haciendas.

L'intensification des protestations rurales et la naissance d'un État qui, après la révolution Juliana, se voulait interventionniste, donnèrent lieu à l'adoption de plusieurs lois qui furent considérées comme des victoires de la lutte syndicaliste. La loi sur le

[89] Lors de la grève de 1930, les indigènes présentèrent un cahier de doléances en douze points : I) Cessation des mauvais traitements ; II) Suppression du travail obligatoire pour les femmes ; III) Suppression des services domestiques de type *huasicamas* et majordomes ; IV) Suppression de la dîme et des prémices ; V) Fourniture d'outils aux travailleurs ; (VI) Baisse du nombre de brebis à charge du *cuentayo* ; (VII) Augmentation du salaire des *huasipungueros* et des péons libres ; (VIII) Allocation de *huasipungos* aux ouvriers rattachés ; IX) Diminution des journées supplémentaires destinées au travail à l'hacienda ; X) Élimination de l'obligation de reconstitution du cheptel mort ; XI) Comptes établis chaque année avec un représentant des travailleurs ; XII) Paiement du salaire journalier tous les 15 jours (Prieto 1978).

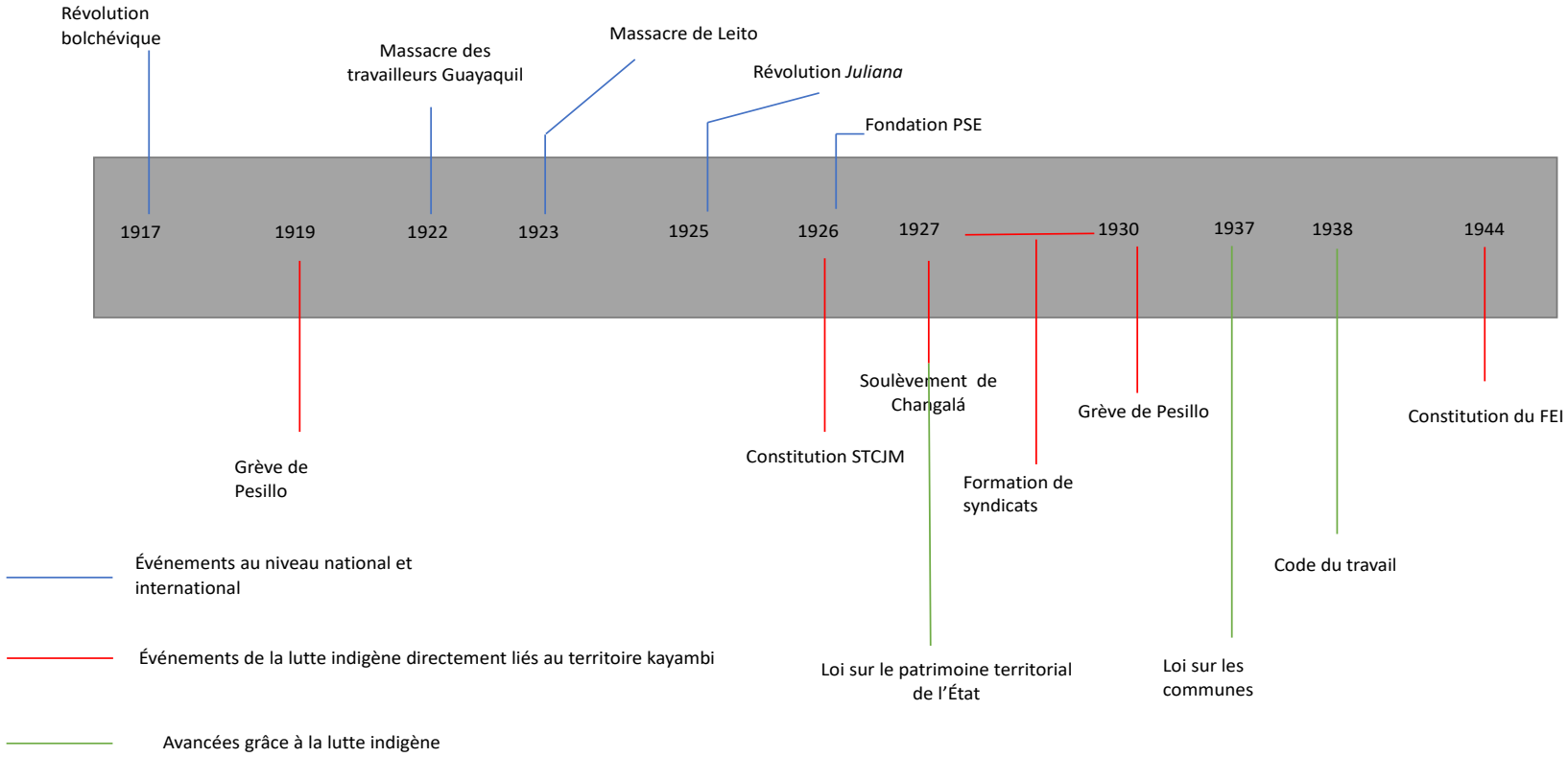
patrimoine territorial de l'État (1927)[90], la loi sur les communes (1937)[91] et la loi sur le travail (1938) servirent d'instruments à l'État pour arbitrer les conflits du travail et des conflits ruraux. Pour le monde rural, l'une des législations les plus importantes fut la loi sur les communes, qui reconnut la propriété communale indigène (Ibarra 2004). Néanmoins, cette loi fut également interprétée comme un mécanisme permettant de reprendre le contrôle sur les peuples indigènes en affaiblissant les organisations établies (Becker 1990); mais paradoxalement, à moyen terme, elle finit par les renforcer (CONAIE 1988), car elles devinrent la base sociale qui aujourd'hui est formée par les organisations sociales indigènes et paysannes aux niveaux local, régional et national. Dans les années 1930, *les affaires indigènes* furent déléguées au ministère de la Protection sociale[92], qui mit en place une politique de protection en faveur des populations indigènes, mais sans reconnaître ses membres comme des acteurs économiques.

[90] 33 La loi sur le patrimoine territorial de l'État fut promulguée en 1927 pour clarifier le domaine public de l'État et le domaine public communal, en ordonnant son enregistrement et la réglementation de sa gestion (Ibarra 2004)

[91] Son nom officiel est loi sur l'organisation et le régime des communes ; promulguée en 1937, elle reconnaît la circonscription communale. Communautés, *parcialidades*, annexes et hameaux pouvaient être reconnus en tant que commune, qu'ils possèdent ou non des biens communaux. Dans le cadre de l'ordonnancement politico-administratif du territoire, la commune devenait l'unité minimale de l'organisation rurale, en étant rattachée à la paroisse *(ibid.)*.

[92] Dénommé à l'époque ministère de la Prévention sociale, il devint ensuite le ministère du Bien-être social et il s'est transformé aujourd'hui en ministère de l'Inclusion sociale.

Illustration 11.
Chronologie des évènements ayant marqué la lutte indigène sur le territoire kayambi au cours de la première moitié du XXème siècle



Élaboration : Román P

Le monde paysan renforce sa présence sur la scène politique nationale avec la création de la Fédération équatorienne des Indiens (FEI) en 1944[93], qui eut pour dirigeants des indigènes kayambis[94]. Si la FEI fut créée pour défendre les intérêts de ses membres, elle participa aussi aux luttes nationales aux côtés des mouvements de gauche. Non encore reconnue par l'État, elle participa néanmoins au soulèvement populaire qui a abouti au renversement du président Arroyo El Rio (1944). Cette insurrection, connue sous le nom de La Glorieuse, fut suivie d'une réforme constitutionnelle à laquelle participèrent activement les mouvements de gauche. Cette réforme alla même jusqu'à proposer l'expropriation de terres non cultivées, projet qui a été rapidement écarté par une contre-réforme un an plus tard (Zapatta 2007).

Les luttes paysannes ont abouti à quelques bons résultats : l'abolition du travail gratuit des femmes et de la famille paysanne ; la diminution du temps de travail dans les haciendas, avec des journées de huit heures ; l'augmentation des salaires ; l'allocation de *huasipungos* pour les travailleurs rattachés ; l'élimination de la dîme à l'Église (Prieto 1980). C'est l'action paysanne qui jette les bases de la transformation des relations avec l'hacienda. Même si les haciendas de l'État furent le scénario principal des conflits entre ouvriers indigènes et exploitants, elles ne furent pas les seules. La FEI appuya les actions de protestation des indigènes au sein des haciendas privées, par exemple celle menée par les *huasipungueros* de l'hacienda Pitaná qui ne leur avait pas versé leurs salaires (Salamea 1980).

Les individus d'origine indigène, qui jusqu'à présent avaient uniquement été considérés comme des sujets de devoirs vis-à-vis de l'État et de leur patron, revendiquèrent alors une reconnaissance et des droits. En définitive, leurs actions et demandes dépassèrent le niveau local pour englober l'ensemble de la société et déboucher sur une transformation progressive des structures tangibles et intangibles. Au cours des

[93] C'est en juillet 1944, à la suite de la révolte connue sous le nom de La Glorieuse qui aboutit à l'éviction du Président Arroyo du Rio, que la Confédération des travailleurs de l'Équateur (CTE) fut constituée. Un mois plus tard naît la FEI, qui ne fut reconnue par l'État qu'en janvier 1945, et devint l'aile paysanne de la CTE. « *La FEI se compose de communes, coopératives, syndicats, institutions culturelles et de défense des indigènes, ainsi que de tribus. Les objectifs de la FEI sont : a) réaliser l'émancipation économique des Indiens équatoriens ; b) élever leur niveau culturel et moral tout en conservant ce qu'il y a de bon dans leurs coutumes et institutions ; c) contribuer à la réalisation de l'unité nationale ; et d) établir des liens avec tous les Indiens d'Amérique* » (FEI 1945). Il existe un débat non résolu sur la question de savoir si les revendications de la FEI lors de sa création étaient de nature ethnique ou de classe. Le fait est qu'en son nom, furent mises en avant des questions ethniques, alors que c'est le mouvement syndical qui inspira sa création.

[94] Jesús Gualavisí fut élu président et Dolores Cacuango trésorière. Cette dernière est reconnue comme l'une des grandes figures féminines de la lutte indigène (Becker 1990)

années 1950, le panorama international, notamment le triomphe de la Révolution cubaine, donna un nouvel élan aux exigences de réforme agraire de la part de l'alliance ouvriers-paysans, ainsi qu'elle fut baptisée (Becker 1990).

2.4.2. La lutte indigène et l'élan de modernisation convergent vers la liquidation du *huasipungo*

Depuis qu'elle a été amorcée, la transformation productive de l'hacienda a supposé la recherche de nouvelles ententes avec les ouvriers indigènes et une évolution de leur statut. De nombreux *huasipungueros* ont été relocalisés à l'intérieur de l'exploitation, forcés d'abandonner les meilleures terres agricoles au propriétaire des lieux. Les activités assignées aux paysans ont peu à peu été modifiées en fonction des systèmes de production mis en place, qui exigeaient une main-d'œuvre plus réduite et un certain degré de spécialisation.

À l'origine de la modernisation technique des processus de production, ces propriétaires terriens précurseurs ont également pris l'initiative de dissoudre les relations de travail précapitalistes. Mais la classe des propriétaires terriens n'était pas homogène et seul un petit groupe de ceux-ci, souvent proches du pouvoir politique, était ce que l'on appelait les modernisateurs, par opposition aux propriétaires traditionnels et aux exploitants locataires. En 1959, l'hacienda Guachalá fut l'une des premières à remettre aux indigènes des *huasipungos*, parcelles dont ils avaient l'usufruit en échange de leur travail (Barsky *et al.* 1980; Costales & Costales 1971). La spécialisation croissante des exploitations dans la production laitière et l'incorporation de la machinerie agricole avaient entraîné une baisse de la demande de main-d'œuvre. Il s'ensuit que la liquidation des relations précaires de travail n'affecta pas directement la structure productive des haciendas, mais se convertit plutôt en une stratégie d'allégement de la pression économique (rappelons que l'hacienda classique était profondément paternaliste et conduisait le propriétaire à assurer la sécurité alimentaire et le règlement des conflits), que constituait la masse d'ouvriers difficile à absorber par le nouveau modèle productif. En outre, elle servit à neutraliser les demandes de la résistance indigène, ce qui fut le début de la fin du système des *huasipungos*, laissant la place à une utilisation moins coûteuse et plus efficace de cette force de travail par les propriétaires terriens.

Les luttes indigènes et la modernisation des haciendas avaient emprunté des voies parallèles depuis le début du XXe siècle, et à la fin des années 1950, les parties en présence

(indigènes et propriétaires fonciers) s'accordaient sur la nécessité d'une modification de la structure agraire. Au-delà de ces *coïncidences* internes, commençait la mise en œuvre du programme piloté par les États-Unis, l'Alliance pour les progrès[95] qui promouvait des réformes agraires dans toute l'Amérique latine (Gondard & Mazurek 2001).

La force sociale corporative que les propriétaires modernisateurs avaient fait naître leur conféra une place privilégiée à la table des discussions préparatoires à l'élaboration de la loi sur la réforme agraire. C'est par l'intermédiaire de la Chambre d'agriculture de la première zone, autre structure créée par les propriétaires modernisateurs, que ce secteur participa au débat et à la formulation de propositions pour le projet de loi de réforme agraire (Barsky 1980), contrairement au secteur indigène qui fut simplement exclu du processus. La participation des propriétaires terriens se prolongea jusqu'à la mise en œuvre de cette réforme, lorsque, à travers les chambres d'agriculture, ils furent invités à siéger au conseil d'administration de l'Institut équatorien de réforme agraire et de colonisation (IERAC) (Brassel *et al.* 2008), organisme constitué pour mettre en pratique la réforme. La première loi de réforme agraire et de colonisation fut donc promulguée en 1964 en Équateur, avec le soutien de la classe des propriétaires terriens pour qui cette loi devait être un instrument de modernisation de l'agriculture (Barsky 1980, p. 198).

Cette législation mit fin aux relations précaires de production en rendant obligatoire la remise en pleine propriété des *huasipungos* aux indigènes ex-ouvriers des haciendas et dépendant du système. Elle prévoyait par ailleurs la division et colonisation des haciendas de l'État et la préservation exclusive des exploitations *hautement productives*. Pour les exploitations privées considérées comme *peu productives*, un délai de trois ans leur fut accordé, en quelque sorte une période de grâce, pour se moderniser et éviter leur affectation (Jordán 2003). Mais l'État ne surveilla pas de près le processus de modernisation. En outre, la loi établit des limites à la propriété foncière, et dans la Sierra, elle fut de 1000 hectares (Becker & Tutillo 2009). Ainsi, ces limites importantes

[95] En août 1961, un programme de nature économique sociale fut approuvé lors d'une réunion du Conseil interaméricain économique et social, porté et financé par le gouvernement de J.F. Kennedy. Son objectif était « d'améliorer les conditions de vie des habitants du continent », et les États-Unis promettaient un soutien technique et économique dans la mise en œuvre de plusieurs politiques, dont des réformes agraires sur l'ensemble du continent. L'Alliance pour le progrès fut perçue comme une stratégie visant à contenir l'effet domino que la Révolution cubaine pouvait avoir dans le reste du continent.

à la propriété et le faible contrôle de l'État sur le processus de modernisation entravèrent fortement la redistribution des haciendas sur le territoire kayambi.

La réforme agraire de 1964 permit toutefois d'alléger la lourde charge que représentaient les relations précaires de production au sein des haciendas en passe de se moderniser. Elle contribua en outre à apaiser les protestations indigènes, en procédant au démembrement des terres appartenant à l'État et à leur répartition au profit de certains d'entre eux. Mais la classe des propriétaires terriens réussit aussi à profiter du morcellement des terres de l'État en parvenant, dans certains cas, à acquérir les meilleures terres. Ce fut le cas de l'hacienda publique de la paroisse Tupigachi, dont les meilleures terres agricoles passèrent aux mains de propriétaires fonciers, tandis que celles à flanc de montagne, notamment Mojanda, échurent aux indigènes (Cliche 1995).

L'adjudication des terres de l'État aux paysans par le biais de la réforme agraire de 1964, mais sans toucher à celle de la propriété privée, entraîna une différenciation dans l'accès à la terre, en termes quantitatifs et qualitatifs, entre les travailleurs liés aux haciendas de l'État et ceux liés aux domaines privés. L'autre élément de différenciation, apportée par cette loi de réforme agraire parmi la paysannerie naissante, fut l'abandon des diverses formes de relations de travail précapitalistes qui étaient la règle dans les haciendas et auxquelles était soumise la population indigène. La réforme ne permit que l'attribution de terres aux *huasipungueros*, ne reconnaissant donc pas les travailleurs ayant un statut distinct, ce qui conduisit à les marginaliser.

Outre le cadre juridique établi par la réforme agraire pour ce qui était de l'accès à la terre ou non par les paysans, d'autres formes de négociations furent engagées entre paysans et propriétaires d'haciendas, liées à d'autres facteurs. En effet, d'autres pourparlers furent engagés par ces deux parties, compte tenu par exemple du droit que le propriétaire d'hacienda avait sur les travailleurs, des procès intentés par certains de ceux-ci réclamant la reconnaissance de leur accès ou accès amélioré à la terre, ou même des conséquences néfastes des émeutes dans les haciendas (victimes mortelles et autres) qui furent mises en avant lors des négociations. Un tel contexte façonna les différents régimes d'accès à la terre, mis à part ceux prévus par la loi, au point que, bien que de manière ponctuelle, certains reçurent un bout de terre sans avoir été reconnus par la loi comme de possibles bénéficiaires. Suite à cette importante loi de réforme agraire, des coopératives agricoles furent créées sous l'égide de l'État (§3). La constitution de ces coopératives entraîna des processus supplémentaires de négociation entre agriculteurs, débouchant

alors sur des différenciations plus marquées, car par ce biais certains paysans purent acquérir davantage de terres (Martínez 2016).

À la fin des années 1960, les politiques étatiques tournaient autour du modèle économique d'industrialisation par substitution des importations, mis au point par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). C'est dans ce contexte qu'intervint la deuxième réforme agraire en 1973 qui eut pour but d'améliorer les niveaux de production agricole en faisant pression, d'une part, sur les propriétaires fonciers qui ne s'inscrivaient pas encore dans une logique de modernisation et en contribuant d'autre part, à améliorer la capacité de production de la classe paysanne ayant accédé à la terre, ce qui contribuait à accroître son pouvoir d'achat, facteur indispensable pour dynamiser le modèle. Ainsi, la réforme agraire du point de vue du modèle CEPAL entraîna la libération, depuis les campagnes, de la main-d'œuvre nécessaire aux secteurs en voie d'industrialisation (Brassel *et al.* 2008; Chiriboga 1988).

L'abolition définitive des relations précaires par la réforme agraire mit définitivement fin à la révolution agricole qui avait éclatée au début du XXe siècle, en consacrant le projet modernisateur d'une partie de la classe propriétaire terrienne. Cette dernière détentrice aussi du pouvoir politique joua un rôle de catalyseur technique et professionnel, postérieurement à la révolution agricole surgie au cœur même des terres placées sous son contrôle.

Le territoire kayambi fut donc le théâtre, pendant une soixantaine d'années, de l'évolution d'un projet systémique de changements à plusieurs niveaux (technique, organisationnel, relations sociales de production) du régime agricole qui était né et avait été forgé au temps de la Conquête espagnole. Cette évolution-révolution devait se perpétuer par la suite pour déboucher sur une nouvelle logique productive. À la différence du modèle productif mis en place par l'hacienda précapitaliste, qui visait la maîtrise de la terre et de la main-d'œuvre, cette nouvelle rationalité d'appropriation de la richesse passe par l'acquisition de bétail d'élevage et l'accès aux écosystèmes permettant une meilleure reproduction du bétail. Ce nouveau modèle exige une main-d'œuvre numériquement moins importante, mais mieux formée, voire un certain degré de spécialisation pour la gestion animale et la pratique de la traite. C'est en partie pourquoi, à mesure que la modernisation se poursuivait, le *huasipungo* devenait un acteur obsolète, dépassé pour le projet de modernisation.

La logique du modèle agricole des haciendas se rapproche peu à peu du modèle de l'entreprise, en ce sens qu'il est fortement axé sur le marché des intrants, des produits et de l'emploi, même si les haciendas demeurent souvent une propriété familiale. Le nouveau modèle de production est dès lors entièrement tourné vers l'extérieur. L'hacienda perd peu à peu de sa logique de système autonome et autarcique qui caractérisa son fonctionnement pendant plus de trois siècles. Même si la production des haciendas est tournée vers l'extérieur, elles restent un symbole de pouvoir territorial, culturel et économique et un patrimoine historique pour les familles propriétaires qui leur confèrent un statut, y compris encore à ce jour, de prestige.

Cette révolution a donc consolidé les bases de l'évolution quantitative et qualitative de l'organisation agricole et alimentaire sur le territoire : augmentation du rendement, modification de l'aménagement spatial de la production agricole et de l'élevage, modification des surfaces cultivées, intensification des échanges commerciaux à travers les marchés, émergence d'une nouvelle classe de propriétaires de terres agricoles et nouveaux acteurs (industrie du lait).

2.5 Pendant trois siècles, l'hacienda correspond à l'espace alimentaire des indigènes (XVIIe-XXe siècle)

Au cours du XVIIe siècle et alors que le système des haciendas se consolidait, la population indigène dépourvue de moyens matériels, mais devant payer des impôts à l'État, trouvait dans l'hacienda et le *concertaje* leur seule source de subsistance (alimentaire, économique et sociale). En échange de leur travail, les Indiens recevaient *le huasipungo* où ils édifiaient leur habitation et cultivaient la terre pour subsister. Les « bénéficiaires » de ces parcelles, à savoir les *concertajes* s'y installaient avec les membres de leur famille directe et indirecte, appelés les « *arrimados* » ou *attachés*[96], formant de véritables communautés, au sein desquelles se tissait un réseau relationnel qui leur permettait de subsister et notamment de s'alimenter et qui, plus tard, après la dissolution des haciendas (1964), allaient devenir les innombrables petites collectivités du territoire kayambi.

[96] Il s'agissait de parents qui, sans faire partie du noyau familial du *huasipunguero*, vivaient et travaillaient dans le *huasipungo* pour assurer leur subsistance et appuyaient également le travail à l'hacienda.

2.5.1. Bouleversements dans les coutumes alimentaires du système kayambi, catastrophiques pour la population indigène

Avant la colonisation, l'agriculture sur le territoire kayambi avait pour finalité principale la production de denrées alimentaires —pour garantir avant tout la sécurité alimentaire de la population locale— puis en cas d'excédents de favoriser l'échange, mais toujours à des fins alimentaires. Au sein des *ayllus* (§ 1) étaient cultivées des parcelles sur différents étages bioclimatiques afin de tirer parti de la diversité écologique, de diversifier l'alimentation, de répartir le travail au cours de l'année et aussi les risques en cas de mauvaises récoltes. Vivant de leurs récoltes, de la cueillette, de la chasse et de la pêche, la population préhispanique des Andes équatoriennes assurait son alimentation grâce à un régime que l'on pouvait qualifier de diversifié, compte tenu de la grande variété des espèces, notamment végétales, qui le composaient (Estrella 1986; Naranjo 1986; Pacheco 1991)

La production de denrées alimentaires dans les *ayllus* fut peu à peu perturbée par les divers systèmes socioéconomiques imposés par l'ordre colonial. À cause des impôts en nature et en travail, le système de l'*encomienda* eut une incidence sur la quantité de nourriture et la main-d'œuvre disponible. Plus tard, la spoliation des ressources naturelles dont furent victimes les populations préhispaniques, amorcée avec le système de *réduction* et consolidée avec le système des haciendas, limita leur possibilité de cultiver sur différents étages écologiques. La perte considérable d'autonomie des Indiens *conciertos* en ce qui concerne la gestion de leur temps et de leur travail, totalement voués aux haciendas, conduisit au démantèlement des réseaux d'échange existants avant l'arrivée des Espagnols. La rupture de l'organisation sociale (*ayllus*) des populations préhispaniques eut pour effet de bouleverser la gestion collective des affaires alimentaires qui servait à rationaliser la production des aliments, gérer la pénurie ou constituer des réserves en cas de catastrophe.

Deux spécialistes des maladies liées à l'alimentation des populations indigènes de la région nord de la Sierra s'accordent à penser qu'après la colonisation, une dégradation sur le plan nutritionnel fut observée dans l'alimentation des populations indigènes (Naranjo 1986; Pacheco 1991). Parmi les causes possibles, ces médecins citent l'absence de moyens matériels suffisants et l'exploitation physique à laquelle elles étaient soumises (Naranjo 1986).

Naranjo (1986) Cet auteur reprend les observations consignées par une mission envoyée par la Couronne espagnole dans la province de Quito au XVIIIe siècle, qui rendent compte d'une population indigène qui, au quotidien, se débat entre l'exploitation, les châtiments, les dettes, la maladie et la faim.

> *« Il semble impossible que ces misérables [par référence aux indigènes], […] survivent ainsi, leur nourriture se réduit à deux ou trois cuillerées de farine d'orge, qu'ils portent à leur bouche, mélangent un peu avec leur langue, avalent, puis tout de suite après ils boivent une grande quantité d'eau ou de chicha qui est une sorte de bière, faite de maïs bouilli dans l'eau […]. C'est à cela que se limite la subsistance d'un Indien »* [(Juan & Ulloa 1826; Naranjo 1986)].

Dans la même lignée que Juan et Ulloa, le docteur Eugenio Espejo, grande figure de la médecine de l'Audience royale de Quito, rapporte dans son ouvrage *Reflexiones sobre las viruelas* (Réflexions sur la variole), les conditions de vie de cette population, certaines en référence à la pénurie de denrées alimentaires dont souffraient certains groupes au sein de cette société coloniale, dont les corps affaiblis étaient les hôtes tout trouvés de cette maladie tant redoutée.

> *« […] ces gens ne semblent même pas avoir d'âme tant leur indigence est grande [parlant des ouvriers des haciendas] ; ils n'osent même pas dépenser un malheureux réal qu'ils reçoivent en pain, et pour faire durer le secours qui leur est porté, en font de la farine d'orge […].[…] ces pauvres ne peuvent acheter le moindre morceau de viande, se contentant de goûter la maigre pitance qu'ils ont tant de peine à se procurer et appellent moitiés […] pommes de terre et chou font tout le repas de ces malheureux » [* E. Espejo *1747] dans* (UCE 1952)].

Les carences et la faible variété alimentaires, relatées dans les récits d'Espejo (1747 - 1795) et de Juan & Ulloa (1826), sont le reflet de la réalité et des conditions matérielles dans lesquelles vivait le travailleur agricole à l'époque. Le solde que reçoit l'Indien *huasipunguero*, en compensation de l'obligation qu'il a de travailler six jours par semaine à l'hacienda, sert directement au paiement de l'impôt exigé par l'État et des dons réclamés par l'Église ; mais trop souvent, le maigre solde ne suffisait pas et il devait emprunter auprès de son patron, pour s'acquitter des obligations qui lui étaient imposées. Avec un pouvoir d'achat pratiquement inexistant, l'ouvrier agricole se sustentait de ce qu'il produisait sur le lopin de terre qui lui était concédé, de quelques échanges avec des proches et en aggravant son endettement (secours et subsides) auprès du patron de

l'hacienda, qui avait tout pouvoir sur la qualité, la quantité et le prix des produits qui étaient proposés.

Les conditions matérielles de reproduction des travailleurs agricoles se détériorèrent davantage encore avec la réorientation productive des haciendas au début du XXe siècle. L'élevage laitier, qui a pris de l'essor, devenant la principale activité des haciendas de la zone, s'est progressivement étendu aux plaines et terres de basse altitude, perturbant d'autant l'accès aux ressources naturelles par les travailleurs des haciendas. Les parcelles qui leur étaient remises en usufruit ont peu à peu reculé, s'éloignant des vallées tempérées pour occuper des espaces moins propices aux cultures (terres plus hautes, 3000 m au-dessus du niveau de la mer, accidentées, terrains très pentus), ce qui eut une incidence sur les niveaux de production et la durabilité de leurs activités, compte tenu de la fragilité de certains écosystèmes.

Les études menées par Suárez (1934) sur les travailleurs ruraux font état d'une situation alimentaire qu'il qualifie « d'inadaptée du point de vue nutritionnel, maigre, au point de provoquer la faim ». Ce médecin équatorien dénonça, dans le cadre de ses recherches menées dans les années 1930, le fait que les troubles physiques et psychologiques dont souffrait la population active urbaine et rurale étaient causés par l'environnement économique et physique dans lequel se déroulait leur quotidien.

Le rapport production/consommation alimentaire pour les *huasipungueros* est négatif *(ibid.)*. Comme cela était fréquemment le cas, la famille du *huasipunguero* devait constamment emprunter auprès du patron de l'hacienda. Mais compte tenu des transformations productives et technologiques que connurent les haciendas au cours de la première moitié du XXe siècle, celles-ci devinrent moins dépendantes de la main-d'œuvre indigène ; et il est à supposer que le poids de l'endettement des *huasipungueros* diminua, mais provoquant par là même une augmentation de leurs carences et de la pression alimentaire. Ceci était encore accentué lorsqu'ils devaient faire face à d'autres dépenses vitales comme soigner les maladies, couvrir les frais de funérailles, ou même assurer les célébrations.

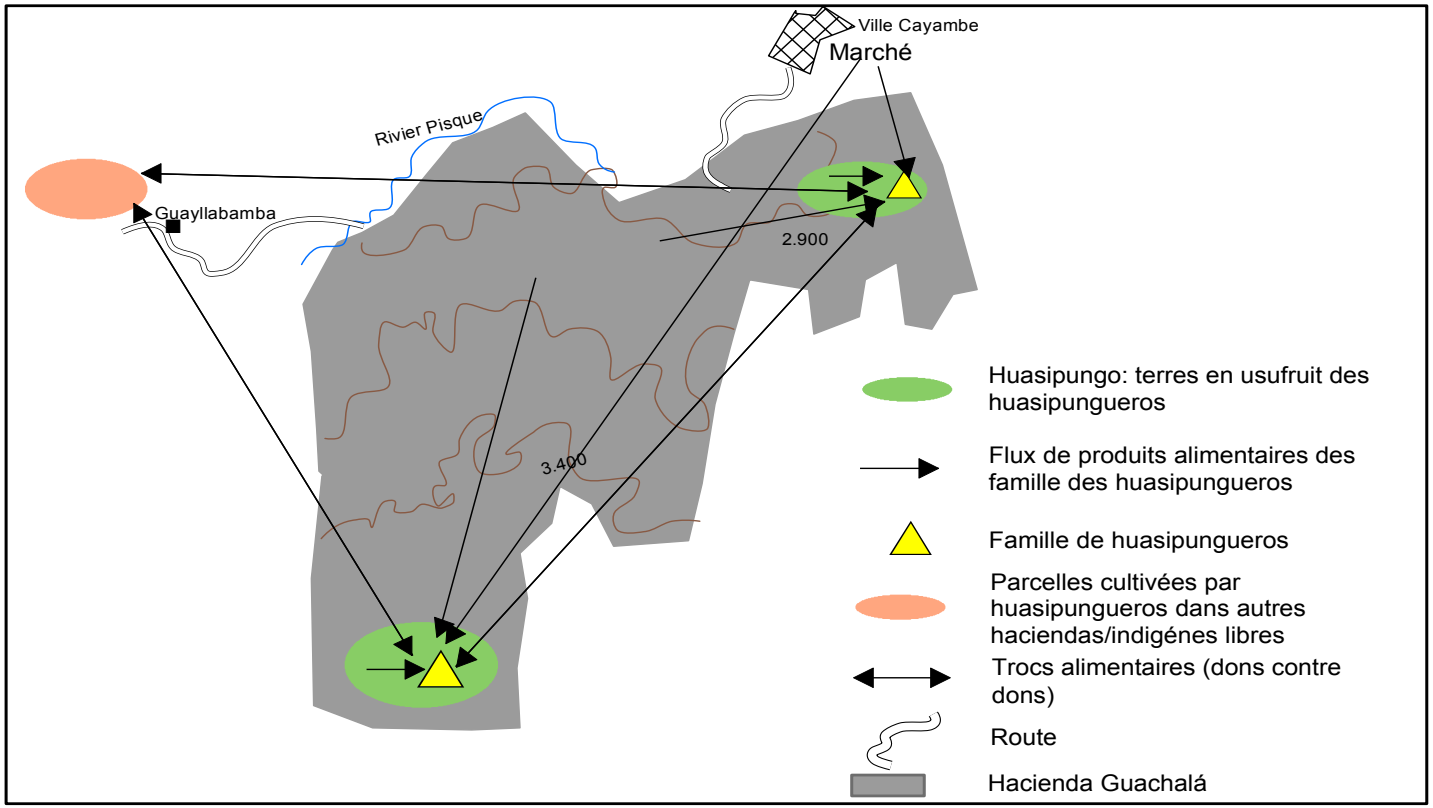
L'avancée de la production laitière, qui prenait le pas sur la production agricole, et le développement du travail salarié encouragé par divers acteurs (haciendas, groupes indigènes eux-mêmes, État) ont progressivement affaibli les transferts alimentaires qui s'opéraient depuis l'hacienda vers les ouvriers, augmentant le flux de biens destinés à la reproduction de la famille agricole grâce aux nouveaux débouchés (marché).

Au début du XXe siècle, les nouveaux types de relations, conduisant au versement de salaires aux travailleurs, s'établirent peu à peu, mais non de façon uniforme. La consolidation progressive de ce système signifiait l'affaiblissement du paternalisme, notamment en matière de sécurité alimentaire. Mais ce ne fut qu'avec la loi de 1964 portant réforme agraire que les relations de travail précapitalistes disparurent définitivement, ce qui mit fin à la dépendance alimentaire des indigènes vis-à-vis des haciendas. Forts de leur nouveau statut de paysans, ils élargissaient ainsi leurs possibilités de gestion de l'alimentation familiale grâce au troc, à l'autonomie de production, sans le contrôle ni les contraintes imposées par les haciendas.

2.5.2. Les denrées alimentaires dans les échanges

Au sien des haciendas, la subsistence des *conciertos* dependait avant tout de la production du *huasipungo*, des échanges entre indigènes à l'intérieur ou à l'extérieur des haciendas, et des aides que le propriétaire de l'hacienda leur consentait par le biais des « secorros y suplidos » que l'on peut traduire par « secours et subsides » (Illustration 12).

Illustration 12.
Différents flux à partir desquels les paysans accèdent à la nourriture - hacienda guachala, entre le XIXème et le XXème siècle



Élaboration : Román P.

Le système de domination auquel les indigènes étaient soumis dans les haciendas était fondé non seulement sur des pratiques coercitives, comme l'imposition de châtiments, mais aussi sur des pratiques qui conféraient au propriétaire de l'hacienda le rôle de protecteur. Le problème de l'accès aux denrées alimentaires était au centre de ces relations. Les secours et subsides faisaient partie de ces pratiques : une part de la production leur était distribuée, soit sous forme de rétribution pour leur travail, soit sous forme de prêt pour les aider.

La répartition *des secours*[97] se faisait de manière collective à différentes époques de l'année, la plus représentative pouvait être le moment de la récolte. Les Indiens *conciertos* répondaient à l'appel du propriétaire pour *lever* (récolter) les produits cultivés, en donnant lieu à un rituel où circulaient les aliments produits à l'hacienda, qui passaient du patron aux ouvriers. Cette pratique était perçue comme un acte de « générosité », ainsi que certains le reconnaissent encore aujourd'hui.

> *« Les propriétaires d'haciendas étaient également généreux […] lors des récoltes, ils donnaient beaucoup à manger à tout le monde avec de la viande et tout, c'était comme une fête, ils devaient dépenser beaucoup d'argent pour donner à manger à tout le monde […] ensuite ils nous donnaient la ration. »* Manuel C. (95 ans), fils d'un ancien travailleur d'hacienda.

Cette offrande de nourriture commençait par *l'uyanza*, soit l'organisation et remise de repas et de boissons préparés par les gens du patron à la fin de la récolte. Le personnel de l'hacienda répartissait les « secours » à chacune des communautés de *huasipungueros*, une portion de ce qui était produit sur les terres de l'hacienda, en d'autres termes une forme de redistribution de la richesse produite. Elle se faisait aussi à travers ce qui s'appelait la *ration*. Chaque indigène qui participait à la récolte avait droit à une partie symbolique de celle-ci. C'est une pratique qui se maintient encore chez les agriculteurs kayambis, lorsqu'ils *se donnent la main*, c'est-à-dire qu'ils s'entraident pour la réalisation de diverses activités agricoles, notamment au moment des récoltes. Enfin, les champs récoltés recevaient les familles au complet des *conciertos* et d'autres qui ne l'étaient pas, pour *chuchir,* c'est-à-dire pour récupérer les restes de la récolte. Toutes ces remises de

[97] Les secours pouvaient aussi être remis en dehors des rituels de récolte, à la demande du travailleur, la famille du propriétaire donnait des vêtements ou de la nourriture. Il s'agissait souvent d'avances qui étaient alors inscrites dans les registres de l'hacienda et venaient grossir la dette que les ouvriers indigènes devaient rembourser en travaillant.

denrées du propriétaire de l'hacienda à l'indigène étaient une forme de redistribution (Cliche 1995; Guerrero 1991).

L'une des autres formes de transfert de biens (vivres et vêtements) ou d'argent aux *conciertos* était celle des *suplidos*, espèces de subsides accordés au cas par cas, sur demande de l'ouvrier, qui souvent prenaient la forme de prêts. Les indigènes avaient coutume de les solliciter pour faire face à des circonstances imprévues, pouvant difficilement être couvertes par leurs revenus habituels.

Des archives retrouvées de *livres de « secorros y suplidos »*, illustrées dans l'ouvrage de (Guerrero 1991), montrent qu'à la fin du XIXe siècle, les raisons les plus fréquentes pour lesquelles ces prêts étaient demandés dans les haciendas de Cayambe (Miraflores, Pucará, El Hato), étaient la maladie, le mariage ou la mort d'un membre de la famille du *huasipunguero*. Les prêts étaient accordés, de préférence, en nature et donc en biens commercialisables par les ouvriers pour obtenir l'argent nécessaire. Le prix d'opportunité du *suplido* était inscrit dans le livre des dettes tenu par le personnel de l'hacienda.

Les échanges avec d'autres unités familiales vivant à l'intérieur ou à l'extérieur des limites de l'hacienda contribuaient aussi à la reproduction des familles des *conciertos.* Les liens que les communautés indigènes réussissaient à tisser leur permettaient non seulement d'échanger des biens et des connaissances, mais aussi de reconstruire l'accès à l'espace et à la microverticalité.

« […], j'accompagnais mon papa, nous y allions avec des pommes de terre, des oignons, et de Guayllabamba, nous ramenions des avocats », Mesías Ch. (87 ans), fils d'un ancien travailleur d'hacienda.

Les échanges réalisés en dehors des haciendas contribuaient à la diversification, quoique limitée, de l'alimentation et à l'accès à certains aliments qui auparavant étaient présents dans le régime des Indiens, mais, qui avec la reconfiguration du contrôle de l'espace de production ne pouvaient plus être produits. C'est le cas du maïs, l'un des produits de base de l'alimentation des indigènes, qui pouvait difficilement être cultivé à plus de 3 000 mètres d'altitude. Les communautés déplacées sur les hauteurs ne pouvaient donc se le procurer que par voie échange ou d'achat.

Ces échanges pour obtenir du maïs se faisaient donc avec les *huasipungueros* qui réussissaient à le cultiver dans les vallées, et ils se sont même étendus au-delà du territoire kayambi. Les *huasipungueros* de l'hacienda de Pesillo recevaient le maïs en provenance

de la région d'Atuntaqui (province Imbabura) et de Puéllaro, où vivaient des membres plus ou moins éloignés de leur famille (Guerrero 1991).

Vu l'isolement relatif des haciendas kayambies par rapport aux centres de consommation tels que Quito et Ibarra[98] et l'immensité des espaces ruraux dont ces villes étaient entourées et d'où elles s'approvisionnaient en vivres (Kingman 2006), il était difficile aux *conciertos* kayambis d'avoir accès aux marchés urbains florissants de l'époque. C'est la liaison rendue possible par la voie ferrée et les améliorations routières de la fin du XVIIIe siècle qui permirent progressivement une plus grande mobilité et connexion au marché pour s'approvisionner en biens qui n'étaient pas disponibles dans les haciendas ou par le biais d'échanges. Guerrero (1991) relate que les *conciertos* au XIXe siècle commercialisaient une partie de ce qu'ils produisaient sur leurs parcelles, et des secours ou subsides reçus en nature, principalement sur le marché dominical[99] de Cayambe (ouvert en 1900). Ils en faisaient aussi livraison à des marchands qui se rendaient d'une hacienda à une autre pour acheter et vendre des produits *(ibid.).* Parmi les principales denrées alimentaires achetées sur le marché par les indigènes, citons les suivantes : diverses variétés de maïs, beurre et sel. L'insertion dans les relations de marchés ouverts fut plus facile pour les Indiens libres que pour les *conciertos*.

Les villages, ainsi que l'on appelait les centres urbains de la zone rurale, étaient des lieux de rencontre hebdomadaire dans le but de faire commerce et de pratiquer la religion (Gómez 1983). En fait, le commerce était alors une activité encouragée à des fins d'évangélisation (Phelan 1967). On trouvait au village de Cayambe, une église, une prison et le marché dominical qui recevait surtout les produits des terres alentour cultivées par les indigènes. Il est à supposer que les indigènes de la zone n'avaient que très peu ou pas du tout de contacts directs avec Quito et ses marchés. Les paysans kayambis ne sont en fait jamais parvenus à accéder véritablement aux marchés de gros ou de détail. Les produits du territoire Kayambi étaient acheminés jusqu'à la ville de Quito par des intermédiaires. Donc rares étaient les Kayambis qui pouvaient accéder directement aux marchés locaux de la capitale. Certains sont quand même parvenus à se positionner à partir de la seconde moitié du XXe siècle sur les marchés des paroisses rurales de Quito

[98] Au XVIIIe siècle, il fallait trois jours à dos de mule aux muletiers pour faire le voyage de Cayambe à Quito (Paz y Miño 1922)

[99] Ainsi appelé parce qu'il s'installait une fois par semaine le dimanche.

(El Quinche, Checa, Guayllabamba). Aujourd'hui, ceux qui y arrivent dans les paroisses urbaines le font par le biais de foires agroécologiques

2.5.3. L'alimentation des Indiens des zones rurales : un régime qui les laisse sur leur faim

Les principales sources d'approvisionnement des *conciertos*, surtout avant le XXe siècle, étaient les *huasipungos* et les transferts effectués par les haciendas par le biais des secours et subsides. Juan & Ulloa (1826), parlant des cultures des Indiens de Quito dans leurs *huasipungos,* disent qu'elles se limitaient au maïs et à la pomme de terre. L'autre source d'alimentation relativement régulière provenait des secours et subsides remis à titre individuel aux *conciertos*.

Dans les registres (Tableau 2) de quatre années consécutives du début du XXe siècle de l'hacienda Pucará, au nord du territoire kayambi, l'orge et la pomme de terre sont présentés comme les produits les plus fréquemment distribués. Ce même schéma se répète dans les remises collectives (Tableau 3) que les haciendas faisaient à leurs propres « Indiens », c'est-à-dire uniquement aux *conciertos*. Sur les huit secours généralement fournis par l'hacienda Pucará pendant quatre ans d'affilée, trois concernaient des rations d'orge, quatre des rations de pommes de terre et une de fromage. À l'hacienda El Hato, également située dans la même zone, sur huit secours généraux, six portaient sur de l'orge, un sur des pommes de terre et le dernier sur des fèves.

Tableau 2.
Produits remis aux indigènes à titre de secours et subsides dans l'hacienda Pucara[100]

An	Nombre de conciertos*	Orge		Pommes de terre		Fromage	Vaches	Brebis
		Fanegas	kg	Arrobes	kg	unité	unité	unité
1905	72	246	7 924	312	4 368	28	21	11
1906	70	119	3 833	2 024	28 336	80	5	5
1907	67	174	5 605	2 856	39 984	75	7	5
1908	65	168	5 411	4 448	62 272	83	16	5

*Ce nombre ne correspond pas nécessairement à la quantité totale de *conciertos* relevant de l'hacienda.
Élaboration : Román P.
Source : (Guerrero 1991)

Tableau 3.
Produits remis aux indigènes à titre de secours généraux dans les haciendas Hato et Pucara situées sur le territoire kayambi*

Hacienda El Hato				Hacienda Pucará			
Année	Produit	Quantité	Unité	Année	Produit	Quantité	Unité
1911	Orge	0,5	Fanega	1908	Pommes de terre		
	Orge	0,5	Fanega		Pommes de terre		
	Orge	1	Fanega		Orge	1	Fanega
1912	Orge	0,5	Fanega		Pommes de terre		
	Fèves	0,1	Fanega		Orge		
	Orge	0,5	Fanega	1909	Fromage		
	Pommes de terre	6	Arrobes		Orge	1	Fanega
	Orge	0,3	Fanega		Pommes de terre		

*La quantité de produit remise à chaque *concierto* n'est pas toujours la même.
Élaboration : Román P.
Source : (Guerrero 1991)

L'orge, arrivée dans les Andes au cours de la Colonie, est devenue la denrée alimentaire quotidienne des populations rurales andines. Dans les zones plus prospères,

[100] Les unités originales dans lesquelles les produits sont présentés sont, pour la pomme de terre, la *mule* et pour l'orge la *fanega*, unités de mesure de la métrologie traditionnelle espagnole, antérieure au système métrique décimal. Une mule de pommes de terre selon le registre équivalait à huit arrobes. Et l'arrobe équivalait à 32 livres, soit 14 kg. Dans le cas de l'orge, une *fanega* de cette céréale correspondait à 32 kg (Pazos 2008). Il convient de préciser que, pour chaque produit, l'équivalence est différente.

selon Sáenz [(1933) dans (OIT 1949)], les Indiens remplacent l'orge par le maïs, laissant entendre que cette céréale (le maïs) symbole de l'alimentation andine, était moins présente dans le régime alimentaire habituel de la population paysanne.

> « *Quand certaines années, [de moindre production], le maïs arrive à valoir trois ou quatre pesos […] les propriétaires des haciendas ne veulent pas en donner aux Indiens […] et ceux-ci qui ne peuvent pas le payer à un prix aussi élevé, ni ne possédant des biens ni d'autres ressources pour l'acheter en dehors de ce que produit leur travail personnel, se retrouvent privés de moyens de subsistance parce que les maîtres vendent tout le maïs dans les villages pour se faire de l'argent* » (Juan & Ulloa 1826).

Trois raisons pouvaient justifier que le maïs ne soit pas présent à la table des populations indiennes : une réduction de la production due au fait que la culture était déplacée à cause de l'introduction de nouvelles espèces, principalement le blé (dont les nécessités écologiques sont très semblables à celle du maïs) ; l'emplacement des terres cultivées par les Indiens, c'est-à-dire en dehors de l'étage de production (plus de 3000 m[101]) ; et l'acceptation croissante du maïs dans la cuisine des résidents des nouvelles cités coloniales, ce qui en faisait un produit intéressant pour le marché.

Toutefois, les anciens du peuple Kayambi qui ont pu être consultés évoquent d'autres produits, en contraste avec l'idée d'un régime alimentaire unique, du moins pour ce qui était des dernières années[102] du système des haciendas. La fève, le blé, les lentilles, les petits pois et le piment *aji* s'ajoutaient au maïs et à l'orge pour être broyés et transformés en *Uchujacu*, terme quichua qui, en espagnol, signifie poudre piquante. Une soupe éponyme était fabriquée à partir de cette farine, qui faisait partie du menu quotidien et des repas de fête des Kayambis. Lors des célébrations, étaient ajoutés à la soupe de la viande de cochon d'Inde (*cuys*), de mouton ou des œufs, produits qui n'étaient guère consommés au quotidien à l'époque des haciendas. Les ingrédients qui entrent dans la composition de cette *farine* rendent compte de l'introduction des épices venant de Castille

[101] À la fin du XXe siècle, la frange de culture du maïs doux se situait entre 2200 et 3000 m, la limite supérieure étant déterminée par les conditions climatiques. Toutefois, l'intérêt des paysans pour ce produit fait qu'il est cultivé jusqu'à 3200 m d'altitude (Hutel *et al.* 1999).

[102] Parmi les personnes interrogées sur leurs souvenirs du temps des haciendas, les plus âgées au moment de l'entretien avaient 87 et 95 ans, dans les deux cas des enfants d'anciens travailleurs dont les récits remontaient à environ 20 ou 30 ans avant la réforme agraire.

dans l'alimentation, et de la présence d'autres produits sur la table des paysans, hormis l'orge et la pomme de terre.

L'analyse faite par (Naranjo 1986)[103] de la situation alimentaire de l'Équateur au XVIIIe siècle, puis les études réalisées par Suárez (1934; 1943) sur les conditions de vie des travailleurs agricoles dans les années 1930, présentent un individu rural dont le régime alimentaire est assez pauvre en quantité et variété. Il était principalement composé d'orge, de pomme de terre et de maïs. La diversité alimentaire qui caractérisait les repas de la population préhispanique, décrite par Estrella (1986) [104] dans son ouvrage sur l'ethnohistoire de l'alimentation indigène en Équateur, semblait ne plus exister (annexe 13).

2.5.4. L'alimentation et son rôle dans la différenciation sociale

La société coloniale introduisit de nouvelles valeurs et regardait comme incultes et sauvages les pratiques, les croyances et les connaissances indigènes. De même, leurs langues, leurs modes d'organisation et leurs produits étaient dénigrés ou considérés comme de moindres qualités (Ramón *et al.* 2004). Leurs coutumes alimentaires n'étaient pas en reste et étaient dévalorisées de la même façon, d'où l'apparition d'expressions telles que « sel d'indien » en référence au sel de mine utilisé par cette population depuis des temps préhispaniques, sel qui était peu apprécié des Espagnols et qui l'ont remplacé par le sel de mer (Salazar 2011); ou l'expression « nourriture d'indien » utilisée pour désigner le *cuy* ou les autres produits qui composaient leur alimentation.

Les nouvelles habitudes de consommation reléguèrent tout ce qui avait trait au rural, intimement lié à l'ethnie indigène et pauvre, et à la place se sont imposés peu à peu les aliments approuvés par la classe sociale privilégiée. Ce rejet ou discrédit jeté sur certains produits se répercuta sur la production agricole. En ce sens, bon nombre des produits des Andes septentrionales considérés comme faisant partie de la culture

[103] Naranjo se base, pour son analyse, sur les chroniques de Jorge Juan et Antonio Ulloa, reprises dans les « Noticias secretas de América », qui contiennent des informations sur la production agricole, les plantes, les animaux, les coutumes alimentaires des royaumes du Pérou et des provinces de Quito, des côtes de la nouvelle Grenade et du Chili.

[104] Estrella fonde son ouvrage sur les chroniques espagnoles rédigées au XVIe siècle, aux prémices du système colonial, époque à laquelle ont été écrits plusieurs récits permettant de comprendre le *Nouveau monde.* Il s'appuie sur les récits du chroniqueur Pedro Cieza de León, qui parcourut toute la région inter-andine équatorienne ; sur « Las Relaciones Geográficas » reprises dans le document de Marcos Jiménez Espada, qui servit de base à l'étude de l'histoire équatorienne ; sur les récits des chroniqueurs Miguel Cabello de Valboa et López de Atienza, dont le travail est essentiellement fondé sur la réalité quiténienne ; et sur le travail « Historia Natural y Moral de la India », basé sur les observations de José de Acosta.

indigène, comme le quinoa, le chocho (lupin), les tubercules andins disparurent peu à peu des paysages agricoles (Estrella 1986; Jacobsen & Sherwood 2002). Entre-temps, les aliments de la culture dominante se répandirent dans les champs, le lait en particulier.

Dès l'époque préhispanique, la stratification sociale était une donnée constante dans les Andes septentrionales, mais la colonisation y apporta des changements. Une nouvelle stratification s'imposa, fondée sur deux déterminants majeurs, le contrôle des biens matériels et la condition ethnique. Les Espagnols, puis les créoles, se positionnèrent au sommet de la pyramide sociale et les Indiens ruraux, à la base. En Amérique latine, les aliments présents ou absents à une table devinrent des indicateurs de chacun de ces groupes. Alors que la viande se trouvait presque chaque jour à la table de la classe dite privilégiée, les dénommés moins favorisés n'y accédaient que de façon limitée ou seulement au temps des célébrations (Suremain & Katz 2009). Dans les Andes du Nord, l'identification de l'Indien au cours du premier siècle postcolonial était basée non seulement sur des caractéristiques phénotypiques, mais aussi sur des caractéristiques socioculturelles liées à la langue, aux vêtements et à l'alimentation (Prieto 2004)

Suárez (1943), dans son étude sur l'alimentation et la nutrition des Indiens d'Otavalo (1930), zone située à environ 30 km au nord de Cayambe, conclut que la déficience alimentaire est généralisée dans cette population, et plus prononcée dans certains groupes que dans d'autres, laissant entendre qu'il existait des différences quantitatives et qualitatives dans leur régime alimentaire. OIT (1949); Pacheco (1991) semble considérer l'absence de maïs sur la table des Indiens indigènes comme un indicateur d'extrême pauvreté. L'information disponible sur l'alimentation des ouvriers agricoles pendant la période coloniale et au premier siècle de la République ne permet pas de conclure à l'existence de groupes sociaux, parmi cette population d'ouvriers, marqués par des différences alimentaires sur le territoire kayambi. Toutefois, il est possible de supposer que les différences qualitatives et quantitatives, bien que ponctuelles, étaient le résultat de divers facteurs concomitants, telles les relations au sein de l'hacienda basées sur le système de secours et subsides ; la mobilité à l'intérieur et à l'extérieur du territoire kayambi, plus fréquente pour les Indiens libres ; les relations sociales tissées à l'intérieur d'un même groupe social qui stimulent les échanges et où circulent aussi les denrées alimentaires ; les possibilités de vente autonome de produits cultivés, contribuant au revenu économique, et augmentant la possibilité d'accès à d'autres par le biais du marché ; le cycle de vie de la famille du travailleur agricole, qui

conditionne le rapport entre production et consommation. À l'intérieur d'une même famille, la relation entre les membres productifs et les membres improductifs influe également sur la demande et la production alimentaires.

Les plus grandes différences alimentaires dans les Andes septentrionales se sont construites, en fait, entre zones rurales et zones urbaines. Les premières occupées par les Indiens, les noirs et les métis, et les secondes par les Espagnols, et les créoles. Les villes sont le lieu d'installation du pouvoir et de l'accumulation des excédents agricoles (Deler 1981). C'est vers elles qu'affluent les récoltes où, en première instance, se produit l'hybridation entre la culture alimentaire indigène et celle des colonisateurs. Il s'agit jusqu'à présent d'une constante, la ville ayant toujours favorisé des régimes alimentaires spécifiques, distincts de ceux des zones rurales.

C'est à partir de la cité (pour le territoire kayambi, Quito) que la classe dominante (blancs et créoles) a organisé l'espace pour répondre à ses besoins, notamment alimentaires. La nourriture des habitants des grandes villes, comme Quito, se distingue de celle des ruraux par les produits, les préparations et les canaux à travers lesquels les produits arrivent jusqu'à leur table. Dans les villes, Quito étant un bon exemple, la stratification sociale est plus complexe que dans les campagnes et la nutrition est plus nuancée selon le groupe considéré (Pazos 2008). Toutefois, nous nous concentrerons ici sur les grandes différences entre les Indiens ruraux et la population urbaine, en particulier quiténienne.

Les indigènes ruraux étaient intégrés, du point de vue de la consommation, dans un modèle alimentaire domestique (Touzard 2014), où l'autoproduction et les échanges non mercantiles étaient à la base de l'obtention des vivres. Par contre, les citadins avaient accès aux aliments exclusivement via les marchés. À Quito, un système différencié de commercialisation a été mis en place, fonction de la nature du produit, de l'agent de commercialisation et du consommateur.

Ceux qui s'approvisionnaient dans les échoppes et les couvents étaient les groupes sociaux les plus aisés à l'époque, et leur régime comprenait aussi des produits importés d'Espagne (Super 1987). Mais la ville fut l'espace du métissage culinaire après la colonisation, où les femmes indiennes préparaient la nourriture des colonisateurs (Pazos 2008), combinant leurs produits et recettes avec ceux venant de Castille. Cette intervention des femmes indigènes permit l'introduction de produits de leur terroir (propres aux territoires qui forment aujourd'hui l'Équateur) dans la cuisine des

colonisateurs, et en même temps le passage de produits et préparations espagnoles vers le monde indigène des villes. Le blé, par exemple, transformé en pain, devint un produit de consommation courante parmi les citadins *(ibid.)*.

Dans le monde rural où la population espagnole était quasiment absente, le métissage alimentaire fut différent. L'hybridation des pratiques culinaires y fut beaucoup plus limitée que dans la ville. Néanmoins, de nombreuses espèces végétales européennes furent introduites dans le régime alimentaire des populations rurales une fois qu'elles commencèrent à être cultivées. L'orge, par exemple, fut le produit étranger qui entra en force dans le régime alimentaire des ruraux. La raison en est peut-être qu'il s'agissait de la céréale européenne la mieux adaptée aux étages écologiques en altitude où se trouvaient les parcelles des indigènes. En outre, il ne s'agissait pas de l'un des produits qui figuraient sur la liste des impositions agricoles et alimentaires (Tableau 4). Enfin, l'orge était l'un des principaux produits en nature que les haciendas transféraient à leurs travailleurs.

Tableau 4.
Taux de production agricole imposé aux indiens, répartition d'Otavalo dans les années 1551, 1552, 1562

Produit	Quantité annuelle	
	En 1551	***En 1552 et 1562***
Blé	300 fanegas	400 fanegas
Maïs	600 fanegas	700 fanegas
Pommes de terre	100 fanegas	100 fanegas
Haricots	30 fanegas	50 fanegas
Piment ají	6 fanegas	12 fanegas
Coca	6 fanegas	12 fanegas
Cochons	140 unités	100 unités
Poules	1000 unités	1300 unités
Œufs	5300 unités	

Source : (Ramón 1987)

L'orge, céréale introduite par les blancs, vit son statut transformé pour devenir l'un des symboles de l'alimentation indigène (Weismantel 1994). Ainsi, les produits et les plats acquéraient une identité propre et se posaient en marqueurs de différenciation entre les groupes sociaux qui se formaient. L'un des autres produits qui permettaient d'établir une séparation marquée entre l'alimentation urbaine et rurale était la viande,

particulièrement appréciée dans le régime alimentaire espagnol, principalement la viande bovine et porcine. De l'autre côté, la pomme de terre et le maïs, produits indigènes, furent appréciés et aussi adoptés par les colons et pour autant ils étaient demandés dans les villes.

Citons également, comme autres produits de la nouvelle culture alimentaire, le lait et le fromage, qui devinrent des ingrédients de base dans la cuisine locale. « Le *locro*, plateau préhispanique, se mangeait en ville, mais du fromage et du lait y ont été ajoutés » (Pazos 2008). Le lait devint un élément indispensable de la cuisine des cités de la Sierra équatorienne (Pazos 2008), et sa consommation se popularisa au sein des différentes strates sociales y vivant. Le lait frais, le fromage et le beurre devinrent des ingrédients quotidiens des recettes des repas de tous les jours et festifs des citadins. William Bennet, qui visita Quito au début du XIXe siècle, observa que la consommation de fromage était singulièrement importante dans cette ville (GADP & CIL 2015).

Il s'ensuit une augmentation croissante de la consommation de lait dans les centres urbains. Ce facteur ajouté à d'autres fit que le territoire kayambi et d'autres zones de la Sierra centre-nord devinrent le centre de la révolution agricole (première moitié du XXe siècle), et la production laitière enregistra l'essor que l'on sait (2.3.3). Cette consommation augmenta d'autant avec l'expansion des villes et la croissance du pouvoir d'achat de leurs habitants, conditions qui se vérifièrent notamment au milieu du XXe siècle avec le boom économique que l'Équateur connut, grâce à l'exportation bananière. Entre 1954 et 1960, la consommation de lait passa de 60 à 67 litres par habitant (Barril 1980), ce qui représentait une augmentation d'un peu plus d'un litre par an ; entre 1960 et 1966, la consommation passa à 83 litres par personne *(ibid.)*.

Encore que faiblement présent dans les foyers du territoire kayambi, le lait vit sa production se consolider dans les haciendas ce qui conduisit à la naissance d'un symbole autour de ce produit, par la suite partie intégrante de l'identité de ce territoire. La confiture de lait (*manjar*), le fromage de feuilles et les biscuits sont jusqu'à ce jour les fleurons culinaires de cette zone géographique. Ce sont des symboles reconnus par les consommateurs urbains, mais généralement absents des tables des foyers ruraux kayambis. Par contre, l'*uchujacu*, typique de la cuisine kayambie, est un plat uniquement répandu dans le monde rural.

2.6 Conclusion

Pendant plus de 350 ans (XVIIe siècle - 1964), le système agri-alimentaire kayambi s'est construit autour du système des haciendas (illustration 13). Il fonctionna essentiellement grâce à l'accaparement des ressources naturelles (eau, terre) et surtout de la main-d'œuvre par les élites politiques, religieuses et économiques de l'époque (colons et créoles). La subordination de la main-d'œuvre indigène fut rendue possible par la confiscation de ses moyens de production et l'imposition d'obligations économiques (taxes) par le pouvoir en place, d'abord colonial, puis républicain.

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, le système des haciendas trouva des débouchés sur le marché international grâce à la production d'une matière première non alimentaire, la laine. La production alimentaire permise par la relation hacienda-atelier textile était essentiellement destinée à la subsistance de la main-d'œuvre, sans véritable fonction à l'extérieur (en dehors des haciendas et du territoire kayambi). L'isolement du territoire, à l'époque de la naissance des nouvelles cités coloniales, et l'existence de vastes espaces agricoles de production de denrées alimentaires aux alentours des agglomérations, ne permirent au territoire kayambi de prendre son essor que dans la deuxième moitié du XIXe siècle, et de remplir une fonction d'approvisionnement des villes, en particulier Quito et Ibarra, les deux centres urbains les plus proches alors.

Jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, l'espace kayambi était essentiellement organisé autour de l'activité d'élevage ovin qui privilégiait les terres en hauteur, déplaçant vers les étages écologiques les plus bas la production alimentaire, et dans certaines haciendas les ateliers textiles. Les relations d'échange productif entre les haciendas et les populations indigènes étaient régies jusqu'au début du XVIIIe siècle par la *mita*, qui s'avéra insuffisante face aux besoins en main-d'œuvre des haciendas et des ateliers textiles, ce qui donna lieu à une nouvelle forme de contrôle du travail indigène par le biais du *concertaje*.

La crise du secteur textile, provoquée par la baisse de l'extraction de métaux dans les centres miniers de Colonie et l'arrivée des textiles européens sur le marché sud-américain, entraîna la transformation productive des haciendas. Au XIXe siècle, la production alimentaire destinée au marché intérieur se consolida dans les haciendas kayambies, essentiellement dynamisée par la croissance urbaine. Elle était le produit d'une économie en plein essor, grâce à l'entrée de l'Équateur dans son premier cycle agro-exportateur avec le cacao (deuxième moitié du XIXe siècle), et à l'intégration

régionale Costa - Sierra avec l'ouverture de la première ligne de chemin de fer (1908 voit l'inauguration de la liaison Quito-Guayaquil).

Pendant cette période de conversion des haciendas kayambies, alors productrices de laine pour devenir productrices d'aliments commercialisables, l'espace stratégique qu'elles occupent connaît une migration vers les prairies tempérées où s'installe l'élevage laitier et où sont cultivées des céréales (notamment l'orge et le blé), destinées aux marchés de proximité. Ces cultures approvisionnaient aussi les moulins de Quito pour la fabrication de farines, qui seront ensuite exportées vers les villes du sud de la Colombie. Les hautes terres, quant à elles, accueillaient alors les *conciertos* (Indiens travaillant dans les haciendas) qui furent progressivement déplacés vers ces zones en fonction des besoins de production des haciendas.

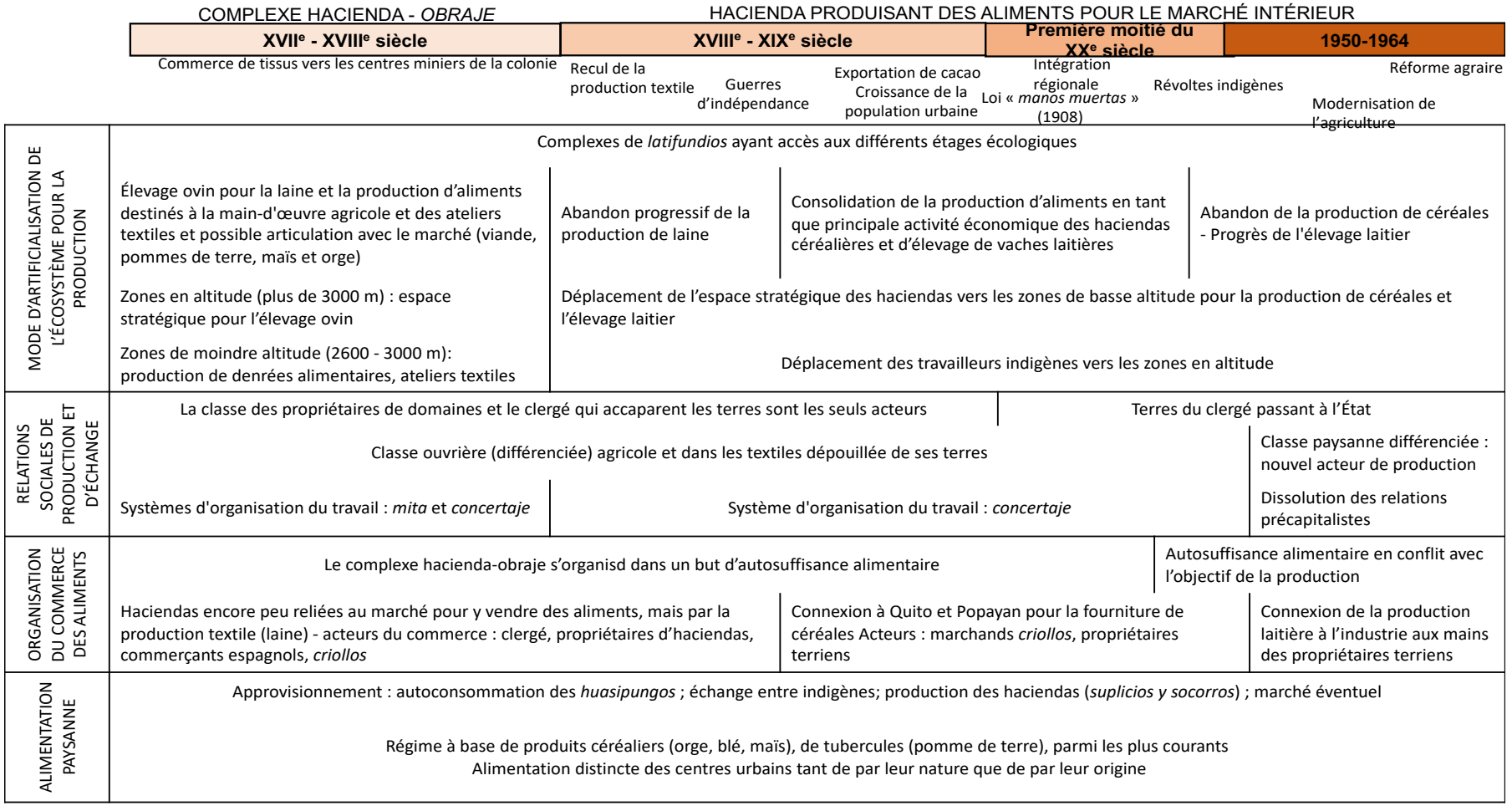
L'amélioration des liaisons entre la partie andine et le littoral a non seulement permis de consolider un marché intérieur des produits alimentaires, mais aussi d'adopter les innovations agricoles importées des pays du nord et qui arrivaient par le port de Guayaquil pour ensuite être acheminées vers les Andes. Le changement fondamental dans la structure de la propriété foncière sur le territoire kayambi fut la confiscation par l'État des exploitations détenues par le clergé, suite à l'adoption de la loi dite des « Mains mortes » (1908). Cette réforme entraîna une différenciation entre la production des haciendas détenues par l'État, dont l'exploitation fut confiée à des particuliers, et les haciendas détenues par des propriétaires privés. Les premières recherchaient une rentabilité à partir de l'exploitation maximale des ressources naturelles et des travailleurs, donnant lieu aux révoltes indigènes (suscitées à la fin de la deuxième décennie du XXe siècle) les plus retentissantes qui ne se soient jamais produites dans la région. Pendant ce temps, de nombreuses haciendas privées s'engageaient déjà dans un processus de modernisation technologique de la production (incorporation de machines, amélioration génétique dans la production laitière) et négociaient avec leurs travailleurs indigènes pour éviter les émeutes. Les choix productifs et technologiques retenus par les haciendas privées rendirent de moins en moins indispensable la main-d'œuvre indigène qui y résidait, et pouvait même devenir problématique pour les intérêts économiques des propriétaires. La force acquise par la lutte indigène dans la région et les projets de modernisation agricole des haciendas se conjuguèrent et, en 1964, était promulguée la première loi de réforme agraire qui eut pour effet de dissoudre les relations de travail précapitalistes, de décréter la remise des *huasipungos* aux indigènes qui les exploitaient

et la colonisation des haciendas. La propriété privée échappa, en grande part, à l'expropriation. En effet, les haciendas considérées comme hautement productives, celles qui avaient entamé un processus de modernisation, ne furent pas expropriées et celles qui ne l'étaient pas bénéficièrent d'un délai de grâce pour transformer leurs systèmes de production. En réalité, cette transformation fut assez marginale, tout comme l'action de l'État pour les y forcer ou en prononcer l'expropriation.

Les différences dans l'accès qualitatif et quantitatif à la terre pour les travailleurs indigènes pouvaient s'expliquer par : I) le type d'hacienda auquel ils étaient liés, publique ou privée ; II) le type de négociations qui furent engagées entre le travailleur et le propriétaire de l'hacienda, parfois uniquement sur la base de la relation employeur-employé, et parfois en application de la loi. La plupart des travailleurs liés à des haciendas privées reçurent leur *huasipungo*, avant même la réforme agraire, dans le cadre de négociations directes entre travailleurs et propriétaires d'haciendas — qui connaissaient l'imminence de la réforme agraire et cherchaient à protéger leurs terres avant son adoption. Ces négociations ne furent presque jamais à l'avantage des indigènes qui virent leurs intérêts lésés et reçurent le plus souvent des terres qualifiées de peu productives (en pente, dans des écosystèmes moins favorables à une production diversifiée et dépourvus d'accès à l'eau). Néanmoins, dans le cas des haciendas de l'État, les ex-ouvriers bénéficièrent de terres plus productives. En outre, grâce à la constitution de coopératives, ils purent accéder par des procédures d'achat collectif à plus de terres que celles remises aux *huasipungueros*.

La loi portant réforme agraire ne reconnut pas les différentes formes de relation qui existaient alors entre les travailleurs agricoles et les propriétaires d'haciendas. Elle ne reconnut que les *huasipungueros*, et priva donc un autre groupe de travailleurs indigènes de son droit à la terre. Après la réforme agraire, ceci eut pour effet de faire apparaître un nouvel acteur productif — distinct du paysan indigène — sur le territoire kayambi.

Illustration 13.
Chronologie de l'organisation du système agro-alimentaire kayambi pendant la période de l'institution hacienda (XVIIème-XXème siècle)



Élaboration : Román P

Sur une période de plus de 300 ans, la logique de l'autonomie alimentaire des peuples indigènes kayambis a été battue en brèche. Le système des haciendas détruisit peu à peu leur indépendance productive et alimentaire, tant sur le plan individuel que collectif. Ils n'eurent d'autre choix que de se soumettre à une domination multiforme : I) sociojuridique imposée par les diverses lois de l'État colonial puis de la République ; II) biophysique et technique par l'accaparement des ressources naturelles et des nouvelles technologies arrivées avec la Colonie ; III) politico-économique qui les obligea à un mode de vie de simple subsistance et servit les intérêts de la classe dominante ; enfin IV) spirituelle, avec le bouleversement de leurs systèmes de valeurs et croyances. Cette partie de l'histoire du territoire kayambi et de l'Équateur ne fut qu'un voile dense de domination matérielle et ethnique.

CHAPITRE 3. Les cinquante ans ayant suivi la réforme agraire : quels rôles et quelle place pour les paysans ?

Résultat de la mise en œuvre des réformes agraires sur l'ensemble du territoire kayambi (1964 et 1973), la modernisation agricole s'accélère, faisant apparaître de nouveaux acteurs qui, par leurs interactions, façonnent l'APAC. Bien que les réformes agraires n'aient pas entraîné de changement radical dans la structure globale de l'accès à la terre[105], elles ont marqué une étape majeure dans la reconstitution de l'autonomie paysanne, tant du point de vue de l'accès à la propriété foncière que de la fin des relations de travail précaires qui jusque-là prédominaient.

Avec la réforme agraire opérée dans la région nord-centre de la Sierra, l'État et une partie des élites du secteur ont continué à promouvoir la modernisation agricole avec au centre l'activité laitière qui était celle privilégiée par ces élites depuis le début du XXe siècle (§ 2). Le modèle économique « d'industrialisation par substitution aux importations » est appliqué dans toute l'Amérique latine (1960-1980), et grâce à l'industrialisation alimentaire, il a aussi contribué au processus de modernisation du pays. Dans le centre-nord de la Sierra, et en particulier sur le territoire kayambi, une industrialisation s'opère dans la filière lait. Le deuxième grand moment de l'industrialisation agricole, selon un nouveau modèle économique de type néolibéral, émerge dans le territoire kayambi à partir des années 1990 avec la production de roses d'exportation, là aussi sous l'égide des élites agricoles locales. Cette vague d'industrialisation a des effets économiques, sociaux, culturels et écologiques sur l'ensemble du territoire qui, une fois de plus – comme cela avait été le cas avec la laine et les tissus – se connecte au marché international grâce à un produit non alimentaire. Mais du point de vue social, économique et productif, quel est le rôle des paysans libres kayambis dans les transformations agraires qui se produisent sur leur territoire ?

Nous abordons dans ce chapitre la période qui suit immédiatement la première loi de réforme agraire de 1964, jusqu'en 2017. Ces 50 ans sont remplis d'histoire et permettent de distinguer différentes phases, regroupées en trois sections. La première (§3.1) est axée sur l'identification de nouvelles couche sociales agraires, reconstituées à travers le territoire ; la

[105] Le recensement des terres de 1954 montre que 71,1 % des unités de production maîtrisaient à peine 7,2 % des surfaces agricoles. En 1974, à la suite de la loi de réforme agraire et de colonisation, la situation concernant la structure foncière montrait que 66,8 % des unités productives avaient accès à 6,8 % des terres, tandis que 14,6 % des UPA concentraient 81,4 % des terres (annexe 13) (INEC 1954 ; 1974).

seconde (§3.2) présente les différentes caractéristiques de l'industrialisation agricole – le volet alimentaire, les acteurs et les relations entre les agriculteurs ; la troisième section (§3.3), à la différence des deux premières, se concentre sur l'échelle nationale : elle contextualise les principaux jalons de l'action des pouvoirs publics sur le système agricole et alimentaire du pays entre 2007 et 2017, sous un régime politique qui fait du concept de souveraineté, en particulier alimentaire, son étendard ; cette dernière section est le prélude du chapitre qui suit (chapitre 4), qui tente d'expliquer la dialectique et la dynamique, tant au niveau national que local, du système alimentaire kayambi tel qu'on le connaît aujourd'hui.

3.1 Dissolution et reconstruction des couches agricoles du territoire kayambi (1964-1990)

Dans la région Kayambie, les réformes agraires ont principalement servi à l'élimination des relations de travail précapitalistes et, moyennant la division des propriétés de l'État, à la remise des *huasipungos*. Les haciendas privées de leur côté ne furent que faiblement touchées. Postérieurement aux processus de réforme agraire (lois de 1964 et 1973), la distribution foncière dans le territoire kayambi reste concentrée. Dans le canton Pedro Moncayo, 77,3 % des UPA s'étendent sur moins de 5 ha, représentant à peine 11,5 % des superficies foncières, tandis que 0,13 % des UPA concentrent 62,4 % des terres agricoles, 25 de ces unités de production s'étendant chacune sur plus de 100 hectares. Dans le cas du canton Cayambe, en 1974, 56,6 % des surfaces de production agricole se trouvaient dans des unités de production supérieures à 100 ha, les unités de moins de 20 ha représentant 37,8 % de ces surfaces (INEC 1974).

À partir des années 1960, la production laitière s'accélère dans la partie centre-nord de la Sierra. La réforme agraire, les incitations offertes par l'État pour appuyer cette production, et la croissance de la demande ont finalement conduit à la prédominance de ce système productif : les haciendas de la Sierra se transforment en entreprises laitières (Barsky *et al.* (1980). Autour de Quito, y compris sur le territoire kayambi, se consolide le bassin de production laitière le plus important du pays, et plus tard un complexe agro-industriel de production et de transformation du lait.

Parallèlement à la consolidation des entreprises de la filière lait aux mains des élites agricoles de la Sierra, on assiste à une redéfinition des modes de vie des familles paysannes – indigènes, désormais libres et propriétaires de leurs terres – tant du point de vue social, que productif et économique. Un processus de différenciation (paysans pratiquant la production agricole, paysans pluriactifs) est très tôt observé au sein de cette nouvelle masse de paysans propriétaires résultant des conditions socio-spatiales qui existaient avant les réformes. Cette catégorisation s'est accentuée avec l'émergence des coopératives, modèle présenté comme *« une forme d'intégration des minifundios et de dépassement des formes précaires de propriété*

de la terre » (Da Ros 2007) ; il a contribué à l'ouverture des débouchés commerciaux pour la production agricole paysanne.

3.1.1. De l'hacienda à la coopérative et de l'hacienda au marché du travail : un paysan propriétaire à part entière

Une fois le modèle précapitaliste et celui des haciendas enterrées, commence alors un processus de différenciation entre les paysans, fondé sur les ressources matérielles, principalement l'accès à la terre (quantité et qualité) et à l'eau. Comme cela a déjà été mentionné (§2.4), cet accès différencié à la terre a été le fruit de divers facteurs, parmi lesquels le type d'hacienda (privée, étatique) auquel le paysan était lié.

Dans la région Kayambie, c'est au nord du canton Cayambe que la plus grande partie des propriétés agricoles de l'Assistance sociale étaient situées (Tableau 5). En application de la réforme agraire, les terres sur ces propriétés ont été réparties de la manière suivante. Les lots correspondant aux *huasipungueros et arrimados* ont été cédés à eux. Dans certains cas, ils ont été vendus à des propriétaires privés ; une partie est restée entre les mains de l'État (IERAC), et une autre est allée aux nouvelles coopératives paysannes promues par l'État (Furche 1980; Martínez 2016)

Tableau 5.
Exploitations de l'assistance sociale dans le canton Cayambe en 1964

Haciendas de l'Assistance sociale 1964	Taille (ha)	Paroisse
Cariacu	1890	Ayora
Carrera	950	Cangahua
La Chimba	1265	Olmedo
Moyurco 1	1149	Olmedo
Moyurco 2	1150	Olmedo
Moyurco 3	765	Olmedo
Paquistancia	1135	Ayora
Pisambila	1725	Cangahua
Pesillo	2350	Olmedo
Santo Domingo 1	1500	Ayora
Santo Domingo 2	900	Ayora

Source : (Becker & Tutillo 2009)

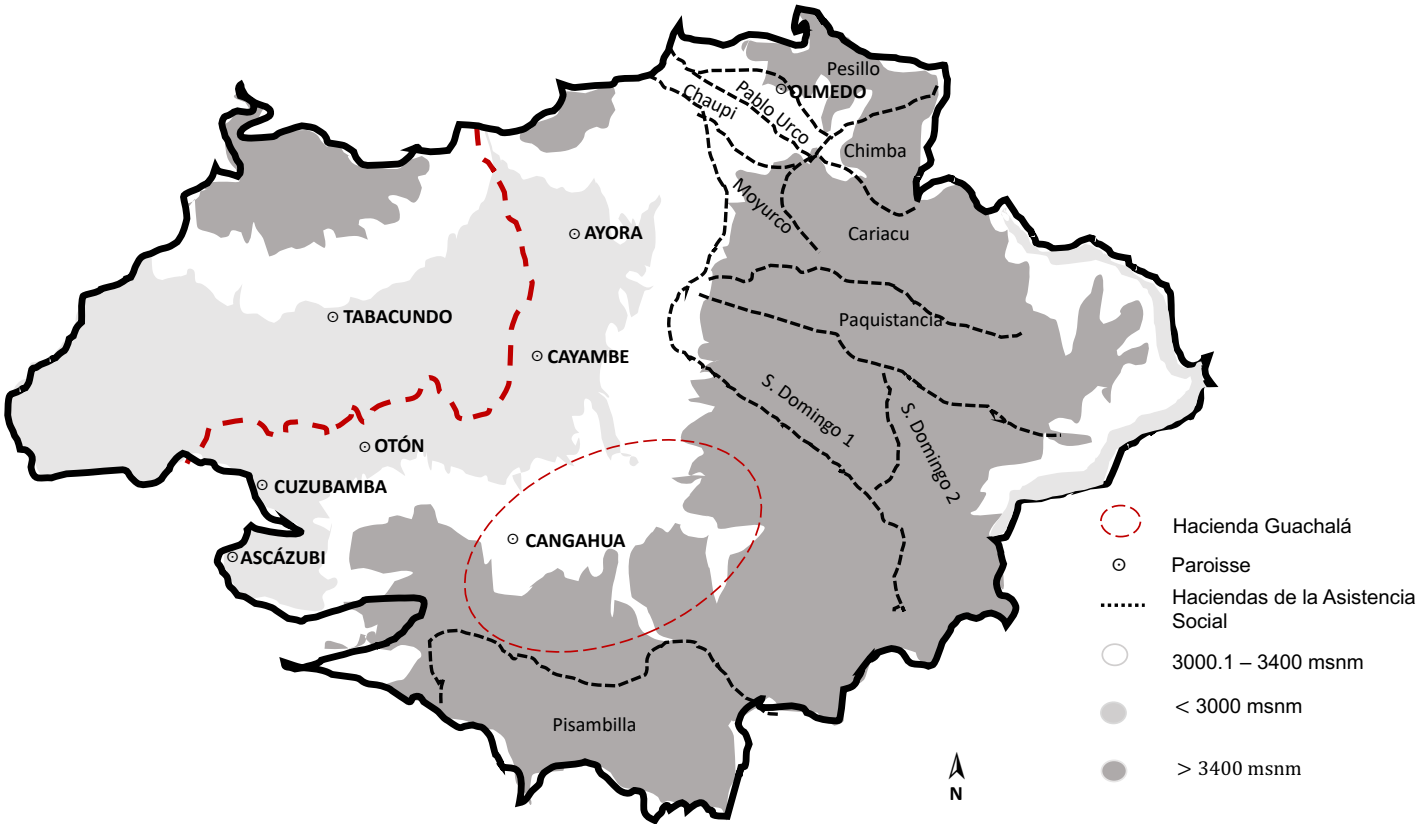
Bien que le processus de réforme agraire ait été qualifié d'échec en ce qui concerne l'attribution de terres aux paysans, Martínez (2016) soutient qu'à Cayambe, la remise de plusieurs propriétés d'État (Tableau 5) aux toutes jeunes coopératives paysannes, composées

principalement de familles d'anciens *huasipungueros*, a constitué une véritable dotation de terres, mais de manière directe et immédiate.

Parallèlement à la réforme agraire mise en œuvre sur les terres de l'Assistance sociale, le territoire kayambi a été le cadre du « Projet sectoriel Cayambe ». Il s'agissait du lancement d'une expérience pilote d'entreprises paysannes pour accompagner l'élan de modernisation et d'industrialisation du territoire. Par le biais d'une assistance technique et d'une facilitation de l'accès au crédit fournies par l'IERAC, ce projet a permis d'appuyer la production collective des paysans (IERAC 1977). Dès lors, la réforme agraire sur le territoire kayambi a entraîné une différenciation entre les paysans, en premier lieu en raison de l'étendue et de la qualité des terres auxquelles ils ont eu accès, et en second lieu par leur insertion dans le processus de modernisation agraire grâce à ce projet impulsé par l'État. Ce sont les deux éléments qui ont contribué à marquer un développement agricole géographiquement délimité et distinct.

Examinons par exemple les conditions de vie matérielles et sociales des familles paysannes dans deux zones du canton Cayambe après la réforme agraire. La première est la zone du nord-est du canton (Illustration 14), où se trouve la plupart des exploitations de l'Assistance sociale, terres sur lesquelles un certain nombre de coopératives agricoles ont été formées. La seconde, plus au sud, accueillait l'exploitation Guachalá, l'une des plus grandes propriétés privées des Andes équatoriennes septentrionales par sa superficie, et par le niveau de pouvoir politique et économique de ses propriétaires grâce auxquels elle fut le théâtre du processus de modernisation agricole.

Illustration 14.
Emplacement des haciendas et de l'assistance sociale et de l'hacienda guachala dans l'espace kayambi



Source : (Becker & Tutillo 2009; Maldonado 1987; Tutillo 2003)
Élaboration : Román P.

3.1.1.1. Le sort des paysans de l'hacienda Guachalá : exemple d'une exploitation privée

Ainsi que cela a été expliqué dans le chapitre précédent (§2), une *réforme agraire anticipée* avait déjà été engagée dans certaines exploitations privées. Ce fut le cas à Guachalá où le processus avait commencé en 1947. Cette immense hacienda fut alors divisée en quatre pour être répartie entre les héritiers. Cette division provoqua un déplacement des *huasipungueros* à l'intérieur des nouvelles propriétés créées ; toutefois, les terres productives n'ont pas été incluses dans les lots attribués aux anciens travailleurs de l'hacienda. Ce processus de partage des terres de l'hacienda a également servi à transformer les relations qui existaient entre les travailleurs et l'hacienda, voire à y mettre fin, entraînant ainsi une réduction du nombre de *huasipungueros*. À la suite de cette division, les *huasipungos* ont pu être distribués aux *huasigungueros* entre 1959 et 1960. L'hacienda Guachalá, comparativement à d'autres, a privilégié l'embauche de travailleurs indépendants, ce qui eut pour effet de limiter le nombre de *huasipungueros* par rapport aux exploitations agricoles gérées par l'État (Becker & Tutillo 2009). Cela a favorisé ses propriétaires qui n'ont pas eu à reconnaître de dettes envers les travailleurs indépendants, et n'ont eu à attribuer des terres qu'à un nombre limité de *huasipungueros*. En moyenne, chaque *huasipunguero* a reçu 1,5 ha[106], les lopins attribués étant peu arables, car ils étaient situés sur des pentes érodées, pratiquement sans accès à l'eau. Seuls quelques paysans purent accéder à des terres de meilleure qualité productive en les achetant.

> *« Les petits patrons, les enfants des patrons de Guachalá, n'ont pas donné beaucoup de terre, peu de terres, aux huasipungueros, disons environ deux « cuadras », un peu plus à certains et un peu moins à d'autres. […], certains de ceux qui avaient un peu d'argent ont acheté un autre lopin, mais sur de meilleures terres »* (EH3, fils d'un ancien huasipunguero de l'hacienda Porotog, subdivision de Guachalá).

Cette « réforme agraire anticipée » a servi de modèle à d'autres haciendas de la Sierra qui l'ont suivie pour se défaire de leurs travailleurs agricoles, tout en atténuant les

[106] Dans le cadre de cette recherche, il n'a pas été possible d'examiner les documents établissant la quantité de terres remises à chaque huasipunguero par chaque subdivision de l'hacienda Guachalá. La littérature, même d'auteurs de référence, ne présente pas de chiffres concordants. Les entretiens historiques consultés au cours de cette enquête laissent également apparaître des données différentes, mais le chiffre de 2 « cuadras » par famille est cité à plusieurs reprises, deux « cuadras » équivalant grosso modo à 1,4 hectare.

effets possibles de l'imminente loi de réforme agraire (Barsky 1984; Becker & Tutillo 2009; Salamea 1980; Velasco 1983). Les conditions matérielles dans lesquelles se trouvait la grande majorité des travailleurs des haciendas au moment de leur indépendance ne leur permettaient pas de satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille, ce qui les a obligés à chercher du travail, et à vendre leur main-d'œuvre pour acheter de la nourriture. Mais la faible offre d'emploi dans la zone a conduit les paysans à migrer vers d'autres zones géographiques, temporairement ou définitivement. Entre 1950 et 1962, la population de la paroisse de Cangahua a connu un taux de croissance négatif (- 1,52 %), puisqu'elle est passée de 6628 à 5512 habitants (CEDIG 1985).

> *« Quand les haciendas ont disparu, il n'y avait pratiquement plus de travail, très peu ont continué à travailler pour l'hacienda, certains parce qu'ils avaient acheté un lopin de terre en le payant avec leur travail, parce qu'il n'y avait pas d'argent. Mon père, mes oncles, tous les hommes de la famille, sont partis travailler ailleurs, à Quito, à Guayaquil, dans la région orientale, ils disaient qu'ils devaient s'en aller. Après les haciendas, nous les femmes nous sommes restées pour garder la maison, les animaux. Certains revenaient chaque mois, d'autres tous les trois mois. Mais toujours pour le temps des semences, des récoltes et les fêtes, ça oui ! »*
> (EH5, femme paysanne, Pitana Bajo).

Ces transformations des conditions de travail ont conduit au développement de liens de type « semi-prolétaire » avec le marché du travail. Comme l'explique Salamea (1980), il y avait ceux qui gagnaient leur pain quotidien en tant que journaliers et ceux qui combinaient l'exploitation de leur parcelle avec d'autres activités non agricoles. Parmi ces derniers, certains travaillaient dans la périphérie et d'autres allaient jusqu'à Quito, mais en retournant régulièrement à leur parcelle. Avec la promulgation de la réforme agraire de 1964, l'État n'a fait que valider tout ce que les propriétaires de l'hacienda Guachalá avaient commencé à faire.

3.1.1.2. Le sort des paysans dans les haciendas de l'Assistance sociale

Au moment de la première réforme agraire (1964), les terres de l'Assistance sociale ont également été divisées : I) une partie des terres a été remise aux paysans qui étaient liés aux haciendas ; II) une autre partie des terres a été remise à des coopératives agricoles (formées par les paysans des haciendas) pour mener à bien un projet de production collective ; III) une partie enfin est restée aux mains de l'État (Institut Equatorien de Réforme Agraire et Colonisation IERAC) à des fins de production.

Les coopératives étaient des organisations regroupant des paysans, des *huasipungueros* et autres. Des haciendas publiques adjudicataires d'une partie des terres remises par l'État ont été constituées dans le but d'organiser une production agricole de manière collective. Entre 1964 et 1980, 10 coopératives ont été formées dans le nord du canton Cayambe (Tableau 6).

Tableau 6.
Coopératives paysannes formées dans les haciendas de l'assistance sociale a Cayambe 1980

Nom	Paroisse
Coopérative San Pedro - Santo Domingo 1	Ayora
Coopérative Santo Domingo 2	Ayora
Coopérative Cariacu	Ayora
Coopérative Paquistancia	Ayora
Coopérative Atahualpa	Olmedo
Coopérative La Chimba	Olmedo
Coopérative San Pablo Urco	Olmedo
Coopérative Bolívar	Olmedo
Coopérative Chaupi	Olmedo
Coopérative Rumiñahui	Olmedo

Source : Travail sur le terrain en 2015. Conseil paroissial d'Ayora et d'Olmedo ; entretiens avec les dirigeants des anciennes coopératives paysannes (Cariacu, Paquistancia, Santo Domingo 2, La Chimba, San Pablo Urco).

Il convient de préciser qu'à la suite de la dissolution des haciendas de l'État, il y a également eu des travailleurs qui n'ont pas obtenu de terres, et des *huasipungueros/arrimados* qui n'ont pas adhéré aux coopératives, ou dont l'affiliation n'a pas été acceptée. Dans la section qui suit, nous ne nous référerons qu'aux paysans des coopératives de la partie nord-est du canton Cayambe, dans le but d'illustrer le parcours différencié des paysans issus des haciendas étatiques ayant par la suite intégré des coopératives, et celui des paysans des haciendas privées, comme celle de Guachalá donnée en exemple.

Mais à la différence de ce qui s'est passé à Guachalá, où des terres ont seulement été transférées aux *huasipungueros*, dans les haciendas de l'Assistance sociale, l'État a remis des terres à titre individuel et collectif aux paysans *huasipungueros* et *arrimados*. Et dans les haciendas de l'État, les *huasipungueros* ont fait pression pour que des terres soient remises aux *arrimados* individuellement, souvent au détriment de celles devant être gérées collectivement (Bustamante & Prieto 1986; Furche 1980). Il convient de

rappeler qu'il existait des liens de parenté entre les *huasipungueros* et les *arrimados*. (L. Martínez 2016) affirme qu'en 1977, sur le total des surfaces des haciendas de l'Assistance sociale attribuées à ces paysans, soit 2481 hectares, 52,2 % sont allés aux premiers, soit une relative majorité, et le reste aux seconds. L'accès à la terre, tant sur le plan individuel que collectif, fut hétérogène, les *huasipungueros* ayant toujours reçu plus de terres que les *arrimados* (Furche 1980; Martínez Godoy 2016; L. Martínez 2016).

> *« À la coopérative Cariacu, nous avons reçu les terres en plusieurs fois. Tout d'abord celles des huasipungueros, puis celles de la coopérative. Les huasipungueros d'ici ont reçu environ quatre hectares chacun, certains jusqu'à six hectares. Nous, nous nous sommes battus pour que les arrimados reçoivent également des terres de l'Assistance sociale, et, oui, ils en ont reçu, peu, mais quand même certaines quantités ; cela nous a tranquillisés, sinon imaginez autant de gens sur un petit lopin de terre de 4 hectares. Dans d'autres secteurs, du côté d'Olmedo, certains ont reçu plus de 10 hectares »* (EH6, ancien dirigeant de la coopérative Cariacu).

Après la réforme agraire, les travailleurs (*huasipungueros* et autres) des propriétés de l'État sont devenus des paysans libres, propriétaires d'une unité productive et associés à un projet agricole impulsé par l'État.

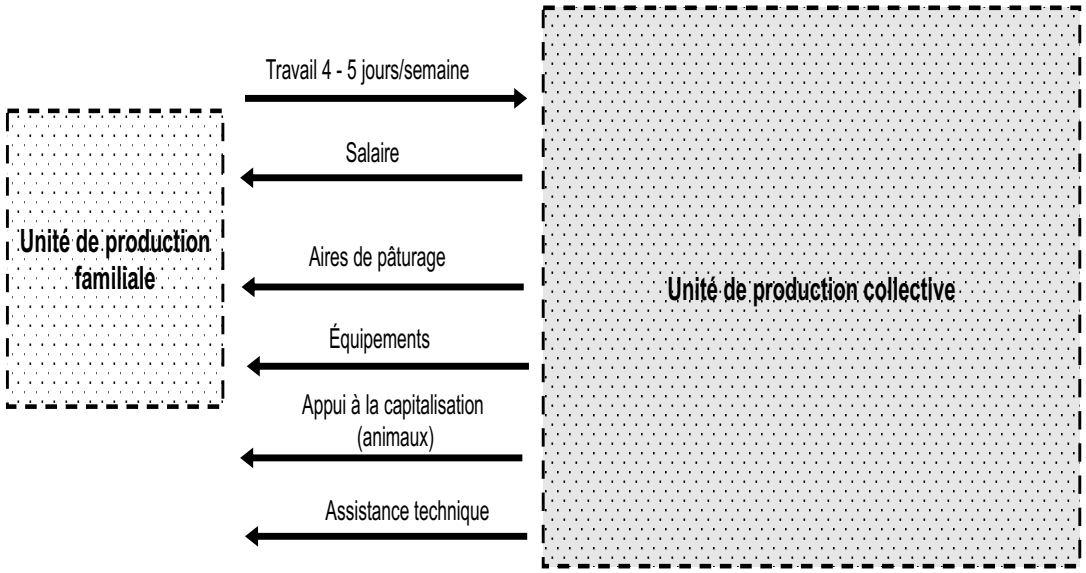
Chaque coopérative pouvait définir son propre fonctionnement, mais sur la base des lignes directrices établies par l'État. Selon Furche (1980), les dirigeants de la coopérative, eux-mêmes paysans, ont joué un rôle important dans les stratégies mises en œuvre pour soutenir le projet collectif et contenir la pression exercée par les paysans affiliés sur les terres collectives, pour qu'elles soient attribuées à chaque membre. Les surfaces remises collectivement à chaque coopérative furent variables et surtout le résultat des négociations menées avec l'État pour fixer la taille des parcelles individuelles. En général, le périmètre de la plupart des haciendas comprenait deux étages altitudinaux, une partie à une altitude de 2800 à 3200 m et d'autres situées plus haut.

Sur le plan productif, les exploitations collectives ont poursuivi la ligne de production des anciens locataires des haciendas de l'Assistance sociale. Les principales denrées cultivées étaient le blé, l'orge et la pomme de terre, les deux premiers destinés à l'industrie des pâtes et de la bière. Les pâturages, en général, occupaient la plus grande partie de la superficie, qui a augmenté à mesure que la crise de l'industrie meunière s'aggravait (Annexe 15) dans la région Sierra et que l'utilisation de matières premières

importées augmentait. Le lait était destiné aux entreprises de transformation de produits laitiers installées dans les environs. Les exploitations privées avaient commencé à se spécialiser dans la production laitière au début du XXe siècle (§2.). L'accaparement de la production laitière par les élites agricoles (§3.) a contribué à créer un environnement commercial positif pour cette filière, au détriment de la production des petits paysans, tant dans les unités de production collectives qu'individuelles. Au début des années 1980, les coopératives détenaient 25,7 % du cheptel du canton (Maldonado 1987) (Annexe 16). La main-d'œuvre n'était composée que des membres des coopératives, qui travaillaient entre 4 et 5 jours par semaine au profit de l'exploitation communautaire et recevaient presque toujours un salaire qui constituait une part redistribuée de la richesse générée par le processus de production collectif.

Dans le cas des familles paysannes affiliées aux coopératives, la production est passée de l'unité de production individuelle à l'unité de production collective (Illustration 15). Les soutiens publics apportés (cf. facilités de crédit, accès aux machines agricoles acquises par les coopératives, programmes d'amélioration génétique des races bovines et des pâturages), ponctuels pour la plupart, ont contribué à capitalisation des unités de production familiales.

Illustration 15.
Interaction entre l'unité de production familiale et l'unité de production collective dans la production et reproduction des familles paysannes membres des coopératives de Cayambe entre 1964 et 1980



Source : interviews menées sur le terrain 2015

Les exemples cités par Furche (Furche 1980) montrent que les parcelles individuelles étaient presque exclusivement destinées à la production de cultures, alors que les unités de production collectives mettaient à disposition des familles des espaces de pâturage pour la production laitière des membres associés.

La production individuelle était en grande partie absorbée par la famille paysanne pour son alimentation, la production de semences, et aussi de manière tout aussi importante le soutien des relations de réciprocité entre agriculteurs. Les produits alimentaires jouaient un rôle essentiel dans cet équilibre. Le lait constituait donc le principal débouché commercial.

> « *À l'époque de la coopérative, ce qui était produit sur la terre de chacun était pour la maison, pour la famille ; peu était vendu, il n'y avait pas tant de dépenses à faire, et ce que nous avions nous suffisait. Quand il y avait un besoin de journaliers, "on s'échangeait main à la main" et on donnait de bonnes rations parce qu'il y avait de quoi. Le salaire payé par la coopérative servait à acheter le peu qu'il nous fallait ; on travaillait cinq jours par semaine.* » (EH8, paysan membre de l'ancienne coopérative Paquistancia).

La main-d'œuvre était essentiellement familiale. En cas de pic de travail, les paysans avaient recours à la pratique du *presta mano* qui consistait à échanger du travail

et de la nourriture, cette dernière moyennant la remise de *rations* ou « *chuchir »*. L'autre pratique qui permettait d'optimiser l'utilisation des terres, et qui se poursuit jusqu'à présent, était la production *al partir,* c'est-à-dire une relation sociale de production entre les paysans possédant des terres et ceux n'y ayant pas accès[107]. La société paysanne kayambie, même libérée du système des haciendas, s'est inspirée des pratiques qui existaient entre le propriétaire de l'hacienda et les travailleurs, mais cette fois entre les paysans aisés (membres des coopératives) et les paysans n'ayant pas accès à la terre.

Le revenu des familles intégrées dans le modèle coopératif provenait de la vente des excédents de la production familiale (principalement le lait) et du salaire versé par la coopérative. En 1974, le revenu de ces familles paysannes sur le territoire kayambi pouvait être entre 2,2 et 2,8 fois plus élevé que celui des paysans non rattachés au régime des coopératives (Furche 1980).

Cette différenciation entre paysans eut un effet sur la cohésion sociale du territoire kayambi et sur l'organisation future du monde paysan. Dans les espaces gérés par les coopératives, une plus grande stabilité pouvait être observée parmi les agriculteurs (moins de paysans étaient forcés de migrer à la recherche d'un emploi), ce qui a contribué à renforcer la cohésion sociale.

> *« À Ascázubi, Otón, Malchinguí, Tupigmachi, des organisations ont également été formées entre les familles des huasipungueros et des travailleurs de ces haciendas, mais après avoir reçu les terres, elles se sont affaiblies. Lorsque les associés ont commencé à quitter la zone pour aller à Quito ou ailleurs pour travailler, les organisations ont périclité. Aujourd'hui ce n'est plus qu'un souvenir ; seul reste le nom de certaines, mais seulement pour raconter l'histoire »*
> (EH10, ancien dirigeant de la coopérative de Santo Domingo).

Depuis la création des coopératives et jusqu'à leur dissolution, les tensions entre l'individuel et le collectif ont été constantes (Furche 1980; Haubert 1989; Martínez Godoy 2016; Martínez 2016). L'un des aspects les plus fondamentaux de la position des membres de coopératives à l'égard du projet de production collective a été la défense

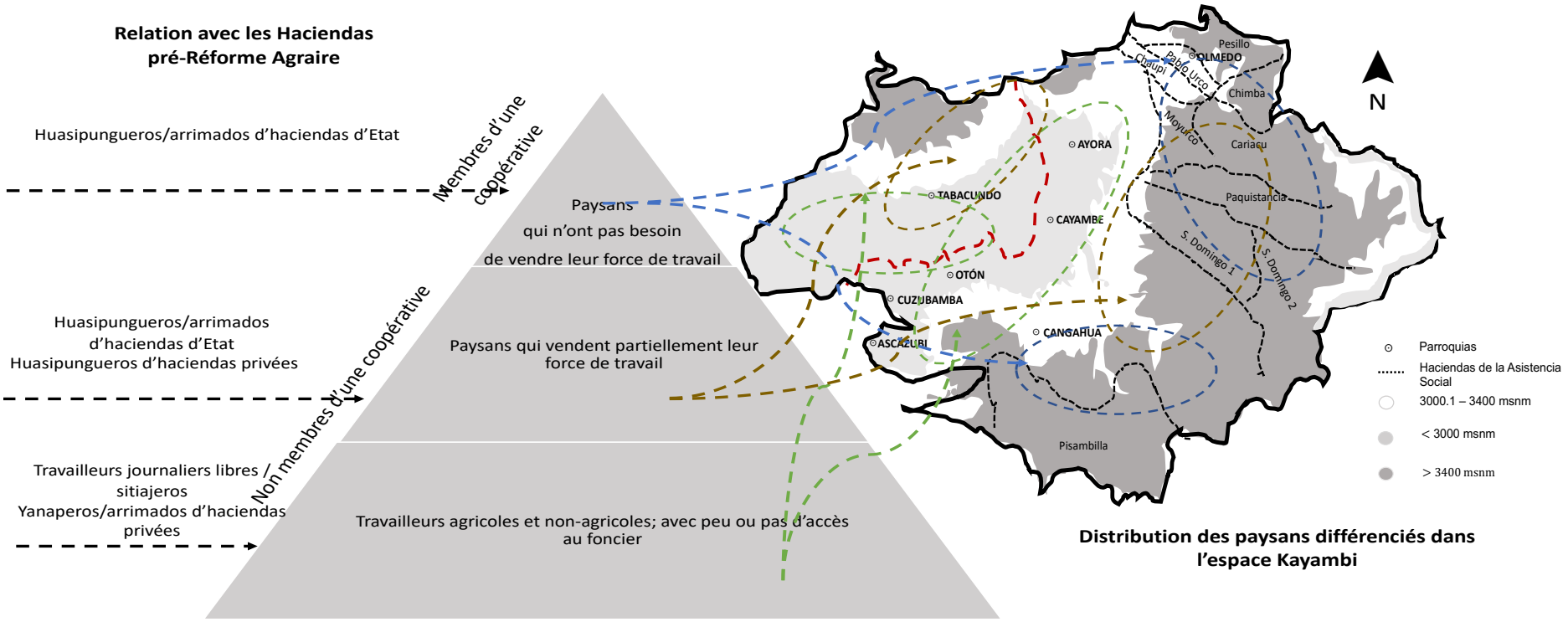
[107] Association entre deux paysans dans l'exploitation d'une parcelle qui recouvre de nombreuses formes. Elle implique parfois que les deux parties déploient leur force de travail (l'une apportant la terre, l'autre, le *partidario,* les intrants et les outils aratoires par exemple). Les membres de l'association sont souvent liés par une relation sociale, qu'elle soit familiale, de compérage ou de voisinage. La valeur du paiement de l'usufruit de la terre pendant une année (le *partido)* correspond le plus souvent à la moitié de la récolte. Lorsque les consommations intermédiaires et la récolte sont partagées à parts égales, le système est qualifié de « *a medias ».*

collective de la non-collectivisation de la terre (Furche 1980; Haubert 1989). Au début des années 1990, la production coopérative étant totalement sur le déclin, les biens meubles et immeubles des coopératives ont été simplement liquidés. Les membres des coopératives se sont divisé la terre de manière égale entre eux. Dans de nombreux cas, les coopératives ont donné naissance à des communautés locales, et dans d'autres cas, les communautés et les coopératives ont coexisté jusqu'à la dissolution de ces dernières. Aujourd'hui, certaines associations de producteurs laitiers paysans ont pour socle fondateur les membres des anciennes coopératives ou leurs descendants.

La différenciation sociale évoquée plus haut était donc le résultat conjugué de divers facteurs, et d'abord de l'espace géographique et de la position sociale dans laquelle se trouvaient les paysans durant le processus d'élaboration et d'adoption de la loi portant réforme agraire. Tout ceci a eu une incidence directe sur l'accès matériel aux ressources productives, entraînant une autonomie plus ou moins marquée vis-à-vis du marché en ce qui concerne la vente de main-d'œuvre et la satisfaction de l'alimentation familiale. Sur le plan collectif, la différenciation entre les classes de paysans a eu un impact sur la cohésion communautaire. Ce dernier aspect est important pour mettre en évidence que les premières notions liées à l'espace communautaire, aux relations de réciprocité et même de condition ethnique, que nous associons au concept de communautés rurales andines qui aujourd'hui sont hétérogènes, est la résultante de l'histoire dont ces paysans ont été les acteurs.

Les grandes caractéristiques de cette différenciation sociale sont géographiquement marquées (Illustration 16) et perdurent jusqu'à ce jour.

Illustration 16.
Différenciation sociale entre paysans et leur répartition dans l'espace kayambi entre 1964 et 1990



Élaboration : Román P.

3.1.2. La triade État - Église - ONG dans la société paysanne

Après la deuxième grande réforme agraire de 1973, l'État est passé d'une politique agricole redistributive, avec toutefois des effets limités, à une politique d'encouragement de la production, qui visait à intégrer le monde paysan au marché. Divers territoires et leurs familles paysannes ont été destinataires d'une politique d'État *descendante,* donnant la part belle à l'État. Le diocèse de l'Église catholique, proche des secteurs populaires et principalement des paysans indigènes, a promu des projets de développement rural touchant l'agriculture et l'élevage. Ensuite, à partir des années 1990, s'est produit le boom des ONG[108] qui, bénéficiant des fonds de la coopération internationale, sont venues combler l'espace laissé par l'État, lié au démantèlement du modèle néolibéral.

3.1.2.1. Les projets gouvernementaux de développement rural

Les politiques publiques des années 1980 ont pris pour cible la masse hétérogène des paysans, mais dans une optique sociale, plus que productive et économique. À la fin des années 1980, des actions impulsées par le gouvernement en place et axées sur le développement rural intégral ont été déployées dans le milieu paysan de la Sierra. Jara (2012) décrit les politiques de développement rural mises en œuvre par l'État (tout au long de l'histoire contemporaine du pays, 1980 - 2010) comme des stratégies visant à venir en aide à des populations appauvries et vulnérables. Dans leur acception la plus générale, les politiques de développement sont celles qui visent à mettre en place des actions permettant à une population de sortir de la pauvreté, de l'isolement et de rattraper son retard.

Le paradigme du développement rural a commencé à se populariser dans le pays en 1980. Le Secrétariat au développement rural intégral (SEDRI) a été créé[109], en étant placé sous la tutelle de la présidence de la République. Grâce aux ressources provenant du pétrole, puis des prêts accordés par la Banque mondiale, 17 projets de développement rural intégral (DRI) ont été lancés[110]. Dans la région Sierra du nord, les cantons Cayambe et Pedro Moncayo ont fait partie des espaces ou des projets DRI qui ont été exécutés.

[108] Définies comme des institutions à but non lucratif fonctionnant de manière autonome et indépendante des gouvernements et dont les ressources sont utilisées pour financer des actions dans le domaine de la coopération au développement.

[109] En 1984, cet organisme a changé de nom pour s'appeler le Sous-secrétariat au développement rural intégral (SSDR), rattaché au ministère du Bien-être social, avec pour mission l'exécution des politiques de développement et de réduction de la pauvreté rurale dans le pays.

[110] Les projets DRI ont été, grâce au financement d'organisations internationales, mis en œuvre par les gouvernements de l'ensemble des pays d'Amérique latine, et également en Afrique.

L'objectif du DRI est *« l'amélioration des conditions de vie des populations rurales marginalisées et leur intégration dans le processus de développement national »* (Rodas 1982). Dans le cadre d'un modèle d'action unique, les projets DRI axés sur la production ont visé essentiellement ceux qui à l'époque étaient appelés les « paysans viables », c'est-à-dire ceux disposant d'une structure agricole suffisante (accès à la terre, à l'eau, localisée dans des zones agroécologiques adaptées à l'agriculture) leur permettant de se connecter, selon les termes de Chiriboga (1984), premier secrétaire du SEDRI, au processus d'accumulation de capital.

Le Fonds de développement rural marginal, FODERUMA, créé en 1982 par la Banque centrale de l'Équateur, fut aussi un important bailleur de fonds des actions entreprises en milieu rural jusqu'au début des années 1990. Les projets financés ont surtout privilégié la construction d'infrastructures dans le secteur rural (routes, installations d'eau potable, écoles, maisons communales), et ont donc dans une moindre mesure été axés sur la production. Le FODERUMA a eu une incidence sur l'organisation sociale paysanne, car l'une des conditions d'accès à ses financements était de démontrer une bonne cohésion sociale et organisationnelle. À Cayambe, le FODERUMA, avec l'aide de l'Église et d'ONG, a conduit des projets d'infrastructures dans le domaine de la santé, et aussi la consolidation de certaines *organisations de deuxième niveau (OSG)*[111] dont les effets se poursuivent jusqu'à présent.

Les projets de développement rural de l'État ont concerné de multiples secteurs, santé, éducation, réseau routier. L'agriculture a été l'axe principal sur le plan de la production. À partir de ce moment, les politiques de redistribution disparurent complètement pour laisser la place à celles centrées sur les techniques de production. Ceci a sans aucun doute exacerbé l'hétérogénéité sociotechnique à l'intérieur de la société paysanne et s'est trouvé en contradiction avec l'objectif principal affiché par ces projets, à savoir la réduction de la pauvreté. Les segments les plus pauvres de la société vivant en majorité dans les zones rurales n'ont pas été concernés, étant donné leur manque d'accès à la terre et à l'eau, ce qui les rendait improductifs (Martínez 2009).

Un processus de modernisation de la production a été encouragé dans le secteur paysan, fondé sur l'intégration des techniques agricoles émergentes (utilisation de variétés améliorées, produits agrochimiques, labourage des sols). La priorité était donnée

[111] En bref, une OSG (« organización de segundo grado ») est une organisation qui regroupe d'autres organisations de base. Dans le secteur rural équatorien, il existe une hétérogénéité d'OSG, tant au niveau des membres que des fins poursuivies (Martínez, 2006).

à l'insertion dans un système alimentaire pauvre en agro-biodiversité et culturellement homogénéisateur. C'est un modèle qui ignorait, ou du moins laissait de côté le savoir et le savoir-faire des pratiques agricoles paysannes. Cette vision faisait du monde rural paysan l'antithèse du processus de modernisation, en considérant les paysans comme incapables de participer efficacement à la construction de leurs propres modèles de production. Les politiques publiques étaient conçues de façon à en faire des sujets passifs, seulement dépositaires d'idées et de processus préconçus par rapport à la notion de développement. L'intervention la plus importante de l'État (en termes de politiques de développement rural), à Cayambe et Pedro Moncayo, en dehors de la réforme agraire, a été conduite entre 1970 et 1990.

3.1.2.2. Les organisations non gouvernementales ont une relation privilégiée avec les paysans

Au cours de la dernière décennie du XXe siècle, l'espace rural est marqué par la prolifération d'organisations non gouvernementales (ONG)[112]. Ces ONG naissent à l'initiative d'intellectuels, de politiciens et d'une partie de l'Église. Ces organisations, bénéficiant du soutien d'organismes de coopération des pays de l'hémisphère Nord, sont devenues le moteur des actions visant à lutter contre les inégalités sociales, à défendre les droits humains, et à protéger la nature. Elles sont pour la plupart à l'origine de propositions alternatives, pour remplacer les modèles de développement dominants, au moment où l'État avait décidé de procéder aux ajustements structurels demandés par le néolibéralisme.

Sur le territoire kayambi, le déploiement d'actions de développement rural s'est intensifié avec l'arrivée de l'organisation locale *Casa Campesina de Cayambe* (CCC), liée à l'Église catholique (ordre salésien). Elle a commencé son travail en 1985 grâce à des financements internationaux et à des programmes d'État comme ceux appuyés par le FODERUMA. À l'image des actions menées par d'autres ONG, l'approche suivie est de nature intersectorielle (santé, éducation, infrastructures, crédit, production). Dans le domaine de la production, le secteur agricole a été et reste au centre des actions, avec une focalisation particulière sur l'élevage.

Contrairement aux interventions de l'État, le travail de proximité mené par ces ONG et la connaissance de la dynamique des territoires ont permis à ces organisations

[112] La très grande majorité des ONG du pays (80 %) ont été formées dans les années 1980 (34 %) et 1990 (46 %). (Arcos & Palomeque 1997, p. 199)

d'accumuler des enseignements et de rediriger leurs actions, tout en débattant des concepts et des modèles appliqués. Les enseignements tirés s'appuient sur des processus de recherche, parfois accompagnés ou conduits par ces organisations, et sur l'interaction quotidienne entre agriculteurs et techniciens qui, au moins, tentent de considérer les premiers comme des sujets du changement social et non comme de simples objets ou publics cibles d'un projet. Une grande partie des ONG, surtout locales, se sont caractérisées par leur participation active aux luttes sociales, dont beaucoup ont pris naissance dans les zones rurales. Sans méconnaître l'autonomie organisationnelle du monde paysan kayambi, il est important de noter que, depuis l'intervention des ONG, des espaces, des ressources et des idées de débat ont fleuri, ce qui sans nul doute a contribué à alimenter les axes de réflexion. Bertón (2001) considère que les actions des ONG qui ont eu pour effet de renforcer les organisations indigènes, ont contribué à l'émergence du mouvement indigène-paysan. Le premier soulèvement indigène en 1990 a débouché sur la création de l'organisation politique du mouvement social indigène-paysan, le « Mouvement d'unité plurinationale Pachakutik - Nouveau pays ».

Dans le domaine de la production agricole, jusqu'au début du XXIe siècle, la plupart des ONG ont mis l'accent sur l'amélioration des conditions de l'élevage dans les zones rurales (Annexe 17) : l'octroi de crédits pour l'amélioration des pâturages, de l'irrigation, l'acquisition de bovins, le soutien au développement de microentreprises laitières; figurent parmi les principales lignes de travail de ces organisations d'appui. La CCC, l'ONG la plus ancienne de la zone, compte parmi ses axes fondamentaux d'action depuis 1987, l'activité d'élevage et de production laitière. Elle met à disposition des lignes de crédit destinées à la fois aux paysans et aux communautés, qui répondent aux programmes de développement qu'elle met en œuvre sur le territoire kayambi (Tableau 7).

Tableau 7.
Secteurs prioritaires pour le crédit productif (individuel et communautaire) d'agro-élevage offert par la CCC entre 1987 et 2009

Période	Crédits agricoles
1987 - 1994	Irrigation et rénovation des pâturages
1994 - 2000	Technicisation de l'irrigation des parcelles Micro-entreprises laitières
2000 - 2009	Réservoirs de refroidissement du lait

Source : (Herrán 2009)

Au début du XXIe siècle, les organisations non gouvernementales intervenant dans l'espace kayambi s'emploient à promouvoir une agriculture alternative, organique et agroécologique, en influençant le développement et la restauration de pratiques agricoles en promouvant le développement de circuits courts. Ces dernières années, ces ONG travaillent également avec les consommateurs des zones urbaines et rurales et situent leurs stratégies d'intervention à l'échelle du système alimentaire dans son ensemble.

Les actions publiques et privées de développement rural ont été et restent des vecteurs de la différenciation paysanne. Selon Chiriboga (1995), cette différenciation s'observe parfois à l'échelle du territoire. C'est le cas du territoire kayambi, où des différences sont visibles entre la partie nord, et les parties hautes de Cangahua, où prédomine l'élevage, et la vallée (2400 - 2800 m au-dessus du niveau de la mer). Ces actions entreprises par la triade État - Église – ONG, telles que l'accès aux techniques agricoles, à l'irrigation, au crédit et aux marchés, contribuent à la modernisation des modes de production et de vie des agriculteurs. Cependant, elles ne sont pas le seul facteur explicatif de l'hétérogénéité de la paysannerie kayambie. Les actions de renforcement organisationnel des paysans (Martínez 2002) le sont aussi, et c'est là peut-être la réussite la plus tangible du travail déployé principalement par les ONG, qui a permis de refaçonner la relation indigènes - paysans - État.

3.1.3. La transformation de l'hacienda en entreprise laitière

Dans la poursuite du mouvement de spécialisation engagé par les élites agricoles de la Sierra, les vallées interandines (situées entre 2500 et 3000 m d'altitude) sont devenues le centre, par excellence, de la production laitière. Toutefois, le processus de modernisation des haciendas pour devenir productrices de lait a été relativement inégal,

les unes ayant connu une transformation accélérée, amorcée au début du XXe siècle, tandis que d'autres, même après la réforme agraire, n'ont connu qu'une transformation plus lente[113]. Ces haciendas dont la transition a été plus lente sont appelées « haciendas modernes extensives[114]» (Barsky 1978). Comparativement à d'autres zones de la Sierra équatorienne, les exploitations du territoire kayambi ont intégré beaucoup plus rapidement la catégorie des entreprises laitières, encore que, comme mentionné auparavant, quelques-unes ont continué de produire de manière extensive après la réforme agraire.

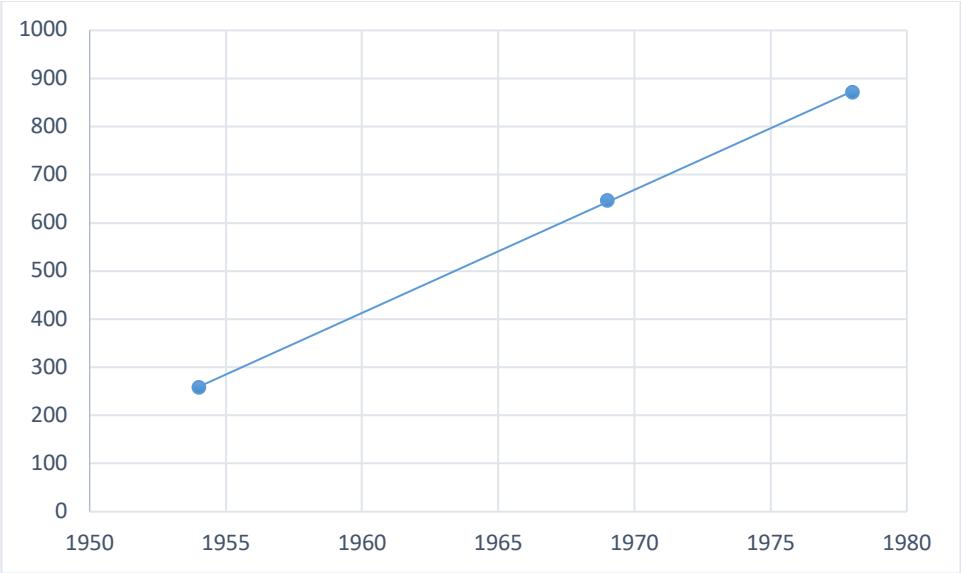
Les politiques publiques issues du modèle d'accumulation basé sur l'industrialisation, la substitution des importations dans le secteur agricole, et l'élimination des échanges non commerciaux, ont tendu à la poursuite de la modernisation technologique de la production et à l'augmentation des rendements. Ce modèle a permis la naissance de l'industrie alimentaire, de la stabilisation des prix et des salaires (Urriola 1985). En effet, la production laitière a connu une croissance soutenue(

[113] On entend par « entreprise laitière », l'unité de production spécialisée dans une composante rentable du marché intérieur, en l'occurrence le lait, en employant un nombre limité de salariés agricoles, disposant d'une technologie avancée pour la production et d'une accumulation soutenue de capital (Barsky 1978).

[114] Investissement en capital, incorporation relative de techniques (mécanisation, amélioration génétique, prairies artificielles), selon une logique capitaliste *(ibid.)*

Illustration 17), la province de Pichincha est devenue la plus productive, notamment en volumes (litres produits). En 1978, 81,8 % de la production laitière nationale provenait de la Sierra, et en particulier de la province de Pichincha (Barsky *et al.* 1980).

Illustration 17.
Évolution de la production laitière (en millions de litres/an) au niveau national entre 1954 et 1978



Source : (Barsky *et al.* 1980).

Dans le bassin laitier de Pichincha en 1978, près de 80 % du lait commercialisé provenait majoritairement d'UPA de plus de 20 ha, les exploitations les plus petites ne représentant que 5 % des volumes commercialisés (Barsky *et al.* 1980).

L'octroi de prêts et la fixation de prix minimaux ont été les deux axes majeurs de la politique publique visant la consolidation des laiteries. Les incitations de l'État à l'élevage par le crédit, qui ont connu un essor à partir des années 1950, ont été maintenues. Dans le bassin laitier Cayambe-Pedro Moncayo, le montant des crédits, gérés par la succursale de la banque publique BNF (Banco Nacional de Fomento), a augmenté et leur distribution reflète deux choses. Premièrement, l'importance des investissements des agriculteurs, le soutien de l'État au développement de l'élevage laitier et en 1978, les prêts accordés par l'agence de Cayambe de la BNF étaient consacrés à hauteur de 45 % à l'élevage, tandis que les crédits à l'agriculture baissaient d'année en année et ne représentaient plus que 18 % au cours de la même période (Barsky *et al.* 1980) Deuxièmement, le secteur bancaire public servait principalement les élites agricoles. Le recensement agricole de 1974 montre que, tant en valeur qu'en nombre, les crédits étaient accordés aux UPA de plus de 20 hectares (Annexe18). Au total, en 1973, pour les cantons de Cayambe et Pedro Moncayo, sur les 3877 UPA de moins de 20 hectares, 1,8 % ont bénéficié d'un crédit, contre 45 % des UPAS de plus de 20 hectares (INEC 1974).

L'autre politique ayant eu un impact sur l'activité laitière fut la fixation de prix minimaux à la production. L'année de l'adoption de la réforme agraire (1964) a également vu la création de la « Commission nationale des laits », un signe clair de l'intérêt de l'État dans ce domaine. Cette entité était chargée de l'établissement des règles de contrôle des procédés pour la circulation du lait, depuis le producteur jusqu'aux centres de consommation. Son action portait aussi sur la régulation du marché par la fixation des prix de soutien[115] et leur contrôle. C'est avec la création de cette commission que la réglementation du prix du lait a été mise en place dans le pays, laquelle est encore en vigueur, même si elle a relevé de différentes entités depuis (Tableau 8). L'analyse de l'efficacité de cette politique de contrôle des prix que ce soit pour les intérêts des producteurs, de l'industrie ou des consommateurs n'est pas l'objet de cette étude. Toutefois, il est important de souligner que la politique d'intervention publique dans le commerce des produits agricoles a été faible voire nulle en Équateur, à l'exception de quelques secteurs, dont le lait (Román 2013).

[115] Il s'agit de prix fixés par l'État, un prix minimal à payer au producteur et un prix maximal à payer par le consommateur.

Tableau 8.
L'institutionnalisation de la réglementation des prix du lait entre 1964 et 2015

Entité	Année de régulation des prix	Membres
Commission nationale des laits	1964 - 1973	Publics : Direction de l'encouragement de l'élevage Direction de la santé Ministère de l'Économie et des banques Délégué de l'Association des municipalités du pays Privés : Délégué des éleveurs Délégué de l'industrie laitière
Surintendance des prix	1973 – 1977	Gestion par une institution publique
Front économique	1977 - 1978	Publics : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage Ministère de l'Industrie Ministère du Commerce Ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie Ministère des Finances
Commission des prix agricoles	1978	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

Source : (Barsky *et al.* 1980), entretien avec le MAGAP 2015

Au cours de la seconde moitié de la décennie des années 1960, le prix d'un litre de lait à la ferme était de 1,20 sucre[116]; 13 ans plus tard (1978), ce prix avait augmenté de 366 % (4,4 sucres[117]/litre). Ainsi que le rapportent Barsky *et al.* (1980), après 1974, une hausse encore plus accélérée du prix du lait à la ferme est enregistrée. La politique de fixation du prix du lait chez le producteur est perçue comme obéissant avant tout aux pressions exercées par les élites agricoles : elle est fortement contestée par le secteur industriel laitier qui demande, année après année, son abolition.

Les pressions exercées par les élites de l'élevage ont même conduit, au subventionnement des producteurs de lait livrant leur matière première aux centres de pasteurisation en 1976-1977. Une partie de ces subventions était destinée au financement de l'achat de compléments alimentaires, et une autre d'engrais *(ibid.)*.

[116] Le sucre a été la monnaie nationale de l'Équateur de 1884 à 1999, date à laquelle le pays a adopté le dollar des États-Unis comme monnaie de cours officiel. En 1966, un dollar équivalait à 17,82 sucres.

[117] En 1979, le taux de change était de 1 dollar pour 24,80 sucres.

C'est dans les activités agricoles et d'élevage contrôlées par les élites que l'État concentra son aide financière, l'appui technologique et l'ensemble des politiques publiques en direction du secteur (Jara 1985). De fait, les cultures vivrières de base servant à l'alimentation de la population équatorienne et principale activité paysanne ont été laissées en dehors de ces politiques publiques (Chiriboga 1985; Jara 1985; Urriola 1985).

L'augmentation de la population urbaine entraîna une augmentation de la demande de lait, ce qui se répercuta directement sur le développement de l'élevage et poussa les éleveurs à s'orienter vers le traitement du lait (pasteurisation), afin de garantir la conservation de ce produit très périssable et d'accroître sa commercialisation dans les villes.

À l'aube du XXIe siècle, les anciennes haciendas du territoire kayambi s'étaient donc transformées en unités de production de type « capitaliste », mais avec diverses rationalités productives. Une première catégorie, les exploitations situées principalement dans la vallée andine et les zones de Guachalá, Juan Montalvo et Ayora, ont poursuivi leur spécialisation dans la filière lait en technicisant leur capacité de production (fourrage animal et génétique animale), et en cherchant à générer des rendements toujours plus élevés par unité bovine. Une deuxième catégorie, celle des unités de production mixtes, a adopté des méthodes de production moins intensives que les premières, en combinant l'activité laitière et d'autres types de cultures, souvent destinées à l'industrie agroalimentaire : brocoli, artichaut, asperge, physalis (*uvilla*), quinoa et dans certains cas la floriculture. La troisième catégorie regroupe les propriétés qui sont devenues des résidences secondaires à la campagne, certaines s'étant reconverties dans le tourisme et la restauration. Une quatrième catégorie d'entreprises issues des anciennes exploitations est celle des fermes d'élevage porcin et avicole, situées notamment au sud du canton Cayambe (Otón, Cuzubamba). Enfin, le cinquième grand type d'exploitations qui se sont développées au cours de la dernière décennie du XXe siècle sont les entreprises floricoles, principalement dédiées à la culture de roses d'exportation, qui s'étendent du nord au sud de la vallée andine en traversant le territoire kayambi. La transformation de nombre de ces fermes laitières en entreprises de floriculture a fait que, sur le marché, la production de lait ne provenait plus que des exploitations paysannes.

3.2 L'industrialisation agricole et alimentaire : des paysans en marge de la dynamique.

> « *L'Équateur doit modifier la structure de son économie et devenir un pays agro-industriel […]. Le développement industriel exige […] la création d'un marché intérieur capable d'absorber les produits industriels et la production de matières premières nécessaires à l'industrie. C'est pourquoi il est vital d'aborder l'ensemble du problème agricole de l'Équateur dans le cadre de la transformation de la vie nationale »* (Saad 1982).

Les études réalisées par la CEPAL (Prebisch 1949, 1952) sur les déterminants de la croissance économique en Amérique latine ont amené l'État équatorien à promouvoir un projet d'industrialisation destiné à remplacer les importations. Dans le cadre de ce projet, l'espace rural devait devenir le fournisseur de matières premières pour l'industrie, laquelle devait devenir pourvoyeuse d'emplois pour la main-d'œuvre paysanne libérée après la réforme agraire –, et donc augmenter la masse des consommateurs. Sur le territoire kayambi, le développement de l'industrie alimentaire s'est appuyé sur la production laitière et dans une moindre mesure, et de manière éphémère, sur la production nationale de blé (Annexe 18). À partir de la seconde moitié des années 1980, une industrie agricole non alimentaire, la floriculture, a commencé à se développer.

3.2.1. L'industrie laitière, entre l'activité d'élevage et la transformation

Le processus d'industrialisation, soit la transformation du lait par le biais de procédés chimiques et physiques, permet la création de nouveaux produits. Nous abordons dans cette section les leviers de développement et les acteurs de ce processus dans la région centre-nord de la Sierra, et en particulier le territoire kayambi. Nous tenterons de déterminer, en même temps, quelle a été la place des paysans dans ce processus d'industrialisation de la filière lait, qui connaît son plus fort essor dans les années 1970.

La période 1960-1980 a vu la consolidation de la modernisation productive de l'élevage laitier sur le territoire kayambi et la segmentation de la production et de la transformation. Les anciennes haciendas, devenues entreprises laitières, ont vu l'apparition de nouveaux acteurs, les *usines de lait* spécialisées dans les processus de transformation. Jusqu'au début des années 1960, dans les deux bassins de production de lait qui se sont formés autour de Quito (au sud de Machachi, Lasso, et au nord de Cayambe), ce processus était intégré dans des exploitations agricoles et dépendait du

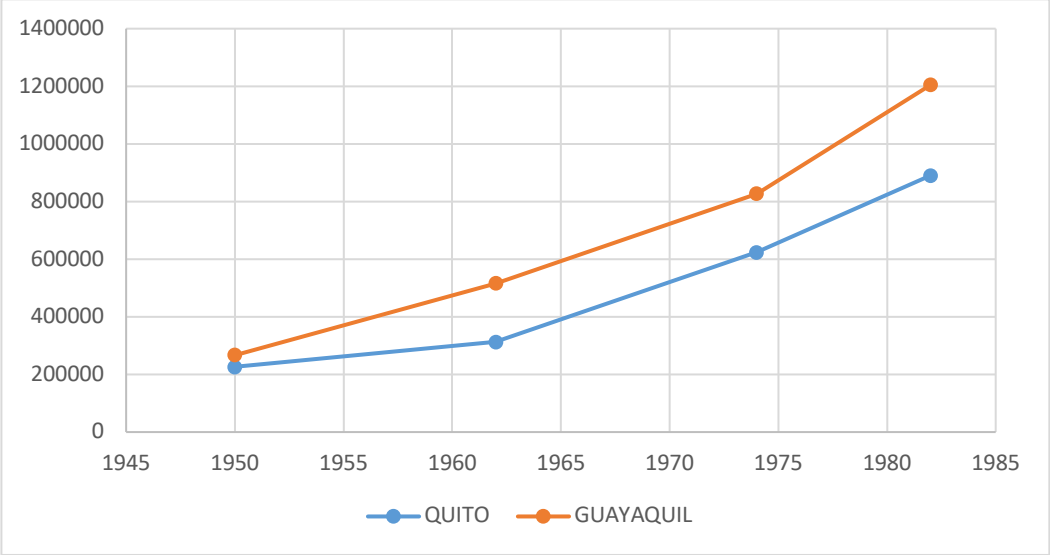
capital agricole. Jusqu'à la fin du XXe siècle, les petits paysans producteurs de lait étaient marginalisés et peu intégrés, voire exclus de la dynamique d'industrialisation laitière. Néanmoins, l'orientation des entreprises d'élevage vers d'autres produits à forte valeur ajoutée, en particulier la floriculture, l'appui soutenu des ONG (3.1.2.2) pour améliorer la production, établir des connexions avec l'industrie laitière (entreprises inclusives) et appuyer les initiatives d'organisation propre des groupements de paysans; ont permis l'insertion d'un certain groupe d'agriculteurs dans la transformation du lait. C'est l'objet de l'analyse présentée dans le chapitre 4.

Citons, parmi les moteurs et facteurs de l'évolution des formes sociales et techniques de la transformation du lait à partir de la deuxième partie des années 1960, les suivants : la croissance des volumes de production, l'accroissement de la population des villes et donc la demande de ce produit, les pressions exercées par les citoyens et les organismes de santé publique pour améliorer les conditions sanitaires de transport du lait jusqu'aux consommateurs, et bien sûr, les politiques publiques d'industrialisation, s'inscrivant dans un modèle économique de substitution des importations.

3.2.1.1. La croissance de la population urbaine et la consommation de lait

Au cours du XXe siècle, *l'urbanisation* (Carrión 1987) du pays se consolide. Quito et Guayaquil deviennent des métropoles régionales, les deux plus importantes sur le plan économique, et par conséquent, attirent les flux migratoires. À partir des années 1950, avec l'essor des exportations de bananes, et surtout le boom pétrolier des années 1970, la population de ces pôles urbains connaît une croissance constante (Illustration 18).

Illustration 18.
Évolution de la croissance démographique urbaine à Quito et Guayaquil, 1950-1982

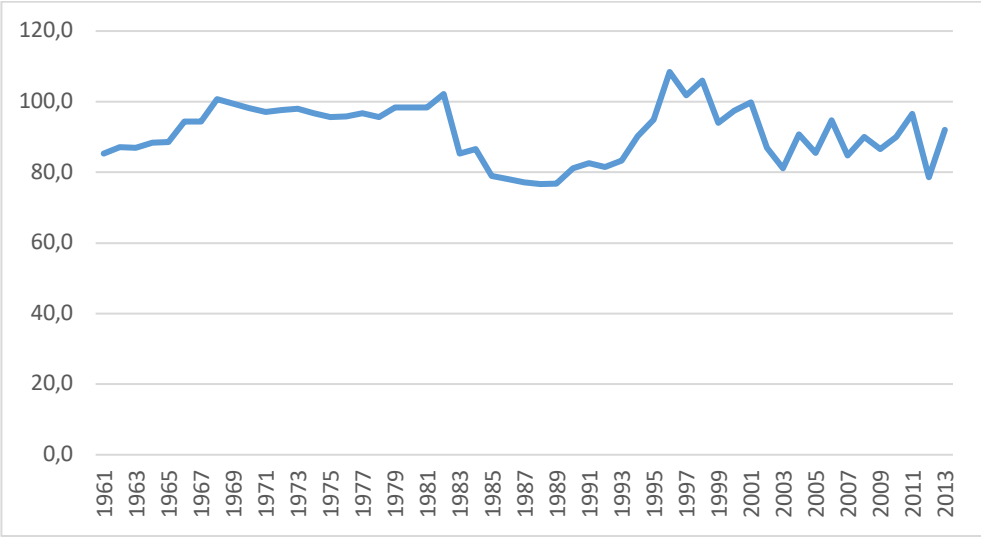


Source : (CEDIG 1985)

La croissance de la population urbaine s'accompagne d'une croissance de la demande et du marché des aliments dans ces zones. Par exemple, la consommation de lait entier au niveau national a augmenté régulièrement entre 1960 et 1980 (

Illustration 19). D'après (Urriola 1985), malgré les progrès de la production laitière, l'augmentation de la consommation humaine était telle que l'industrie n'était pas en mesure de satisfaire la demande nationale.

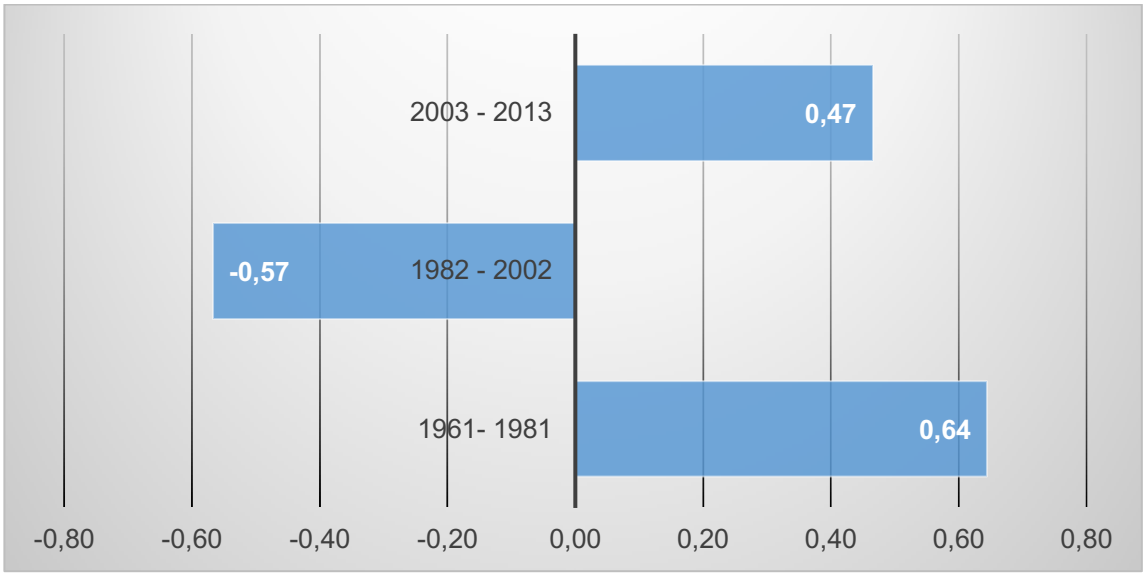
Illustration 19.
Évolution de la consommation de lait entier par habitant en Équateur entre 1961 et 2013 (litres par personne et par an)



Source : FAOSTAT 2015

Si l'on examine la variation du taux moyen de consommation de lait (liquide) (Illustration 20) par personne sur des cycles de 20 ans (1961-1981 ; 1982-2002 ; 2002-2013[118]), on constate que la période de croissance la plus rapide est la première (1961-1981), précisément au moment de la mise en place du modèle de substitution des importations, qui coïncidait en outre avec l'augmentation de la capacité de consommation de la population, principalement urbaine, compte tenu du contexte macro-économique du pays qui bénéficiait de la manne pétrolière.

Illustration 20.
Moyenne du taux de croissance (%) de la consommation de lait (litres par personne /an) sur les trois périodes 1961 - 1981 ; 1982 - 2002 ; 2003 - 2013



Source : FAOSTAT 2015

3.2.1.2. Les éleveurs à la tête de la transformation laitière : l'introduction de la pasteurisation du lait

L'augmentation de l'offre de lait rendue possible par la modernisation des laiteries a poussé les éleveurs de la Sierra à se mobiliser pour trouver de nouveaux moyens pour acheminer leur produit jusqu'aux centres et marchés urbains. C'est à ce moment-là que des groupements de producteurs ou des producteurs individuels, à la recherche de débouchés, ont mis en marche leurs projets de transformation, de taille plus imposante que celle des petites fermes artisanales qui fonctionnaient à l'intérieur de certaines haciendas qui avaient commencé à se développer au début du XXe siècle (Encadré 8).

[118] Les données de FAOSTAT ne font état que de la consommation de lait entier jusqu'en 2013.

Encadré 8.
Transformation du lait au début du XXème siècle

La transformation du lait en produits dérivés a démarré assez tôt dans les exploitations, car cette activité permettait de valoriser et de prolonger la vie de la matière première périssable. La première initiative de transformation des produits laitiers, pouvant être vendus sur les marchés, est née dans les ateliers artisanaux des haciendas qui avaient un accès direct à la ligne de chemin de fer. Le meilleur exemple à cet égard est celui des haciendas de Guaytacama et d'Avelina dans la Sierra centre-nord (dans la province de Cotopaxi, au sud de Quito), cette dernière ayant appartenu à la famille Plaza Lasso de l'ancien Président de la République, pionnier de la modernisation de l'agriculture. L'installation d'ateliers de transformation a permis d'absorber les excédents de lait qui ne faisaient qu'augmenter. Les principaux produits transformés étaient les fromages frais – servis à table[119]–, le beurre et dans une moindre mesure le lait en poudre (Arcos & Merchán 1976). Le beurre et le fromage frais consommés à table étaient deux produits presque exclusivement réservés à la population urbaine à l'époque, et qui aujourd'hui encore, sont peu consommés dans les zones rurales.

Ainsi, ce sont les producteurs de la matière première, les anciens propriétaires d'haciendas, qui ont été à l'origine des deux premiers cycles de développement de l'activité de transformation du lait. Plusieurs usines de lait ont été mises en place entre 1941 et 1954 à Cayambe, à partir de capitaux principalement agricoles, des propriétaires des haciendas transformées en exploitation d'élevage laitier, qui cherchaient à placer les volumes produits, en augmentation, tout en profitant de la demande croissante, mais encore timide de lait frais et d'autres produits dérivés (lait, yaourt, beurre).

Dans les années 1950, le lait arrivait cru aux consommateurs urbains, mais avec une mauvaise qualité sanitaire (Barsky *et al.* 1980; GADP & CIL 2015), ce qui devint une préoccupation pour les autorités de santé publique, les organismes nationaux et multilatéraux. Un rapport de la FAO, publié à la même époque, demandait aux autorités locales de construire d'urgence une usine de pasteurisation à Quito, garantissant aux consommateurs urbains un lait répondant aux normes sanitaires.

La pasteurisation du lait marqua un jalon dans l'histoire du pays ; ce projet d'innovation technique rassemblait en effet toutes les parties prenantes : I) d'abord des pouvoirs publics soucieux d'améliorer les conditions sanitaires du produit ; et ensuite II) le secteur de l'élevage qui avait tout intérêt à élargir les possibilités de

[119] Le fromage pour la cuisine est un produit à base du lait frais et de présure, très vite périmé. Dans l'art culinaire traditionnel équatorien, il est largement utilisé dans la préparation des soupes appelées « locros » (§3.5.4). Il contient du sel et sa durée de fermentation est plus longue, ce qui le différencie du fromage consommé à table qui, comme son nom l'indique, est consommé directement « à table » et non comme un ingrédient de cuisine.

commercialisation du lait, produit de consommation massive dans les villes. Une fois de plus, ce sont les élites agricoles de la Sierra centre-nord, à la pointe de la modernisation technique, qui grâce à leur pouvoir économique et politique purent installer la première usine de pasteurisation à Quito. Sa construction bénéficia de l'appui du Président de l'époque, Galo Plaza Lasso (1948 - 1952), lui-même éleveur, qui réussit à obtenir une subvention des Nations Unies, complétée par la contribution des éleveurs de la province de Pichincha (Barsky *et al.* 1980). Ainsi, en pleine croissance de l'activité laitière dominée par la classe des propriétaires terriens, l'entreprise municipale Pastorizadora Quito S.A commença à fonctionner en 1960 (GADP & CIL 2015). Cette entreprise, qui opère jusqu'à présent, s'est peu à peu développée et a joué un rôle important dans la régulation du marché du lait frais. C'est là que les éleveurs laitiers de la province de Pichincha ont livré leur lait pendant plusieurs décennies *(ibid.)*. D'autres entreprises de pasteurisation[120] ont été créées avec l'apport en capital d'éleveurs, mais elles ont depuis disparu, décapitalisées, car leur objectif principal, celui de garantir un bon prix au producteur, était en contradiction avec l'intérêt économique de l'entreprise manufacturière (Barsky *et al.* 1980).

3.2.1.3. La première multinationale agroalimentaire du pays s'installe à Cayambe

L'année 1972 est marquée par une étape importante dans le secteur de l'agroalimentaire national, et c'est le territoire kayambi qui en est le cadre. La société Industria Lechera Friedman est reprise par la multinationale Nestlé (la première multinationale agroalimentaire à opérer en Équateur[121]). Par la suite, d'autres entreprises viennent s'implanter comme la société italienne Parmalat. Nestlé opérait déjà en Équateur depuis 1955 par l'intermédiaire d'un bureau commercial installé à Guayaquil. Elle importait des produits de luxe (Nescafé, lait condensé, lait en poudre, chocolats, bonbons), proposés aux consommateurs aisés, à fort pouvoir d'achat.

La stratégie de division du travail de la multinationale et un contexte de politiques publiques nationales favorables (incitation à l'investissement étranger) ont permis à Nestlé de passer de la commercialisation de produits importés à la production locale en

[120] Une autre usine de pasteurisation, uniquement financée par des capitaux de producteurs de lait, fut créée dans la province de Cotopaxi (ILESA), qui fut même plus importante que la Pastorizadora de Quito, car elle servait le marché de Guayaquil.

[121] Les produits Nestlé étaient déjà commercialisés en Équateur. La société avait une antenne commerciale et un bureau d'importation à Guayaquil, depuis 1955 (Nestlé 2014).

Équateur, pour ensuite, en profitant des accords douaniers, commercialiser ses produits dans les pays du Pacte andin[122].

Le géant suisse, créateur de la « farine lactée » (lait en poudre pour nourrissons) s'est initialement concentré sur la production de lait maternel, puis de lait en poudre de haute qualité, dont il avait le monopole. Progressivement, d'autres produits dérivés frais (fromage, *manjar* de lait, crème, etc.) sont venus s'ajouter à son catalogue de produits locaux, fabriqués dans le pays.

Grâce à la présence de Nestlé dans le pays, les principes de normalisation et d'innocuité, fer de lance du modèle alimentaire industriel, prirent de l'ampleur dans l'industrie alimentaire, avivant la tension entre les industriels et les producteurs de lait. Les premiers faisaient pression sur l'État pour libérer les importations de lait en poudre pour trouver une solution au problème de la qualité hétérogène du lait ; et les seconds utilisaient leur influence politique historique pour éviter les importations, nuisibles au prix qui devait leur être payé.

> *« Depuis notre arrivée dans le pays, nous avons intensément lutté pour garantir une matière première de qualité. En Équateur, lorsque Nestlé est arrivé, on ne parlait pas de paramètres de standardisation des produits, nous avons été les pionniers dans ce domaine. Cela était un problème pour Nestlé, surtout pour produire des dérivés frais, c'est la raison pour laquelle nous ne le faisons plus depuis 1990 dans le pays. »* - J.M., gérant du développement de la chaîne d'approvisionnement chez Nestlé (30 ans d'ancienneté).

En ce qui concerne l'approvisionnement, Nestlé a appliqué une stratégie de captage, qu'aucune autre usine de transformation du lait n'était alors en mesure d'appliquer. Pour cela, Nestlé a mis en place une politique d'assistance technique à l'intention de ses fournisseurs, de paiements d'avance, et de collecte dans les fermes. C'est ce qui fit toute la différence entre Nestlé et les autres entreprises, dans un contexte où la demande de lait des usines de transformation était supérieure à l'offre. Ce qui, dans les années 1980, était une politique exclusive de Nestlé, s'est répandu pour devenir une politique habituelle entre les producteurs de lait et les industries de transformation.

[122] La Communauté andine est fondée en 1969, marquant le début d'un processus d'intégration régionale andine, à l'instar du projet de l'Union européenne, bien que ses acquis soient loin d'être comparables au processus européen. Un régime douanier favorable aux échanges est défini entre les pays membres : Bolivie, Équateur, Pérou, Colombie, et Venezuela (qui se retire en 2006).

Comme dans les autres industries agroalimentaires du pays et ce jusqu'au début du XXIe siècle, Nestlé avait établi une relation directe avec les gros éleveurs pour l'approvisionnement en lait. La production laitière paysanne resta en marge de ce circuit et des intérêts des usines en place.

3.2.1.4. Pluralité de fabriques laitières, circulation hétérogène de la matière première et développement de la consommation

Selon les résultats du recensement agricole de 1974, 85,5 % de la production laitière à Cayambe provenait d'unités de production de plus de 20 hectares, celles de moins de 20 hectares produisant le reste. En ce qui concerne le lait commercialisé, à peine 11,6 % provenaient d'unités de moins de 20 hectares (Tableau 9). Muyzert (1977) constate qu'après la remise des terres des haciendas de l'État aux paysans (coopératives), la production laitière a diminué pour les industries de la zone. Selon cet auteur, cela était dû, d'une part au mouvement de vaches laitières qui avaient quitté les exploitations de l'État (jusqu'avant la réforme agraire, données en location) et, d'autre part à l'augmentation de la consommation propre de lait dans les familles de paysans, qui jusque-là était faible.

Tableau 9.
Destination du lait produit dans le canton Cayambe en 1974

UPA	Production journalière en litres							
	Consommation humaine et transformation sur place		Alimentation des veaux		Vente		Total	
	Litres	%	Litres	%	Litres	%	Litres	%
Moins de 20 ha	2153	31,8	215	3,2	4402	65,0	6770	100
Entre 20 et 500 ha	1487	4,7	3345	10,5	27010	84,8	31842	100
Plus de 500 ha	486	6,0	1218	15,0	6430	79,1	8134	100
TOTAL	4126	8,8	4778	10,2	37842	81,0	46746	100

Source : Recensement dans l'agriculture et l'élevage 1974

À la fin des années 1970, la production laitière avait augmenté quantitativement de 380 %. Elle était en très grande majorité (92%) concentrée dans la Sierra, avec 8 des 53 entreprises installées dans le bassin de Cayambe-Pedro Moncayo selon les données officielles (Encadré 9). Mais ces données ne font pas apparaître les nombreux ateliers

artisanaux[123] de transformation du lait qui, selon l'étude du secteur laitier de Cayambe de Muyzert (1977), étaient au nombre de 15[124].

Encadré 9.
Les acteurs de la transformation des produits laitiers sur le territoire kayambi entre 1940 et 1990

Fábrica Nacional de lácteos (1940), capital agricole.
Industria Hertob (1946), capital agricole
Industria Lechera Friedman (1954), capital agricole – usine
Productos González (1956), capital agro-industriel
Usine la Campiña (n/d)
Durango e Hijos (ILDHESA) (nd), capital agro-industriel
Fábrica la Estancia (n/d), capital agricole
INEDECA- Nestlé (1972), capital industriel multinational (acquisition de Industria Lechera Friedman)
17 ateliers/fabriques artisanales (n/d)

Source : Entretiens sur le terrain; (Barsky *et al.* 1980; GADP & CIL 2015; Maldonado 1987).

Une grande diversité économique et technique caractérisait les entreprises de transformation de produits laitiers, de même que la provenance de la matière première qu'elles récoltaient et les marchés qu'elles ciblaient pour écouler les produits élaborés (illustration 21).

Une première catégorie inclut les ateliers artisanaux, de technologie rudimentaire, qui produisaient principalement les fromages de table. La matière première provenait des animaux des propriétaires de ces ateliers, mais une bonne partie était également achetée aux commerçants sillonnant chaque jour la zone pour acheter et vendre le lait (parmi lesquels surtout des paysans). Dans ces petites et moyennes structures, le nombre de produits transformés pouvait aller de 100 à 600 fromages[125] de table par semaine, ce qui correspondait à une demande d'environ 43 à 260 litres de lait par jour. Ces ateliers servaient souvent les consommateurs ruraux et locaux des environs.

[123] On appelle ateliers artisanaux les espaces où le lait était transformé à l'aide d'ustensiles de base, sans l'utilisation d'aucune machine ou presque. Ils se consacraient pour la plupart à la fabrication de fromages, à partir des ustensiles suivants : tissus blancs pour filtrer le lait, cercles de métal ou plastique, présure (dans certains cas chimiques, dans d'autres provenant d'intestins animaux), marmites courantes et bois de chauffage pour faire bouillir le lait, certains possédant aussi une machine à écrémer.

[124] Le nombre exact d'ateliers artisanaux n'est pas connu, car beaucoup étaient clandestins. Muyzert (1977) fait état de 10 ou 15 ateliers, alors que selon les témoignages historiques concernant l'industrie de transformation à l'époque (1970-1980), certains rapportent qu'ils étaient au nombre de17 ou 20. Il importe ici en fait de noter leur existence.

[125] Un fromage d'environ 500 g requiert en moyenne 3 litres de lait.

Une deuxième catégorie incluait les entreprises agricoles de transformation dotées d'infrastructures (soit des installations indépendantes de l'unité de production de la matière première) et de technologies plus avancées (chaudron de pasteurisation, machines à beurre, etc.) qui collectaient environ 17 000 litres par jour avec lesquels elles fabriquaient du yaourt, du lait pasteurisé, de la crème et du beurre. La matière première provenait de leurs unités de production et de producteurs disposant d'exploitation de plus de 20 hectares. Leurs produits étaient commercialisés dans les grandes villes, Quito et Guayaquil, ainsi que dans d'autres centres urbains ou chefs-lieux de province. À Cayambe, Productos Lácteos González[126] en est un exemple typique : cette entreprise a été créée en 1956, et dispose ou disposait d'une usine de traitement, et d'une seconde dans la province du Carchi, ainsi que de ses propres unités de production. Au fil du temps, la plupart de ces entreprises ont abandonné l'élevage, pour se concentrer uniquement sur la transformation.

> *« Lorsque l'entreprise González est née, nous produisions et transformions le lait. Pour accroître la rentabilité de l'entreprise […], il a été décidé d'abandonner l'élevage au profit de l'activité de transformation […]. »* (EH gèrent de Productos Lácteos González 2015)

Dans la troisième catégorie, il convient de ranger la multinationale Nestlé : elle est passée en cinq ans d'une capacité de traitement d'environ 27 000 litres par jour en 1973 à 83 000 litres par jour en 1978 (Barsky *et al.* 1980), soit plus de quatre fois le volume de l'usine laitière nationale de Cayambe qui opérait depuis 1940 et qui en 1977 ne recevait que 18 000 litres par jour (ibid.). Pichincha (Cayambe-Pedro Moncayo et Machachi) était non seulement le bassin laitier le plus important en termes de production, mais aussi la région choisie par l'industrie pour s'y installer. En ce sens, Nestlé adopta une stratégie d'approvisionnement décentralisée dans le bassin Pedro Moncayo-Cayambe, qui lui apportait 55 % des volumes traités – volume qui diminua ensuite – le reste provenant d'autres provinces de la Sierra (Cotopaxi, Carchi, Imbabura), des contreforts de la chaîne orientale, principalement Baeza, porte d'entrée de la région amazonienne. Au fil du temps, l'entreprise a étendu ce qu'elle appelait ses « districts laitiers ».

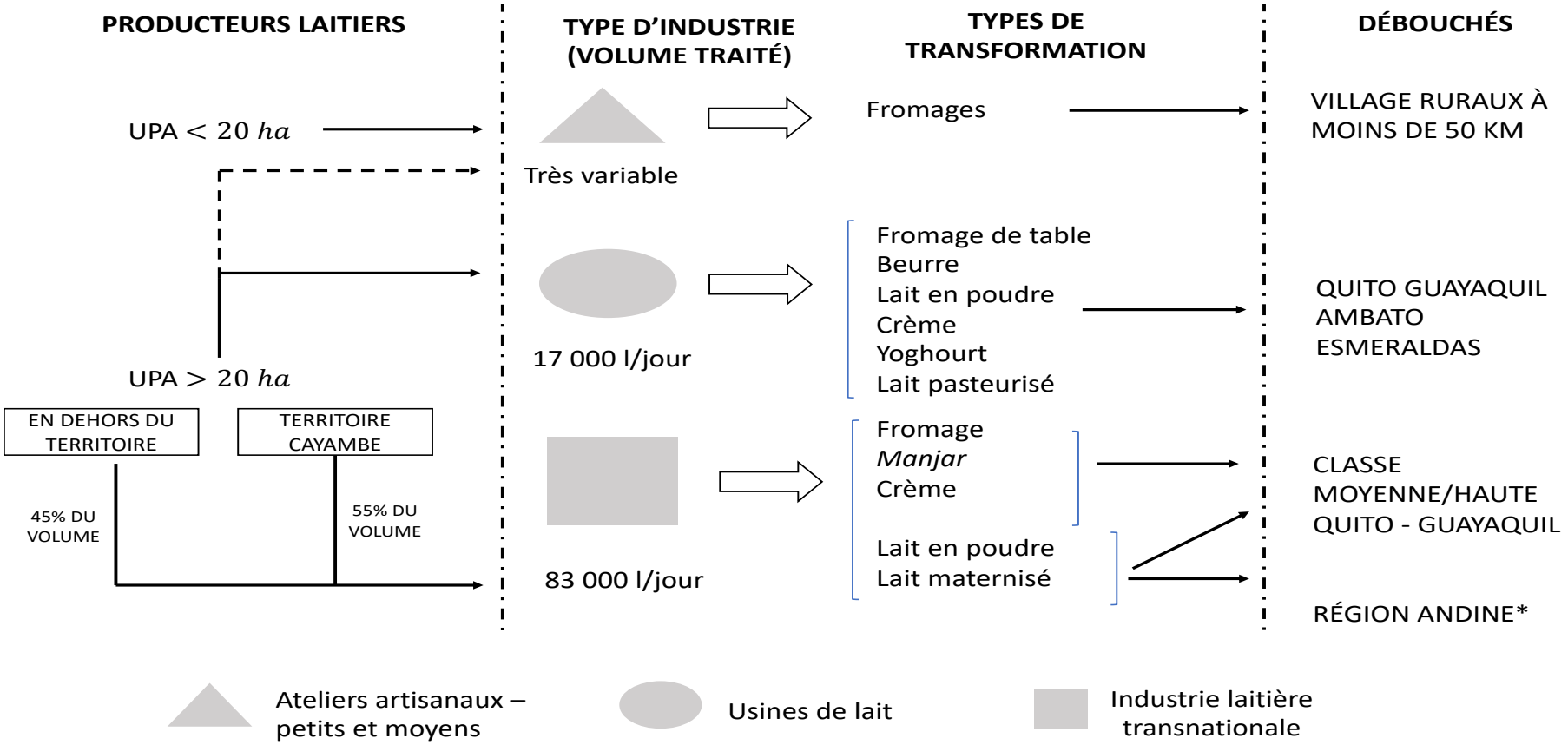
[126] Entreprise laitière créée avec des capitaux nationaux, et qui a su se maintenir jusqu'à présent ; elle est reconnue au niveau national.

« *La recherche de la matière première au-delà du bassin laitier de Cayambe - Pedro Moncayo répond à plusieurs facteurs, notamment la concurrence qui existait avec d'autres entreprises pour le lait ; cela nous a conduits à un moment donné à conquérir d'autres districts laitiers, à l'est, où nous avons installé une usine de froid, en allant jusqu'au nord-ouest de Pichincha, à Santo Domingo et Alluriquín* (Annexe 20). *L'arrivée de la floriculture à Cayambe fut l'un des autres facteurs qui nous ont poussés à trouver d'autres producteurs ailleurs, car à partir des années 1993-1995 de nombreux éleveurs sont devenus des exploitants floricoles. Nestlé, grâce à ses moyens logistiques et techniques, a pu développer des espaces de production de la matière première, avec ses propres normes de qualité »* (EIL1, chef de service de la production laitière chez Nestlé 2015)

Les consommateurs urbains de la classe moyenne/supérieure sont encore aujourd'hui le créneau de marché pour les produits de cette industrie.

« Nestlé a fait le pari de la qualité dès le départ, et on peut dire qu'aucune autre entreprise du pays ne possède la technologie ou les procédés que nous employons, car nous recherchons sans cesse la meilleure qualité. Nous avons commencé et continuons à fournir des aliments de type A, de luxe n'est-ce pas ! […] non accessibles [les produits Nestlé] *dans les zones rurales, mais avec le développement de l'urbanisation, nous arrivons maintenant dans les villes moyennes et petites ; auparavant, 90 % de nos produits étaient destinés aux marchés de Quito et de Guayaquil. Aujourd'hui, les produits Nestlé sont disponibles à Cayambe, du moins dans le centre urbain. En effet, dans les zones plus rurales, les gens n'achètent pas nos produits, ils ont d'autres habitudes de consommation et, deuxièmement, leur pouvoir d'achat est limité »* (EIL2, gérant du développement de la chaîne d'approvisionnement chez Nestlé 2015)

Illustration 21.
Circuit et transformation du lait liquide dans le territoire kayambi entre 1970 et 1980



*Équateur, Colombie, Pérou, Bolivie, Venezuela
Source : Entretiens sur le terrain 2015 ; (Muyzert 1977)
Élaboration : Román P.

Le circuit du lait variait selon sa provenance (Illustration 21) : le lait produit dans les exploitations de plus de 20 ha était acheminé jusqu'aux centres de pasteurisation et usines de transformation, dont les produits étaient destinés aux consommateurs des grandes agglomérations; tandis que le lait provenant des petites exploitations paysannes alimentait les ateliers artisanaux de transformation (parfois clandestins), dont la production était écoulée dans les villages ruraux et les petites agglomérations, ou vendue à des commerçants itinérants, se déplaçant de ville en ville en camionnette pour vendre du lait cru.

Les agro-industries de Pichincha traitaient globalement 178 517 litres/jour (Barsky *et al.* 1980). À Cayambe, 71,4 % du lait commercialisé provenait des unités de production allant de 20 à 500 hectares (INEC 1974).

3.3 La floriculture : nouvelle phase d'industrialisation agricole dans les Andes septentrionales de l'Équateur

En 1980, l'Équateur traverse une profonde crise économique et est touché de plein fouet par les effets de la récession économique mondiale[127], provoquée notamment par la crise pétrolière de la décennie précédente. Les prix du pétrole à la baisse et l'endettement extérieur galopant (avec une augmentation des taux d'intérêt de la dette contractée et l'arrêt des flux de crédit) se sont traduits par une inflation accélérée et une décroissance économique (Oleas 2017). Le modèle de la CEPAL (industrialisation par substitution aux importations) était sur le déclin et un changement de cap de la politique économique pointait à l'horizon. L'intervention de l'État allait céder le pas à une régulation économique par le jeu du marché.

C'est grâce à ce nouveau modèle économique que le pays connut les fameux « avantages comparatifs » dans le secteur agricole. Les conditions agroécologiques favorables, l'accès à l'irrigation, l'amélioration du réseau routier, l'absence de tensions dans les zones rurales, les faibles coûts de la main-d'œuvre, la législation fiscale, sociale et environnementale peu contraignante – voire absente –, ainsi qu'un système agricole peu productif, sont devenus les principaux piliers du développement de cultures *non traditionnelles* d'exportation, en particulier de fleurs (Gasselin 2000; Gaybor 2008 2011)[128]. Les ressources de l'État, par l'intermédiaire du crédit ou de réformes fiscales,

[127] Pour plus d'informations, voir (Gutiérrez 1986)

[128] La thèse de doctorat de Gasselin, P. (2000), *Le temps des roses, La floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito* (Équateur), Institut national agronomique Paris-

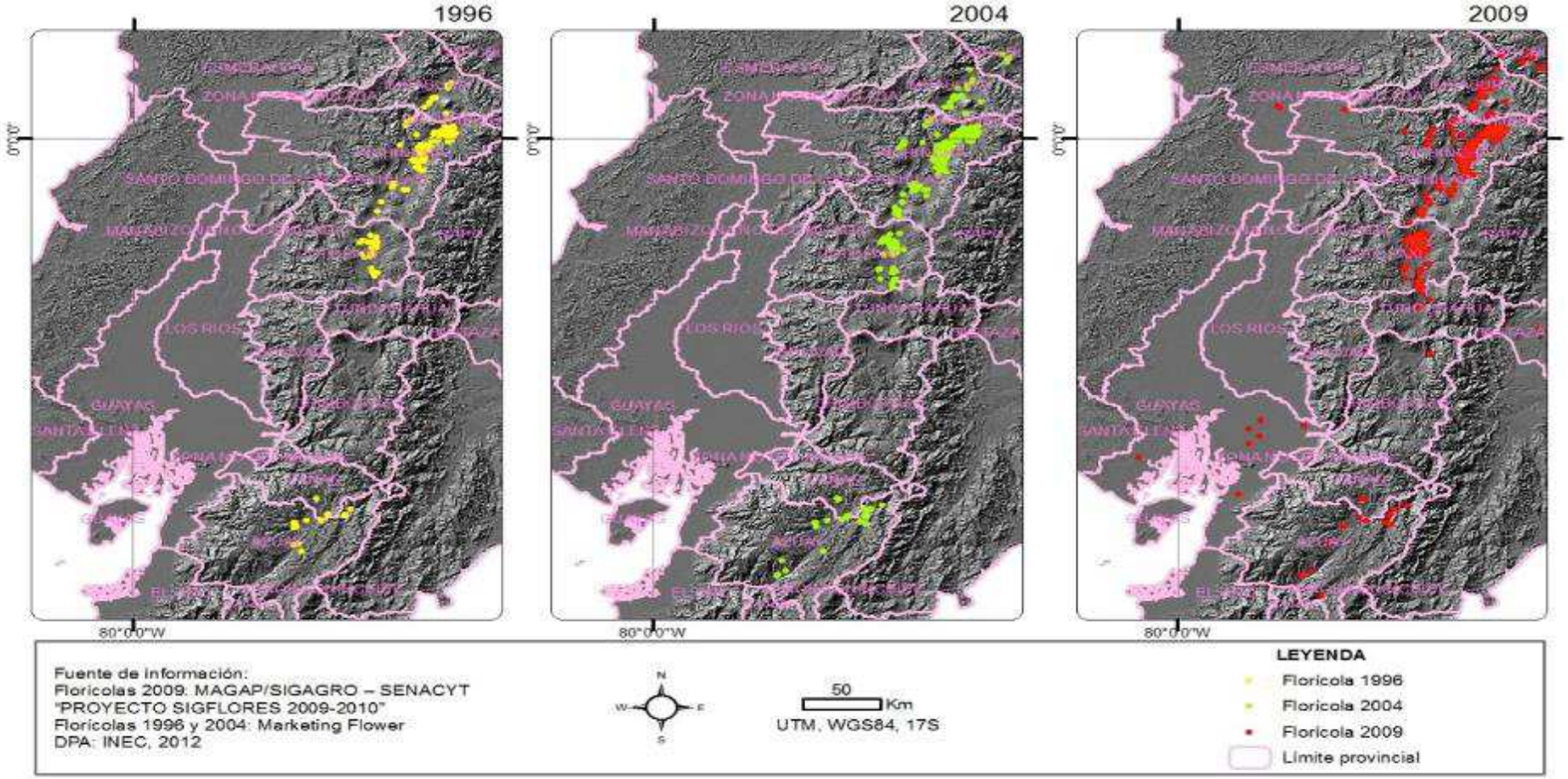
ont permis de soutenir le développement de la production destinée à l'exportation. Dans le bassin laitier traditionnel entourant Quito (Sierra centre-nord), des exploitations agricoles de cultures non traditionnelles – fleurs coupées et brocoli – ont commencé à s'installer[129].

À partir de la dernière décennie du XXe siècle, la floriculture s'étend dans toute la vallée interandine, le long de la voie panaméricaine, axe routier qui traverse le pays du nord au sud. En l'espace de trente ans, deux conglomérats (Illustration 22) se sont constitués. Ils concentrent la majeure partie de la production de fleurs en Équateur : le premier va de la province du Carchi au nord du pays jusqu'à la province de Tungurahua au centre de la Sierra ; le second est situé dans la région Sierra Sud entre les provinces d'Azuay et de Cañar.

Grignon, présente une analyse approfondie, et jusqu'à présent unique, du développement et du fonctionnement sociotechnique de la floriculture dans les régions proches de la métropole de Quito.

[129] La culture de brocoli, pour l'exportation, a occupé momentanément certains espaces dans les exploitations laitières les plus petites et les plus intensives. Toutefois, les faibles avantages comparatifs, en raison de l'éloignement des ports pour l'expédition des produits IQF (Individual Quick Freezing) en provenance de la vallée de Machachi (au sud de Quito), ont fait que cette activité est aujourd'hui presque totalement absente du territoire kayambi.

Illustration 22.
Expansion de la floriculture en Équateur entre 1996 et 2009



Élaboration : Paola Román & Marcela Alvarado

L'augmentation constante de la valeur FOB (Free on Board) des exportations (Annexe 21) a fait du secteur des fleurs le troisième au classement des exportations non pétrolières du pays et certainement le plus important des Andes équatoriennes. Le premier marché fut celui les États-Unis, compte tenu de la proximité géographique et des préférences douanières accordées au titre du Système des préférences douanières andines[130], connu sous le nom d'ATPA[131] qui, de 1991 à 2013, a permis aux fleurs équatoriennes de bénéficier de droits de douane préférentiels pour entrer sur le marché américain. L'ATPA a été le moteur de la croissance de l'activité floricole dans le pays. En 2013, quelques mois avant l'expiration de l'ATPA, le gouvernement équatorien renonça unilatéralement à ce système de préférences douanières en promouvant la *loi d'incitation au secteur productif,* et en prévoyant le versement de 9 millions de dollars US en 2013 et de 25 millions de dollars US en 2014 pour compenser la sortie de l'ATPA. Ces subventions ont été versées à 655 entreprises, essentiellement de production et d'exportation de fleurs fraîches (Espín 2014).

Malgré la diversification des marchés d'exportation, les États-Unis restent le plus gros destinataire de la fleur équatorienne : en 2019, 53 % des volumes exportés sont allés sur ce marché (EXPOFLORES 2019). En 2017, avec un gouvernement différent (Lenín Moreno 2017 - 2021) de celui qui avait renoncé à l'ATPDEA et l'appui de l'association des producteurs et exportateurs de fleurs, EXPOFLORES[132], l'État équatorien s'est rapproché du gouvernement des États-Unis pour que les fleurs bénéficient à nouveau de son système de préférences douanières[133], demande qui s'est concrétisée fin 2020. Ainsi,

[130] Par la suite, à travers l'ATPDEA, environ 6 000 produits des pays de la région andine bénéficient d'une exonération de droits de douane pour entrer aux États-Unis, en contrepartie de la collaboration de ces pays à la lutte contre le trafic de stupéfiants. En Équateur, les principaux bénéficiaires de ce système de préférences sont les exportateurs de fleurs, de thon, de brocoli, de mangue, de textiles, secteurs gérés par les élites économiques et politiques du pays. Ce sont ces élites qui, année après année, ont fait pression sur le gouvernement équatorien en place pour qu'il accepte les conditions imposées par les États-Unis pour que l'Équateur reste dans la liste des pays bénéficiaires. Il convient de rappeler que ces préférences et les conditions d'accès sont une décision exclusive de l'État américain, par l'intermédiaire du Sénat.

[131] Andean Trade Preferente Act, loi de commerce préférentiel andin.

[132] Asociación Nacional de Productores y Exportadores de Flores del Ecuador https://expoflores.com/. À l'image de ce qui se passe dans le secteur de l'élevage, EXPOFLORES (association constituée en 1984 pour représenter le secteur floricole) joue un rôle fondamental dans la relation avec l'État, et a consolidé un pouvoir politique et économique qui se reflète dans les postes que ses membres occupent au sein des différents gouvernements.

les exportateurs de fleurs équatoriennes n'auront plus à payer les droits de douane de 6,8 % pour accéder au marché américain (El Universo 2020).

Le secteur floricole se vante constamment de ce qu'il apporte à la société équatorienne dans son ensemble (emplois, devises, modernité), contributions au titre desquelles il exige régulièrement des politiques de soutien à l'État. Le soutien à l'emploi, tant au niveau de la production que dans d'autres maillons de la chaîne (agences de commercialisation, emballage, transport), est l'axe du discours sur lequel le secteur s'appuie le plus pour continuer à stimuler l'activité. En effet, la production de fleurs est fortement demandeuse de main-d'œuvre : un hectare de fleurs occupe entre 10 et 12 travailleurs, alors qu'une entreprise d'élevage ne crée que 0,1 emploi par hectare.

> *« Les floriculteurs génèrent 60 000 emplois directs et deux fois plus d'emplois indirects. Les femmes représentent plus de 50 % des effectifs des plantations. Aucun autre secteur productif agricole n'a autant contribué à l'indépendance économique des femmes rurales »* (ESF 5, président d'EXPOFLORES 2015).

Par contre, des chercheurs dans le domaine agricole et des activistes sociaux dénoncent le fait que la création d'emplois et la génération de devises par le secteur de la floriculture sont le résultat d'une exploitation de la main-d'œuvre, de la pollution de l'environnement, et de la perte de sécurité et de la souveraineté alimentaire, de la déstructuration sociale du monde rural. Pour L. Martínez (2004), l'agro-industrie floricole n'a pu se développer qu'au détriment des espaces ruraux en promouvant leur mondialisation, car comme l'affirme cet auteur *« elle déchire le local, l'immédiat, les pratiques de reproduction traditionnelle et génère prolétarisation et perte de la paysannerie ».*

Néanmoins, l'agriculture capitaliste sur le territoire kayambi, incarnée dans l'industrie des fleurs, a été le moteur de transformations matérielles, sociales et aussi de son système alimentaire. La prolétarisation de la main-d'œuvre paysanne, les fissures dans le monde communautaire, la spoliation des ressources matérielles, la construction de nouveaux paradigmes agricoles et alimentaires, l'installation de nouveaux pouvoirs locaux sont quelques-unes des conséquences de cette agro-industrie non alimentaire. Ces transformations contribuent au renforcement d'un mode de gestion agricole et alimentaire que Ploeg (2009) appelle « l'empire ». Ce modèle reconfigure les relations sociales, les pratiques, les identités et les modes de vie propres à ce territoire.

3.3.1. De vallée laitière à *capitale mondiale des roses* : nouvelle configuration spatiale et sociale du territoire kayambi

La crise économique qui a frappé l'Équateur s'est répercutée sur la production et la consommation de produits laitiers dans tout le pays. Elles ont connu un déclin historique entre 1982 et 1987 (Annexe 22). De nombreuses structures de production de lait fermèrent leurs portes ou se consacrèrent à une combinaison d'activités, élevage et cultures *non traditionnelles* destinées à l'exportation. La nouvelle culture la plus importante qui a été investie dans le territoire kayambi a été celle des fleurs, principalement les roses. La floriculture est devenue une activité financièrement très rentable (Gasselin 2000) et cela a rapidement transformé l'occupation des sols agricoles de la vallée andine bien irriguée.

Si les entreprises laitières des années 1980 avaient représenté un élan de modernité agricole dans les Andes septentrionales, les plantations de fleurs[134] qui se multiplient dans les années 1990 ont recours à des pratiques jamais vues auparavant. Les technologies d'artificialisation de la production floricole, l'utilisation de serres, de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte localisés, d'intrants chimiques (engrais, produits phytosanitaires), de lumière artificielle, de ferti-irrigation, de chambres froides, entre autres, ont fait de ces systèmes de production les symboles de la modernité agricole permettant une connexion directe au reste du monde, à travers une chaîne de production hautement spécialisée. La dynamique de production dépassa le seul cadre des plantations de fleurs, ce qui eut des conséquences transformatrices dans d'autres domaines de la vie quotidienne sur l'ensemble du territoire : en même temps que s'élargissait l'énorme tache de plastique des serres dans la vallée andine, la croissance démographique, l'urbanisation, le développement d'autres activités économiques prenaient de nouvelles proportions.

À partir de la fin des années 1980, la floriculture s'étend progressivement dans la vallée centrale, entre 2600 et 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer, le long des deux voies reliant Cayambe et Pedro Moncayo à Quito. La multiplication accélérée des plantations de fleurs caractérise la dernière décennie du XXe siècle (Tableau 10), favorisée par la croissance de la demande sur le marché international, les préférences douanières et la crise qui frappait la floriculture du pays voisin, la Colombie. À la fin de 1980, Cayambe et Pedro Moncayo comptaient une trentaine d'entreprises floricoles ; en

[134] Gasselin (2000) décrit néanmoins les premières plantations de fleurs et la chaîne de production qui en découle comme relativement rudimentaires.

1996, elles étaient au nombre de 93, soit une croissance de 310 %. Depuis l'apparition de la première plantation et jusqu'en 2015, l'expansion de la production floricole s'est concentrée autour de deux conglomérats ou noyaux floricoles comme les appelle Alvarado (2016) : l'un au nord du territoire kayambi dans les paroisses d'Ayora, Tunaphachi, Cayambe, Tabacundo et La Esperanza ; l'autre au sud, comprenant une partie des paroisses de Cangahua, Otón et Cuzubamba, qui s'insèrent dans le conglomérat floricole des paroisses rurales du district métropolitain de Quito. Ces conglomérats se forment principalement dans les espaces de production occupés auparavant par les pâturages des entreprises laitières.

Tableau 10.
Nombre d'exploitations floricoles dans les cantons Pedro Moncayo et Cayambe en 1996, 2004, et 2010

CANTON	ANNÉE			
	1989	1996	2004	2010
Pedro Moncayo	-	63	84	107
Cayambe	-	34	57	68
Total	30	97	141	175

Source : Expoflores 2013 ; Marketing Flower 1996, 2004.

En 2013, il existe environ 3500 hectares[135] de champs floricoles à Cayambe et Pedro Moncayo, couverts à 90 % de cultures de roses sous serre (IEE 2013a, 2013b). Ces deux cantons font partie des espaces à plus forte valeur ajoutée brute (VAB) au niveau de l'activité agricole (6,2 %) (SHAH 2015).

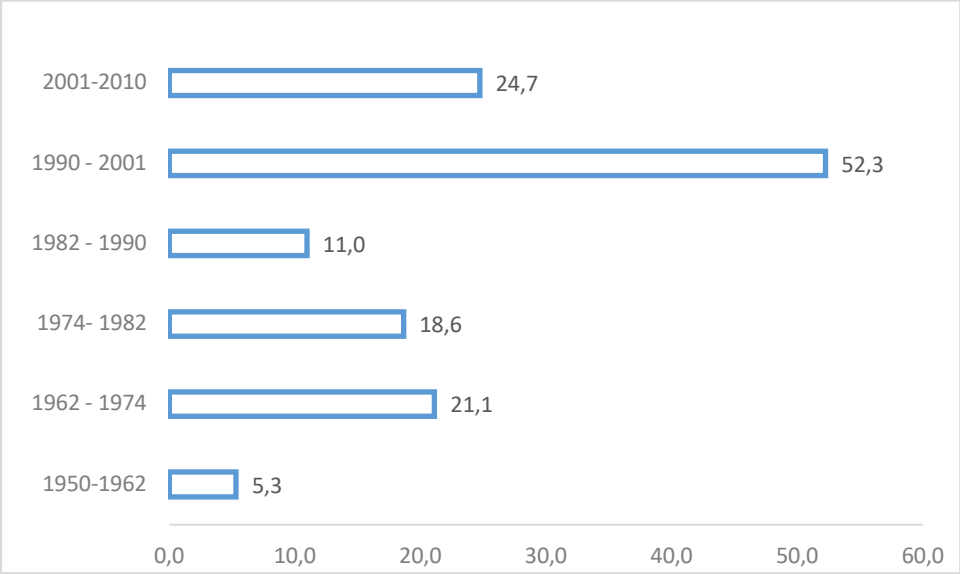
[135] En 2013, on recense 4 000 ha dédiés à la floriculture (GADP & EXPOFLORES, 2015).

3.3.1.1. Dynamiques démographique et économique

> *« Là où il n'y avait qu'une quincaillerie, la modeste Ferrostal Cayambe, là où les familles les plus sophistiquées achetaient […] leurs vivres, […], il y a aujourd'hui un magasin de bricolage Kywi et un supermarché Akí, appartenant aux plus grandes chaînes du pays ; […], il y a maintenant au moins deux concessionnaires de voitures […] ; six banques et magasins [...] de grandes chaînes [...].*
>
> *[…]. La raison de ce changement drastique est évidente et indéniable : la floriculture, une industrie conforme au modèle de capitalisme moderne, forte utilisatrice de main-d'œuvre, et à forte valeur ajoutée, une filière de production sophistiquée, éminemment liée à la mondialisation. Cayambe est sans aucun doute l'un des villages qui se sont le plus transformés ces derniers temps. […]»*
> (El Comercio 2014)

Il ressort des trois dernières périodes de recensement que la population de l'espace kayambi a connu une croissance soutenue (annexe 23), tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Le taux de croissance le plus élevé a été enregistré entre 1990 et 2001 (Illustration 23), coïncidant avec la phase de croissance plus rapide de l'activité floricole tant en volumes qu'en valeur exportée. Fait indéniable reconnu par tous les acteurs du territoire kayambi, la floriculture est l'activité productive qui crée le plus d'emplois dans le secteur primaire, car elle recrute la majeure partie de la population résidant à Cayambe et à Pedro Moncayo. Elle a en outre entraîné la création d'autres emplois indirects ayant permis à d'autres secteurs de se développer (transports, restauration, fret, services, entre autres).

Illustration 23.
Croissance de la population de Cayambe et Pedro Moncayo entre les périodes de recensement (%)

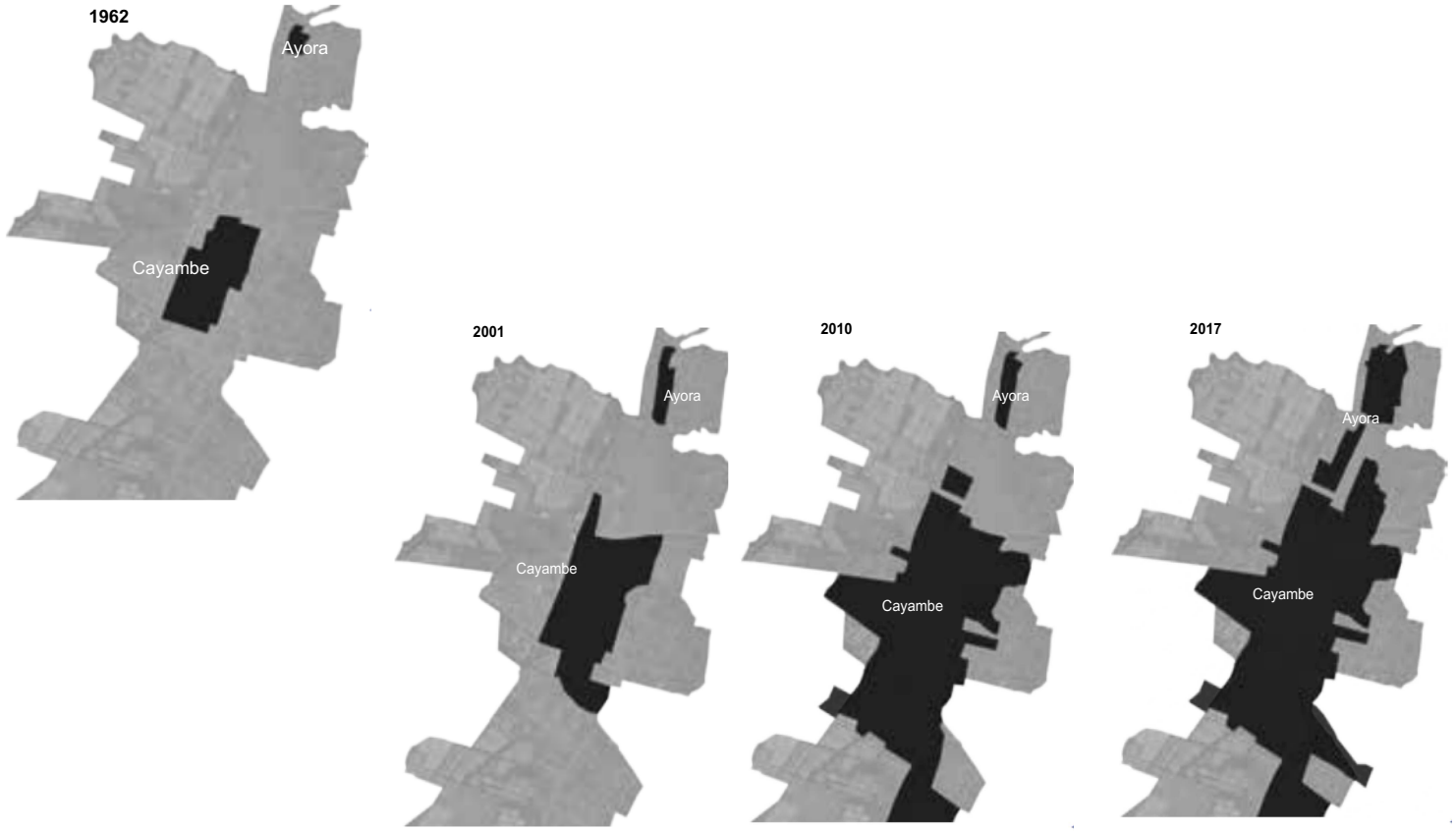


Source : INEC - Recensements de la population et du logement 1950, 1962, 1974, 1982, 1990, 2001, 2010

L'essor créé par la floriculture a transformé cette région en un pôle d'attraction pour migrants provenant de Quito (migration retour des paysans pluriactifs partis travailler en ville), d'autres provinces du pays et d'autres pays, notamment le Pérou et la Colombie. La balance migratoire du territoire kayambi est bien sûr positive. L'immigration intérieure en 2010 est plus élevée de 5,2 % que celle enregistrée lors du recensement de la population de 2001, ce qui inverse le flux migratoire *Sierra - Costa* (intérieur du pays/littoral). La majeure partie de cette population – immigrée – s'installe dans les chefs-lieux cantonaux de Cayambe (Cayambe) et de Pedro Moncayo (Tabacundo) et dans d'autres circonscriptions paroissiales (Illustration 24), entraînant une croissance désordonnée et la saturation des services de base (assainissement et eau potable).

> *« Une grande partie des gens attirés par le travail dans le secteur de la floriculture s'est installée à Cayambe ; nous n'étions pas préparés à accueillir ces personnes, et donc le développement urbain a été désordonné ; de plus, les ceintures rurales avec les chefs-lieux paroissiaux n'existent pratiquement plus aujourd'hui, Ayora, Cayambe, Juan Montalvo, c'est une seule et même tache urbaine* » (EIP7, agent du cadastre du GADIP-C, entretien de 2014).

Illustration 24.
Évolution de la zone urbaine Cayambe - Ayora 1962 - 2017



Source : (Ruales 2017)

Cayambe est loin d'être un centre urbain comme ceux que l'on trouve dans les zones rurales des Andes septentrionales. Le niveau d'activités apporté par la floriculture a transformé cette ville au point de la rapprocher des quartiers les plus peuplés de la capitale, Quito, caractérisés par une intense activité commerciale. Les chaînes commerciales et supermarchés les plus populaires et importants des pôles urbains (Quito, Cuenca, Guayaquil) de l'Équateur s'y sont installés, bien avant que dans certaines autres capitales provinciales.

À Cayambe et à Pedro Moncayo, en 2010, sur l'ensemble de la population active[136], le 96,9 % et 97,2 % respectivement occupent un emploi[137], des chiffres bien plus élevés que les chiffres nationaux (91,2%) (INEC 2018). Le secteur économique le plus gros pourvoyeur d'emplois est l'agriculture. Néanmoins, loin de l'illusion du slogan des politiciens et entrepreneurs floriculteurs, le *chômage zéro*, les chiffres de la pauvreté continuent de faire apparaître des moyennes plus élevées que les moyennes nationales. En ce qui concerne la pauvreté en raison des besoins essentiels non satisfaits (NBI) en 2010 à Pedro Moncayo, 77,12 % de la population doit être rangée dans cette catégorie ; toutefois c'est 9,1 % de moins qu'en 2001. À Cayambe, on observe une réduction de la pauvreté entre les périodes de recensement de 2001 et 2010, qui passe de 90,2 % à 78,9 %. La moyenne nationale de pauvreté par NBI est de 35,8 % (INEC 2010).

3.3.2. Les effets de la floriculture d'exportation sur le monde paysan kayambi

La rhétorique autour du développement économique et social apporté par l'agro-industrie est connue : l'utilisation croissante des produits phytosanitaires, la forte demande d'eau pour l'irrigation et les dynamiques de travail imposées par la production floricole sont à l'origine de problèmes environnementaux, de santé et de cohésion sociale sur le territoire kayambi. Les tensions sociales, économiques, politiques suscitées par ces problématiques ont déclenché des conflits entre les acteurs du territoire.

[136] Les personnes âgées de 15 ans ou plus ayant travaillé au moins 1 heure pendant la semaine de référence même sans avoir un travail, sont considérées comme ayant travaillé (salariés) et les personnes qui n'avaient pas d'emploi, mais étaient disponibles pour travailler et trouver un emploi (chômeurs). (INEC 2010)

[137] Les personnes âgées de 15 ans et plus qui, pendant la semaine de référence, se livraient à une activité quelconque pour produire des biens ou fournir des services en échange d'une rémunération ou d'avantages *(ibid.)*

3.3.2.1. Changement du rôle de la femme rurale : autonomie liée à la prolétarisation et à la désintégration sociale

« Pour nous, les femmes, cela a été très dur de travailler [à l'extérieur] parce qu'en plus du travail de la plantation, nous devons nous occuper de la maison. Celles d'entre nous qui travaillent dans les plantations ont eu bien des obstacles à surmonter, mais la nécessité fait loi. Dans les communautés, nous étions mal perçues, par les hommes et les autres femmes, qui nous disaient que nous allions traînasser dans les plantations plutôt que de rester avec les enfants et les maris. On nous traitait de carishinas[138] *! Les maris, eux aussi, nous maltraitaient, mais rapporter de l'argent chaque fin de mois à la maison, c'est ce qui nous sauvait. […], de nombreux enfants ont été éduqués par les grands-parents, ont dû aller à la crèche ou dans des garderies, c'est pour cela qu'on est mal vues, mais si nous ne travaillons pas, qui leur donne de quoi manger, comment peuvent-ils étudier ? […]. Nous n'avons pas de temps à consacrer à la communauté, c'est pourquoi ils nous mettent de côté. Entre la maison et la plantation, qui a du temps pour participer aux réunions, aux « mingas ». Je suis de Santa Marianita de Pingulmi, là-bas j'ai accumulé une dette, des amendes, de toutes les réunions et les mingas auxquelles je n'ai pas participé, mais je ne peux pas la payer ; alors on me dit que je n'ai droit à aucun avantage que la commune peut offrir ; mais je n'ai pas de quoi payer et je n'ai pas le temps d'assister à ces réunions »* (Bertha N. (43 ans), employée dans une plantation floricole).

L'agro-industrie floricole est à l'origine de la création de milliers d'emplois directs et indirects à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace Kayambi. La réponse des paysans kayambis à la demande de main-d'œuvre de la floriculture a été, d'une manière ou d'une autre, rendue possible par un environnement agricole peu productif, conséquence de la marginalisation historique de la population paysanne et de ses systèmes de production. On trouve parmi les employés de la floriculture, des paysans avec peu ou pas d'accès aux moyens de production (eau, terre, capital), vivant dans des lieux où la production agricole est difficile du fait de l'évolution socio-historique locale, et d'un contexte politique national qui ne les a jamais considérés comme des sujets productifs.

[138] Du kichwa cari = homme et shina = semblable. Expression (généralement péjorative) utilisée pour qualifier les femmes qui ne savent pas ou qui n'aiment pas accomplir des tâches domestiques, qui ont des comportements qui sont ceux socialement attribués aux hommes.

Et parmi ces paysans, sans moyens matériels pour vivre de l'agriculture, on trouve les femmes rurales qui représentent 51 % des employés des unités de production de fleurs (GADP & EXPOFLORES 2015). Avant l'arrivée de la floriculture, les possibilités de travail rémunéré pour ces femmes rurales étaient fort limitées dans l'espace kayambi.

Elle a donc représenté une opportunité d'amélioration des revenus des familles paysannes et, singulièrement, ces emplois leur ont certainement permis de participer à la construction de l'autonomisation économique des femmes.

« De nombreuses femmes ont trouvé là le moyen de progresser et d'aider leurs enfants à assurer leur avenir, […], de cesser d'être victimes de mauvais traitements et de devenir indépendantes ». Echesi M. (40 ans), employée floricole, 2015.

Toutefois, les conditions de travail dans les plantations ont été sévèrement questionnées : les critiques sont liées au travail des enfants, aux licenciements, au non-respect des droits des travailleurs, à l'application peu sérieuse des normes de biosécurité, (Brassel & Montenegro 2011; Breilh 2005; Korovkin 2003a; Palán & Palán 1999), les femmes étant particulièrement touchées.

Jusqu'à l'arrivée de la floriculture, la main-d'œuvre salariée agricole était essentiellement masculine (même si les femmes paysannes étaient aussi aux champs, le travail salarié était moins fréquent). L'évolution du système agraire kayambi a entraîné une redistribution des rôles traditionnels, en faveur des femmes. Après la rupture des relations semi-serviles, imposées aux hommes paysans et affectant leur accès au marché du travail; les femmes ont assumé les activités de reproduction sociale comme les activités ménagères, alimentaires et éducatives, les tâches de la production agricole et de participation aux activités communautaires. Si dans le monde rural, la gouvernance communautaire a été historiquement accaparée par les hommes, les femmes jouent de plus en plus un rôle essentiel dans la concrétisation des décisions communautaires. En l'absence des hommes qui migrent à la recherche d'un emploi, ce sont les femmes qui participent aux *mingas*, qui quotidiennement assurent les relations de réciprocité (échange de travail, de nourriture) et de soins dans les communautés. Ce sont les femmes, leurs enfants dans les bras, qui se mobilisent pour obtenir des améliorations dans les campagnes.

La vente de la main-d'œuvre féminine à la floriculture a eu peu d'impact sur la redistribution entre hommes-femmes des tâches ménagères, alimentaires et éducatives (Newman *et al.* 2001). À l'échelle de la famille, les femmes ont modifié leurs habitudes

en étendant leurs journées de travail et en déléguant une partie des activités à d'autres femmes du même foyer, souvent les filles ou les femmes âgées.

> *« Je me lève à 4 heures du matin pour faire le petit-déjeuner à mon mari et à mes enfants, à 5 heures, nous sommes déjà partis. Nous laissons deux enfants au CIBV*[139] *et l'autre à l'école. Ma fille, après l'école, rentre à la maison et fait la cuisine, elle est déjà grande et peut aider, elle a 12 ans. Avant, je devais moi cuisiner à l'avance, mais je le fais encore maintenant aussi quand je rentre tôt. Si je peux, je vais chercher les deux garçons au CIBV, sinon c'est ma fille qui doit y aller »* Esther I. (30 ans) employée floricole.

Le travail des femmes et l'emploi de main-d'œuvre féminine produisent des effets au sein du noyau familial, mais aussi dans leur communauté d'origine. Cela les isole en raison de leur non-participation aux activités de la vie communautaire. Mais, comme l'observe Korovkin (2003b), cette désarticulation n'est pas le seul fait du manque de participation, elle est surtout due aux changements culturels provoqués par leur prolétarisation. Les valeurs et les pratiques propres au système de production capitaliste entièrement lié au marché, comme l'est l'agro-industrie floricole, imprègnent les travailleurs de nouveaux symboles, visions et pratiques qui contribuent à la construction d'une nouvelle identité, éloignée du monde andin dans son ensemble.

Les responsables des unités de production de fleurs s'efforcent au quotidien d'améliorer l'efficacité des processus auxquels participe la quasi-totalité des travailleurs et qui dépassent les activités qui les occupent dans les serres ou les chambres froides où les fleurs sont entreposées après la cueillette. Les études concernant les temps et mouvements menées par le promoteur de l'organisation scientifique du travail, de la science de l'administration et de l'ingénierie des méthodes, sont utilisées pour concevoir et aménager les espaces et les horaires de travail. Ces études amènent aussi les gérants des plantations à configurer les conditions de la restauration alimentaire des travailleurs dans les plantations et l'emplacement des installations sanitaires en vue de réduire le déplacement des travailleurs.

> *« Beaucoup d'argent a été investi dans la recherche et la formation, et il y a quelques années, la focalisation était sur les temps de déplacement et les mouvements. Le temps que chaque employé dédiait à chaque activité, depuis la pose du tablier jusqu'au temps passé aux toilettes, tout était calculé. Cela a permis*

[139] Centre du bien vivre pour enfants, ou garderies d'enfants (publiques).

de décider des distances, par exemple où devaient se trouver les seaux dans lesquels sont mises les fleurs, ou l'endroit le plus approprié pour installer les batteries sanitaires, ainsi que de la durée maximale de chaque activité. Tous les processus font l'objet d'un contrôle hebdomadaire et les travailleurs sont évalués en fonction des temps ainsi calculés. Je n'ai jamais vu cela dans un autre secteur de l'agriculture », ainsi s'exprime (SF6 directrice technique dans une plantation de fleurs 2015).

Il s'agit là d'un exemple des aspects quotidiens qui caractérisent le travail des employés des plantations et qui sont très éloignés des pratiques en vigueur dans les espaces familiaux et communautaires. Les femmes peuvent alors tenir des discours sur l'efficacité dans le domaine de l'alimentation de la famille ou les décisions concernant la production agricole à leur propre niveau.

« Il n'y a plus de temps pour faire la cuisine comme avant, par exemple pour moudre le grain soi-même et préparer les concoctions qui prennent toute la matinée, ce n'est plus possible. Et le fait de tout produire soi-même, impossible, cela revient moins cher d'acheter et c'est moins fatiguant. Ce n'est plus la vie d'avant, et même si on le voulait, le temps ne suffit plus » (TF1, travailleuse dans un floricole 2015).

3.3.2.2. Santé et environnement

« Le travail dans la floriculture m'a donné de quoi acheter des vaches, pour subvenir aux besoins de mes deux enfants et pour payer leur scolarité. Mais ensuite, ce travail m'a ruiné la santé et il a fallu vendre les vaches, le petit terrain que nous avions à la campagne, il a fallu tout vendre pour se soigner. Le travail dans la floriculture a beaucoup affecté ma santé. Aujourd'hui, je vis dans le village de Cuzubamba, je n'ai plus de terre où semer – du maïs, ou des oignons – je dois tout acheter, je suis malade et endettée à cause de ma santé, c'est l'héritage qui est le mien après 20 ans passés dans la floriculture. » (TF2, ancienne employée de plantation floricole 2015).

Au milieu des années 1990, l'initiative « Flores por la justicia » (FES *et al.* 2001), est lancée par des consommateurs européens et américains en réaction aux problèmes sociaux et environnementaux causés par l'agro-industrie floricole dans les espaces de production qu'elle occupe. Des itinéraires avec forte utilisation de pesticides (Breilh 2005) et une réglementation environnementale peu contraignante (Gasselin 2000) dans

les pays producteurs comme l'Équateur, sont à l'origine de la création de certifications par des organismes tiers, par exemple le Flower Label Program (FLP) (OECD 2005). L'introduction du label FLP dans le secteur floricole a été un véritable levier pour la résolution des problèmes environnementaux liés à la production locale de fleurs et des conflits naissants entre les exploitations et leurs voisins.

> *« […] Là c'était comme une décharge dans le quartier, ils jetaient les emballages de produits chimiques utilisés. Nous nous sommes plaints, parfois ils venaient les ramasser et parfois non, nous avons appelé la mairie qui parfois envoyait quelqu'un et parfois non. Et c'était comme ça toutes les semaines, un combat ! Aujourd'hui, ils jettent moins de déchets, mais il y a quand même de la pollution, pire que les déchets, mais on ne peut pas la voir parce qu'elle est dans l'air. Lorsque la saison de Saint Valentin approche, nous sentons déjà les produits chimiques, alors nous devons fermer les portes et les fenêtres, parce que sinon nous sommes comme drogués... L'air transporte tous les produits qu'ils aspergent dans les serres, c'est insupportable. » (*ESA1, habitante du quartier Alegria Pedro Moncayo, dans le voisinage de plusieurs plantations de fleurs 2015).

L'ouverture d'une niche de marché débouchant sur des clients préoccupés par les problèmes environnementaux et l'intensification des conflits locaux ont contribué à l'apparition de ces certifications venues de l'étranger[140] et aussi à l'adoption, tant au niveau local que national, de réglementations environnementales générales et spécifiques pour le contrôle de l'activité floricole.

Au niveau local aussi bien la commune de Pedro Moncayo que celle de Cayambe ont adopté des ordonnances d'occupation des sols et de protection de l'environnement qui visent à contrôler l'installation et le fonctionnement des plantations de fleurs. Mais malgré l'existence de cadres juridiques, le problème reste la très faible capacité à en contrôler le respect.

Dans le cas des certifications par des organismes tiers, les limites de leur contribution à la problématique environnementale sont évidentes puisqu'il s'agit de processus volontaires suscités par le marché. En outre, les réglementations liées à de telles certifications sont limitées le plus souvent aux pratiques à l'intérieur des unités productives, sans véritable approche territoriale.

[140] Flor Ecuador, FairTrade, Rainforest Alliance, SCS Global Services : chacune de ces certifications est spécifique, et est axée sur des normes environnementales et/ou sociales.

Ces dernières années, les conflits liés aux problématiques environnementales sont moins visibles, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'existent pas. La faible capacité de contrôle du respect des normes par l'État, les multiples besoins (éducation, santé, sécurité sociale) non satisfaits par l'État, des communautés rurales qui coexistent avec la floriculture, et la dépendance économique (directe ou indirecte) de leurs habitants en raison des emplois créés par cette agro-industrie; ont ouvert la voie à la négociation directe entre les plantations et les communautés concernées. Ces négociations ne permettent pas toujours de s'attaquer aux problèmes environnementaux, mais plutôt d'offrir des compensations, en aidant les communautés à satisfaire certains besoins de la vie quotidienne, par exemple la construction d'une crèche, d'un terrain de football, ou en contribuant économiquement aux célébrations (fêtes de Noël, etc.). Ces interventions sont ensuite gérées par le département de marketing afin de donner une image positive de l'entreprise.

La pollution de l'environnement résultant des processus de production dans les plantations de fleurs a des effets sur les écosystèmes et sur la santé humaine, les premières touchées étant les ouvrières floricoles. Les études menées sur la santé des travailleurs de la floriculture (Breilh 2005, 2012; Cheong 2017; Harari *et al.* 2011; Tillería 2010) concluent que plusieurs complications, tant sur le plan de la santé physique que sur le plan psychologique, sont dues aux conditions ergonomiques liées aux tâches de production (récolte, désherbages, tailles, épandages) et au milieu humide et froid où les processus de post-récolte se déroulent. Les problèmes musculosquelettiques et de rhumatisme sont les plus fréquemment rapportés. Les symptômes dont les travailleurs et travailleuses du secteur floricole souffrent les obligent souvent à prendre des arrêts de maladie [(Harari *et al.* 2011 en Martínez 2013)].

En ce qui concerne l'exposition aux pesticides, selon les entretiens menés, le nombre de patients (travailleurs du secteur) qui se présentent pour des problèmes d'intoxication liée aux substances utilisées aurait diminué à l'hôpital de Cayambe. Le médecin interrogé explique que cette diminution est due à la mise en œuvre de mesures d'hygiène et de sécurité au travail, à la sensibilisation accrue des employés aux risques liés à l'application des produits chimiques, ce qui les rend plus attentifs au respect des normes de biosécurité. Le nombre plus limité de cas est dû également au fait que la plupart des plantations ont l'obligation de disposer sur place d'un médecin qui traite directement les cas, sans faire de rapport aux autorités sanitaires locales (Entretien avec un responsable de l'hôpital principal de Cayambe).

Mais, même si les statistiques d'affections graves par des produits toxiques ont diminué, le nombre de patients, dont beaucoup travaillent dans le secteur floricole, a augmenté. Ils présentent d'autres symptômes tels l'asthénie, des douleurs lombaires, une perte d'appétit, des vertiges récurrents, une sudation excessive, des troubles soudains de la vision, des nausées. Tous ces signes peuvent aussi être liés à une exposition continue à des produits chimiques. Les problèmes de santé liés à l'exposition continue à des produits agrotoxiques, au-delà des causes connues, se manifestent par des symptômes également distincts de ceux décrits ci-dessus. En effet, dans le système de santé publique et privée de la zone, on assiste à un nombre croissant de diagnostics de maladies catastrophiques comme le cancer, l'autisme et des malformations chez les nouveau-nés. Le rapport sur les pesticides présents dans la région andine et les risques pour la santé valident l'hypothèse de la génotoxicité des principes actifs tels que les pyréthroïdes organophosphorés utilisés dans l'agro-industrie floricole (CILAB Salud & ORASCONHU 2019). Les conclusions de l'étude sur le risque génotoxique menée par Toapanta (2016), auprès des travailleurs des plantations de fleurs du territoire kayambi, montrent qu'il y a une augmentation des aberrations chromosomiques au sein de cette population, ce qui accroît les possibilités de mutagenèse et de cancérogenèse.

Ces pathologies et leur lien avec l'exposition aux substances agrochimiques sont des thèmes souvent abordés dans les discours des représentants des organisations sociales locales et des paysans eux-mêmes liés au secteur.

> *« Je ne suis pas la seule à avoir cessé de travailler dans les plantations, il y en a beaucoup d'autres aussi, à cause des maladies ; nous sommes nombreux à souffrir du cancer, à cause des fumigations dans toutes les plantations »* (TF2, ancienne employée d'une entreprise floricole 2015).

Les problèmes de santé dont souffre cette classe de travailleurs les obligent à cesser leurs activités plus tôt que prévu. Ce qui motive les déplacements des habitants du territoire kayambi sont les problèmes de santé dont ils souffrent directement ou indirectement après avoir travaillés dans ces exploitations. Mais les problèmes sur le plan individuel ne sont pas les seuls ; la pollution causée par cette agro-industrie et la proximité immédiate des serres par rapport aux zones d'habitation (Illustration 25) représentent des risques réels pour la santé collective.

Illustration 25.
Photo aérienne montrant la proximité entre plantations et zones d'habitation, Conimburo 2012



Source :(SIGTIERRAS 2012)

3.3.2.3. Un conflit qui renaît : l'eau, cette ressource si disputée

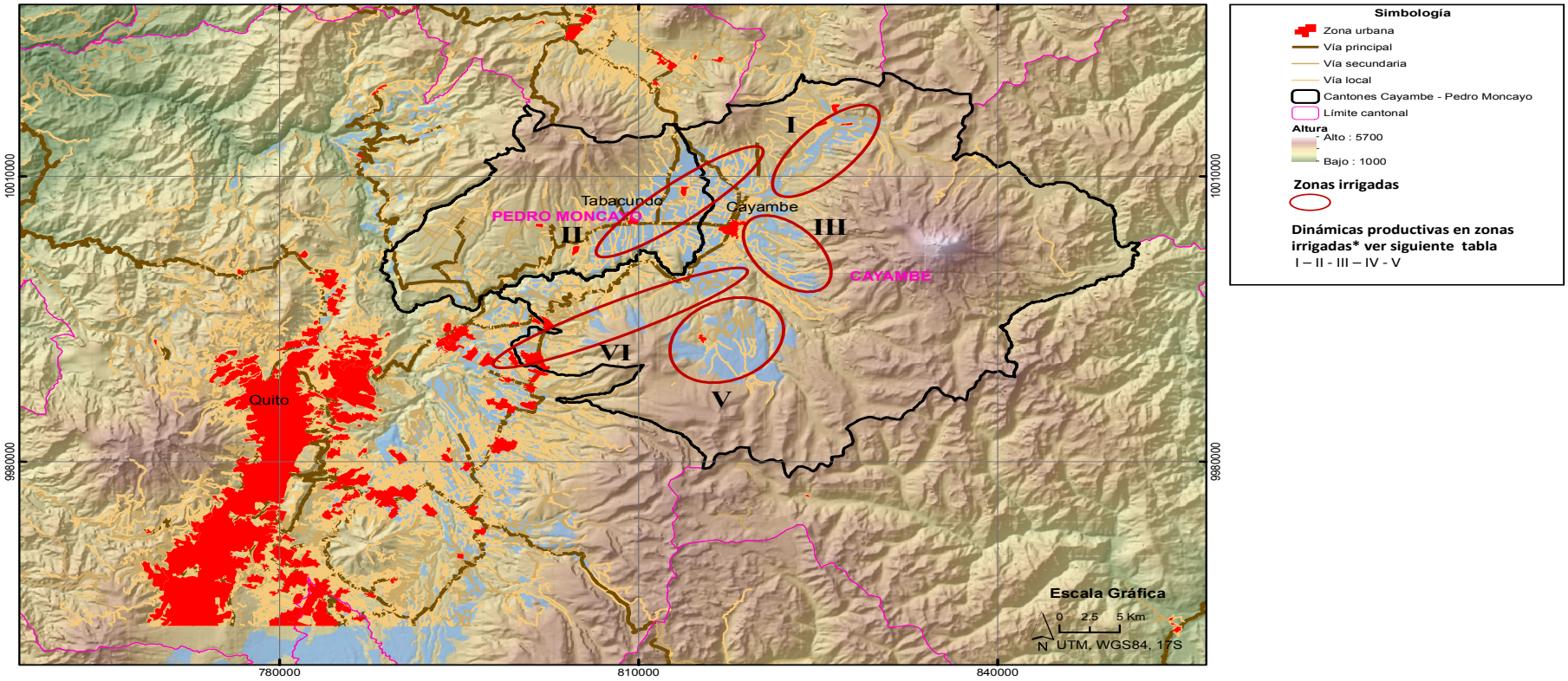
L'accès à l'irrigation est un facteur essentiel de l'activité agricole qui contribue à la réduction des risques climatiques (plus encore dans le contexte actuel), augmente la productivité, permet d'intensifier la production (plusieurs cycles), la diversification des cultures, et est essentiel au maintien de la fonction biologique des sols, notamment pour leur fertilité.

Le modèle CEPALINO a été moteur de la modernisation de l'irrigation, de grands projets ont été menés à bien pendant cette période et la législation d'accès et d'utilisation de l'eau a été changée qui, jusqu'avant 1972 était liée au foncier. C'est-à-dire que si quelqu'un achetait une propriété avec une source d'eau, celle-ci devenait sa propriété (conversation informelle, chercheur spécialiste des dynamiques sociales de la gestion de l'irrigation 2017). Dans les Andes Équatoriennes, suite à la réforme agraire, beaucoup de sources et canaux d'irrigation sont restés propriétés d'anciens hacendados, excluant ou limitant l'accès aux paysans et engendrant des conflits. De la même manière qu'il y eut une lutte pour l'accès au foncier, dans plusieurs parties des Andes, les paysans indigènes commencèrent à lutter pour leur accès à l'eau (Récalt 2011). Cette lutte sociale combinée à la volonté d'un Etat "progressiste" et modernisateur déboucha sur la loi de nationalisation des eaux (1972), qui rendait l'État responsable de l'accès à l'eau, à travers son rôle normatif. Mais l'intervention de l'État dans la médiation et le règlement des conflits entre paysans et propriétaires fut marquée par l'influence des groupes détenant traditionnellement le pouvoir économique et politique, ce qui empêcha une véritable transformation de la structure d'accès à l'eau (Ruf 1994). Dans le territoire Kayambi, après avoir rendu possible la revendication de l'accès au foncier, les organisations sociales paysannes indigènes se sont attelées à la lutte pour l'eau.

Sur le plan hydrographique, le territoire kayambi est délimité par le sous-bassin de la rivière Pisque, affluent de la rivière Guayllabamba, elle-même affluent du fleuve Esmeraldas qui se jette dans l'océan Pacifique. Ce sous-bassin d'environ 115 000 hectares est limité au nord par le mont Cusín ; à l'est par la cordillère orientale et les plateaux du volcan Cayambe, à l'ouest par le nœud de Mojanda Cajas (lagunes de Mojanda et de Fuya Fuya), et au sud par les hauts plateaux de Cangahua. La principale rivière est le Pisque, qui naît dans les hauteurs du Cayambe et se subdivise en une multitude d'autres cours d'eau (Chimba, San José, Ipayacu, Guachalá, Blanco, Cangahua, Purutoc, Matagacho, Rondococha, Sayaro, Sarayacu) ; ce système hydrographique

alimente un réseau complexe et vaste permettant d'irriguer environ 20 % de la surface (Carte 5, Tableau 11) du bassin (Poats *et al.* 2007).

Carte 5.
Les zones irriguées du territoire kayambi



Source : IMI (2011), INEC (2012)
Élaboration : Román P

De nos jours, les espaces irrigués du territoire kayambi sont le cadre de dynamiques productives diverses (Tableau 11) sur le plan social et technique. Les acteurs directs, par des moyens matériels et discursifs, tentent de les contrôler.

Tableau 11.
Systèmes d'irrigation et principales dynamiques productives

Sur la carte	Système d'irrigation (*acequias*)	Dynamiques productives dominantes
I	Canaux d'irrigation : El calvario, Obando, Pumamaquí, San Pablo Urco	Exploitations paysannes spécialisées dans l'élevage laitier
II	Canal d'irrigation Tabacundo et systèmes d'irrigation de Cananvalle, San José et La Compañía	Exploitations paysannes disposant de systèmes de production divers (élevage, horticulture – légumes, fraises, fleurs, tomates) ; fermes d'élevage ; plantations de fleurs
III	Canaux Borjatoma et Maldonado, système d'irrigation de Rio Blanco, canal Chachiloma	Exploitations paysannes principalement d'élevage, fermes d'élevage et plantations de fleurs d'exportation
IV	Canal San Eloy Cariyacu (canal Perugachi) et canal El Pisque	Exploitations agricoles, exploitations paysannes, plantations d'arbres fruitiers, cultures à cycle court, élevage
V	Canaux d'irrigation Porotog et Guanguilquí	Exploitations paysannes d'élevage, culture de l'oignon

Source : (Zapatta & Mena 2013) ; entretiens sur le terrain

Les exploitations agricoles (haciendas), depuis le début du XXe siècle, savaient créer, entretenir et remettre en état des systèmes de conduite d'eau d'irrigation pour leurs parcelles ; les paysans y accédaient ou non en fonction de leurs relations avec l'hacienda. Après la réforme agraire, les paysans libres commencèrent à réclamer un accès à l'eau d'irrigation, jusque-là presque exclusivement réservée aux haciendas.

> *« Les haciendas étaient propriétaires de l'eau et des acequias* [canaux et rigoles]. *Nos parents devaient demander l'autorisation des employeurs et travailler pour voir si ainsi, ils pouvaient obtenir un peu d'eau. Ensuite, nous en avons eu assez de cela ! Et les plus anciens se sont organisés pour se battre pour l'eau, contre les propriétaires de Chaupiloma, Pungopamba, Pucará, toutes ces haciendas »* (EP54, usager du canal d'irrigation (acequia) Borjatoma 2015).

Les paysans ont commencé à revendiquer leur droit d'accès, acquis par leur travail et celui de leurs ancêtres dans la construction et l'entretien de ces systèmes d'irrigation.

Les conflits entre communautés indigènes organisées et haciendas sont devenus de plus en plus aigus pour ces dernières, qui ne disposaient plus de suffisamment de travailleurs *pour surveiller l'eau.* Les problèmes de vol d'eau s'intensifiaient et les propriétaires devaient mettre en place des brigades d'ouvriers pour la surveillance et pour empêcher que l'eau ne soit détournée des exploitations. Le deuxième problème qui se posait à eux était la nécessité de recruter de la main-d'œuvre pour l'entretien des canaux, travail qui auparavant était assuré par les paysans semi-asservis

Cette complexité dans la gestion et l'entretien des systèmes d'irrigation, conjuguée à la pression qu'exerçaient les paysans en raison des conflits ouverts avec les haciendas, a conduit, comme dans le cas de *l'acequia* Guanguilquí (Encadré 10), à ce qu'un droit d'accès à l'eau soit reconnu aux agriculteurs ainsi que leur participation à la gestion de ces systèmes.

Encadré 10.
La lutte des paysans pour le canal d'irrigation Guanguilqui

L'hacienda Guanguilquí impulse, à la fin du XIXe siècle, la construction de l'emblématique canal du même nom. Sa source de captage se situe à 43 km de l'hacienda, ce qui fait que son entretien et sa surveillance requièrent beaucoup de main-d'œuvre. À la suite de la réforme agraire, le propriétaire terrien, dépourvu de main d'œuvre semi-servile, passe des accords avec les communautés vivant le long du canal pour qu'elles en assurent la maintenance. Toutefois, le nombre important de travailleurs nécessaires pour réaliser ce travail et le non-respect des accords par les propriétaires entraîna la rupture de ces accords. Ce sont les paysans, avec le slogan *« il faut travailler pour faire venir l'eau »*, qui organisèrent la réhabilitation du canal avec le soutien d'une ONG locale. La nationalisation de l'eau (loi de 1972) leur permit de revendiquer l'accès à l'eau qui avant cette réforme était considérée comme la propriété des grands propriétaires terriens. Au terme de près de 10 années de conflit juridique, l'État accorda aux communautés paysannes indigènes 20 % du débit pour la consommation humaine, et 80 % du débit restant aux haciendas. La non-conformité des communautés paysannes face à cette résolution les conduisit à la contester en justice et la décision finale leur fut favorable. Parallèlement à la procédure juridique, les communautés paysannes concernées durent travailler à la consolidation et légitimation au niveau local de l'organisation des structures chargées de l'irrigation, facteur important pour que la justice, en appel (15 ans plus tard), reconnaisse aux communautés paysannes le droit à 92 % du débit du canal Guanguilquí, ainsi que la légitimité du conseil formé pour sa gestion.

Les droits d'eau redéfinis dans l'association des irrigants paysans sont conditionnés à un certain nombre de critères (distance à la prise d'eau, nature des sols, etc.), et notamment au nombre de bouche à nourrir et à la participation aux luttes indigènes. Donc l'accès à l'eau façon l'autonomie productive (irrigation), alimentaire et politique des communautés paysannes.

Source : (Cisneros *et al.* 1999; GADP, sd; Gasselin 2000)

L'arrivée de l'agro-industrie floricole tournée vers l'exportation bouleversa les modèles d'utilisation de l'eau d'irrigation dans le bassin du Pisque, aggravant les conflits autour de cette ressource. Les besoins en eau pour les pâturages, toujours plus exigeants (selon la dynamique de production qui prévalait dans les systèmes d'élevage dans les années 1980), sont néanmoins inférieurs à ceux de l'industrie floricole, en particulier la culture de roses. Par exemple, à Tabacundo, la consommation d'eau d'irrigation provenant du canal dans les unités d'élevage est en moyenne de 4000 m^3/ha/an, alors que la production de fleurs nécessite environ 8000 m^3/ha/an (Mena 2020).

Illustration marquante sur le plan local du concept de marché de l'eau virtuel[141] (Hidalgo 2010; Mena 2020; Mena & Boelens 2016; Zapatta & Mena 2013). L'agro-

[141] Concept développé par Allan J.A. /Tonny), King's College London, Water Research Group. Voir (Allan 1993, 1994).

industrie floricole est à l'origine de l'un des conflits les plus célèbres des Andes équatoriennes pour l'accès et le contrôle de l'eau (entreprises floricoles / paysans) (Hidalgo *et al.* 2017; Hidalgo 2010; Mena & Boelens 2016; Poats *et al.* 2007; Ponce 2011; Zapatta & Mena 2013). Les parties prenantes du conflit utilisèrent différentes stratégies pour conserver leur accès à l'eau. D'un côté, l'agro-industrie des fleurs, forte de son pouvoir économique, choisit de s'équiper et de se doter d'infrastructures (réservoirs, construction de puits), de payer des gardiens de sécurité pour la surveillance de l'eau, ou d'acheter directement aux paysans leur quota d'eau[142] ou leurs parcelles. Sur le plan discursif, la création d'emplois au niveau local et la génération de devises pour le pays sont des arguments convaincants qui justifient leur appropriation.

> *« Nous comprenons bien que l'eau destinée à l'irrigation est importante pour tous, mais il faut mettre en perspective ce qu'elle signifie, en termes de création d'emplois et de ressources pour le pays, et la différence entre la production de maïs et la production de fleurs. Nous ne pensons pas que nos ouvriers seraient mieux lotis s'ils ne produisaient que du maïs au lieu de travailler dans les plantations »* Ivan S. floriculteur 2014.

De l'autre côté, celui des paysans, la défense de leur accès et le contrôle de l'eau passent par l'organisation sociale, pour mieux affronter collectivement le pouvoir politique et économique de l'agro-industrie. Les paysans organisés exécutent des *mingas* (travaux collectifs) pour entretenir l'infrastructure du réseau hydrique, surveiller et remettre en état les sources d'eau (au niveau des *páramos*). Ils légitiment ainsi, au quotidien, par leur travail, leurs droits collectifs concernant l'accès à l'eau et le contrôle de l'irrigation. La justice dictée par l'histoire et la contribution des paysans à l'approvisionnement des marchés alimentaires du pays sont les discours sur lesquels s'appuient les organisations paysannes du territoire pour revendiquer ces droits.

> *« Nous, nous donnons à manger aux villes, les gens mangent du maïs, des pommes de terre, pas des fleurs ; mais ici,* [en faisant référence aux paysans] *alors que nous nous mourrions de faim et de soif, les fleurs avaient toujours de l'eau ; la commune* [se référant à la commune de Pedro Moncayo[143]]*, qui contrôlait ou*

[142] L'accès à l'eau est organisé par *tour*, chaque semaine ou tous les quinze jours, entre l'ensemble des utilisateurs du système. En pratique, un tour signifie la date et l'heure assignées à chaque utilisateur pour accéder à l'eau d'irrigation.

[143] Le système d'irrigation du canal Tabacundo a été administré par la municipalité du canton Pedro Moncayo jusqu'en 2006. Sous cette administration, l'accès à l'eau d'irrigation était arbitraire et répondait aux intérêts économiques de l'administration communale, qui vendait l'accès à l'eau.

> *plutôt qui vendait l'eau, vendait tout aux plantations de fleurs ; et parfois, même si quelqu'un se présentait avec de l'argent en poche, il n'obtenait pas l'eau qu'il réclamait. C'est pourquoi nous nous organisons et nous luttons pour que la gestion du canal nous soit confiée, et reste entre les mains de ceux qui, comme nous, donnons à manger. »* M. Castillo, dirigeant du système d'irrigation du canal Tabacundo CODEMIA[144], 2014.

L'action collective est le principal moyen dont disposent les paysans pour gérer les difficultés liées à l'eau. En dépit des progrès réalisés en matière d'accès et de contrôle de l'eau et de l'infrastructure hydraulique, l'augmentation des besoins du secteur floricole, conjuguée aux changements climatiques qui affectent sa disponibilité (Francou 2004), exacerbe les conflits.

Tout comme ils l'avaient été dans la lutte pour la terre, les paysans kayambis sont les protagonistes de la lutte pour l'eau ; néanmoins, le secteur agro-industriel, puissant sur le plan politique et économique, parvient souvent, mais pas toujours (par example la acequia Guanguilqui), à conserver la mainmise sur l'accès à l'eau d'irrigation. À Tabacundo, 95 % des utilisateurs du système d'irrigation sont des agriculteurs qui produisent des aliments pour les marchés locaux. Pourtant, en 2017 par exemple, ils n'ont eu accès qu'à 15 % du volume total d'eau distribué cette année-là, tandis que les unités de production floricoles et d'élevage laitier, qui représentent 5 % des usagers du canal, ont reçu 85 % du volume d'eau offert (Mena 2020).

Le facteur majeur dans l'atténuation des problèmes des paysans pour accéder à l'irrigation a été le travail des ONG de développement qui, tant du point de vue technique (amélioration des infrastructures de conduite, protection des sources d'eau, technicisation de l'irrigation au niveau parcellaire) qu'en ce qui concerne le soutien fourni aux organisations paysannes y compris sur au niveau juridique. Ces ONG ont contribué à améliorer et à élargir l'accès à l'irrigation pour la production agricole. En même temps, ces interventions servent de tampon entre les agriculteurs et entre ces derniers et les entreprises agricoles, pour atténuer les conflits sociaux autour de l'eau d'irrigation.

En définitive, l'arrivée de la floriculture n'a pas permis la consolidation de la présence paysanne sur le territoire ; bien au contraire, elle a été synonyme, à plusieurs

[144]Consortium de développement de gestion intégrale de l'eau et de l'environnement Cayambe-Pedro Moncayo. Au terme de vives luttes menées par les organisations paysannes pour *l'acequia* de Tabacundo, l'exploitation et la gestion du système ont été retirées à la municipalité de Pedro Moncayo pour être transférées aux utilisateurs, principalement les paysans, qui ont créé le CODEMIA.

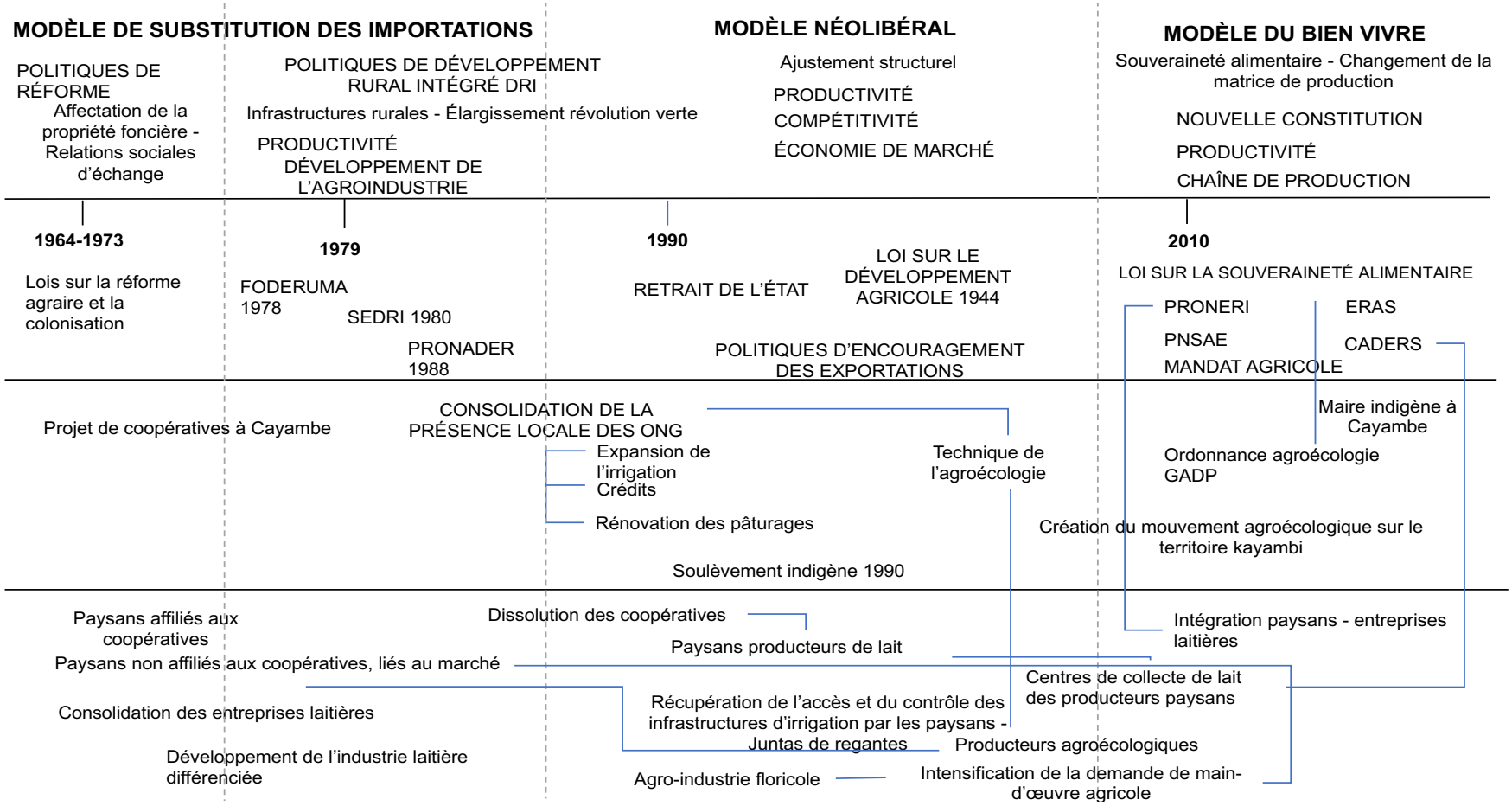
égards, de la perte d'autonomie productive et alimentaire, tant à l'échelle territoriale qu'individuelle. Une telle concurrence, inéquitable pour les ressources productives comme l'eau, entraîne l'abandon de l'activité agricole par les paysans. Le mirage d'une modernité agricole fondée sur une consommation élevée d'intrants, notamment chimiques, qui offre un rendement économique et une efficacité technique relative, est à blâmer. Il a conduit à la détérioration de la santé individuelle et collective des populations kayambis et de leurs écosystèmes. À l'heure actuelle, certains paysans agriculteurs cultivent aussi des fleurs (§ 4.) et les conflits environnementaux et pour l'eau réapparaissent, cette fois au sein des communautés paysannes.

3.4 *La « marée rose »*[145] dans l'agro-alimentaire équatorien : le modèle du « Bien vivre »

Durant les 50 dernières années, dans le territoire Kayambi, trois modèles socio-économiques (illustration 26) se sont matérialisés à partir des actions publiques et privées. Jusqu'au début des années 80, le modèle de substitution des importations eut un impact sur l'apparition d'une paysannerie indigène propriétaire terrien, la consolidation de la production laitière et l'établissement d'une industrie laitière. Les politiques d'ajustement structurel qui ont été appliquées à l'ensemble de l'Amérique Latine marquent le début de la consolidation d'un modèle néolibéral dans le monde agraire; à Cayambe et Pedro Moncayo, ce modèle s'est exprimé à travers le développement de la floriculture d'exportation dirigé par les élites économico-agraires de la zone et de nouveaux investisseurs internationaux. Un mouvement de résistance mené par des organisations sociales et certaines entités de développement ont critiqué les effets (sociaux et environnementaux) du modèle néolibéral et proposé des alternatives au paradigme dominant. Certaines de ces propositions, en Amérique Latine, se basent sur les philosophies des peuples indigènes et sur la relation Homme - Nature. En Equateur, l'arrivée en 2007 d'un gouvernement qualifié de "progressiste" a été possible grâce à l'intégration dans l'agenda politique des luttes sociales dans le modèle de développement et l'institutionnalisation, de la part de l'Etat, du *Modèle du Buen Vivir* eut lieu.

[145] Expression consacrée pour désigner les gouvernements de gauche en Amérique latine (notamment en Argentine, au Brésil, en Bolivie, en Équateur, au Salvador, au Nicaragua, au Venezuela, au Paraguay, en Uruguay, et au Chili), qui se sont multipliés au début du XXIe siècle, aussi appelés gouvernements progressistes et dans le cas de l'Équateur, « socialisme du XXIe siècle ».

Illustration 26.
Principes majeurs et instruments des modèles de développement sur le système agricole et alimentaire kayambi



Élaboration : Román P.

En 2007, une alliance entre Rafael Correa, un nouveau venu dans la politique jusque-là inconnu, et les secteurs sociaux populaires et paysans-indigènes de l'Équateur, consacre l'avènement d'un gouvernement dit du « socialisme du XXIe siècle ». Rafael Correa, élu Président de la République, inaugure son mandat par une réforme constitutionnelle profonde, qui permet le débat autour de nombreux thèmes préoccupant l'ensemble des secteurs sociaux et débouche sur une charte fondamentale qui prône la garantie des droits et l'abandon des anciens paradigmes, remplacés par des concepts tels que *les droits de la nature* [146], ou le *Sumak Kawsay*[147] (le bien vivre), propre à la culture indigène. Les concepts de souveraineté alimentaire (SA), d'agroécologie, de redistribution des ressources productives – comme l'eau et la terre – sont repris dans la Constitution et les lois qui en découlent. Pourtant, déjà au sein de l'Assemblée constituante, des différences marquées au niveau programmatique surgissent entre le gouvernement et les mouvements sociaux, en particulier les paysans indigènes, qui se sont aggravées par la suite au point de provoquer une rupture inconciliable. L'un des thèmes centraux débattus à ce moment-là, selon Lalander & Ospina (2012), fut l'agriculture.

Le discours progressiste du gouvernement insiste sur la nécessité d'une redistribution des moyens de production (eau / terre) et d'un changement de cap pour s'éloigner du paradigme dominant et aller vers la notion de souveraineté alimentaire. Ainsi, les acteurs de ce gouvernement ont élargi la discussion autour du modèle agroalimentaire à l'ensemble de la société et conduit à la légitimation de projets locaux autour de la sécurité alimentaire.

3.4.1. La notion *parapluie* de souveraineté alimentaire et *le paquet agricole*[148]

La *« souveraineté alimentaire »*, est un concept qui a été développé et proclamé par les mouvements paysans du monde entier réunis dans le syndicat Via Campesina[149].

[146] Voir (Acosta & Martínez, 2011).

[147] Voir (Acosta, 2010a, 2010b).

[148] En espagnol, *le « paquet*azo » est un terme populaire utilisé en Équateur pour décrire l'ensemble des politiques d'État affectant l'économie des ménages. Dans les années 1990, ce terme a été popularisé : au début de chaque année, les Équatoriens attendaient le *paquetazo*, c'est-à-dire à l'ensemble des mesures économiques (augmentation du prix des carburants, du pain, du lait, du coût du transport, etc.) plus douloureuses pour les classes populaires. En 2015, l*'expression « paquetazo agrario » (paquet agricole)* a été lancée par le mouvement indigène CONAIE qui a publié un communiqué de presse intitulé *Non au paquet agricole et à la modernisation conservatrice du monde paysan équatorien*, pour s'opposer à la loi sur la terre, en discussion à ce moment-là. https://conaie.org/2015/12/16/no-al-paquetazo-agrario-y-la-modernizacion-conservadora-del-campo-ecuatoriano/

[149] Concept né des luttes paysannes contre les pratiques néolibérales dans le domaine de l'agriculture - Voir (Rosset, 2003).

Il est repris pour la première fois dans le cadre normatif d'une nation en 2008, lorsque l'Équateur l'inscrit dans sa nouvelle Constitution, pour en faire un principe et consacrer le droit à l'alimentation comme un droit substantiel lié à la vie et le pilier d'un nouveau modèle de développement.

> *« Les personnes et les collectivités ont droit à un accès sûr et permanent à des aliments sains, suffisants et nutritifs, de préférence produits au niveau local et en accord avec leurs différentes identités et traditions culturelles »,* article 13 de la Constitution équatorienne de 2008.
>
> *« La souveraineté alimentaire est un objectif stratégique et une obligation de l'État pour garantir que les personnes, les communautés, les peuples et les nationalités puissent devenir autosuffisants en matière alimentaire, de manière saine, culturellement appropriée, et permanente »,* article 281 de la Constitution équatorienne de 2008.

La Constitution de 2008 a ouvert la voie à la mise en place du régime de la souveraineté alimentaire à travers une série de normes visant à institutionnaliser et matérialiser ce concept. La loi organique relative au régime de la souveraineté alimentaire (LORSA) a été adoptée en 2009 (

Tableau 12) : c'est le cadre légal qui définit les mécanismes permettant à l'État d'atteindre cet objectif stratégique. L'autre axe important de la politique publique relative à la SA a été le Plan national pour le bien vivre (PNBV) qui a été adapté en fonction des besoins entre 2007 et 2017, donnant lieu à la publication de trois PNBV.

Tableau 12. Principaux axes et chapitres de la loi organique relative au régime de la souveraineté alimentaire

Axes	Chapitres
Accès aux facteurs de production alimentaire	Accès à l'eau et à la terre
	Protection de la biodiversité agricole
	Recherche, assistance technique et dialogue sur les savoirs
Production et commercialisation agro-alimentaires	Promotion de la production agroécologique et biologique ; encouragement de la production agro-industrielle rurale associative
	Accès au capital et incitations
	Commercialisation et approvisionnement agroalimentaire
	Santé et innocuité alimentaire
Consommation et nutrition	Mesures visant à décourager la consommation de produits considérés comme non nutritifs et à encourager la consommation de produits nationaux
Participation sociale à la souveraineté alimentaire	Création de la Conférence plurinationale et interculturelle de souveraineté alimentaire - COPISA
Dispositions transitoires	Constitution de la Conférence nationale de souveraineté alimentaire
	Élaboration de lois portant sur : Utilisation et accès aux terres, territoires, communes ; agro-biodiversité et semences ; développement agricole, agro-industrie et emploi agricole ; santé animale et végétale ; accès des paysans et des indigènes au crédit public ; assurance et subsides alimentaires. Abrogation de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2006

Source : Loi de souveraineté alimentaire 2009

Le régime de la souveraineté alimentaire constitue donc le cadre légal qui conduit à :

> *« mettre en place de manière souveraine des politiques publiques dans le secteur agroalimentaire afin d'encourager une production suffisante et une conservation adéquate, des échanges, la transformation, la commercialisation et la consommation d'aliments sains, nutritifs, provenant de préférence des très petites, petites et moyennes exploitations paysannes, des organisations économiques populaires et de la pêche artisanale, ainsi que des microentreprises et de l'artisanat, en respectant et protégeant l'agro-biodiversité, les connaissances et les formes de production traditionnelles et ancestrales, en accord avec les principes d'équité, de solidarité, d'inclusion, de durabilité sociale et d'environnement. »* (*Ley Orgánica del Régimen de Soberanía Alimentaria* 2010).

Sur la base du texte de la LORSA, les ministères concernés, notamment et surtout le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, ont mis au point des

programmes et des projets visant à assurer son application effective. Entre 2008 et 2017, ce ministère a mis en œuvre huit projets et programmes emblématiques (Illustration 27). L'investissement public dans le secteur agricole est passé de 88 millions de dollars US en 2003 à 318 millions de dollars US en 2009 (MAGAP 2010). Cet afflux de fonds sont orienté selon une approche de promotion de l'agriculture[150], alors en vogue (voir Kay (2000), liée au paradigme de la modernisation capitaliste et de la révolution verte qui méconnaît l'importance de la petite agriculture. En 2009, les trois quarts du budget (75 %) ont été investis dans les infrastructures d'irrigation, la recherche technologique et le développement de l'agriculture et de l'élevage. Sur ces 75 %, la quasi-totalité a été allouée à la région Costa (80 %), où se trouve l'axe agro-industriel le plus important du pays (MAGAP 2010).

Le seul programme susceptible d'avoir des répercussions sur les structures d'accès aux moyens de production a été *le Plan foncier*, destiné à répondre à la réduction de la concentration des terres agricoles. En tout, sur dix ans, l'État a transféré près de 27 000 hectares, produit de la saisie de biens à ses débiteurs, et non de la réaffectation de grands latifundios. Ces transferts ont été effectués moyennant des opérations d'achat-vente entre des associations de producteurs et l'État. Bien qu'il n'existe pas de données actualisées sur l'indice de Gini concernant la concentration des terres en Équateur (étant donné que le dernier recensement dans l'agriculture et l'élevage, d'où sont extraites les statistiques foncières, remonte à 2000), il est difficile de penser qu'avec le nombre d'hectares transférés par le biais du Plan susvisé, la concentration des terres ait diminué. Au cours des réformes agraires (1964, 1973 et 1979), les surfaces de terres mises à la disposition des agriculteurs ayant été bien supérieures par rapport au Plan foncier, l'indice de Gini est passé de 0,86 en 1954 à 0,80 en l'an 2000 (INEC 2000, p. 2). Il est très difficile pour l'agriculture paysanne de tirer parti des investissements publics, car la grande majorité des petits agriculteurs ont encore un accès limité à la terre, en superficie et en qualité. L'espoir d'une intervention de l'État, à travers une politique de redistribution dans le droit fil du régime de souveraineté alimentaire s'est évaporé après les déclarations du Président Rafael Correa en 2011, lequel a clairement indiqué que la problématique des espaces ruraux résidait plutôt dans la productivité.

[150] Toute cette ligne de politique de développement agricole a été conçue et mise en œuvre pour compenser les effets redistributifs de la Réforme agraire. Elle a surtout eu pour objectif d'assurer le développement des grandes et moyennes propriétés. Le crédit, l'infrastructure de production, la recherche technologique, l'assistance technique ont été développés dans le pays dans le but de soutenir avant tout le développement des entreprises agricoles capitalistes (Chiriboga 1984).

> « […], *la petite propriété rurale ne va pas dans le sens de l'efficacité productive et de la réduction de la pauvreté* […] *diviser une grande propriété en de nombreuses petites exploitations c'est répartir la pauvreté* […]. *Nous avons une productivité agricole trop faible. Et dans l'économie paysanne, cette productivité est catastrophique* […] *en partie à cause de petites parcelles de terrain. Attention, en cherchant la "justice sociale" nous condamnons l'efficacité »* Rafael Correa, programme de Communication avec les citoyens, octobre 2011.

En effet, tous les autres programmes et projets du ministère de l'Agriculture ont eu pour objectif d'accroître la productivité et de réduire les importations de matières premières agricoles destinées à l'agro-industrie, en établissant des ponts entre l'agro-industrie et les petits et moyens producteurs, sous prétexte d'inclusion. Le maïs dur destiné à 70 % à l'agro-industrie productrice de composés alimentaires pour animaux et le riz sont les deux cultures vedettes visées par tous les programmes et projets du ministère de l'Agriculture. Le schéma général de ces projets et programmes est de fournir un accompagnement de l'État pour que les organisations de petits et moyens producteurs respectent les exigences imposées par le marché et les agro-industries qui, dans certains cas, sont présentes à plusieurs stades de la chaîne de valeur (Encadré 11).

Encadré 11.
La politique appliquée aux producteurs de maïs dur

L'entreprise PRONACA[151] qui, en 2014, est devenue la cinquième la plus importante en chiffre d'affaires dans le pays (945 millions de dollars) (El Comercio 2015) contrôle plusieurs maillons de la production avicole ; elle est la plus grande productrice de poulets d'engraissement (absorbant donc la majeure partie du maïs dur) et grande productrice d'aliments et de fourrage animalier. Elle a des intérêts dans la société Corporación La Favorita[152], dont les chaînes de supermarchés (Supermaxi, Megamaxi et Aki) concentrent le plus gros de la distribution de détail dans le pays. PRONACA, par l'intermédiaire de son partenaire INDIA[153], fait partie des acteurs du marché des semences et des produits agrochimiques du pays (Lasso 2019). INDIA commercialise des paquets technologiques qui sont surtout promus par l'État à travers ses différents programmes et projets.

La politique du gouvernement a consisté à connecter les producteurs de maïs à ce monopole agroalimentaire, afin de leur assurer des débouchés, de réduire les importations de maïs pour la production industrielle et ainsi parvenir à la souveraineté alimentaire. Cette stratégie consiste donc à garantir des volumes, une qualité et des prix intéressants pour l'agro-industrie, de telle sorte qu'elle cesse d'importer du maïs. Les mécanismes mis en place par l'État sont les partenariats entre petits et moyens producteurs de cette céréale, l'amélioration de la productivité en imposant des itinéraires techniques propres à la révolution verte, avec des lignes de crédit (fixées en fonction des besoins de l'agro-industrie) et subventionnées par l'État (paquet technologique, assurance agricole, centres de collecte, centres de stockage/entrepôts, centres de post-récolte). PRONACA prête son concours à l'État en matière d'assistance technique et contribue parfois au rapprochement entre les sociétés de commercialisation des intrants agricoles et les producteurs pour qu'ils accèdent à des prêts garantis par leur production.

Dans ce schéma « gagnant - gagnant » comme le dénomment les autorités étatiques, cette entreprise agro-industrielle obtient les volumes, la qualité et le prix désiré et accepte donc de s'associer aux petits producteurs et de réduire ses importations de la matière première ; elle parvient à placer sur les itinéraires techniques des paquets technologiques qui répondent à ses intérêts économiques. En outre, le fait de travailler avec l'agriculture paysanne lui permet de s'autoqualifier d'entreprise inclusive et socialement responsable. Les producteurs gagnent, temporairement, un marché sûr à un prix convenable, ce qui leur évite de négocier avec des intermédiaires, d'augmenter leurs revenus grâce à la vente de volumes supérieurs en raison de l'augmentation des superficies de monoculture - ce qui réduit d'autant les cultures

[151] Procesadora Nacional de Alimentos, entreprise équatorienne de production et de distribution de denrées alimentaires.

[152] L'entreprise a occupé le premier rang en 2014 en Équateur en termes de profit, ayant gagné 1 925 milliards USD (El Comercio, 2015).

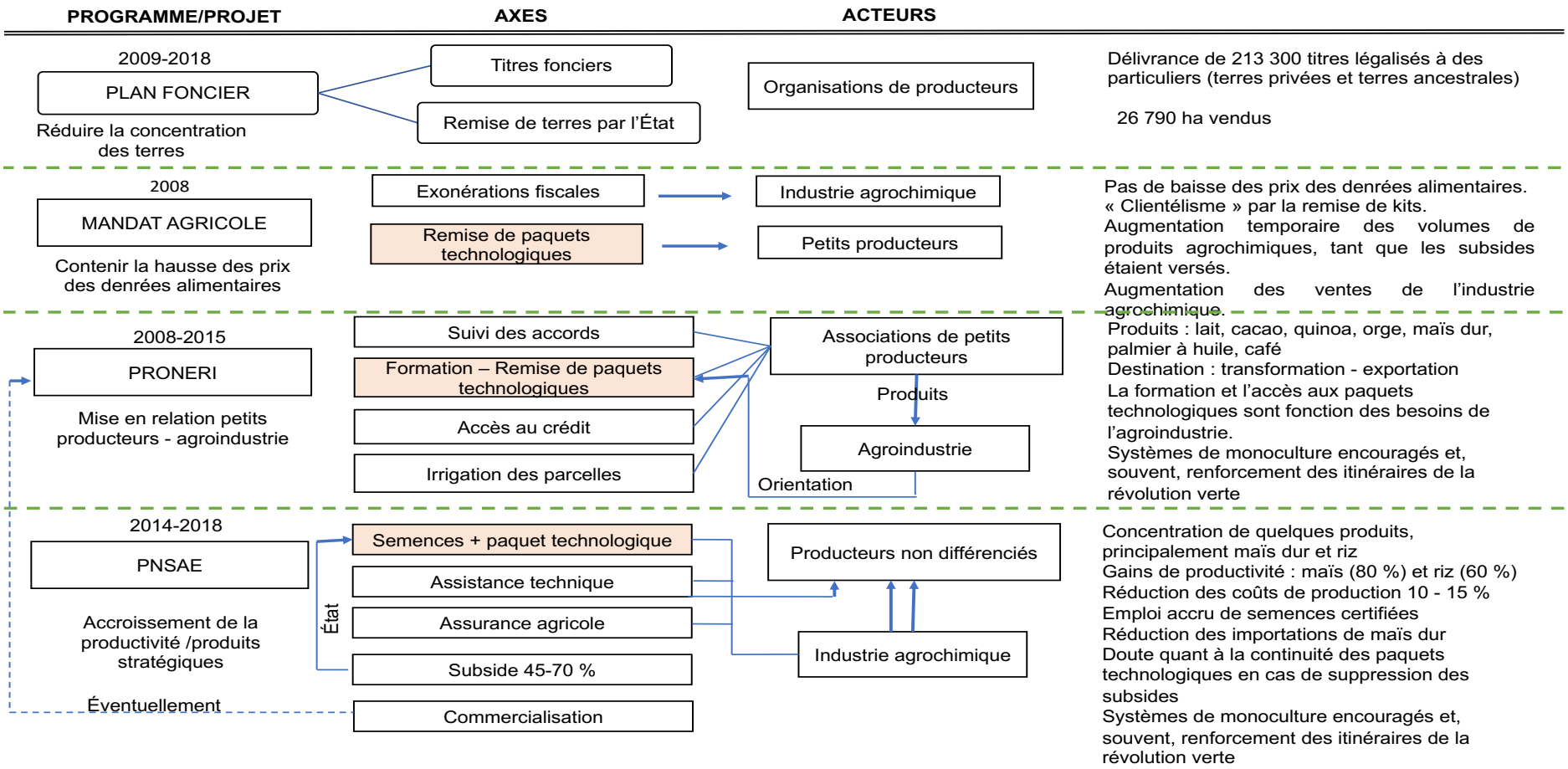
[153] Société fondatrice du groupe PRONACA, aujourd'hui spécialisée dans l'importation d'intrants agricoles https://www.pronaca.com/historia-pronaca/.

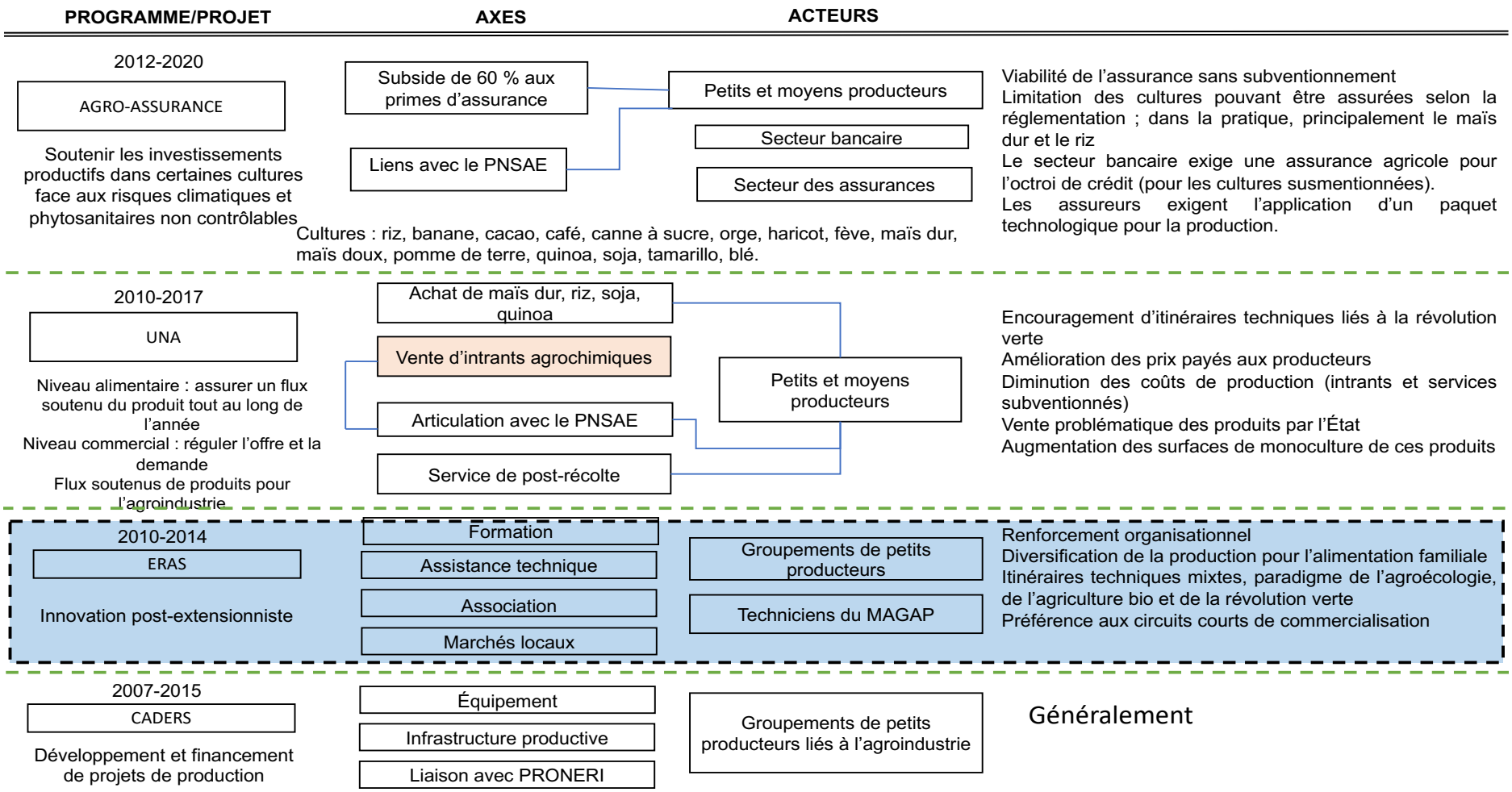
vivrières[154] et l'utilisation de paquets technologiques dépendants du marché, dans la mesure où ils sont subventionnés par l'État. Cette augmentation momentanée des revenus, pourrait-on croire, se fait au détriment de l'autonomie alimentaire et productive, les producteurs finissant par renforcer leurs liens avec le marché, tant du point de vue alimentaire que du point de vue de la production. Est-ce cela la souveraineté alimentaire?

Aux cultures de riz et de maïs, il faut ajouter celles du cacao, du café, de la banane, du soja, de la canne à sucre, du palmier à huile, de l'orge, du quinoa et le lait. Tous ces produits sont destinés à la transformation par l'industrie alimentaire ou à l'exportation (Tableau 13). Seules « les écoles de la révolution agraire » (ERAS) ont adopté une production dans les unités paysannes de manière plus systémique, sans se concentrer sur un secteur en particulier, bien que près de la moitié de ces écoles aient accompagné la production de cacao, de maïs dur et l'élevage laitier.

[154] Sur les itinéraires techniques avec des semences améliorées, par exemple, l'association de cultures n'est pas possible ; or de nombreux agriculteurs la pratique – en associant fréquemment maïs dur et haricots secs, cultures qui combinées répondent à un double objectif, commercial *et* alimentaire.

Illustration 27.
Principaux projets et programmes mis en œuvre par le MAGAP entre 2008 et 2017





PRONERI : Programme national d'entreprises rurales inclusives ; PNSAE : Programme national de semences pour agro-chaînes stratégiques ; UNA : Unitéd'entreposage national ; ERAS : Écoles de la révolution agraire ; CADERS : Compétitivité agricole rurale durable
Source : Entretiens avec des techniciens de chaque programme 2014-2015
Élaboration : Román P.

En définitive, les principaux axes des programmes et projets sous le concept de *souveraineté alimentaire* ont surtout servi à : (I) *L'établissement de liens entre les producteurs et l'industrie alimentaire* et exportatrice du pays : entre 2010 et 2014, le MAGAP a travaillé avec près de 20 *entreprises charnières*[155] (Tableau 13), environ 8000 producteurs et pas plus de 10 produits agricoles, la plupart produits dans la région Costa, et seulement 3 produits dans la Sierra (quinoa, lait, orge) ;

Tableau 13.
Entreprises charnières liées aux programmes et projets du MAGAP entre 2010 et 2014

Entreprise charnière	Produits demandés	Destination
Nestlé	Lait	Produits laitiers, marché intérieur et d'exportation
Energy Palma	Huile de palme	Biocarburants, marché national
Floralp	Lait	Produits laitiers, marché intérieur
Nintanga	Fleurs d'été destinées à l'exportation	Exportation de fleurs
Agroparaiso	Huiles végétales (soja, palme, tournesol, coton, colza, lin)	Huiles de table, marché intérieur
Transmar	Cacao	Exportation
Triari	Cacao, café	Exportation
Canolandia	Huile de canola	Biocombustibles
Cuycuna	Cuy (cochon d'Inde)	Alimentation pour *cuys*
El Ordeño	Lait	Produits laitiers
Ecuavegetal	Fruits et légumes	Transformation de conserves, marché national
Agroficial	Mangue	Exportation
PRONACA	Maïs dur	Aliments pour animaux, marché intérieur
Palmeras del Ecuador	Huile de palme	Huile de table/biocombustible
Providencia	Orge, lait, quinoa	-
MCCH	Cacao, quinoa	Exportation

Source : Entretien avec un ancien responsable du PRONERI 2015

II) *L'assistance technique agronomique et entrepreneuriale*, afin de répondre aux demandes du marché et d'augmenter les rendements. Dans presque tous les programmes et projets du MAGAP, des paquets technologiques sont fournis aux producteurs. Les agriculteurs ajustent leurs itinéraires techniques aux intérêts de l'agro-industrie acheteuse, dans la plupart des cas sur une trajectoire qui renforce le lien entre la production et l'industrie agrochimique. Les itinéraires techniques de la production paysanne sont façonnés non pas en fonction du précepte constitutionnel de SA ou des exhortations de la LORSA, mais plutôt par les intérêts du marché. Cela se reflète dans la nature des paquets technologiques – kits remis par le biais du PRONERI (Tableau 14) aux producteurs. Alors

[155] On appelle ainsi l'entreprise qui passe des accords avec les producteurs pour acheter directement ce qu'ils produisent selon ses besoins, en quantité et qualité.

que les paysans indigènes de la COPROBICH[156] – produisant du quinoa pour le marché bio – se sont vu remettre un kit constitué d'intrants admis dans l'agriculture biologique : c'est un kit composé d'engrais, de fongicides et de pesticides parfaitement aligné sur le paradigme technologique de la révolution verte qui a été remis aux producteurs de cacao sans lien avec l'agro-industrie liée au marché bio international.

Tableau 14.
Détail des kits technologiques remis aux associations de petits producteurs paysans, liées à Proneri, 2013

Organisation de producteurs	Lien avec l'entreprise charnière	Paquet technologique remis (kits)	Type de marché
COPROBICH (producteurs de quinua)	MCCH	Semences de quinoa certifiées ; Bocashi (engrais organique solide, obtenu à partir d'un processus de fermentation) ; Graine de vicia (engrais vert) ; Bioles (engrais foliaire liquide produit à partir d'un procédé anaérobique qui peut être du fumier de certains animaux ou de résidus végétaux)	Bio
Association Rio Tiwa (producteurs de cacao)	Triari	Kristalón fertilisant complet : 10-30-10 ; 18-46-0 (fertilisants) ; Phyton (fongicide) ; Attakil (insecticide) ; Mabatabosa (molluscicide)	Sans différenciation

Source : Entretien technique avec PRONERI 2014

Le paradigme de l'inclusion des petits et moyens agriculteurs par le biais de leurs relations avec l'agro-industrie existait déjà avant que l'État ne l'institutionnalise à travers ses programmes et projets (Cando & Román 2008; Yumbla *et al.* 2013). L'organisation néerlandaise de coopération pour le développement (SNV) est l'une des institutions pionnières eu égard à ce modèle en Équateur. Les résultats de ce dispositif n'ont pas toujours été regardés positivement par les différents acteurs liés à la production paysanne (milieux universitaires, organisations sociales, militants, organisations de développement). En effet, les critiques à ce modèle sont les mêmes que celles déjà formulées : la perte d'autonomie productive et même alimentaire des paysans concernés. À cela s'ajoutent d'autres impacts culturels et organisationnels qui fracturent les structures organisationnelles communautaires, lorsque les conditions imposées par le marché par ces alliances sont en contradiction avec les règles, les discours et l'autorité gouvernant l'espace communautaire (Cando & Román 2008). Dans ce contexte, la

[156] Corporación de Productores y Comercializadores Orgánicos Bio Taita Chimborazo – COPROBICH.

souveraineté alimentaire semble être restée au niveau de l'énoncé. Dans le domaine agricole, l'ère post-néolibérale, amorcée avec *la marée rose*, nous apporte des politiques de modernisation capitaliste fondées sur un accès inégal aux moyens essentiels de production, la terre et l'eau. Sous le régime de la souveraineté alimentaire, la modernisation se construit en augmentant la dépendance des paysans, d'abord vis-à-vis du marché moyennant la promotion d'itinéraires techniques qui demandent des intrants pour la production, externes à la parcelle, au territoire, au pays, et ensuite de l'agro-industrie pour la commercialisation.

En fin de compte, ce que les programmes et projets du MAGAP ont fait au nom de la souveraineté alimentaire, c'est encourager les producteurs agricoles à se sentir inclus afin d'apaiser les conflits sociaux, et même les frictions et fractionnements au sein des mouvements paysans. C'est à l'image de l'approche suivie par l'industrie floricole dans l'espace kayambi avec ses politiques d'inclusion et de responsabilité sociale et environnementale.

L'autre réforme importante apportée par la Constitution de 2008 a trait à la décentralisation de l'État, qui transfère des compétences dans différents domaines aux gouvernements locaux appelés « gouvernements autonomes décentralisés » (GAD). Dans le domaine de la production agricole, les GAD (aux niveaux provincial, municipal et paroissial) ont pour mandat d'encourager la production dans le droit fil de la Constitution et du Plan national pour le bien vivre, c'est-à-dire en cohérence avec la SA. Dans la section suivante sont décrits plus en détail les programmes et projets mis en œuvre par les autorités locales de la zone dans la sphère agri-alimentaire.

3.4.2. La souveraineté alimentaire s'amorce à partir du local

Le modèle de décentralisation établi par la Constitution à partir de 2008 conduit au transfert de compétences, dans différents domaines, aux gouvernements locaux ou gouvernements autonomes décentralisés (GAD). Dans le domaine de la production agricole, les GAD (autorités provinciales[157], municipales[158] et paroissiales[159]) ont pour mandat de promouvoir la production, en respectant le cadre constitutionnel et celui créé par le Plan national pour le bien-vivre (PNBV).

[157] Gouvernement autonome décentralisé de la province de Pichincha.

[158] Gouvernements autonomes décentralisés des municipalités de Cayambe et Pedro Moncayo.

[159] Gouvernements autonomes décentralisés paroissiaux (6 paroisses pour Cayambe et 4 pour Pedro Moncayo).

Au niveau provincial, le programme de production provincial a été lancé en 2010. Il vise à : *« accroître la production et la valeur ajoutée pour équilibrer la balance des paiements en remplaçant les importations, en créant une production propre par le biais de l'innovation technologique et en conquérant les marchés internationaux »* (GADPP 2012). Dans le cas de l'agriculture, comme pour les politiques centrales, la Direction de la gestion de l'appui à la production priorise les filières qui s'insèrent dans l'agro-industrie. À Cayambe et Pedro Moncayo, il s'agit de l'élevage laitier et de la floriculture. Ensemble, le GAD de la province de Pichincha (GADPP) et EXPOFLORES adoptent l'Agenda provincial de la floriculture.

Cependant, entre 2012 et 2016, la Direction de l'économie sociale et solidaire et celle de la gestion du développement communautaire du GADP, mettent au centre des politiques agricoles, les projets et programmes liés à l'agroécologie, pour en faire le modèle productif autour duquel il s'agit d'exécuter le mandat constitutionnel de souveraineté alimentaire (Encadré 12). Ainsi, en 2012 une première ordonnance est lancée en Pichincha pour encourager la production d'aliments agroécologiques (Tableau 15). Elle est suivie en 2017 et 2019 par des ordonnances des municipalités de Pedro Moncayo et de Cayambe respectivement qui promeuvent et réglementent les espaces de commercialisation des produits agroécologiques.

Tableau 15.
Resumé des principaux axes de l'ordonnance visant à promouvoir la production d'aliments agroécologiques dans la province de Pichincha

Objectif	Créer un ensemble articulé et synergique d'incitations pour promouvoir la mise en place et la multiplication de systèmes agroécologiques viables, la transformation de leur production et leur commercialisation
Production	Définition de la production agroécologique Diversité de la production végétale et animale Pratiques en matière de fertilité des sols
	Aménagement du territoire Ralentissement de la croissance urbaine affectant les terres agricoles destinées à l'alimentation
	Reconnaissance de la production agroécologique Systèmes de certification participatifs
	Soutien à la transition vers la production agroécologique Assistance technique Accès à l'irrigation Crédit Promotion de l'utilisation d'intrants bio Formation
Commercialisation	Promotion de circuits courts Centres de collecte Subventions à la transformation et à la distribution Préférence des produits agroécologiques dans les achats publics Label agroécologique
Promotion	Promotion auprès des consommateurs des avantages de la production agroécologique
	Création du conseil des producteurs agroécologiques au niveau provincial

Source : (La Ordenanza para Fomentar la Producción de Alimentos Agroecológicos en la Provincia de Pichincha 2013)

Encadré 12.
Inventaire des programmes du GAD Pichincha s'inscrivant dans la politique de souveraineté alimentaire, 2015

Alimenter solidairement (*Alimentar solidario*)

Ciblant les petits producteurs du secteur rural, ce programme encourage les nouveaux systèmes de production bio-divers axés sur l'agroécologie. Il se décline en diverses actions:

- Assistance technique, formation et transfert de technologie aux producteurs par le biais de conférences, de démonstrations et d'ateliers.
- Équipement, intrants, infrastructure de production et mécanisation agricole.
- Coordination, soutien et suivi des campagnes vétérinaires et de vaccination.
- Diagnostic primaire et traitement des gros animaux (bovins, équidés) et des autres espèces (porcins, ovins, volaille, lapins, *cuyes*, poisson).
- Production et reproduction animales, avec le soutien de programmes d'insémination artificielle.
- Études de marché visant à localiser et à renforcer la production agroécologique.

Programme de commercialisation

Il s'agit d'un programme qui dynamise les processus de commercialisation associative, selon une approche territoriale et de consommation responsable, en rapprochant producteurs et consommateurs :

- Création de « paniers solidaires », d'échoppes/épiceries communautaires, développement de foires occasionnelles (10) et permanentes (3).
- « Paniers solidaires » : 1 000 paniers commercialisés tous les 15 jours. Cette campagne profite à plus de 20 organisations de producteurs ruraux et à d'importants quartiers populaires y participant, notamment du canton Quito.

Source : entretien avec la responsable de la Direction de la gestion de l'économie solidaire GADP 2015

Le territoire kayambi, connu sous le nom *de berceau du mouvement indigène* (§2.) et théâtre de luttes sociales pour les droits des paysans indigènes, n'avait jamais été placé sous l'autorité de dirigeants locaux indigènes jusqu'en 2014 : en effet, c'est à cette date que le bras politique du mouvement indigène (Pachakutik), avec Guillermo Chuchumbi à sa tête, gagne la mairie du canton Cayambe, depuis très longtemps fief des familles des grands propriétaires terriens de la zone. La première action politique du bourgmestre fut d'associer au nom de la municipalité de Cayambe les concepts d'interculturalité et de plurinationalité – Gouvernement autonome décentralisé interculturel et plurinational de Cayambe (GADIP) –, traduisant ainsi la direction que sa gestion allait prendre, en reconnaissance de la diversité culturelle du canton et de ses diverses formes de conception de la société. En même temps que cette déclaration politique, le droit coutumier, d'ailleurs reconnu par la Constitution, réapparaît notamment aux fins de règlement des conflits locaux, réactivant ainsi les pratiques de justice indigène.

Dans le domaine agricole, bien que l'action municipale soit limitée aux compétences conférées par la loi, les liens étroits entre Churuchumbi et les organisations sociales et de développement local (ONG) font de la municipalité une alliée des initiatives paysannes et indigènes locales. Alignées sur la position de la Direction de l'économie populaire et solidaire du GADPP, les administrations municipales de Cayambe et Pedro Moncayo voient dans l'agroécologie le système productif qui permet de matérialiser le principe de souveraineté alimentaire. Toutefois, les compétences en matière de production agricole sont limitées. Sur un budget d'investissement d'environ 10 millions de dollars au niveau du GADIP Cayambe pour 2015, le montant consacré à la mise en œuvre des actions (Encadré 13) conçues dans le cadre de la politique de promotion de la souveraineté alimentaire, à la charge de la Direction de la gestion du développement économique durable, n'a été exécuté qu'à hauteur de 55 000 dollars US.

Encadré 13.
Inventaire des actions mises en œuvre par le GADIP Cayambe dans le cadre de la politique de souveraineté alimentaire, 2015

- Encouragement de l'agroécologie, en impulsant des systèmes de production diversifiés, qui valorisent la biodiversité et intègrent les savoirs ancestraux en vue de garantir la souveraineté alimentaire (sur la base de l'ordonnance provinciale sur la formation).
- Achats au niveau local de préférence de produits agroécologiques pour les programmes alimentaires de la municipalité, en particulier les centres pour enfants du Bien vivre.
- Soutien à tous les maillons de la chaîne laitière.
- Promotion de la production d'orge, symbole alimentaire du territoire.
- Appui au renforcement de la culture de penco (agave) pour la production des boissons typiques *mishque* (aguamiel) et *guarango* (mishque fermenté).
- Soutien à la filière céréales (UNOPAC).
- Soutien aux foires agricoles, touristiques et culturelles.

Source : Entretien avec B. Noboa, responsable de la Direction de la gestion du développement économique durable

Au niveau du GAD de Pedro Moncayo, en 2015, les principales actions ont consisté en l'appui à la fourniture d'espaces pour la commercialisation des produits et à la création de l'École cantonale d'agroécologie, qui a été construite en alliance avec les organisations sociales du canton. *« Les écoles d'agroécologie cherchent à accompagner la transition vers ce modèle productif plus conforme à la souveraineté alimentaire »* - Interview de R. Guerrero, directeur, Direction de la gestion du développement économique durable du GADPM, 2015.

Au niveau local, le discours autour de la souveraineté alimentaire est largement écouté et étroitement lié à la promotion de la production paysanne, de l'agroécologie et de la commercialisation à travers des circuits courts.

Selon le discours des autorités et des technocrates, la souveraineté alimentaire passe par la promotion d'un système alimentaire plus efficace et plus sain sur le plan énergétique *:*

> *« Les effets sur la santé des pratiques de production dominantes dans la région nous préoccupent, à cause de la forte utilisation d'intrants chimiques. La SA tend à la mise en œuvre de politiques conduisant à l'amélioration de la santé de la population, que ce soit lorsqu'elle produit ou lorsqu'elle s'alimente, et à la préservation ou récupération de sa culture - identité. »* (EPI8, fonctionnaire du GADPM 2015) « *La souveraineté alimentaire passe par la restauration de nos modèles, dans le cas du territoire kayambi cela veut dire produire, et aussi bien se*

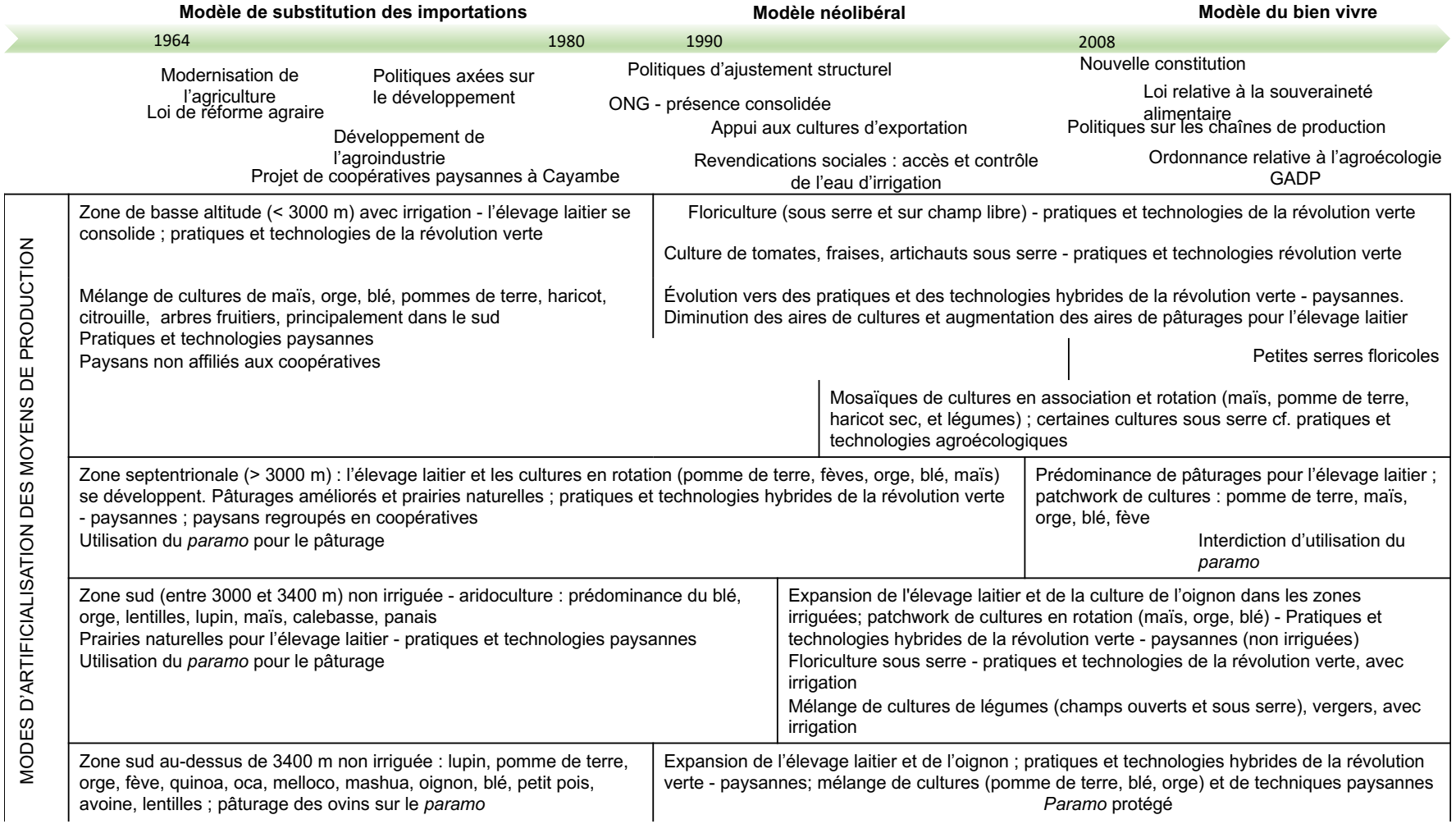
nourrir : nous sommes aujourd'hui les Kayambis des hamburgers et nous devons redevenir les Kayambis de l'Uchujacu » (EIP1, fonctionnaire du GADIP-C 2015).

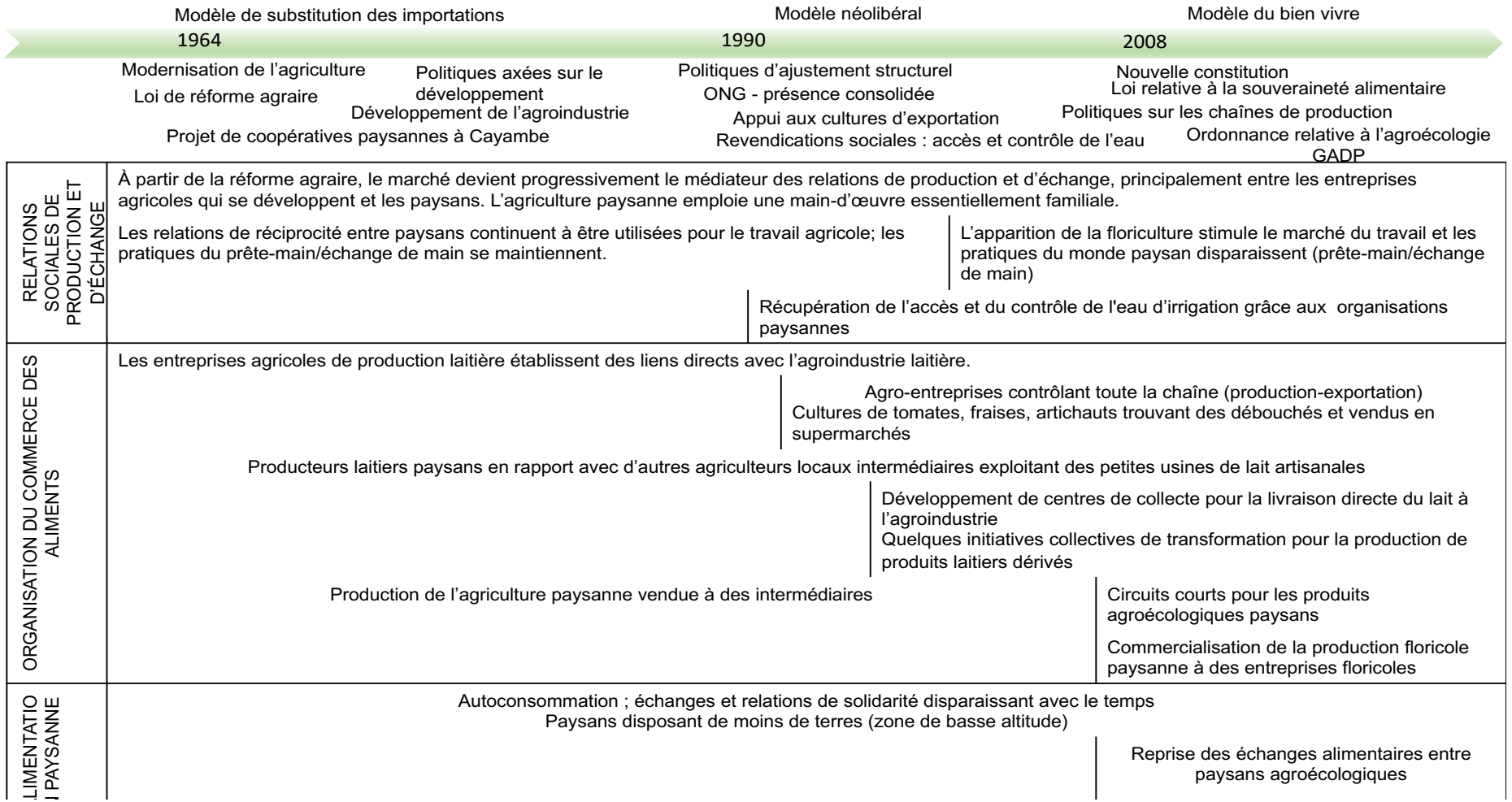
Contrairement aux discours de l'État central, les gouvernements locaux considèrent la souveraineté alimentaire comme **le droit** des populations de décider **quoi produire et consommer et comment**. Les principaux acteurs de ce scénario sont les petits et moyens producteurs, faisant de l'agroécologie le modèle productif au service du principe de la souveraineté alimentaire. Ainsi, tandis que la vision au niveau du territoire est la revendication d'une **autonomie, à travers la construction** d'un modèle de production et de consommation par essence local, les institutions du gouvernement central perçoivent la souveraineté alimentaire comme le fait de parvenir à l'autosuffisance productive.

3.5 Conclusion

Au cours des cinquante dernières années, l'Équateur a expérimenté trois modèles de développement qui ont fortement impacté le système agricole et alimentaire (Illustration 28) et contribué à la reconfiguration de l'autonomie productive et alimentaire des paysans.

Illustration 28.
Principaux changements dans les différentes sphères du système agri-alimentaire kayambi entre 1960 et 2017





Élaboration : Román P

Les politiques réformistes découlant du modèle économique de la CEPAL, dont les principaux jalons furent les grandes réformes agraires (1964, 1973), n'ont pas réussi à détrôner les élites et à transformer les structures dominantes, ni sur le plan politique ni sur le plan économique et social. Dans les zones rurales, les propriétaires terriens, arrière-garde des élites politiques et économiques, se sont convertis en gros industriels de l'agroalimentaire et en entrepreneurs dans d'autres secteurs de l'économie urbaine.

Le résultat de la réforme agraire a été, d'une part, la consolidation d'entreprises agricoles capitalistes, et dans le cas du territoire kayambi consacrées à l'élevage laitier. D'autre part, apparaissent un grand nombre de *minifundios* : dans certains cas, il s'agit d'unités de production agricole avec une surface permettant la reproduction familiale basée sur l'activité agricole, et dans d'autres cas, la grande majorité, ce sont des lopins à peine suffisants pour l'alimentation familiale. Au fil des ans, la division des unités productives paysannes s'aggrave du fait des successions familiales. S'ajoute à cela le fait que c'est le libre marché qui régit l'accès à la terre, et qui en même temps est un mécanisme d'exclusion des paysans. Cette exclusion est d'autant plus visible dans les espaces accaparés par l'agro-industrie, surtout ceux convoités pour leur potentiel agronomique et localisation à proximité des infrastructures routières.

Au sein de la société paysanne kayambie, le type d'hacienda (privée - étatique) et le statut du paysan (*huasipunguero – arrimado*) avant la réforme agraire sont les deux facteurs déterminants de la différenciation sociale entre paysans. Au nord du territoire, la réforme agraire a donné naissance à une paysannerie bénéficiant d'un meilleur accès à la terre, à l'eau, et qui s'intègre à un système qui applique les techniques et technologies de la révolution verte, lequel, jusqu'aux années 1990, est associé au projet coopératif de production et de commercialisation. Cette association se faisait de manière collective et sur des terres communes, avec à côté la rémanence de quelques unités de production familiale. Ce mode de production coopératif permettait un accès au marché, alors que la production familiale servait essentiellement à l'autoconsommation et à la survie alimentaire, à permettre des échanges et à la continuité du système de production. Selon les modes de production des haciendas, les coopératives produisaient surtout du lait, destiné à la revente, et cultivaient aussi certaines denrées, importantes en ce sens qu'elles permettaient l'emploi de la main-d'œuvre fournie par les membres des coopératives, qui travaillaient sur les terres collectives en échange d'un salaire. L'accès de ces paysans aux terres des anciennes haciendas publiques leur a permis de contrôler de vastes zones, peuplées surtout de ruraux, et de contrôler non seulement la terre, mais aussi l'eau et les *páramos*, écosystèmes clés dans le cycle hydrologique des Andes.

Les paysans qui, après la réforme agraire, se sont installés au long de la vallée du nord au sud (la partie la moins élevée du territoire (entre 2600 et 3000 d'altitude)), zones dont les nouvelles exploitations agricoles – anciennes haciendas – gardaient le contrôle, n'ont pas bénéficié de terres étendues, mais de lopins permettant à peine de nourrir les familles. Les membres de ces familles n'ont eu d'autre choix que de s'intégrer au marché du travail pour générer un moyen de subsistance. Leurs systèmes de production, en association et par rotation, étaient presque exclusivement réservés à la consommation familiale et à la reproduction du cycle des cultures (semences). Au Sud, au-delà de 3200 mètres, les paysans installés, même s'ils ont eu accès à davantage de terres, n'ont pas mieux réussi à cause des conditions climatiques et écologiques et de l'éloignement (manque de réseau routier), rendant l'activité agricole et le lien avec les marchés plus complexes.

Ainsi, après la réforme agraire, l'autonomie productive et alimentaire des paysans a été reconfigurée et marquée par un accès différencié à la terre (tant du point de vue qualitatif que quantitatif) et l'affiliation ou non des petits agriculteurs aux coopératives où se concentraient les actions d'accompagnement de l'État à la production.

Par l'effet de la reconfiguration des modes d'occupation du territoire kayambi, les zones les moins élevées (2600 - 3000 m), mais irriguées, ont concentré les systèmes de production de lait, en relation directe avec l'industrie laitière. Une industrie laitière à deux vitesses se développe sur le territoire kayambi, l'une restant aux mains des mêmes gros exploitants agricoles et soutenue par les politiques publiques promouvant le modèle économique de substitution des importations ; et une autre industrie indépendante de la production comme Nestlé. Le territoire kayambi est ainsi devenu l'un des plus importants bassins de production laitière du pays, géré par les élites agricoles d'antan. À la fin des années 1980, toutefois, l'élevage laitier connaît une crise. L'industrie laitière, qui à l'origine avait permis aux producteurs de valoriser au mieux leur production et d'élargir leur marché, a évolué pour devenir une filière indépendante de la filière de production, ce qui a créé des tensions en raison des intérêts économiques particuliers qu'elle défendait. Par la suite, les unités productrices de lait ont été progressivement remplacées par l'industrie des fleurs fraîches (principalement des roses) destinées à l'exportation, grâce aux avantages naturels et comparatifs que présentait cette zone à la fin des années 1980 (politiques favorables aux exportations, lois environnementales et de travail laxistes, salaires bas, bonne connectivité routière et proximité des grandes infrastructures d'exportation). Dès le début des années 1990, les serres plastifiées prolifèrent et couvrent une large partie des pâturages des altitudes intermédiaires du territoire kayambi.

Tandis qu'un certain nombre d'exploitations laitières se reconvertissaient à la floriculture, les systèmes d'élevage paysans se développaient, surtout dans le nord. Bon nombre d'interventions des ONG, qui ont consolidé leur présence au cours de la dernière décennie du XXe siècle, ont permis l'expansion de l'élevage laitier paysan.

Aux luttes paysannes pour la terre, qui durent encore, ont succédé les luttes des mouvements paysans organisés pour l'accès et le contrôle de l'eau d'irrigation, marquant ainsi une bonne partie des 50 dernières années. L'une des principales raisons du soulèvement indigène en 1990 fut le problème de l'accès et du contrôle de l'eau. Au niveau local, les paysans n'avaient que le droit coutumier pour y prétendre et pour tenter de contrôler les infrastructures d'irrigation. Sur le territoire kayambi, les luttes pour le canal Guanguilquí (au sud) et le canal Tabacundo (*acequia* au nord) sont emblématiques, et très contrastées. En particulier ce dernier, compte tenu de l'expansion de la floriculture, dont les plantations sont grandes consommatrices d'eau. Une partie de la lutte paysanne pour l'accès à l'eau et le contrôle de cette ressource a été menée à l'intérieur des communautés indigènes qui exigeaient des mesures de conservation de l'écosystème des *páramos*, essentiel aux pâturages et aux cultures. Grâce à ces luttes, l'accès à l'irrigation s'est élargi au cours des 50 dernières années pour les paysans encore qu'il reste insuffisant. C'est toujours d'ailleurs un élément de différenciation des paysans et de leur autonomie.

Au cours des 30 dernières années, le bouleversement le plus important dans le système agricole kayambi a été l'apparition de l'industrie floricole, favorisée par un contexte de faible productivité agricole (cf. les systèmes de production laitière en crise et l'agriculture paysanne perçue comme assistée et non comme un partenaire des politiques productives). L'impact de l'industrie des fleurs s'observe dans différentes sphères de la vie des paysans, tant sur le plan individuel que collectif. Le mode de production agro-industriel lié au marché international a accéléré la transformation de la société de consommation paysanne kayambie, avec les changements culturels et sociaux qui s'ensuivent. L'intégration des femmes au marché du travail – filière floricole – est un fait majeur de la reconfiguration de la production agricole paysanne et dans l'organisation des activités familiale, deux domaines où elles jouent un rôle prépondérant. Mais dans les dynamiques collectives du monde paysan kayambi, la floriculture a deux visages. D'un côté, elle a impulsé la cohésion paysanne pour faire face aux impacts négatifs de la floriculture (sur l'environnement, la santé et l'accaparement de l'eau) ; et de l'autre, les dynamiques imposées par le travail dans ce secteur, outre les nouveaux paradigmes de production industrielle qu'il apporte, érodent l'organisation communautaire. Les plantations empiètent continuellement sur les unités de production paysannes et rongent leurs espaces

productifs. Les organisations paysannes ont joué un rôle fondamental tant dans la lutte pour la terre que pour l'eau, ce qui en fait des parties prenantes incontournables dans la reconfiguration positive de l'autonomie paysanne.

Avec l'aide des ONG, certaines organisations productives et sociales paysannes du territoire s'engagèrent dans un projet alternatif, basé sur l'agroécologie comme pratique technologique, puis par la création de circuits alimentaires de proximité avec de nouvelles convections de qualité. Au cours des dix dernières années, l'agroécologie est devenue une alternative au système alimentaire industriel dominant, dont le but est l'autonomie productive et alimentaire paysanne. À la fin de la première décennie du XXIe siècle, le projet agroécologique fut relancé par la promotion du nouveau principe constitutionnel du « bien vivre », sous l'égide du gouvernement progressiste de Rafael Correa. Dans le domaine agricole, la souveraineté alimentaire s'impose, à la fois sur le plan discursif et normatif, comme le référentiel politique. Elle se traduit par plusieurs textes normatifs et lois notamment la LORSA. Cependant, entre 2010 et 2017 (période visée par ce travail d'analyse), les programmes et projets mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture ont maintenu une approche de modernisation fondée sur les principes techniques de la révolution verte. La participation active de l'agro-industrie, arrimé à certains secteurs paysans, a été encouragée pour devenir un maillon essentiel de ce processus de subordination technologique et de marché. Dans le cas du territoire kayambi, cette articulation entre l'industrie et le secteur producteur s'est opérée à travers la filière lait. Cette alliance entre les politique publiques et les agro-industries a été qualifiée de *« paquetazo agrario »* (expression péjorative de « grand programme agraire ») par les mouvements sociaux paysans et indigènes. Elle s'est traduite par une rupture irréconciliable de ces mouvements avec le gouvernement, qui peu de temps auparavant avait consacré le principe de souveraineté alimentaire dans la Constitution.

Et même si les programmes et projets nationaux ont peu privilégié l'agroécologie au niveau local, les acteurs (publics et privés) ont réussi à multiplier les initiatives en ce sens.

Le mouvement paysan indigène, à force de lutte, a gagné une reconnaissance et une légitimité publiques. Il est désormais un acteur à part entière de la scène politique équatorienne. Le climat de progressisme imprimé par l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa a bien contribué à ébranler le socle sur lequel reposait le pouvoir politique des élites locales. À Cayambe, la dominance historique de la classe des propriétaires terriens a pris fin en 2014 avec l'élection du premier maire d'origine indigène, qui a même été réélu en 2019.

DEUXIÈME PARTIE : LES PAYSANS KAYAMBIS ENTRE NESTLÉ, L'UCHUJACU ET LA CAPITALE MONDIALE DES ROSES : LE SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU XXIE SIÈCLE

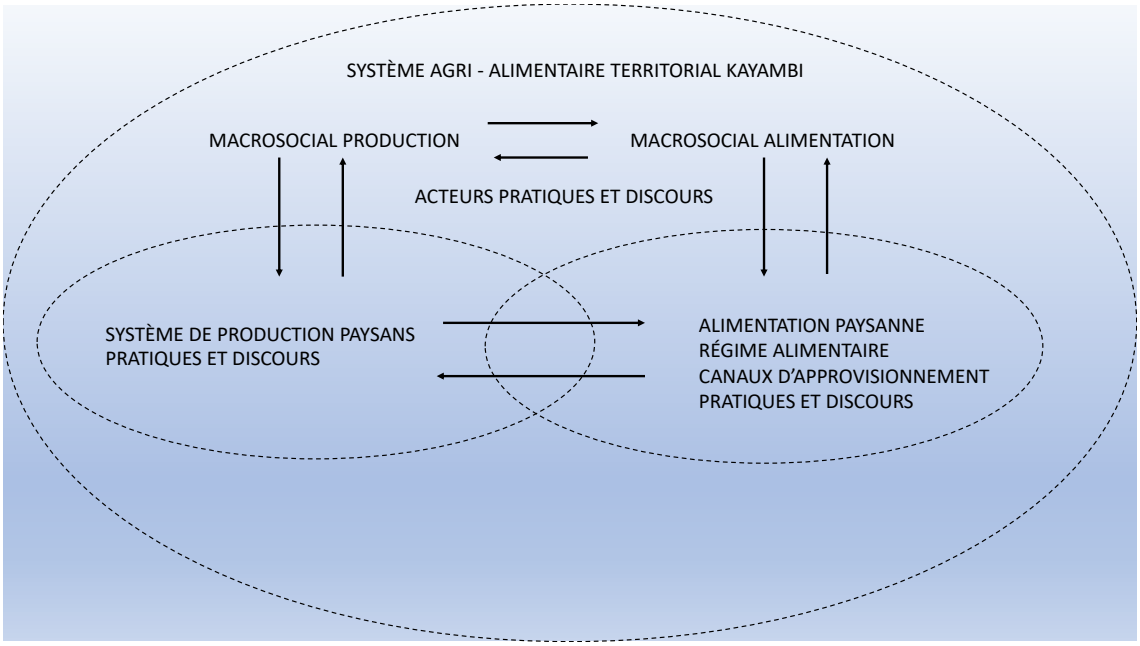
DEUXIÈME PARTIE

Dans la première partie, nous avons fait le bilan chronologique des grandes étapes de la longue histoire agricole du territoire kayambi (entre le XVIe et le début du XXIe siècle). Les événements qui se sont produits sont le résultat de l'interaction dans l'espace local des dynamiques agri-alimentaires mondiales. En 500 ans d'histoire, le capitalisme agri-alimentaire conduit par les élites économiques et politiques a dicté la reproduction sociale d'un système marqué par de profondes inégalités matérielles et symboliques, lesquelles affectent directement la société paysanne. Les premières s'expriment à travers le faible accès aux ressources productives, et les secondes à travers la position d'infériorité culturelle, incluant l'identité alimentaire. L'identité alimentaire kayambie, tout comme en général l'identité alimentaire équatorienne andine, trouve son origine dans la fusion de la culture alimentaire des peuples originaires et celle des colons espagnols. Cette fusion a impacté à la fois les espaces ruraux et les espaces urbains naissants au XVIIe siècle et placé de nombreux produits alimentaires des peuples originaires dans une condition symbolique d'infériorité qui s'est traduite par un frein *à la marchandisation du goût* (Guthman 2002). Malgré cela, ces produits ont survécu pendant des siècles parce qu'ils font partie de l'alimentation des agriculteurs, mais en souffrant d'une érosion continue, compte tenu des dynamiques d'industrialisation agri-alimentaire territoriales. Celles-ci ont été favorisées par des politiques publiques et par le marché mondial qui se sont répercutés sur la situation des agriculteurs à différents niveaux, y compris l'alimentation. L'un des impacts les plus importants au siècle dernier a été la récupération de l'accès à la terre et la fin de l'assujettissement de la main-d'œuvre paysanne au système des haciendas. Les paysans producteurs-mangeurs kayambis, différenciés selon leurs conditions d'accès aux ressources productives, ont évolué en marge de la modernisation agricole du territoire. Au cours des 20 dernières années, ce sont les paysans, par le biais de leurs systèmes de production, qui ont assuré la continuité de l'industrialisation du territoire, en partenariat, collectif ou individuel, avec l'agro-industrie. Dans le même temps, des projets ont vu le jour s'opposant à l'industrialisation agricole, menés par des paysans, des organisations de développement et par le biais d'une politique locale conduite par des autorités sans compétences ni ressources suffisantes. L'intégration de la souveraineté alimentaire (2008) dans les cadres de politique publique a contribué à la lutte pour un projet agri-alimentaire alternatif : il cherche à faire du paysan un acteur légitime de la production alimentaire et édifie pour la première fois un activisme autour du fait alimentaire parmi les consommateurs, y compris les paysans.

Cette partie de la thèse porte sur le système agri-alimentaire contemporain kayambi, en se basant sur les différents archétypes de producteurs paysans, qui sont le résultat de leur passé agricole, et en établissant les interactions dialectiques entre les pratiques et les discours.

L'accent est mis sur les acteurs productifs et alimentaires publics et privés ainsi que sur le secteur productif (systèmes de production agricole) et alimentaire à l'échelle des familles paysannes.

Illustration 29.
Interactions et niveaux d'analyse traités dans la deuxième partie de la thèse



Dans toutes les études académiques, le lien entre la production et l'alimentation est nécessaire et évident. Toutefois, la complexité des relations sociales qui interviennent dans les chaînes sociale, économique et technique permettant aux aliments d'arriver sur les tables des commensaux est sans aucun doute l'une des causes de la séparation de son étude en deux domaines d'analyse. La consommation d'aliments est généralement absente des études agricoles (Friedland 2001) ou bien le rôle du mangeur est souvent considéré comme éloigné du fonctionnement de la chaîne agri-alimentaire (Goodman & Dupuis 2002). Certaines disciplines des sciences sociales telles que la sociologie ou la géographie de l'alimentation font appel à des approches analytiques permettant d'intégrer la consommation alimentaire et la production.

Les récentes crises alimentaires (2008, 2017), dont les effets paradoxalement ont une double incidence sur les familles paysannes productrices et commensales, ajoutent à la nécessité de cette analyse pour relever les défis du développement.

Le concept de souveraineté alimentaire a été adopté par les mouvements sociaux paysans, les organisations de développement et même certains États et gouvernements locaux, pour consacrer un paradigme ayant des implications sur l'ensemble du système alimentaire, de

la production à la consommation. Il met à nouveau la communauté scientifique au défi de trouver des outils qui contribuent à l'analyse et à l'interprétation des liens entre production et consommation.

En ce sens, nous réalisons ici un effort pour connecter l'analyse de ces deux sphères aux deux échelles sociales, la macro et la micro, à travers le concept de *système agri-alimentaire territorial* pour comprendre les interactions entre les acteurs de la production et leur alimentation. Le concept *de système de production* sert à l'analyse des pratiques de production, transformation et commercialisation. Nous considérons aussi les activités qui ne sont pas réalisées à l'intérieur de l'unité de production, mais qui exercent une influence sur celle-ci. Au niveau de la famille, une analyse *des pratiques alimentaires* est réalisée, centrée sur le régime alimentaire et les circuits d'approvisionnement de ces familles. Ce cadre conceptuel et méthodologique est présenté ci-après.

Le système agri-alimentaire territorial : une analyse centrée sur les interactions entre le paysan-mangeur et les autres acteurs du système

Nous proposons d'examiner le « contexte immédiat » des paysans et mangeurs kayambis à l'aune du concept de système agri-alimentaire territorial, défini par Lamine (2012) :

> *« Le système agri-alimentaire territorial, englobant non seulement les acteurs locaux des filières de production, de transformation, de distribution, mais aussi le conseil technique, les politiques publiques territoriales ou territorialisées, les consommateurs et la société civile. On peut dire que ce système englobe également, de fait, les différents dispositifs et réseaux mettant en relation production, commercialisation et consommation (qu'il s'agisse de circuits courts ou longs), ces deux définitions facilitant de fait le repérage des acteurs. Nous assumons ainsi une perspective dans laquelle le territoire est pour le sociologue un cadre d'observation des diverses formes d'interaction et de coordination entre acteurs ».*

Nous analysons en premier lieu des acteurs de la production, les paysans, qui sont par ailleurs *mangeurs*, et n'étudions pas tous les mangeurs de la région étudiée. Cela justifie notre choix de mobiliser le concept de « système **agri-alimentaire** » et non celui de « système **alimentaire** » (Rastoin & Ghersi 2010), avec l'objectif de montrer l'importance relative que l'on donne aux acteurs et processus agricoles et alimentaires étudiés.

Ce système agri-alimentaire territorial est complexe, car en son sein coexistent divers modèles alimentaires (Colonna *et al.* 2013 ; Fournier & Touzard 2014). Ils sont le résultat des

formes historiques de production et d'échanges dans un territoire et ils participent de manière différenciée à la reconfiguration de l'APAC.

Par ailleurs, le système agri-alimentaire territorialisé (SAT) invite à prêter attention aux dynamiques territoriales et aux interactions entre les systèmes locaux, en opposition aux pratiques développées dans l'espace alimentaire mondialisé (DDOA & Chaire Unesco Alimentation du monde 2015). Cette attention au fait territorial constitue un levier pour l'APAC, et met en évidence les systèmes alimentaires alternatifs comme les moteurs de valeurs telles que : I) la durabilité (en relation aux écosystèmes et à leur capacité à se renouveler) ; II) la souveraineté alimentaire ; III) la construction d'une économie de proximité ; IV) la gouvernance participative (Rastoin 2015), V) la sécurité alimentaire (Touzard 2014), valeurs qui paraîtraient contribuer à une autonomie alimentaire et paysanne positive. De ce fait, nous portons notre attention aux processus de territorialisation.

Finalement, la notion de système agri-alimentaire est aussi mobilisée dans les discours et les actions des acteurs liés au mouvement agroécologique. Le système agri-alimentaire n'est plus seulement un concept servant à analyser la réalité, mais devient le cadre d'une action collective.

L'étude des discours et des pratiques des acteurs individuels et collectifs du système agri-alimentaire territorial a été abordée au moyen d'entretiens approfondis et d'observations pratiques. Nous considérons les acteurs au niveau de la production, de l'appui technique à la filière (ONG, institutions publiques), de l'industrie, des espaces d'approvisionnement alimentaire et des consommateurs paysans (Tableau 16).

Tableau 16.
Composantes du système agri-alimentaire local abordées, outils et thématiques

Composante du système agri-alimentaire	Outil	Thématiques	Acteurs consultés
Systèmes de production	Entretiens, cartographie, ateliers, observation	Principaux systèmes de culture	Organisations de producteurs, techniciens municipaux, conseils paroissiaux, gouvernement provincial intervenant sur le territoire
		Disponibilité des ressources (terre, eau)	
		Main-d'œuvre employée/engagée	
		Pratiques agronomiques (recours aux engrais, pesticides, semences ; rotation, diversification des cultures)	
		Intensification de l'utilisation de capital	
		Spécialisation	
Transformation de produits primaires	Entretiens	Nature de l'acteur de la transformation Liens à établir et modalités de gestion des liens entre les acteurs transformateurs et les acteurs producteurs paysans	Industrie laitière Industrie floricole
Commerce alimentaire	Entretiens, cartographie des flux alimentaires	Canaux par lesquels les produits agricoles sont écoulés	Supermarchés, marchés, foires
		Participation à la définition des prix	
		Degré d'intermédiation	
		Accords sur la qualité	
		Visibilité du territoire dans le processus de commercialisation	
		Visibilité du producteur	
Mécanismes d'appui au système agri-alimentaire	Entretiens	Politiques publiques contribuant au soutien à la production et transformation des produits	MAGAP GADP GADIPC et Pedro Moncayo Conseils paroissiaux FAO
		Politiques publiques d'appui au commerce des denrées alimentaires	MAGAP GADP GADIPC Conseils paroissiaux

		Politiques de gestion et récupération des ressources naturelles	MAGAP IRD FAO GADP
		Politiques se rapportant à la consommation alimentaire	Ministère de la Santé
		Actions privées (ONG, entreprises, organisations paysannes) intervenant dans la production, le commerce, l'alimentation	Organisations de producteurs paysans Organisations pour l'irrigation Organisations sociales Entreprises de transformation du lait (Floralp, Nestlé, Ordeño) ONG (AVSF, SIPAE, IEDECA)
Consommation alimentaire des paysans	Entretiens et ateliers	Environnement alimentaire (paysage, flux alimentaires, systèmes de distribution alimentaire), culture alimentaire	Organisations sociales paysannes

Les points d'entrée pour l'analyse de la production agricole et de l'alimentation paysanne à l'échelle de la famille :

La compréhension des phénomènes généraux de production et d'alimentation à l'échelle de Kayambi s'appuie sur les concepts de système agraire et de système agri-alimentaire. La compréhension de l'exploitation agricole s'appuiera sur le concept de *système de production* (Cochet 2011), reconnaissant que les décisions de production et de nourriture de la famille paysanne se construisent dans le cadre d'une pluriactivité paysanne croissante.

La compréhension de la diversité et de la spécificité des modes d'exploitation agricole des paysans, qui commence par l'analyse de phénomènes plus généraux, se poursuit par l'analyse du niveau particulier/singulier, sans perdre de vue les interactions entre les différentes échelles et sphères. Pour comprendre l'APAC, il faut également comprendre l'organisation des processus de production agricole au niveau des exploitations, les pratiques alimentaires et leurs liens. Il existe, parmi les acteurs du développement et les paysans eux-mêmes, une perception commune selon laquelle plus l'implication des individus dans les activités économiques non agricoles est importante, plus le lien entre le régime alimentaire familial et un régime alimentaire urbain est grand. La même perception existe en ce qui concerne la spécialisation productive (monoculture ou monoélevage), ce qui indique l'existence d'interactions entre les systèmes productifs et les pratiques alimentaires. Des études font état d'un lien positif entre la diversification agricole dans les systèmes de production paysans et la diversification de l'alimentation de ces familles (Oyarzun *et al.* 2013). Cependant, d'autres montrent que l'accès des producteurs aux marchés a un effet plus important sur la diversification de leur régime alimentaire que l'augmentation de la diversité de leurs systèmes de production agricole (Shibatu *et al.* 2015).

L'agriculture et l'alimentation dans la société paysanne kayambie ont toujours été deux sphères étroitement liées l'une à l'autre. Toutefois, avec les changements intervenus dans les espaces ruraux (articulation des marchés, migration, urbanisation, spécialisation productive et mondialisation), la relation entre les deux a évolué.

Dans une famille paysanne, les stratégies de production et d'alimentation sont dialectiques et vont au-delà de la seule production agricole. L'étude des liens entre ces

deux sphères multidimensionnelles (incluant des aspects biologiques, sociaux, économiques et techniques dans leurs processus) nécessite une perspective interdisciplinaire et systémique, permettant de comprendre les pratiques et les décisions que les familles prennent autour de ces deux activités et de leur logique interactive.

L'agriculture paysanne équatorienne, et spécifiquement celle du territoire kayambi, est une agriculture basée sur le travail familial au sein duquel se conjugue une diversité d'activités (économiques, sociales, politiques, reproductives). Par exemple, dans la zone de Cayambe-Pedro Moncayo, certaines familles paysannes combinent une activité agricole (commerciale ou non) avec une activité salariée dans les exploitations floricoles de la zone. Un autre exemple est lié à combinaison de l'activité agricole et d'une activité de type organisationnel au sein de la communauté ou des associations de gestion des ressources naturelles. Ces activités donnent à la famille paysanne des droits sur l'utilisation de ces ressources, par exemple l'accès à l'eau d'irrigation. La participation aux activités de représentation communautaire peut conduire à la réorganisation du système de production dans la famille paysanne concernée, passant de systèmes agricoles orientés vers le marché à une production familiale d'autoconsommation, du moins tant que dure le mandat de représentation communautaire.

Ainsi, l'activité agricole n’est qu’un maillon dans l’ensemble des activités réalisées par une famille paysanne, activités qui sont interdépendantes, et où les pratiques, les stratégies et les décisions sont le produit d'une interaction entre les composantes du système.

Le système de production agricole (Cochet *et al.* 2009) pour cette étude, nous soutiendrons le concept de systèmes de production conçu comme la combinaison plus ou moins cohérente de divers sous-systèmes de culture et d'élevage, ou comme la combinaison, dans l'espace et dans le temps, des ressources disponibles, la mise en œuvre et la valorisation d'une production végétale ou animale (Dufumier 1996). Les composantes suivantes de ce sous-système sont incluses dans cette analyse : le système de culture, le système d'élevage, la transformation et la commercialisation des produits pour autant qu’ils soient produits par la famille.

Le *système de culture*, à l'échelle de la parcelle , est considéré comme un ensemble de techniques homogènes (cohérence agrotechnique) quant à la nature des cultures, leur

succession et les parcours techniques[160] qui sont gérés sur une unité foncière (Sébillotte 1990). Par ailleurs, le système d'élevage est défini comme l'ensemble des éléments en interaction dynamique, organisés dans le but de valoriser les ressources végétales au moyen d'animaux domestiques et d'obtenir divers produits ou de répondre à d'autres objectifs (Landais 2005)

Historiquement parlant, les familles paysannes des Andes ont toujours combiné leurs activités agricoles (sur leurs parcelles) avec d'autres activités génératrices de revenus, outre la possibilité d'exploiter l'usufruit de terres ne leur appartenant pas. On considère ***les activités externes*** comme celles qui se déroulent en dehors de l'exploitation paysanne et qui génèrent un revenu économique grâce à la vente de main-d'œuvre, de biens (non-produits par la famille dans son système de production agricole) et de services.

L'alimentation est une activité vitale et quotidienne étroitement liée aux normes, interdictions, valeurs, symboles, mythes. Il s'agit d'une activité impliquant des fonctions biologiques, et aussi des fonctions sociales qui contribuent à la construction de l'identité, à la transmission intergénérationnelle et à la création de liens sociaux (Poulain 2014). L'alimentation est un patrimoine qui remplit aussi des fonctions de jouissance par le biais de l'esthétique et de l'organoleptique.

L'une des manifestations des changements agricoles, technologiques, organisationnels d'un territoire rural s'observe dans la reconfiguration de ses pratiques et habitudes alimentaires. Dans le monde paysan, l'alimentation est un élément central de sa réalité sociale et économique, et donc de son identité. L'avancée du capitalisme, dans les zones rurales, et d'un système alimentaire industriel, a conduit à la déstructuration, à la fragmentation et à la désintégration des systèmes locaux et familiaux de production et d'alimentation (Moore Lapé & Collins 1998). Cela a entraîné des transformations dans les modèles alimentaires, considérés comme l'ensemble sociotechnique et symbolique qui relie un groupe humain à son milieu, fonde son identité et donne lieu à un processus de différenciation sociale interne. Le phénomène alimentaire et l'étude de l'espace alimentaire peuvent être traités à différents niveaux. L'un d'eux est l'échelle des pratiques alimentaires domestiques *(ibid.)*, qui comprend la nature de l'approvisionnement, du régime alimentaire, de la répartition sexuelle du travail et des décisions concernant l'alimentation. Les pratiques alimentaires sont le produit de décisions qui, comme le

[160] L'itinéraire technique est défini comme la combinaison logique et ordonnée qui permet de contrôler et d'obtenir une production agricole (Sébillotte 1978)

souligne Poulain(2002), ne sont pas le produit de l'individu ni ne sont pas rationnellement simples. L'existence d'un mouvement entre les sujets sociaux paysans et le contexte alimentaire signifie que la pratique n'est que l'expression la plus visible d'un tissu de relations sociales qui ne sont pas directement visibles. Ce sont ces relations qui expliquent ces pratiques. D'un point de vue territorial, les pratiques agricoles et alimentaires sont le résultat de la combinaison de diverses ressources matérielles et immatérielles.

- *L'entité sociale pertinente et les unités d'analyse*

L'entité sociale considérée dans notre analyse peut être une personne individuelle ou un collectif : c'est à travers elle que des activités sont entreprises, que des décisions sont prises et traduites en actions. Nous observons que les décisions sont des engagements et que leurs avantages ne sont pas facilement démontrables.

Pour analyser les activités productives (production agricole et autres génératrices de revenus) et l'alimentation des familles paysannes[161], il faut comprendre que le centre de décision est constitué d'une ou plusieurs personnes responsables. Dans le cas de l'alimentation, au sein de la famille, les décisions sont des compromis qui se construisent, influencés par la composante gustative de chacun de ses membres. Toutefois, l'ajustement des différents points de vue et goûts à l'intérieur de la famille est fait par la personne qui est chargée de la matérialisation des préparations alimentaires.

La famille paysanne andine présente différentes formes. Il ne s'agit pas nécessairement de la « famille nucléaire » composée du père, de la mère et des enfants. Nous trouvons souvent plus d'une famille nucléaire partageant le même lieu d'habitation. Par exemple, il est courant que les jeunes couples mariés (récemment formés) vivent chez leurs parents jusqu'à ce qu'ils soient économiquement indépendants de leurs parents, sans que cela change le centre de décision familial – constitué d'une ou de plusieurs personnes qui sont responsables de la production, de la consommation et de l'accumulation de l'unité économique que représente la famille.

L'identification de ce centre de décision a été faite au début de l'échange avec chacune des familles, d'abord en comprenant la composition du noyau familial (annexe 24), leurs activités et leur participation et responsabilité dans les activités productives et alimentaires.

[161]« Groupe social composé d'individus occupant la même habitation » (Dale *et al.* 1990).

Pour l'étude des pratiques agricoles, c'est l'exploitation agricole qui est considérée, à laquelle nous nous référerons également comme unité de production agricole ou UPA. C'est dans cet espace physique, qui représente la ferme (*finca*), l'UPA ou l'exploitation agricole, que se combinent les pratiques qui façonnent le système de production. L'étude des pratiques alimentaires a été réalisée par le biais d'une enquête sur le quotidien des tables et des plats paysans, puis d'une recherche sur les lieux d'approvisionnement et de préparation des aliments.

- *Les ressources disponibles*

Nous entendons par ressources « *les moyens disponibles pour mener à bien une action et/ou créer de la richesse »* (Gumuchian & Pecqueur 2007), en l'occurrence pour réaliser des activités déjà définies. En nous appuyant sur des études antérieures (Gasselin *et al.* 2014), nous prendrons en compte : I) les *ressources naturelles* et parmi celles-ci l'accès à la terre, sa fertilité, l'accès à l'eau, l'accès à différents écosystèmes qui font partie des : II) *ressources spatiales* (Lussault 2010); dans cette catégorie il est possible de tirer parti d'un accès plus ou moins important, par la mobilité, aux espaces, qu'elle valorise pour la poursuite d'une activité productive ou alimentaire ; III) *les ressources matérielles* (équipements, infrastructures) ; IV) *les ressources humaines*, qui se réfèrent à la santé, le sexe, l'âge, la connaissance et le savoir-faire ; V) *les ressources sociales*, soit l'intégration dans une organisation, les relations de solidarité, de réciprocité ; VI) *les ressources financières* qui comprennent la capacité d'épargne et l'accès au crédit. Ces dernières ne sont pas toujours obtenues par des moyens formels (banque), mais parfois par des relations sociales, ce qui signifie que l'état de ces ressources au sein de l'entité sociale est variable et non substituable. Tout changement dans l'une ou l'autre de ces catégories de ressources peut modifier la configuration du développement des activités et de l'ensemble du système.

- *Les motivations et les représentations de l'entité sociale font partie du processus de décision*

Le comportement de l'entité sociale et donc la prise de décision sont fortement déterminés par les structures sociales, et aussi par sa rationalité (« agency ») (Gasselin *et al.* 2014). Dans le domaine alimentaire Corbeau & Poulain (2002) affirment : *« Une décision est à la fois le produit d'une surdétermination sociale et de l'originalité avec laquelle un individu, marqué par l'histoire et doté d'une personnalité particulière, réagit aux influences sociales et s'adapte à des contextes particuliers »*. Les décisions prises par

l'entité sociale pour la mise en œuvre et la gestion des activités sont le résultat des ressources dont elle dispose ainsi que de l'information, de ses motivations et représentations. Ces motivations peuvent être diverses (axiologiques, relationnelles, identitaires, techniques et/ou économiques) et entrer en conflit au moment de la prise de décision. Les décisions prises dans les systèmes de production agricole ne sont pas seulement basées sur la rationalité économique. D'autres éléments construits sur des règles et des institutions historiques entrent en ligne de compte dans les décisions finales, comme le désir d'appartenance à un groupe ou la recherche de reconnaissance.

Précisions méthodologiques : à la rencontre des pratiques productives et alimentaires sur le terrain

- *L'élaboration d'une typologie pour représenter la diversité :*

L'hétérogénéité des exploitations paysannes et des systèmes d'activité est rapidement identifiable dans le paysage et dès les premiers échanges avec les acteurs du territoire kayambi. Ces différences sont le résultat de l'histoire particulière des familles, de leur occupation spatiale et de l'évolution du territoire, phénomènes en interaction permanente avec les processus sociopolitiques et culturels qui interviennent à plus grande échelle. Il faut donc organiser et comprendre la diversité, selon des critères de différenciation pertinents pour l'objectif de la recherche et, à des fins méthodologiques, afin de simplifier la réalité observée en regroupant les systèmes de production et d'activité selon des caractéristiques homogènes.

Cette catégorisation permet de reconnaître les différences sociales, économiques et logiques de production, contribuant ainsi à une compréhension approfondie du fonctionnement actuel d'une exploitation agricole et des motivations des agriculteurs. L'histoire, ancienne et récente, de la paysannerie kayambie, montre une collectivité qui combine des activités qui contribuent à la reproduction du processus de production et de la famille. C'est ainsi que la typologie des systèmes de production agricole est comprise et mise en perspective par rapport à la combinaison d'activités. Chaque type idéal est porteur d'un ensemble de caractéristiques qui lui sont propres et qui expliquent ses logiques productives et reproductives (alimentaires). La classification doit néanmoins comporter un nombre limité de catégories lesquelles, d'une part, sont homogènes et, d'autre part, permettent de discriminer les différents types (Cochet *et al.* 2009). Le

regroupement des familles paysannes en catégories de systèmes de production sert à faire abstraction de la réalité et à schématiser le fonctionnement du système, c'est-à-dire que chaque type-idéal n'est pas en soi une réalité, mais une construction théorique qui facilite l'analyse d'une réalité complexe [(Gasselin 2000 ; Jouve 1986)].

Pour la définition de la typologie, sont prises en compte : I) les ressources dont disposent les unités de production, en se référant à la triade « terre, capital, travail) ; II) les différentes combinaisons de systèmes de culture et d'élevage et le degré de spécialisation de la production ; III) la combinaison d'activités ; IV) l'intensification de l'utilisation de capital dans les exploitations agricoles ; V) l'incorporation de pratiques de production autodésignées comme agroécologiques ; VI) la production alimentaire autoconsommée ; VII) la participation à des groupes de soutien productif et commercial, ou à un mouvement de consommation alimentaire.

Nous avons tout d'abord conduit une phase exploratoire sur le terrain – entre août et octobre 2013 –, au cours de laquelle nous sommes allés à la rencontre d'acteurs du territoire kayambi, en particulier des familles paysannes. Ensuite, entre septembre 2014 et janvier 2015, nous avons consolidé une vue d'ensemble des dynamiques sociohistoriques (§partie I) du territoire kayambi et de ses systèmes agri-alimentaires contemporains (§ 4) à travers : I) des entretiens (avec des représentants d'organisations sociales, de producteurs, d'institutions publiques locales et nationales, et des experts)[162] ; II) une analyse bibliographique approfondie ; III) deux ateliers participatifs (l'un avec les techniciens des directions du développement économique et de la protection des droits de la municipalité de Cayambe et l'autre avec des dirigeants du peuple Kayambi). Ensuite, une typologie des systèmes d'activités paysannes a été proposée.

[162] L'annexe 25 présente une liste des acteurs interrogés durant cette phase.

Illustration 30.
Atelier participatif sur les dynamiques socioproductives des paysans du territoire kayambi (avec des agents de la municipalité de Cayambe, décembre 2014)



À partir de cette typologie, des études de cas ont été effectuées au sein des familles pour approfondir la compréhension de chacune des catégories. Les familles ont été sélectionnées sur la base d' ***un échantillon raisonné*** (Dufumier 1996 ; Gasselin 2000) permettant d'accéder à la plus grande diversité de situations en matière de systèmes de production et de combinaison d'activités. Cette typologie a servi de base à la collecte d'informations sur l'alimentation paysanne, dans chacun des types et à la caractérisation, s'appuyant d'une part sur les interactions avec les différents systèmes de production et d'activité, et d'autre part, sur leur participation à la configuration de l'APAC.

- *Outils employés pour les études de cas :*

Le dialogue et l'observation ont permis de découvrir les pratiques productives et alimentaires liées à l'agriculture paysanne kayambie. Ces dialogues et observations visaient à établir les bases de ce travail de recherche et à susciter une remise en question constante des connaissances acquises avant de visiter ce territoire, en gardant à l'esprit que la réalité n'est pas extérieure au sujet qui l'habite. L'impossible neutralité évaluative de qui enquête et effectue des recherches oblige à une transparence et rigueur dans la collecte des données. Dans le cas présent, cela a été possible par l'utilisation de différents outils : *entretiens approfondis, enquêtes de rappel (24 heures), observations et ateliers* pour la collecte de données que nous présentons dans la suite du texte. Ces méthodes de

travail ont permis un approfondissement de l'étude, et aussi une sorte *de triangulation de données* (Kumar 2005) pour assurer la validité des interprétations.

L'entretien approfondi (Kaufmann 2011) a été l'outil principal utilisé pour cette étude. Il a servi à la fois à la collecte des données et à la légitimation de la présence de l'enquêteuse sur le territoire. Grâce à ce type d'entretien qui exige une véritable interaction entre l'interviewer et l'interviewé, il est possible d'approfondir et de comprendre le sens que les personnes interrogées donnent à leurs pratiques, en identifiant parfois les incohérences et les contradictions entre les pratiques décrites et les témoignages apportés. Tout au long de l'entretien, l'enquêteur maintient et induit un échange réflexif, en reformulant les questions et en revenant sur des thèmes déjà abordés, méthode essentielle pour la conduite d'un échange non linéaire.

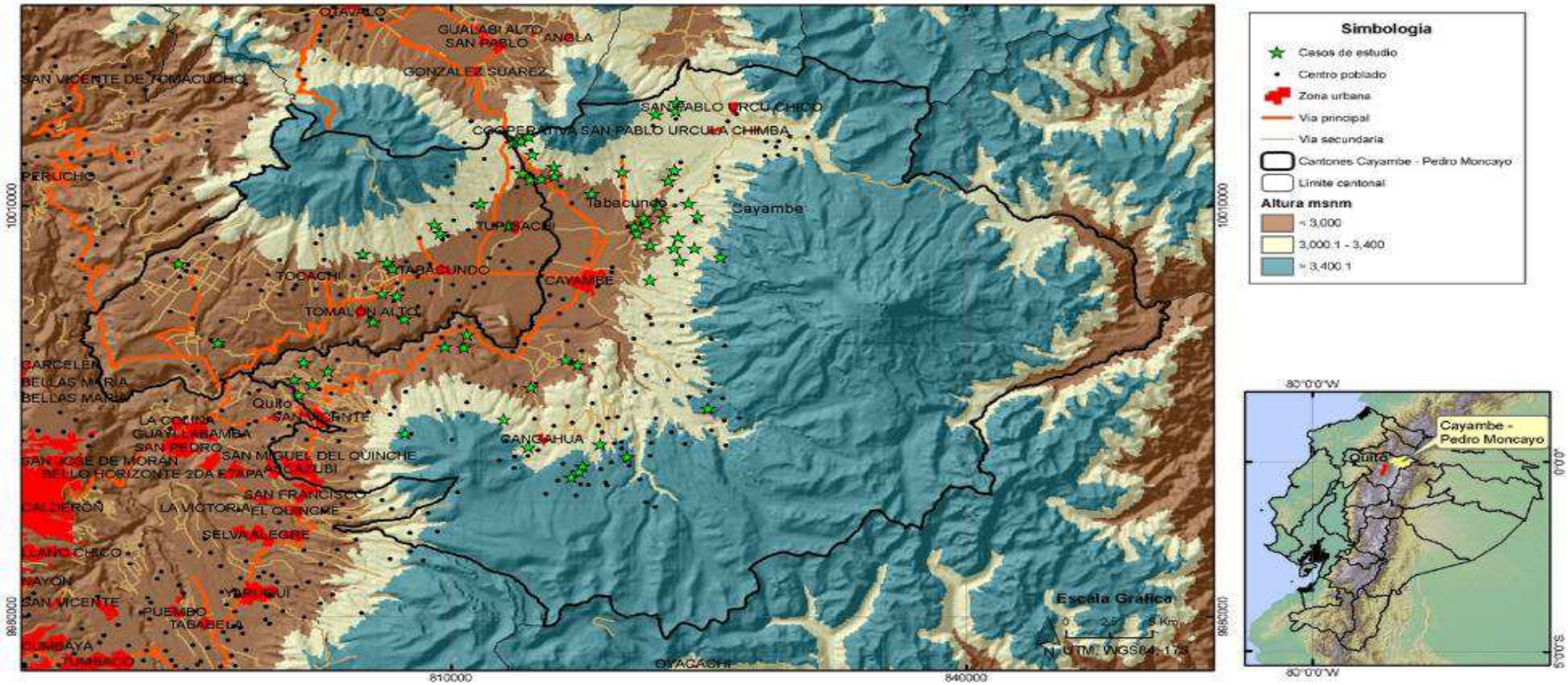
Même si l'entretien approfondi peut ressembler à une conversation, où les questions ne sont pas préconçues, mais plutôt le produit de l'échange entre partenaires, *« la meilleure question n'est pas celle figurant dans le guide d'entretien… elle naît de ce qui vient d'être dit par la personne interrogée »* (Gasselin *et al.* 2013). L'échange n'est pas totalement libre et l'enquêteur doit avoir en tête les axes de l'échange, dans ce cas : *la trajectoire de la famille paysanne et de son système de production ; les pratiques de production et d'échange actuelles ; les autres activités économiques, distinctes de la production primaire dans l'unité de production ; l'alimentation et ses liens avec la production agricole et d'autres activités économiques* (annexe 26). En ce qui concerne l'alimentation, les données recueillies ont permis de comprendre les comportements d'accès à l'alimentation (lieux, rythmes, modalités), la prise de décision pour l'alimentation familiale, les modes d'alimentation et les discours sur l'alimentation et la sécurité alimentaire au niveau du foyer.

Le sens de l'écoute et l'interaction dynamique que requiert ce type d'approche ont progressivement permis aux interviewés de se sentir plus en confiance et se s'intéresser à l'échange, et ont même contribué à nouer des liens. Cela a conduit la plupart des familles ayant participé à cette recherche, à rechercher plus d'occasions de se rencontrer, ce qui ensuite a permis de passer d'un *discours autorisé* (Gasselin *et al.* 2013), de la part des acteurs interrogés, à un discours plus empreint de spontanéité et d'authenticité.

Entre novembre 2014 et décembre 2015, 110 entretiens approfondis ont été conduits et au moins 2 séances (annexe 27) supplémentaires par enquêté ont été

nécessaires pour conclure les échanges. Ces entretiens ont eu lieu dans différents espaces et à différents étages écologiques du territoire kayambi (carte 7).

Carte 6.
Répartition des entretiens et des études de cas dans l'espace



Source : IGM (2011) ; INEC (2012) ; travail de terrain (2014 - 2016)

Élaboration : Román P

Un nombre plus ou moins important d'échanges a été nécessaire en fonction de la complexité du système de production, des progrès dans la construction de la typologie. Les enquêtés étaient principalement le couple ; toutefois les deux personnes ne pouvaient pas toujours être présents en même temps en raison de leurs responsabilités (activités dont l'homme ou la femme devait s'occuper). Dans certains cas, une sorte d'autorégulation du couple a été observée pour laisser à l'un ou l'autre un rôle de premier plan dans le dialogue en fonction du thème abordé. Parfois, d'autres membres de la famille nucléaire ou élargie ont participé à l'entretien.

Pour la caractérisation des pratiques agricoles et alimentaires, au niveau de la famille paysanne et de son unité de production, ***l'observation*** a toujours accompagné l'entretien approfondi. *« Il n'y a pas d'observations objectives, seulement des observations socialement contextualisées selon le monde de l'observateur et celui de l'observé »* (Bogdan & Taylor 1975).

À de nombreux moments, l'observation a conduit à orienter l'entretien et a permis d'identifier les contradictions entre les déclarations et les faits. Il s'agissait parfois d'une observation non participative (Kumar 2005), c'est-à-dire sans notre participation à des activités alimentaires ou productives. Dans ces cas, le regard s'est porté sur la compréhension du contexte de l'entretien et du comportement des personnes interrogées. Il y a également eu des moments d'observation participative (*ibid*.), car nous avons pu prendre part à des activités telles que le travail au champ, la vente de produits et la préparation de plats, l'achat de denrées et le partage de repas avec ces familles. La participation aux achats de denrées alimentaires a été possible dans quasiment presque la moitié des cas (48 familles sur 110 familles interrogées). L'un des éléments importants à prendre en compte dans l'utilisation de l'outil d'observation est *l'effet Howthorne*[163] *(ibid.)* qui, dans cette étude, a été ressenti au moment d'aborder la question de l'alimentation de la famille, confirmant la nécessité d'utiliser des outils complémentaires à l'observation pour la collecte de données.

Les entretiens ont été enregistrés avec le consentement des personnes interrogées, puis transcrits. Ensuite une monographie a été établie par famille paysanne, où les entretiens et les observations ont été systématisés (annexe 28). Ces comptes rendus ont alors été analysés sur la base d'une matrice d'interprétation (annexe 29) établie autour de

[163] Le fait d'être l'objet d'une attention particulière de la part de l'enquêteur modifie le comportement la personne enquêtée.

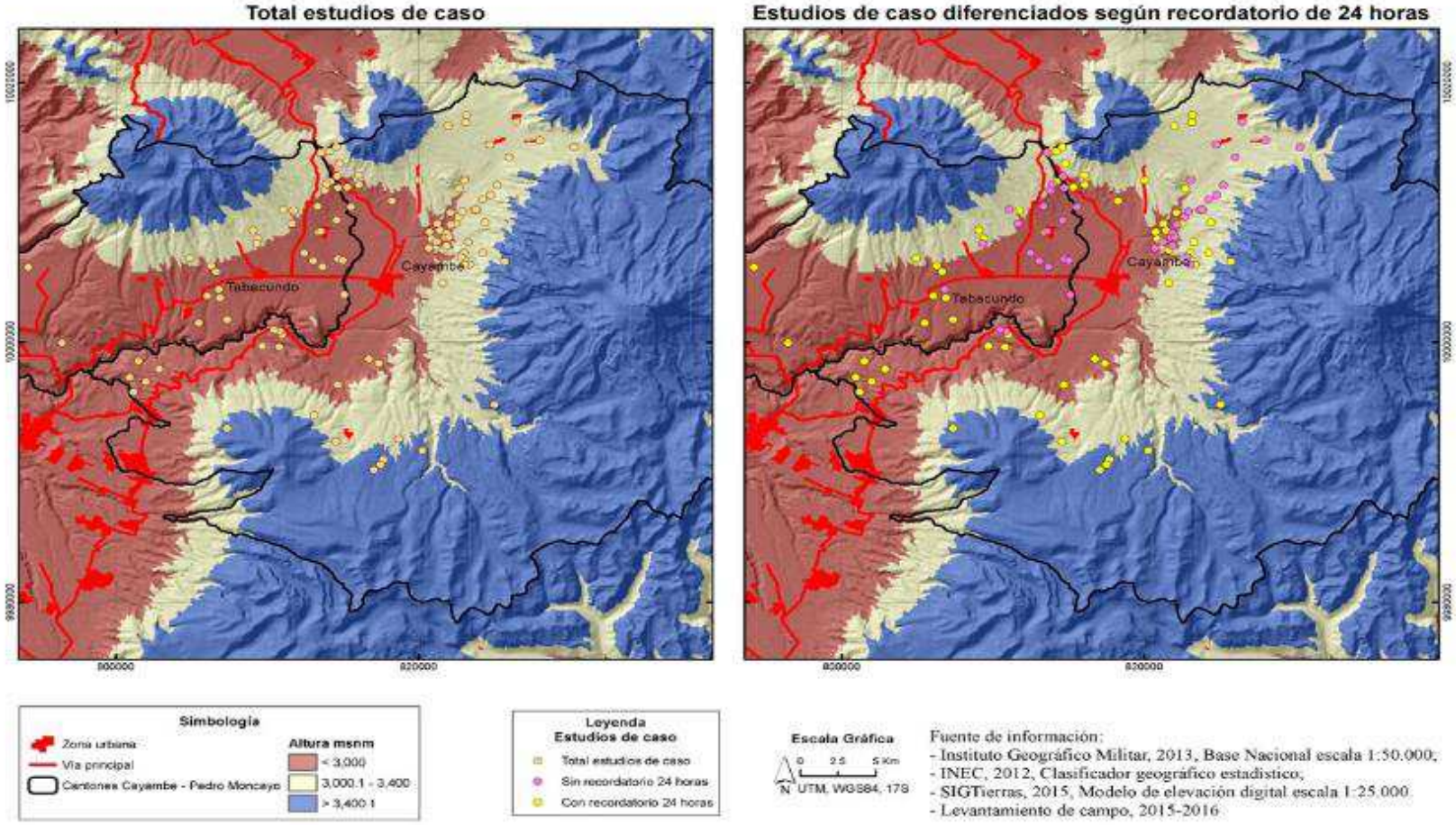
trois axes : la description du système de production ; l'autonomie paysanne du point de vue des pratiques de production et de connexion au marché ; et la sécurité alimentaire comme condition intrinsèque à l'autonomie paysanne.

Le rappel de 24 heures a été utilisé comme technique de reconstitution des pratiques alimentaires familiales. Cet outil (annexe 30), développé grâce aux sciences de la nutrition (Gibson 2005 ; Willett 1998), est aussi utilisé par d'autres disciplines telles que l'anthropologie et la sociologie de l'alimentation (Poulain 2002) ou dans des recherches qui font une analyse qualitative des régimes alimentaires d'une population (Aubron 2006 ; Cortes 2000). C'est en ce sens que le rappel de 24 heures a été conçu et appliqué dans le cadre de cette recherche. À travers ces deux instruments (entretien approfondi et rappel de 24 heures), nous avons cherché à caractériser les aspects suivants pour chaque famille interrogée : I) le régime alimentaire (produits et plats de la cuisine paysanne kayambie) ; II) la structure des repas (petit-déjeuner, déjeuner, dîner, collation entre les repas) ; III) l'espace, le lieu de consommation des aliments (dans le foyer ou en dehors) ; IV) le mode d'obtention des aliments (production, achat, troc, don).

L'avantage de l'outil « rappel de 24 heures » est qu'il fait appel à la mémoire à court terme de la personne interrogée, ce qui contribue à la véracité de l'information et n'influence pas ses habitudes alimentaires (Ferrari 2013 ; Sabaté 1993). Toutefois, les informations obtenues par ce biais ne sont pas suffisantes pour évaluer la consommation alimentaire habituelle (Cuypers *et al.* 2016). Ce même auteur propose alors d'effectuer au moins deux rappels pour analyser la consommation alimentaire habituelle et ses variations.

Entre janvier et décembre 2015, le rappel de 24 heures (annexe 31) a été appliqué à 65 familles paysannes (annexe 27).

Carte 7.
Répartition des études de cas avec ou sans rappel de 24 heures



Élaboration : Román P

Au départ, l'objectif était d'appliquer le rappel de 24 heures à toutes les familles (110) avec lesquelles un entretien approfondi avait eu lieu ; mais cela n'a pas été possible pour des raisons d'indisponibilité des personnes intéressées.

L'enquête a porté sur tous les aliments et boissons que les membres de la famille avaient consommés dans leur foyer, le jour précédant le rappel**.** Cinq rappels de 24 heures ont été enregistrés par famille, soit un total de 325 enregistrements.

L'intervalle entre deux rappels de 24 heures, dans une même famille, était d'au moins une semaine et chaque rappel correspondait à un jour différent de la semaine. Nous avons ainsi cherché à assurer une meilleure représentativité de la consommation alimentaire, en intégrant les variations éventuelles et en identifiant les situations rares ou exceptionnelles pouvant être enregistrées.

Bien que nous ayons priorisé les réunions pour appliquer le rappel, nous avons aussi parfois eu recours aux appels téléphoniques, une modalité reconnue dans plusieurs guides méthodologiques de présentation de cet outil (Cuypers *et al.* 2016 ; Sabaté 1993 ; Willett 1998).

Durant les enquêtes, nous avons opté pour une approche assez large ce qui a conduit à poser des questions en dehors de la matrice créée pour l'enregistrement du rappel de 24 heures. Cela nous a permis d'identifier les constantes et les exceptions dans le comportement alimentaire.

La principale contrainte rencontrée fut le manque de disponibilité des familles, ce qui a rendu difficile le respect de l'intervalle d'une semaine fixé entre chaque registre. À l'exception de quelques cas, les hommes qui ont participé activement aux dialogues sur les questions agricoles avaient décidé de déléguer le dialogue sur l'alimentation aux femmes, de sorte que ce travail a été principalement fait avec elles.

Pour l'analyse des données recueillies dans le cadre des rappels de 24 heures, dans un premier temps une base de données a été créée (d'abord à l'aide de Microsoft Excel version 15.31, puis de SPSS version 21). Elle reprend pour chaque famille : I) tous les produits utilisés pour la préparation des plats et boissons indiqués ; II) leur fréquence de consommation ; III) la provenance de chacun des produits signalés.

Dans un second temps, une analyse statistique descriptive et relationnelle (bivariable) a été réalisée (tableau 17) pour faire l'analyse des pratiques alimentaires et de leur relation avec les différents profils de production. Pour les variables catégoriques, le nombre et le pourcentage de chaque sous-groupe et de chaque variable sont indiqués, ainsi que la signification des différences par groupe, le cas échéant, après avoir utilisé le test khi-deux. Pour les variables quantitatives, les statistiques descriptives (minimum, maximum, moyenne, erreur standard et

indice de confiance à 95 %) sont présentées. Pour les analyses relationnelles, des tests paramétriques d'analyse de la variance (ANOVA) pour plus de deux groupes et t-Student pour deux groupes, ou des tests non paramétriques de différence de moyennes ont été effectués. Dans le cas de l'ANOVA, les conditions d'aléa, de normalité et d'homoscédasticité ont d'abord été vérifiées. Lorsqu'au moins deux de ces conditions n'étaient pas remplies, des tests non paramétriques, tels que le test de Kruskal Wallis, ont été effectués.

Tableau 17.
Matrice opérationnelle suivie pour l'analyse des pratiques alimentaires, à partir des données figurant dans le rapport de 24 heures

Dimension	Descripteur	Variable
Régime alimentaire	Diversité alimentaire	Score de la diversité alimentaire
		Classement de la diversité alimentaire en fonction du score de diversité alimentaire
	Nature des aliments entrant dans l'alimentation	Fréquence des produits naturels dans le régime alimentaire
		Fréquence des produits alimentaires transformés
	Présence de produits marqueurs culturels dans le régime alimentaire	Fréquence de produits marqueurs culturels dans le régime alimentaire
		Score de diversité de la consommation des produits marqueurs culturels
	Présence de produits marqueurs des principales dynamiques productives de la zone (lait/ oignon))	Fréquence de produits marqueurs des grandes dynamiques de production dans le régime alimentaire
	Présence de produits marqueurs de la relation entre alimentation et agroécosystème	Fréquence des produits liés à l'agroécosystème dans le régime alimentaire
		Fréquence des produits non liés à l'agroécosystème dans le régime alimentaire
Approvisionnement	Approvisionnement total par canal	Fréquence totale de la participation de l'UPA en tant que canal d'approvisionnement alimentaire
		Fréquence totale de la participation de canaux non commerciaux dans l'approvisionnement de produits entrant dans l'alimentation
		Fréquence totale de la part des marchés à circuit court terme (vente directe producteur-consommateur) en tant que canal d'approvisionnement alimentaire
		Fréquence totale de la part des marchés traditionnels comme canaux d'approvisionnement alimentaire
		Fréquence totale de la part des supermarchés comme canaux d'approvisionnement alimentaire
	Approvisionnement total par type de canal	Fréquence de la part des canaux non commerciaux (UPA, RIT, RRI) dans l'approvisionnement alimentaire

Dimension	Descripteur	Variable
		Fréquence de la part des canaux commerciaux (MCC, MT, MS) dans l'approvisionnement alimentaire
	Tendances relatives à la provenance des aliments (à l'exception des herbes aromatiques, sucres, et ingrédients culinaires) Regroupement des produits alimentaires et principal canal d'approvisionnement établi pour chaque groupe (11 groupes)	Somme du nombre de fois où un canal (UPA, RRI, RIT, MCC, MT, MS) est considéré comme la principale tendance pour l'approvisionnement de chaque groupe de denrées alimentaires
	Origine principale des produits marqueurs culturels	Somme du nombre de fois où un canal (UPA, RRI, RIT, MCC, MT, MS) est considéré comme la principale tendance pour l'approvisionnement de l'ensemble des produits dits marqueurs culturels
	Provenance des produits marqueurs relativement aux grandes dynamiques de production de la zone (filière lait)	Somme du nombre de fois où un canal (UPA, RRI, RIT, MCC, MT, MS) est considéré comme la principale tendance pour l'approvisionnement des produits marqueurs relativement aux grandes dynamiques productives (filière lait)
	Provenance des produits marqueurs de l'agroécosystème	Somme du nombre de fois où un canal (UPA, RRI, RIT, MCC, MT, MS) est considéré comme la principale tendance pour l'approvisionnement des produits entrant dans le régime alimentaire lié à l'écosystème
Dépenses alimentaires	Dépenses nettes	Montant mensuel consacré à l'alimentation
	Origine des revenus principaux affectés aux dépenses	Agriculture
		Autres activités
	Poids de la dépense alimentaire dans le revenu total	% du revenu mensuel total
Division sexuelle de l'organisation de l'alimentation	Préparation des aliments	Qui prépare les aliments
		Temps consacré
	Décision d'achat	Qui décide
		Où
	Prise de décision concernant les dépenses alimentaires (montant)	Qui décide

UPA : Unité de production agricole ; RRI : troc permettant l'échange de denrées alimentaires contre tout autre service (main-d'œuvre, par exemple) ; RRT : troc alimentaire (échange de denrées alimentaires) ; MCC : marché de circuit court ; MT : marché traditionnel (marchés municipaux, entrepôts, petits magasins) ; MS : supermarchés

Une description plus détaillée de la construction de la matrice opérationnelle d'analyse des données recueillies (rapport de 24 heures) figure à l'annexe 32.

C’est ce cadre analytique et méthodologique qui a été utilisé pour obtenir les résultats présentés dans les chapitres qui composent cette partie II. Les interactions politiques, économiques et techniques entre les sphères micro et macro sociales sont traitées dans les chapitres 4 et 5. Le chapitre 4 commence par la présentation des systèmes de production paysans, y compris les autres activités économiques des familles paysannes, du fait de leur généralisation croissante, en particulier celles des femmes. Dans la deuxième section de ce chapitre sont présentés les deux projets agri-alimentaires présents sur le territoire, auxquels sont liés les familles paysannes et leurs systèmes de production, la façon dont ils se répartissent territorialement, et l’interaction des systèmes de production. Le chapitre 5 traite de l'espace macrosocial (acteurs, discours et flux) de la sphère alimentaire, construit à partir des interactions avec la sphère agricole. Sont abordées, dans une deuxième section de ce chapitre 5, les relations entre cet espace macrosocial alimentaire et les pratiques et discours alimentaires (alimentation et lieux d'approvisionnement) au niveau des familles paysannes, et les différences entre les familles en fonction de leur profil de production.

CHAPITRE 4. Les interactions des acteurs du système agri-alimentaire dans la reconfiguration de L'autonomie productive et alimentaire paysanne

La longue histoire du système agri-alimentaire nous permet d'assister à l'émergence d'un paysannat qui peu à peu se libère du joug des grands propriétaires. L'accès à la propriété foncière grâce aux réformes agraires et la structuration de syndicats sont les premières manifestations tangibles de cette nouvelle autonomie paysanne. Cependant, celle-ci varie selon les types de systèmes de production, les relations entre les paysans et les acteurs du système agri-alimentaire et le projet collectif poursuivi (agro-industriel, agroécologique, etc.). Afin d'approfondir notre compréhension des recompositions de l'APAC, nous examinons dans la première partie de ce chapitre les différents systèmes de production paysans, eu égard à leur logique et à leur spécificité géographique. Le paysage est marqué par des structures de production relativement spécialisées et distinctes selon les étages altitudinaux qui déterminent des conditions du milieu (sol, température, précipitation et accès à l'eau d'irrigation). Cependant, les logiques productives paysannes dépendent aussi de la nature des activités en dehors de l'unité de production, selon qu'elles sont salariées ou non. Nous caractérisons ces diverses formes d'activités dans la deuxième partie de ce chapitre, en montrant les liens fonctionnels qui s'établissent entre chaque activité agricole selon sa géographie. Cette « pluriactivité » est un facteur souvent favorable à l'autonomie paysanne, en particulier celle des femmes. La troisième et la quatrième partie du chapitre sont consacrées à l'étude détaillée de trois « projets collectifs » qui reconfigurent substantiellement les conditions de l'autonomie paysanne : d'une part, le développement de l'agro-industrie laitière et de la floriculture d'exportation, et d'autre part l'essor plus récent de l'agroécologie en tant que proposition agronomique, alimentaire, commerciale et politique.

4.1 Les principaux types de systèmes de production agricole paysans

Les exploitations paysannes kayambies se caractérisent par des unités de production de petite taille, généralement constituées de parcelles dispersées (qui peuvent ou non être situées sur le même étage écologique), en tout ou partie, acquises par héritage, et gérées par la famille paysanne habitant dans le périmètre de l'UPA. La production agricole est essentiellement le fruit du travail de la famille (nucléaire et élargie), à l'aide d'outils agricoles de base et d'une utilisation très limitée d'intrants chimiques par rapport aux exploitations capitalistes (fleurs, exploitations laitières) situées sur le territoire. Ces unités de production sont à la fois des unités

de consommation et de capitalisation et elles sont étroitement liées aux structures communautaires dans lesquelles elles sont insérées, lesquelles contribuent au bien-être social, contrebalançant l'absence de l'État, ainsi que d'une réglementation concernant l'accès aux moyens de production tels que l'eau ou l'utilisation de l'écosystème, notamment les *páramos*.

Contraints par l'accès limité aux ressources productives, en général un ou plusieurs membres de la famille paysanne conjuguent l'activité agricole dans l'unité de production à d'autres activités en dehors de son périmètre. L'unité familiale est souvent composée du père, de la mère (chefs de famille) et des enfants. Parfois, le noyau familial s'élargit et deux familles cohabitent dans une même maison. Cette seconde famille est souvent celle d'un des enfants mariés, qui est invité à y vivre avec son conjoint (ou sa conjointe) et leurs enfants jusqu'à ce qu'ils consolident une base économique leur permettant de devenir indépendants. L'autre configuration de la famille élargie est celle de la famille principale vivant avec les parents plus âgés, en l'occurrence le père, la mère (ou les deux), qui après un certain âge (généralement 70 ans), passent aux soins de la famille nucléaire.

Bien qu'ils présentent des caractéristiques communes, les systèmes de production paysans sont divers, et sont la résultante de la combinaison des ressources de la famille et de l'interaction historique qu'elle établit avec son environnement immédiat. À cet égard, les dynamiques socioéconomiques du territoire kayambi ont joué un rôle dans la différenciation des paysans, l'accès à la terre (quantité, qualité) résultant des réformes agraires (§ 3) étant un premier échelon dans cette différenciation entre agriculteurs. Les processus ne furent donc pas homogènes sur le territoire et furent en outre fonction de la position sociale et spatiale des paysans dans le système des haciendas. La mise en relation des systèmes de production avec le marché et les dynamiques particulières du territoire en ce qui concerne l'insertion des femmes paysannes sur le marché du travail (dynamisée par la demande de main-d'œuvre non qualifiée de l'agro-industrie floricole) ; les actions publiques et privées qui favorisent l'expansion de l'élevage laitier ; les marchés peu rémunérateurs pour les produits agricoles traditionnels de la zone ; la crise provoquée par la faible productivité agricole et l'augmentation des problèmes liés à la santé végétale ; l'émergence de consommateurs exigeant des denrées alimentaires produites sans substances chimiques ; et l'expansion, dans différents secteurs de la société, des préoccupations qui se font jour et des propositions que le mouvement agroécologique défend sur la préférence de modèles alimentaires plus locaux – voilà quelques-uns des défis qui jalonnent le parcours des familles paysannes et qu'elles doivent surmonter, en trouvant les ressources nécessaires pour modeler des stratégies leur permettant de pérenniser leurs systèmes

de production et le moyen, ou les arguments, pour participer à la prise de décision sur leur territoire.

Outre les dynamiques territoriales et régionales, les conditions particulières des familles kayambies, notamment le problème de l'accès à la terre, à l'eau, au capital d'investissement (élément déterminant dans la différenciation des systèmes de production), la relation avec d'autres modèles techniques et sociaux d'agriculture (la floriculture, par exemple), les antécédents familiaux liés aux problèmes de santé se conjuguent pour donner naissance à des exploitations agricoles fonctionnant selon diverses pratiques et rationalités. Il y a une catégorie de paysans kayambis dont les liens avec le marché, tant pour la production que pour la commercialisation, marquent une trajectoire particulière, les *paysans spécialisés (T1)* (§4.1.1.). Il s'agit de producteurs qui n'empruntent pas la voie de l'agrobiodiversité, mais qui dédient la majeure partie de leur UPA à la production d'une seule espèce végétale (et dans le cas des pâturages, en général plusieurs espèces). Les itinéraires techniques de ces systèmes de culture suivent une logique de plus en plus liée au marché des intrants, tant chimiques que génétiques. La majeure partie de la production de ces systèmes arrive sur des marchés structurés, liés à de grandes chaînes, où interviennent plusieurs intermédiaires. Il faut ranger dans cette catégorie les producteurs de lait, les producteurs d'oignon blanc, les producteurs de fleurs d'exportation (principalement les roses), les producteurs de tomates et les producteurs de fraises. En général, aucune partie de leur production n'est destinée à la consommation familiale. Pour ces familles de producteurs, l'agriculture représente l'activité économique la plus importante. Il existe aussi une autre catégorie de paysans *qui se livrent sporadiquement à des activités agricoles (T2)* (§4.1.2). Il s'agit de deux groupes familiaux à différents stades du cycle de vie, d'abord les familles jeunes qui n'ont pas encore reçu de terres en héritage, ensuite les familles de personnes âgées. Dans les deux cas, il existe des antécédents familiaux d'accès limité à la terre et à l'eau, ce qui entraîne une dépendance au marché du travail plus forte que par rapport à d'autres paysans. Pour les familles composées de personnes âgées, les systèmes de culture sont diversifiés en raison des besoins alimentaires. Dans le cas des familles plus jeunes, la motivation est moins dans le besoin d'autoconsommation que dans le besoin d'une production pouvant être facilement écoulée sur le marché et peu exigeante en main-d'œuvre. Une bonne partie de ces paysans se dédient à la production de lait. Mais dans les deux cas, l'investissement dans la production agricole est limité. Les paysans pratiquant une agri*culture traditionnelle (T3)* (§4.1.3), limités généralement par le manque d'eau, mettent en place des systèmes de culture diversifiés, avec des espèces qui sont traditionnelles dans la zone : l'orge, le blé, la pomme de terre, le maïs, la *mashua*, la *jícama*, de même que pour l'élevage (*cuyes*, moutons, vaches,

porcs). S'il est vrai que ces cultures sont liées à la demande du marché, une bonne partie est quand même destinée à l'alimentation du noyau familial paysan. Les itinéraires techniques de ces systèmes de culture et d'élevage sont hybrides quant à la nature des intrants et aux connaissances qui les guident. On trouve ici souvent des pratiques liées aux connaissances dites *ancestrales*, avec un respect du calendrier lunaire (dictant les différentes tâches), à l'utilisation de l'attelage, de plantes pour aider la santé animale, etc. Ces pratiques laissent quand même une place à l'utilisation d'intrants et d'itinéraires s'appuyant sur l'industrie chimique, en grande partie en fonction de la capacité d'investissement de la famille. *Les paysans agroécologiques (T4)* (4.1.4.) sont des producteurs dont les itinéraires techniques sont diversifiés, que ce soit pour les cultures ou l'élevage, qui n'utilisent pas d'intrants chimiques (engrais, substances agrotoxiques), et qui exploitent les savoirs ancestraux pour produire des denrées servant avant tout leur propre consommation, puis accessoirement les marchés locaux, avec peu ou pas d'intermédiaires. Ces agriculteurs agroécologiques discutent souvent entre eux des problèmes affectant la santé familiale, ce qui les incite à s'éloigner des produits agricoles toxiques, que ce soit sur le lieu de travail ou dans leur consommation quotidienne. La forte présence de femmes dans la production agroécologique explique de telles tendances.

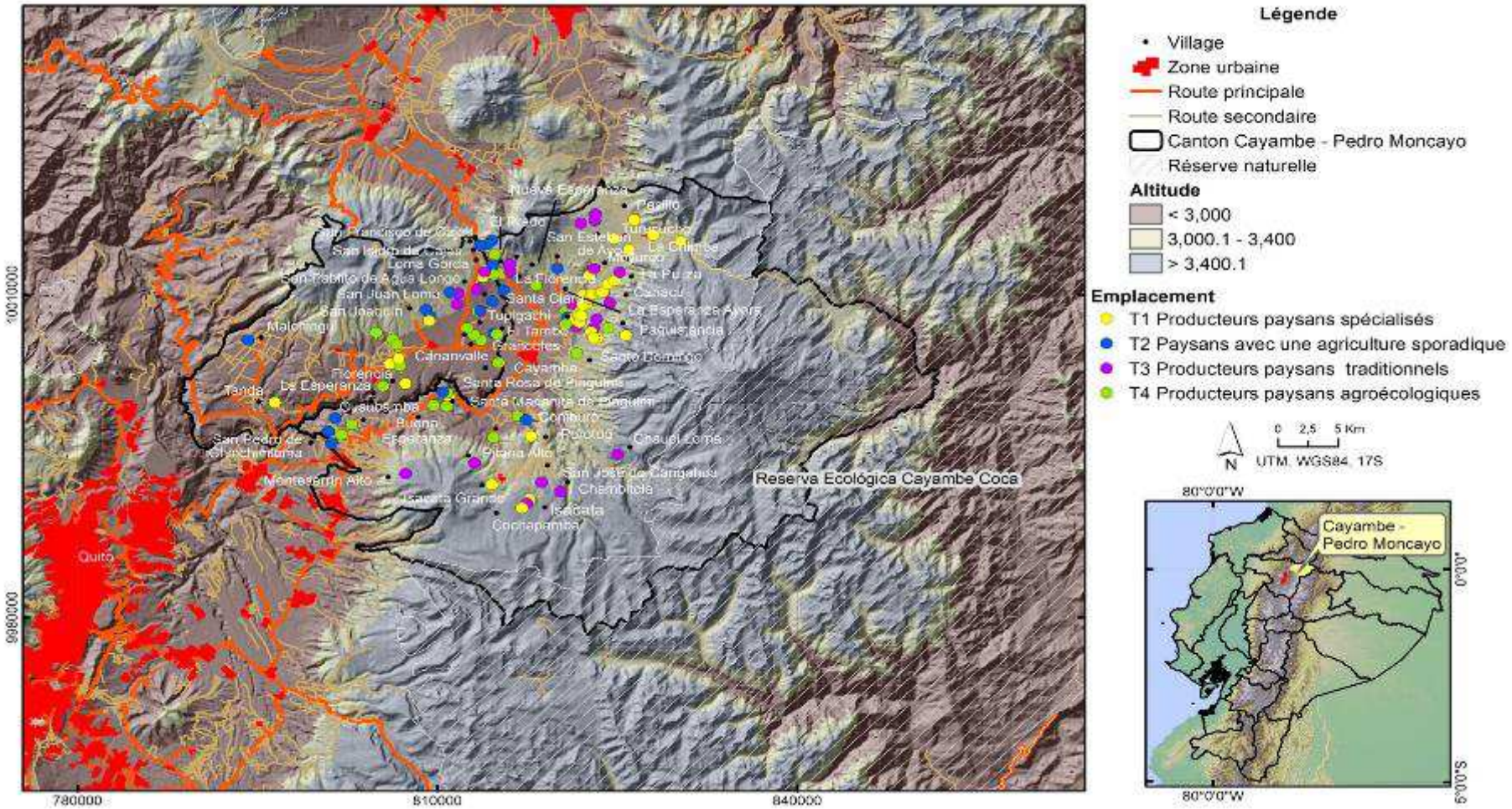
Tableau 18.
Résumé de la typologie des producteurs et de leurs principales caractéristiques productives

Type		Sous-type	Accès à la terre	Irrigation	Principaux système de culture ou d'élevage	Commercialisation	Auto-consommation	Main-d'oeuvre	Travail en dehors de l'exploitation
Paysans spécialisés (T1)	Paysan spécialisé dans un produit pour le marché et avec une production pour l'autoconsommation (T1a)	Éleveur	3 - 20 ha	oui	Plupart des surfaces occupées par des pâturages pour l'élevage laitier	Chaînes longues agroalimentaires nationales	oui	Familiale	Sporadique (chefs du ménage)
		Cultivateur d'oignon			Plupart des surfaces occupées par la culture d'oignon				
	Paysan spécialisé dans une culture non traditionnelle et pas de production d'autoconsommation (T1b)	Floriculteur	< 2 ha	oui	Roses cultivées sous serre	Chaînes longues d'exportation	non	Principalement familiale	Sporadique (chefs du ménage)
"Paysans"/ agriculteurs sporadiques	Campesinos que priorizan la venta de su fuerza de trabajo y no realizan agricultura en sus UPAs de forma regular		< 1ha	Limitée ou sans accès	Élevage laitier, céréales, tubercules, légumes secs, légumineuses	Chaînes longues	Dépendant de la production (élevage ou culture)	Familiale	Permanent (chefs du ménage)
Paysans agriculteurs traditionnels (T3)	Paysan avec des cultures traditionnelles diversifiées pour le marché et l'autoconsommation		2 - 5 ha	non	Céréales, légumineuses, tubercules	Chaînes longues	oui	Familiale	Permanent (chefs du ménage)
Paysans "agroécologiques" (T4)	Paysans aux systèmes de culture et d'élevage diversifiés produisant pour les marchés en circuit court et pour l'alimentation. Pratiques encadrées par les principes de l'agroécologie.		1 - 5 ha	limitée	Légumes, céréales, tubercules, arbres fruitiers, cuyes, poules pondeuses et poules d'engraissement	Circuits courts	oui	Familiale	Permanent (chefs du ménage)

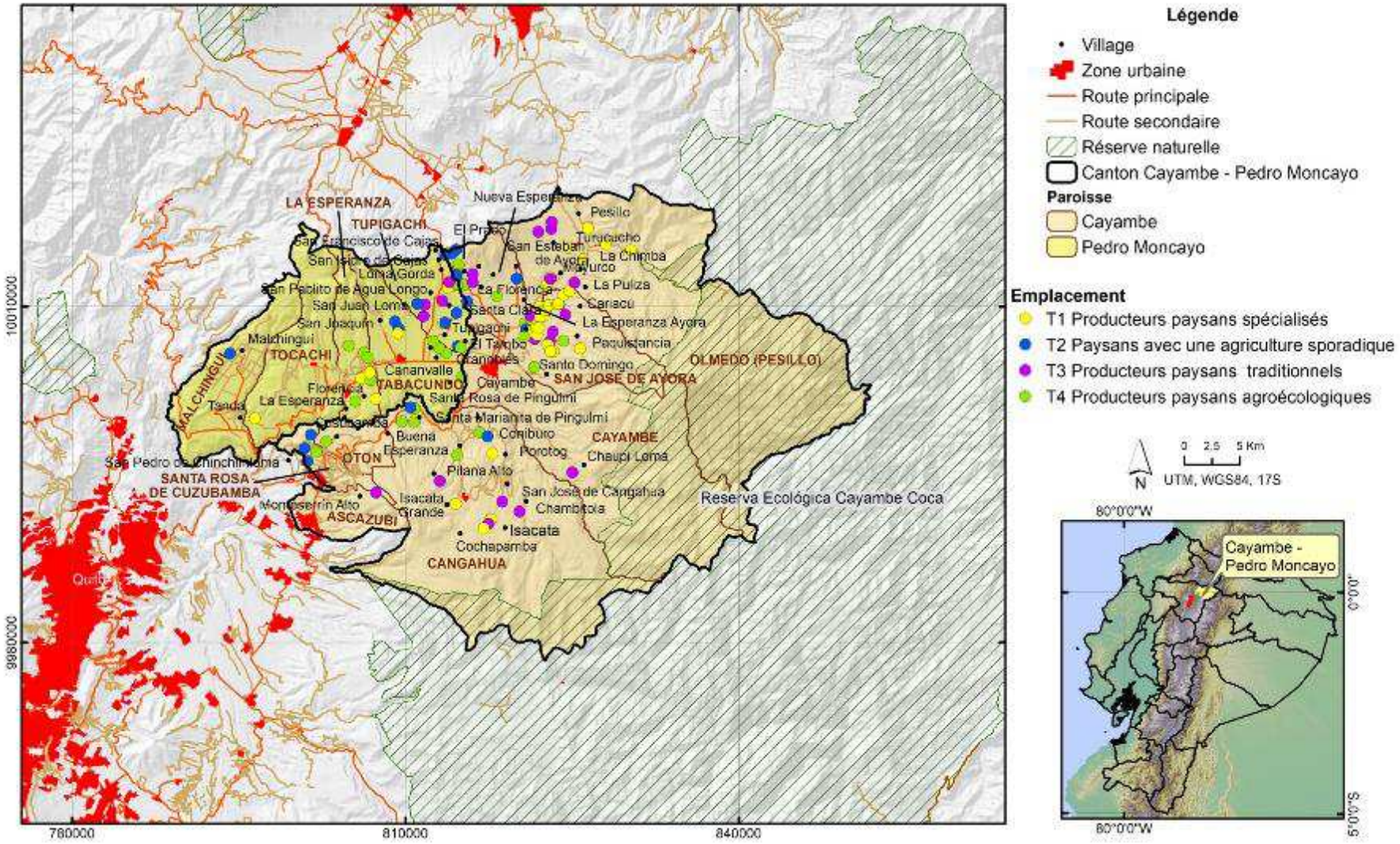
Sur les 110 études de cas réalisées, il est constaté que la plupart des exploitations se spécialisent en particulier dans la production de lait ; ces exploitations agricoles se situent au nord du territoire à plus de 3 000 mètres d'altitude (Carte 8) ; à la même hauteur et dans la partie sud-est, la culture qui prédomine est celle de l'oignon. Dans la vallée irriguée, les exploitants spécialisés cultivent la tomate, la fraise et les fleurs.

Les exploitations agricoles qualifiées de traditionnelles sont plus nombreuses sur le flanc ouest, où l'accès à l'irrigation au-dessus de 3 000 mètres est difficile, alors que dans la vallée andine irriguée, la plupart des exploitations pratiquent marginalement l'agriculture et partagent le même espace que l'agro-industrie floricole et les exploitations capitalistes d'élevage. Les exploitations agroécologiques sont réparties sur l'ensemble du territoire à une altitude inférieure à 3 400 m.

Carte 8.
Répartition spatiale des producteurs interrogés selon leurs systèmes de production



Sources : IGM (2013) ; INEC (2012) ; travail sur le terrain (2015 - 2016)
Élaboration: Román P. ; Alvarado M.



Sources : IGM (2013) ; INEC (2012) ; travail sur le terrain (2015 - 2016)
Élaboration: Román P. ; Alvarado M.

En ce qui concerne la taille de l'échantillon utilisé pour cette recherche, la répartition des études de cas (en tout 110) (Tableau 19) dans chacune des catégories de producteurs paysans a été fonction de la facilité de contact avec ceux-ci, en particulier s'ils appartiennent à des groupements de production. S'agissant des producteurs spécialisés (filière lait), la prise de contact a été particulièrement facilitée en raison de leur lien avec les centres de collecte de lait qui ont permis un rapprochement direct. La faible présence ou l'absence de certaines catégories de paysans, comme ceux qui ne se dédient que marginalement à l'agriculture, dans les groupements de production ou les collectifs sociaux, a rendu la prise de contact très difficile et, partant, la possibilité d'élargir le nombre d'études de cas.

Tableau 19.
Études de cas par type

Type	Fréquence	%
Paysans producteurs spécialisés (T1)	40	36,4
Paysans non agriculteurs (T2)	20	18,2
Paysans producteurs traditionnels (T3)	22	20,0
Paysans producteurs "agroécologiques" (T4)	28	25,5
Total	110	100

Quoi qu'il en soit, la saturation a été l'élément qui a déterminé le nombre d'études dans chaque catégorie, même l'inclusion d'un plus grand nombre de cas dans la catégorie (T1) a été possible en raison des sous-groupes qui la composent (§4.1.1), différenciés principalement par le système de culture appliqué.

4.1.1. Les paysans spécialisés : lait, oignon et fleurs

Dans le langage courant, la spécialisation est définie comme le processus par lequel un individu ou un groupe se concentre sur une activité donnée. C'est un terme très utilisé dans le domaine de la connaissance pour faire référence aux limites d'un domaine ou d'une thématique.

Ici, l'adjectif *spécialisé*, attribué à une exploitation agricole, indique l'assignation particulière ou totale des ressources productives (eau, terre, capital, connaissances), dont dispose une famille, à la production d'une espèce animale ou végétale. Dans ce processus de spécialisation, la diversité de la production (nombre d'espèces végétales et animales) est considérablement réduite et la relation avec le marché est plus étroite, tant au stade de la production que de la valorisation de la production. La production agricole résultant de ces exploitations s'insère dans de longues chaînes de commercialisation qui vont approvisionner les marchés urbains – et dans le cas des fleurs, les marchés internationaux – ou, dans le cas du lait, l'entreprise de transformation pour la production de produits dérivés.

Sur le plan social, ces producteurs sont identifiés et reconnus en fonction du système de culture particulier qu'ils pratiquent : les éleveurs/lait ; les producteurs d'oignons ; les floriculteurs. Ce sont les principales catégories d'exploitations agricoles spécialisées que l'on trouve sur le territoire kayambi. Au sein de chacun de ces types d'exploitation, la disponibilité des ressources familiales (matérielles, naturelles, cognitives, relationnelles) est différente, et selon également l'étape du cycle de vie (familles jeunes ou plus âgées).

Nous présentons successivement deux sous-types de ces systèmes spécialisés, les premiers liés à la production laitière ou d'oignons, les seconds à la production de fleurs fraîches destinées à l'exportation. Ces deux sous-types se différencient à l'aune de niveaux de capitalisation très contrastés, et de la destination commerciale de leur production, vers les marchés nationaux (lait, oignons) ou internationaux (fleurs), et dans certains cas de leur fonction nourricière.

4.1.1.1. L'élevage laitier et la production d'oignon (T1a) : paysans âgés courant le risque de perdre leur autonomie économique et alimentaire

Les chefs de famille à la tête de ce type d'exploitation commerciale sont souvent âgés de plus de 50 ans. Une grande partie de ces producteurs appartiennent à la première

ou à la deuxième génération de familles d'agriculteurs, anciens *huasipungueros* et/ou anciens membres des coopératives agricoles formées au moment de la réforme agraire et dissoutes dans les années 1990 (§3.).

- *L'élevage rural laitier en voie d'intensification*

Bien localisées sur le plan géographique, les exploitations agricoles spécialisées dans *l'élevage laitier* se trouvent dans le nord du territoire, notamment dans les secteurs d'Olmedo, Pesillo, Santo Domingo n°1 et 2, La Chimba, Moyurco, Ayora, La Josefina, Paquistancia, Espiga de Oro, Cariacu (carte 9). La quasi-totalité (92 %) des études de cas réalisées auprès de producteurs agricoles se situe dans cette zone, entre 2 950 et 3 350 m d'altitude. Au sud du territoire kayambi, les paysans producteurs spécialisés dans l'élevage laitier sont moins nombreux et leurs exploitations se situent à plus de 3 000 m. Il existe, entre ces deux zones, des différences dans la gestion du système d'élevage déterminées par : I) les conditions topographiques et météorologiques (précipitations, vents) ; II) les circonstances historiques et sociotechniques expliquant l'accès aux moyens de production (terre et eau) (§ 3.) ; et III) les systèmes d'appui (ONG, politiques publiques, aide aux entreprises). Ce dernier facteur a influé sur la mise au point d'un modèle de production qui standardise les pratiques de production, mais en les rendant plus dépendantes du marché des intrants.

Illustration 31. Panorama des systèmes de production d'élevage laitier paysan en voie d'intensification



Source : travail de terrain (2014 - 2016)

Au cours de la dernière décennie, la tendance dans le sud a été également l'introduction d'une gestion technique, « conventionnelle spécialisée », pour l'élevage laitier, s'appuyant sur : I) des projets de technicisation de l'irrigation des parcelles ; et II) une dynamique organisationnelle avec l'installation de centres de collecte dans le nord du territoire et leur connexion aux entreprises laitières (§4.2.1).

S'agissant de *l'accès au foncier,* la gamme des unités paysannes spécialisées dans l'élevage laitier est assez large, allant de 0,5 ha à 16 ha[164]. Toutefois, la majorité des agriculteurs dans cette catégorie d'unités de production dispose d'au moins trois hectares, dont la plus grande partie est irriguée. L'occupation de la superficie disponible dans l'unité de production d'élevage laitier s'intensifie dans celles disposant de moins d'accès à la terre. Ce sont les unités de production les plus grandes qui choisissent de diversifier leur production ; de grandes parties des terres, en général ne sont pas irriguées et sont destinées à la propre consommation des exploitants.

Ces familles d'anciens travailleurs des haciendas de l'État, considérées comme prospères, disposent *d'outils et d'équipements* de base (pelles, houes, appareils de fumigation), et louent en général des tracteurs pour le travail de labour. Au cours des 10 dernières années, les principaux investissements réalisés dans ces unités ont été faits pour

[164] Superficie totale minimale et maximale des unités de production, selon les études de cas concernant les producteurs agricoles spécialisés dans l'élevage.

l'installation de clôtures électriques autour des zones de pâturage, la technicisation de l'irrigation des parcelles (systèmes d'aspersion) et l'acquisition de dispositifs mobiles de traite mécanique. Si une minorité d'agriculteurs parvient à investir de manière propre pour capitaliser le système de production, la grande majorité doit recourir au crédit.

La *main-d'œuvre* est essentiellement familiale et tous les membres de la famille participent quotidiennement ou par rotation aux activités (traite, fertilisation, réensemencement, pacage). Le chef de famille conserve la propriété de l'unité de production, mais permet à ses enfants d'investir dans des vaches laitières et d'utiliser les moyens de production. C'est une situation assez fréquente s'agissant des jeunes, issus de familles d'éleveurs paysans, qui maintiennent une activité économique extérieure à l'unité de production et y investissent une partie de leur salaire. En effet, ce système d'élevage ne demandant qu'une main-d'œuvre limitée, cela permet à bon nombre de ces producteurs de poursuivre d'autres activités économiques (§4.3) et de réinvestir leurs revenus, généralement dans l'amélioration génétique du troupeau. Les revenus extra-agricoles sont donc essentiels pour la capitalisation de ce type d'unité de production.

Illustration 32.
Systèmes de production dans l'élevage laitier paysan



Source : travail de terrain (2014 - 2016)

À la fin des années 2000, grâce à l'ouverture de centres de collecte et leur lien commercial avec l'industrie laitière (§4.2.2), la plupart des unités d'élevage suivent un parcours d'intensification dans l'utilisation de la terre et du capital. Les paysans éleveurs cessent de recourir à des pratiques dites *traditionnelles* et s'engagent dans ce que l'on appelle dans la région un « système d'élevage semi-technicisé ».

S'agissant des pratiques techniques, *l'alimentation des bovins* est principalement à base d'herbe fraîche dans un système de pâturage contrôlé, et lorsqu'ils en ont les

moyens commerciaux, elle est complétée par des concentrés et des sels minéraux au moment de la traite. S'agissant de *la santé* vétérinaire, la transition vers l'utilisation de médicaments, vaccins, vitamines, produits antiparasites et le contrôle de certaines maladies (mastite), est également évidente. En ce qui concerne *la gestion des pâturages,* le cycle de rotation a été réduit de 1,5 an à 4 mois depuis 2008, et l'emploi d'engrais synthétiques (4 fois par an) et organiques (dispersion des fèces et incorporation de fumier de *pollinaza*[165]) a doublé. Mais ce système de production conduit les paysans à être de plus en plus dépendants des intrants qu'ils doivent se procurer auprès de fournisseurs de biens et de services, et donc à perdre une partie de leur autonomie économique pour devenir plus vulnérables face à la volatilité des prix de ces intrants.

L'occupation animale a évolué et est passée de moins d'une tête par hectare au début des années 2000 à 3 unités bovines/ha en 2015. Pour *la gestion de la reproduction*, l'insémination artificielle s'est popularisée parmi les éleveurs paysans grâce aux programmes gouvernementaux engagés depuis 2010, bien qu'ils aient encore recours à la monte libre dans certains cas. Les troupeaux ne sont pas de race pure, et sont un mélange de vaches *criollas* et de races de renom à forte productivité laitière comme Holstein, Jersey et Normande. Bien que cette amélioration génétique du bétail ait permis d'accroître la productivité, les paysans reconnaissent que ces itinéraires de production sont plus coûteux et provoquent davantage de problèmes de santé animale (augmentation de la fréquence des maladies). Par exemple, au cours de l'année 2014-2015, au sein de l'association de producteurs Nuevo Futuro, Paquistancia, 100 % des membres ont eu recours à l'insémination artificielle, tandis qu'au centre de collecte Jatari Guagra, Pesillo, une moitié des membres a recouru à la monte libre et l'autre à l'insémination artificielle. La durée de vie utile d'une vache laitière tourne autour de 5 à 6 mises bas. La production laitière moyenne est de 10 litres/vache/jour. Progressivement, l'alimentation des veaux est remplacée ou combinée à du lait en poudre à partir du septième jour. *La traite* manuelle reste la pratique la plus courante, mais l'acquisition de stations de traite mécanique mobile est en augmentation, surtout chez les éleveurs dont l'UPA dépasse les 5 ha. Ces nouvelles pratiques de gestion sont encouragées et impulsées par les centres de collecte de lait, dans le but de satisfaire aux normes de qualité des entreprises laitières auxquelles il est vendu (voir 4.2.2) et d'augmenter les volumes commercialisés.

[165] Fumier de poule.

- *Les cultivateurs d'oignon : une production de plus en plus dépendante de la fertilisation azotée*

Cette catégorie des systèmes de production*, spécialisée dans la culture d'oignon*, se trouve dans la paroisse de Cangahua au sud du territoire kayambi : la plupart des unités sont situées à 3 200 – 3 500 m d'altitude. Les conditions météorologiques, avec vents et précipitations dont la répartition est variable au cours de l'année, demeurent un obstacle au développement d'une activité agricole de marché. Jusqu'au début des années 1990, ces unités de production maintenaient une production essentiellement d'autoconsommation – pomme de terre, orge, fèves – avec des cultures peu valorisées sur le marché, et sur quelques petites parcelles de l'oignon blanc *(païteña)* bien accueilli sur les marchés. On y trouve un système combinant cultures et élevage d'ovins, héritage du complexe hacienda - atelier (*obraje*) du XVIIe siècle (§2.).

À partir de 1990, l'accès à l'irrigation (§ 3.3.2.3) modifie la stratégie de production dans ces UPA qui se déplacent vers la production d'oignon *paiteña* et d'oignon vert, cette dernière variété étant aujourd'hui dominante. L'élevage d'ovins a donc progressivement reculé, d'autant plus que les communautés paysannes des hauteurs ont assumé la gestion des zones de *páramo* en y limitant le pâturage.

Les producteurs entrant dans cette catégorie exploitent environ 3 à 7 hectares, et sont en général propriétaires des parcelles qui forment l'unité de production. Toutefois, une petite partie d'entre eux louent des lopins, non pas pour y pratiquer la culture de l'oignon, mais plutôt pour des semis annuels (pommes de terre, orge, etc.) destinés à l'alimentation familiale. En général, ces lots appartiennent à des paysans qui ont migré et se sont installés là de manière permanente, sans avoir accès à l'irrigation.

La culture de l'oignon vert (long) occupe 50 à 90 % de la surface disponible dans ces UPA et bénéficie de l'irrigation, certes limitée, dont elles disposent. En effet, seulement 30 à 50 % des terres sont situées dans le périmètre irrigable, car le débit des canaux est insuffisant. Les cultures sur les autres parcelles sont pluviales. Selon la commune de Cayambe, 80 % des terres où on cultive de l'oignon sont irriguées (Direction du développement économique et du tourisme, GADIP Cayambe 2015). Néanmoins, comme précédemment indiqué, le débit ne permet pas de répondre aux besoins, surtout pendant la période sèche (juin-octobre).

Illustration 33.
Systèmes de culture de l'oignon, Isacata 2015



Dans ce système de production, la *main-d'œuvre* est presque entièrement familiale, à l'exception des périodes où il y a un pic de travail et où il est fait appel de préférence à d'autres paysans de la zone, via la pratique du « prête-main ». L'autre option est d'embaucher du personnel. Au quotidien, la femme est la principale force de travail de l'unité de production, et elle est chargée d'exécuter les décisions qui sont prises. Les hommes, pour la plupart, ont une activité en dehors de l'unité de production, et ne s'y consacrent que partiellement (§4.3). Les activités étant multiples, il faut les gérer en fonction des pics de travail qu'exigent la culture de l'oignon, le réensemencement et la récolte, cette dernière se faisant tous les trois à quatre mois.

« Nous [femmes de la communauté d'Isacata], nous nous chargeons de tout ce qui touche à la terre ; parfois pour l'oignon, on demande la main ou on paie des péones. Comme il est difficile d'en trouver, s'il n'y a personne qui donne un coup de main, nous vendons en lot. Les commerçants font la récolte et repartent avec l'oignon" (EP52 Communauté Isacata, productrice d'oignon 2015).

Les *outils et équipements* dont disposent ces producteurs sont basiques (houes, pelles, pompes à fumigation, brouettes). Dans 90 % des cas, les travaux pour retourner la terre sont effectués par tracteur, mais qui sont loués. Le buttage et le désherbage sont des activités manuelles – pour toutes les cultures – ainsi que celles d'ensemencement et de récolte. Dans toutes ces cultures, y compris l'oignon, *le contrôle phytosanitaire* est minimal. Selon les producteurs, les maladies et parasites attaquant les cultures ne mettent

pas en danger la production, c'est pourquoi l'utilisation d'intrants phytosanitaires reste minime et sporadique. La plupart des cultures, à l'exception de l'oignon, sont destinées à l'autoconsommation familiale, ce qui a un impact sur la stratégie phytosanitaire adoptée par ces producteurs. La tolérance face à toute baisse potentielle de rendement cultural due aux maladies ou parasites non contrôlés est plus grande, en fait, car il s'agit essentiellement d'une production destinée aux besoins propres.

La gestion de la fertilité des sols est un défi particulièrement important dans cette zone de l'espace kayambi, aboutissant à un paradoxe dans les systèmes paysans. Tandis que, d'un côté, les agriculteurs reconnaissent que l'expansion de la monoculture de l'oignon est la cause de la perte de fertilité des sols, de l'autre part, le faible accès à la terre et la baisse des rendements les poussent à étendre cette culture.

> *« Rien n'est plus comme avant. Le rendement de l'oignon était meilleur, mais maintenant on ne sait plus avec ce climat. On ne sait plus si on est en été ou en hiver, "tout change" et l'oignon souffre. Les sols, nous les avons aussi épuisés. Il faut mettre davantage d'urée, toujours plus d'urée et même avec, on produit moins. Avant, peut-être que la présence des moutons aidait les sols à produire plus, mais aujourd'hui presque personne n'en a, avec quelle herbe ? Il n'y a que de l'oignon et un peu d'orge pour manger* [en parlant de l'alimentation de la famille]. *La terre est fatiguée, pardi, seulement avec de l'oignon ! » (*EP25 Communauté Isacata, productrice d'oignon 2015).

La tendance de ce type de producteurs est donc de faire face à la baisse des rendements agricoles : I) en augmentant la fertilisation azotée dont la fréquence, au cours des 10 dernières années, a doublé, passant de 2 à 4 fois par an, et de 2 à 6 quintaux[166] d'urée/ha/an – outre le fait qu'il s'agit d'un nutriment végétal, l'urée constitue un élément essentiel pour la récupération du stress hydrique qui est le problème le plus fréquent causé par la culture d'oignon (et il y a une grande irrégularité dans les précipitations au cours de l'année, ce qui donne des débits insuffisants pour l'irrigation) ; II) en simplifiant la rotation ; une parcelle d'oignon, dans ces systèmes de production, subsistait cinq ans avant d'entrer en rotation pour un cycle de pomme de terre (6 mois), un cycle de fève (8 mois) et un cycle d'orge (10 mois), et parfois aussi quelques mois de jachère. Aujourd'hui, la rotation est réduite à un seul cycle de l'une des cultures mentionnées.

[166] Un quintal est égal à 45 kg.

Les paysans de cette catégorie ne font partie d'aucune association de production, sinon uniquement d'organisations sociales territoriales et de l'instance qui s'occupe de l'irrigation. L'appui reçu au cours des dernières années est canalisé par la *junta de regantes*, ou le conseil de l'irrigation du système de Guanguilquí. En 2015, le projet Allpamata en cours d'exécution[167] visait à l'amélioration de la gestion de l'irrigation, et à la promotion de la diversification de la production dans le cadre de pratiques agroécologiques. Ces pratiques sont en effet adoptées par certains producteurs de cette catégorie qui intègrent dans leurs itinéraires techniques l'utilisation de *bioles* (compost ou engrais foliaire) et de matières organiques (fumier, Bokashi) dans le même but et pour freiner les effets du stress hydrique associés à la culture de l'oignon. Cependant, le coût de la matière organique et les volumes importants requis font que cette pratique, bien qu'efficace, ne peut être suivie de manière massive.

L'oignon est *commercialisé* dans les communautés : des commerçants intermédiaires collectent le produit, qui passe par une chaîne de 3 à 4 intermédiaires avant d'arriver sur les marchés de gros de Quito, d'Otavalo ou de Guayaquil. Les prix sont fixés par ces commerçants.

4.1.1.2. Les cultivateurs de fleurs (T1b) : de nouveaux producteurs dotés d'un capital important et non tournés vers l'autoconsommation

Ces floriculteurs sont pour la plupart d'anciens ouvriers des entreprises floricoles de type capitaliste qui ont acquis de l'expérience et décidé de mettre fin à leur relation de travail avec ces entreprises pour devenir indépendants. Il s'agit en général de paysans se situant dans la tranche d'âge 35 - 50 ans qui ont commencé à travailler très jeunes dans des plantations. Ils descendent de familles qui, après la réforme agraire, n'ont pas eu accès à la terre, ou bien de manière extrêmement limitée (« paysans sans terre »). Les premiers paysans qui, il y a 20 ans, ont réussi à s'insérer dans la chaîne de production floricole l'ont fait avec une espèce en particulier, la rose et les plants de rose (porte-greffes). Plus récemment, à la fin des années 2000, ils se sont mis à la production de roses (pour la coupe). Le facteur essentiel qui a permis l'émergence de ces deux types de floriculteurs paysans a été la participation directe et indirecte des entreprises floricoles (voir 4.2.3).

[167] Projet mis en œuvre par l'ONG française Agronomes & Vétérinaires sans frontières et le gouvernement provincial de Pichincha, avec le financement de l'Union européenne. Son objectif est de contribuer au Bien vivre de la province de Pichincha en encourageant l'agriculture familiale dans le cadre de la décentralisation.

Cette dynamique de production paysanne, qui a commencé dans le nord du territoire kayambi (communauté de Santo Domingo 1), est aujourd'hui dispersée sur l'ensemble du territoire, principalement dans les zones de basse et moyenne altitude, et au cours des cinq dernières années, surtout à Cangahua. Les petites exploitations floricoles sont situées sur des terres qui en 2001 étaient encore consacrées aux pâturages (60 %), dans des zones définies comme érodées (28 %) et de culture (12 %).

Les unités floricoles paysannes (roses) occupent généralement moins d'un hectare et sont dotées d'un accès à l'eau ; elles produisent quasi exclusivement des fleurs (porte-greffes ou sur tige), et généralement rien d'autre. L'espace est occupé par des serres et des réservoirs assurant l'approvisionnement constant en eau. Les agriculteurs qui relèvent de cette catégorie disposent d'une surface effective de production de roses sous serre allant de 1000 à 5000 m^2, et qui n'est donc pas destinée à leur propre consommation.

Illustration 34.
Systèmes de production paysans de fleurs, communauté de Pitana Alto, 2015



Source : travail de terrain (2014 - 2016)

En *main-d'œuvre*, ces systèmes occupent entre 3 et 4 travailleurs permanents, tous membres de la famille, mais il est fait appel à 1 et 2 travailleurs extra pendant les hautes saisons, selon les besoins de la culture. La demande de travailleurs dans ce type de système est de 11 journaliers/ha, ce qui est assez exigeant et fait que tous les membres de la famille collaborent, y compris les enfants. Mais ces unités de production paysannes se heurtent à deux types de contraintes : d'abord en moyens de production que sont la terre et le capital, et ensuite la demande de main-d'œuvre, forte dans la culture des roses.

> *« Nous travaillons* tous [à l'UPA] *mon mari, mon beau-père, mes enfants de 15 et 17 ans, et moi-même. J'ai un autre travail, et donc j'y consacre du temps les week-ends et les après-midis quand je peux. Parfois d'autres membres de la famille qui cultivent aussi des fleurs viennent nous aider pour le bouturage (pinche) et pour les greffons, si nous recrutons plus de mains. Si nous avions plus de serres, cela ne serait pas possible de nous en occuper seuls, c'est trop de travail ! »* (EP30, productora campesina de rosas para exportación, Comunidad Santa Marianita dePingulmi 2015).

Dans certaines exploitations, en particulier les moins bien consolidées, au moins un membre de la famille exerce une activité extérieure, ce qui constitue une sécurité pour la famille sur le plan économique (diversification de la source de revenus) et permet de soutenir l'activité floricole elle-même, dont le démarrage exige des capitaux liquides.

Jusqu'au début du XXIe siècle, l'incursion des paysans dans la culture de roses était considérée comme peu probable en raison des coûts élevés d'investissement au départ et des compétences agronomiques et commerciales hautement spécialisées qu'elle requiert, assez difficiles à trouver chez les exploitants laitiers de la zone (Gasselin 2001). Les connaissances acquises par ces paysans sont le fruit d'années de travail en tant que salariés dans les plantations capitalistes. *Le capital* de départ qu'il est nécessaire d'investir est de l'ordre de 135 000 USD/ha. Il provient en général I) d'alliances entre les anciens ouvriers des plantations et leurs propriétaires qui leur accordent du crédit à condition qu'ils leur vendent ce qu'ils produisent ; II) des indemnités reçues (au terme de la relation de travail avec l'entreprise) par les anciens ouvriers floricoles, auxquelles s'ajoutent des fonds principalement d'origine familiale (voir 4.3). L'accès au capital est ce qui conditionne la surface qui pourra être plantée. Souvent, les paysans démarrent avec une serre de 1000 m^2 et les plus prospères peuvent parvenir à gérer jusqu'à 5000 m^2. Pour ce qui est des outils et du matériel, il s'agit de systèmes de culture sous serre, dotés d'un système d'irrigation au goutte-à-goutte. Les autres tâches culturales sont manuelles, requérant des outils de base (cisailles pour les boutures, etc.). Les petits floriculteurs ne gèrent que la phase de production, et ne s'occupent pas du processus post-récolte.

La production démarre six mois après la plantation, et peut durer 6 à 10 ans en fonction de la gestion. Les connaissances en agronomie requises pour la culture de roses à cette échelle sont les mêmes que celles utilisées dans la floriculture capitaliste, en cohérence avec la révolution verte. *Les itinéraires techniques* se décomposent en tâches

culturales (désherbage, bouturage, élagage) et de suivi, avec un plan strict de nutrition végétale et de contrôle phytosanitaire à partir de produits de synthèse.

Tableau 20.
Consommation intermédiaire et paiements aux fournisseurs tiers en USD/ha/an, 2015

Intrants	*Coût*
Matériau foliaire	2400
Ferti-irrigation (développement/maturation)	9600
Insecticides	5400
Fongicides	3600
Acaricides	4800
Autres	2400
TOTAL	28 200

Source : Entretiens sur le terrain 2015

Si les petits floriculteurs savent gérer par eux-mêmes tous les aspects agronomiques, en répétant les itinéraires appris lors de leur passage par la floriculture capitaliste, lorsque des problèmes plus complexes se présentent ils doivent faire appel à des services spécialisés, parfois fournis par les grandes plantations.

> *« Le technicien de plantation m'a sauvé plusieurs fois. Il y a de nouveaux problèmes que l'on ne sait pas résoudre, la plantation est à jour. Si un technicien ne vient pas de là, il m'aide à en contacter un autre, ils les connaissent. Ils m'ont également invité* […] *à participer à des formations à la plantation même, avec les ingénieurs des maisons d'intrants, ils sont experts et sont à jour dans leurs connaissances. Là il est possible de se mettre à jour »* (EP105, petit floriculteur, Pitana Bajo 2015).

La production de roses de ces petites plantations paysannes est destinée à l'exportation. Les fleurs qui ne répondent pas aux critères de qualité pour être exportées, soit environ 3 % de la production, sont vendues sur le marché local. Les paysans vendent

les fleurs coupées aux plantations, de manière directe ou indirecte, et plus récemment à d'autres producteurs ayant réussi à développer leur unité pour assurer les activités de post-récolte (ce qui implique essentiellement l'installation de chambres froides) et qui parviennent à négocier directement avec des agences de commercialisation, seulement vouées à l'exportation (sans production propre). La stratégie consiste souvent à rechercher la complémentarité entre les producteurs d'une même famille afin de diversifier l'offre de variétés de roses et mutualiser certains coûts.

En effet, c'est le coût de production inférieur à celui de la floriculture industrielle qui permet à ces petits floriculteurs de trouver des débouchés à l'exportation. En moyenne, le coût de production – jusqu'au moment de la coupe – d'une tige de rose en 2015 dans une plantation industrielle était de 0,19 dollar, dont plus de la moitié correspondant au coût de la main-d'œuvre. Dans une unité floricole paysanne, le coût de production, sans inclure le coût du travail, est en moyenne de 0,8 dollar, soit pratiquement le même que dans les grandes plantations. Néanmoins, la main-d'œuvre dans les systèmes paysans ne représente pas un coût fixe (c'est-à-dire une dépense mensuelle fixe comme dans les sociétés commerciales), ce qui permet de réduire le coût total de production. En effet, l'emploi de la main-d'œuvre dans le système paysan est fonction de l'excédent généré pour payer les employés. D'une manière générale, en redistribuant l'excédent en rémunérations journalières, les montants et coûts correspondants sont inférieurs à ceux supportés par les entreprises floricoles pour chaque employé. En fait, le système paysan absorbe une main-d'œuvre à un coût d'opportunité pratiquement nul.

Dans cette catégorie, selon la classification adoptée, la production d'autres cultures, et notamment celles destinées à l'alimentation, est négligeable, car la fleur accapare tous les moyens de production, non seulement la terre et l'eau, mais aussi et surtout la force de travail. En outre, les familles paysannes qui produisent des fleurs ont déjà abandonné leurs modes alimentaires traditionnels pour un régime plus moderne, ce qui est un processus beaucoup moins marqué chez les autres paysans. Cela est dû à leurs liens de plus longue date avec le marché, à leur participation au marché du travail, entraînant une banalisation de la production destinée à l'autoconsommation.

4.1.2. Les paysans pratiquant une agriculture traditionnelle : les difficultés liées à l'irrigation obligent à une logique d'autoconsommation.

« Si nous avions de l'eau, nous ne serions pas en train de semer de la pomme de terre et de l'orge, nous pourrions avoir des vaches. On espère vraiment bénéficier de l'irrigation » (EP108, producteur traditionnel, communauté San Juan Loma 2015).

L'adjectif *traditionnel*, pour qualifier ce système de production paysanne, fait référence à un ensemble de pratiques et de connaissances, transmises de génération en génération, mises à profit pour la gestion des systèmes de culture, s'inspirant de considérations à la fois culturelles et économiques. Le sens original de ce qui est traditionnel, par rapport à ce qui est moderne, n'entre pas en ligne de compte.

Il s'agit de systèmes de production avec à leur tête un chef de famille, en général âgé de plus de 55 ans. Après la réforme agraire, ses parents ont vraisemblablement reçu des terres dans des zones dépourvues de tout accès à l'eau. Il s'agissait pour la plupart de travailleurs des haciendas publiques ou privées, particulièrement les *arrimados* (et non les *huasipungueros*). Ces unités productives se trouvent à plus de 3 000 m, sur l'ensemble du territoire kayambi, concentrées en particulier au nord-est (communautés de San Pablito de Agua Longo, San Juan Loma, Chambitola) et au sud-est (communautés de Pitana Alto ou Isacata).

Elles s'étendent sur une surface totale comprise entre 2 et 5 hectares. Au fil des ans et avec l'expansion de l'irrigation, certains producteurs y ont partiellement accès pour environ 10 à 30 % de leurs terres. La majeure partie ne bénéficie donc que des eaux de pluie.

La *main-d'œuvre* y est aussi essentiellement familiale, en général composée de 3 personnes (de plus de 18 ans) pour participer à la gestion de l'activité agricole, mais ce sont les femmes qui s'occupent au quotidien de la production. Dans cette catégorie, au moins un des membres de la famille est un pluriactif, c'est-à-dire qu'il occupe un autre emploi permanent.

L'agriculture dans ces systèmes de production est manuelle, le seul travail mécanisé étant la préparation des sols, pour laquelle l'usage du tracteur est fréquent, voire généralisé. Les autres tâches culturales sont faites à l'aide d'outils tels que des houes et des pelles.

À la question de savoir quelle est la principale destination de leur production, les agriculteurs de cette classe répondent : l'alimentation familiale. Ceci explique la diversité

des cultures dans ces unités de production : on y trouve des parcelles avec du maïs, de la pomme de terre, de l'orge, de la fève, du lupin, du quinoa, de la citrouille... Ces cultures occupent la plus grande partie de la surface cultivée. Les parcelles irriguées sont souvent occupées par de la luzerne et, dans certains cas, un mélange fourrager (pâturage bleu, trèfle rouge). La luzerne sert à l'élevage de petites espèces comme les *cuyes*, et/ou est vendue sur le marché. Le mélange fourrager permet de compléter le pâturage (en bord de routes ou de ravines) pour les quelques vaches *criollas* (une ou deux) qui font également partie de l'exploitation. Certains producteurs possèdent également un ou deux porcs (soit pour l'engraissement, soit pour la reproduction). Dans certains cas, à proximité de l'habitation, les paysans destinent une petite parcelle (200 m^2 en moyenne) à la production d'espèces horticoles telles que la carotte, le chou, l'oignon, la coriandre, les herbes aromatiques (camomille, menthe, mauve), utilisées exclusivement dans la cuisine familiale.

Illustration 35.
Systèmes d'élevage et de culture pour la catégorie des producteurs agricoles traditionnels, 2015



Source : travail de terrain (2014 - 2016)

Le maïs et la pomme de terre, qui sont les denrées essentielles du régime alimentaire de ces familles, sont toujours présents ; les paysans assurent la rotation des parcelles de sorte qu'elles soient toujours cultivées.

Les itinéraires techniques dans ces systèmes de culture sont une combinaison de pratiques traditionnelles et de pratiques amenées par la modernisation agricole. Parmi les pratiques traditionnelles courantes, citons : les phases de la lune pour les pratiques culturales (semis, buttage) ; les associations de cultures (pommes de terre[168] - tubercule *melloco*- navet ou maïs-courge *zambo*- haricot) ; les rotations de cultures (pommes de terre/fèves/orge/jachère) typiques de la zone plus en hauteur de Cangahua ; utilisation d'onguents et de boissons préparés à base de plantes pour la gestion zootechnique des animaux d'élevage[169] ; rafraîchissement des semences.

Illustration 36.
Schéma de l'association de cultures sur la parcelle d'un producteur agricole traditionnel, 2015

[168] On trouve différentes variétés de pommes de terre sur une même parcelle.

[169] Par exemple, pour déparasiter les animaux, les producteurs recourent à une teinture faite à base de paico (*Dysphania ambrosioides*), de semences de zambo (*Cucurbita ficifolia*) et d'eau-de-vie.

Source : Entretien, visite à EP73, cultivatrice paysanne traditionnelle, communauté El Prado 2015

En revanche, les pratiques agricoles plus modernes comprennent : le labourage mécanisé du sol (par tracteur), l'utilisation d'intrants synthétiques pour la fertilisation et le contrôle phytosanitaire. Mais ce dernier n'est pas systématique, car il dépend d'une part du type de culture (sensibilité phytosanitaire et relation plus ou moins forte avec le marché) et d'autre part de la solvabilité économique de la famille paysanne. Tandis que pour la culture de l'orge, l'application de produits synthétiques est pratiquement nulle – en dépit de problèmes phytosanitaires fréquents – la culture de la pomme de terre fait l'objet de plus de soins, bénéficie de fertilisants synthétiques (au moins un) et de plusieurs contrôles phytosanitaires (au moins cinq à l'année). La pomme de terre, particulièrement sensible sur le plan phytosanitaire, du moins plus que l'orge, est souvent vendue sur les marchés et les producteurs cherchent donc à améliorer le rendement pour, d'une part, garantir l'approvisionnement familial et d'autre part générer suffisamment d'excédents pour être vendus. Mais en général, ces systèmes sont peu liés au marché pour la reproduction du processus de production, et bien que la priorité soit donnée à la consommation alimentaire, les excédents sont écoulés sur les marchés – le plus souvent les petits animaux (porcs, *cuyes*), pomme de terre et maïs.

La production alimentaire dans cette catégorie n'est pas seulement destinée aux membres de la famille, elle peut également être transférée à des membres non directs de la famille (par alliance), également cultivateurs[170], notamment pour entretenir des

[170] Ces familles ont souvent des liens de parenté avec *les agriculteurs dits sporadiques* (voir 4.1.4), parents ou grands-parents, qui reçoivent des aliments de ces agriculteurs dits traditionnels.

relations de réciprocité qui permettent de disposer d'une force de travail supplémentaire lorsque cela est nécessaire, sans avoir à la chercher ailleurs.

4.1.3. Les agriculteurs « agroécologiques » : diversification et substitution, au centre de leurs pratiques

L'adjectif *agroécologique* est un néologisme reconnu par différents acteurs (producteurs, consommateurs, institutions publiques, techniciens d'ONG), utilisé pour distinguer un groupe de producteurs refusant l'emploi d'intrants de synthèse (engrais, produits phytosanitaires et zoosanitaires) dans leurs pratiques de production. C'est ce qui caractérise plus particulièrement la gestion technique de ce type d'exploitations ; leurs itinéraires techniques sont un ensemble de pratiques qui s'inscrivent dans une gestion que les paysans appellent *harmonisation et rencontre avec la Pachamama et la communauté*. En d'autres termes, il s'agit de pratiques agricoles qui contribuent à la durabilité des écosystèmes dans lesquels elles s'insèrent et par ailleurs favorisent la cohésion sociale. L'agroécologie sur le territoire kayambi est un projet politique alternatif de reconstruction du système agri-alimentaire, associant une pluralité d'acteurs (§4.4) qui cherchent à rompre le paradigme production - consommation, en reconnaissant le caractère multifonctionnel de l'agriculture et donc son impact sur l'environnement, le paysage, la santé, l'occupation de la population rurale (UCE 2017).

On constate une hétérogénéité technique, sociale et politique dans l'ensemble des producteurs s'inscrivant dans la démarche agroécologique. S'agissant des techniques agricoles, l'agroécologie *« propose la conception et la gestion durable des agroécosystèmes selon des critères écologiques »* (Altieri 1987 ; Gliessman 2000) dans le but de garantir la sécurité alimentaire sans compromettre la base matérielle de la production, les écosystèmes. D'un point de vue agronomique-écologique, le passage d'un système de production à un modèle de production agroécologique est un processus dynamique, s'accompagnant de techniques de transition participant de la réduction, du remplacement et de la recomposition (Hill & MacRae 1996). Son application (et l'étendue de cette application) dans les systèmes de culture et d'élevage permet de déterminer l'étape de transition dans laquelle se trouve une UPA.

L'agroécologie tend à encourager la restauration, dans l'agriculture, d'un fonctionnement plus écosystémique fondé sur les principes écologiques du recyclage des nutriments, de l'augmentation de l'activité biotique des sols, de la réduction des pertes de

flux (énergie solaire, eau), de la diversification dans le temps et l'espace, et du renforcement des synergies et des interactions biologiques (Reijntsjes *et al.* 1992). Les pratiques qui découlent de ces principes sont, de fait, courantes dans l'histoire agricole des paysans kayambis, et leurs systèmes de production. Si la modernisation a déjà fait son entrée dans l'agriculture paysanne, il existe encore de nombreuses pratiques qui peuvent être qualifiées d'agroécologiques. Le maintien de ces pratiques résulte de : 1) la marginalisation technique et économique du paysannat dans le processus de modernisation de l'agriculture, qui les a considérés comme une *force de travail* plutôt que comme de véritables agriculteurs, comme les destinataires des politiques sociales et non des politiques économiques ; 2) la résistance d'un certain secteur de la paysannerie à l'abandon des pratiques agricoles traditionnelles qui font partie de son identité et vision de la nature et de la relation entre nature et agriculture. Ainsi, parmi les systèmes de production du territoire kayambi, l'expression d'une rupture entre le modèle conventionnel – c'est-à-dire une agriculture de monoculture dépendant d'intrants de synthèse –, et un modèle agroécologique, n'est pas si évidente, car coexistent dans ces systèmes paysans des pratiques issues du modèle dominant et d'autres tirant leur origine d'une agriculture traditionnelle. La proposition agroécologique n'est donc pas à être perçue comme une innovation, mais plutôt comme le simple savoir-faire de ce peuple, produit de son histoire et de son adaptation aux conditions écologiques du milieu.

Cette explication nous permet de préciser que, d'une manière générale, les systèmes de production des agriculteurs kayambis suivent des pratiques agroécologiques et autant ces systèmes que les agriculteurs ne sont pas nécessairement impliqués dans un processus de transition vers l'agroécologie qui leur serait imposé. Les paysans porteurs d'un projet de transition vers l'agroécologie sont identifiés et regroupés dans treize organisations sociales et productives, regroupant au total, en 2015, 613 producteurs et productrices (cf. 4.3). Parmi ces UPA, le degré de transition est hétérogène, plusieurs facteurs comme la durée du processus et l'état du système de production avant l'adhésion au projet agroécologique influencent les choses.

Notons que sur les 613 producteurs enregistrés dans ces organisations, 594 sont des femmes. Ces femmes âgées d'environ 40 ans sont les dirigeantes et exécutrices de la transition dans leurs unités de production. Les origines historiques de cette population agricole sont diverses, mais le plus souvent ces familles ont des ascendants (grands-parents et parents) qui étaient d'anciens travailleurs des haciendas privées, à qui les lois

de réforme agraire (§3) n'ont pas permis d'accéder à la terre, et qui par conséquent ont dû vendre leur force de travail. Une partie des femmes impliquées dans la production agroécologique ont d'ailleurs travaillé dans la floriculture capitaliste ; ce sont des femmes qui, par décision ou en raison d'une *retraite anticipée, ou forcée*, ont dû abandonner leur emploi dans les plantations.

> *« J'ai travaillé 20 ans dans la floriculture, j'ai 45 ans, je suis vieille, et à mon âge, plus aucune plantation ne m'embauchera. Après avoir été licenciée de la plantation, je n'avais pas l'intention de rester à la maison, j'ai recherché du travail, mais par ici, pour les femmes, il n'y a pas d'autre option que de travailler dans les plantations. Je suis donc retournée à l'agriculture pour nous nourrir, et cela fait cinq ans que je travaille à ce projet d'agroécologie »* (EP96, cultivatrice agroécologique, communauté Santa Rosa de Pingulmi 2015).

Les unités de production ont une superficie pouvant aller jusqu'à 12 hectares, mais rares sont celles qui dépassent 2 hectares. Dans les unités de production supérieures à 2 hectares, l'agroécologie coexiste généralement avec un système de production ou d'élevage fondé sur des pratiques agricoles conventionnelles. On y observe une dissociation entre le travail de la femme qui gère en général une surface moindre de l'UPA, tandis que l'homme s'occupe du reste, donc de la plus grande partie de l'exploitation, en suivant des pratiques éloignées de l'agroécologie. Cette disparité peut être la cause de conflits au sein des familles paysannes, mais l'agroécologie dans ces UPA a pu se maintenir malgré tout en raison de sa fonction économique et alimentaire, profitant à toute la famille.

> *« Auparavant, mon mari voulait planter de l'herbe pour élever des vaches, partout et jusqu'à notre lit presque ! Quand je lui ai demandé la parcelle que m'avaient laissée mes parents pour démarrer le projet* [agroécologique]*, il n'a pas voulu ; mais, comme c'était la mienne, il a dû me la laisser. Maintenant, je ne l'embête plus, et je ne lui demande rien pour la nourriture, j'ai de tout dans ma parcelle, elle nous procure de quoi manger, et maintenant avec les foires, il y a aussi une rentrée d'argent. Mais il a été très difficile de faire comprendre à mon mari cette idée de l'agroécologie »* (EP83, productrice agroécologique, communauté Paquistancia 2015)

Mais l'accès à l'eau d'irrigation est un facteur limitant dans les UPA de cet archétype. Ces systèmes sont aujourd'hui dispersés sur l'ensemble du territoire kayambi,

la plupart se situant à des altitudes moyennes et basses. La main-d'œuvre est familiale et presque exclusivement féminine. Les hommes en général travaillent ailleurs ; les enfants, dans les familles les plus jeunes, sont scolarisés et dans celles plus mûres, ils ont quitté le noyau familial et travaillent en dehors de l'exploitation, quoique parfois ils apportent leur aide. Les organisations de producteurs agroécologiques tentent de faire face à la pénurie de main-d'œuvre en promouvant l'entraide et le travail collectif (*minga*) sur les parcelles familiales. Une autre stratégie récemment mise en œuvre est l'acquisition groupée de motoculteurs. Ces familles paysannes reconnaissent que le besoin en personnel est un obstacle à l'expansion de ces systèmes de culture et d'élevage, qui sont gérés à l'aide d'outils manuels (houes, bêches, râteaux). Ces dernières années, en raison des difficultés d'accès à des moyens d'irrigation modernes, les systèmes par aspersion ont commencé à être de plus en plus utilisés dans les exploitations et certains producteurs ont même construit des petites serres.

En ce qui concerne la gestion technique, les pratiques suivies (tableau 21) dans ces unités de production visent à limiter au maximum la dépendance à l'énergie d'origine extérieure, et à développer des synergies et des circuits de recyclage entre les composantes, permettant de préserver la fertilité des sols, l'équilibre phytosanitaire et une production agricole commercialisable.

Tableau 21.
Pratiques suivies dans les systèmes de production agroécologiques et fréquence d'utilisation

Pratique	Phase de transition	Fréquence*
Utilisation d'engrais organiques, de bio-engrais et de produits de biocontrôle	Remplacement	24
Association de cultures sur une même parcelle	Reconception	24
Valorisation de la matière organique dans le système, réintégration dans le sol	Reconception	23
Association des systèmes de culture et d'élevage	Reconception	21
Réduction et/ou élimination de l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires de synthèse	Efficacité	20
Terrasses et sillons (courbes de niveau)	Reconception	16
Infrastructure d'irrigation pour optimiser l'utilisation de l'eau (goutte-à-goutte, aspersion)	Efficacité	17
Rotation des cultures (différentes espèces) légumes-tubercules/céréales/légumineuses	Reconception	13
Barrières vivantes	Reconception	12
Production de semences à la ferme	Reconception	12
Fabrication d'engrais organiques, de bio-engrais et de produits de biocontrôle	Reconception	11
Stockage de l'eau	Efficacité	10
Diversité des systèmes d'élevage (poulets, *cuyes*, abeilles, moutons, vaches)	Reconception	9
Pratiques ethno-vétérinaires	Remplacement	5
Présence d'arbres et d'arbustes (forestiers)	Reconception	5
Présence d'arbres fruitiers	Reconception	5
Récupération d'eau de pluie	Reconception	3

*Trois niveaux de généralisation de la pratique ont été établis en fonction du nombre de fois qu'elle se répète dans les 24 UPA relevant de cet archétype. La pondération suivante a été définie : fréquence basse,

la pratique est présente dans 1 à 10 UPA ; fréquence moyenne, la pratique est présente dans 11 à 20 UPA ; fréquence élevée, la pratique est présente dans 21 à 24 UPA.

La diversification des espèces agricoles, végétales ou génétiques, tant dans le temps que dans l'espace, est le principe écologique le plus répandu dans lesdits systèmes agroécologiques. Elle a permis la récupération d'espèces et de variétés qui commençaient à disparaître (le *chocho* [lupin], le quinoa, diverses variétés de pommes de terre). De nouvelles espèces ont également été introduites, telles que certaines plantes potagères – des espèces très répandues dans ces systèmes, en raison de leur grande acceptation sur les marchés et de leurs cycles courts de production – et certains fruits (fraise, canneberge, physalis, mûre).

L'association des systèmes d'élevage est également une pratique courante dans ces systèmes, car outre les avantages qu'elle procure en termes de commercialisation, elle permet d'assurer une certaine autonomie au niveau des matières organiques nécessaires à la fertilité des sols.

Cependant, la diversification fondée sur la biodiversité, peu valorisée à travers les marchés ou les systèmes d'élevage, n'est guère présente. L'utilisation d'espèces trouvées dans les forêts, de barrières végétales ou d'écrans naturels sont des pratiques peu suivies en raison de la surface limitée de ces unités.

> *« Si, nous avons planté quelques arbres, mais nous n'avons pas beaucoup d'espace, il n'y a pas où les mettre. Lorsque le service SPG vient nous évaluer, le résultat n'est pas bon, mais que pouvons-nous faire si nous n'avons pas assez de terres ? »* (EP65, productrice agroécologique, communauté de Paquistancia 2015).

Une deuxième série de pratiques largement répandues et mieux acceptées dans les systèmes paysans est celui de la réduction progressive et du remplacement des intrants de synthèse par des engrais organiques, des engrais bio et des produits de biocontrôle. C'est un processus graduel et complexe, car il signifie, au moins dans un premier temps, que les agriculteurs acceptent de prendre davantage de risques en termes de pertes de production, et de se former à la préparation, à l'utilisation et à l'application de ces nouveaux intrants. Pour l'heure, trop peu de producteurs agroécologiques disposent des

capacités de production et d'un niveau acceptable d'autosuffisance en matière première nécessaire pour les composés et autres. La substitution des intrants de synthèse se fait également dans les systèmes d'élevage, avec la récupération de plantes et leur réutilisation dans le contrôle sanitaire et des maladies animales.

> *« Dans les champs d'oignon, j'ai commencé à répartir le fumier décomposé de mes cuyes, comme on le faisait avant ; avec l'agroécologie, on reprend ces pratiques, mais avant cela ce n'était pas possible parce qu'il n'y avait plus de cuyes, seulement de l'oignon. Le fumier, c'est mieux que l'urée. Sur cette parcelle, la production est bien meilleure, mais je n'ai pas assez de fumier pour le mettre sur toutes les parcelles, c'est ça le problème. »* (EP28, productrice agroécologique, communauté Buena Esperanza 2014).

L'un des défis auxquels se heurtent les producteurs agroécologiques reste l'accès à l'eau, facteur fondamental pour la diversification de la production, la construction de la fertilité des sols. Dans les systèmes ayant accès à l'eau, la technicisation parcellaire est l'une des pratiques les plus courantes ; mais la récupération et le stockage de l'eau dans des réservoirs sont pour l'instant peu pratiqués en raison des contraintes d'espace dans les UPA et des coûts d'investissement et de fonctionnement (installation de pompes).

4.1.4. Les paysans, agriculteurs sporadiques

Contrairement aux autres archétypes, les paysans entrant dans cette catégorie ne pratiquent pas régulièrement leur activité agricole. Ils exercent d'autres activités économiques, et selon les périodes, labourent ou non leurs parcelles. Dès lors, ces UPA (cultures ou élevage), soit sont actives, soit les terres sont mises en friche, en location ou données en prêt à des parents qui les cultivent. Il s'agit souvent de familles très jeunes, le chef de famille ayant moins de 30 ans ; souvent des petits-enfants et arrières petits-enfants d'anciens travailleurs des haciendas privées qui n'ont pas reçu de terres, ou très peu, après la réforme agraire, compte tenu de leur statut (*arrimado* ou travailleur libre). Ces ancêtres n'ont pu acquérir ces terres agricoles qu'en les achetant en fonction de leurs moyens, en économisant sur les salaires qu'ils percevaient de leur travail d'ouvriers non qualifiés. Cela a eu pour effet de limiter l'étendue des terres auxquelles ils ont pu accéder et, en outre, la possibilité de consolider des unités productives en un seul tenant, l'achat de lopins se faisant de manière dispersée selon les offres et leurs moyens.

Les paysans, agriculteurs sporadiques, sont les héritiers de ces unités de production, de faible surface (moins d'un hectare), et surtout sans système d'irrigation. C'est dans cette catégorie de paysans que la dispersion de l'unité de production est la plus évidente et la plus complexe à gérer ; les parcelles sont éloignées du lieu d'habitation et les deux chefs de famille cherchent à générer d'autres revenus en travaillant ailleurs.

> *« Mon père, qui vit encore, nous a distribué la terre à tous les enfants, nous sommes sept frères et je suis le dernier. Ce sont les terres qu'il a acquises tout au long de sa vie. Quand je me suis marié, il m'a donné ce lot pour construire ma maison. Quelle surface ? Peut-être 1000 m², […] ensuite il a tout distribué. J'ai eu droit à un demi-solar*[171] *ici à Cusubamba et à 3000 m² à Santa Marianita de Pingulmi. Seul le terrain de Cusubamba a de l'eau. Il y a environ deux ans, j'ai semé du maïs ici (dans le lot près de la maison), les autres je les laisse à un beau-frère, ils produisent et nous donnent toujours un peu de leurs récoltes […]. Ma femme et moi nous travaillons tous les deux, y compris le samedi, nous n'avons pas le temps de nous occuper des terrains »* (EP50 "paysan", producteur sporadique, Cusubamba 2015).

L'exercice d'une quelconque activité agricole chez ce type de producteurs semble le résultat de la perte de l'emploi salarié de l'un des chefs de famille, en particulier des femmes, ou bien une stratégie d'utilisation de l'épargne des femmes qui consacrent une partie de leur salaire à l'achat d'animaux (bétail laitier et *cuyes*). Une telle stratégie n'est pas propre à cette catégorie de producteurs. Ces producteurs ne cherchent pas non plus à se réfugier dans l'activité agricole face au manque d'opportunités sur le marché du travail. En revanche, si l'emploi salarié est stable et sûr, l'activité agricole passe au second plan voire est totalement suspendue.

> *« Ma femme a dû cesser de travailler, cela fait un an maintenant, mon fils est tombé malade […], comme il n'est pas possible de demander congé chaque fois, elle a dû arrêter afin de pouvoir s'occuper de notre enfant. Et ce qu'elle a fait pendant ce temps, c'est semer de la luzerne pour la revendre. Elle s'occupe de la coupe, du désherbage et de la vente, mais elle sait gérer son temps. Le traitement termine dans deux mois, et j'espère qu'elle pourra alors reprendre un travail […],*

[171] Mesure de surface utilisée dans les zones rurales. Un *solar* équivaut à 1844 m².

et là nous arrêterons de semer, » (EP32, "paysan", agriculteur sporadique, communauté San Francisco de Cajas 2015).

L'unité de production est réellement un espace de résidence et son activation en tant qu'espace productif dépend surtout des ressources économiques de la famille et de la force de travail que les femmes peuvent y consacrer. Dans les systèmes de cet archétype, les femmes sont souvent employées dans la floriculture, seul secteur offrant une possibilité d'emploi local (cf. la partie sur la pluriactivité). Ces femmes optent, au niveau individuel comme au niveau familial, pour une autonomie tirée de l'emploi salarié. Dans un premier temps, elles refusent de se dédier à l'activité agricole, même pour la consommation propre du ménage.

Ces unités sont situées dans la zone de basse et moyenne altitude des paroisses d'Ayora, Tupigachi, Cangahua, Tabacundo, Malchinguí, Tocachi. La main-d'œuvre est essentiellement familiale, constituée en particulier des femmes et des enfants mineurs. L'équipement est composé d'outils de base (houes, pelles) et pour labourer le sol, la location de tracteur est fréquente.

Dans les unités ou parcelles irriguées, on cultive du fourrage, de la luzerne ou des mélanges fourragers. Les semences sont achetées sur le marché, l'utilisation d'engrais est sporadique pour les pâturages, la luzerne fait l'objet d'une fertilisation dans les trois mois après la première coupe. Aucun contrôle phytosanitaire n'est effectué. La luzerne est coupée tous les 45 jours pour être vendue. Certains systèmes utilisent leur fourrage pour leurs propres animaux (*cuyes*, vaches laitières), car cette production est disponible sur le marché. Les deux systèmes d'élevage sont gérés sans itinéraire technique défini, sans calendrier de vaccination ni déparasitage. Dans le cas des bovins, seul le vaccin contre la fièvre aphteuse est appliqué, lequel est fourni et administré par l'État. Les vaches sont de race *criolla*, et normalement ne reçoivent pas de suppléments alimentaires (concentrés ou sels). La reproduction se fait par la monte et les veaux restent avec leur mère jusqu'à quatre mois. La production moyenne de lait est de 6 litres par jour avec, dans la plupart des cas, une seule traite par jour. Ce sont des collecteurs locaux qui récupèrent ce lait qui ensuite est acheminé jusqu'aux petites fabriques de produits laitiers artisanaux.

Si les parcelles ne sont pas irriguées, elles sont généralement destinées à la culture du maïs, qui dans ce cas sert principalement à la consommation familiale. Il s'agit d'un système de culture *pluviale.* Les semences sont achetées sur le marché, il n'y a pas de fertilisation ni de contrôle phytosanitaire et la récolte se fait en deux occasions. Quatre

mois après le semis, une partie de la parcelle est récoltée et donne du maïs frais (*choclo*) et l'autre partie est récoltée 10 mois plus tard, donnant un maïs plus mûr. Les activités culturales de désherbage, de semis, de buttage, et de récolte sont assumées par la femme et les enfants mineurs.

Ces systèmes cessent de donner une production sporadique et deviennent permanents seulement lorsque les femmes ne trouvent pas d'autre emploi. L'autre voie possible pour ces systèmes est que si les paysans disposent de capacités financières propres ou de réseaux, ils peuvent investir dans la production de roses, la condition indispensable, outre la disponibilité de capital, étant l'accès à l'eau.

4.2 La pluriactivité : espoir et désespoir de l'autonomie paysanne

L'exercice de plusieurs activités à la fois n'est pas une nouveauté dans l'économie paysanne, ni sur le plan théorique, ni sur le plan pratique. (Chayanov 1990) dans sa théorie de l'organisation de l'économie paysanne, propose un plan organisationnel de l'exploitation paysanne, où il décrit dans les grandes lignes le système de production, y compris la question des activités extérieures. Le fait d'avoir un autre emploi ou d'autres activités, à l'extérieur de l'unité de production agricole paysanne kayambie, est une constante historique qui souvent s'est avérée être une condition de sa survie. Cela a été le cas jusqu'à il y a 50 ans pour les paysans liés aux haciendas (groupe majoritaire sur le territoire) pour qui l'accès aux moyens de production (terre, eau, pâturages, etc.) passait par la force de travail qu'ils leur vendaient. Après la réforme agraire, qui a dissout les formes non capitalistes de travail, les activités en dehors des unités productives ont perduré, mais cette fois à des fins d'autonomie que les paysans souhaitaient gagner pour acquérir un contrôle relatif, que ce soit sur leurs propres activités ou sur le temps à y consacrer.

En Amérique latine, cette combinaison d'activités économiques est désignée sous le terme de « pluriactivité ». Il évoque tout d'abord la double activité économique assumée par les familles paysannes qui, outre le travail agricole dans leurs UPA (qu'elles leur appartiennent, soient louées ou mises à disposition), consacrent une partie de leur temps à d'autres activités, le plus souvent salariées, dites complémentaires (Grammont & Martinez 2009). Cette circonstance est source de controverses quant à leur véritable condition de paysan. Pour certains, dans un contexte de crise de l'agriculture paysanne, la pluriactivité est un facteur de précarisation (Kay 2007) de la paysannerie, voire le signe

avant-coureur d'une tendance à la prolétarisation, au *dépaysannat* et à la *désagrarisation* (Bryceson 2000) des campagnes, résultant du modèle néolibéral. Pour d'autres, cependant, il s'agit d'un moyen de gagner en autonomie face au marché et de conserver la qualification de paysan (Ploeg 2009 ; Schneider & Niederle 2010). Les deux approches se rencontrent chez les familles paysannes du territoire kayambi, qui sont le produit d'une trajectoire agricole locale, des particularités individuelles et des interactions entre acteurs.

Dans cette étude, nous définissons la pluriactivité comme la combinaison d'activités, par une même personne, de deux ou plusieurs activités économiques, de façon continue/permanente ou temporaire[172]. L'une de ces activités est de nature agricole, exercée dans l'unité de production, et l'autre (ou les autres) sont une activité indépendante ou salariée menée à l'extérieur de la ferme et générant un revenu économique. L'unité d'analyse est le « chef de famille », soit celui, celle ou ceux qui sont responsables de la reproduction de la famille paysanne et des décisions concernant les stratégies alimentaires et productives. Toutes les activités sans rapport avec la production agricole primaire réalisée à l'intérieur de l'UPA sont appelées « extérieures », de façon à différencier l'espace où elles sont exercées et non pas pour les considérer déconnectées du fonctionnement global du système de décision et de stratégie de la famille influant directement sur la production et l'alimentation.

Dans cette section, nous rendons compte à travers les études de cas réalisées (§5.1.2) de la pluriactivité comme d'un processus social et économique, transversal et commun à l'ensemble de la paysannerie kayambie. Quelles sont ces activités et qui les exerce ? Où sont-elles entreprises ? Quels sont leurs déterminants et quelles sont leurs implications pour l'autonomie paysanne ? Voilà quelques-unes des questions permettant de dresser l'ébauche d'une analyse de la combinaison d'activités économiques que l'on observe actuellement au sein des familles paysannes.

4.2.1. L'exercice d'une pluralité d'activités économiques se développe chez les paysans

Différents processus ont contribué au développement de la pluriactivité. On peut citer la modernisation de l'hacienda laitière, la fin de la subordination de la main-d'œuvre paysanne à ce système, une réforme agraire insuffisante pour soutenir sa reproduction à

[172] Une activité extérieure est considérée permanente lorsqu'au cours de l'année écoulée, elle a été exercée pendant plus de 4 mois et comme sporadique si elle est exercée pendant moins de 4 mois.

partir de l'activité agricole. Tous ces facteurs ont eu pour effet de créer une masse de paysans sur le territoire kayambi qui n'ont eu d'autre option que celle de diversifier leurs revenus en recherchant un travail, une activité en dehors de leurs unités de production et du territoire. Pour certains, cette combinaison d'activités leur a permis de survivre et pour d'autres de capitaliser au sein de leurs unités de production agricole.

> *« Depuis la fin des haciendas, je me rappelle, j'étais guagua*[173]*, les hommes ont dû aller chercher du travail. Beaucoup d'entre nous, nous n'avons reçu que peu de terres, ici en bas, et il fallait aller travailler, pour pouvoir planter, ne serait-ce qu'un peu ! » (*EP67, paysanne du secteur de Guachalá, 60 ans 2015).
>
> « *Je suis piquero [collecteur de lait], et autant que je me souvienne, j'allais chercher le lait dans les haciendas, pour le livrer aux laiteries, et c'est comme ça que j'ai payé mes cotisations à la coopérative et que j'ai obtenu de la terre. »* (EP07 paysan de 73 ans, Paquistancia 2015).

Les statistiques nationales sur l'emploi ne permettent pas d'analyser effectivement la combinaison d'activités/pluriactivité, car elles ne compilent que des informations sur le « travail principal ». Mais elles nous permettent quand même de constater que sur le territoire kayambi, l'agriculture pratiquée au sein de la famille continue d'être considérée comme l'activité primordiale, et à certains endroits comme la principale source d'emploi – et ce malgré la présence de l'industrie floricole, forte demandeuse de main-d'œuvre dans la périphérie de la métropole, Quito.

La principale branche d'activité économique[174] dans laquelle est employée, en 2010, la majeure partie (55,87 %) de la population économiquement active (PEA)[175] des zones rurales des cantons Cayambe et Pedro Moncayo est celle dénommée *Agriculture, élevage, sylviculture et pêche* (annexe 33). Sur cette population employée dans la branche agricole, 43,43 % sont des employés ou des ouvriers privés (catégorie d'emploi)[176]. Toutefois, si l'on désagrège les informations relatives à ces deux cantons, à Cayambe, la

[173] Mot en quechua qui signifie « enfant », petite fille ou petit garçon.

[174] *L'activité économique permet de classer l'établissement où la personne travaille ou a travaillé dans un secteur de l'économie, selon la nature des biens produits ou des services prêtés - caractéristique de l'établissement définie par les activités de l'entreprise ou de l'organisation.* (Alvarado 2016 ; INEC 2014)

[175] *Il s'agit des personnes âgées de 15 ans ou plus ayant travaillé au moins 1 heure pendant la semaine de référence (de l'enquête), ou qui même sans occuper un emploi ont travaillé (occupés), ou bien des personnes qui sans occuper un emploi, étaient disponibles pour travailler et étaient à la recherche d'un emploi (chômeurs).*

[176] *Type d'exercice professionnel autonome*. (Alvarado 2016 ; INEC 2014)

catégorie dominante est l'agriculture *à son propre compte*[177] (46,1 %) (annexe 33). En d'autres termes, la majeure partie de la population rurale de ce canton se range dans la catégorie agriculteur/agricultrice.

Toutefois, parmi les familles interrogées, rares sont celles qui se consacrent exclusivement aux activités agricoles à l'intérieur de leur unité de production. Souvent, la subsistance des familles s'explique par le fait qu'au moins l'un des chefs de famille exerce une activité économique extérieure. Sur les 110 études de cas réalisées auprès de familles paysannes, 108 de ces familles ont déclaré qu'au moins un des chefs de famille a mené une activité extérieure de façon permanente ou sporadique au cours de l'année écoulée, sans que cette combinaison d'activités soit géographiquement différenciée à l'intérieur du territoire (Tableau 22).

Tableau 22.
Répartition des familles paysannes kayambies selon la fréquence de leurs activités extérieures à l'unité de production agricole

	Zone							
	Faible		Moyenne		Élevée		Total	
	Nombre	%	No.	%	Nombre	%	Nombre	%
Absente	3	5,4%	4	8,9%	1	11,1%	8	7,3
Sporadique	29	51,8%	23	51,1%	5	55,6%	57	51,8
Permanente	24	42,9%	18	40,0%	3	33,3%	45	40,9
Total	56	100%	45	100%	9	100%	110	100,0%

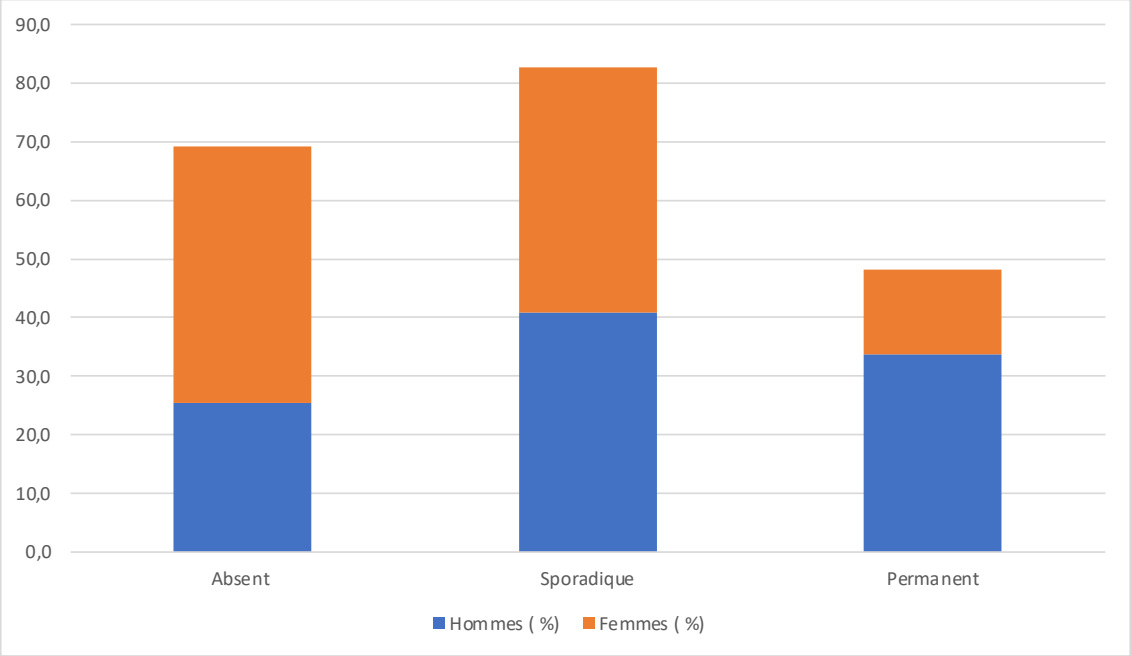
Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015
Élaboration : Paola Román

Si, dans le passé, le travail en dehors de l'unité de production paysanne était l'apanage des hommes, aujourd'hui, bon nombre de femmes (58 % des femmes interrogées) déclarent exercer ou avoir exercé une activité économique en dehors de l'exploitation familiale au cours de l'année écoulée (

[177] Il s'agit d'une des catégories utilisées dans le recensement de la population et du logement pour qualifier le type de relation de travail de ceux qui travaillent dans le secteur primaire (agriculture, sylviculture, élevage). Il s'agit donc des personnes exerçant leur activité à leur compte, en utilisant pour cela uniquement leur travail personnel, c'est-à-dire qui ne dépendent pas d'un employeur et ne font pas appel à du personnel salarié, même s'ils peuvent recevoir l'aide de proches non rémunérés (Alvarado, 2016 ; INEC, 2014).

Illustration 37).

Illustration 37.
Participation des hommes et des femmes aux activités extérieures



Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015
Élaboration : Paola Román

Le manque d'accès aux ressources productives, associé aux faibles revenus tirés de l'agriculture en raison des bas prix du marché, de la diminution des rendements (conséquence de la baisse constante de la fertilité) et de l'augmentation des coûts de production, sont autant de facteurs qui poussent un nombre toujours croissant de membres de la famille paysanne à s'insérer dans le marché du travail. Sur l'ensemble des ménages paysans interrogés, 41 % ont déclaré que les deux chefs de famille avaient exercé plusieurs activités l'année précédente (soit l'année ayant précédé celle où les entretiens ont eu lieu). Ce sont les jeunes ménages qui souffrent le plus du manque d'accès aux moyens de production – principalement la terre – et tant l'homme que la femme cherchent donc à travailler ailleurs.

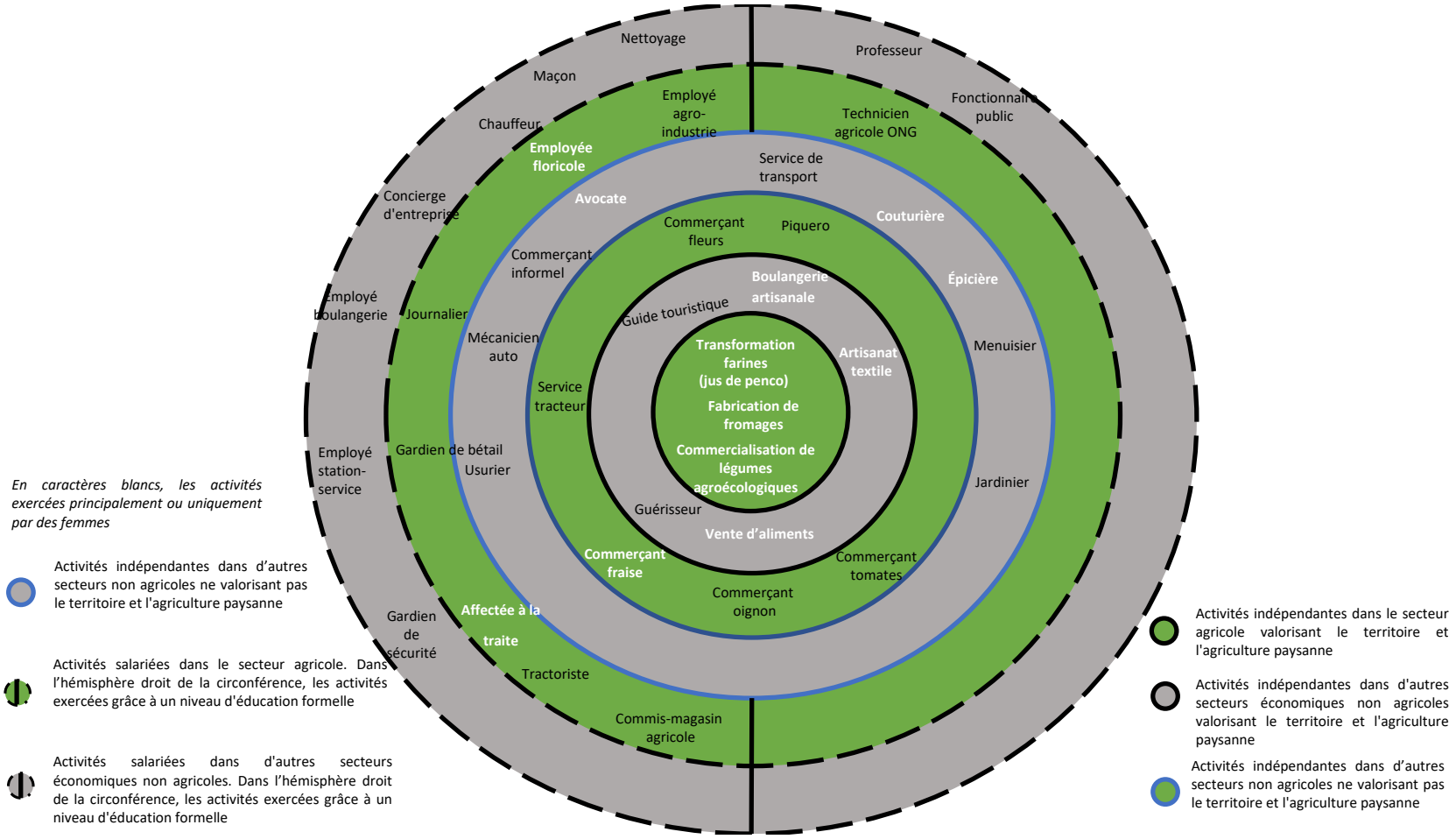
4.2.2. La nature des activités économiques extérieures à l'UPA

En tout, 41 activités extérieures distinctes ont été recensées, qui sont celles que les chefs de familles paysannes interrogés déclarent exercer. De façon plus détaillée, la liste des activités extra-agricoles en dehors de l'UPA, concerne 28 hommes, et 17 femmes (annexe 34). Bien que les études de cas ne permettent pas de disposer d'un véritable échantillon statistique, les données relatives aux activités extérieures montrent une diversité de situations (type d'activités, temps qui y est consacré, différences entre les

sexes), et également des différences selon la catégorie agricole (§4.1) à laquelle appartient chaque famille paysanne.

La trajectoire propre des structures socio-économiques du territoire kayambi, associée à la particularité de chaque trajectoire individuelle, a entraîné une différenciation (illustration 38) entre les activités extérieures à l'unité de production agricole. Une première distinction est à établir entre les activités extérieures indépendantes et les activités salariées. Une autre différenciation à l'intérieur de ces deux catégories a trait au secteur ou à la branche économique. Certaines activités extérieures restent liées à l'agriculture et d'autres non. La troisième variable de différenciation est la contribution de ces activités, à savoir ce qu'elles apportent à la mise en valeur du territoire et de l'agriculture paysanne. Enfin, les données des 110 études de cas nous montrent qu'il existe des activités extérieures exclusivement sexospécifiques, comme l'artisanat textile pour les femmes et le travail dans la construction pour les hommes.

Illustration 38.
Activités extérieures exercées dans les familles paysannes kayambies



Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

Sur la base de ces trois variables de différenciation, les activités recensées auprès des personnes interrogées ont été regroupées en 7 groupes (Tableau 23). De façon indifférenciée entre hommes et femmes, les activités salariées sont celles qui prédominent. La seule différence qui apparait est le secteur où ils sont employés : les hommes sont employés dans d'autres secteurs que l'agriculture, tandis que les femmes restent en majorité dans l'agriculture (Tableau 23). Mais chaque fois, la main-d'œuvre employée est regroupée dans des activités non qualifiées qui n'exigent pas une formation dans une filière en particulier ou selon le système éducatif formel. Ce sont des métiers qui leur permettent d'accomplir des tâches et de développer des compétences. Seulement quelques paysans et paysannes ont déclaré avoir des activités salariées exigeant des connaissances et compétences reconnues par le système éducatif, parmi lesquelles des techniciens agricoles travaillant dans le secteur public et privé ou des enseignants dans le cycle initial et primaire[178].

[178] L'éducation initiale, en Équateur, s'adresse aux enfants âgés de 3 à 5 ans ; l'enseignement primaire aux enfants de 6 à 12 ans.

Tableau 23.
Activités extérieures, regroupées par type[179]

Type d'activité extérieure	Code	Hommes	%	Femmes	%
Salarié agricole	Ia	19	22,6	36	56,3
Salarié d'autres secteurs économiques non agricoles	Ib	35	41,7	2	3,1
Salarié dans un secteur nécessitant un certain niveau de formation	Ib*	4	4,8	4	6,3
Activités agricoles indépendantes mettant en valeur le territoire et l'agriculture paysanne	II1a	0	0,0	7	10,9
Activités indépendantes non agricoles mettant en valeur le territoire et l'agriculture paysanne	II1b	6	7,1	8	12,5
Activités agricoles indépendantes ne mettant pas en valeur ni le territoire ni l'agriculture paysanne	II2a	17	20,2	2	3,1
Activités indépendantes non agricoles ne mettant pas en valeur ni le territoire ni l'agriculture paysanne	II2b	3	3,6	5	7,8
TOTAL		84	100	64	100

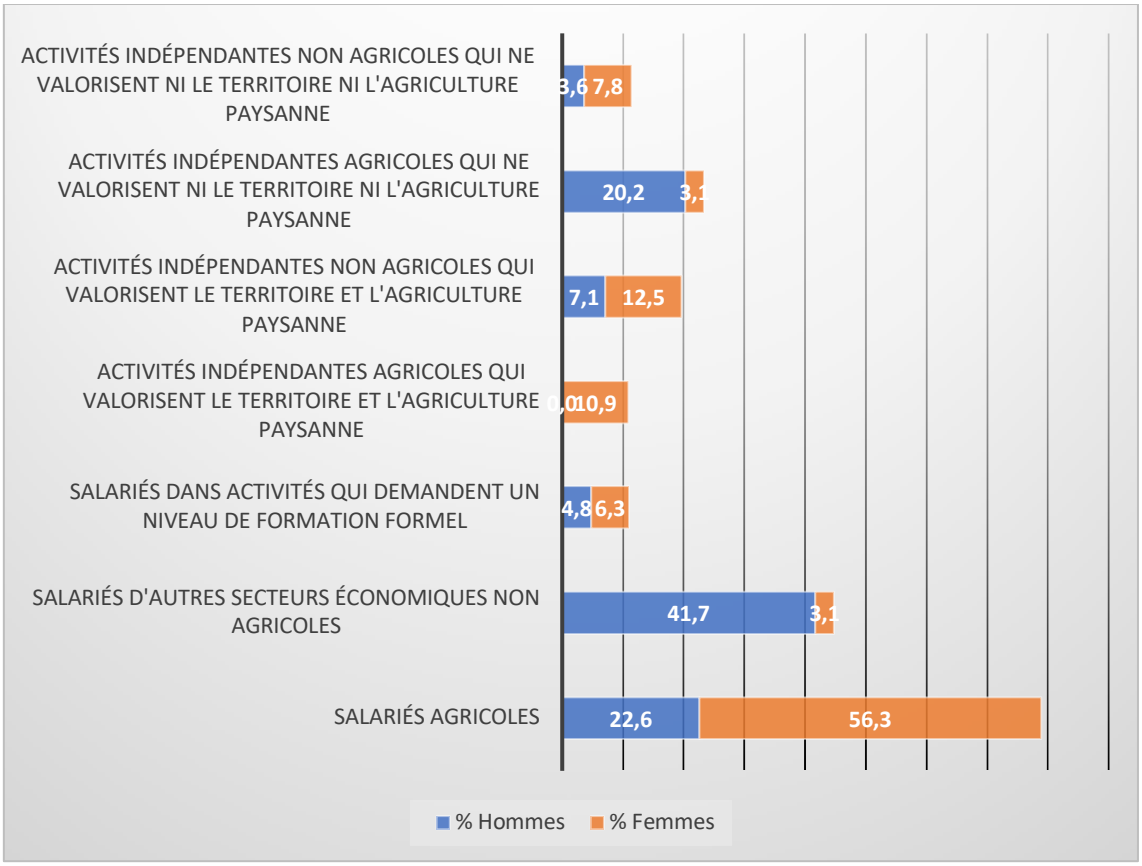
Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

Tant pour les hommes que les femmes, la vente de leur force de travail représente la principale activité extérieure (tableau 23). Dans l'histoire récente (50 ans), la maçonnerie constitue la principale activité extérieure exercée par les paysans. Entre 2010 et 2015, ce secteur a connu une croissance qui l'a placé en tête des secteurs contribuant le plus au PIB national. Entre 2007 et 2013, le secteur avait progressé de cinq échelons pour se positionner au troisième rang de l'économie (Guerra 2018). Cette poussée, qui reflète la croissance économique du pays due en particulier à l'augmentation des revenus pétroliers[180] *(ibid.)*, a coïncidé avec une hausse des dépenses publiques en infrastructures (routes, santé, éducation, etc.) et un développement des politiques publiques visant à dynamiser l'activité immobilière. Ceci a même entraîné la création d'une banque publique spécialisée dans les prêts au logement (BIESS). Parmi les agriculteurs interrogés exerçant une activité salariée, 50 % étaient des maçons (Annexe 34).

[179] Pour voir la description des activités qui composent chacun des types, se reporter à l'annexe 34.
[180] Entre 2010 et 2014, le prix du pétrole a atteint des sommets historiques.

Sur l'ensemble des personnes interrogées, 31 % des hommes et 34 % des femmes exerçant d'autres activités sont dans les secteurs du commerce (formel et informel), du transport (biens et personnes), de l'artisanat, de la transformation de produits agricoles, de l'élaboration de repas ou de la prestation de services professionnels (guides touristiques, avocats). Toutes ces activités, pour certaines indépendantes (libre exercice professionnel ou à son propre compte), sont indicatives de la capitalisation de la famille paysanne et d'une amélioration de sa position sociale et économique dans la société agricole. Certaines de ces activités tendent à mettre en valeur les ressources symboliques, matérielles, cognitives du territoire kayambi par le biais des ressources, des pratiques suivies et même du discours autour de celles-ci. Ce sont les femmes qui en majorité (Illustration 39) les promeuvent en contribuant ainsi au maintien du patrimoine local. Du côté des hommes, les activités indépendantes sont essentiellement le commerce des produits agricoles (annexe 34), non nécessairement produits dans l'espace kayambi, le transport et le service d'entretien des machines agricoles.

Illustration 39.
Répartition des hommes et des femmes dans les différents groupes d'activités extérieures recensées



Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

Au cours de l'histoire, la migration temporaire ou définitive des paysans kayambis a été marquée dans une certaine mesure par le rythme de l'économie nationale. Le boom du cacao (1880) puis celui de la banane (1940) furent les détonateurs des mouvements migratoires des paysans vers les zones côtières, à la recherche d'un emploi. Dans les années 1970, le début de l'exploitation pétrolière entraîna un déplacement accru vers la région amazonienne, où le gros des infrastructures pétrolières est développé. La croissance économique apportée par la manne pétrolière a impacté directement la croissance urbaine et démographique de la ville, alimentée par les familles des zones rurales proches de Quito [(P. Gasselin 2000 ; ORSTOM-MAG 1982)].

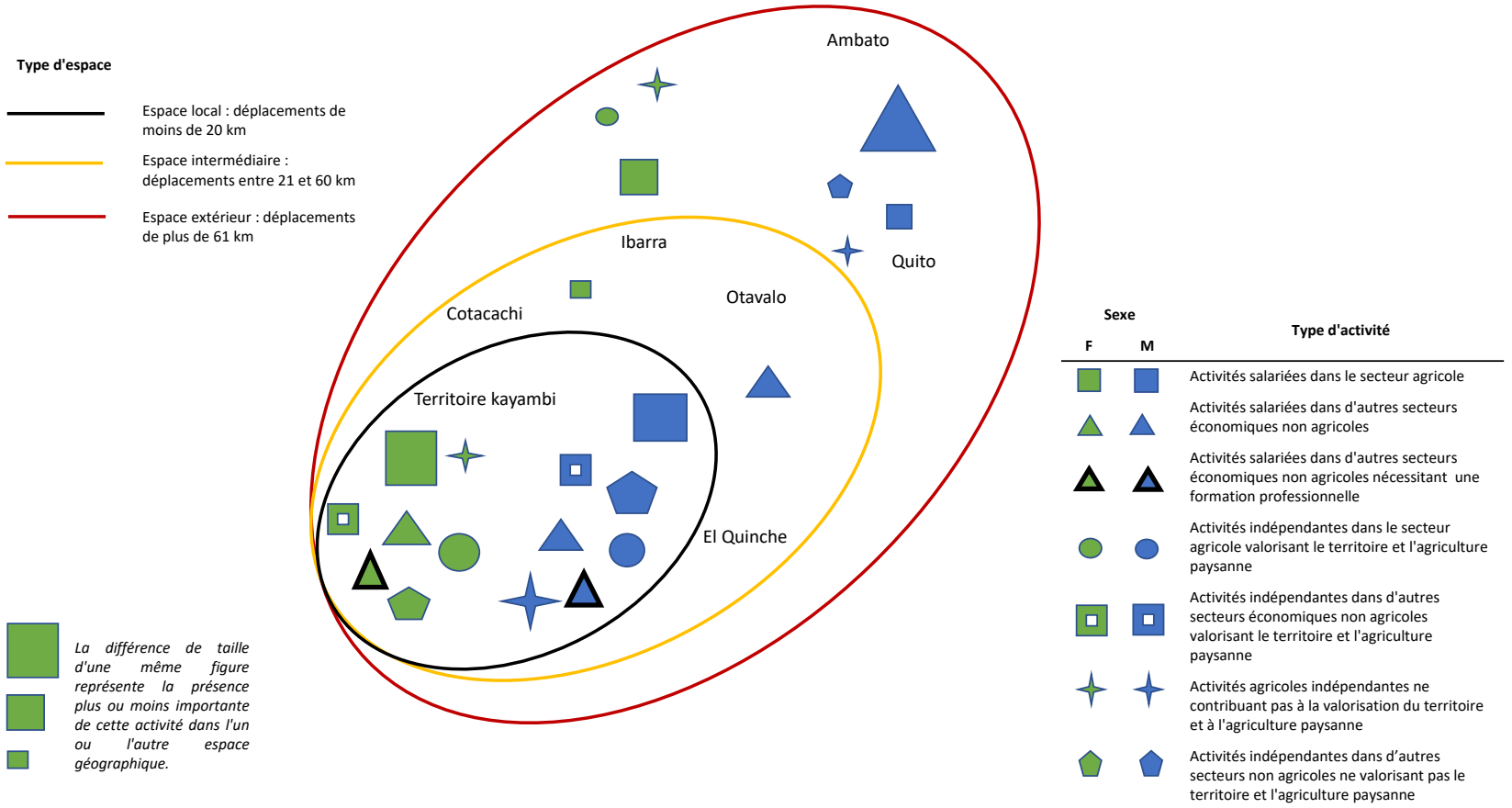
La présence de l'industrie laitière et de la floriculture, cette dernière basée sur un mode de culture intensive, fit exploser l'offre d'emploi dans la région. Cette offre entraîna le retour des paysans qui avaient migré, et même l'arrivée de familles entières, non originaires du territoire kayambi, qui se sont installées dans les zones urbaines et même

rurales. La consolidation d'une population salariée accroît alors la demande de services et de lieux de consommation. Cet essor économique et commercial, associé à l'emploi créé dans le secteur agricole réduit le besoin de mobilité en dehors du territoire kayambi et la vente de la force de travail. Ceci expliquerait que sur la base des entretiens réalisés, il soit facile de constater que c'est dans l'espace local[181] que la diversification des activités économiques a pu se produire, évitant ainsi aux familles paysannes d'abandonner leur terre. En effet, 87,9 % des femmes et 61 % des hommes exerçant des activités à l'extérieur de l'UPA, qu'elles soient sporadiques ou permanentes, travaillent dans le périmètre des cantons Pedro Moncayo et Cayambe (Illustration 40).

Les femmes qui s'intègrent au marché du travail ne sont pas libérées de leurs obligations domestiques et de soins. Dans une société patriarcale, l'appartenance à un genre ou l'autre influe, et naturellement la mobilité des femmes est donc beaucoup plus limitée.

[181] Selon les distances que les paysans/paysannes doivent parcourir pour réaliser l'activité extérieure, une distinction est faite entre *espace local, intermédiaire et externe*. L'espace dit local est celui qui se trouve à l'intérieur du périmètre des cantons Cayambe et Pedro Moncayo : les paysans ne parcourent pas plus de 20 km en général pour se livrer à leurs activités. L'espace intermédiaire est celui entraînant des déplacements de l'ordre de 20 à 60 km à la ronde, pour arriver jusqu'aux villes, Otavalo, Cotacachi et certaines paroisses rurales de Quito telles que El Quinche ou Pifo. Si l'on parle d'espace extérieur, il s'agit de zones situées à plus de 60 km du territoire kayambi. Pour calculer ces distances, il faut prendre en compte la zone urbaine de Cayambe, d'où la plupart des personnes prennent le transport public pour se déplacer.

Illustration 40.
Les activités externes dans l'espace



Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

Au-delà de l'espace local, ce sont les centres urbains qui obligent aux déplacements les plus importants, de l'ordre de 60 kilomètres (espace extérieur). C'est principalement la capitale Quito qui concentre une grande partie du travail salarié. La métropole offre plus de travail et des salaires plus élevés. Le salaire quotidien d'un ouvrier agricole dans la périphérie de Quito (Puembo, Tumbaco, Oyambarillo, Pifo) était de 20 dollars en 2015, alors qu'à Cayambe, il était de 15 dollars. La même différence est observée dans le secteur de la construction. Alors qu'un maçon dans l'espace kayambi est payé 20 dollars par jour, à Quito il reçoit environ 25 dollars.

> *« […] Depuis la fin des haciendas, le travail des hommes a toujours été aux alentours de Quito et dans la construction. Mais si on remonte aux années 1960, selon ce que mes parents m'ont raconté, tout le monde n'allait pas sur la capitale, plutôt à Latacunga, vers la partie orientale et sur la côte ; ils allaient le plus loin possible pour trouver du travail et revenaient chaque mois ou tous les trois mois à la communauté avec de l'argent en poche. Dernièrement, ils vont plus à Quito pour travailler dans la construction… »* (EP64, productrice de fleurs, communauté Isataca Grande 2014).

Le mouvement migratoire des paysans en dehors des frontières nationales a été moins important à Kayambi que dans d'autres régions des Andes équatoriennes (Vaillant 2013). Les études de cas n'ont pas permis d'identifier des chefs de famille qui se trouveraient actuellement à l'étranger, mais seulement quelques anciens migrants qui, après quelques années passées en dehors des frontières (Espagne), sont rentrés en Équateur et dans leur lieu d'origine, Kayambi.

4.2.3. La floriculture, le secteur d'embauche privilégié pour les femmes pluriactives

Il existe un avant et un après dans l'offre de travail salarié dans l'espace kayambi avec le développement de la floriculture. L'un des phénomènes majeurs à partir de l'installation des plantations a été l'insertion massive des femmes dans le travail salarié. Sans aucun doute, le secteur de la floriculture a été le moteur de l'entrée accélérée des femmes sur le marché du travail. Sur les 64 femmes exerçant une activité extérieure, plus de 56 % sont des ouvrières agricoles, employées principalement dans la floriculture.

Bien qu'il n'y ait pas de préférence absolue pour l'embauche de la main-d'œuvre féminine, du moins affichée publiquement par le secteur, elle est préférée pour les tâches de post-récolte de la fleur. Les femmes sont donc plus facilement embauchées au moment

des pics de travail. Deer (2001) appelle cela la *féminisation saisonnière* du travail agricole.

> *« Dans les plantations, il y a des hommes et des femmes, nous faisons tous de tout, mais pour le processus postérieur à la récolte, nous les femmes travaillons mieux. C'est pourquoi pendant les hautes saisons de Saint Valentin*[182] *et de la fête des mères […], nous sommes les premières à être recrutées. Ces derniers temps, les hommes préfèrent aller à Quito, ou là où il y a du travail de construction ; maintenant ils construisent beaucoup de routes, et les hommes préfèrent aller travailler là-bas, ils sont mieux payés ; mais pour nous les femmes, il n'y a que les plantations qui nous embauchent. »* (EP3, ouvrière floricole, communauté San Francisco de Cajas 2015).

La flexibilité de la main-d'œuvre et le caractère saisonnier de l'activité font que ce sont les femmes qui généralement sont les plus disposées à accepter les conditions de travail imposées par le secteur floricole. Il est facile de le comprendre parce que d'une part, les possibilités d'emploi des femmes sans sortir de l'espace kayambi sont extrêmement limitées et d'autre part, certaines femmes profitent de cette flexibilité et saisonnalité pour mener de front leurs activités agricoles et de reproduction au sein de l'UPA auxquelles elles continuent de participer activement.

> *« Je travaille seulement à la Saint Valentin, un mois environ, et personne ne me voit à la maison, je travaille de jour et de nuit. Avec ce petit travail, j'ai de quoi faire et m'appuyer. Je vais toujours à la même plantation, ils me connaissent. Parfois, quand ils ont besoin d'aide, ils m'appellent et j'y vais pour donner un coup de main, là aussi je gagne, mais c'est ponctuel […], mais c'est ce que je préfère, car ainsi je ne néglige pas les enfants […]. »* (TF1, ouvrière floricole 2015).

L'insertion des femmes dans la vie sociale grâce à ce travail leur procure une autonomie économique relative au moins temporaire qui leur permet de renforcer leur pouvoir dans une société rurale patriarcale où elles ont longtemps été laissées pour compte. De nombreuses femmes choisissent de modifier leur rôle socialement construit (garde des enfants, tâches domestiques et dans l'UPA, relations sociales strictement communautaires) en gagnant un revenu qui leur permet non seulement d'améliorer leur

[182] Le jour de la Saint-Valentin, le 14 février, est l'une des dates de l'année où il y a la plus forte demande de roses, et les plantations s'y préparent longtemps à l'avance.

position au sein de la famille, mais aussi d'accroître leur pouvoir d'achat et de contribuer à l'éducation de leurs enfants. En optant pour cette autonomie temporaire, les femmes assument une nouvelle charge de travail. Mais leur responsabilité vis-à-vis de la famille restant la même. C'est pourquoi elles doivent, au moins partiellement, déléguer certaines tâches domestiques à leurs filles, souvent encore en âge scolaire. Leur participation aux activités de l'UPA est réduite d'autant et, dans certains cas, elles n'y contribuent plus du tout en fonction de l'étape du cycle de vie où se trouve la famille. Elles n'ont plus la possibilité de participer à la vie communautaire et s'en éloignent peu à peu. Ceci entraîne leur exclusion et l'annulation des avantages sociaux qui ne peuvent être maintenus que par les relations de solidarité qui se construisent dans les communautés paysannes andines. L'autre retombée dont font fréquemment état les ouvrières agricoles des plantations de fleurs a trait à leur santé. Par l'exposition fréquente aux produits phytosanitaires, au froid et à l'humidité qui caractérisent le milieu dans lequel se déroulent les activités de post-récolte, elles sont victimes de nouvelles pathologies. Ces conditions de travail affectent assez précocement la santé des travailleuses, ce qui implique qu'elles perdent toute chance de poursuivre leur activité à partir de 40 ans. *L'humanité résiduelle* (Bauman 2004) est une expression qui décrit bien le sort de ces femmes du territoire kayambi dans le système capitaliste incarné par la floriculture lorsqu'elles sont écartées en raison de leur âge, de leur état de santé ou parce qu'elles sont enceintes. *« Le capitalisme se débarrasse des moins favorisés, non sans profiter avant de leur force de travail pour se développer » (ibid.)*

4.2.4. La pluriactivité et les défis de l'autonomie paysanne

La majorité des familles paysannes du territoire kayambi expliquent qu'elles dépendent d'activités extérieures pour survivre, car les ressources économiques qu'elles tirent de l'agriculture ne sont pas suffisantes pour financer leurs dépenses dans une société rurale de plus en plus gagnée par le consumérisme.

En dépit de la généralisation de ce phénomène dans la société paysanne kayambie, les conditions matérielles de production (terre, eau) de ces familles et leur cycle de vie demeurent une constante et conditionnent l'exercice ou non de telles activités extérieures avec toutes les implications que cela a sur leur quête d'autonomie.

Dans certains cas, les activités économiques extérieures ont contribué et contribuent toujours au maintien et à la capitalisation des unités productives agricoles et

familiales. Lorsque ces activités sont exercées de façon indépendante, sans la contrainte d'une relation de travail contractuelle, elles sont en quelque sorte complémentaires aux activités agricoles et permettent de sauvegarder le lien avec la vie communautaire.

Néanmoins, dans les familles où la vente de la force de travail s'intensifie, en particulier celle des femmes, l'activité salariée supplante la centralité agricole à travers laquelle s'organise la vie familiale et communautaire, et transforme les pratiques sociales qui historiquement contribuaient à la production agricole et plus largement à la reproduction de la vie en milieu rural.

> *« Avec le travail à l'extérieur (c'est-à-dire en dehors de l'UPA), les activités de la communauté sont perturbées, c'est quelque chose qui nous transforme, notre temps ne nous appartient plus, nous devons répondre aux exigences des plantations ou des autres emplois. Les femmes, par exemple, travaillent tous les samedis dans les plantations ; avant le samedi et le dimanche étaient des jours dédiés à la communauté, aujourd'hui, ni les hommes peuvent pratiquer un sport le week-end, on ne peut plus aller aux réunions, participer aux mingas, même le travail de direction se fait à moitié. Les dirigeants ne peuvent pas perdre leur travail alors toutes ces activités, c'est selon leur disponibilité. »* (EP01, productrice paysanne, communauté Cariacu 2015).

La pluriactivité, dans certaines conditions, tout en contribuant à l'autonomie économique de la famille à court terme, devient *un piège social* à moyen et à long terme, notamment pour les familles qui perdent tout lien avec le tissu social communautaire qui agit comme un système d'appui à leur bien-être. Il en est de même pour l'ensemble de la communauté qui face à la désertion de ses membres, ne parvient plus à reproduire ses pratiques *(mingas*, mobilisation sociale) et voit donc sa continuité menacée.

L'un des défis que doit relever l'agriculture paysanne est le manque croissant de main-d'œuvre pour assumer les activités agricoles qui auparavant étaient assumées d'abord par la famille, puis grâce aux relations de réciprocité nouées au sein du milieu familial élargi et/ou communautaire.

> *« Autrefois, les gens aidaient dans les campagnes, le temps des récoltes était déjà là que nous passions de ferme en ferme, tout se faisait vite. Chacun donnait un coup de main, tout le monde donnait un coup de main. Aujourd'hui, plus personne ne vient aider, ni avec une paie, et pire encore sans paie, même les femmes*

travaillent dans les plantations, et les jeunes sont déjà sur Quito, » (EOS8, dirigeante paysanne 2015).

Mais certaines activités ont émergé ou revivent ces dernières années avec l'agroécologie. Ces activités loin d'être en concurrence avec l'activité agricole, la complètent. La commercialisation de produits agricoles en circuits courts, leur transformation, la valorisation de la production par le biais de projets de récupération de la gastronomie locale, ou les projets d'écotourisme agricole, sont quelques-unes des propositions du mouvement agroécologique tendant à la diversification des activités économiques paysannes. Contrairement aux activités salariées qui prévalent sur le territoire, ces activités ont pour objet l'amplification des activités économiques et donc des sources de revenus, dans le but fondamental de renforcer l'agriculture paysanne et le tissu social communautaire.

4.3 Complémentarité ou subordination : le lien entre paysannerie et agro-industrie

4.3.1. L'insertion/reconversion paysanne dans l'industrie laitière

Le retrait des élites agraires de l'activité d'élevage dans les années 1980 a laissé la place sur le marché local aux paysans éleveurs qui, individuellement et collectivement, se sont évertués à accroître la production et la qualité du lait et à trouver le moyen de travailler directement avec l'industrie laitière. Comme cela a été expliqué plus haut au point (§3.1.3), l'État a appliqué une politique dirigiste de protection et de contrôle des prix du lait à partir de 1964 ; le prix de référence du lait était de 0,42 USD/litre[183] en 2015[184]. Les associations de grands producteurs, en particulier d'éleveurs, ont su exercer, après les deux réformes agricoles, un lobbying politique très influent (Salazar 2016). La fixation d'un prix élevé du lait a été un facteur déterminant d'appui à l'agriculture paysanne et à la qualité de la nutrition infantile. Toutefois, les grandes entreprises laitières étaient quand même parvenues à conserver un certain pouvoir de définition de la rémunération des producteurs en imposant leurs critères de qualité et leurs conditions de paiement (annexe 35)

[183] Pour un litre de lait à la ferme ou au centre de collecte, avec un pourcentage de 3 % de graisse et 2,9 % de protéine.

[184] Le prix de soutien au producteur de lait cru, payé à la ferme ou au centre de collecte, était indexé à hauteur de 52,4 % sur le prix de vente public d'un litre de lait UHT (en sachet) plus la marge prévue dans le tableau officiel de paiement, par composante de qualité, ainsi que prévu dans un arrêté ministériel (Arrêté nº 394 du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 2013).

Au cours des cinq premières années du XXIe siècle, les conflits au sein de la filière lait se sont aggravés entre producteurs et transformateurs. La non-conformité des petits producteurs paysans, ainsi que des entrepreneurs éleveurs – regroupés dans l'AGSO (§2.3.2) – en raison des prix trop bas du lait, déclencha deux réactions importantes. La première s'est développée contre l'importation de lait en poudre en 2003 et la seconde contre les tentatives de la société Nestlé de réduire le prix payé à ses fournisseurs en 2005. Ces évènements sont à l'origine d'une alliance entre les éleveurs paysans et les grands producteurs laitiers. Elle prend forme à partir de 2005 à travers un partenariat porté par les industries et les ONG autour de l'idée « d'inclusion sociale », avant que les l'État ne se l'approprie en 2010 en proposant la politique de « *negocios rurales inclusivos* » (§ 3.4.1).

Nous examinons dans cette partie les acteurs et les termes de cette collaboration, en particulier autour des centres de collecte et à travers le dispositif de politique publique « El Ordeño ». Cette double alliance présente des avantages pour chacune des parties prenantes, mais signifie aussi l'instrumentation des paysans au service des intérêts de l'AGSO - Ordeño. Nous porterons notre attention sur les pratiques techniques, le positionnement sur le marché, les relations de pouvoir et les liens à l'État.

4.3.1.1. Les centres ruraux de collecte de lait : l'urgence

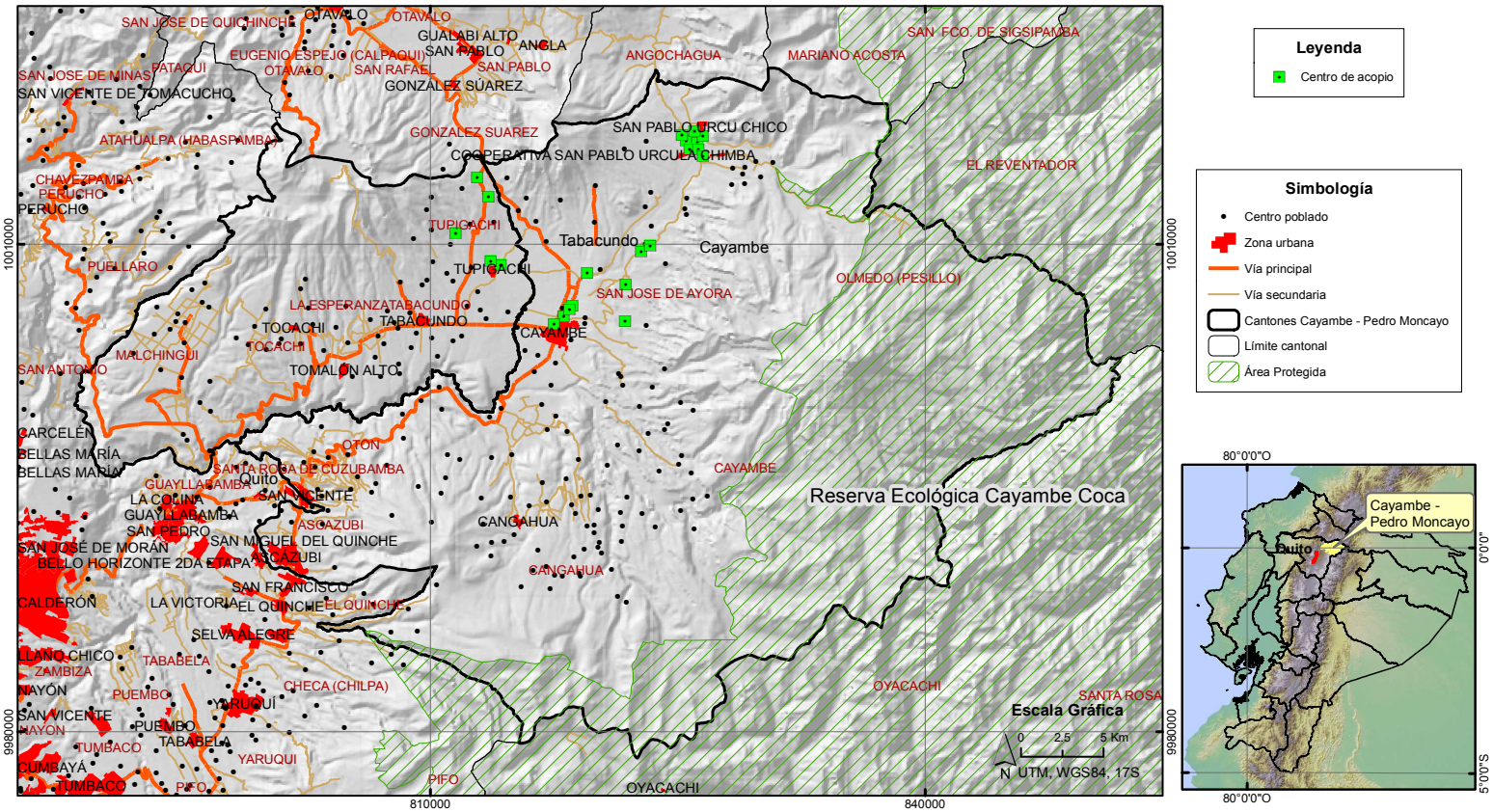
Depuis les années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, la Casa Campesina met en œuvre des programmes visant l'amélioration des infrastructures productives et de la génétique (bovins et pâturages), l'acquisition de machines, l'assistance technique, un soutien à la transformation (fabriques de fromage), la commercialisation, l'élargissement du crédit et depuis 2004 un appui à la création de centres communautaires de collecte de lait. Par ailleurs, l'AGSO finance l'acquisition de réservoirs refroidissants dans plusieurs communautés, et soutient la formation dans le domaine de l'insémination, la remise de trousses de premiers secours, de semences de pâturage et de fourrage, d'aides de différents types canalisées via les centres de collecte. Dans tous les cas, cet appui a favorisé une première augmentation du rendement moyen par vache.

L'installation des premiers centres de collecte des paysans a été le résultat de l'action conjointe des paysans laitiers de Cayambe, de la Casa Campesina et du soutien de Nestlé, assurant des débouchés sûrs, vers 2005. Mais le faible prix du lait a conduit à des mobilisations sociales et au retrait de Nestlé. En 2005, des centres de collecte

fonctionnaient dans plusieurs communautés, dont Santo Domingo, Paquistancia, Turucucho, Chaupi, Pesillo, Cariacu, La Chimba (annexe 36).

« *Les producteurs d'ici, si nous ne nous étions pas associés, on n'aurait rien pu faire de notre lait... Imaginez ! Des collègues ne produisent que quatre litres par jour, avez-vous vu où nous vivons ? D'ici il faut au moins une heure, en voiture, pour arriver à Cayambe où se trouvent les fabriques, qui va acheter à notre collègue ces quatre litres ? Mais si nous rassemblons 100 litres en un seul point, c'est différent, là ils viennent acheter*. » (EP54, producteur de lait paysan, communauté Pesillo 2015).

Carte 9.
Centres de collecte de lait des paysans, 2015 - 2016



Source : IGM (2011) ; INEC (2012), travail sur le terrain (2015 - 2016)
Élaboration : Román P.

4.3.1.2. Confiance et dépendances

Deux grandes entreprises (d'abord Floralp, puis El Ordeño) ont conclu des accords avec l'État pour bénéficier de fonds publics et gérer une offre de crédit aux paysans et aux centres de collecte, en échange de l'obligation de leur livrer le lait. Ce dispositif a été le principal instrument d'une mise sous tutelle financière (crédit) et commerciale (marché) des paysans. Cependant, cette alliance ne traduit pas qu'une dépendance des paysans vis-à-vis des entreprises laitières. En effet, les centres de collecte ont apporté une nouvelle sécurité aux agriculteurs en favorisant les investissements dans l'irrigation, la poursuite de l'amélioration génétique des animaux et des plantes et l'inclusion des compléments alimentaires. Ainsi, les rendements moyens atteignent actuellement 11 litres par vache et par jour, alors qu'ils étaient de 5 litres par vache et par jour au début des années 2000 (technique de la Casa Campesina 2015). De ce fait, l'alliance structurée autour des centres de collecte se caractérise par une confiance et une crédibilité mutuelles entre les organisations paysannes et l'agro-industrie. La Casa Campesina Cayambe et l'AGSO ont été les principaux intermédiaires reconnus par les paysans.

Cette confiance entre les paysans et l'agro-industrie s'explique aussi par les diverses fonctions assumées par les centres de collecte, qui vont au-delà de la collecte, de la réfrigération et de la livraison du lait aux entreprises de transformation. En effet, avec l'aide de l'industrie laitière, les centres de collecte fournissent un soutien technique à la production. Leurs fonctions principales sont les suivantes :

- Commercialisation du lait (dans le but d'obtenir de meilleurs prix, plus stables) ;
- Mise à disposition d'un système de microcrédit pour les partenaires, lorsque le centre dispose d'une caisse d'épargne ;
- Transformation en vue de la commercialisation, dans certains cas ;
- Prestation de services techniques (insémination artificielle) ;
- Vente d'intrants (concentrés, sels minéraux, antibiotiques, substituts du lait pour veaux, semences de pâturage).

4.3.1.3. Une gouvernance politique, technique et économique asymétrique

Les grandes entreprises deviennent des partenaires stratégiques, s'agissant des propositions de financement de projets faites aux gouvernements locaux et aux agences

de coopération internationale (par exemple, le projet PDRN [185] de la coopération technique belge). Dans tous ces projets axés sur le soutien de l'élevage, la présence d' entreprises laitières est nécessaire, car elle permet de garantir l'efficacité économique du projet. Mais la conséquence est que les organisations paysannes perdent ainsi leur capacité d'échange direct avec les pouvoirs publics. Cette asymétrie équivaut à une perte d'autonomie politique des paysans dans le choix des modèles de production.

En outre, les paysans se soumettent aux exigences techniques des entreprises laitières. S'il est vrai que la commercialisation du lait est le point de rencontre dans les centres de collecte, l'industrie induit des pratiques par le biais de ses « manuels techniques de production » et de l'assistance technique qu'elle offre aux producteurs associés à chaque centre (Illustration 41).

[185] Projet de développement rural du Nord

Illustration 41.
Schéma de l'évolution de l'itineraire technique d'un éleveur paysan de l'association Nuevo Futuro Paquistancia, 2015

	Avant d'être membre du centre de collecte (avant 2000)				
Gestion des pâturages	UPA 50 % pâturages améliorés /50 % prairies naturelles	Contrôlé des pâturages libres	Rotation 1,5 - 2 ans Pâturages/pommes de terre/fèves/orge/pâturages	Gestion de la fertilité des sols : dispersion des fèces, fertilisation azotée annuelle	Charge animale - inférieure à 1 unité bovine/ha
Gestion alimentation	Pacage ou complément sporadique	Veaux nourris au lait du troupeau			
Gestion sanitaire	Vaccination fièvre aphteuse/sporadique Traitement pharmaceutique/utilisation de médicaments naturels				
Traite	Manuelle et même avec la participation des veaux				
Reproduction	Monte				
	Après être devenu membre du centre de collecte (en 2015)				
Gestion des pâturages	UPA 100% amélioration des pâturages	Contrôlé par des clôtures électriques - rotation	Rotation 4 - 6 ans Pâturages/pomme de terre	Gestion de la fertilité des sols : dispersion des fèces/fertilisation azotée 4 fois par an/importation de matières organiques	Charge animale - 3 unités bovines/ha
Gestion de l'alimentation	Pacage/complément quotidien à raison de 1 kg par unité bovine/jour	Veaux nourris au lait en poudre			
Gestion sanitaire	Vaccination fièvre aphteuse/utilisation systématique de médicaments				
Traite	Mécanisée				
Reproduction	Insémination				

Source : Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

Ces nouvelles pratiques sont étroitement liées à des paquets technologiques qui sont gérés à travers le marché (système de connaissance et d'accès) et aident à mettre en rapport prix payé et qualité du lait (prix minimal = 0,42 USD/litre / prix maximal = 0,52 USD/litre)[186]. De la sorte, ces paquets sont imposés aux paysans avec la condition qu'ils augmentent leur rendement et satisfassent aux critères de qualité microbiologique, sanitaire et nutritionnelle, exigés par l'industrie. Cette qualité est liée aussi aux conditions techniques de transformation du lait en produits dérivés (lait en poudre, fromage, yaourt). La transformation industrielle impose l'homogénéisation de la matière première, ce qui se traduit par la réduction de la diversité des parcours techniques des producteurs paysans, et donc de leurs connaissances.

> *« Depuis que nous sommes au centre de collecte (2010), nous avons commencé à utiliser des concentrés. Plutôt que le rendement, c'est la qualité qui change, et les entreprises laitières disent que nous devons les utiliser pour obtenir la qualité qu'elles requièrent*. » (EOP1 directeur d'un centre de collecte de lait 2015).

En ce sens, les paysans ne participent pas à la réflexion sur les itinéraires techniques, mais appliquent simplement les « recettes » proposées. Ce décalage technique se traduit donc par une perte d'autonomie des paysans dans le choix de leurs modèles de production ainsi que par l'oubli et l'abandon progressif des connaissances accumulées au cours de leur histoire.

L'impossibilité de se conformer aux recommandations techniques des entreprises laitières, en raison de leurs faibles moyens économiques, et donc d'obtenir la qualité demandée, est la principale cause de leur exclusion des centres de collecte de lait. Il leur reste alors la possibilité de vendre le lait aux « *piqueros* » (négociants locaux) qui le revendent à des petites entreprises laitières. Mais outre le prix très bas obtenu de ces *piqueros* par rapport au prix proposé par les centres de collecte, les conditions du négoce avec eux sont incertaines.

Les petits producteurs qui atteignent la qualité requise par l'industrie dépendent en fait des intrants (concentrés, antibiotiques, engrais, etc.), doivent rembourser les prêts contractés et sont soumis aux prix d'achat du lait imposés par les grandes entreprises. En 2015, 53 % de la production laitière de l'Équateur était vendue à une poignée de ces entreprises (CILE 2016). Les centres de collecte du lait des paysans du territoire kayambi

[186] Prix minimal fixé pour l'année 2015 et prix maximal payé par Nestlé basé sur la qualité (EIL, 2015).

envoient 90 % de leur production à un seul acheteur, Industria El Ordeño (EIL, gérant de CAMPINORTE 2015). Une telle concentration confère aux industries un plus grand pouvoir de fixation des prix. Cette concentration se traduit aussi par des conflits entre petits et grands producteurs qui font pression pour l'abolition de la politique de fixation des prix, l'augmentation des quotas d'importation de lait et, plus récemment, pour l'utilisation de lactosérum comme substitut du lait fluide dans la fabrication d'autres produits. Par ailleurs, les crédits gérés par les centres de collecte représentent une part significative des coûts de production et peuvent être payés en nature, soit avec du lait. Pour illustrer ces modes de contrôle de la chaîne du lait, il est constaté que l'industrie achète moins de lait pendant les vacances scolaires, époque où les enfants consomment moins de produits laitiers. Les petits producteurs sont soumis à ces fluctuations de la demande et doivent en supporter les conséquences.

> *« Eh bien, de nombreux producteurs ne font pas tout ce qui leur est demandé, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter ce qu'il faut acheter, et c'est pourquoi nous achetons en gros ici même, dans le centre, ce qui nous permet de payer moins cher les intrants nécessaires. Et on leur fait crédit, et ce crédit est remboursé avec du lait, mais il y en a certains qui ne veulent pas faire les choses comme il faut. »* (EOP3 - gérant du centre de collecte de lait 2015).

Ainsi, les centres de collecte, et à travers eux la grande industrie, exercent une très forte pression sur les petits producteurs, dont les risques productifs sont externalisés. Ce système de crédit encouragé par qui contrôle la collecte s'apparente à la modalité de « l'agriculture contractuelle » (Coordination Sud 2014; Yumbla *et al.* 2013) observée dans le secteur avicole de la région.

> *« Au début, nous étions 110 producteurs* [2010]*, et maintenant nous sommes 65 ; seuls ceux d'entre nous qui voulaient vraiment travailler sont restés, les compagnons partis ont eu de nombreux problèmes de qualité, ne faisaient pas cas des indications qui leur étaient données pour la gestion du bétail, des pâturages* [...]*. L'entreprise nous contrôle quotidiennement pour la qualité du lait et pour ceux qui ne voulaient pas s'y conformer, nous devons tous payer. C'est à chaque compagnon producteur qui vient avec son lait de contrôler la qualité, et si elle n'est pas conforme à ce qui est demandé, on lui dit de repartir avec son lait. Cela a beaucoup démotivé mes collègues, mais nous sommes toujours là, ceux qui*

veulent être de bons producteurs de lait. » (EPP2 - gérant du centre de collecte 2015).

Ce témoignage montre comment les paysans eux-mêmes deviennent les acteurs et les promoteurs de la « modernisation » ambitionnée par les industries. Les centres de collecte sont ainsi un espace socioéconomique où l'exclusion entre pairs s'organise à partir d'un discours qui fait la distinction entre « ceux qui veulent vraiment travailler » et les autres. Paradoxalement, ces paysans modernisateurs poussent à une course à la productivité physique du travail entretenant la compétition et ce faisant l'exclusion, comme le montre le témoignage qui suit :

« Chaque année, il y a davantage de producteurs de lait dans le pays, qui transforment leur système agricole en unité de production laitière, ce qui provoque une suroffre : dans ce marché du lait, il y a non seulement un problème de stagnation ou de réduction de la demande, mais une augmentation de l'offre, de par l'augmentation de la production et du nombre de producteurs. » (EIL 3, AGSO 2015).

En définitive, les paysans ont faiblement contribué à la gouvernance politique, technique et économique de la filière lait. Sous prétexte "d'inclusion", sociale puis entrepreneuriale, les paysans sont en train de perdre leur autonomie productive. Certains d'entre eux, érigés en promoteurs de la modernisation laitière vantée par les sociétés industrielles et les centres de collecte, contribuent à l'exclusion de leurs homologues moins bien dotés en ressources ou qui développent une diversification productive incompatible avec les nouvelles exigences techniques. Il n'en reste pas moins que certains paysans résistent explicitement à cette intégration technico-économique en s'orientant vers un projet agroécologique (§ 4.4).

4.3.2. Le projet Ordeño : de l'inclusion à l'autonomie des paysans ?

Dans cette section, nous analysons plus en détail le projet politique Ordeño qui a pour objet de renforcer l'inclusion sociale et économique des paysans dans la filière lait. Nous examinerons ici en quoi cette inclusion se traduit ou non par une plus grande autonomie des paysans-éleveurs.

4.3.2.1. Un partenariat public-privé sans précédent

Avant d'être un projet politique, Ordeño est une entreprise laitière qui a été créée en 2003 et qui compte 66 investisseurs, dont l'AGSO qui détient 23,5 % du capital (*Superintendencia de compañías* -Superintendance des sociétés 2015). Elle a commencé ses opérations en transformant le lait pour d'autres entreprises et comptait parmi ses principaux fournisseurs les grands producteurs de l'AGSO. Tout comme la Pasteurizadora Quito (§ 3.2), cette entité a été créée dans le but d'améliorer les conditions de marché pour les producteurs-éleveurs qui sont souvent en conflit avec l'industrie laitière. En 2004, l'alliance naissante entre cinq centres de collecte de lait du territoire kayambi et la société Nestlé pour l'achat-vente en collectif a été rompue par la décision unilatérale de cette société de baisser le prix payé à tous ses fournisseurs, y compris les grands producteurs et les centres de collecte des paysans, de 0,25 USD/l à 0,15 USD/l (EOP2 - centre de lait paysan 2015). Face à cette situation, tous les éleveurs de la région se mobilisèrent, avec pour résultat l'intégration des cinq centres de collecte et de leurs paysans associés en qualité de membres de l'AGSO et de fournisseurs de l'entreprise Ordeño. Cette nouvelle alliance entre grands producteurs et paysans déboucha sur un programme de formation et une offre de crédit pour moderniser l'élevage dans ces zones rurales. « *El Ordeño nous a permis de nous former non seulement dans des salles de classe avec eux, mais aussi par l'intermédiaire de l'AGSO, nous sommes allés en Nouvelle-Zélande, sept collègues d'ici, de la zone, pour observer comment le lait est produit là-bas.* » (Ibidem 2015).

En 2008, Rafael Correa, récemment élu Président de la République, s'engage durant la campagne pour l'Assemblée constituante, à augmenter le prix du lait payé aux paysans et à assurer la collecte de leur lait au profit des programmes alimentaires de l'État (programme « Nourrir le développement et partenaire solidaire »). Cet engagement est formalisé avec le projet Ordeño, dans le cadre de la politique « Negocios inclusivos », qui comprend deux volets. Le premier, mis en œuvre à partir de 2008, consiste à recueillir le lait des paysans pour le transformer en lait UHT et en biscuits au lait, l'entreprise Ordeño étant reconnue pour satisfaire aux conditions de qualité requises. Ces produits sont principalement destinés aux programmes alimentaires scolaires. Le deuxième volet, exécuté fin 2009, consiste à produire du lait en poudre à partir de la matière première des grands éleveurs et des paysans, dans le but de promouvoir l'exportation (en particulier vers le Venezuela et Cuba) et de réguler la volatilité du marché du lait liquide. Le projet

public Ordeño s'est maintenu sous cette forme jusqu'à la fin de la présidence de Rafael Correa en 2018. Et fin 2018, l'entreprise Ordeño a lancé la marque "TRÜ" qui valorise la production laitière paysanne. Le projet s'est maintenu pendant 10 ans et a fédéré une part appréciable du marché. La crise économique et politique des dernières années de la "Revolución ciudadana" a entraîné une dette de 8 millions de dollars US (en 2018) de l'État vis-à-vis de l'entreprise Ordeño, représentant autant de litres de lait non payés aux producteurs. Cette dette n'est toujours pas soldée.

4.3.2.2. Inclusion sur le marché, mais sans pouvoir politique

Le projet Ordeño s'inscrit dans la logique constitutionnelle de souveraineté alimentaire et de renforcement de l'agriculture paysanne par son insertion sur le marché. L'achat du lait par le secteur public, pour sa revente sur le marché national, a permis de mettre en valeur la production laitière des paysans et de sécuriser leur accès au marché. Ce succès a été rendu possible par un partenariat public-privé, et en associant à travers une politique nationale, sous forme d'organisation hybride, grands et petits producteurs et l'industrie alimentaire. Les grands et les petits producteurs ont ainsi acquis une capacité de négociation face aux grandes entreprises laitières. Ce dispositif fut relativement innovant dans un contexte mondial d'extrême concentration de la filière lait, avec la présence d'énormes multinationales, et une forte tendance à la croissance et à la spécialisation des élevages [(*IFCN Dairy report 2011* 2012) dans (Hernández & Proaño, s. f.)].

Il n'en reste pas moins que l'entreprise Ordeño a joué un rôle majeur face à l'État, amenant certains observateurs (dirigeants de mouvements paysans, élus locaux, députés, etc.) à considérer que ce dernier n'assumait pas suffisamment son pouvoir d'orientation à travers la politique publique. Par exemple, l'entreprise Ordeño a pu formuler des demandes aux services de l'État pour structurer la formation proposée aux producteurs et *le conseil technique public*. Cette position privilégiée lui venait de l'ensemble des activités exercées : collecte du lait, transformation, gestion des crédits, intermédiaire pour les marchés publics.

Mais la soi-disant inclusion des agriculteurs dans le négoce du lait ne fut pas totale et fut même d'une certaine manière manipulée. En fait, les paysans ont servi les intérêts des grands producteurs grâce à leurs capacités de mobilisation sociale, y compris de grève, notamment dans la région kayambie connue pour la vigueur de ses syndicats

paysans. Mais la contribution des paysans aux décisions stratégiques de l'AGSO est restée très faible, comme il nous a été donné de le constater lors d'une réunion de cette association. Par ailleurs, les paysans ne sont pas actionnaires de la société Ordeño. Même si les paysans se sont intégrés au marché, grâce au soutien marqué de l'État et à l'alliance globale des différentes catégories de producteurs, ils n'ont pas réussi à acquérir un véritable pouvoir d'orientation de la politique publique, et par conséquent des modèles techniques et économiques. En fait, l'orientation générale du projet Ordeño a été la modernisation de la production, c'est-à-dire une augmentation de la productivité physique du travail et de la récupération d'une certaine valeur ajoutée par l'entreprise. Pour répondre à la demande, en quantité et en qualité, les paysans sont devenus dépendants du marché des intrants. En bref, l'inclusion sociale et le « commerce inclusif » ne se sont pas traduits par une réelle capacité politique ni par une autonomie technique et économique des paysans.

4.3.3. La floriculture paysanne, une lutte pour l'autonomie

Dans la région kayambie, et jusqu'au début des années 2000, la production de fleurs était l'apanage des exploitations capitalistes (Gasselin 2000). Constituées en sociétés, ces plantations couvraient la production, la post-récolte et, dans bien des cas, la commercialisation de la production sur les marchés internationaux. Mais depuis une vingtaine d'années, de nouveaux acteurs ont fait leur apparition dans ce secteur. En effet, d'anciens ouvriers agricoles des plantations de fleurs ont fait incursion dans ce qu'ils appellent « *le négoce de la floriculture »,* encore et toujours en quête d'autonomie.

L'intégration des producteurs paysans dans la chaîne de production de fleurs d'exportation est le résultat d'alliances particulières entre ces derniers et les entreprises floricoles capitalistes. Dans cette section, nous analysons l'impact de ces alliances sur la sphère technique, économique et sociale des paysans engagés dans ce type de production ; en outre, nous nous penchons sur la toute nouvelle organisation de floriculteurs paysans, née en réponse à la subordination économique imposée par les entreprises capitalistes et à la marginalisation sociale de ces derniers par leurs communautés.

4.3.3.1. D'ouvriers agricoles dans la floriculture à paysans-producteurs de fleurs : naissance d'une nouvelle catégorie

L'incursion des paysans dans ce secteur a été rendue possible grâce à l'expansion de la floriculture capitaliste dans toute la zone. De fait, la production et la commercialisation de fleurs d'exportation (vers des marchés très exigeants au niveau de la qualité et des délais) supposent un degré élevé de compétences agronomiques, financières et commerciales, sans lesquelles le succès de ce type d'entreprise n'est guère possible.

L'intérêt des sociétés capitalistes dans la production de fleurs par les paysans se manifeste au cours de la première décennie du XXIe siècle. En effet, le secteur floricole industriel connut alors deux événements qui ont considérablement affecté ses marges de profit : I) la dollarisation de l'économie équatorienne (mars 1999), et II) le durcissement de la législation du travail (2008).

> « [...], *avant* [la dollarisation], *la floriculture était une "très bonne affaire", nous produisions en sucres et nous vendions en dollars. La dollarisation nous a beaucoup affectés. Et lorsque nous nous sommes récupérés, mais en réalisant des grands investissements pour augmenter nos volumes de production, c'est toute la réglementation en matière de travail qui nous est tombée dessus. Les salaires sont devenus le premier poste de dépenses et les principaux coûts de production, et il nous a fallu beaucoup d'efforts pour les réduire. Nous avons donc réduit nos effectifs, avant nous occupions 15 employés par hectare et nous sommes passés à 8 employés par hectare*. » (SF2, gérant d'une entreprise floricole 2015).

Ces événements ont conduit les floriculteurs à rechercher de nouvelles stratégies pour conserver leurs marges et bénéfices. Ils ont repensé leur fonctionnement afin de :

- Réduire les coûts de production (en augmentant la productivité technique des salariés) ;
- Tirer parti de la croissance de la demande internationale (en moyenne au cours de la dernière décennie, le volume des exportations a augmenté de 7 % (BCE 2014)) en augmentant les volumes d'exportation (croissance du rendement et expansion des plantations).

Les deux stratégies ont été mises en œuvre. Toutefois, l'expansion de ces unités de production s'est heurtée à deux obstacles : I) la difficulté d'accès à de nouvelles terres

aptes à la floriculture (luminosité, température, accès à l'eau) ; II) la résistance sociale, qui se manifeste lors de la création d'une nouvelle plantation ou d'une expansion (§ 3.3). Ces deux contraintes, ont en réalité, offert aux paysans – dont beaucoup sont des employés des plantations –, l'opportunité de s'insérer eux-mêmes et de trouver une place dans la chaîne de valeur de la floriculture d'exportation (roses). La première activité productive assumée par les paysans fut la production de porte-greffes de roses, pour passer ensuite à la production de roses sur tige.

> *« Ici, à La Esperanza, un voisin a commencé avec son frère à produire des porte-greffes de roses* [en l'an 2000] *qui étaient vendus aux plantations ; puis on entendait que d'autres se mettaient à leur compte, et ensuite ils ont commencé à produire des fleurs, mais plus récemment vers 2010 »* (EP30, productrice paysanne, communauté Santa Marianita de Pingulmi 2015).

4.3.3.2. D'une volonté d'autonomie professionnelle à une dépendance financière et par rapport au marché

L'idée de permettre aux paysans de se lancer dans la floriculture a été soutenue et, dans certains cas, impulsée par les floriculteurs eux-mêmes, de diverses façons : crédits, conseils techniques et concernant les débouchés. Les entreprises floricoles ont encouragé certains de leurs travailleurs, ceux en particulier faisant preuve de qualités techniques et disposant des ressources matérielles (terre, eau), à monter *leur propre affaire*.

> *« Nous devons abandonner cette mentalité selon laquelle les paysans ne peuvent produire que du maïs ou travailler seulement pour des patrons, cela remonte au temps des haciendas, c'est du passé. J'ai décidé de devenir floriculteur, de me mettre à mon compte et d'être indépendant. Pourquoi ne pourrais-je pas être floriculteur ? Parce que je suis un paysan ? Je me suis décidé après 15 ans de travail à la plantation, je voulais être mon propre patron, offrir un emploi à mes proches ; ici, chacun attend des entreprises qu'elles fournissent des emplois, mais nous aussi pouvons les offrir. En 2003, avec l'aide de la plantation pour laquelle je travaillais, j'ai installé ma première serre pour produire des porte-greffes de rosier, mais maintenant je produis également des roses. »* (EP99, petit producteur de fleurs, communauté Porotog 2015).

La première « délégation » accordée aux paysans par certaines des entreprises fut pour la production de porte-greffes de rosiers. La qualité des porte-greffes est un élément

clé du processus de production ; il s'agit du système radiculaire et d'une partie du squelette de la plante qui produira, c'est pourquoi le fait de confier cette étape délicate n'est pas systématique et s'est accompagné initialement d'un appui technique complet de la part de l'entreprise délégante. D'ailleurs, nombre de ces entreprises se chargent elles-mêmes de cette phase qui est intégrée dans leurs processus. En contrepartie du financement de l'investissement et de l'accompagnement technique fourni par les entreprises floricoles aux paysans, ceux-ci étaient tenus de les approvisionner en retour, en volume et en qualité. Mais au fil des ans, grâce au développement de leurs propres compétences, les paysans sont devenus moins dépendants du contrôle technique des grandes entreprises, et ont pu innover dans leurs propres systèmes et pratiques, en particulier pour réduire les coûts de production. Par ailleurs, ce processus a permis aux floriculteurs d'accorder une plus grande confiance aux petits producteurs et de leur déléguer plus fréquemment cette phase de production. Toutefois, et jusqu'à présent, ce créneau est extrêmement étroit et concentré, eu égard en particulier à la définition des normes de qualité et des prix par les entreprises floricoles.

C'est plus tard, vers 2010, que ces petits floriculteurs ont assumé une nouvelle activité dans la chaîne floricole, celle de la production de rose sur tige. Ces producteurs « pirates », comme les appellent les autres acteurs de la chaîne, tout comme les premiers producteurs de porte-greffes, sont également d'anciens ouvriers des plantations.

Leur développement a également été le fait d'accords de confiance préétablis avec les entrepreneurs capitalistes. L'accompagnement financier et technique et l'achat de la production ont été et restent l'appui essentiel que les entreprises offrent à ces nouveaux producteurs paysans. Si la production de porte-greffes exigeait une certaine maîtrise technique, la production de roses sur tige répondant aux caractéristiques de qualité pour l'exportation est encore plus exigeante. L'investissement élevé (135 000 USD/ha) sur de petites surfaces (§4.1.1.2.) n'a été possible qu'en raison des prêts accordés par les plantations capitalistes. Cette forte dépendance financière (environ 13 000 USD pour une parcelle initiale de 1000 m²) se double d'une dépendance commerciale, car les paysans ne sont pas équipés pour le traitement après la cueillette et ne sont pas non plus préparés pour vendre directement leurs roses sur les marchés internationaux. Cette double dépendance les empêche de prendre des risques et d'innover dans des pratiques qui pourraient permettre de réduire les coûts de production. Cette situation traduit donc un

assujettissement des paysans aux modèles techniques implicitement imposés par les sociétés capitalistes.

Toutefois, la mise à profit de la main-d'œuvre familiale, le maintien de l'exploitation en marge de la législation applicable à la production floricole (permis environnementaux, paiement d'impôts, etc.), le non-paiement des royalties – droits de propriété intellectuelle devant être versés aux obtenteurs des variétés produites – sont autant de circonstances qui favorisent de moindres coûts de production, ce qui leur permet de vendre les tiges à un prix acceptable pour les acheteurs locaux.

Le niveau de compétences et de connaissances spécifiques requis pour exporter a pour effet de cantonner les producteurs-paysans dans leur rôle de fournisseurs, et dans une relation asymétrique en termes de volumes d'achat et de prix. Le caractère périssable de la fleur dès la coupe, et au stade du traitement, rend les négociations plus complexes pour les paysans qui demeurent à la merci des décisions des acheteurs.

> *« Le prix qui nous est payé dépend de la qualité de la fleur, et aussi de la saison, si c'est la haute ou la basse saison en termes de demande. Beaucoup d'entre nous avons déjà des accords avec les acheteurs, en particulier pour les périodes de forte demande. Mais nous sommes parfois surpris, car en dépit du prix convenu, on nous paie 1 ou 2 cents de moins, à cause de la qualité, ou parce soi-disant le prix baisse sur le marché international. Enfin, ce sont eux qui fixent le prix, les dettes ne nous permettent pas de jeter les fleurs, il faut les vendre au prix offert. »* (EP30, floriculteur paysan, communauté Santa Rosa de Pingulmi 2015).

Les tiges de roses produites dans les unités paysannes sont vendues à des plantations ou à des intermédiaires de commercialisation (*brokers).* Il s'agit en général d'agriculteurs de la zone, qui font office d'intermédiaires entre les producteurs paysans et les entreprises floricoles, et qui aussi parfois se substituent à celles-ci dans leur rôle d'appui financier direct aux paysans.

4.3.3.3. La floriculture industrielle, première bénéficiaire de « l'entrepreneuriat paysan » ?

> « […] en *Équateur, les floriculteurs sont des "sagouins" qui se servent des "pirates" pour échapper aux royalties* […] » (ESF1, technicienne chercheuse pour un obtenteur hollandais, présent en Équateur 2015).

La part de l'agro-industrie floricole, en particulier des plantations, dans l'incursion des paysans dans la production floricole, s'explique par la nécessité; compte tenu du contexte économique et politique, national et international, appelant à une augmentation des volumes de production, tout en réduisant les coûts.

À cet égard, dans un premier temps, il y eut une désintégration de la production de porte-greffes de roses des unités de production ce qui permit de libérer de l'espace et d'augmenter la surface effective de production de rosiers et de tiges de rose.

L'émergence de cette dynamique a coïncidé avec le durcissement de la législation du travail et de son contrôle au niveau national, ce qui a conduit l'agro-industrie floricole à redoubler d'efforts pour réduire les coûts salariaux. Entre 2008 et 2009, les effectifs dans les plantations de fleurs au niveau national ont diminué de 15 % (Flor Ecuador 2010).

> *« Les entrepreneurs, ces derniers temps, nous avons dû supporter de nombreux coûts en raison des nouvelles politiques relatives aux conditions de travail, ce qui a diminué notre compétitivité sur le marché international. Pour l'instant, ce qui nous sauve, c'est que nous produisons une fleur de qualité, appréciée sur le marché, mais nous sommes beaucoup plus chers que la Colombie avec qui nous sommes en concurrence sur les mêmes marchés, sans parler du Kenya qui a des coûts de fret moins élevés et des salaires bien plus bas ; ici les coûts de production sont deux fois plus élevés. » (ESF5*, représentant d'Expoflores 2014).

L'expansion de la culture de roses sur le territoire kayambi – par l'intermédiaire des unités paysannes – signifie pour les entreprises de fleurs de plus importants volumes disponibles pour être commercialisés, et qui sont mobilisés selon leurs besoins commerciaux. En outre, ces volumes sont offerts sans que ces entreprises en assument directement le coût en main-d'œuvre, en investissement dans de nouveaux espaces exploitables, et donc le paiement de royalties. Ce dernier aspect est devenu problématique pour les obtenteurs de variétés de roses qui n'ont pas la capacité opérationnelle pour contrôler la production de leurs variétés dans les unités dites « pirates ».

> *« Les plantations sont depuis longtemps les bénéficiaires de ces petites exploitations "pirates", elles récupèrent les tiges produites à bas prix et n'assument aucun risque juridique ou autre, ni le paiement des redevances. Nous nous rendons compte qu'il y a plus d'exportations de fleurs que ce qui serait*

possible en fonction des redevances que nous percevons. » (ESF1, technicienne chercheuse, travaillant pour un obtenteur hollandais, présent en Équateur 2015)

4.3.3.4. À la recherche d'un pouvoir de négociation et d'une légitimité

4.3.3.4.1 Les conflits au sein des communautés et *la responsabilité sociale* des paysans

L'expansion de l'activité floricole sur les terres des communautés paysannes de la vallée kayambie, grâce à leurs membres, a suscité une vive opposition. Les principaux conflits entre paysans tournent autour des thèmes suivants : I) augmentation de la consommation d'eau par les unités paysannes productrices de fleurs ; II) aggravation du risque environnemental perçu par les habitants en raison de la présence de serres plus près de leur espace de vie ; III) différenciation paysanne, où le « nous », en parlant des paysans, devient « l'autre », soit celui contre qui on s'est toujours battu.

Ces conflits suscitent des échanges où s'affrontent les arguments fondés sur la souveraineté alimentaire et l'importance de la santé, défendus par les paysans non-floriculteurs et ceux fondés sur l'efficacité technique, l'emploi et l'esprit d'entreprise, défendus par les nouveaux floriculteurs.

« Ils ne font rien, et ils ne nous laissent rien faire, avec le peu de terres que nous avons, nous ne pouvons pas nous mettre à produire du maïs ; la terre doit servir dans un but économique, l'eau aussi […]. *Dans la communauté, ils s'opposent à la production de fleurs, mais ce ne sont pas eux qui me donnent à manger, et je continue donc à entreprendre pour ma famille. »* (EP105, paysan floriculteur, communauté Pitana 2015).

« La floriculture est une activité contre laquelle nous nous sommes battus pendant des années. Les guaguas malades, les travailleuses malades. La maladie, c'est ce que nous a laissé la floriculture, et nous-mêmes, nous qui luttons, allons faire autant de mal en installant ces serres remplies de produits chimiques près de la communauté. L'eau, que nous avons eu tant de mal à obtenir, devrait servir uniquement à la consommation humaine. » (EOS9, dirigeant de l'UNOPAC 2015)

La vive opposition des communautés paysannes à la présence de paysans floriculteurs s'est néanmoins progressivement calmée par différents facteurs. I) D'abord l'augmentation des membres prêts à se lancer dans la production de fleurs : « *Avec les prix du lait qui sont si bas et les entreprises qui ne paient pas ou ne respectent pas leurs promesses d'achat, de nombreux compagnons se sont tournés vers la floriculture, ce qui*

a fait perdre du terrain à ceux qui étaient contre » (EOS10, dirigeant TURUJTA 2016). II) Ensuite le contrôle du fonctionnement des plantations de fleurs paysannes : « *Il y a des communautés où la taille maximale de chaque espace où les fleurs peuvent être cultivées est régulé* » (EOS11, dirigeant UCIBI 2015). III) Enfin, ces paysans ont assumé une responsabilité sociale et s'en servent comme d'un moyen de négociation. « *Aujourd'hui, nous sommes organisés entre floriculteurs paysans pour* [...] *répondre à la demande d'appui des communautés. Tout comme les entreprises, lorsque la communauté a besoin de quelque chose, nous l'aidons, nous pratiquons la responsabilité sociale. »* (EP106, paysan producteur de fleurs, communauté Chambitola 2015)

La philosophie de la responsabilité sociale d'entreprise, utilisée par les entreprises floricoles pour aplanir les conflits suscités par leur activité dans les communautés paysannes (§3.3), est devenue aujourd'hui un instrument de médiation entre paysans floriculteurs et non floriculteurs.

Le prestige, la reconnaissance par leurs homologues communautaires et le consensus sont les objectifs recherchés par les paysans floriculteurs, en échange de quoi ils contribuent financièrement aux besoins communautaires. Les besoins sociaux non satisfaits dans les zones rurales sont la raison de la survie des pratiques paternalistes que l'espace kayambi connaît depuis longtemps. Les membres des communautés voient ces pratiques comme la juste redistribution de la richesse produite par les paysans floriculteurs. Toutefois, au-delà de la satisfaction des besoins légitimes de la vie communautaire, ces contributions ne règlent en rien les problèmes de pollution et de santé, la nécessaire priorité dans l'utilisation des biens naturels et des modèles de développement agricole, ce qui nourrit les conflits intracommunautaires. En outre, la légitimation de cette activité dans les unités de production paysannes ne sert en rien la lutte entre les grandes plantations et la collectivité paysanne.

4.3.3.4.2 Les paysans assument de nouveaux maillons de la chaîne de production, ce qui entraîne une déconcentration du marché

La conclusion de la phase de recherche sur le terrain de cette étude (2016) a coïncidé avec la mise en place de la première unité post-récolte, financée avec des capitaux paysans. Depuis, ces initiatives se sont multipliées. Auparavant, les petits producteurs de fleurs n'assuraient pas la phase de traitement après la coupe, ils ne faisaient que couper les fleurs, les rassembler et les vendre immédiatement aux entreprises

floricoles ou aux intermédiaires pour le compte de ces dernières. Les responsables des installations de *post-récolte paysannes*, comme elles sont appelées sur le territoire, ont permis le développement de relations commerciales directes avec des sociétés de commercialisation, soit des intermédiaires non liés à la production et qui ne font que centraliser et exporter la fleur. Le dialogue direct entre ces unités et les entreprises exportatrices a eu pour effet, pour l'ensemble des paysans floriculteurs, d'accroître la transparence sur les prix de commercialisation (par unité ou tige de rose) dans les localités concernées.

*« Nous disposons maintenant de plus d'informations sur les prix par unité ; auparavant, nous ne savions rien, la plantation nous disait un prix et nous ne pouvions pas négocier, parce que nous n'avions aucune information. On nous disait que le marché était à la baisse et que le prix était tel ou tel... » (*EP39, floriculteur paysan, Tupigachi)

La perception d'une plus grande transparence en matière de prix, le paiement de meilleurs prix et la proximité sociale entre les floriculteurs paysans et propriétaires des unités de post-récolte ont fait que les conditions de marché deviennent plus avantageuses pour ces producteurs. On estime actuellement (2019) que les floriculteurs paysans vendent 60 % de leur production à ces unités de post-récolte et seulement 40 % aux plantations industrielles. Ils se considèrent maintenant plus autonomes par rapport à elles.

4.3.3.4.3 La collectivité paysanne se mobilise pour protéger ses producteurs de fleurs

L'expansion de l'activité floricole dans les unités paysannes les a rendues plus visibles, ce qui a aggravé le conflit avec les obtenteurs qui exigent d'elles aussi le paiement des redevances pour l'exploitation de leurs variétés.

En 2014, un épisode violent a été enregistré dans une unité paysanne à Tabacundo, du fait de la présence d'un obtenteur. « *Ils sont arrivés et ont dit qu'il s'agissait de leurs plantes et que nous devions les payer, et que comme aucun versement n'avait été fait, ils allaient les retirer. Alors ils ont commencé à arracher les plantes. Ce fut comme un exemple, pour les autres, de ce qui peut se passer si on ne paye pas. »* (EIP1, fonctionnaire de la municipalité de Cayambe 2014).

Les actions menées dans la logique de la responsabilité sociale n'ont pas seulement contribué à désamorcer les conflits entre paysans floriculteurs et non floriculteurs à l'intérieur des communautés. Elles ont également débouché sur d'autres

initiatives collectives en faveur de ce groupe de producteurs qui tentent d'échapper aux coûts que représente le paiement de redevances[187] aux obtenteurs de variétés de roses.

« *On ne sait pas où sont ces producteurs, de plus ils se réfugient derrière leurs organisations ; nous avons rencontré une certaine résistance dans les communautés lorsque nous avons voulu dialoguer, et la législation équatorienne en matière de propriété intellectuelle ne nous aide pas, nous ne pouvons pas simplement arracher les plantes.* » (ESF1 technicienne chercheuse pour un obtenteur hollandais, présent en Équateur 2015).

En outre, il convient de signaler que l'appui de la société paysanne kayambie à ses floriculteurs n'est pas limité à la protection physique face aux inspections des obtenteurs, puisqu'il a débouché sur un processus de médiation officiel avec eux, à charge de Pueblo Kayambi (voir Introduction), la principale organisation sociale du territoire. En 2019, les paysans floriculteurs se sont autoconvoqués avec l'appui de la Confédération Pueblo Kayambi et ont adopté une résolution dans laquelle ils se sont engagés à : I) régulariser leur situation vis-à-vis des obtenteurs ;II) payer 0,60 USD par plante, prix qu'ils ont fixé unilatéralement.

[187] Les redevances ou royalties sont payées par plante cultivée et ne sont versées qu'une seule fois. En 2015, le montant était de 1 USD/plante.

Illustration 42.
Convocation de pueblo kayambi pour la défense des petits floriculteurs



4.4 L'agroécologie : à la recherche d'une autonomie paysanne sur le long terme et d'une réappropriation par les paysans

L'agroécologie en Équateur, et en particulier sur le territoire kayambi, est un projet collectif et politique qui a émergé il y a environ vingt ans et qui se traduit par la recherche d'une nouvelle autonomie paysanne fondée sur : I) une autonomie cognitive dans le domaine productif ; II) une autonomie par rapport au marché à partir de la structuration de nouveaux marchés agricoles ; III) une autonomie politique à partir de la consolidation de l'organisation collective.

4.4.1. D'une proposition technique à une proposition de modèle alimentaire : antécédents et acteurs du projet agroécologique

4.4.1.1. À l'échelle régionale et nationale

Depuis le début du XXe siècle, des voix se sont élevées dans les milieux de la connaissance pour appeler à un rapprochement entre agriculture et écologie, invitant à comprendre la complexité de la relation entre une espèce cultivée et son environnement (Klages 1928, 1942 ; Papadakis 1938). C'est cette conception qui a prévalu dans l'adaptation que les sociétés paysannes andines ont réalisée pour développer leurs cultures et pratiques agricoles. Cependant, la colonisation puis la modernisation de l'agriculture et des habitudes alimentaires ont peu à peu amenuisé les connaissances et les pratiques et conduit à dissocier ces sociétés d'une approche écosystémique dans la gestion de leurs systèmes agricoles. La colonisation a brisé les structures de gestion et de contrôle de l'espace que les peuples ancestraux utilisaient pour la production agricole. Avec l'arrivée de la modernité dans l'agriculture et la société de consommation des zones rurales, les paysans indigènes se débattent pour répondre aux signes que leur lance le marché et, dans cet effort, ils approfondissent un modèle agricole dont les limites sociales et environnementales font l'objet de larges débats.

À partir de 1960, le mouvement environnementaliste se positionne et s'exprime dans des ouvrages tels que le classique *Silent Spring* (Carson 1962) ou les études de bilan énergétique de Pimentel & Pimentel (1979) dénonçant la pollution et l'inefficacité énergétique du modèle agricole qui prédominait. Les propositions de l'agriculture « bio » (en Europe) ou de l'agriculture « organique » (aux États-Unis) se consolidèrent pour offrir des modèles agricoles alternatifs et lutter contre certaines externalités environnementales de l'agriculture conventionnelle. Ces courants sont arrivés jusqu'aux

Andes septentrionales avec les ONG qui, outre les problèmes environnementaux, dénonçaient la modernisation de l'agriculture et en faisaient un projet non viable pour les agricultures paysannes de la région qui ne disposaient pas des conditions (terre, eau) nécessaires à cette modernisation, telle qu'elle était conçue. Sont nées en Équateur certaines des icônes de la production bio[188], ainsi que des références organisationnelles[189] symbolisant la proposition agricole alternative. Toutefois, le concept de l'agriculture bio/organique fut rapidement récupéré par des groupes de producteurs qui ont exploité ce modèle en se servant de la certification octroyée par des organismes tiers pour s'insérer dans le marché international. Dans le même temps, des ONG, des mouvements paysans et une fraction des milieux universitaires firent de l'agroécologie le paradigme de la production agricole. Mais l'agroécologie prend ses distances par rapport aux propositions de l'agriculture bio/organique, car l'accent est mis sur l'intégration de principes écologiques dans la gestion des systèmes agricoles. Des systèmes de production complexes et diversifiés sont encouragés, et pas simplement le remplacement ou la réduction des intrants de base. Par ailleurs, elle reconnaît les savoirs historiques des habitants des territoires, en tant qu'élément empirique participant à la théorisation et à l'application de cette approche (Altierri 2015). Au niveau régional, le Mouvement agroécologique d'Amérique latine, MAELA, a été créé en 1993[190] ainsi qu'en Équateur le Collectif équatorien d'agroécologie (CEA)[191]. Au cours de la même décennie, des espaces surgissent dans le milieu universitaire et de la recherche, par exemple le Centre d'agriculture biologique de l'Azuay. L'Université centrale organise le premier Congrès sur l'agroécologie en 1995 et met en place le programme d'études sur l'Agriculture alternative en 1997.

La dialectique entre les organisations sociales et ceux qui, dans les milieux universitaires et de recherche, soutiennent l'agroécologie, a fait sortir celle-ci de l'espace circonscrit de l'unité productive et des pratiques agricoles pour pénétrer la réflexion plus large autour du commerce des aliments ou de la propriété intellectuelle des semences. En 1996, la déclaration Via Campesina sur la souveraineté alimentaire pose l'agroécologie

[188] Finca El Chaupi, située à Pifo, appartenant à Francisco Gangotena, l'un des premiers producteurs bio du pays. Lui et son exploitation se sont transformés en icônes de la production bio au niveau national. Cette ferme, depuis sa création en 1984, a reçu plus de 30000 visites de producteurs intéressés par la production bio et agroécologique.

[189] Corporación Ecuatoriana de Agricultores Biológicos PROBIO.

[190] Il est composé d'ONG, d'organisations paysannes et d'universités.

[191] Il est composé d'ONG, d'organisations paysannes et de centres de recherche.

en nouveau paradigme du système agri-alimentaire, en opposition au modèle technique, économique et social alors prédominant[192]. Au cours de la première décennie des années 2000, l'agroécologie gagne du terrain dans le monde universitaire et le monde politique. Dans le premier cas, on assiste à la consolidation de la Société latino-américaine pour l'agroécologie SOCLA (2007), qui promeut des programmes de formation de doctorat, de recherche, ainsi que des dialogues et échanges (7e édition du Congrès latino-américain d'agroécologie). Dans le deuxième cas, l'agroécologie gagne ses lettres de noblesse dans la région avec la proclamation de la souveraineté alimentaire en tant que principe constitutionnel dans certains pays d'Amérique latine, dont l'Équateur. Plus récemment et depuis 2016, la présence continue et croissante de l'agroécologie dans les milieux sociaux et universitaires a permis à la FAO de la reconnaître comme le référentiel à part entière de la transition vers des systèmes agri-alimentaires plus durables (COAG 2018; FAO 2017, 2019).

En Équateur, bien que la Constitution ne consacre pas explicitement le terme d'agroécologie, elle mentionne des axes fondamentaux de ce modèle productif comme la défense de la biodiversité et l'agrobiodiversité (art. 14) ; la promotion de technologies et de pratiques efficientes du point de vue énergétique (art. 413) ; la conservation et récupération des sols agricoles (art. 409, 410). Tous ces articles et d'autres se réfèrent au mandat constitutionnel de la souveraineté alimentaire. Dans la LORSA (§3.4.4.x), l'agroécologie est un axe transversal de promotion de la souveraineté alimentaire, elle est mentionnée dans la sphère productive[193] pour le commerce agricole interne[194] et même la consommation[195]. C'est sur cette base que certains gouvernements locaux dont ceux du territoire kayambi se dotent de cadres réglementaires locaux pour encourager la production agroécologique.

[192] Pour plus de détails sur le concept de souveraineté alimentaire, voir Heinisch, 2011.

[193] *L'État encouragera la production agroécologique, bio et durable, par le biais de mécanismes de promotion, de programmes de formation, de lignes de crédit spéciales et de systèmes de commercialisation sur le marché intérieur et extérieur, notamment agroécologiques (article 14 de la LORSA). Il favorisera la transformation durable des processus de production traditionnels en modèles agroécologiques et la diversification de la production pour assurer la souveraineté alimentaire (article 13 de la LORSA).*

[194] *La préférence sera donnée, dans les marchés publics, aux associations de micro-entrepreneurs, aux microentreprises ou aux très petits, petits et moyens producteurs et aux producteurs agroécologiques (article 14 de la LORSA).*

[195] *Afin de réduire et d'éliminer la dénutrition et la malnutrition, l'État encouragera la consommation d'aliments nutritifs de préférence d'origine agroécologique et bio.*

Plusieurs réseaux de producteurs se sont créés autour de la proposition agroécologique afin de relever ensemble les défis de la transition agroécologique. Des espaces de commercialisation directe ont également été créés pour la production agroécologique paysanne. À cet égard, l'appui politique au développement de ces espaces a été renforcé en 2010 par la création, au sein du ministère de l'Agriculture, de la Direction des réseaux commerciaux dans le but de renforcer les initiatives existantes de circuits alternatifs de commercialisation (CIALCOS), qui s'articulent pour la plupart autour des initiatives de production agroécologique. Il existe en 2015, 129 initiatives de commercialisation directe (foires, paniers) pour les produits agroécologiques paysans (Commission des consommateurs - campagne « Qué rico es ! » 2012). Certaines foires ont même mis au point des systèmes participatifs de garantie (SPG) pour certifier l'origine et la qualité agroécologique des produits. La première fut la foire du réseau agroécologique de l'Austro dans la ville de Cuenca (Heinisch 2017). Sur le plan de la consommation, les initiatives consolidées sont moins nombreuses, mais depuis 2005, la campagne *Qué Rico es Comer Sano y de mi Tierra*[196] a été lancée. Elle cherche à orienter politiquement les choix alimentaires de la population. Bien que le courant agroécologique reste marginal dans les milieux académiques, comparativement au courant dominant qui appuie le paradigme de la révolution verte ces dernières années, les espaces et les acteurs impliqués dans ce type de formation se sont multipliés. Les organisations de développement restent les plus actives en ce sens. Mais jusqu'en 2017, un seul programme de troisième cycle axé sur l'agroécologie avait été recensé. Aujourd'hui, toutefois, deux autres programmes existent. Un dernier est en cours de développement sous l'égide de la Faculté de sciences agricoles de l'Université centrale de l'Équateur qui a organisé deux rencontres internationales de recherche en agroécologie entre 2017 et 2019 (UCE 2017, 2019).

4.4.1.2. À l'échelle du territoire kayambi

Comme dans le reste du pays, l'agroécologie kayambie naît de projets d'agriculture bio engagés sous les auspices d'organisations de développement. Les premières propositions, dans les années 1980, furent portées par la fondation Brethen,

[196] https://www.quericoes.org
Cette campagne a été lancée en 2005 sous le nom *Como sano, seguro y soberano* (Je mange sainement, sans risque et souverainement), rebaptisée en 2010 *¡Qué rico es! Comer sano y de mi tierra* (Que c'est bon! Manger sain et de ma terre).

plus tard par Swissaid et Heifer. Elles impulsèrent la transformation d'unités paysannes en fermes intégrales (Illustration 44). Au début du XXe siècle, d'autres organisations s'étaient unies à cette proposition, d'une part en raison de la spécialisation progressive des agriculteurs dans l'élevage laitier selon le modèle de la révolution verte. D'autre part, l'arrivée de ces nouvelles organisations est due à l'abandon de la production agricole dans les unités paysannes du fait de l'insertion des paysans et en particulier des femmes sur le marché du travail, avec l'installation des systèmes de production industrielle de fleurs d'exportation.

> *« Tous, hommes, femmes, enfants, nous allions tous travailler à la plantation. J'ai commencé à 14 ans. Il n'y avait plus de temps pour travailler la terre, et en plus, pourquoi ? J'ai abandonné l'école pour pouvoir être employé dans la plantation. »* (EOS3, dirigeante paysanne UNOPAC et productrice agroécologique 2015).

L'abandon de l'agriculture paysanne incita plusieurs ONG et organisations sociales paysannes à rechercher des alternatives pour réduire la dépendance des familles paysannes au marché en vue de se procurer des aliments, leur sécurité alimentaire se voyant ainsi fragilisée.

Si une partie des femmes du territoire kayambi optent pour le travail salarié dans le secteur de la floriculture, une autre partie forme le socle de la proposition agroécologique. Elles sont à l'origine du développement des fermes agroécologiques, et ont formé depuis 2000, une douzaine de groupements de productrices agroécologiques (

Tableau 24).

L'approche agroécologique a pris progressivement de l'ampleur sur l'ensemble du territoire. En 2008, les groupements de producteurs paysans agroécologiques forment le Réseau d'économie sociale et solidaire et de souveraineté alimentaire Kayambie RESAK., Il se présente comme une instance de dialogue entre ces derniers et les différents acteurs publics et privés.

Tableau 24.
Groupes de producteurs agroécologiques

Groupe	Zone d'influence (paroisse)	Nombre de producteurs
Bio Vida*	Ayora	800
	Cayambe	
	Cangahua	
	Otón	
	Cusubamba	
La Esperanza*	La Esperanza	50
La Campesina*	Tabacundo	100
	Ayora	
	Olmedo	
	Cangahua	
	Otón	
ASOPROK*	Cayambe	15
	Cangahua	
	Otón	
ASOPROGEME	Cusubamba	10
AGROPACA*	Ayora	21
UNOPAC*	Ayora	25
Mouvement cantonal des femmes Cayambe	Ayora	200
	Cangahua	
Pueblo Kayambi*	Tabacundo	30
	Ayora	
	Olmedo	
	Cangahua	
	Otón	
Allpamanta	Tabacundo	80
	Ayora	
	Olmedo	
	Cangahua	
	Cusubamba	
	Otón	

*Faisant partie de la RESEAK
Source : travail sur le terrain 2015

Par ailleurs, la proposition agroécologique a dépassé les limites des unités de production paysannes pour permettre la création de nouveaux espaces de commercialisation des produits agroécologiques basés sur la construction ou plutôt sur la

déconstruction d'une relation strictement commerciale entre producteurs et consommateurs. À partir de 2016, la production agroécologique émanant des unités paysannes s'insère dans 23 circuits courts de commercialisation (vente directe) à l'intérieur et à l'extérieur du territoire. Au cours de la même période, l'Université indigène Amawtay Wasi met sur pied une communauté d'apprentissage en agroécologie en combinant savoirs indigènes et connaissances scientifiques pour la gestion des systèmes de production.

L'implication des pouvoirs publics dans la proposition agroécologique s'avère évidente avec l'adoption de la LORSA. À cet égard, aux deux échelons de l'administration politique de l'État, des cadres normatifs d'incitation à la production agroécologique ont été adoptés, selon la sphère de compétences. En 2013, le gouvernement autonome décentralisé de la province de Pichincha (GADPP) adopta une ordonnance de promotion de la production agroécologique, qui est devenue le point de départ de la mise en œuvre de projets de soutien à la production, à la commercialisation et à la consommation agroécologiques.

> *« L'ordonnance vise à promouvoir la production d'aliments agroécologiques dans la province de Pichincha. Deux avancées sont patentes à travers cette ordonnance de soutien au projet agroécologique : la première est sa reconnaissance par le biais d'une politique publique; et la deuxième, le fait que par cet instrument les autorités locales doivent faciliter la transition de la production agricole vers une production et une commercialisation, axées sur l'agroécologie, bénéficiant au consommateur. »* (EIP3, fonctionnaire du GADP 2015)

Encadré 14.
Ordonnance relative à la promotion de l'agroécologie du GADPP

Définition : Le gouvernement autonome décentralisé de la province de Pichincha soutient la production agroécologique en tant que mesure stratégique pour parvenir à la souveraineté alimentaire et au bien vivre sur son territoire. Aux fins de la présente ordonnance, l'agroécologie est une forme de production agricole et d'élevage efficace, économiquement viable, qui garantit la production d'aliments sains, préserve les écosystèmes, encourage l'utilisation de technologies à faible impact sur l'environnement et priorise l'utilisation d'intrants locaux. Elle combine les connaissances et les pratiques des systèmes de production traditionnels et modernes, s'appuie sur la recherche participative, horizontale. Elle dynamise les relations sociales, économiques entre populations paysannes et urbaines.
Objectif : La présente ordonnance vise à créer un ensemble articulé et synergique de mesures d'incitation pour encourager la mise en place et multiplication de systèmes alimentaires durables.

Source : Ordonnance du GADPP

À partir de 2014, le projet agroécologique trouve de nouveaux défenseurs au niveau local et suscite l'adhésion de diverses municipalités, notamment Cayambe. La première mairie indigène accueille la deuxième Rencontre nationale d'agroécologie. Au cours de cet événement, les maires de Cayambe et de Pedro Moncayo s'engagent à mettre en place des politiques publiques qui, autant que leurs compétences le leur permettent, facilitent la production agroécologique.

Illustration 43.
Mobilisation des paysans producteurs agroécologiques : demande de soutien à la municipalité de Cayambe dans le cadre de la deuxième rencontre nationale d'agroeécologie



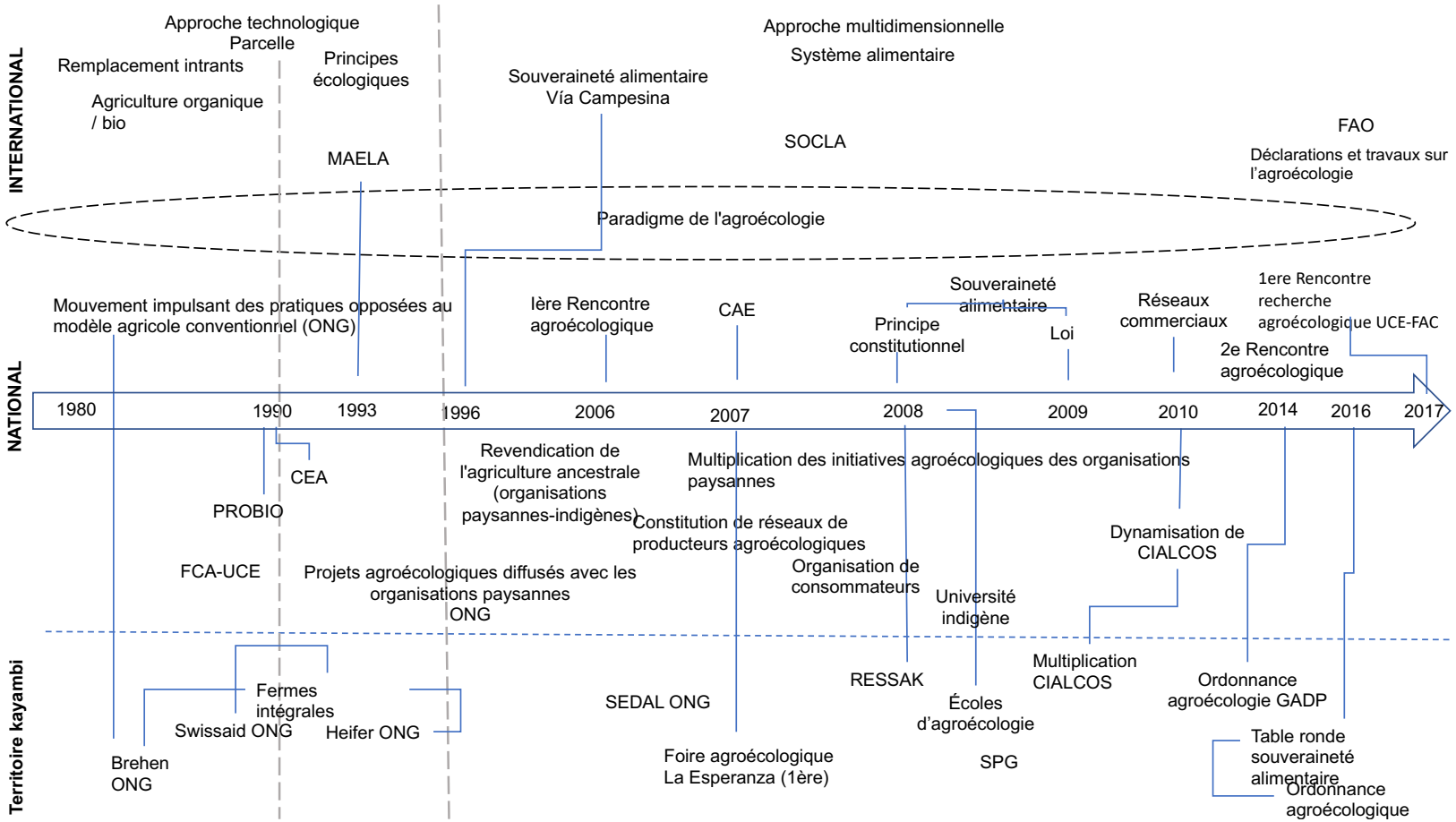
Le président de Pueblo Kayambi et le maire de Cayambe, signant l'accord de promotion de l'agroécologie, Cayambe, novembre 2014

L'année 2016 voit la création de la Plateforme de souveraineté alimentaire qui réunit les acteurs de l'agroécologie du territoire. Son objectif est de promouvoir des actions dans les domaines de la production, de la commercialisation et de la consommation. Elle travaille à la préparation d'une ordonnance d'encouragement de l'agroécologie.

> *« Une ordonnance de promotion de l'agroécologie est en train d'être préparée sur la base d'un processus participatif. Elle prévoit notamment la mise à disposition d'espaces publics pour la commercialisation des produits agroécologiques, le soutien au renforcement des capacités (techniques, commerciales) des producteurs et l'éducation des consommateurs urbains et ruraux. »* (EIP4, fonctionnaire de la municipalité de Cayambe 2016).

La cohérence politique et technique du projet agroécologique s'est consolidée au cours des dix dernières années ; toutefois, il connaît des limites en raison d'obstacles matériels, cognitifs et culturels.

Illustration 44.
Chronologie de l'évolution du projet agroécologique sur le territoire kayambi et de ses liens avec les niveaux nationaux et internationaux



4.4.2. Renouvellement des pratiques techniques et organisationnelles : vers une autonomie cognitive des paysans

Ce mouvement récent autour de l'agroécologie se traduit depuis la fin des années 1990 par une remise en cause des normes techniques standardisées : *« La fertilité du sol ne s'achète pas, elle se construit »*. Il est l'aboutissement des innovations mises en œuvre dans l'agriculture bio et de la reconnaissance des fonctionnalités et des enjeux écologiques des agrosystèmes. À la différence des antécédents qui la motivent, l'agroécologie traduit une position réflexive et critique des agriculteurs paysans vis-à-vis des systèmes d'innovation et des conseils conventionnels qui leur sont proposés, aussi bien par les instances de l'État que par les fournisseurs d'intrants. À ce titre, ils revendiquent la valeur des pratiques anciennes et une participation aux processus de mise en place de nouvelles pratiques innovantes. De nouveaux espaces de discussion technique et de formation s'organisent avec le soutien des ONG internationales. Les paysans y retrouvent et développent une capacité de diagnostic basée sur les faits techniques et l'expérimentation. Des collectifs d'échanges se forment dans lesquels ils peuvent s'exprimer, faire preuve d'initiative, et débattre. Ce processus représente un nouveau rapport au savoir et à l'innovation, alors qu'auparavant seule la recherche scientifique était supposée apporter des solutions aux problèmes. Cette critique paysanne est explicite et s'adresse aux "ingénieurs agronomes" qui incarnent une démarche verticale et techniciste de l'innovation. Dans le cadre de certaines formations agroécologiques, plus de la moitié du temps est consacré à une critique minutieuse de ce système d'innovation. En contrepoint, les paysans agroécologiques revendiquent une construction "dialectique" du savoir et une revalorisation des connaissances ancestrales.

À titre d'exemple, l'université indigène Amawtay Wasi (fermée il y a une dizaine d'années, en 2010) proposait un programme de formation à l'agroécologie avec le soutien de l'ONG internationale Heifer. Elle offrait d'organiser la formation à travers des « communautés d'apprentissage en agroécologie » selon le slogan "*Vivenciar, apprender, reaprender, emprender y compartir*" (Expérimenter, apprendre, réapprendre, entreprendre et partager). La méthodologie d'apprentissage reposait sur l'expérimentation, sur un autodiagnostic des paysans de leurs parcelles, l'attention étant portée sur la compréhension des causes et des effets, débouchant sur des discussions entre eux au vu des résultats et des analyses de chacun. Cette université a contribué à la tension qui opposait les mouvements indigènes (Ecuarunari, Conaie, Fenocin, etc.) et le premier gouvernement de Rafael Correa. En effet, ce dernier a entrepris une évaluation de toutes les universités équatoriennes en vue d'homogénéiser l'éducation supérieure et de l'aligner sur les standards internationaux. Ce processus d'évaluation s'est

traduit par la fermeture arbitraire de nombreuses universités, dont Amawtay Wasi. Mais dans ce cas particulier, la fermeture a été interprétée comme une remise en cause de l'interculturalité et du nouveau rapport au savoir porté par le mouvement agroécologique.

Mais l'État est aussi intervenu en faveur du mouvement agroécologique, fort du soutien des mouvements indigènes. Citons, à titre d'exemple, le vaste programme de lutte contre l'érosion de la cangahua, sol volcanique induré (Gasselin 1997; Zebrowski 1996). La cangahua est un substrat de cendres volcaniques durcies lorsqu'elles se déposent ou par pédogenèse, qui induit des risques de solifluxion très élevés lors des chutes de pluies du fait des pentes et de la discontinuité texturale entre la cangahua et le sol agricole (Naoni y Trujillo 1986). L'érosion de la cangahua se traduit par la perte de grandes quantités de terres qui compromet l'activité agricole. Ce processus est irréversible, à moins de concasser la roche (sous-solage profond, explosifs, barre à mine, etc.) et de l'enrichir avec de la matière organique pour lui permettre de trouver une utilité biophysique et biologique aidant à la croissance des plantes. Mais ce type de réhabilitation est extrêmement coûteux et exigeant en travail. En outre, il implique une gestion des sols limitant l'érosion, dont le risque persiste. En 2008, le mouvement agroécologique a demandé à l'État d'aider à la réhabilitation des sols érodés et de promouvoir des pratiques de conservation des sols. En réponse à cette requête, le ministère de l'Agriculture, en coordination avec le gouvernement provincial et la municipalité de Pedro Moncayo, a exécuté un projet de récupération des sols. Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'un programme de transition vers une agriculture sans intrants chimiques, conduisant à la formation des producteurs à l'utilisation de bio-intrants[197]. Ainsi, ce projet était clairement orienté vers des producteurs développant des pratiques agroécologiques. Par ailleurs, il a permis au mouvement indigène de porter un nouveau regard sur le sol, voire d'établir une nouvelle relation au sol, qui n'est plus seulement le support physique de la production, mais un élément autour duquel se construit une relation d'équivalence et de respect entre les hommes et la terre, dans la logique de la cosmovision andine. Cette relation se traduit notamment par la figure sacrée de la Pachamama, déesse-terre propre aux croyances des peuples Quichua, Quechua et Aymara.

[197] En 2016, le programme de récupération des sols couvre près de 200 hectares dans les communautés de San Pablo Urco, San Esteban, Santa Ana, Cuniburo Santa Marianita de Pingulmí et Santa Rosa de Pingulmí à Cayambe et de San Pablito de Agualongo, Cajas, Pambahuasi, Rumitola, Cubinche à Pedro Moncayo (GAD Pichincha).

Encadré 15

Un ancien président de l'organisation Ecuarunari traduit ainsi cette cosmovision : dans la pensée et le sentir, et l'action des peuples d'origine, la terre et le territoire sont conçus comme des entités sacrées et non pas seulement comme un moyen de production, ainsi que le veut le paradigme dominant ; alors que selon la vision occidentale, l'homme cherche à contrôler la nature, selon la cosmovision indigène, les règles de la nature sont celles qui permettent l'harmonie entre ces deux mondes, celui du social et celui du naturel. En d'autres termes, le problème de la lutte pour la terre et le territoire est lié à deux modèles de civilisation, celui qui considère la nature comme un *objet* et celui qui la considère comme un *sujet. La proposition qui anime les peuples et les nationalités de la région est de parvenir à un nouveau modèle civilisationnel, fondé sur les principes de réciprocité et d'intégralité, en considérant la nature comme sujet actif de la construction de ces principes (*EOS11, dirigeant social indigène 2015).

De cette façon, le gouvernement national et les instances publiques locales considèrent la proposition agroécologique crédible. Les paysans agroécologiques y ont gagné la reconnaissance d'une compétence de diagnostic et une capacité d'influence politique. Ainsi, les pouvoirs publics ont eu des attitudes contrastées vis-à-vis de l'agroécologie, mais sans nul doute les paysans y ont gagné en autonomie cognitive et politique.

4.4.3. Les marchés agroécologiques : leviers de l'autonomie paysanne

À travers leur histoire, les paysans kayambis n'ont guère été présents dans la commercialisation directe de leurs produits à l'intérieur comme à l'extérieur de leur territoire. Très tôt après les réformes agraires des années 1960 et 1970, des commerçants sont apparus, issus du monde paysan, qui se spécialisèrent dans l'achat-vente de produits agricoles (hormis le lait qui était capté par l'agro-industrie). Certains d'entre eux vendaient directement aux grandes chaînes de supermarchés (Supermaxi, Mi Commissariat, Santa Maria, etc.). Toutefois, à partir de 2009, les volumes de production des unités de production intégrées dans la dynamique agroécologique augmentent. Cela a favorisé la création d'espaces de commercialisation directe (producteur-consommateur) des produits agroécologiques. Au départ, ces espaces de commercialisation étaient considérés comme secondaires par ceux qui encourageaient la transition vers l'agroécologie à travers leurs projets, partant du fait que celle-ci devait servir avant tout à l'autoconsommation en vue de réduire l'insécurité alimentaire. L'objectif prioritaire de ces projets était d'accroître la quantité et la diversité alimentaires autoconsommées et de lutter contre l'utilisation des produits chimiques. Or, aujourd'hui, ces espaces de commercialisation sont devenus des axes essentiels de la transition agroécologique puisqu'ils participent

économiquement et socialement à la mise en valeur de systèmes de production agricoles divers et de pratiques écologiquement durables. Ces espaces participent également à la cohésion sociale et à la restauration des relations de solidarité et de réciprocité qui pendant des siècles ont été la base de la vie paysanne dans les Andes septentrionales. Entre 2007 et 2016, 18 circuits courts agroécologiques ont été créés avec le soutien d'institutions de développement, sur le territoire kayambi et à Quito. En 2016, toutes les organisations de producteurs agroécologiques étaient déjà liées à des espaces de commercialisation de circuits courts. Cette mobilisation a facilité l'expression et la contribution des femmes aux processus de mise en valeur économique des productions paysannes, comme en témoigne cet agriculteur : *« J'ai abandonné les cultures et je ne m'occupe plus que de mes vaches. Ma femme a commencé un projet agroécologique et en fait avec les foires, c'est rentable de produire un peu de tout, on y gagne quand même. J'ai été découragé par les cultures parce que tous les investissements et le fruit du travail allaient aux intermédiaires, on offrait quasiment les grains, les pommes de terre en cadeau. Vendre directement, oui ça donne des résultats, et moi aussi je suis dans l'agroécologie maintenant. »* (EP06 producteur agroécologique 2015).

Tableau 25.
Types d'espaces de commercialisation en circuits courts

Nom et date de création	Type de circuit	Lieu et type d'espace
AGROPACA - 2005	Foire	Ayora (zones urbaines-rurales) - privé
Conseil cantonal des femmes de Cayambe - 2006	Foire	Cayambe (zone urbaine) - public
La Esperanza - 2007	Foire SPG	Pedro Moncayo (zone rurale) - privé
Biovida Cayambe - 2009	Foire SPG	Cayambe (zone urbaine) - public
Biovida Paquistancia - 2009	Foire SPG	Cayambe (zone rurale) - privé
Biovida Buena Esperanza - 2009	Ruta de las Carretillas (vente itinérante) - SPG	Cayambe (zone rurale)
Biovida El Quinche - 2009	Foire SPG	Quito (zones urbaines-rurales) - privé
La Campesina - 2009	Foire SPG	Cayambe (zone urbaine) - privé
ASOPROK 2010	Foire	Cayambe (zone urbaine) - privé
Foire agroécologique du Bien vivre - 2014	Foire	Tabacundo (zone urbaine)
Allpamanta - 2015	Foire	Quito (zone urbaine) - privé

Allpamanta - 2015	Foire	Quito (zone urbaine) - public
Allpamanta - 2015	Foire	Quito (zone urbaine) - privé
Allpamanta - 2015	Foire	Quito (zone urbaine) - privé
Kawsay - Pueblo Kayambi - 2015	Foire	El Prado (zone rurale) - privé
Foire agroécologique du Bien vivre - 2016	Foire	Quito (zone urbaine) - privé
Conseil cantonal des femmes de Cayambe - 2016	Foire	Quito (zone urbaine) - privé
RESAK* 2014	Paniers SPG partiel	Quito (zone urbaine)

*À partir de 2014, les associations de producteurs agroécologiques qui forment RESAK (UNOPAC, La Esperanza, La Campesina, Pueblo Kayambi, ASOPROK, AGROPACA, Biovida), ensemble, participent à l'élaboration de paniers qui sont remis aux fonctionnaires dans le district métropolitain de Quito.

Les foires sont des espaces publics ou privés où se rendent les producteurs agroécologiques une fois par semaine pour commercialiser leurs produits. La plupart des foires sont néanmoins organisées dans des espaces privés (cours d'église, locaux d'ONG, etc.), faute d'espaces publics disponibles. Ces foires ont gagné en crédibilité auprès des clients et se sont défendues de la concurrence des commerçants traditionnels via les systèmes de garantie participative (SPG). Ces systèmes garantissent en effet au client la qualité agroécologique des produits sur la base d'un cahier des charges établissant deux niveaux d'agroécologie, moyen et avancé. Par ailleurs, ces SPG contiennent des règles qui obligent les agriculteurs à participer régulièrement aux marchés au risque de perdre le droit d'y vendre leur production. Lors de chaque foire, l'évaluation du respect de ce cahier des charges est faite par un comité composé de représentants des producteurs, de deux ou trois représentants des communes, d'un représentant d'une université, d'un ou deux techniciens rattachés à des ONG, et d'environ cinq consommateurs choisis au hasard. Ce comité procède aussi à des inspections techniques dans certaines fermes afin de vérifier le respect des pratiques agroécologiques. Ces visites, qui sont effectuées en général tous les trois mois, permettent également de renforcer le lien producteurs-consommateurs au cours de repas pris en commun. Depuis 2010, plusieurs ONG, universités (Université Salesiana, Université centrale, Université andine) et organisations de producteurs ont encouragé l'organisation de ces SPG et l'homogénéisation de leur fonctionnement. Ce travail, mené localement sur le territoire kayambi, a débouché en 2018 sur une ordonnance de la municipalité de Cayambe qui prend part à chaque SPG relevant de son territoire. Cette ordonnance encourage l'homogénéisation du fonctionnement des SPG et l'accès des foires SPG aux espaces publics.

Historiquement, les zones rurales des Andes du Nord et les familles paysannes ont toujours accueilli les négociants en produits alimentaires qui, à l'origine, fournissaient des produits provenant d'écosystèmes agricoles différents. L'expansion des monocultures (pâturages, oignon, fleur) et l'abandon progressif de l'activité agricole remplacée par le travail salarié sont des dynamiques qui ont accentué la dépendance alimentaire du territoire. Les marchands de produits alimentaires, qui auparavant fournissaient des produits exotiques et secondaires pour l'alimentation des paysans kayambis, distribuent aujourd'hui des céréales, des tubercules et d'autres denrées de l'écosystème agricole de la région. Face à cette réalité, les dispositifs de commercialisation agroécologique se disputent le droit de commercialisation dans ces espaces avec les négociants en produits alimentaires.

> *« Nous organisons aussi des foires dans les communautés ; les produits agroécologiques ne doivent pas être uniquement réservés aux villes (…) ; des camions viennent de l'extérieur et vont de communauté en communauté pour vendre les produits, et nous, nous faisons pareil mais avec nos chariots. Et nous ne laissons plus ces camions entrer dans les communautés, et pourquoi est-ce qu'on ne le ferait pas, puisque nous aussi nous avons nos propres produits frais et sains. »* (EP11, productrice agroécologique qui commercialise ses produits par chariot 2015).

Alors que la plupart des foires se déroulent au niveau local, la formule « panier » est exclusivement réservée aux consommateurs de la métropole de Quito. Les paniers sont des lots de produits agricoles, sélectionnés en fonction de la saison et de la production, qui sont livrés chaque semaine ou toutes les deux semaines aux consommateurs pour un prix fixe. Cette modalité a pu se développer grâce à sa promotion auprès des fonctionnaires du gouvernement de la province de Pichincha et du MAGAP (programme « réseaux commerciaux »), institutions qui ont facilité le transport des paniers aux destinataires. Mais par la suite, elles ont réduit la promotion des paniers et l'offre de transport, ce qui a entraîné un affaiblissement de la formule « panier », sans que les compétences requises pour la poursuivre n'aient été transférées aux organisations paysannes. Faute d'autonomie, celles-ci n'ont pas pu maintenir le dispositif.

La structure dominante du marché agricole est conditionnée par l'offre d'une diversité interne et interspécifique réduite de produits, obligeant les agriculteurs à adapter leurs systèmes de production. En revanche, les marchés agroécologiques sur le territoire sont constitués à partir des excédents de systèmes de production divers et en fonction de la demande des consommateurs qui est de plus en plus diversifiée. La diversification des unités de production agroécologiques a été possible au départ grâce à la récupération des systèmes d'élevage (*cuyes*, poules), puis par l'introduction de légumes quasiment absents de l'alimentation traditionnelle

de la paysannerie andine. L'acceptation par les clients de produits à cycle très court contribue à une interaction plus fréquente avec le marché. Aujourd'hui, l'avancée vers une diversification interspécifique est possible grâce à la participation de producteurs plus nombreux cultivant des parcelles soumises à des conditions agroclimatiques différentes, et à une demande de la part de consommateurs qui commencent à introduire ou à réintroduire des produits agricoles ancestraux dans leur panier.

> *« Aujourd'hui, les gens mangent de nouveau des chochos, du quinoa. Ils ne demandent plus seulement de la pomme de terre chola*[198]*, ils demandent des variétés de pommes de terre que même nous, nous avions oubliées et ne mangions plus. »* (EP 71 productrice agroécologique, foire la Esperanza 2015)

La diversité de ces espaces de commercialisation s'observe également dans l'offre de produits transformés et dans la promotion de la gastronomie locale. Il existe très peu d'initiatives de transformation alimentaire dans l'histoire économique paysanne kayambie. Seules quelques tentatives dans le secteur laitier existaient, elles ont été ensuite récupérées par l'agro-industrie laitière. De tels produits transformés commencent néanmoins à émerger dans les réseaux de commercialisation agroécologique et s'accompagnent de nouvelles perceptions et de symboles de la part des consommateurs.

> *« La foire Biovida, qui est la plus ancienne des foires agroécologiques* [mise en place en 2009]*, a commencé avec 51 produits agricoles ; aujourd'hui, chaque jour de foire, nous avons environ 112 produits primaires, 15 produits transformés et la présentation de 5 plats de la gastronomie locale. »* (EP48, dirigeante de l'association des producteurs Biovida 2015).

Ainsi, les marchés agroécologiques stimulent la diversification de la production, principe fondamental de l'agroécologie et sont devenus une source de revenus économiques pour les femmes.

En résumé, ces processus sont le résultat d'une longue lutte des paysans pour promouvoir leur projet agroécologique, légitimer leur capacité à produire des produits de qualité et se protéger de la concurrence aiguë des autres commerçants. Ces agriculteurs et agricultrices ont acquis une autonomie commerciale en créant de nouveaux marchés en partenariat avec les ONG, les universités et les gouvernements locaux. Cette autonomie contribue à une reconnaissance économique (plus grande valeur ajoutée), symbolique (en tant que paysans), de genre (en donnant une place centrale aux femmes) et politique de ce peuple

[198] Principale variété de pommes de terre consommées par la population équatorienne.

paysan (maintenant écouté et soutenu par les autorités locales). En outre, la diversification des systèmes de production induite par la demande des consommateurs sur les marchés agroécologiques atténue les risques commerciaux et réduit donc leur vulnérabilité économique. Cette stabilité économique des exploitations agricoles est également un élément déterminant de l'autonomie des paysans. Même si ce mouvement n'est pas né dans le territoire kayambi, mais dans la région australe (Austro), il a pris de l'ampleur localement depuis 2014 du fait de l'élection d'un maire indigène à Cayambe.

4.5 Conclusion

Après la restructuration agraire du territoire suite à la réforme agraire qui a permis aux paysans d'avoir accès à la terre – de façon différenciée – et qui les a libérés du système semi-servile, base du fonctionnement du système des haciendas, l'interaction entre les paysans et les différents acteurs de l'agri-alimentaire a été le moteur de la reconfiguration de leur autonomie productive et alimentaire. Dans le domaine de la production, au cours des dix dernières années, l'agriculture paysanne kayambie a connu une accélération grâce à son insertion dans les circuits agro-industriels (lait, fleurs d'exportation) dirigés par les élites agroalimentaires de la région depuis plus de 30 ans. Après la transformation des entreprises laitières en plantations de fleurs d'exportation, les paysans, marqués par leur lien aux organisations productives coopératives et UPA dédiées à l'élevage – elles-mêmes reliquat des haciendas – se sont organisés pour s'orienter vers la production laitière et devenir un maillon de cette filière. Une politique de fixation de prix minimaux pour le lait cru (politique qui n'existe dans aucun autre secteur agricole de la région) et le lien commercial direct qui se renforce entre producteurs paysans et industrie laitière sont à la base de la croissance de l'élevage dans les UPA paysannes. Cette articulation industrie / agriculture paysanne, d'abord promue par des organisations de développement (ONG), fut ensuite reconnue à travers les politiques publiques mises en place par le ministère de l'Agriculture. Le programme « negocios inclusivos », nom donné à l'une de ces politiques, a donné un coup de fouet à la relation naissante (depuis 2005) entre la société Industria Láctea El Ordeño et les paysans kayambis. Cette structure compte parmi ses actionnaires l'AGSO – représentante historique des élites laitières du pays –. Aux côtés de l'État et des organisations nouvelles de paysans producteurs de lait, le projet El Ordeño a pu voir le jour. Il a procuré une certaine autonomie économique aux paysans qui ont ainsi pu vendre directement leur lait à cette entreprise. Le maintien de la relation commerciale directe entre l'industrie et les paysans ainsi que le prix du lait reposaient fondamentalement sur les paramètres de qualité imposés par l'industrie alimentaire (homogénéité et innocuité du produit).

Pour répondre à ces conditions et aux volumes requis par l'industrie, les paysans ont spécialisé leurs unités de production au détriment de la diversité. La monoactivité laitière accroît la dépendance commerciale des petits éleveurs à une industrie fortement concentrée (90 % des volumes de lait fournis aux centres de collecte paysans vont à El Ordeño). L'autre résultat des interactions commerciales entre paysans et industrie laitière est la *conventionalisation* des systèmes de production d'élevage qui doivent changer leurs itinéraires pour satisfaire aux conditions de l'industrie. Elle mène à la soumission de l'autonomie productive et cognitive des paysans au marché.

L'autre interaction agro-industrie/ paysans est celle liée à la production de fleurs qui, pendant plus de vingt ans, a été le monopole des élites agricoles nationales et de quelques entreprises internationales. Au niveau de la société paysanne kayambie, jusqu'à récemment, le principal impact a été la vente de la force de travail paysanne, en particulier celle des femmes. Les autres impacts ont été la réactivation de la lutte paysanne pour l'eau et contre la pollution de l'environnement en raison d'itinéraires techniques à forte utilisation de pesticides. À partir de l'an 2000, d'anciens ouvriers des plantations de fleurs, en recherche d'autonomie sur le plan économique et professionnel, font leur entrée dans la chaîne de production d'abord en cultivant des porte-greffes puis des roses sur tige. Cette incursion se produit sous les auspices des entreprises floricoles qui trouvent dans cet appui paysan le moyen d'accroître l'offre pour assouvir un marché international toujours plus demandeur. Cette production est captée par les entreprises floricoles qui imposent leurs conditions d'achat et contrôlent la chaîne de commercialisation jusqu'à l'exportation de la fleur. Les paysans floriculteurs sont devenus leurs fournisseurs, mais sans disposer de pouvoir de négociation. Le financement et le soutien technique sont offerts par ces entreprises en contrepartie de la vente de la fleur ainsi produite. Les paysans n'avaient ni les moyens, ni les logistiques ni les techniques, ni les contacts nécessaires pour se lancer directement dans l'exportation. Toutefois, certains paysans floriculteurs réussissent peu à peu à capitaliser leurs moyens de production et à consolider certaines activités (comme le traitement post-récolte), ce qui leur permet de capter de nouveaux acheteurs et d'obtenir de meilleures conditions de paiement. Ils se convertissent à leur tour en acquéreurs des fleurs produites par les autres *fincas* paysannes et, pour des raisons aussi bien matérielles qu'idéologiques, ils cherchent à acquérir plus d'indépendance par rapport aux sociétés floricoles capitalistes.

Le développement de la floriculture dans les unités de production paysannes déplace la production et en même temps les conflits sociaux et environnementaux vers de nouvelles sphères. Et les floriculteurs capables de développer leur production incorporent des pratiques

de responsabilité sociale, à l'image des entreprises floricoles industrielles, dans le but de calmer les tensions et l'opposition à cette activité au sein de leurs communautés. Ces efforts de médiation, caractéristiques du modèle paternaliste hérité des haciendas, rallient la communauté paysanne indigène à la cause de ces petits floriculteurs et à la défense de leurs intérêts face à la menace de tiers (les obtenteurs). L'une des raisons ayant permis à la floriculture paysanne de gagner en compétitivité par rapport à la production industrielle est qu'elle parvient à limiter ses coûts de production, notamment en main-d'œuvre. L'autre pratique qui leur permet de réduire ces coûts est le non-paiement des redevances aux obtenteurs. Au cours des dernières années, les obtenteurs et les paysans floriculteurs se sont opposés sur ce point, amenant la communauté paysanne indigène à se prononcer en défense des siens.

En contrepoint au « projet d'industrialisation » du territoire, plus récemment un projet collectif liant une proposition agronomique, alimentaire et politique prend force. L'agroécologie est le projet porteur d'un changement de paradigme qui pose en postulat la reconstruction de l'autonomie paysanne.

Cette démarche, qui surgit dans différentes parties du pays, prend appui sur les autorités locales et les nouveaux acteurs organisés du système agri-alimentaire (dont les consommateurs). Socle d'une nouvelle recherche identitaire, l'agroécologie tend à la consolidation de l'autonomie paysanne à partir de l'affirmation d'une identité reconnue par les consommateurs qui apprécient les pratiques agronomiques, la qualité des produits et la légitimité des paysans dans leur rôle de fournisseurs d'aliments. Ce projet vise une autonomie de marché échappant aux structures dominantes et chaînes d'approvisionnement trop complexes, auxquelles les paysans kayambis ont longtemps été habitués.

C'est la revendication d'une véritable autonomie qui est à l'origine du projet agroécologique, lequel replace le paysan au cœur de son territoire et lui procure une capacité inédite de défense d'un projet productif et alimentaire propre. Cette revendication, à la différence de celle clamée par le mouvement syndicaliste paysan – dont le berceau est le territoire kayambi – n'est pas centrée sur l'accès aux moyens de production, et en particulier à la terre. Le discours et les pratiques revendicatives du mouvement agroécologique sont perçus comme plus larges et plus systémiques tant dans la sphère productive qu'alimentaire. C'est l'ampleur de cette vision et de ces revendications qui semble faire oublier ou diluer la lutte pour l'accès à la terre et à l'eau, qui est néanmoins toujours invoquée parce que freinant la transition vers un modèle alimentaire entièrement agroécologique.

Cette lutte moins frontale contre les élites et propriétaires fonciers locaux par rapport à celle conduite par le mouvement paysan syndicaliste se profile comme plus efficace. C'est une

lutte fondée sur la création de relations, de réseaux et de dispositifs qui échappent aux réglementations des institutions et des pouvoirs historiquement connus. L'objet de ces revendications qui ne sont pas exemptes de tensions dépasse pourtant le cadre strict de l'agriculture et même des considérations ethniques pour toucher à des questions essentielles, telles que la santé qui suscitent l'intérêt de l'ensemble de la société.

CHAPITRE 5. Chapitre 5 : Les Paysans Mangeurs - Reconfiguration De Leur Autonomie À Travers L'alimentation

Le chapitre précédent a permis de clarifier, à l'échelle de l'espace kayambi et dans l'histoire récente (10 ans), les « projets collectifs » dominants du système agri-alimentaire. Avec les dynamiques socio-historiques (§ partie I), ils sont le substrat d'une diversité agricole paysanne qui, à partir de ses particularités et de celles du système agri-alimentaire local, conduit à la reconfiguration d'une autonomie productive et alimentaire. L'alimentation du paysan andin est une préoccupation constante des organisations sociales, des acteurs du développement, étant donné les statistiques nutritionnelles historiques qui montrent que cette population est vulnérable aux conditions de malnutrition infantile, ce qui entraîne des conséquences pour la santé sur le long terme. Plus récemment, cette préoccupation s'est étendue à la suralimentation croissante, résultat d'environnements obésogéniques (Chopra *et al.* 2002). Si les problèmes de santé, liés à l'alimentation, conditionnent évidemment la reconfiguration de l'autonomie paysanne, la dialectique entre l'environnement alimentaire et les pratiques alimentaires collectives et individuelles contribue à la construction d'une plus ou moins grande dépendance économique, symbolique et cognitive vis-à-vis du marché, à travers les aliments.

Les projets agricoles du territoire sont explicitement ou implicitement des substrats des pratiques et discours autour de ce thème. L'environnement alimentaire kayambi est abordé dans ce chapitre comme un ensemble de pratiques et de discours des acteurs du territoire où une tendance à la délocalisation alimentaire et une autre à la localisation se dessinent. Ces tendances se retrouvent également dans les pratiques des paysans mangeurs qui sont analysées dans la deuxième section du présent chapitre. Ces deux échelles de construction de l'alimentation paysanne sont les scénarios de reconfiguration de l'APAC.

5.1 L'environnement alimentaire kayambi : entre industrialisation et localisation alimentaire.

Plusieurs *modèles agroalimentaires* (Colonna *et al.* 2013; Fournier & Touzard 2014) coexistent sur le territoire kayambi. Ils sont le résultat des interactions des acteurs individuels et collectifs du système agri-alimentaire local et de leurs relations avec d'autres échelles de l'agri-alimentaire, national et mondial. La réalité agricole du territoire kayambi était duale entre une longue évolution qui a renforcé l'industrialisation de l'agriculture et l'émergence plus récente de pratiques alternatives, notamment de l'agroécologie. La longue histoire de l'industrialisation de l'agriculture dans les filières lait et fleurs (§3 - 4.1) a influé sur la structure des échanges et de la consommation alimentaires à l'intérieur du territoire, amenant à la

consolidation du modèle agroalimentaire industriel : spécialisation des espaces de production de matières premières pour l'industrie (lait, fleurs), normes de qualité harmonisées basées sur la technologie, diffusion du modèle de consommation occidental, concentration de la distribution alimentaire (grandes chaînes de distribution), et éloignement géographique, économique et cognitif entre producteurs et consommateurs.

De même, au cours des 10 dernières années, le mouvement agroécologique a introduit de manière explicite des pratiques et des discours de relocalisation du système agri-alimentaire. Ces pratiques et discours vont de l'évolution des conventions de qualité alimentaire à la création de nouveaux espaces de commerce, en passant par la revalorisation d'une culture alimentaire locale, et la promotion d'un activisme alimentaire sans précédent. L'interaction de ces modèles induit la construction de l'environnement alimentaire du territoire, des flux et des espaces de circulation des denrées alimentaires, des discours et des pratiques explicites ou non des acteurs publics et privés. Quelles sont les caractéristiques du contexte agri-alimentaire dans le territoire kayambi ? Comment se combinent un système agricole dual ? Ce sont les questions qui sous-tendent le contenu de ce chapitre.

5.1.1. Espaces et flux d'approvisionnement alimentaire : circulation des denrées alimentaires

5.1.1.1. Les surfaces cultivées pour les produits alimentaires kayambis se réduisent

Dans l'hacienda précapitaliste, la production destinée à l'autoconsommation alimentaire a été essentielle pour soutenir l'alimentation des travailleurs indigènes et ainsi atteindre leur objectif économique productif (production de laine, ensuite production de céréales, puis de lait). À la suite de la réforme agraire, les systèmes de production agricole avaient maintenu avant tout des cultures de cycles courts pour l'alimentation. Les denrées alimentaires étaient transportées depuis les parcelles et les haciendas jusqu'aux garde-manger et aux tables des familles paysannes.

L'arrivée de la floriculture d'exportation (fin 1980) a modifié l'utilisation des sols dans la vallée kayambie, en particulier dans l'étage tempéré compris entre 2 600 et 3 000 mètres d'altitude qui était auparavant la principale zone de la production de lait. Les changements dans l'utilisation de l'espace productif kayambi sont désormais principalement le fait de l'agriculture paysanne. Au cours des 10 dernières années, celle-ci a transformé ses espaces de production pour l'autoconsommation en espaces de production liés à l'agro-industrie du territoire. Les pâturages, en premier lieu, et la floriculture d'exportation, dans une moindre mesure, s'étendent sur tout le territoire dans les systèmes de production paysans, remplaçant les sols occupés

auparavant par des cultures à cycle court[199] , parmi lesquelles se trouvent les produits de base de la culture alimentaire kayambie.

La superficie consacrée aux pâturages a augmenté : elle était de 17 % en 1986 et est passée en 2013 à plus de 40 % de la superficie globale des cantons Cayambe[200] et Pedro Moncayo (IEE 2013a); IEE 2013b). Dans le même temps, la superficie consacrée aux cultures d'autoconsommation paysanne a diminué (Carte 10). Dans le canton de Cayambe, la superficie de cultures à cycle court a été réduite de 62 % entre 1987 et 2013 (tableau 26). On observe des réductions importantes de la superficie de presque toutes les cultures et la diminution ou la quasi-disparition de certaines, telles que la lentille, qui n'est plus signalée dans l'utilisation des sols et la couverture végétale en 2013 (IEE, 2013a), ce que confirment les producteurs du territoire.

[199] Cultures à cycle court est la terminologie utilisée pour englober les cultures dont la période de production est inférieure à un an et qui, une fois la production obtenue, doivent être de nouveau semées. Sur le territoire kayambi, les cultures regroupées dans cette catégorie sont les pommes de terre, le maïs, les petits pois, la lentille, l'orge, le blé, le lupin, le haricot, la fève, le quinoa. Ces cultures peuvent être soit en monoculture, soit en association. Les légumes potagers sont exclus de cette catégorie.

[200] Ce calcul ne tient pas compte de la superficie occupée par la réserve écologique Cayambe Coca (RECAY), qui occupe 42 745,58 hectares sur les 119 946 hectares couverts par le Canton Cayambe. Créée en 1970, il s'agit d'une réserve ayant des objectifs de conservation de la biodiversité. Bien qu'il s'agisse d'une zone habitée, les activités productives sont limitées. La réserve couvre une superficie totale de 403 000 hectares.

Tableau 26.
Superficie occupée par les cultures à cycle court dans le canton Cayambe en 1987 et 2013

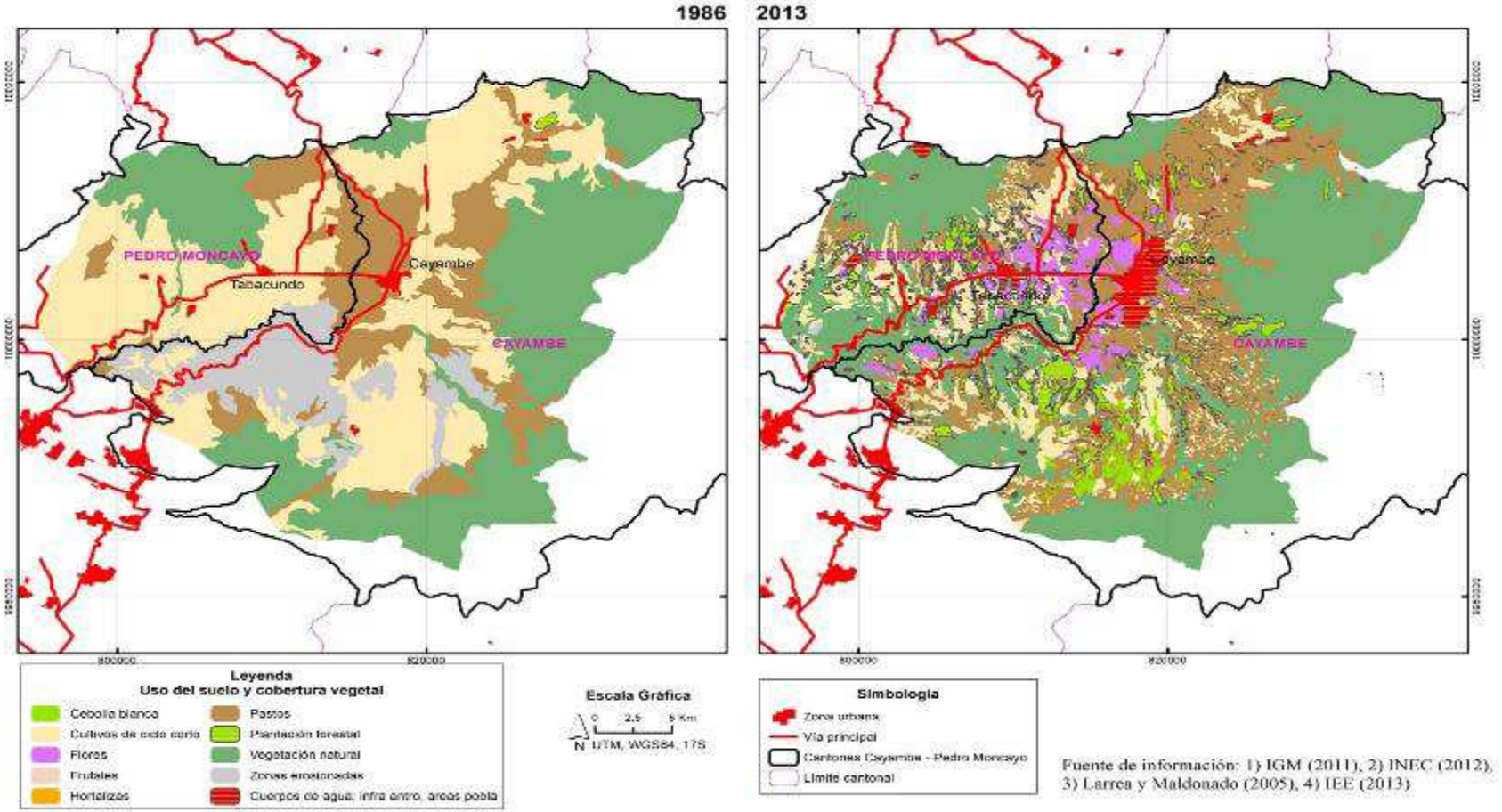
Cultures	Superficie (ha)		%
	1987	2013	
Orge	8990	384	-95,7
Blé	4200	560	-86,7
Fève	400	49	-87,8
Pommes de terre	3700	104	-97,2
Lupin	400	3	-99,3
Lentille	220	0	-100,0
Petits pois	230	0	-100,0
Maïs	720	605	-16,0
Haricot	120	0	-100,0
Maïs-Haricot	0	1	100
Divers cycles court et céréales**	0	5475	100
TOTAL	18980	7181	-62,2

Source : (Maldonado 1987; IEE 2013a), Élaboration : Roman P.
** « Zones agricoles hétérogènes ». Unités comportant deux classes ou plus qui sont en schéma complexe, ce qui rend difficiles leur séparation et leur interprétation cartographique individuelle. À l'échelle 1: 25 000 qui est celle du travail effectué par l'IEE, l'unité minimale était de 0,8 ha. Cela signifie que la catégorie « Divers » a été attribuée à des unités de 0,8 hectare qui contiennent des parcelles de cultures différentes, en association ou non. Les cultures de la catégorie « divers » de cycle court et des céréales sont le maïs, l'orge, le blé, la pomme de terre, la fève, le lupin.

> *« Certains d'entre nous préparent l'uchujacu à la maison avec les céréales que nous produisons nous-mêmes, mais la lentille doit être achetée, elle n'est plus produite […] Avant, on produisait la lentille suca [fait référence à une variété de lentille] […]. D'autres ne mettent plus de lentilles dans l'uchujacu. » (EOC1, femme représentant une organisation paysanne)*

Les zones de cultures à cycle court sont situées dans des zones moins favorisées pour l'agriculture (zones pentues) et souvent dans des zones non irriguées. Dans la partie nord du territoire, au-dessus de 2900 mètres d'altitude, ces cultures se trouvent sur des parcelles dispersées de quelques mètres carrés (carte 10).

Carte 10.
Évolution de l'utilisation des sols et de la couverture végétale du sous-bassin hydrographique de la rivière Pisque



Élaboration : Roman P. (annexe 37). Méthode de construction)

5.1.1.2. La délocalisation des denrées alimentaires s'accroît

Une des principales caractéristiques de l'accès à l'alimentation est la diversité croissante des lieux et des moyens d'accès. Cette diversification est liée, d'une part, à un recul et à une transformation des lieux traditionnels et, d'autre part, à la création de nouveaux centres d'approvisionnement.

« La plupart des produits viennent de l'extérieur ; auparavant c'était différent. Il y a environ 40 ans, la foire dominicale et le marché quotidien s'approvisionnaient auprès des mêmes producteurs qui descendaient des communautés pour vendre leurs produits. Il y a aujourd'hui très peu de producteurs qui vendent sur les marchés. Les commerçants s'approvisionnent auprès des grossistes d'Ibarra, de Quito et même d'Ambato » (EIP5 : chef de marché de la municipalité de Cayambe, 2015).

Dans l'espace kayambi, le système d'approvisionnement alimentaire pour les mangeurs, y compris pour les paysans, a comme principaux dispositifs : *les marchés traditionnels*, les chaînes *de supermarchés* et depuis dix ans les *foires agroécologiques*. Ces circuits de distribution alimentaire sont principalement situés dans les zones urbaines (illustration 45).

Les marchés sont les lieux traditionnels d'achat et de vente d'aliments. Le marché du dimanche, le marché quotidien (à Cayambe), le marché municipal de Tabacundo et le marché aux animaux de Juan Montalvo sont les marchés les plus importants et les plus fréquentés du territoire. Ces *marchés* sont régis par la municipalité et sont organisés par une association de commerçants. De nombreux commerçants de ces espaces entretiennent des liens avec les producteurs par l'intermédiaire de leurs réseaux familiaux qui s'approvisionnent en produits destinés à la vente. Toutefois, la source d'approvisionnement la plus importante est représentée par les marchés de gros[201] d'Ibarra, de Quito et d'Ambato.

[201] Les marchés de gros sont les lieux de collecte de produits frais les plus importants du pays, où les producteurs et les négociants se retrouvent pour vendre leurs produits. C'est à partir de ces marchés que les systèmes de distribution de denrées alimentaires s'approvisionnent.

Illustration 45.
Divers circuits commerciaux d'approvisionnement en denrées alimentaires



Source : enquêtes de terrain (2015)

En 2010, le premier supermarché (la chaîne Santa Maria) a ouvert ses portes à Cayambe à quelques pas du marché quotidien. À ce jour, deux autres chaînes sont arrivées sur le territoire (Aki et Tía). Ces établissements sont situés à quelques mètres des circuits traditionnels de commerce des denrées alimentaires, les marchés. Les supermarchés n'ont aucune relation avec les espaces de production locaux. Leur approvisionnement est assuré par des systèmes de collecte situés en dehors du territoire kayambi (illustration 46).

L'arrivée de ces supermarchés alimentaires a été facilitée par la liquidité économique croissante des paysans, soutenue par les salaires payés aux employés des plantations de fleurs. Symboles de statut économique, d'hygiène et de diversité, les supermarchés se sont particulièrement bien ancrés sur le territoire dans la population urbaine. Parmi les agriculteurs, ceux qui travaillent dans le secteur de la floriculture sont ceux qui achètent le plus dans les supermarchés. Cette relation commerciale est facilitée par les entreprises floricoles qui ont conclu des accords permettant à leurs travailleurs d'accéder à des crédits et à des promotions d'achat.

« Lorsque le premier supermarché s'est ouvert à Cayambe, les gens faisaient de longues files pour le voir. Ils ne s'y rendaient que pour le voir, pas pour acheter. Les supermarchés restent un attrait pour les gens qui vivent ici, aller au supermarché est l'activité familiale du week-end dans certaines familles » (chef de marché de la municipalité de Cayambe, 2015).

Les foires agroécologiques sont décentralisées. Elles se trouvent dans les zones urbaines et rurales et sont les seuls lieux de vente au consommateur final. Elles s'approvisionnent presque exclusivement de la production du territoire. Dans certaines de ces foires, des alliances ont été établies entre les commerçants et les producteurs du territoire avec des conditions agro-écosystémiques différentes ; elles ont contribué à la diversification de l'offre de produits. Les foires sont des espaces d'approvisionnement peu utilisés par les agriculteurs non liés au mouvement agroécologique. Au cours des cinq dernières années, la multiplication de ces espaces est devenue une source de conflits entre les marchands des marchés traditionnels et les producteurs agroécologiques. Les discours de ces acteurs mettent en avant des arguments relatifs à la légitimité de l'activité de commercialisation des produits, aux droits construits et maintenus sur le commerce des denrées alimentaires, et aux concurrences sur la qualité et le prix des produits (Tableau 27).

Tableau 27.
Discours sur le conflit entre les négociants alimentaires sur les marchés et les producteurs agroécologiques qui vendent leurs produits dans les foires agroécologiques

« Nous avons lutté toute notre vie pour avoir notre place sur le marché. Nous payons pour être ici, nous sommes contrôlés, on nous demande d'améliorer le nettoyage et le service aux clients. Il n'est pas juste que d'autres viennent maintenant, qui souhaitent mettre des stands et vendre ce qu'ils veulent et où ils veulent. Je parle de ces foires agroécologiques, personne ne les contrôle, personne ne leur demande de payer leur emplacement. Le maire leur permet de ne pas payer, les institutions qui les aident facilitent leur présence et leur donnent gratuitement les choses, la publicité, les stands, les instruments. En ce qui nous concerne, nous devons tous y aller de notre poche. Ce n'est pas juste, tout d'abord, les supermarchés s'installent à côté de nous et maintenant, ces dames » (EAS2, présidente de l'association des commerçants du marché quotidien de Cayambe, 2015).
« Les commerçants du marché ne veulent pas de nous parce qu'ils disent que nous leur faisons concurrence ; nous exerçons notre droit de vendre nos produits et de ne plus être exploités par les intermédiaires. Nous avons de meilleurs produits qu'eux, des produits sains et de plus, à meilleur prix. Nos prix sont les mêmes tout au long de l'année, qu'il y ait une augmentation ou une baisse en général, et le prix de référence est celui des marchés. Nous ne sommes donc généralement jamais plus chers que les

marchés, c'est pourquoi ils ne nous aiment pas » (producteur agroécologique qui commercialise ses produits à la foire de Paquistancia, 2015).

Ces conflits s'aggravent face à une politique de la municipalité de Cayambe qui tend à soutenir des initiatives de commercialisation des produits alimentaires du territoire. *« Le maire est originaire d'une des communautés, il veut encourager une relation directe entre les communautés et les marchés et rétablir les marchés avec les produits de la région. Nous sommes confrontés à un nouveau problème, puisque tout le monde produit désormais du lait, il n'y a plus de nourriture. La municipalité a la compétence sur les marchés, mais pas sur les politiques de production et si la production alimentaire n'est pas encouragée, nous devrons continuer à importer de l'extérieur de la région »* (EIP1, Direction du développement économique GADIP-C, 2015).

Outre les marchés, les programmes sociaux d'alimentation qui se développent sur le territoire s'approvisionnent essentiellement en produits extérieurs au territoire. Il y a quelques tentatives de localisation de l'approvisionnement en programmes alimentaires dont l'exécution a été confiée par l'État central aux municipalités de Cayambe et Pedro Moncayo. Toutefois, ces initiatives se heurtent à des contraintes liées, d'une part, à la structure de production du territoire et, d'autre part à la réglementation qui ne correspond pas à la réalité des producteurs agricoles.

Les plantations floricoles organisent des cantines pour leurs travailleurs et nourrissent chaque jour plus de 40 000 personnes. La plupart de ces cantines sont approvisionnées par les supermarchés (viande et vivres en général) et les marchés de gros (produits frais) situés en dehors du territoire. Il n'existe alors pas de lien entre l'approvisionnement et les producteurs locaux.

Certains agriculteurs, notamment les agriculteurs agroécologiques et les systèmes de production dits traditionnels, produisent des denrées (pommes de terre, maïs, légumes, fruits, orge, légumineuses) qu'ils déclarent être essentiellement destinées à l'autoconsommation. Les agriculteurs de plus de 60 ans spécialisés dans la production laitière produisent également pour leur consommation. Les espaces destinés à ce type de production, à l'exception des systèmes agroécologiques, sont situés sur des parcelles qui présentent souvent des conditions défavorables de production (sans irrigation, topographie d'accès difficile). Les producteurs paysans cultivent peu la pomme de terre,

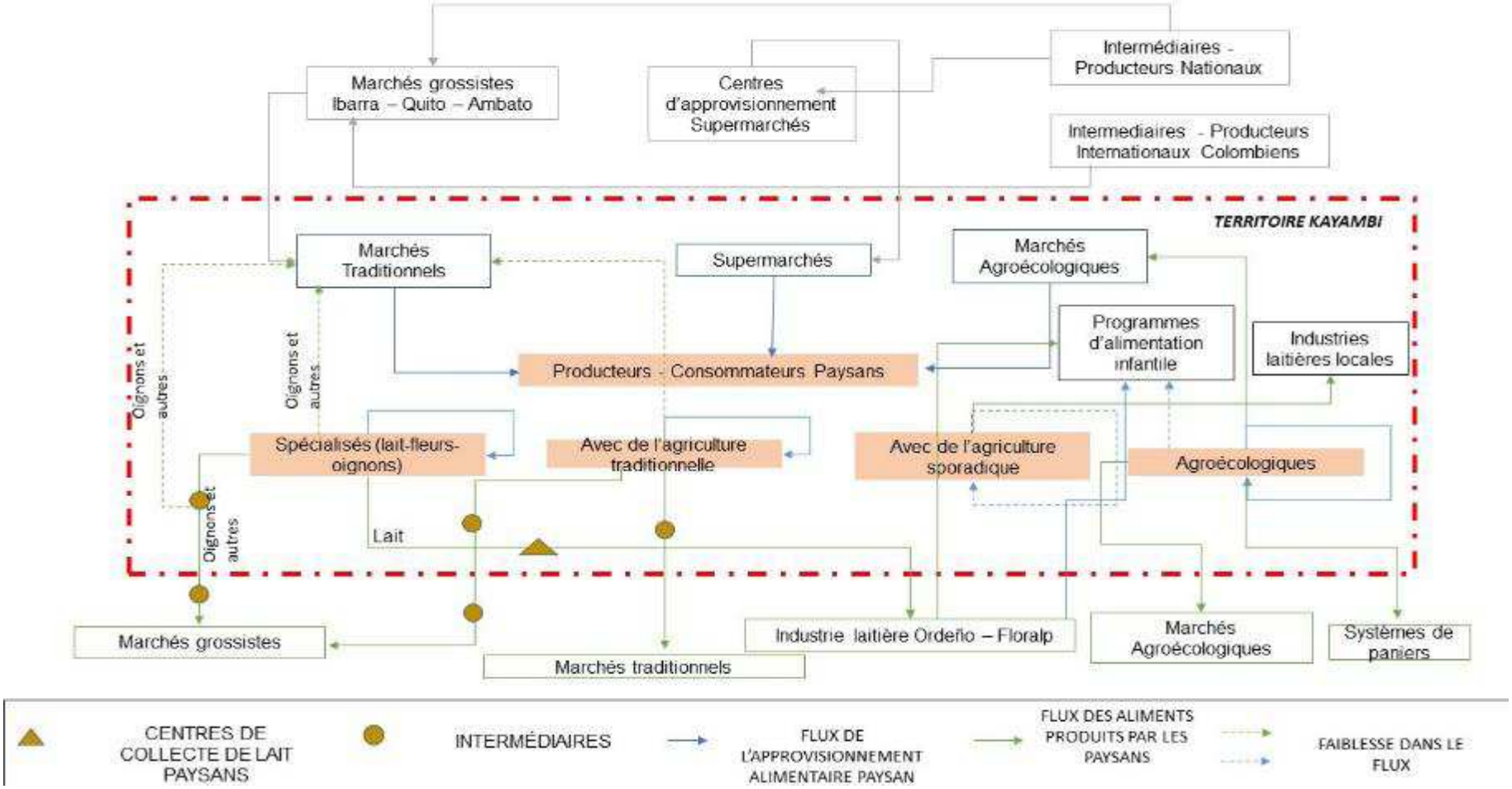
le maïs, l'orge et le haricot pour les marchés locaux et non locaux, compte tenu de la faible rémunération qu'ils reçoivent, mais réservent ces productions à l'autoconsommation.

« Lorsque nous produisons du maïs, de l'orge, des fèves et maintenant même des pommes de terre, ils sont uniquement pour la maison. Cela nous est déjà arrivé et nous avons appris ; nous avons investi pour produire et, lorsque nous vendons les récoltes, on ne nous paye rien. Avant, on n'investissait rien et la terre donnait tout. Maintenant, si on envisage d'aller au marché, il faut investir dans les produits chimiques et la main-d'œuvre, car plus personne ne donne de coup de main. Cela nous coûte de produire et ce n'est pas reconnu par les marchés » (EOS10, leader TURUJTA, 2015).

Le territoire kayambi a fonctionné sur le mode de l'autonomie alimentaire sous le régime des haciendas. Après la réforme agraire, il a maintenu un système d'approvisionnement alimentaire basé sur sa propre production. Mais il dépend aujourd'hui de l'importation de nourriture pour ses habitants, y compris les paysans. La cause de cette dépendance alimentaire est l'industrialisation agricole et agroalimentaire du territoire qui, depuis vingt ans, concerne directement les paysans et leurs systèmes de production, puisqu'ils sont devenus producteurs de matières premières pour les industries laitières et les plantations de fleurs.

De son côté, le mouvement agroécologique réclame le renforcement d'une autonomie alimentaire au niveau familial et territorial. Toutefois, les restrictions d'accès à la terre et à l'eau de ces producteurs sont des freins à l'obtention de volumes de production permettant de satisfaire plus largement leurs besoins alimentaires familiaux et ceux du territoire.

Illustration 46.
Flux des aliments produits et consommés par les paysans ayant des profils de production différents



Source: entretiens 2015

5.1.2. La qualité des aliments : anciennes et nouvelles conventions

Aujourd'hui, la qualité des aliments auxquels accèdent les Kayambis est duale. Elle est à la fois donnée par la technique et par leur relation au territoire. Ancrés dans une vision agro-industrielle, certains acteurs de l'alimentation du territoire promeuvent, depuis leurs discours et leurs pratiques, l'élaboration d'une qualité axée sur les processus techniques. La sécurité sanitaire des aliments et l'homogénéité s'imposent dans les discours et les pratiques des acteurs publics et privés.

Dans le secteur laitier, par exemple, le discours sur la sécurité sanitaire du lait, adopté par l'industrie laitière et les acteurs publics, a donné lieu à des réglementations qui, d'une part, excluent du marché certains acteurs de la production qui ne s'alignent pas sur ces mesures ; d'autre part, les consommateurs reconsidèrent le risque alimentaire et donc leurs décisions de consommation, y compris les paysans producteurs de lait eux-mêmes.

« Ici, les producteurs de lait ne consomment pas leur lait. Moi, par exemple, je suis producteur, mais je ne donne pas ce lait à mes enfants, j'achète le lait au magasin. Le docteur m'a dit que le lait pasteurisé était meilleur et qu'il valait mieux qu'il soit acheté en carton [UHT] *complété avec de la vitamine D »* (EOP1, Centre de collecte du lait Nuevo Futuro, 2015).

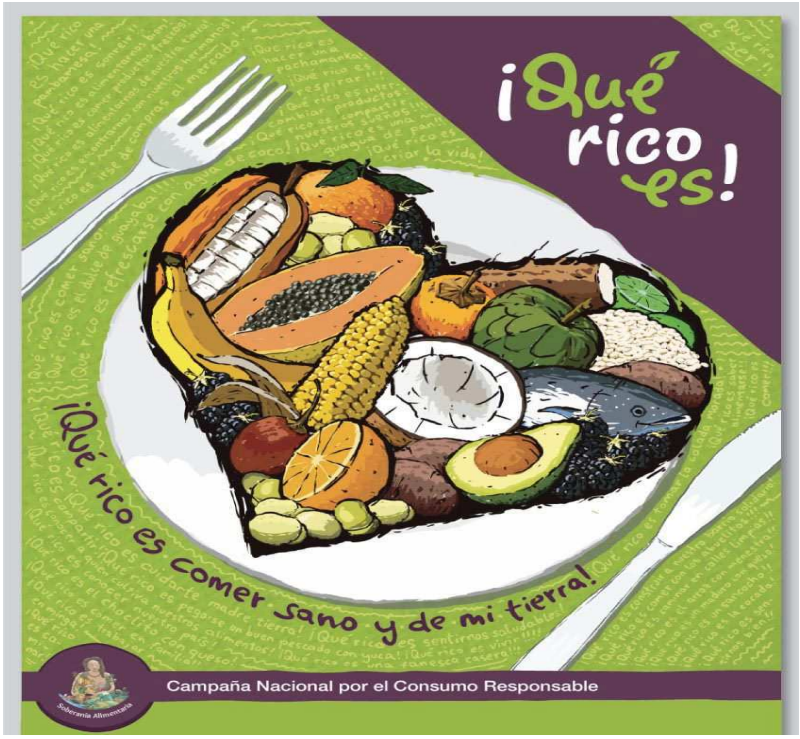
Les supermarchés sont les acteurs qui mobilisent le plus souvent les pratiques et les discours en matière de sécurité. Les consommateurs reconnaissent ces espaces comme à faible risque de contamination des aliments, alors que les marchés sont considérés comme des espaces peu hygiéniques. C'est pourquoi les efforts dans les pratiques et dans les discours des acteurs du marché portent principalement sur la santé pour attirer davantage de consommateurs. Les discours et les pratiques dans ce modèle alimentaire sont liés à des processus découlant de la technique et de la technologie, des systèmes de refroidissement, d'emballage, des processus de transformation.

Au contraire, le mouvement agroécologique encourage les pratiques et les discours de qualité des aliments liés au territoire. La culture, l'identité, l'économie locale, la santé humaine et celle des écosystèmes, ainsi que la solidarité, font partie des facteurs selon lesquels de nouvelles conventions de qualité alimentaire sont élaborées dans les espaces agroécologiques. À cet égard, la qualité des produits va au-delà de la santé et de l'hygiène pour devenir un déterminant de la culture, de l'identité et de la durabilité environnementale et économique du territoire. Cette construction d'attributs de qualité

donne à l'alimentation un caractère politique, collectif, dans le cadre d'un projet de changement social. On peut le déduire de son slogan du mouvement des consommateurs agroécologiques *: « Que c'est bon de manger sainement et de notre terre ! »* (Illustration 47). La qualité d'un produit est définie comme suit par les membres du mouvement de consommation responsable : « *Sa valeur nutritionnelle, son impact social et le comportement des entreprises qui le produisent ou le commercialisent. L'agroécologie et l'agriculture paysanne nous fournissent des aliments sains et de qualité. En tant que consommateurs, nous devons soutenir ces initiatives »* (carte promotionnelle nationale pour une consommation responsable, 2016).

Les évolutions observées dans les pratiques agricoles se traduisent dorénavant dans la conception même de la qualité qui est duale.

Illustration 47.
Campagne de consommation responsable



¡Qué rico es! el sabor de los productos locales
¡Qué rico es! el valor nutricional y energético de los productos agroecológicos
¡Qué rico es! relacionarse con la gente que produce mi alimento
¡Que rico es! interactuar positivamente con el medio ambiente

Source : https://ecuadorsoberano.wordpress.com/2015/06/23/alimentate-ecuador/

5.1.3. Les politiques alimentaires, véhicules de délocalisation alimentaire

En Équateur, la politique alimentaire publique vise essentiellement à réduire la malnutrition chez les enfants. Dans une optique individuelle, il s'agit de fournir aux individus en situation de vulnérabilité alimentaire des sources d'alimentation qui contribuent à satisfaire les besoins caloriques déterminés selon des paramètres universels. Les habitants du territoire kayambi, y compris les paysans, bénéficient de deux politiques alimentaires publiques : d'abord le Programme d'alimentation scolaire, politique nationale mise en œuvre par le ministère de l'Éducation dans les établissements publics d'éducation de base ; ensuite les programmes d'alimentation destinés aux enfants âgés de 0 à 3 ans qui se rendent dans les Centres infantiles du Bien Vivre (CIBV), gérés au niveau national par le ministère de l'Inclusion sociale. Dans certains cas, comme celui de Cayambe et Pedro Moncayo, leur exécution a été confiée aux municipalités. Ces politiques sont traversées par des visions et des pratiques relevant de différents modèles alimentaires.

5.1.3.1. L'État central choisit "l'efficacité" : Programme d'alimentation scolaire

Ce programme, qui était auparavant soutenu par l'ONU via le Programme alimentaire mondial (PAM), est entièrement financé et géré par l'État équatorien depuis 2010. Cela a entraîné des changements dans la conception du programme. On est passé d'une gestion partiellement décentralisée de l'alimentation scolaire à un modèle d'achat centralisé et homogène. *« Auparavant, les écoles avaient leurs cuisines, et un comité de l'alimentation était organisé à l'intérieur de chaque école pour recevoir et gérer les ressources économiques et en espèces fournies par le Programme alimentaire, ainsi que pour l'exécuter, c'est-à-dire préparer la nourriture »* (EIP6, technicien du Programme alimentaire mondial, FAO - Équateur, 2015).

Encadré 15.
Description de la politique d'alimentation scolaire

"L'arrêté nº 0260-10 a normalisé la fourniture de petit déjeuner et des collations aux enfants de toutes les régions du pays. Depuis 2010, la population cible se compose des garçons et des filles de 3 et 4 ans (éducation initiale) et des garçons de 5 à 14 ans, d'éducation générale de base dans les établissements publics, subventionnés et municipaux des zones rurales et urbaines marginales. Le petit déjeuner consiste en la livraison quotidienne durant 200 jours de l'année scolaire, d'une ration par enfant de 30 grammes de biscuits fortifiés ou de granola et de 200 millilitres de lait" (MEE 2017)

En 2011, le Programme d'alimentation scolaire, doté d'un budget de 70,9 millions de dollars US, a homogénéisé le menu dans tout le pays. Une ration de galette fortifiée et une ration de lait vitaminé forment le petit déjeuner que les enfants reçoivent quotidiennement dans les écoles urbaines et rurales, 200 jours par an (Illustration 48). Le changement de modèle du programme se justifie par la nécessité d'améliorer l'efficacité logistique, l'utilisation des ressources et les résultats nutritionnels en utilisant des produits d'un contenu nutritionnel "optimal".

Illustration 48.
Produits du petit déjeuner scolaire



Source : journal El Mercurio

Du point de vue des utilisateurs du programme, la monotonie du petit déjeuner scolaire limite la consommation. *« Au début, les enfants mangeaient le biscuit, maintenant ils s'en servent pour jouer au football. Il y a beaucoup de gaspillage parce que les enfants sont fatigués de manger la même chose tous les jours, ce n'est pas de la nourriture réelle ! »* (EIP6, professeur d'école rurale de Cayambe, 2015). Les rapports sur les résultats nutritionnels du programme ne sont pas concluants quant à son impact positif et, aux dires des bénéficiaires, il n'existe pas de dispositif de suivi nutritionnel dans les établissements d'enseignement qui permettrait de procéder à cette évaluation.

Dans la mise en œuvre de cette politique, la souveraineté alimentaire (§3.) appelle à une alimentation culturellement appropriée et au soutien par le biais de programmes alimentaires de l'économie paysanne ou de l'économie populaire, mais cet appel semble peu écouté. Les spécificités extrêmement techniques des produits livrés pour le petit déjeuner scolaire ne peuvent être respectées que par quelques complexes industriels qui sont devenus les fournisseurs attitrés de ces programmes. Selon le rapport d'évaluation du projet, 50 % de la matière première utilisée pour la fabrication de ces produits sont importés (blé, maïs, avoine). Dans le cas du lait, les producteurs agricoles kayambis sont devenus des fournisseurs de lait pour l'industrie El Ordeño, le premier fournisseur du Programme d'alimentation scolaire.

5.1.3.2. Le gouvernement local opte pour une approche de souveraineté alimentaire, mais avec de nombreux freins

Une deuxième politique de participation de l'État à l'alimentation est celle des cantines des centres de garde d'enfants du Bien vivre (CIBV) accueillant des enfants âgés de 0 à 3 ans. Le programme des CIVB est mis en œuvre au niveau national par le ministère de l'Inclusion sociale et économique (MIES) et vise notamment l'assistance nutritionnelle par le biais de la distribution de quatre rations d'aliments aux enfants pendant la journée. Bien que le MIES soit l'organe recteur de la politique de fonctionnement des CIBV, son exécution sur le territoire kayambi a été décentralisée au niveau des municipalités.

À Cayambe, cette décentralisation sur 44 CIBV, accueillant quelque 1800 enfants, a été prise en charge par l'Unité de protection des droits à partir de 2014. La volonté politique de la mairie est d'une part d'introduire un menu avec identité territoriale dans le cadre de l'éducation alimentaire et d'autre part, de promouvoir l'approvisionnement alimentaire à partir de l'agriculture paysanne locale.

Bien que certains progrès aient été réalisés en ce qui concerne la nature culturelle du menu, les tentatives d'articulation de la production locale présentent des difficultés qui dépassent les compétences juridiques et les capacités techniques de la municipalité. *« Nous avons réussi à intégrer des produits tels que le quinoa, les concombres, le maïs, les lupins, dans le menu quotidien, et à influencer les préparations. Le menu mensuel du MIES est désormais élaboré de manière conjointe »* (EIP4, technicienne de l'Unité de Protection des Droits, 2015).

En ce qui concerne la participation des producteurs locaux à l'approvisionnement des cantines pour enfants, cette tâche n'a pas été facile malgré la volonté politique de la municipalité. La réglementation sanitaire et administrative qui permet à un sujet de devenir fournisseur de l'État est incompatible avec la réalité de la production paysanne. Les spécificités sanitaires, par exemple, compliquent l'achat de viande et de lait à partir des économies paysannes. Seul le lait produit à l'aide de technologies qui se trouvent uniquement dans l'industrie laitière, peut être acheté.

Du côté des producteurs, leur faible organisation les empêche de faire face de manière autonome à la gestion de l'approvisionnement : volumes et diversité des produits, transport, connaissance et gestion du système d'achats publics, peu ou pas de capital de travail permettant des liquidités de fonctionnement aux producteurs, problème qui s'aggrave à cause des délais très longs de paiements aux producteurs.

Jusqu'à présent, la municipalité de Cayambe a mobilisé des ressources et des capacités qui aident à contourner les freins administratifs et techniques pour que l'approvisionnement local se concrétise. Malgré les efforts déployés, la municipalité considère que 15 % seulement des besoins mensuels de produits alimentaires des cantines sont couverts par l'agriculture locale, le reste étant acheté par l'intermédiaire de commerçants (EIP4, fonctionnaire responsable des CIBV dans la municipalité de Cayambe, 2015).

Au travers des deux exemples de politiques publiques présentées ici, on constate que ces politiques publiques ne permettent pas aux paysans locaux d'accéder aux marchés alimentaires publics. De plus, ces politiques modifient et normalisent les produits alimentaires distribués. Ainsi, les enfants dans le cadre scolaire ont une alimentation totalement déconnectée du territoire dans lequel ils se trouvent.

5.1.4. Discours sur la consommation alimentaire : le mouvement agroécologique à la recherche de collectivisation de la consommation alimentaire

Le processus de modernisation du territoire kayambi, qui résulte de l'industrialisation de son agriculture, a entraîné des changements importants dans *son environnement alimentaire de consommation*, tels que la prolifération des espaces d'achat de produits alimentaires primaires ou transformés (supermarchés et restaurants). Ce faisant, des discours pratiques et des symboles sont redéfinis. L'époque est révolue où l'alimentation des paysans kayambis était régie par les produits de leurs parcelles et quelques aliments provenant d'autres écosystèmes, lorsque les hommes revenaient chez eux après les périodes de migration. Aujourd'hui, nous trouvons dans l'espace kayambi n'importe quel produit alimentaire que nous pourrions trouver dans les supermarchés d'un quartier populaire de Quito. De même, la diversité de l'offre de restauration présente des plats allant de simples préparations traditionnelles, à des propositions gastronomiques sophistiquées qui fusionnent les techniques modernes de la cuisine avec des produits locaux ayant une identité culturelle, en passant par *le fast-food* multinational ou *criollo*. Les discours, expressions des représentations sociales, se fondent sur l'interaction entre individus, groupes et dimensions du domaine social (médias, institutions, législation) (Moscovici 1979). Ces discours contribuent à façonner les pratiques alimentaires, même s'il y a toujours de la place pour une dissonance par rapport à la pratique. Lorsque les acteurs du territoire évoquent le terme "alimentation", diverses thématiques surgissent : environnement, identité, économie, efficacité ; toutefois, la santé est le sujet le plus courant. Pourtant, autour de cette même notion apparaissent diverses conceptions discursives et pratiques.

5.1.4.1. Alimentation et santé depuis une approche médico- nutritionnelle et d'hygiène : le discours des fonctionnaires et de l'industrie

La fonction biologique de l'alimentation est abordée depuis la simplification de l'approche médico-nutritionnelle qui encourage les pratiques individuelles en matière de composition de l'alimentation et de qualité sanitaire des produits.

Cette approche réduite à l'individu est au centre des discours des médecins et des fonctionnaires qui abordent le thème de l'alimentation en favorisant une consommation adéquate de calories à travers un régime alimentaire équilibré qui intègre les différents groupes nutritionnels. Dans cette même ligne de conception de l'alimentation, on trouve

aussi les actions et discours de l'industrie agricole (laitière et floricole) du territoire qui inclut dans ses activités des critères de responsabilité sociale.

« Dans le cadre du bien-être des familles qui travaillent à la plantation, nous avons mené plusieurs activités, dont l'éducation aux bonnes pratiques alimentaires. Nous avons organisé des ateliers nutritionnels pour les travailleuses, car ce sont elles qui s'occupent de l'alimentation à domicile ; nous vous avons parlé de l'importance de diversifier l'alimentation, de la consommation de protéines chez les enfants, de faire attention aux rations, etc. » (SF5 directeur des ressources humaines d'une plantation de fleurs).

« En partenariat avec Nestlé qui a un programme d'écoles d'alimentation pour enfants, nous avons réalisé plusieurs manifestations pour les familles de la plantation afin de promouvoir une alimentation équilibrée et la consommation de lait » (SF3, directeur des ressources humaines plantation de fleurs).

Outre l'équilibre nutritionnel, l'alimentation apparaît également dans les discours par lesquels l'industrie montre sa contribution à l'amélioration des conditions de vie de la population du territoire. L'amélioration des conditions alimentaires résulte, selon eux, des emplois créés par ces industries et donc d'une facilité accrue d'accès à l'alimentation via les supermarchés.

*« Il y a une vingtaine d'années, Cayambe était un village oublié. L'arrivée des entreprises floricoles et la dynamisation de l'activité laitière l'ont complètement changé. Les supermarchés s'y sont installés, les restaurants ont fait leur apparition. Il existe maintenant des possibilités de mieux se nourrir, de manière plus diversifiée, parce qu'il existe des commerces où acquérir ce qui est nécessaire. Les familles qui travaillent dans les plantations de fleurs, par exemple, ne sont pas comme les autres. Elles reçoivent un salaire fixe, ont une capacité d'achat. Vous les verrez aller dans les supermarchés, ce qui améliore la qualité de leur alimentation, elles ont accès à une plus grande diversité de produits, surtout des produits d'hygiène. De nombreuses plantations, qui pensent à améliorer les conditions de l'alimentation des familles, ont passé des accords directs avec les supermarchés pour que leurs travailleurs puissent bénéficier de conditions plus favorables d'achat, de remises et même de crédits » (*SF3, directrice de ressources humaines d'une plantation de fleurs).

Une autre pratique du secteur agro-industriel, qui a une incidence sur les pratiques alimentaires, est celle des menus offerts à leurs travailleurs paysans dans les cantines de ces entreprises. L'offre alimentaire s'y apparente à l'offre de tout réfectoire institutionnel

de la ville de Quito. Hamburgers de viande de bœuf, nuggets de poulet, de viande bolognaise sont des plats fréquents dans l'offre de ces cantines (annexe 38). La nostalgie du passé : le discours de la *bonne alimentation* qui se généralise parmi les paysans

Pour les paysans et leurs collectivités, la santé est également au centre des discours sur l'alimentation : *une bonne alimentation* est synonyme de santé. Cependant, contrairement aux acteurs précédents qui parlent d'équilibre nutritionnel, de santé alimentaire et de sécurité par le marché, les paysans associent une bonne alimentation et une bonne santé à la culture alimentaire du passé. L'alimentation devient une mémoire du passé. Elle est dépositaire d'une sagesse ancestrale et mobilise des éléments d'une identité indigène ; on lui attribue le pouvoir de maintenir un corps fort, une grande longévité et d'éviter les maladies.

« Les anciens vivaient plus longtemps et sans problèmes de santé, sans douleur. C'était dû à l'alimentation du passé, à des repas complets et tout venait des parcelles elles-mêmes, sans produits chimiques. Aujourd'hui, les jeunes se plaignent de tout, ils ont mal ici ou là. Le travail sert à payer le médecin. Je pense que c'est à cause de l'alimentation » (EOS8, chef de la COINOA, 2015).

Malgré ce postulat largement répandu dans le monde paysan, la plupart affirment ne pas pouvoir se nourrir comme avant, parce que les conditions de la vie quotidienne ne leur permettent pas. Le temps est une contrainte que de nombreuses femmes expriment lorsqu'on aborde la question de l'alimentation. Leur insertion dans le marché du travail pour les femmes qui travaillent, ou une surcharge dans les activités agricoles pour les femmes qui dirigent des activités agricoles sont souvent considérées comme des activités en concurrence avec les travaux relatifs à l'alimentation. Les femmes expriment toutefois que ces activités sont indispensables pour assurer l'alimentation de leur famille.

"Nous [les travailleuses des entreprises floricoles]*, avec les horaires où nous travaillons dans la plantation et les autres choses à faire, nous préférons cuisiner de la nourriture qui se prépare rapidement."* (EP107, travailleuse floricole, communauté Loma Gorda, 2015).

Au temps qui leur manque pour se consacrer à la cuisine et à la préparation de plats socialement reconnus comme de qualité, les travailleuses du secteur floricole ajoutent, dans leurs discours, le manque de temps pour produire sur leurs parcelles. Dans le monde paysan, la qualité de l'alimentation est attribuée à la connaissance fine du processus de production dont provient une denrée alimentaire, sans oublier la fraîcheur

que l'on attribue à un aliment qui vient directement de la parcelle à la cuisine (« de la plante à la marmite »).

Ce manque de temps, exprimé par les femmes paysannes travaillant ailleurs, restreint aussi leur participation aux travaux communautaires qui leur permettent de maintenir des relations de solidarité et de réciprocité. Celles-ci ont joué dans l'histoire un rôle important dans la sécurité alimentaire paysanne.

> *« Au sein de la communauté, quand il y avait une famille en difficulté, nous aidions tous. À ceux qui n'avaient pas à manger, on leur laissait ramasser ce qui restait des moissons, on faisait appel à eux pour aider lors des récoltes et pour qu'ils prennent leur ration. Aujourd'hui, mari et femme travaillent, il n'y a pas de temps pour la communauté et celle-ci ne nous prend plus en considération. Que nous mangions ou non, c'est le problème de chaque famille ! »* (EP109, travailleur floricole, Tupigmachi, 2015).

5.1.4.2. L'alimentation, discours central des acteurs agroécologiques

Dans leur discours sur l'alimentation, les acteurs du projet agroécologique reconnaissent les dimensions biologiques de l'alimentation, mais aussi des dimensions économiques, sociales, culturelles, environnementales et géographiques. La notion de santé qui se développe dans son lien avec l'alimentation n'est pas seulement le résultat d'avaler des aliments. Elle est aussi le produit des relations sociales d'échange et de leurs effets sur la santé de l'homme et des écosystèmes. L'acte individuel de l'alimentation se collectivise et ses effets sortent du plan biologique et affectent toutes les institutions de la société.

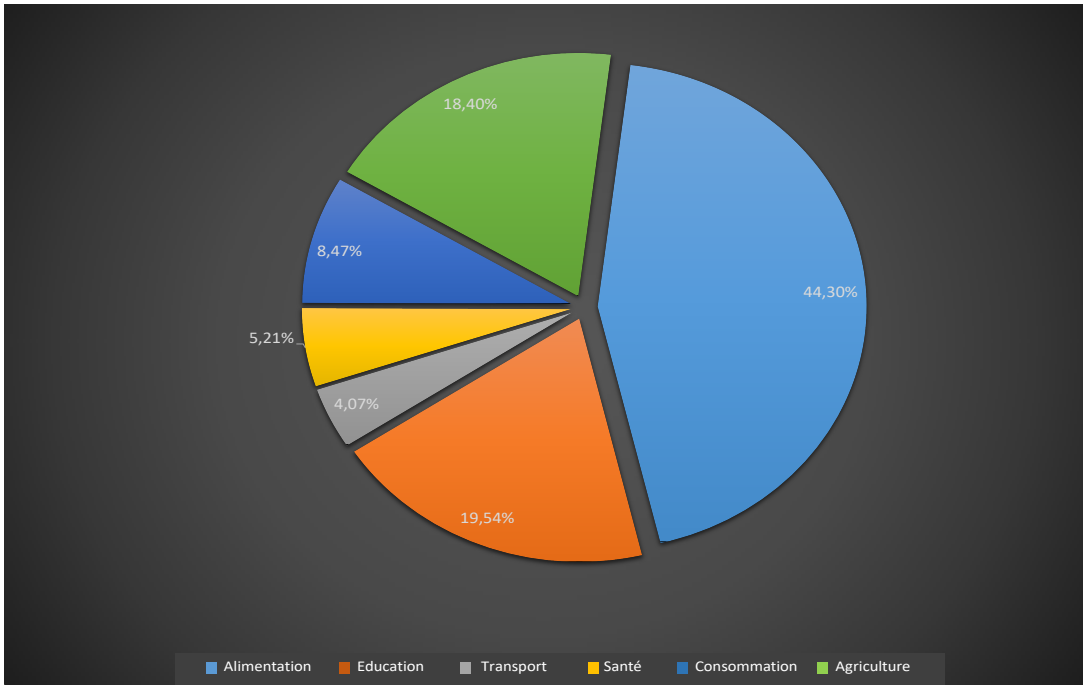
Illustration 49.
Photo-atelier alimentation et agroécologie, 2015



Source: Movimiento de Economía Solidaria MESE. Atelier alimentation et agroécologie 2015. Peuple Kayambi, Karanqui et Otavalo 2015.

Certaines pratiques des acteurs du mouvement agroécologique découlent de leurs discours, lesquels visent à reconfigurer l'autonomie alimentaire des mangeurs paysans. Il s'agit notamment de diversifier les stratégies d'accès à l'alimentation, de récupérer et d'accroître (volume et diversité) l'autoconsommation dans les familles paysannes, de rétablir les pratiques d'échange (troc), de diversifier le revenu familial, en particulier des femmes, par l'organisation d'espaces de commercialisation collective. Il existe une reconnaissance du rôle des femmes paysannes dans l'alimentation et de leur faible situation économique. Les revenus que les femmes paysannes tirent des foires agroécologiques sont principalement destinés à l'alimentation familiale (44,3 %) (Foire agroécologique La Esperanza, phase de campagne, 2015) (illustration 50). Les femmes sont les principales actrices de la commercialisation et de la préparation culinaire, par leur travail comme par leurs revenus.

Illustration 50.
Destination des recettes générées par les productrices qui commercialisent leurs produits à la foire agroécologique de La Esperanza, 2015



Source: Travail sur le terrain 2015 - 2016, suivi de la foire pendant un an

La restauration d'une identité alimentaire est également recherchée par la promotion de la récupération d'espèces et de variétés dans les systèmes de production agricole :

> *« J'ai à nouveau semé et mangé des variétés de pommes de terre et même des lentilles que l'on n'avait plus vues auparavant. Avec les partenaires de l'organisation, nous cherchons toujours à récupérer des produits ; et si ce n'est pas pour le marché, ils servent chez nous »* (entrevue collective, producteurs agroécologiques à la foire agroécologique de Cariacu 2015).

L'acceptation de nouveaux aliments sur les marchés agroécologiques suppose la connaissance de leur utilisation par les consommateurs. Les producteurs agroécologiques ont établi des alliances avec des acteurs de la gastronomie, d'une part pour récupérer les connaissances traditionnelles de la culture paysanne et d'autre part pour apporter des innovations qui séduisent les palais des citadins qui ont toujours fait preuve d'un certain mépris à l'égard de la culture alimentaire paysanne. Ces innovations culinaires sont également introduites dans les diètes des paysans.

Aujourd'hui, les paysans kayambis liés au mouvement agroécologique ont construit un discours politique en tant que consommateurs. « *Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de vendre des produits sains aux consommateurs comme une publicité pour qu'on nous achète davantage* [de produits]*, il s'agit de cultiver pour que nos familles mangent sainement. Il s'agit de nous reconnaître et de nous valoriser en tant que producteurs légitimes de nourriture et de santé pour les personnes, mais aussi pour la Pachamama »* Déclaration de la présidente de la RESAK lors de la deuxième Rencontre sur l'Agroécologie, Cayambe 2014.

5.2 La question des pratiques alimentaires chez les paysans et de leur contribution à l'autonomie

La relative autonomie économique, culturelle et politique, que divers auteurs, classiques (Chayanov 1974) et contemporains (Ploeg 2009) attribuent aux sociétés paysannes, est constituée par leurs pratiques, y compris les pratiques alimentaires. La vie quotidienne de l'acte alimentaire finit par naturaliser ce fait social qui s'inscrit dans une relation complexe dans laquelle intervient ce qui est biologique, technologique, économique, socio-politique, culturel. La nourriture assure non seulement la reproduction biologique, mais fait aussi partie de la reproduction matérielle et culturelle des sociétés. Dans la paysannerie, l'alimentation a été étroitement liée à l'autoconsommation et, dans le cas des paysans des Andes, l'aliment est la partie centrale de leur système de réciprocité.

Dans la phase d'économie industrialisée, telle que définie par Malassis (1973), dans cette période que vit l'agriculture contemporaine, l'une des caractéristiques est la commercialisation croissante des produits agricoles en réduisant l'autoconsommation. Toutefois, dans les agricultures paysannes, l'autoconsommation est décrite par Ploeg (2009) comme un mécanisme en vigueur que les paysans utilisent pour lutter pour l'autonomie.

Dans les Andes équatoriennes, l'autoconsommation ou l'autosuffisance alimentaire des paysans est une condition historique et une forme de protection économique et culturelle face au marché. Outre l'autoconsommation, les aliments produits par ces sociétés participent aux pratiques de réciprocité et de redistribution. L'alimentation comme cadeau et la nourriture partagée sont présentes dans la création et le maintien des liens sociaux (Weismantel 1994). Ainsi, l'autoconsommation alimentaire paysanne participe de diverses façons à l'APAC.

L'autoconsommation alimentaire contribue à la reproduction sociale des familles paysannes à différents niveaux : 1) la sécurité alimentaire ; 2) la création et le maintien des relations sociales par l'échange de produits destinés à l'alimentation ; 3) la construction de l'identité des producteurs (Gazolla & Schneider 2007). Elle prend également part à la reproduction d'une culture culinaire, contre la dynamique mondiale d'homogénéisation des régimes alimentaires, et ainsi à la conservation de produits et de pratiques par lesquels l'autonomie est cultivée.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les agriculteurs assurent plus ou moins de façon stable, à partir de l'autosuffisance, l'accès aux denrées alimentaires correspondant à leur environnement agroécologique. Toutefois, les risques de production (phytosanitaires, climatiques) peuvent affecter cette disponibilité des aliments. L'autoconsommation représente aussi une limitation des possibilités de diversification du régime alimentaire. L'autoconsommation, en tant que seule stratégie d'accès à la nourriture, pourrait représenter une grande vulnérabilité. L'autoconsommation des paysans n'élimine pas la vulnérabilité alimentaire, mais elle peut la transformer. Plus la production est spécialisée dans les cultures commerciales, plus le marché est dépendant de la consommation alimentaire et plus grande est la vulnérabilité face aux fluctuations du marché. À cet égard, l'alimentation devient une dépendance à double sens : celle-ci dépendra d'une part des conditions dans lesquelles est réalisée la vente des produits commerciaux et des conditions du marché dans lequel sont achetés les aliments. La possibilité de diversifier l'alimentation par le biais du marché est une réalité, à condition que les ressources économiques nécessaires à son accès soient disponibles.

Combiner l'autoconsommation et la possibilité de commercialiser donne de l'autonomie par le biais du principe *d'alternance*. Cela permet au producteur d'avoir une plus grande marge de manœuvre face aux fluctuations du marché et aux incertitudes de productivité ((Garcia Jr. 1983: 137) dans (Gazolla & Schneider 2007)).

La qualité des produits alimentaires est une autre dimension de la sécurité alimentaire qui peut être mieux contrôlée par la production destinée à l'autoconsommation. D'une part, il y a la fraîcheur des aliments et, d'autre part, leur sécurité dans le contrôle des pratiques de production liées à l'emploi de produits agrotoxiques.

5.3 Revisiter l'alimentation kayambie, à partir des pratiques des mangeurs paysans

Cette section donne un panorama de la situation alimentaire des paysans à partir des pratiques et discours alimentaires. Au niveau des familles rurales avec des profils de production différents, on aborde : I) les pratiques observables qui comprennent les aliments, leur origine, leurs préparations, la division sexuelle du travail ; et II) les idées, où interviennent la religion, l'idéologie, l'interprétation de symboles exprimés dans les discours sur l'alimentation.

Dans les familles kayambies, l'alimentation quotidienne est un acte de la sphère privée qui révèle des différences sociales, des contradictions et des complémentarités entre les discours et les pratiques alimentaires et productives. Une entrée par le biais des pratiques d'achat, d'autoproduction, de préparation et de consommation alimentaires, dans les ménages ruraux, les positionne comme des unités de consommation et de production de denrées alimentaires brutes (produit de l'agriculture) et transformées (préparation culinaire).

Au cours des entretiens, il a été procédé à l'observation des espaces consacrés à l'alimentation, à la cuisine, aux dîners, au moment de la préparation des aliments et au moment de leur consommation, lorsque j'ai été invitée à participer au petit déjeuner, au déjeuner ou au dîner dans les familles paysannes. (§introduction partie II). Les familles paysannes qui m'ont reçue avaient souvent anticipé de m'accueillir à leur table. Elles m'ont souvent servi des plats de fête et non un menu ordinaire, comme un acte de gentillesse. Mais peut-être était-ce aussi une façon de masquer leur vie privée à une « étrangère ». Il m'était alors difficile d'appréhender leurs préparations alimentaires quotidiennes.

Les hommes participent financièrement ou par leur travail dans les parcelles à la concrétisation de l'alimentation des familles paysannes kayambies. Cependant, la plupart des hommes se sont eux-mêmes exclus au moment de parler de l'alimentation en désignant leur épouse ou la femme chargée de la préparation des aliments, comme interlocutrice officielle sur la question des pratiques alimentaires. De fait, ce sont elles qui planifient, voire fournissent les ressources matérielles nécessaires pour assurer l'alimentation de la famille. C'est pourquoi, pour traiter la question alimentaire, les femmes ont été les principales sources d'information.

5.3.1. Que mangent les paysans ? L'uchujacu et des roses ?

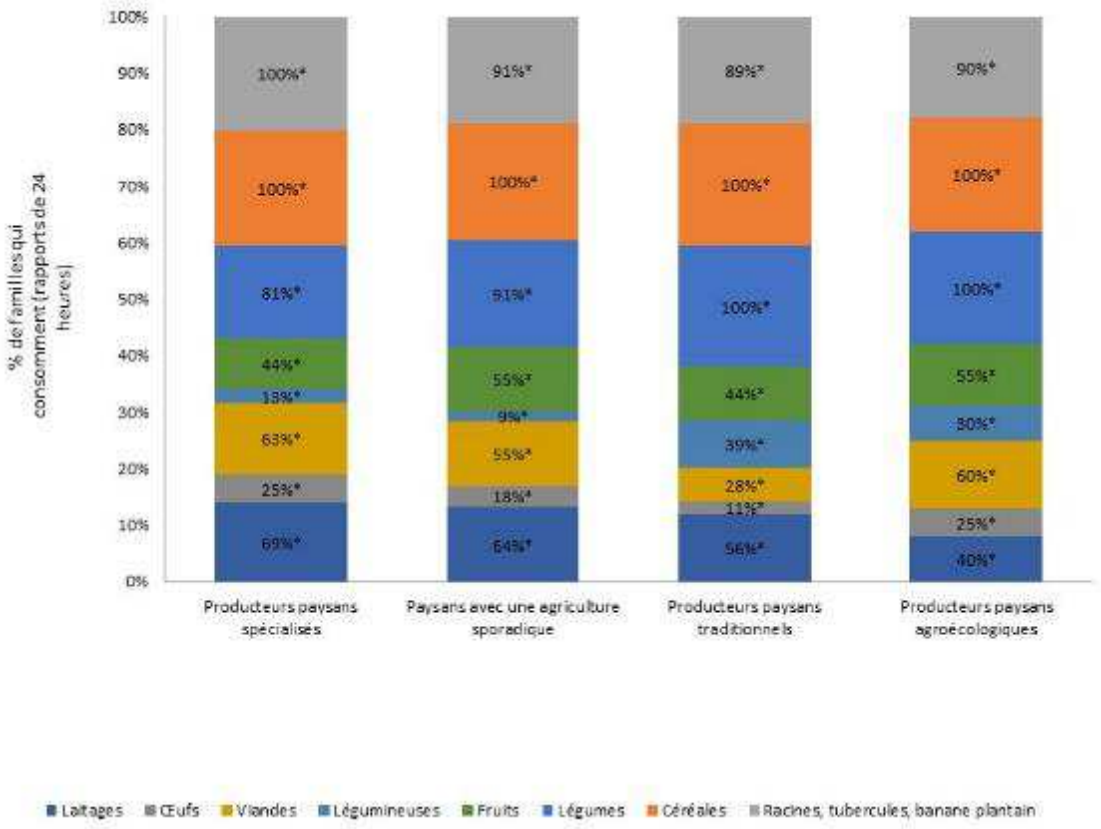
5.3.1.1. Les produits traditionnels et nouveaux dans l'alimentation paysanne.

Les produits alimentaires quotidiens des paysans kayambis peuvent être regroupés en huit groupes d'aliments (lait, viande, fruits, céréales, œufs, légumineuses, légumes potagers, racines et tubercules)[202]. Les céréales sont le groupe alimentaire qui se trouve dans tous les régimes alimentaires paysans (illustration 51). Le riz est la principale céréale de consommation, alors que le maïs, symbole de la culture alimentaire préincaïque, est en deuxième position. L'orge, espèce arrivée avec la colonisation (Pazos 2008; Estrella 1986) et convertie en céréales des Indiens, occupe le troisième rang parmi les céréales consommées par les agriculteurs (§2.).

"L'orge est un produit que nous produisions tous et que nous mangions tous, du riz d'orge de sel et d'orge d'origine douce, cela ne pouvait jamais manquer à la maison ; si nous continuons à manger de l'orge, mais pas comme auparavant, les jeunes préfèrent maintenant le riz" (paysanne, atelier d'agriculture et d'alimentation UNOPAC, 2014).

[202] Pour une liste complète des produits trouvés dans chacun des groupes alimentaires, voir les annexes 39 et 40

Illustration 51.
Groupes alimentaires présents dans l'alimentation des paysans kayambis avec différents profils de production**



Source : rapport 24 heures 2015
*pourcentage de familles dans lesquelles un groupe alimentaire est présent dans l'alimentation
** nombre total de familles interrogées 65 ; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20).

Les œufs et les produits laitiers sont également présents dans la vie quotidienne de la plupart des familles. Le produit laitier le plus consommé est le lait cru. Dans le groupe des racines et tubercules, la pomme de terre est le produit le plus fréquent dans les plats paysans. D'autres tubercules andins tels que la *mahua* ou les *mellocos* sont rares dans le régime alimentaire.

Les fruits les plus consommés sont le citron, la naranjilla (*Solanum quitoense*) et le *Solanum betaceum* aussi appelé « tomate d'arbre », tous en préparation (jus), alors que le fruit entier le plus consommé est la banane.

Dans le cas des légumes, les plus courants sont l'oignon long utilisé comme produit de base dans la cuisine. Il y a ensuite la tomate et la carotte. Le cresson, fréquent

dans l'alimentation jusqu'à il y a une vingtaine d'années selon les paysans, est maintenant peu présent dans l'alimentation des familles interrogées.

« Auparavant, nous mangions facilement du cresson et du chou, en salade et en soupe, on ramassait du cresson partout ; la soupe d'orge avec du cresson, c'était quelque chose de typique » (EP11, paysanne insérée dans un système de production agroécologique, communauté San Francisco de Cajas, 2015).

Les différences les plus marquées entre les familles des différents profils de production sont la présence de viande et de légumineuses dans le régime alimentaire. Ces deux produits sont, d'un point de vue nutritionnel, une source de protéines ; et l'un est considéré comme le substitut de l'autre. Bien qu'elles ne présentent pas ce remplacement comme une preuve nutritionnelle, les femmes kayambies ont souvent mentionné la compensation du manque de viande dans leur alimentation par la consommation de céréales, en particulier les légumineuses. En outre, cette substitution est présentée comme une pratique ancienne. « *Nous ne mangeons pas beaucoup de viande. C'est seulement lorsqu'un animal meurt qu'il y a de la viande, mais nous avons les céréales. Faute de viande, nous faisons ce que ma mère faisait : mettre des céréales, des petits pois, des haricots, des fèves. Cela remplace bien la viande, c'est plus sain »* (EP20, productrice présentant un profil d'agriculture traditionnelle, communauté de Chambitola, 2015). Les deux légumineuses les plus courantes dans les tables des paysans sont les petits pois et les haricots, alors que parmi les viandes, celle de poulet est la plus populaire.

Chez les paysans qui présentent un profil productif spécialisé et les paysans qui pratiquent l'agriculture sporadique, les légumineuses ne sont présentes que dans le régime alimentaire de respectivement 13 % et 9 % de ces familles. Dans ces mêmes familles, la consommation de viande est plus répandue.

En revanche, les familles ayant des systèmes de production traditionnels sont celles qui consomment majoritairement des légumineuses (39 % des familles interrogées). La présence de ces espèces dans leurs systèmes de production (§ 4.2.) explique une présence plus marquée dans le régime alimentaire. Dans ces mêmes familles, la consommation de viande est moins populaire (seulement 28 % des familles enquêtées). Une consommation réduite de viande est justifiée par l'impossibilité économique d'accéder au marché pour une consommation régulière. En outre, dans ces familles d'adultes âgés de plus de 50 ans et dans de nombreuses familles indigènes, sont

ancrées les coutumes culinaires des paysans indigènes, où la viande n'est pas le produit de la fête ni du quotidien alimentaire.

« Nous mangeons ce que nous produisons. La viande, c'est de temps en temps, quand nous tuons un animal ou qu'il meurt et qu'il faut le manger. Les céréales [lentilles, pois, fèves] *sont meilleures que la viande. Les anciens disaient qu'il n'était pas bon de manger autant de viande. Je continue à cuisiner comme les anciens »* (EP42, paysanne pratiquant une agriculture traditionnelle, communauté San Juan Loma, 2015).

La consommation quotidienne des différents groupes alimentaires se fait à trois moments : le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner, qui est le rythme selon lequel s'organise la vie quotidienne alimentaire dans la plupart des familles paysannes. Cette structure est semblable à celle du modèle occidental global. La composition de chacune des prises d'aliments conserve encore les spécificités de la culture alimentaire paysanne avec des préparations à forte teneur calorique qui apporte de l'énergie pour les travaux agricoles. La composition la plus répandue du petit déjeuner est un plat chaud composé d'une copieuse pâte à base d'orge principalement et d'un plateau de riz accompagné de grains (lentilles, fèves, pois), parfois d'un morceau de viande, ou d'une soupe épaisse à base de céréales (farine de maïs, d'orge), de pommes de terre et parfois d'une protéine animale, d'une boisson chaude (tisane ou café) et de pain. La plus grande différence dans la composition des aliments se trouve précisément dans ce premier repas. L'âge et le cycle de vie dans lequel se trouve la famille (présence d'enfants ou non) déterminent des diètes différentes. Dans les jeunes familles de moins de 35 ans, le petit déjeuner est composé de yaourt, de jus de fruits, d'œufs, de pain et de boisson chaude (tisane ou café), de façon comparable au petit déjeuner des zones urbaines.

« Aujourd'hui, les jeunes mangent moins qu'auparavant ; avec les supermarchés, la publicité, les entreprises floricoles et même les médecins, tout change. Avant, le petit déjeuner se composait d'une bonne colada [boisson à base de farine et de fruits] *avec de la mélasse ; maintenant, on donne aux enfants un jus chirle*[203] *et ces yaourts avec des céréales. Je ne pense pas que cela soit aussi bon »* (EP37, paysanne pratiquant une agriculture traditionnelle, San Pablo Urco, 2015).

Le déjeuner est régulièrement composé de deux plats : une soupe et un plat dont la base est le riz, et une boisson, généralement un jus de fruits. Le soir, la plupart des

[203] Forme familière d'adjectiver une substance liquide sans consistance, peu épaisse.

familles répètent l'un des deux plats qui ont servi pendant le déjeuner du même jour, complété par une tisane. Une autre particularité dans les familles avec de jeunes enfants est la présence de la consommation de fruits entre les repas. En ce qui concerne l'endroit où se consomment les aliments, le repas se prend essentiellement dans la cuisine dans les foyers ruraux ; dans le cas des maisons les plus modernes, il existe un espace appelé réfectoire, de style urbain, bien que dans la vie quotidienne, on mange dans la cuisine. Dans le cas des paysans et des paysannes qui travaillent en dehors de l'unité de production, ils mangent une ou deux fois en dehors de cet espace. Dans le cas des travailleurs de la floriculture, ce sont ces entreprises qui offrent de l'alimentation à leurs travailleurs, qui comprend parfois le petit déjeuner, le déjeuner et un en-cas pris entre 9 h et 10 h.

5.3.1.2. Une diversité alimentaire qui se construit au-delà de la diversification de la production et des revenus

La diversité alimentaire est considérée comme une condition favorable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FAO *et al.* 2018). La littérature scientifique sur les liens entre les systèmes de production des familles paysannes et leurs pratiques alimentaires montre des différences méthodologiques et des résultats contradictoires. C'est une controverse dans le domaine scientifique. Oyarzun et ses collègues (2013) concluent par une étude de cas dans les Andes équatoriennes et écrivent qu'il existe une correspondance entre le nombre d'espèces cultivées dans des systèmes de production agricole et la diversité alimentaire des familles productrices. Une autre étude basée sur des données en Afrique et en Asie (Sibhatu *et al.* 2015) suggère qu'il existe plutôt un risque de perte de marché (du point de vue d'une économie d'échelle) dans les systèmes de production très divers, ce qui aurait un impact sur les revenus et donc sur la diversité alimentaire. La même controverse existe parmi les acteurs du développement rural, c'est-à-dire savoir si la manière d'apporter à la diversification alimentaire dans le monde rural doit être axée sur l'amélioration des revenus des ménages. Cela impliquerait souvent une spécialisation (monoculture) en produits rentables, afin que les ménages puissent accroître leur diversité alimentaire par le biais du marché. Une autre option stratégique est de promouvoir la diversification alimentaire en encourageant la diversification de la production par une augmentation de l'autoconsommation. Sur le territoire kayambi, les projets agricoles dominants reflètent ces deux courants. Alors que le projet d'industrialisation du territoire, par la production de lait ou de fleurs, défend la position

selon laquelle la diversification alimentaire passe par l'amélioration des revenus des familles paysannes au moyen de l'augmentation des rendements et de la superficie consacrée à ces secteurs (fleurs, lait) ; le projet agroécologique est, quant à lui, né sur le territoire comme une proposition qui vise à améliorer l'alimentation des paysans, principalement en participant à la réhabilitation de l'autoconsommation, une pratique considérée comme érodée, ainsi qu'à accroître la diversité de la production pour l'autoconsommation par la diversification des systèmes de production. Tout au long de ce parcours, de nouvelles stratégies ont été mises au point, telles que le renforcement de la diversité, l'accès au troc et la construction d'alternatives d'insertion des producteurs agroécologiques au marché pour accroître leur pouvoir de consommation et avoir un impact sur l'accès à la nourriture.

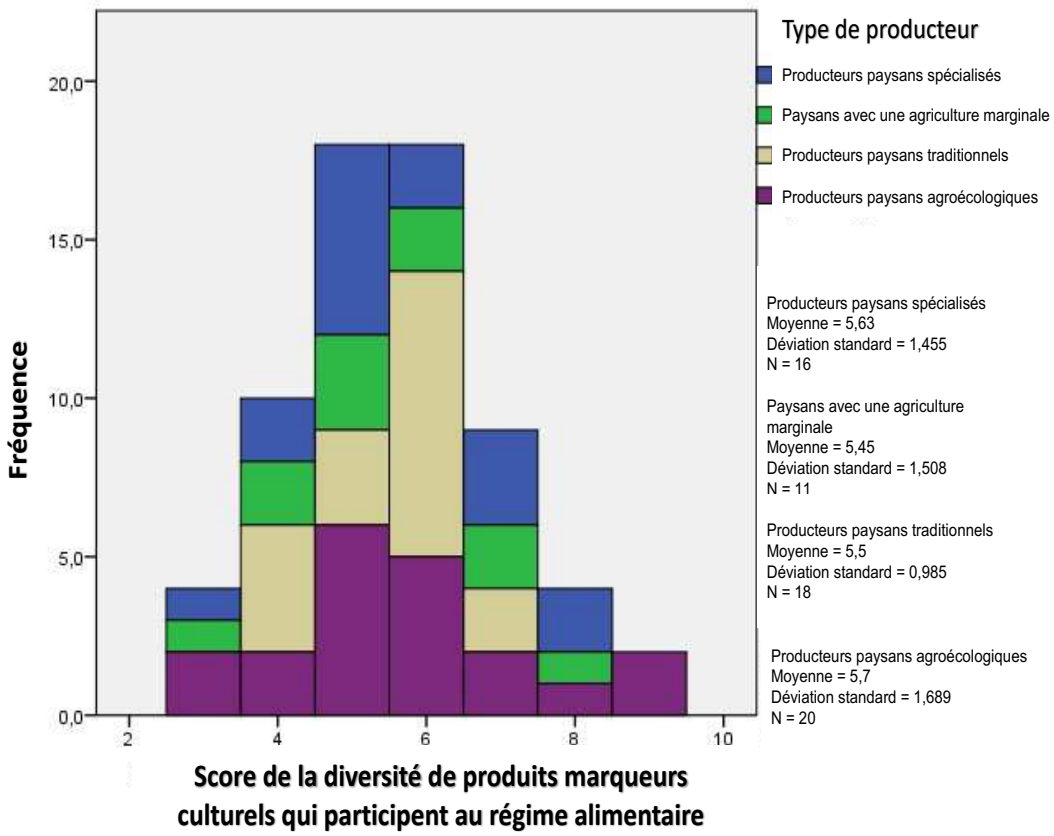
La diversité alimentaire des familles paysannes a été décrite par le Household Dietary Diversity Score comme l'indicateur le plus proche de la capacité économique des ménages à accéder à un régime alimentaire diversifié (§ Introduction partie II et annexe 32). Il importe de préciser que, bien qu'un régime alimentaire varié soit considéré comme un indicateur positif de la sécurité alimentaire, l'indicateur (HDD) utilisé n'est pas révélateur de la composition nutritionnelle de ce régime. Tous les produits entrant dans le régime alimentaire, y compris ceux qui sont consommés en faible quantité comme les condiments, les sucres ou les graisses, ont été inclus dans le calcul de l'HDD. Les produits repris dans les rapports de 24 heures ont été regroupés en 12 groupes alimentaires pour le calcul du score de diversité ; sur la base du score, les régimes ont été classés comme peu variés, moyennement variés ou très variés[204].

Parmi les familles interrogées, le score moyen de l'HDDS est de 5,58. Le score minimum était de 3 et le score maximum de 9 (voir annexe 41). Une proportion de 70,8 % des familles productrices ont une alimentation moyenne variée et il n'existe pas de différence statistique significative entre les régimes alimentaires des familles ayant des profils de production différents. Malgré les courants militants et scientifiques qui prétendent que la diversification productive des systèmes agricoles paysans contribue à la diversification alimentaire de ces familles, on constate dans le cas des paysans kayambis que les deux courants opposés en matière de diversification de la production (systèmes spécialisés et systèmes agroécologiques) présentent une moyenne du score

[204] Peu varié, le score HDD est inférieur à 4 ; le score est très varié, le score HDD est égal à 5 et 8 ; le score HDD est très varié et le score est supérieur à 9.

HDD plus élevée que la moyenne générale (Illustration 52, annexe 41). En outre, ces deux typologies de producteurs sont opposées du point de vue de la diversification de la production, où nous trouvons des familles qui présentent un régime alimentaire très varié.

Illustration 52.
Mesure de la diversité alimentaire dans les familles avec différents profils de production agricole, à l'aide du HDD[205]**



Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); Producteurs agroécologiques (20).

Un courant de diversification alimentaire positive dans les ménages de paysans ruraux fait la relation entre cette diversité et le niveau de revenus des familles. Toutefois, il n'y a pas eu de rapport statistique significatif entre le revenu mensuel total des ménages et la diversification de l'alimentation (annexe 42). Ni les revenus ni la diversité productive ne semblent être des variables directement liées à la diversité des régimes alimentaires des familles paysannes. Toutefois, le travail des femmes en dehors de l'exploitation agricole, en particulier dans l'agro-industrie floricole, entraînerait des répercussions sur

[205] Household Dietary Diversity Score

la diversité des régimes alimentaires. Une différence statistique significative – preuve de l'écart des moyennes – est présente dans le score de diversité alimentaire des familles paysannes où les femmes travaillent dans la floriculture. Alors que la moyenne du score de diversité pour les familles où les femmes qui ne vendent pas leur main-d'œuvre à l'industrie des fleurs est de 5,80, le score des familles dont les femmes sont employées dans la floriculture est de 4,87 (annexe 43). Les femmes qui vendent leur main-d'œuvre se défendent bien dans la mise en œuvre de stratégies d'économie du temps pour remplir le rôle, qui leur est socialement attribué, de prendre soin du foyer dont elles restent responsables. Dans ces activités, le temps consacré à la préparation des aliments est l'un des facteurs qui affecteraient l'inclusion de certains groupes alimentaires, comme les légumineuses, considérés comme très demandeur de temps pour leur préparation.

« Le bus de la plantation passe me prendre à 5h, je reviens du travail à 17h, dans le meilleur des cas, fatiguée pour préparer les choses pour le lendemain. Je cuisine la nuit et au petit matin, à 3h, je me lève pour finir de préparer le petit déjeuner et le déjeuner. Je n'ai pas beaucoup de temps. Avec le temps dont je dispose, il faut aller vite. Cuisiner des céréales, du morocho, ce que nos grands-parents mangeaient auparavant, c'est pour les femmes qui ne travaillent pas et qui ont du temps » (EP59, paysanne productrice et travaillant dans une plantation de fleurs, communauté de San Joaquin, 2015).

La variété alimentaire au niveau du foyer, conçue depuis la proposition de l'HDDS, permet d'avoir une vue d'ensemble de l'intégration de l'alimentation d'une population et d'observer les différences à l'intérieur de celle-ci. Toutefois, le regroupement des produits alimentaires en groupes alimentaires rend l'analyse plus difficile : par exemple, l'insertion des produits industriels dans les régimes alimentaires ou l'analyse du rapport des régimes alimentaires avec la culture alimentaire ou avec l'écosystème de la zone.

5.3.2. Les différences dans l'alimentation des paysans au-delà des groupes alimentaires

Bien que nous ayons constaté que la diversité alimentaire qualifiée par l'intermédiaire de l'HDDS ne présentait pas de différences statistiques entre les producteurs, quand nous observons à l'intérieur des groupes alimentaires, nous constatons des différences dans la composition de l'alimentation, tant par sa nature (produits transformés ou naturels) que par son attachement à une culture alimentaire socialement

définie comme la culture kayambie, ainsi qu'aux dynamiques productives agricoles locales.

5.3.2.1. La présence de produits transformés dans le régime kayambi est faible et concerne les producteurs qui pratiquent l'agriculture sporadique

Le régime alimentaire des paysans kayambis, quelle que soit la structure de production des familles, est essentiellement constitué de produits naturels. Rares sont les produits transformés et ultra-transformés qui apparaissent dans le régime alimentaire quotidien. Sur 55 produits repris dans les 325 rappels de 24 heures, 11[206] sont traités et ultra-traités [207]. Sur le nombre total [208] de produits consommés (3831), seulement 1,95 % sont des produits transformés. Les produits transformés les plus consommés sont les produits laitiers, puis les pâtes (y compris les préparations ultra-traitées de cuisson rapide) et les boissons sucrées et énergisantes[209]. Dans le cas des produits laitiers et des nouilles, ce sont des produits qui remplacent des préparations culinaires telles que les *coladas* utilisées pour le petit déjeuner ou les soupes faites à base de farines et de céréales ; dans les deux cas, l'économie du temps dans la cuisine est une motivation pour la consommation.

Dans cette zone de production, le lait est de consommation générale, mais pas abondante parmi les familles paysannes. La consommation de lait frais - avec une pasteurisation artisanale - est faible, la plupart des producteurs vendent leur lait et achètent du lait de l'industrie pour leur consommation, de même que les produits dérivés (yaourt, beurre, fromage). Les producteurs paysans qui transforment le lait de façon artisanale pour la consommation sont très rares. La consommation de produits laitiers traités n'a pas montré statistiquement de différence entre les ménages ayant des profils de production différents (annexe 43).

[206] Les produits laitiers (crème de lait, beurre, fromage, yaourts) ; saucisses, saucissons, conserves (thon, sardine) ; pâtes et produits surtraités (snacks, repas préparés, boissons sucrées).

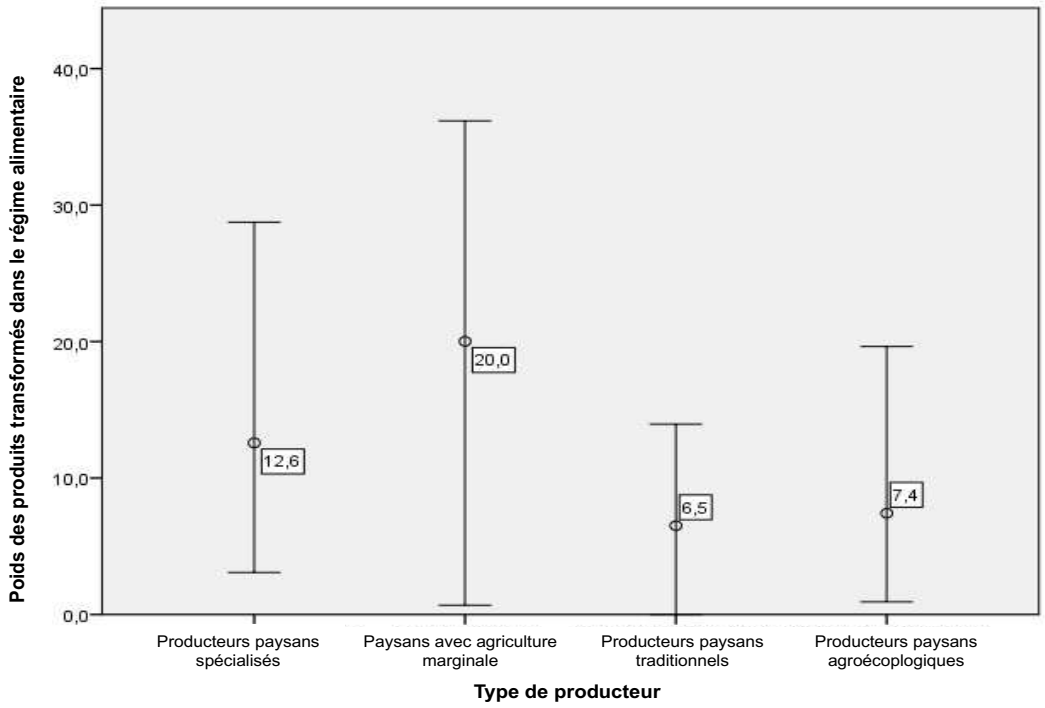
[207] Il est rappelé que, pour l'analyse de la nature du régime alimentaire (présence de produits naturels ou transformés), ont été exclus du groupe des aliments naturels : toutes les herbes aromatiques et les espèces utilisées comme ingrédients culinaires pour assaisonner des plats, les édulcorants miel et sève d'agave américain ; et des produits transformés les ingrédients culinaires : huile, beurre, levure, mayonnaise, sel, soupes instantanées Maggi, mélange de condiments, de sucre, de mélasse. Dans les deux cas, ces produits ne sont pas les principaux acteurs du régime alimentaire et la consommation est généralisée dans la population interrogée (voir annexe méthodologie).

[208] Nombre total de fois qu'un produit a été consommé dans l'ensemble des familles interrogées

[209] Voir annexe 44

Il existe bien une différence statistiquement significative de moyennes de la consommation de produits transformés de manière globale entre les familles paysannes selon leur profil de production (illustration 53 ; annexe 45). Ce sont les familles de paysans considérés comme des paysans à agriculture sporadique qui présentent la moyenne la plus élevée (20 %) pour la consommation de produits transformés par rapport à l'ensemble des produits de leur régime alimentaire.

Illustration 53.
Poids (en %) des produits transformés dans l'alimentation des familles paysannes présentant différents profils productifs**



Source: Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels ..(18); producteurs agroécologiques (20).

La consommation de boissons énergisantes entre les repas augmente surtout chez les membres de la famille travaillant dans la floriculture. Elles sont utilisées comme source d'énergie. D'après la dernière enquête sur les revenus et les dépenses, dans les ménages ruraux, sur les dépenses alimentaires totales, 32 % sont destinées à des boissons non alcoolisées, contre 22,6 % pour les ménages urbains (INEC 2012).

"Auparavant, c'était la chicha [boisson fermentée à base de maïs] qui était prise lors des travaux du champ, c'est maintenant le V220[210]. Les hommes et les femmes en boivent, cela nous aide à supporter les journées de travail épuisantes. Dans les plantations, lorsque les pics sont là et que nous devons travailler à l'aube, ces boissons nous réchauffent et nous donnent de l'énergie, nous travaillons par sessions de 12 heures" (EP58, paysanne pratiquant une agriculture sporadique et ouvrière floricole, Cusubamba, 2015).

La section d'âge qui présente les consommations les plus élevées de produits transformés est celle des personnes de moins de 35 ans (annexe 46). C'est dans cette section d'âge que se trouvent la plupart des producteurs ayant une agriculture sporadique.

À l'autre extrémité, ce sont les familles ayant des profils de production d'agriculture traditionnelle et agroécologique qui ont le moins d'aliments transformés dans leur régime alimentaire. Dans ces familles, les principaux produits transformés consommés sont les produits laitiers, suivis de loin par les pâtes et les produits de la mer en conserve, essentiellement le thon.

5.3.2.2. Un régime alimentaire des agriculteurs qui s'éloigne de la culture alimentaire kayambie

L'alimentation des agriculteurs kayambis, reconnue comme telle par la société, a subi des reconfigurations tout au long de l'Histoire à mesure que les dynamiques agricoles et, d'une manière générale, le système agri-alimentaire local ont évolué. Malgré cela, dans l'imaginaire collectif, des produits comme l'orge, le maïs, le *cuy* (cobaye) sont encore considérés comme faisant partie de l'identité culinaire kayambie. Alors que le riz (tableau 28), par exemple, qui est largement consommé parmi les paysans kayambis, est encore considéré aujourd'hui comme un produit étranger au monde *du uchujacu* (annexe 47), produit de l'identité paysanne kayambie.

[210] Marque commerciale de boisson énergisante (voir annexe 7)

Tableau 28.
Le riz et le *uchujacu*, symboles de deux mondes différents

Deux symboles de mondes différents sont *l'uchujacu* et le riz. Sur le territoire kayambi, le riz est une denrée alimentaire d'une valeur symbolique infaillible, comme l'a décrit et affirmé Weismantel (1994) dans sa recherche sur l'alimentation des agriculteurs indigènes à Zumbahua (communauté andine de Cotopaxi). Les paysans et d'autres proches parlent du riz pour distinguer l'autre, qui n'est pas indigène, qui n'est pas paysan, le métis qui travaille dans la ville et qui a quitté la campagne. Pendant longtemps, dans l'espace rural des Andes équatoriennes, c'était une nourriture de luxe, qui était peu disponible. Aujourd'hui, dans une revendication pour la production locale et le statut de paysan indigène, le riz représente la culture de celui qui a cessé d'être paysan, des jeunes de la ville, c'est le représentant du monde extérieur. Toutefois, dans la pratique, le riz est le produit qui est le plus souvent consommé (§ 5.2.1.1.), c'est l'accompagnement de base de la population alimentaire kayambie.

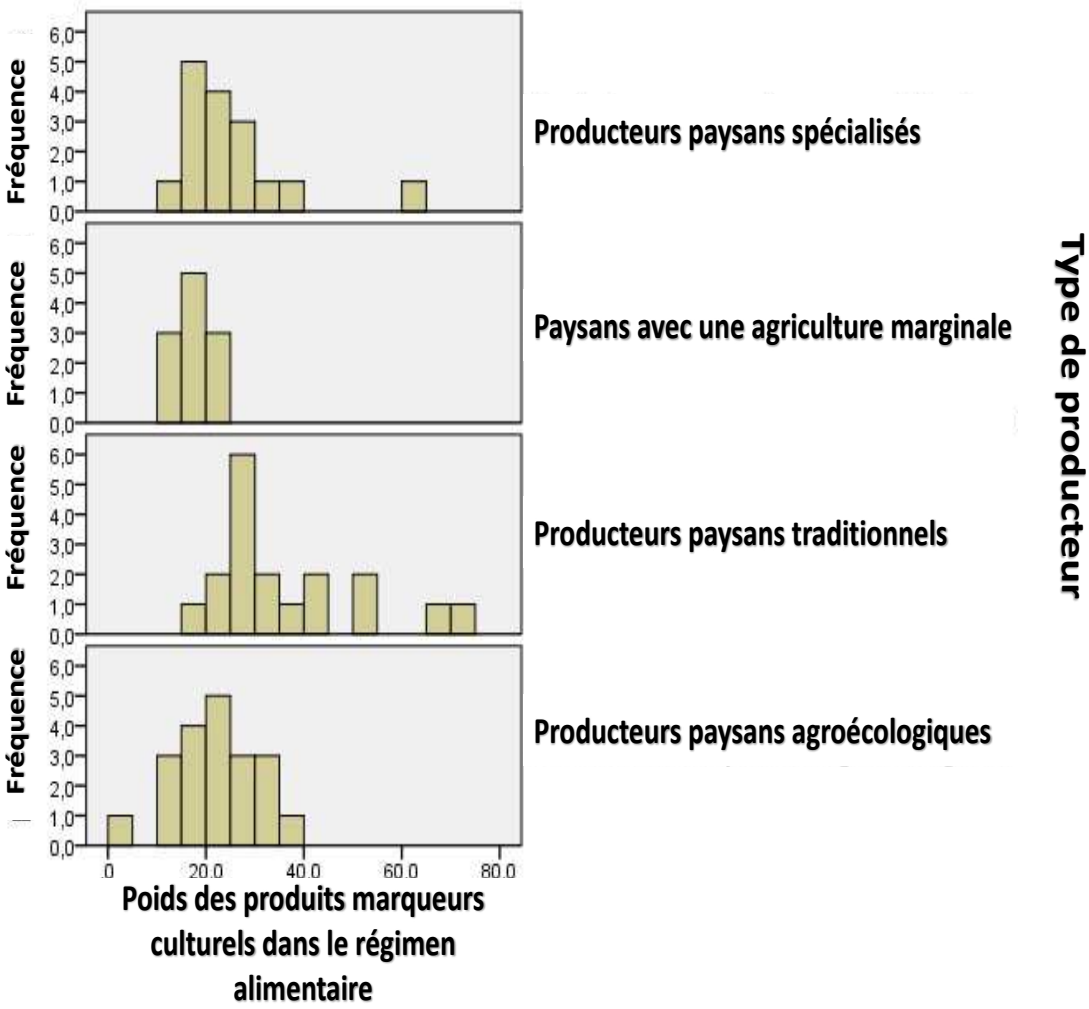
Sur la base d'une étude bibliographique, d'entretiens historiques sur l'alimentation et de trois ateliers organisés avec les organisations paysannes les plus représentatives du territoire kayambi (UNOPAC, Peuple Kayambi, COINOC), treize produits ont été identifiés comme symboles du "régime kayambi" quotidien. Ces produits *marqueurs culturels* sont : le *cuy*, le petit pois, la fève, la lentille, le maïs, l'orge, le blé (tous ces produits sous forme de grains secs, frais et farine), le cresson, la cucurbitacée zambo, *l'uchujacu* (farine traditionnelle), les pommes de terre, le navet de type *Jicama*, la tubercule *oca*. Sur la base de la présence de ces produits *marqueurs culturels* (annexe 32; Introduction partie II) dans le régime des paysans kayambis, on a déterminé le poids (pourcentage de répartition de ces produits par rapport au total des produits utilisés dans l'alimentation) dans l'alimentation des agriculteurs kayambis par rapport à ce que l'on appelle *le taux de présence des produits marqueurs culturels (IPMC*) . On a également calculé une *valeur de la diversité de la consommation de marqueurs culturels (PDMC)* (voir annexe 32 ; introduction Partie II) qui représente, comme son nom l'indique, la diversité de produits marqueurs culturels présents dans le régime paysan. L'un des piliers du "projet agroécologique" est le sauvetage agronomique et culinaire de produits considérés comme faisant partie de l'alimentation traditionnelle des agriculteurs. Cette revalorisation impliquerait, d'une part, une meilleure reconnaissance économique de ces produits sur le marché et, d'autre part, la réintroduction ou la consolidation de leur présence dans les régimes alimentaires paysans et les parcelles agricoles. Contrairement aux pratiques sociotechniques d'homogénéisation du système agroalimentaire dominant,

le projet agroécologique et plus largement le paradigme de la souveraineté alimentaire, vont à contre-courant de l'acculturation et de la transculturation alimentaire, car celles-ci contribuent à la perte d'autonomie productive et alimentaire pour les agriculteurs.

D'après l'analyse statistique descriptive, il existe des différences hautement significatives (***) entre les moyennes du *poids des produits de marqueurs culturels* dans le régime alimentaire des familles paysannes kayambies qui ont des profils de production différents (illustration 54). Dans l'ensemble, dans les familles paysannes interrogées, la moyenne est de 26,1 %. Ce sont les producteurs agricoles traditionnels qui présentent le plus grand IPCM, soit 36,6 %, tandis que les paysans qui pratiquent l'agriculture sporadique ont la moyenne la plus basse, à savoir 18,1 %. En dépit d'un discours très prononcé sur la récupération et la revalorisation d'une culture alimentaire kayambie par le mouvement agroécologique, les familles qui présentent un profil de production agroécologique ont un IPCM moyen de 21,9 % (annexe 48).

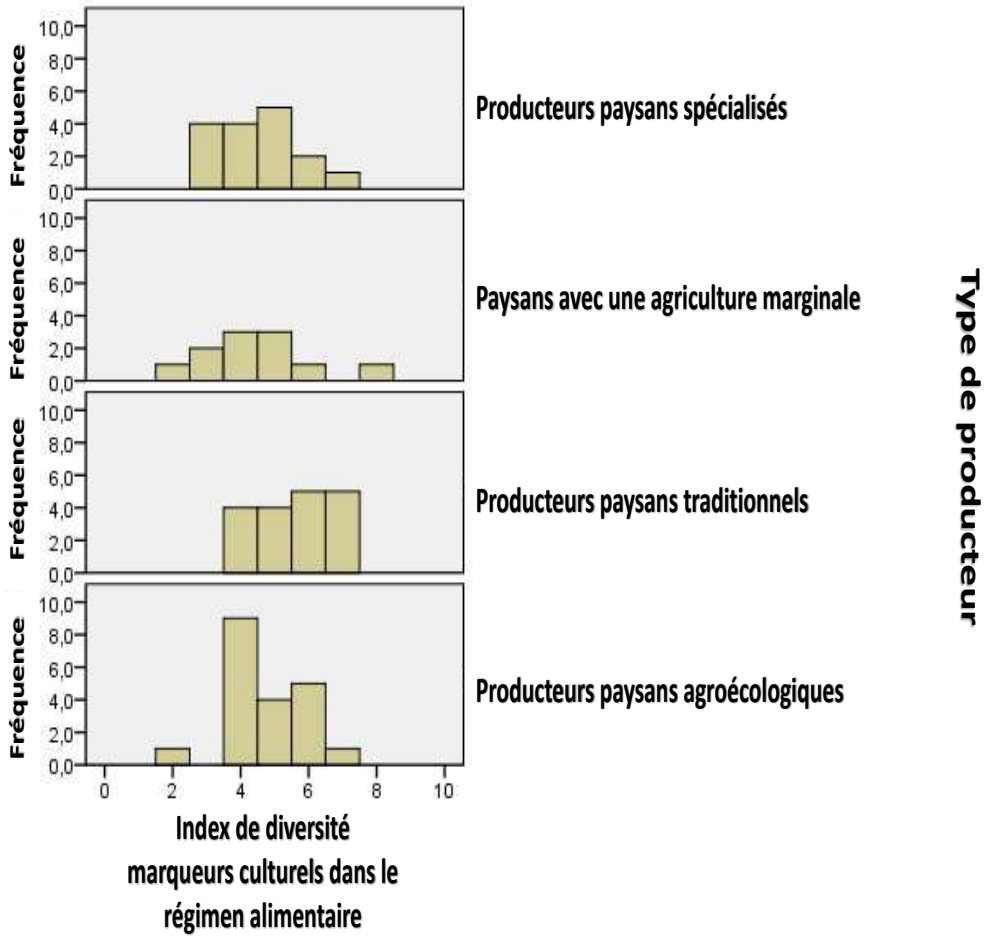
La diversité des produits marqueurs culturels qui participent au régime alimentaire quotidien des familles est relativement faible (illustration 54). Sur les 13 produits définis comme marqueurs culturels, les familles paysannes utilisent en moyenne 4,9 produits dans leur régime alimentaire. Les différences entre les moyennes de PDMC sont statistiquement significatives (*) en fonction du profil de production des familles paysannes. Ce sont les paysans qui s'adonnent à l'agriculture traditionnelle qui ont la moyenne la plus élevée pour les PDMC : 5,9. Les producteurs agroécologiques sont en deuxième position avec une PDMC moyenne de 4,8.

Illustration 54.
Poids de la consommation de produits marqueurs culturels dans l'alimentation des familles paysannes présentant des profils de production différents**



Source: Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20)

Illustration 55.
Valeur de diversité dans la consommation de produits marqueurs culturels, dans le régime alimentaire des paysans avec differents profils productifs**



Source: Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20).

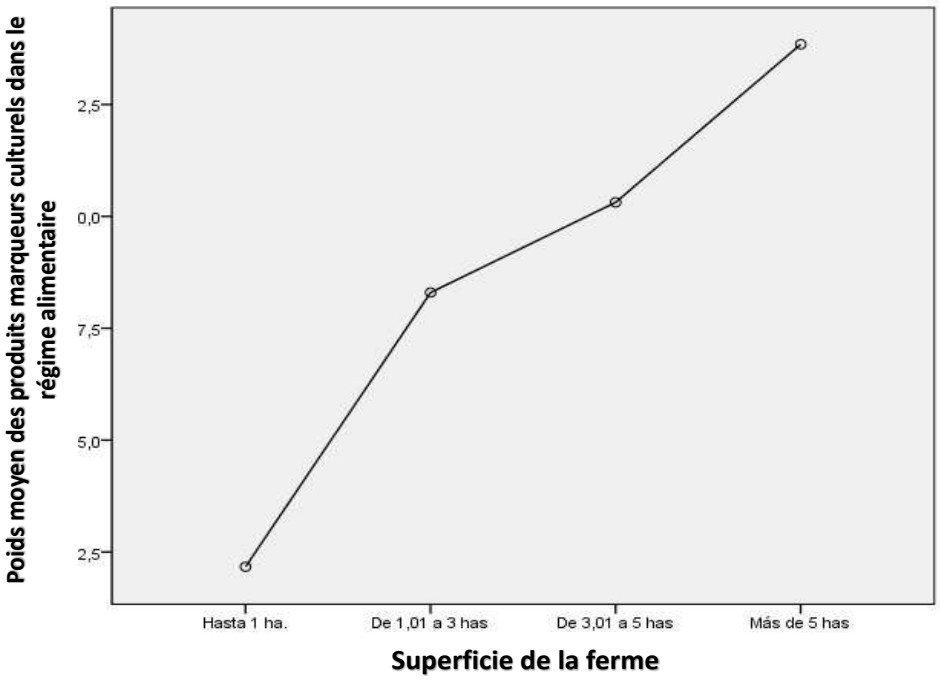
Sur les 13 produits marqueurs culturels reconnus comme tels par les paysans kayambis, deux sont complètement absents : le navet jicama et la tubercule oca, dont il n'y a eu aucun enregistrement dans les rapports de 24 heures. La pomme de terre et le maïs (en prenant en compte les différentes variétés) sont les marqueurs culturels qui ont enregistré le plus grand nombre de fréquences dans les rapports de 24 heures (voir annexe 49).

La superficie des unités de production, la zone (moyenne, basse, élevée) dans laquelle habitent les familles et le cycle de vie (âge moyen des chefs de famille) sont également des variables qui présentent une importance statistique pour les moyennes

IPCM et PDMC (annexes 50, 51, 52). Dans le cas de la zone écologique dans laquelle se trouvent les unités productives et les familles, la moyenne la plus élevée de consommation de produits marqueurs culturels est dans la zone haute ; cette même dynamique se retrouve en termes de valeur de diversité PDMC. Dans le cas de l'âge, les familles ayant la moyenne la plus élevée pour l'IPCM et le PDMC sont celles dont l'âge moyen est supérieur à 51 ans.

La moyenne la plus élevée pour l'IPCM par rapport à la surface est celle des UPAS de plus de 5 ha. Pour la taille de l'UPA, il existe une corrélation positive entre IPCM et surface. Pour les PDMC, il n'y a pas de corrélation positive avec la surface ; la moyenne la plus élevée pour les PDMC se trouve dans les unités de production entre 3,01 et 5 ha (Illustration 56)

Illustration 56.
Poids moyen des produits culturels dans le régime alimentaire selon la surface de l'exploitation



p<0,05 test ANOVA de différence de demi-source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015

Lors d'entretiens approfondis sur le régime alimentaire de la famille, l'un des éléments mentionnés de manière répétée a été la limitation en surface de terre pour cultiver des produits tels que les marqueurs culturels, ce qui est exprimé dans l'analyse

statistique. S'il en est ainsi, on comprendrait le discours des producteurs agroécologiques sur le sauvetage d'une culture alimentaire kayambie, freiné par leur accès limité à la terre, 82,1 % des producteurs agroécologiques ont des UPAS inférieures à 1 ha.

« Je sèmerais plus de maïs, plus de fèves, plus d'orge, pour manger, si j'avais plus de terres, j'en ai peu, et il faut semer ce qui est vendu et ce qui est récolté rapidement. Il faut un an avant de récolter nos céréales, nous avons besoin de beaucoup de terres pour en retirer quelque chose et, lorsque nous allons vendre, nous ne nous vendons pas à un prix équitable, nous produisons moins et nous mangeons moins. » (EP83 femme participant à un système de production agroécologique).

Si l'accès à la terre peut être un obstacle à la production et à la consommation de ces produits par l'autoconsommation, l'accès à ces produits pourrait se faire par l'intermédiaire du marché ; toutefois, les familles paysannes accèdent à ces produits de manière très ponctuelle par l'intermédiaire du marché (§5.2.2) et donnent la priorité à d'autres produits. L'âge des chefs de famille et surtout des femmes responsables de la prise de décisions alimentaires est peut-être le facteur le plus déterminant dans l'incorporation ou non des produits marqueurs culturels. Selon les expressions des paysannes, ce sont les grands-mères qui cuisinent ces produits, suggérant qu'il y a un changement dans le régime alimentaire quotidien en fonction de l'âge.

*« Dans les endroits situés à plus haute altitude, où il y a plus de terres, plus de femmes qui restent chez elles, plus de personnes âgées ; on y maintient davantage ces habitudes alimentaires. Nous, nous en mangeons, mais pas toujours. Mais si vous allez chez ma mère, l'orge ne manque pas » (*EP19, une femme paysanne liée à un système de production agricole sporadique, communauté de Conimburo, 2015).

5.3.2.3. Un régime alimentaire avec des produits correspondant à l'agroécosystème kayambi, mais avec des différences entre les types de producteurs

La plupart des produits naturels ou frais trouvés dans l'alimentation sont en rapport avec l'agroécosystème du territoire kayambi, ce qui ne signifie pas qu'ils ont été produits dans la région, bien qu'ils auraient pu l'être. La moyenne du poids de ces produits dans le total des produits frais/naturels consommés est de 82 %. Quelques produits frais étrangers aux conditions de l'agroécosystème local ont été trouvés dans les régimes alimentaires, le riz en tête, et les fruits en deuxième position. Il existe une différence statistiquement significative pour la moyenne du poids que ces produits dits exotiques représentent dans

l'ensemble des produits naturels/frais, selon le profil dans lequel s'insère une famille paysanne (Tableau 29). Ce sont les producteurs à agriculture sporadique qui présentent la moyenne la plus élevée de produits frais/naturels produits dans des conditions agro-écosystémiques autres que celles du territoire kayambi. Le riz est le principal produit naturel ou frais d'un écosystème différent, consommé par ces paysans. Bien que le riz reste le produit de consommation le plus important parmi les produits frais dits "exotiques", chez d'autres paysans, comme les paysans agroécologiques, des produits tels que les fruits ont un poids important. Une consommation accrue de fruits d'autres écosystèmes est en partie due aux alliances construites par les producteurs agroécologiques kayambi avec des pairs producteurs, mais qui viennent avec leurs produits d'autres écosystèmes et qu'ils échangent, une fois par semaine ou tous les quinze jours, au sein des foires agroécologiques. Lors de ces foires, les producteurs agroécologiques achètent ou échangent des produits issus de différents étages écologiques.

> *« Depuis que les producteurs de Lita viennent à la foire, nous avons appris à manger certains produits de là-bas, les fruits, le manioc, la banane plantain. J'échange mes produits avec eux à la fin de la foire et, s'il n'y a rien que je puisse échanger, j'en achète »* (EP51, paysanne liée à un système de production agroécologique, l'espoir, 2015).

Tableau 29.
Poids des produits naturels/frais et leur rapport avec l'agroécosystème local

						95 % de l'intervalle de confiance pour la moyenne			
		N	Moyen	Écart type	Erreur standard	Limite inférieure	Limite supérieure	Minimum	Maximum
Poids dans l'alimentation des produits naturels/frais sans rapport avec l'agroécosystème. **	Paysans producteurs spécialisés	16	15,9	8,9	2,2	11,1	20,6	0,0	36,4
	Paysans agriculteurs marginaux	11	29,5	15,0	4,5	19,4	39,6	4,7	56,7
	Paysans producteurs traditionnels	18	14,0	7,7	1,8	10,2	17,8	1,8	37,1
	Paysans producteurs spécialisés	20	16,7	8,6	1,9	12,6	20,7	2,0	31,7
	Total	65	17,9	11,0	1,4	15,2	20,6	0,0	56,7

** p<0,01 test ANOVA de différence de moyenne
Source: Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015 Élaboration

5.3.3. Entre la chakra et le marché : les espaces qui produisent l'alimentation des agriculteurs kayambis

Les rapports de 24 heures ont permis d'identifier trois voies distinctes de mobilisation des produits alimentaires des familles paysannes : *chakra* ou unité de production UPA, les échanges non commerciaux (troc d'aliments et troc de main-d'œuvre) et le marché ; ce dernier canal se trouve sur les marchés traditionnels, les supermarchés, les marchés en circuits courts comme les foires agroécologiques (voir annexe 53).

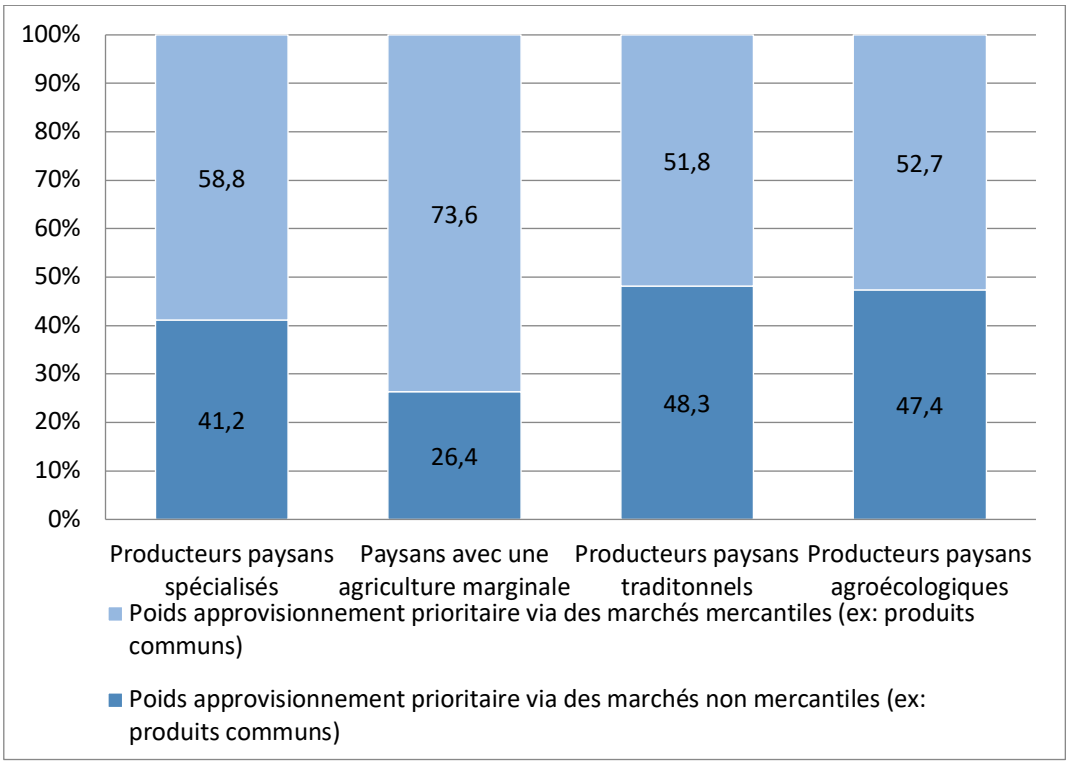
Les descriptifs sur la base desquels s'est effectuée l'analyse de la dimension « provenance de l'alimentation dans les familles rurales » sont les suivants: participation du marché dans l'accès à la nourriture; participation de différents types de marché (supermarchés, marchés traditionnels, marchés en circuits courts) dans l'accès à la nourriture; participation de l'autoconsommation au régime alimentaire; contribution des relations sociales d'échange dans l'accès à la nourriture; évolution de l'origine des produits marqueurs culturels qui participent à l'alimentation; origine des produits marqueurs de l'agroécosystème qui participent à l'alimentation; origine des produits liés aux principales dynamiques de production qui participent au régime alimentaire. Tous ces descriptifs ont été analysés à la lumière des différences statistiques qui peuvent se présenter au sein des familles paysannes liées à différents profils de production. L'analyse quantitative a été enrichie par les récits de ces familles.

Indépendamment du profil de production des familles paysannes, le principal canal d'approvisionnement en produits alimentaires[211] est le marché (Illustration 57); 59,2 % du total des denrées alimentaires enregistrées dans le rapport de 24 heures sont achetés par le biais d'échanges commerciaux. Toutefois, les circuits non commerciaux, principalement l'autoconsommation, constituent une source importante d'alimentation (40,8 %). Cela contraste avec les discours des acteurs du territoire qui affirment que l'alimentation des paysans est complètement mercantilisée par les producteurs présentant certaines caractéristiques productives comme les paysans éleveurs de bétail.

[211] Pour le calcul du poids de chaque canal où les familles paysannes s'approvisionnent pour l'alimentation, les produits appartenant aux catégories suivantes ont été laissés de côté : herbes aromatiques (pour la fabrication de tisanes), produits culinaires (condiments et herbes) et édulcorants. Ce sont des produits qui entrent dans l'élaboration des plats de paysans en leur apportant de la saveur dans le cas des condiments et des édulcorants. En conséquence, nous ne les considérons pas comme des acteurs de l'alimentation du point de vue de l'apport calorique et de l'accomplissement de la satiété.

« Ceux qui produisent du lait, ne produisent plus de nourriture pour leur famille ; ils ont échangé leurs cultures pour de l'herbe afin de gagner plus d'argent. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que cela revient au même. L'argent qu'ils reçoivent du lait est ensuite transformé en nourriture parce qu'il faut manger. Je pense qu'il vaut mieux manger ce que l'on produit » (OC1, UNOPAC, 2015).

Illustration 57.
Poids (%) de la chaîne d'approvisionnement des produits qui participent à l'alimentation des familles agricoles avec différents profils productifs**



Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20)

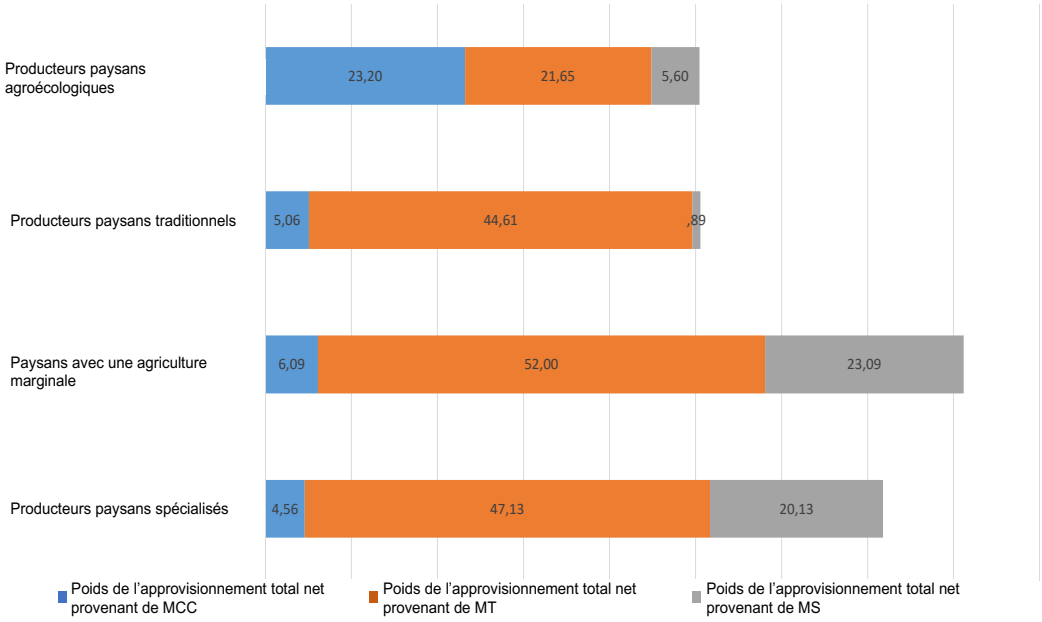
5.3.3.1. Le marché est le principal canal d'approvisionnement alimentaire : marchés, foires agroécologiques et supermarchés.

« Pour moi, c'est beaucoup plus cher et il me faut plus de temps pour produire et récolter de l'orge et du blé. Je dois cultiver, récolter, nettoyer, griller. Pour cela, je devrais me rendre au moulin à Cayambe. Il est beaucoup plus facile d'acheter sur le marché. Nous préférons avoir les choses de la manière la plus simple ». (EP30, paysanne liée à un

système spécialisé de production, fleurs, communauté Santa Marianita de Pingulmi, 2015).

Aujourd'hui, indépendamment du profil productif des familles paysannes, la principale source d'approvisionnement alimentaire des paysans est le marché. Au cours des 15 dernières années, les filières commerciales d'approvisionnement se sont diversifiées en nature (§5.1), mais ce sont les canaux traditionnels - marchés (MT) - qui sont la principale source d'approvisionnement commercial. Les supermarchés (MS) sont le deuxième canal le plus utilisé parmi les familles paysannes et les foires agroécologiques (MCC) sont encore peu fréquentées par ces mêmes familles qui ne sont pas à l'origine de cette dynamique de production (Illustration 58).

Illustration 58.
Répartition du poids (en %) sur l'approvisionnement alimentaire des familles paysannes, par voie d'approvisionnement, régi par une relation commerciale**



Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18) ; producteurs agroécologiques (20).

Pour les trois filières d'approvisionnement commercial (MCC, MT, MS), on trouve une différence statistiquement significative forte entre les moyennes des familles ayant des profils de production différents (annexe 54). Pour la filière supermarchés (MS), des différences statistiquement significatives sont observées en fonction de la zone

géographique dans laquelle se trouvent les familles paysannes. Ce sont les familles de paysans de la zone basse qui utilisent le plus fréquemment ce canal (13,97 %). Les marchés traditionnels (MT), occupent quant à eux une plus grande part de l'approvisionnement alimentaire des ménages de la zone haute (moyenne 58,14 %).

Les principaux circuits commerciaux d'approvisionnement alimentaire sont concentrés dans la partie basse du territoire où s'approvisionne la majorité de la population. La population paysanne de la zone basse est plus proche géographiquement des supermarchés, ce qui facilite les achats. Les familles géographiquement éloignées des supermarchés hésitent encore à les utiliser. Le supermarché représente pour certaines familles un monde auquel elles n'appartiennent ni économiquement ni sur le plan alimentaire.

« Non, je ne suis jamais allée au supermarché, je ne saurais pas comment y faire mes achats. Là, je crois qu'il faut payer avec une carte, ce que je n'ai pas, et les choses doivent être plus chères. Y vendent-ils du morocho, de la farine de maïs ? » (EP20, paysanne, liée à un système de production agricole traditionnel, communautaire de Chambitola, 2015).

Par rapport à la taille de l'UPA, les trois canaux présentent des implications statistiques pour les moyennes. Ce sont les familles associées à des unités de production de moins d'un hectare qui présentent des moyennes supérieures aux moyennes globales pour le poids des foires agroécologiques MCC et des supermarchés MS comme lieux d'approvisionnement alimentaire.

Dans le cas de l'approvisionnement des produits marqueurs culturels, la moyenne globale du poids du canal commercial était de 12,5 % ; il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les moyennes de familles ayant des profils différents de production, ni pour les autres variables.

Le lait et l'oignon, considérés comme les produits marqueurs de la dynamique de production de la région atteignent 44 % du marché sans que le profil de production des familles soit statistiquement significatif.

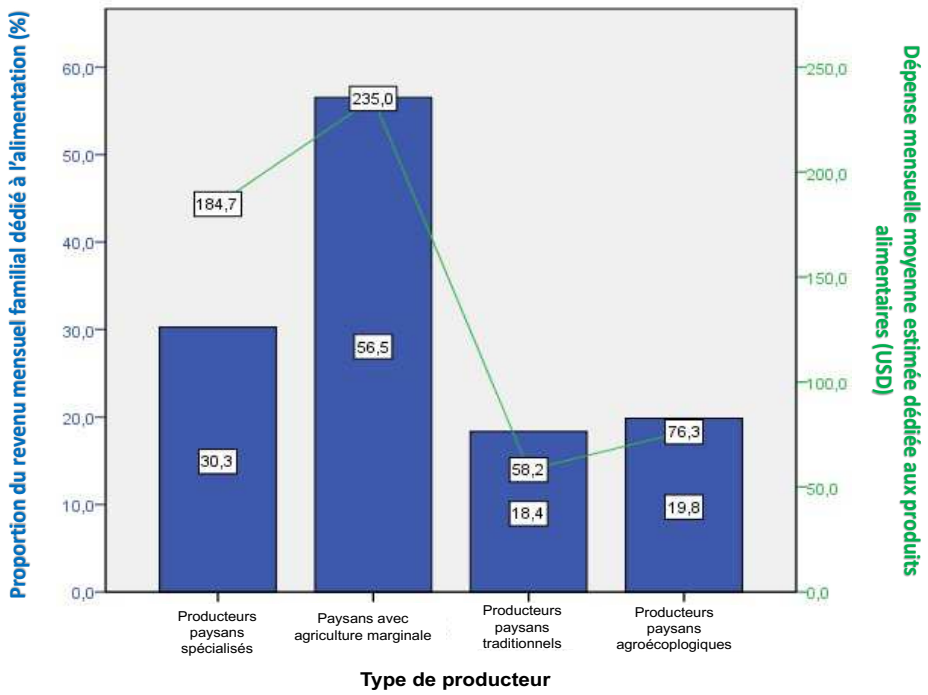
Les autres produits frais, qui ont trait à l'agriculture et à l'écosystème local et qui ont participé au régime alimentaire des familles paysannes, viennent du marché à 16,4 % (moyenne) ; parmi les familles paysannes, on trouve des différences statistiquement significatives selon le profil de production et le type de canal commercial.

Une fois de plus, le revenu des familles paysannes ne présente ni corrélation ni différence statistiquement significative.

5.3.3.2. Les dépenses alimentaires sont plus élevées chez les producteurs pratiquant une agriculture sporadique

Ce sont les familles qui ont opté pour une autonomie économique fondée sur la vente de leur main-d'œuvre en dehors de leurs unités productives (producteurs agricoles sporadiques) qui sont les plus dépendantes du marché pour satisfaire leur alimentation. Cela concerne non seulement une activité agricole réduite, fonction de l'activité professionnelle des femmes, mais aussi les signes de changement vers une alimentation plus marquée en produits dont l'accès n'est possible que par le marché, comme les pâtes et le riz. Ce sont ces familles de producteurs qui présentent la moyenne mensuelle la plus élevée de dépenses alimentaires, supérieure à la moyenne générale. Dans cette typologie, l'écart entre la valeur minimale et la valeur maximale des dépenses est le moins important par rapport aux autres (200 - 300 USD), ce qui correspond à une tendance à la hausse des dépenses par rapport à d'autres ménages ayant un profil de production différent.

Illustration 59.
Coût mensuel de l'alimentation (usd/mois) et poids de la dépense alimentaire par rapport au revenu mensuel (%) dans les familles agricoles présentant différents profils productifs**



Source : Entretiens alimentaires, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20)

Statistiquement, il y a une différence marquée (annexe 55) entre les moyennes liées à la fois à la dépense alimentaire et au poids que celle-ci a sur le revenu des ménages qui ont des profils alimentaires différents. L'origine des ressources économiques pour l'accès à l'alimentation par le marché présente également des différences statistiques entre les familles ayant des profils de production différents. Ce sont les producteurs spécialisés et les producteurs agroécologiques qui, en majorité (Tableau 30), utilisent des ressources provenant de l'activité économique dans leurs exploitations pour accéder au marché alimentaire, alors que les producteurs agricoles traditionnels qui sont les moins susceptibles d'accéder à la nourriture par le marché le font par le biais de ressources provenant d'autres activités économiques.

Tableau 30.
Origine des ressources pour l'achat des aliments pour la famille

		Type de producteur									
		Paysans producteurs spécialisés		Paysans agriculteurs marginaux		Producteurs agricoles traditionnels		Paysans producteurs spécialisés		Total	
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Origine des ressources pour l'achat de produits alimentaires ***	Autres activités économiques	2	5,0	20	100	14	63,6	4	14,3	40	36,4
	Revenu agricole de l'UPA	38	95,0	0	0,0	8	36,4	24	85,7	70	63,6
	Total	40	100,0	20	100,0	22	100	28	100,0	110	100,0

***<0 001 test Chi2 de différence de proportions.
Source : Entretiens alimentaires, janvier - décembre 2015

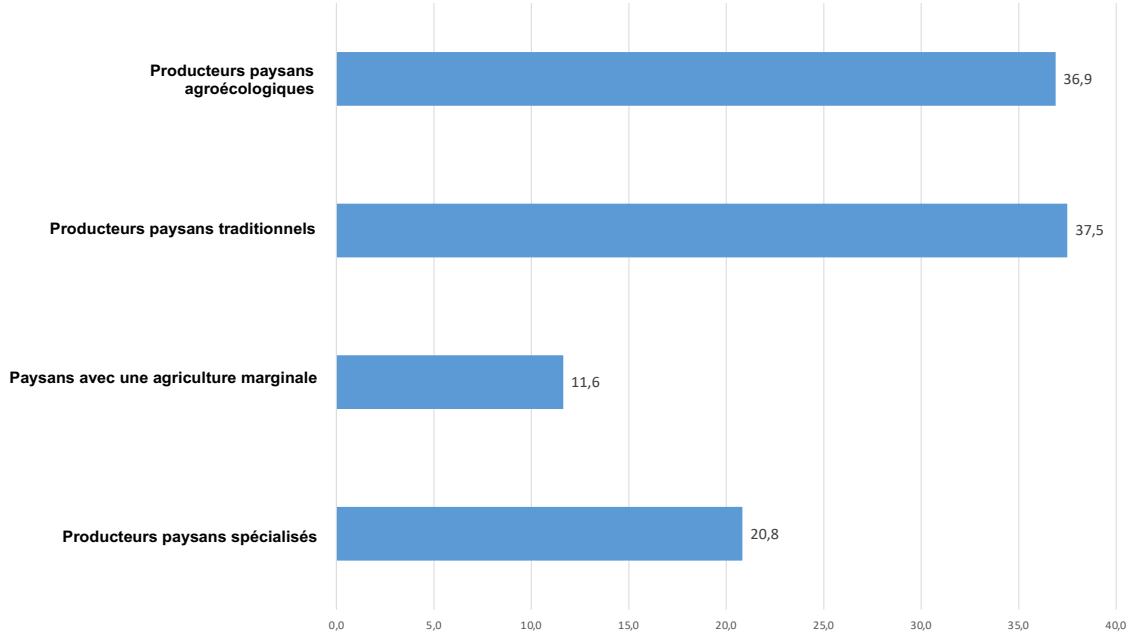
5.3.3.3. L'autoconsommation : une pratique ancrée chez les paysans qui pratiquent l'agriculture traditionnelle et la source principale des produits marqueurs culturels

« Il faut produire pour ne pas souffrir de la faim. Que mangent-ils donc, ceux qui n'ont que des pâturages ? » (EP37, paysanne liée à un système de production agricole traditionnelle, communauté San Pablo Urco, 2015).

Parmi les moyens non commerciaux d'accès à la nourriture, c'est l'autoconsommation qui en est la principale. Il existe une différence de moyenne statistiquement significative entre les familles paysannes ayant des profils de production différents (annexe 54). La moyenne globale du poids de l'autoconsommation dans

l'approvisionnement alimentaire est de 31,9 %. Ce sont les paysans qui pratiquent une agriculture traditionnelle et les paysans agroécologiques qui ont des moyennes supérieures à la moyenne mondiale (Illustration 60).

Illustration 60.
Poids (exprimé en %) de la part de l'UPA en tant que source d'approvisionnement de produits de l'alimentation des agriculteurs dans les familles ayant des profils de production différents



Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015

Les unités de production sont la principale source d'approvisionnement des produits considérés comme des marqueurs culturels, qui participent au régime alimentaire des familles paysannes. La moyenne générale du poids de l'UPA en tant que source d'approvisionnement des produits marqueurs culturels est de 40,6 %, avec des différences statistiquement significatives pour les moyennes entre familles qui ont des profils de production différents. Une fois de plus, les producteurs qui pratiquent l'agriculture traditionnelle ont une moyenne supérieure à la moyenne générale de 55 %.

Sur la consommation totale de lait et d'oignon, produits représentatifs des dynamiques productives dominantes dans les systèmes de production agricole kayambi, 34 % viennent des UPA des familles paysannes, sans qu'il y ait de différences statistiquement significatives entre les profils de producteurs. En ce qui concerne le poids de l'approvisionnement alimentaire par l'intermédiaire de l'UPA, des produits qui

correspondent à l'agroécosystème kayambi (c'est-à-dire qu'ils pourraient être produits sur le territoire), la moyenne globale est de 38,2 % avec des différences statistiquement significatives pour les moyennes en fonction du profil productif. Encore une fois, ce sont les producteurs agricoles traditionnels qui ont une moyenne supérieure à la moyenne globale (51,2 %), suivis par les producteurs agroécologiques.

Alors que le revenu mensuel moyen des ménages ne semble pas être un facteur déterminant dans l'importance de l'autoconsommation, car il ne présente pas de différences statistiquement significatives, la variable taille de l'UPA l'est. Celle-ci présente des différences significatives par rapport au poids de l'autoconsommation en tant que source d'approvisionnement, tant pour les produits marqueurs culturels que pour les produits lait et oignon. Dans ce deuxième cas, il existe en outre une corrélation positive entre une plus grande surface de l'UPA et une augmentation du pourcentage de participation de l'UPA en tant que source de lait et d'oignon. Deux éléments contribuent à la compréhension de ces résultats : le premier pourrait nous conduire à dire que la production d'autoconsommation est *un luxe* que peuvent se permettre ceux qui ont le plus accès à la terre. C'est vrai pour les producteurs du nord du territoire kayambi, qui ont eu accès à la terre dans le cadre de la réforme agraire et qui se spécialisent aujourd'hui dans la production laitière. Ces producteurs, en particulier les plus aisés, consacrent une partie de leurs terres, les moins productives (accès limité à l'eau), à la production de cultures destinées à l'alimentation. Ces producteurs ont plus de 60 ans et restent attachés à un régime alimentaire composé de produits de la culture alimentaire kayambie, et d'autre part, un attachement à leurs pratiques alimentaires par l'expression "de la terre à la marmite" comme indicateur de ce qu'est pour eux la qualité d'un produit dans l'alimentation. L'autre réalité est celle d'une production d'autoconsommation comme seule *option ;* en l'occurrence, les producteurs qui pratiquent une agriculture traditionnelle et qui possèdent également des unités de production plus étendues (3,3 ha) que la moyenne générale, mais qui sont situées dans des zones peu productives, sans irrigation, ce qui se traduit par une autoconsommation plus grande que celle d'autres types de producteurs, étant donné que leurs choix de production se limitent à des cultures pluviales, dont la valorisation en premier lieu passe par l'autoconsommation. Dans ce cas, l'âge intervient de nouveau, ce sont généralement des producteurs adultes plus âgés (plus de 60 ans) qui sont liés à un régime alimentaire qui provient essentiellement de leurs parcelles.

« Nous avons de la terre, mais pas d'eau, alors ce que nous produisons nous le mangeons. Oui, nous allons vendre un peu sur le marché, mais d'abord, nous mangeons, nous le conservons et le distribuons. Ce qui reste va au marché. Bien sûr, si nous avions de l'eau et pourrions avoir quelques vaches, ce ne serait pas la même chose, nous aurions que des pâturages comme ceux de Paquiestancia, Cariacu » (EP, 37, productrice liée à un système de production agricole traditionnelle, San Pablo Urco, 2015).

Pour ceux qui ont le moins accès à la terre, mais qui peuvent compter sur l'irrigation et le capital, la stratégie d'autoconsommation est secondaire. L'utilisation des terres est prioritaire pour les secteurs qui s'intègrent le mieux sur le marché : oignon, lait et fleurs, ce dernier dépend non seulement de l'accès à l'eau, mais aussi du capital cognitif et financier de l'activité. Pour ceux qui n'ont pas ces conditions, leur stratégie économique consiste à valoriser leur main-d'œuvre, tant celle des hommes que celle des femmes, en dehors des activités agricoles dans l'unité productive, ce qui a des répercussions sur la production pour l'autoconsommation. Dans les deux cas, mais surtout dans ce dernier, les familles sont jeunes, les hommes et les femmes chefs de famille sont âgés de moins de 35 ans. L'attachement à la production pour l'autoconsommation est très faible.

5.3.3.4. Les échanges non commerciaux existent chez les producteurs agroécologiques et les paysans où l'agriculture est sporadique

Depuis très longtemps, les échanges non commerciaux ont été une pratique courante entre les paysans kayambis et les denrées alimentaires sont des éléments importants de ces échanges. Toutefois, la mercantilisation de la société a érodé cette institution dans les zones rurales. Parmi les échanges non commerciaux à partir desquels les agriculteurs ont acquis des produits pour leur régime alimentaire, on a pu identifier, par le biais des rapports de 24 heures, deux modalités: I) échanges d'aliments, ce que nous avons appelé troc (RIT) et II) « dons » de denrées alimentaires en contrepartie et reconnaissance du travail agricole qu'une personne accomplit sur une parcelle d'un tiers, ou le transfert de nourriture d'une personne à une autre comme symbole d'amitié ou de lien familial, ce que nous appelons les échanges dans le cadre des relations de réciprocité (RIR).

La représentativité des échanges non commerciaux en tant que source d'approvisionnement alimentaire pour les familles paysannes est faible. La moyenne

globale de leur participation dans le cas RIT est de 5,31 % et dans le cas RIR de 1,98 % (voir annexe 54).

Dans le cas des produits marqueurs culturels, les échanges non commerciaux jouent un rôle important en tant que source d'approvisionnement. La moyenne des moyennes (toutes les familles paysannes) du poids des RIT est de 14,9 % et celle des RIR, de 32,1 % ; il existe en outre des différences statistiquement significatives pour les familles ayant différents profils de production (annexe 55).

Dans le cas des producteurs avec une agriculture sporadique, les produits marqueurs culturels proviennent d'échanges non commerciaux RIR, dans 62,4% des cas en moyenne (illustration 61). Les familles de cette catégorie de producteurs sont généralement jeunes et reçoivent de la nourriture de leurs parents qui sont habituellement des paysans qui produisent pour l'autoconsommation. C'est également dans cette typologie que les femmes, en particulier, effectuent des travaux agricoles en échange desquels elles reçoivent des aliments.

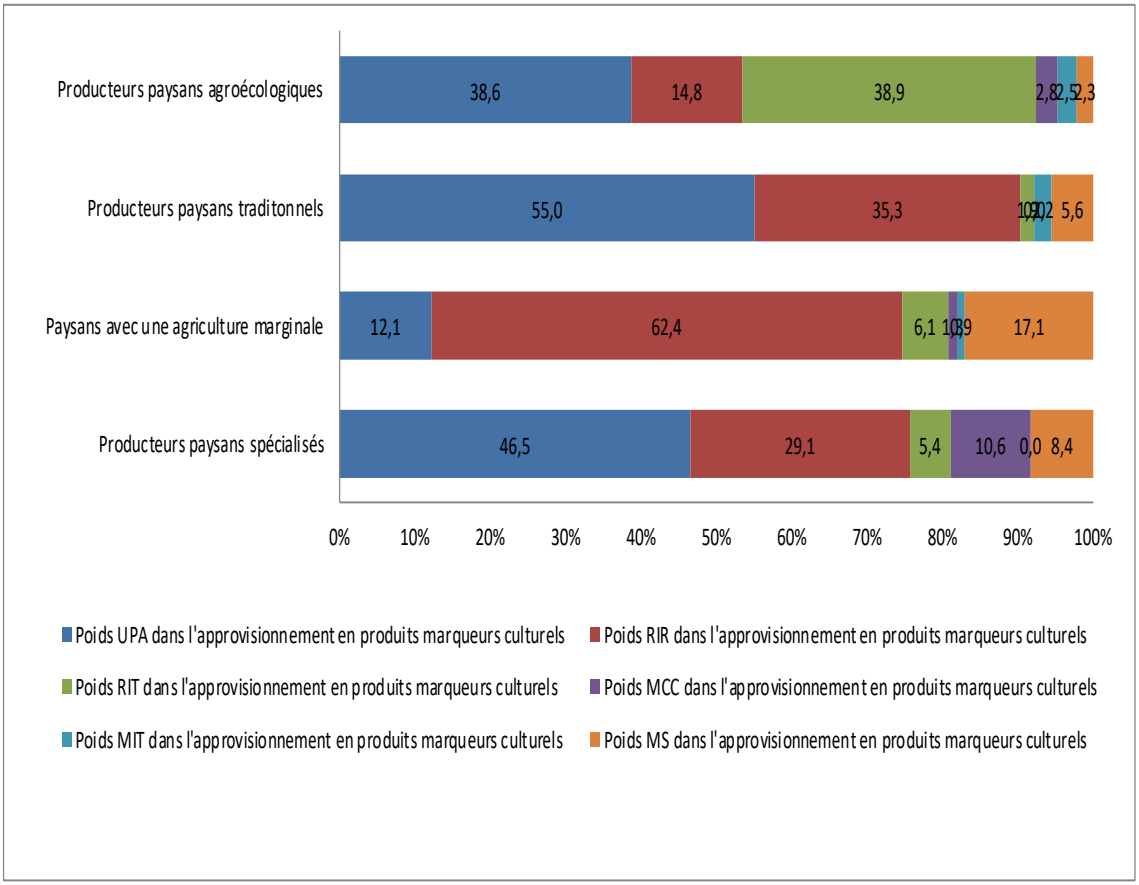
« Lorsque nous mangeons du maïs, de l'orge, c'est parce que mes beaux-parents nous en ont offert, nous n'en semons pas. Ce sont les parents qui maintiennent ces produits et partagent avec nous » (EP31, paysanne liée à un système de production avec une agriculture sporadique, communauté San Francisco del Prado, 2015).

« Les pommes de terre que nous mangeons viennent de la récolte de gens de là-bas, en haut. J'y suis allée pour récolter des pommes de terre pour eux, et j'ai reçu environ deux quintaux en paiement. Le maïs également, il m'en reste de l'année dernière. J'ai parfois donné un coup de main pour récolter et on m'a donné du maïs, qui se garde bien durant toute l'année » (EP23, femme paysanne, liée à un système de production avec agriculture sporadique, Malchingui, 2015).

Dans le cas des familles présentant un profil de production agroécologique, le troc (RIT) représente en moyenne 38,9 % des sources l'approvisionnement en produits marqueurs culturels (

Illustration 61).

Illustration 61.
Poids (exprimé en %) de la participation des différents canaux d'approvisionnement en produits marqueurs culturels à l'alimentation des familles paysannes présentant différents profils productifs**



Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015
** nombre total de familles interrogées 65; producteurs agricoles spécialisés (16); producteurs paysans avec agriculture sporadique (11); producteurs agricoles traditionnels (18); producteurs agroécologiques (20)

L'une des pratiques qui est à l'origine du mouvement agroécologique est précisément le rétablissement du troc alimentaire. Les femmes paysannes ont créé par le biais du mouvement agroécologique un vaste réseau de femmes qui communiquent chaque semaine entre elles, pour demander, offrir et échanger des produits avant de participer à la foire ; les foires agroécologiques représentent l'espace où les échanges ont le plus fréquemment lieu, mais il n'est pas le seul.

« En tant que membres de l'organisation, nous savons déjà ce que chacune va récolter ; nous nous le communiquons les unes aux autres. Quand les deux parties concernées sont d'accord pour faire du troc, elles le font, ou sinon elles achètent. Nous essayons de nous

parler avant que les produits n'arrivent à la foire pour ne pas rester sans le produit » (EP46, paysanne attachée au système de production agroécologique, La Esperanza 2015).

En ce qui concerne les deux principaux produits, le lait et l'oignon, qui représentent les dynamiques productives dominantes parmi les paysans, les échanges non commerciaux dans leur accès à l'alimentation ne sont pas importants. La moyenne du poids de ces canaux, (RIR et RIT) pour l'approvisionnement en lait et oignon, est de respectivement 1,2 % et 5,4 % ; elle ne présente pas de différences statistiquement significatives pour les moyennes entre les différents profils productifs des familles paysannes.

Enfin, les produits qui ont participé à l'alimentation des familles et qui ont un rapport avec l'agroécosystème kayambi _ ce qui ne signifie pas qu'ils ont été produits localement _ provenaient de canaux non commerciaux RIR et RTR, respectivement pour 15,1 % et 29,9 %. La valeur statistique pour les moyennes des ménages ayant des profils de production différents a été trouvée pour RIT et, à nouveau, ce sont les producteurs agroécologiques qui représentent la moyenne la plus élevée de 35,4 %.

Le revenu ne présente aucune corrélation statistiquement significative quant au poids que représentent les RIT et RIR dans l'approvisionnement alimentaire de tous les produits du régime alimentaire, des produits marqueurs culturels, des produits marqueurs des dynamiques productives du territoire, ni des produits liés à l'agroécosystème kayambi.

5.4 Conclusion

Les populations paysannes des Andes, et en particulier du territoire kayambi, sont considérées comme étant vulnérables à la malnutrition[212] infantile et, plus récemment, à la surcharge pondérale, ce qui a des répercussions sur leur état de santé physique et intellectuelle ainsi que sur l'exécution des activités quotidiennes. Grâce à l'avancée de la modernité dans les zones rurales et en particulier de l'industrialisation agricole du territoire kayambi, l'environnement alimentaire dans lequel s'approvisionnent les mangeurs du territoire s'est diversifié. Cette diversification concerne les produits alimentaires, les lieux d'approvisionnement, les acteurs et les discours sur la réalité alimentaire. On distingue deux modèles alimentaires dominants, l'un conduit à une

[212] La malnutrition est un problème multifacette qui est influencé par les conditions sanitaires dans lesquelles les individus évoluent, et même par les conditions de santé des parents et plus directement de celles de la mère. Une faible diversification alimentaire est reconnue comme étant une cause de problèmes nutritionnels.

tendance à la délocalisation de l'alimentation et l'autre proposant la dynamique inverse : la localisation de l'alimentation.

Au cours des vingt dernières années, l'intégration des producteurs paysans aux dynamiques d'industrialisation agricole, de production laitière et de fleurs pour l'industrie, a entraîné une réduction considérable de la superficie cultivée en produits frais directement utilisés dans l'alimentation qui allaient vers les marchés locaux, nationaux et vers les tables des paysans par le biais de l'autoconsommation. Aujourd'hui, la plupart des aliments marqueurs culturels produits dans les systèmes de production agricole du territoire sont autoconsommés ; ceux qui sont commercialisés entrent dans de longues chaînes de commercialisation et sortent du territoire. En revanche, les principaux centres de consommation alimentaire commerciale de l'espace kayambi sont approvisionnés par des produits qui arrivent de l'extérieur du territoire par de longues chaînes d'intermédiaires. À l'inverse de cette délocalisation de l'alimentation, il y a les producteurs du mouvement agroécologique qui encouragent l'autoconsommation paysanne et qui, par le biais de foires locales, approvisionnent principalement le territoire en produits frais.

Les systèmes d'approvisionnement alimentaire pour les consommateurs sont porteurs de représentations sur l'alimentation. La qualité est l'une de ces structures sociales entre ces espaces et les consommateurs. Les supermarchés concentrés dans le centre urbain de Cayambe ont renforcé les représentations du modèle agroalimentaire industriel, de la diversité, de l'hygiène et de l'homogénéité des caractéristiques physiques et organoleptiques, toutes basées sur des normes et des procédés issus de la technique et de la technologie. Par opposition, le mouvement agroécologique construit, par ses discours et sa pratique, un dialogue entre producteurs alimentaires et consommateurs qui reconstitue les conventions de qualité en les ancrant dans le territoire, à l'acteur productif et aux pratiques techniques et sociales par lesquelles la production se réalise. La paysannerie est revendiquée comme acteur légitime de la production alimentaire.

Au niveau des discours, l'alimentation est étroitement liée à la notion de santé. Mais il y a une différence dans l'approche de la relation santé-alimentation qui dépend de l'acteur. La tendance dominante est celle qui aborde la fonction biologique de l'alimentation depuis l'équilibre nutritionnel et la qualité hygiénique des aliments et qui place le pouvoir de consommation au centre de l'accès, en volume et en qualité, à une « bonne alimentation ». Ce discours est soutenu par certains acteurs privés tels que l'agro-

industrie, par des médecins et aussi par la politique publique alimentaire nationale. Cette dernière vise en priorité à réduire les problèmes de malnutrition infantile et concentre son action sur la fourniture, par le biais des programmes d'alimentation, d'apports caloriques, de vitamines et de microéléments, par le biais de produits agro-industriels qui garantissent ces contenus. Un processus de décentralisation partielle de l'un des programmes d'alimentation (cantines CIBV) a permis de développer sur le territoire kayambi des projets pilotes mettant en relation cette politique et les dynamiques productives paysannes du territoire pour promouvoir une culture alimentaire ancrée sur le territoire. Ces tentatives ne sont pas encore des "réussites" du point de vue des volumes totaux provenant de l'agriculture paysanne locale, qui interviennent dans l'approvisionnement de ce programme alimentaire. En dépit de cela, entre les producteurs et les autorités locales, des réflexions et des pratiques se mettent en place (essais, erreurs, réflexions et pratiques) sur les mécanismes permettant d'institutionnaliser la participation de la production locale paysanne à ces programmes. Pour l'instant, ce processus est soutenu par la volonté politique d'un gouvernement local qui vise à récupérer des espaces de valorisation, symbolique et économique, des produits locaux, mais qui fait face aux freins de la législation et à des instruments de la politique alimentaire au niveau national, ainsi qu'aux contraintes structurelles et organisationnelles des producteurs ruraux dans les processus de production.

Les discours qui lient l'alimentation et la santé au passé alimentaire du territoire kayambi sont diffusés parmi les agriculteurs. L'alimentation devient une perpétuation de la mémoire du passé, c'est une sagesse ancestrale qui y est déposée ; des éléments d'une identité indigène sont mobilisés et on lui attribue des vertus pour le corps, la longévité et la santé. Selon les discours, cette alimentation s'est érodée à la suite de changements dans le mode de vie des familles paysannes, en particulier, l'insertion des femmes sur le marché du travail en réduisant leur disponibilité de temps pour les tâches liées à l'alimentation, y compris le maintien d'une agriculture à des fins d'autoconsommation.

Le mouvement agroécologique est également au centre de ces discours sur l'alimentation et la santé ; dans ce cas, la vision de la santé individuelle est élargie aux formes sociales et techniques des processus de production.

Les paysans mangeurs, qui vivent et interagissent dans cet environnement alimentaire de plus en plus diversifié, modifient leurs pratiques alimentaires en ce qui concerne l'alimentation et la provenance des produits qui y sont associés.

Le régime alimentaire des familles paysannes kayambies présente des caractéristiques communes telles que la prédominance de produits frais ou une composition semblable dans laquelle la consommation de céréales, en particulier le riz, prévaut. Toutefois, il existe des tendances de trajectoires alimentaires qui conduisent à une différenciation entre les familles ayant des profils de production différents. Ces différences sont exprimées dans les discours et dans la concrétisation des pratiques. Une analyse statistique descriptive et relationnelle (bivariée) appliquée aux données recueillies dans les rapports alimentaires de 24 heures a permis de constater des différences significatives dans le régime alimentaire entre les familles paysannes ayant des profils de production différents (tableau 31,32,33,34). Ce sont les familles du profil de production agricole sporadique qui ont le plus de produits transformés dans leur régime alimentaire (en moyenne 20 % par rapport à l'ensemble des produits consommés). La tendance inverse se manifeste chez les producteurs agricoles traditionnels où ce type de produits représente 6,5 %. Dans ces mêmes familles, les tendances opposées sont exprimées en ce qui concerne la consommation de produits considérés comme marqueurs culturels ; dans les familles où l'agriculture est sporadique, le poids de ces produits sur le total de leur régime alimentaire est de 18,1 % et dans les familles où l'agriculture est traditionnelle, elle est de 36,3 %. En outre, ces dernières incorporent un plus grand nombre de produits marqueurs culturels (5,6/13). En moyenne, sur les 13 produits identifiés comme marqueurs culturels, les familles paysannes en intègrent 4,9 dans leur régime alimentaire. La tendance se répète lorsque l'on analyse le poids des produits qui interviennent dans le régime alimentaire et qui ont un rapport avec l'agroécosystème local. En d'autres termes, ils pourraient être produits dans la région, même s'ils ne l'ont pas été. Les familles qui pratiquent une agriculture sporadique ont un régime alimentaire où le poids de ce type de produits est de 70,5 %, alors que dans les familles de producteurs agricoles traditionnels, il atteint 86,0 %.

Dans le cas de l'approvisionnement, le marché est la principale source d'approvisionnement. Toutefois, contrairement aux discours de différents acteurs du territoire, y compris les paysans eux-mêmes, les voies non commerciales d'approvisionnement continuent à avoir une valeur numérique symbolique. Selon le profil de production des familles, ce pourcentage peut représenter entre 26,4 et 48,3 % de l'approvisionnement total. Ce sont les produits marqueurs culturels qui proviennent principalement de filières non commerciales, quel que soit le profil de production des

familles. Des différences significatives se trouvent dans le type de canal non commercial. Pour les familles à profil productif d'agriculture spécialisée, ainsi que pour celles pratiquant une agriculture traditionnelle, l'UPA est leur première source d'approvisionnement non commercial, à savoir 46,5 % et 55,0 % respectivement. Un accès plus large à la terre est l'une des raisons de ce résultat. Les familles qui présentent un profil d'agriculture sporadique ont comme principale source d'accès non commercial à ces produits, les transferts alimentaires généralement effectués des parents aux enfants et ils sont également utilisés comme moyen de paiement pour l'exécution de tâches agricoles (62,4 %) ; en revanche, dans les familles de paysans producteurs selon le modèle agroécologique, une part importante de ces produits provient de l'échange de vivres par troc (38,9 %), pratique collective soutenue par le mouvement agroécologique.

Enfin, en ce qui concerne l'accès à la nourriture par le marché, il existe des différences entre les familles aux profils de production différents. À l'exception des ménages présentant un profil de production agroécologique, qui ont comme principal canal d'achat alimentaire les foires agroécologiques (23,2 %), toutes les autres ont comme principal espace d'achat d'aliments, les marchés traditionnels. Les foires agroécologiques sont peu visitées par les paysans qui se trouvent en dehors de cette dynamique. L'approvisionnement alimentaire via les supermarchés est important dans les familles de producteurs spécialisés (20,13 %) et dans les familles qui pratiquent l'agriculture sporadique (23,2 %).

Alors que les familles productrices agroécologiques révèlent, dans leurs pratiques et discours alimentaires collectifs et individuels, une tendance à l'alimentation régie par des normes et des dispositifs qui voient dans l'acte de l'alimentation un mécanisme de changement social, les familles avec d'autres profils producteurs dévient dans leur consommation d'aliments des constructions discursives et techniques du modèle alimentaire dominant, qui incite à la personnalisation des décisions d'alimentation.

Tableau 31.
Résumé des résultats statistiques pour les descripteurs de l'alimentation dans les familles agricoles ayant des profils de production différents[213]

Typologie des producteurs	Diversité HDSS		Nature des produits alimentaires		Produits marqueurs culturels		Produits marqueurs de la dynamique de production de la zone (lait, oignon)	Produits liés à l'agroécosystème local de la zone	
	Score	Évaluation	Poids produits transformés**	Poids produits naturels**	Poids***	Score diversité*	Poids	Poids avec rapport**	Poids sans rapport**
T1	5,63	Moyenne	12,6 %	87,4%	25,3%	4,5/ 13	10,4%	84,1%	15,9%
T2	5,45	Moyenne	20,0%	80,0%	18,1%	4,5/ 13	11,1%	70,5%	29,5%
T3	5,50	Moyenne	6,5%	93,5%	36,3%	5,6/ 13	9,3%	86,0%	14,0%
T4	5,70	Moyenne	7,4%	92,6%	21,9%	4,8/ 13	7,0%	83,3%	16,7%

*** p<0,001 ; ** p<0,01 ; * p<0,05
T1 : Producteur paysan avec agriculture spécialisée ; T2 : Producteur agricole sporadique ; T3 : Producteur paysan traditionnel ; T4 : Producteur agroécologique
Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015

[213] Le tableau récapitulatif ne présente que les résultats des moyennes. Pour afficher les statistiques descriptives minimales, maximales, moyennes, erreurs standard et IC en plus des tests d'analyse relationnelle effectués, voir les annexes 16, 17 et 18

Tableau 32.
Résumé des résultats de l'analyse statistique pour l'approvisionnement commercial et non commercial dans l'alimentation des familles paysannes aux profils de production différents[214]

Typologie de producteurs	Approvisionnement alimentaire global		Approvisionnement en produits marqueurs alimentaires		Approvisionnement en produits marqueurs des dynamiques productives de la zone (lait, oignon)		Approvisionnement en produits agricoles liés à l'agroécosystème local	
	Canaux commerciaux*	Canaux non commerciaux*	Canaux commerciaux	Canaux non commerciaux	Canaux commerciaux	Canaux non commerciaux	Canaux commerciaux	Canaux non commerciaux
T1.	58,8%	41,2%	19,0%	81,0%	47,3%	46,4%	79,6%	20,5%
T2.	73,6%	26,4%	19,3%	80,7%	51,5%	39,5%	66,8%	33,2%
T3.	51,8%	48,3%	7,8%	92,2%	26,9%	50,8%	89,1%	10,9%
T4.	52,7%	47,4%	7,6%	92,4%	52,6%	27,4%	89,6%	10,4%

*** p<0,001 ; ** p<0,01 ; * p<0,05
T1 : Producteur paysan avec agriculture spécialisée ; T2 : Producteur agricole sporadique ; T3 : Producteur paysan traditionnel ; T4 : Producteur agroécologique
Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015

[214] Le tableau récapitulatif ne présente que les résultats des moyennes. Pour afficher les statistiques descriptives minimales, maximales, moyennes, erreurs standard et IC en plus des tests d'analyse relationnelle effectués, voir les annexes 16, 17 et 18

Tableau 33.
Résumé des résultats statistiques de l'approvisionnement alimentaire par le biais de canaux commerciaux de nature distincte de celles auxquelles ont accès des familles paysannes de différents profils de production [215]

Typologie de producteurs	Alimentation globale			Approvisionnement en produits marqueurs culturels			Approvisionnement en produits marqueurs des dynamiques productives (lait/ oignon)			Approvisionnement en produits liés à l'agroécosystème local		
	MS***	MT***	MCC***	MS	MT	MCC	MS	MT	MCC	MS	MT*	MCC***
T1	20,13%	47,13%	4,56%	8,4%	0,0%	10,6%	7,1%	40,2%	0,0%	4,2%	0,0%	16,3%
T2	23,09%	52,0%	6,09	17,1%	0,9%	1,3%	13,9%	37,6%	0,0%	6,4%	23,6%	3,3%
T3	0,84%	44,61%	5,06	5,6%	2,2%	0,0%	0,0%	26,9%	0,0%	3,4%	6,7%	0,9%
T4	5,60%	21,95%	23,20%	2,3%	2,5%	2,8%	18,5%	34,2%	0,0%	4,0%	2,1%	4,3%

*** p<0,001 ; ** p<0,01 ; * p<0,05
T1 : Producteur paysan avec agriculture spécialisée ; T2 : Producteur agricole sporadique ; T3: Producteur paysan traditionnel; T4: Producteur agroécologique
MS : Supermarchés ; MT : marchés traditionnels ; MCC : Foires agroécologiques
Source : Rappel consommation des dernières 24h, janvier - décembre 2015

[215] Le tableau récapitulatif ne présente que les résultats des moyennes. Pour voir les statistiques descriptives minimales, maximales, moyennes, erreurs standard et IC en plus des tests d'analyse relationnelle effectués, se reporter aux annexes 16, 17 et 18.

Tableau 34.
Résumé des résultats statistiques de l'approvisionnement alimentaire à travers des voies non commerciales de nature distincte de celles auxquelles ont accès des familles paysannes de différents profils de production [216]

Typologie de producteurs	Alimentation globale			Approvisionnement en produits marqueurs culturels			Approvisionnement en produits marqueurs des dynamiques productives (lait/ oignon)			Approvisionnement en produits liés à l'agro-écosystème local		
	UPA**	RIR	RIT	UPA**	RIR**	RIT***	UPA	RIR	RIT	UPA**	RIR	RIT***
T1	23,25%	0,50%	4,50%	46,50%	29,10%	5,40%	41,70%	4,70%	0,0%	35,70%	38,30%	5,50%
T2	13,82%	0,18%	5,00%	12,10%	62,40%	6,10%	27,60%	9,00%	2,80%	16,30%	40,20%	8,50%
T3	41,28%	3,67%	4,78%	55,00%	35,30%	1,90%	45,0%	3,30%	2,50%	51,20%	32,80%	5,00%
T4	40,45%	2,65%	6,60%	38,60%	14,80%	38,90%	21,70%	5,70%	0,0%	40,40%	13,90%	35,40%

*** p<0,001 ; ** p<0,01 ; * p<0,05
T1 : Producteur paysan avec agriculture spécialisée ; T2: Producteur agricole sporadique; T3: Producteur paysan traditionnel; T4: Producteur agroécologique
UPA : Unité de production agricole ; RIR : Relations d'échange, transferts alimentaires résultant de relations de solidarité ou d'échange sur des espèces de nature différente (main-d'œuvre - aliments) ; RRT: Troc alimentaire

[216] Le tableau récapitulatif ne présente que les résultats des moyennes. Pour voir les statistiques descriptives minimales, maximales, moyennes, erreurs standard et IC en plus des tests d'analyse relationnelle effectués, se reporter aux annexes 16, 17 et 18.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Avant, pendant et sûrement après ce travail, nous continuerons à nous demander quelles conditions et quelles relations permettent aux paysans des Andes septentrionales équatoriennes de construire et de mettre en place un projet agricole et alimentaire en mesure d'affronter les défis environnementaux et sociaux contemporains.

L'autonomie devient un mot clé, en termes analytiques et politiques, quand on parle de la paysannerie en Amérique latine. Ce concept nous a permis, tout au long de cette thèse, de s'interroger sur la façon dont la condition paysanne s'est reconfigurée dans l'histoire des interactions socio-spatiales du territoire kayambi. Retenons de cette histoire que l'autonomie paysanne n'est pas absolue, mais relative à la capacité des paysans de choisir leurs dépendances (Van Der Ploeg, 2008).

Dans ce travail, nous avons considéré la paysannerie comme une catégorie analytique, sans perdre de vue que dans l'autonomie, elle s'exprime à la fois comme une stratégie et comme une lutte, remplissant un désir de changement social. Il est important de noter que dans le contexte des Andes équatoriennes, la paysannerie est caractérisée par une condition ethnique. Cela implique que, pour celui qu'on appelle analytiquement un paysan, ses luttes et ses stratégies d'autonomie dépassent les sphères de la production ou de l'alimentation sur lesquelles nous nous focalisons ici. Ces autres luttes exercent une influence sur le poids spécifique du projet agri-alimentaire qui pourrait de ce fait être moins visible. L'Autonomie Productive et Alimentaire Paysanne, en espagnol *La Autonomía Productiva y Alimentaria Campesina APAC*, est façonnée dans le temps et l'espace par les pratiques et discours des acteurs paysans et de ceux avec qui il interagit dans le système agri-alimentaire (Lamine et al., 2012). Ce concept nous a permis de mettre en lumière que les pratiques et les interactions dans les domaines productifs et de l'alimentation ont le même niveau d'intensité.

Cette recherche a été organisée à partir de l'hypothèse centrale : même si les paysans kayambis ont gagné depuis 50 ans une relative liberté de décider et d'agir dans le domaine de la production et de l'alimentation, la plupart d'entre eux tendent à perdre le contrôle de leur condition paysanne. Ils connaissent une plus grande dépendance économique, culturelle, technique et politique, un moindre contrôle des voies de développement et une moindre capacité à critiquer le système en place. Cette réalité sociale est le produit d'une condition historique de marginalisation matérielle et symbolique, renforcée par le développement massif d'un capitalisme agraire. Cependant, plusieurs projets naissants ont un impact sur diverses sphères du système alimentaire territorialisé Kayambi. Ils développent de nouvelles pratiques et discours qui contrecarrent la dépendance croissante au marché tant au niveau productif

qu'alimentaire. Ils renforcent « l'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC) tant au niveau individuel que collectif ». Trois questions de recherche ont structuré ce travail :

- Quels sont les processus historiques du système alimentaire territorial Kayambi sur lesquels se fonde l'autonomie productive et alimentaire des paysans ?
- Quelles interactions entre les acteurs du territoire et les paysans, participent de nos jours à la recomposition de l'autonomie productive et alimentaire paysanne ?
- Quelles sont, aujourd'hui, les pratiques productives et alimentaires présentes au sein des systèmes de production agricole et des foyers paysans et comment celles-ci participent-elles à la configuration de l'autonomie productive et alimentaire paysanne ?

Les processus historiques ont été analysés essentiellement dans la partie 1 où nous avons pu démontrer que : les paysans kayambis ont vécu une longue histoire de marginalisation matérielle, politique et symbolique qui prend ses racines dans la colonisation et dont les impacts s'étendent jusqu'à nos jours. Alors qu'en parallèle s'est construit une classe agraire de pouvoir économique, politique et social. Ces paysans ont transformé radicalement leur autonomie productive et alimentaire il y a un peu plus de 50 ans avec l'abolition du régime *semi-servile* (Gasselin 2000) qu'exerçait l'hacienda. Les paysans devinrent alors des propriétaires terriens. Cependant, cette paysannerie propriétaire de ces moyens de production continua d'évoluer à travers des structures politiques, économiques et symboliques qui restreignent son autonomie productive et alimentaire.

Sans aucun doute, l'organisation paysanne indigène a joué un rôle clé dans l'obtention de plusieurs victoires qui ont permis d'amplifier l'autonomie paysanne indigène, premièrement à travers l'accès au foncier puis via l'accès à l'eau. Ces luttes se sont exprimées dans ces organisations comme des conflits ouverts face à d'autres acteurs de la société et face à l'Etat.

Au cours des 50 dernières années, les acteurs du système agri-alimentaire territorial ont changé. La consolidation d'une agro-industrie (laitière et floricole) a amené des modifications dans le territoire au niveau de la répartition des ressources productives, de l'action collective paysanne, du marché du travail et d'une dynamique urbaine croissante. Cette croissance urbaine impacte directement l'alimentation paysanne. Lors des 10 dernières années émerge une catégorie de producteurs appelés agroécologiques. Ces derniers, en relation avec d'autres acteurs du système agri-alimentaire local et national, participent à la construction d'une politisation du débat alimentaire en plaçant le paysan comme l'acteur légitime et central de la production d'aliments.

Ces résultats saillants nous permettent d'ouvrir la discussion autour d'enjeux majeurs qui questionnent la paysannerie kayambie dans l'histoire nationale, dans ses relations à l'État et à l'agro-industrie.

Une paysannerie jeune imprégnée de son histoire

Les structures agricoles et alimentaires du territoire kayambi sont le résultat d'un processus historique qui se traduit aujourd'hui par des acteurs contrastés en matière de production et d'alimentation. Les paysans d'aujourd'hui sont le produit d'une longue histoire de subordination matérielle, politique et symbolique.

Jusqu'au début du XVIe siècle, le système agraire kayambi était organisé en fonction d'un objectif alimentaire. L'organisation de l'espace autour de la microverticalité, du travail, des relations d'échange visait à assurer une autonomie alimentaire permettant d'éviter des scénarios de famine. La gestion de l'alimentation a été abordée de manière collective. Cette approche a permis de maintenir l'alimentation des classes non agricoles, notamment des classes militaires et religieuses. Durant la longue guerre entre les Caras et les Incas, une autonomie alimentaire plus solide aurait été un élément clé dans la résistance face aux Incas. Cette autonomie alimentaire a été perturbée par la très courte installation de l'Empire inca. Les mouvements de populations organisés par l'Empire inca et une production agricole conçue depuis l'intérêt du nouveau régime politique ont diminué la production d'aliments locaux. Cela a aussi transformé les conditions d'accès aux denrées alimentaires des Caras et a créé de nouveaux flux de circulation des denrées alimentaires vers les différents points géographiques du Tahuantinsuyo.

La colonisation espagnole en 1535 a représenté une véritable rupture. Les rapports sociaux de production, l'organisation de l'espace et les finalités du système agricole qui privilégiaient de nouvelles espèces animales et végétales ont définitivement modifié le territoire des Caras. Ce territoire a été intégré au régime économique colonial à travers la production de matières premières (laine de mouton) nécessaires à la fabrication de textiles. Ces productions sortaient du territoire pour approvisionner les marchés de la colonie. Les colons ont d'abord contrôlé la main-d'œuvre indigène à travers les réductions[217], puis l'espace à travers la consolidation de l'hacienda. Le système agraire a été organisé à cette fin. Entre le début du XVIIe siècle et le milieu du XVIIIe siècle, on assiste à la transformation de l'espace naturel du territoire kayambi qui est adapté à ce système productif, lequel fait perdre aux indigènes l'accès à leurs moyens de production puisqu'ils étaient obligés d'intégrer le système des haciendas en tant que travailleurs agricoles et ouvriers des ateliers textiles. L'hacienda devient un espace destiné à produire des textiles et

[217] Sédentarisation dans une concentration urbaine et soumission à l'Église catholique.

à assurer l'alimentation des ouvriers et leur permettre de subvenir à leurs besoins, notamment économiques.

Compte tenu de la crise internationale du textile (à la fin du XVIIIe siècle), le système agraire kayambi évolue vers un régime de production axé sur le marché alimentaire. Cette évolution va perturber la configuration des espaces stratégiques de production des haciendas et par conséquent les espaces de vie et de travail des ouvriers indigènes. À nouveau, le commerce, en l'occurrence celui des aliments essentiels très demandés sur les marchés urbains, est largement dominé par la classe qui détient le pouvoir économique et politique, tandis que les kayambis sont cantonnés dans leur rôle de main-d'œuvre agricole semi-servile. La taille des haciendas augmente progressivement et le lien entre l'exploitation et le travailleur indigènes se renforce par le *concertaje.*

L'hacienda et le *concertaje* sont deux institutions à partir desquelles se s'organisera la structure sociale actuelle (communautés indigènes) et matérielle (régime foncier). Cette organisation de contrôle foncier et des populations indigènes se prolongera jusqu'au milieu du XXe siècle, date à laquelle commença la dissolution des relations sociales de production précapitalistes. Ce projet piloté par l'État et des élites économiques et foncières débouche sur l'explosion de conflits sociaux au sein de propriétés agricoles marquées par une longue expérience d'abus et de spoliations des indigènes travailleurs. Ce processus a atteint son point culminant lors de la promulgation de la première loi de Réforme Agraire en 1964. Les indigènes retrouvent alors leur autonomie par l'interdiction des relations de semi-servilité et accèdent à la propriété foncière de manière différenciée. Cependant, après la réforme agraire, la classe terrienne a maintenu sa domination sur la terre tant en que quantité qu'en tant que qualité. Dans le canton Pedro Moncayo, 77,3 % des UPA s'étendent sur moins de 5 ha, représentant à peine 11,5 % des superficies foncières, tandis que 0,13 % des UPA concentrent 62,4 % des terres agricoles. Vingt-cinq de ces unités de production s'étendent chacune sur plus de 100 hectares (INEC, 1974). Les sources d'eau, les infrastructures d'irrigation ont d'abord été placées sous le contrôle des élites foncières jusqu'aujourd'hui. Ici la lutte indigène paysanne a gagné quelques batailles.

Outre le pillage matériel, le régime colonial a introduit de nouvelles valeurs. Il considérait les pratiques, les croyances et les connaissances indigènes incultes et sauvages. De même, les langues, les modes d'organisation et les produits indigènes ont été dénigrés ou considérés comme de moindre qualité (Ramón et al., 2004). De la même manière, leurs habitudes alimentaires ont été dévalorisées, d'où l'apparition d'expressions péjoratives telles que « nourriture d'indiens » utilisées pour désigner le cochon d'Inde ou les autres produits qui

composaient leur régime alimentaire. Les nouvelles habitudes de consommation reléguèrent tout ce qui avait trait au rural, intimement lié à l'ethnie indigène et pauvre. À la place, les aliments approuvés par la classe sociale privilégiée se sont imposés peu à peu. Ce rejet ou discrédit jeté sur certains produits se répercuta sur la production agricole. En ce sens, bon nombre des produits agricoles et alimentaires des Andes septentrionales ont été considérés comme faisant partie de la culture indigène et de ce fait disparurent peu à peu des paysages agricoles. Une telle dévalorisation symbolique s'exprime encore actuellement dans la difficulté de la commercialisation de ces produits.

Les nouveaux paysans, éloignés des sources de pouvoir, sous subordination culturelle et disposant de peu de ressources matérielles (terre, eau, capital, technologie) sont progressivement intégrés dans un système agraire capitaliste à partir des réformes agraires. Les exploitations paysannes kayambies contemporaines se caractérisent par des unités de production de petite taille, généralement constituées de parcelles dispersées, acquises par héritage et gérées par la famille paysanne habitant dans le périmètre de l'exploitation. La production agricole est essentiellement le fruit du travail de la famille, à l'aide d'outils agricoles manuels ou de traction animale et d'une utilisation limitée d'intrants chimiques par rapport aux exploitations capitalistes (fleurs, exploitations laitières) situées sur le territoire. Ces unités de production sont à la fois des unités de consommation et de capitalisation. Elles sont étroitement liées aux structures communautaires dans lesquelles elles sont insérées. Contraints par l'accès limité aux ressources productives, un ou plusieurs membres de la famille paysanne conjuguent très souvent l'activité agricole dans l'unité de production à d'autres activités en dehors de l'exploitation. Bien qu'ils présentent des caractéristiques communes, les systèmes de production paysans sont divers et sont la résultante de la combinaison des ressources de la famille et de l'interaction historique qu'elle établit avec son environnement immédiat**.** Parmi les éléments de différenciation paysanne, on trouve l'accès aux ressources productives comme la terre (en quantité et en qualité) largement conditionné par les réformes agraires. L'accès à l'eau d'irrigation et le capital d'investissement sont aussi des ressources discriminantes. La relation des systèmes de production avec les marchés en amont et en aval participe également à ce processus de différenciation entre les paysans. Les actions publiques et privées qui favorisent l'expansion d'un type d'activité productive, en particulier l'élevage laitier et la floriculture, renforcent ces processus de différenciation. Les relations avec ces modèles techniques et sociaux d'agriculture (l'agro-industrie floricole en particulier) favorisent l'insertion massive des femmes paysannes dans le marché du travail, où des inquiétudes sur leur santé liées aux

conditions de travail sont apparues et sont de mieux en mieux connues. A l'opposé, à travers l'expansion dans différents secteurs de la société de nouvelles préoccupations et propositions venant du mouvement agroécologique, les acteurs engagés défendent des modèles alimentaires plus locaux. L'ensemble de ces évolutions contrastées se conjugue pour donner naissance à des exploitations agricoles fonctionnant selon diverses pratiques et rationalités.

Ainsi, on retrouve une catégorie de paysans kayambis dont les liens avec le marché, tant pour la production que pour la commercialisation, marquent une trajectoire particulière, ce sont *les paysans spécialisés* dans la production de lait, d'oignon blanc, de fleurs et de roses destinées à l'exportation. La deuxième catégorie de *paysans se livrent sporadiquement à des activités agricoles*. Ces derniers ont une histoire familiale qui témoigne d'un accès limité à la terre et à l'eau, ce qui entraîne une plus forte dépendance au marché du travail par rapport à d'autres paysans. *Les paysans pratiquant une agriculture traditionnelle*[218] sont limités généralement par le manque d'eau, ils mettent en place des systèmes de culture diversifiés. Enfin, *les paysans agroécologiques* refusent l'emploi d'intrants de synthèse (tels les engrais, les produits phytosanitaires et zoosanitaires. Cette qualification agroécologique est un néologisme reconnu par différents acteurs (producteurs, consommateurs, institutions publiques, techniciens d'ONG). Elle est utilisée pour distinguer un groupe de producteurs en fonction de leurs pratiques de production. Les interactions avec les différents acteurs du système agri-alimentaire ont marqué et continuent de marquer la reconfiguration de l'APAC.

[218] Traditionnel au sens d'héritier des systèmes techniques à faible intensité d'intrants chimiques, avec des variétés et races anciennes et un outillage manuel.

L'État tourne le dos à l'autonomie paysanne

Depuis l'époque coloniale, les pouvoirs politique et économique se sont construits parallèlement à la subordination et à la dépossession des communautés indigènes. Le territoire kayambi a accueilli les haciendas les plus importantes de la Sierra nord dont les propriétaires exerçaient non seulement le pouvoir économique, mais aussi le pouvoir politique. Les présidents de la République et les maires ont été et sont toujours propriétaires des grandes propriétés dans la région kayambie. Ces acteurs, ont été, individuellement et collectivement, à l'avant-garde de la modernisation et de l'industrialisation de la zone kayambie et de l'agriculture andine équatorienne, en général. Ils se sont d'abord investis dans la production laitière, puis dans la floriculture d'exportation. Dans ce dernier cas, les pionniers ont été de nouveaux acteurs investisseurs d'industries non-agricoles, de sociétés financières internationales. Ces acteurs ont toujours compté avec le soutien financier et politique de l'État (au travers de politiques publiques comme la fixation du prix minimal du lait, les entraves à l'exportation de lait en poudre ou le soutien à l'exportation des fleurs). Les paysans sont tributaires de leurs ressources matérielles et relationnelles qui sont le fruit d'un processus historique dans lequel ils se sont différenciés les uns des autres. Certains réussissent mieux que d'autres à saisir certains avantages des politiques publiques et à les mobiliser. Le cas de la production laitière paysanne dans le territoire kayambi en est le reflet. L'augmentation de leur participation dans la filière laitière est favorisée par la conversion de certains grands producteurs vers d'autres activités productives (par exemple, les fleurs). Le développement d'une politique d'inclusion publique-privée encourage cette activité productive et la place sous la tutelle de l'agro-industrie et, dans certains cas, de grands producteurs laitiers. Historiquement, ces derniers ont eu comme stratégie l'alliance avec une agro-industrie dépendante de stratégies financières nationales et internationales *via* les multinationales, c'est l'exemple du projet *Ordeño*. Les politiques alimentaires comprennent également des alliances avec l'industrie qui encouragent la consommation de produits laitiers transformés dans leurs programmes d'alimentation. Ceci a pour effet d'augmenter la production de lait qui croît, en Équateur, à un rythme beaucoup plus rapide que la consommation.

Historiquement, les politiques agraires ont été construites pour servir les projets économiques des élites. La paysannerie était principalement présente dans les politiques publiques en tant que sujet de politiques sociales. En 2008, l'introduction de la Souveraineté Alimentaire n'a pas suffi pour que les politiques publiques transcendent le schéma

productiviste, modernisateur et paternaliste. La souveraineté alimentaire, telle qu'elle est comprise par l'État central, n'est pas l'expression d'un projet agraire paysan tel qu'on le comprend dans les manifestes de la Via Campesina, référence des luttes pour le mouvement agroécologique territorial et national. Au contraire, certains projets et politiques publiques ont induit une plus grande dépendance cognitive, économique, financière et alimentaire des paysans. Au niveau local, la conjoncture d'un gouvernement indigène local, situation qui se produit pour la première fois sur le territoire kayambi, associée aux déclarations de la souveraineté alimentaire, ont permis de rendre visible, d'avancer et d'ajouter des acteurs au projet agroécologique qui a pour finalité de promouvoir et d'atteindre l'autonomie paysanne.

L'autonomie paysanne dans les interactions avec l'agro-industrie

Au cours des dix dernières années, dans le domaine de la production, l'agriculture paysanne kayambie a connu une accélération grâce à son insertion dans les circuits agro-industriels (lait, fleurs d'exportation) qui étaient historiquement dirigés par les élites agroalimentaires. Après la transformation des entreprises laitières en plantations de fleurs d'exportation, les paysans ont pu devenir un maillon de cette filière. La capacité des paysans à s'organiser leur a permis d'arriver sur le marché dans de meilleures conditions. Cependant, cet accomplissement est possible qu'avec l'aval de l'agro-industrie. Cette relation paysans/agro-industrie est marquée par une complémentarité subordonnée. Une gouvernance politique, technique et économique asymétrique en est ainsi la conséquence. La présence des entreprises laitières, pensées comme nécessaires par l'État au nom de l'efficacité économique, limite la capacité d'échange direct des paysans avec les pouvoirs publics. Cette asymétrie équivaut à une perte d'autonomie politique des paysans dans le choix des modèles de production.

Les paysans se soumettent aux exigences techniques des entreprises laitières. L'industrie induit des pratiques par le biais de ses « manuels techniques de production ». Ces pratiques sont étroitement liées à des paquets technologiques qui sont promus par le biais des relations de marché. Ce décalage technique se traduit donc par une perte d'autonomie des paysans dans le choix de leurs modèles de production ainsi que par l'oubli et l'abandon progressif des connaissances accumulées au cours de leur histoire.

Pour répondre à ces conditions et aux volumes requis par l'industrie, les paysans ont spécialisé leurs unités de production au détriment de la diversité productive. La monoactivité laitière accroît la dépendance commerciale des petits éleveurs à une industrie fortement concentrée.

L'autre interaction agro-industrie / paysans est celle liée à la production de fleurs qui, pendant plus de 30 ans a été menée par des investisseurs internationaux et des élites agricoles nationales. L'incursion des paysans dans ce secteur a été rendue possible grâce à des intérêts partagés des agro-industries qui cherchent à élargir leurs volumes de fleurs commercialisées et des ouvriers agricoles des plantations de fleurs en recherche d'autonomie sur le plan économique et professionnel. Les entreprises floricoles ont encouragé certains de leurs travailleurs en particulier ceux faisant preuve de qualités techniques et disposant des ressources matérielles (terre, eau), à monter leur propre affaire.

Ces alliances ont des impacts sur la sphère technique, économique et sociale des paysans engagés dans ce type de production. En outre, une nouvelle organisation de floriculteurs paysans est née en réponse à la subordination économique imposée par les entreprises capitalistes et à la marginalisation sociale de ces derniers par leurs communautés.

Effectivement**,** cette relation avec l'agro-industrie a procuré une certaine autonomie économique aux paysans qui ont ainsi pu vendre directement leur lait ou leurs fleurs à l'agro-industrie et améliorer ainsi leurs revenus. Parfois, ils ont réussi à capitaliser par l'achat des terres, l'équipement agricole, l'achat de camions, etc. Dans certains cas, ces investissements se sont traduits par une nouvelle activité économique, élargissant l'autonomie économique de la famille. Cependant, cette autonomie économique pourrait être éphémère en raison la subordination technique, économique, sociale et financière des paysans. De plus, au niveau collectif, cette autonomie économique individuelle a des effets sur les structures organisationnelles de la paysannerie, ce qui peut conduire à une perte de cohésion sociale.

L'expansion de l'activité floricole sur les terres des communautés paysannes de la vallée kayambie a suscité une vive opposition. Les principaux conflits entre paysans tournent autour des thèmes suivants : I) la concurrence sur les usages de l'eau irrigation par les unités paysannes productrices de fleurs ; II) l'aggravation du risque environnemental perçu par les habitants en raison de la présence de serres plus près de leur espace de vie ; III) la différenciation paysanne, où le « nous », en parlant des paysans, devient « l'autre », c'est-à-dire celui contre qui on s'est toujours battu.

L'industrialisation du territoire kayambi ne concerne pas seulement ceux qui sont liés par leurs systèmes productifs à l'agro-industrie. La floriculture, par exemple, a conduit au renforcement de l'organisation paysanne indigène, en résistance aux impacts environnementaux et à l'accès aux ressources, notamment l'eau, causés par cette industrie.

Ce renforcement a consolidé leur pouvoir politique et social face à d'autres acteurs du système agri-alimentaire territorial et non-territorial.

La pluriactivité une ambivalence dans l'autonomie paysanne

Le fait d'avoir un autre emploi ou d'autres activités à l'extérieur de l'unité de production agricole paysanne kayambie est une constante historique qui souvent s'est avérée être une condition de la survie des paysans. Différents processus ont contribué au développement de la pluriactivité. On peut citer les conséquences d'une réforme agraire insuffisante pour soutenir le développement de la paysannerie kayambie à partir de l'activité agricole.

Dans certains cas, les activités économiques extérieures ont contribué et contribuent toujours au maintien et à la capitalisation des unités productives agricoles et familiales. Néanmoins, dans les familles où la vente de la force de travail s'intensifie, en particulier celle des femmes, l'activité salariée supplante la centralité agricole à travers laquelle s'organise la vie familiale et communautaire. Cela transforme les pratiques sociales qui historiquement contribuaient à la production agricole et plus largement à la reproduction de la vie en milieu rural. L'insertion des femmes dans la vie sociale grâce à ce travail leur procure une autonomie économique relative au moins temporaire qui leur permet de renforcer leur pouvoir dans une société rurale patriarcale où elles ont longtemps été laissées pour compte.

La pluriactivité, dans certaines conditions, tout en contribuant à l'autonomie économique de la famille à court terme, devient un piège social à moyen et à long terme, notamment pour les familles qui perdent tout lien avec le tissu social communautaire qui agit comme un système d'appui à leur bien-être. L'un des défis que doit relever l'agriculture paysanne est le manque croissant de main-d'œuvre pour assumer les activités agricoles qui auparavant étaient assumées d'abord par la famille, puis grâce aux relations de réciprocité nouées au sein du milieu familial élargi et/ou communautaire. Certaines activités (transformation de produits, commerce agricole, restaurations) ont émergé ou revivent ces dernières années avec l'agroécologie. Ces activités loin d'être en concurrence avec l'activité agricole, la complètent.

L'alimentation : un nouveau levier de revendication et d'affirmation de l'autonomie paysanne

Les projets agricoles du territoire sont explicitement ou implicitement des substrats des pratiques et discours autour de l'alimentation. Une dialectique entre l'environnement alimentaire et les pratiques alimentaires collectives et individuelles contribue à la construction

d'une plus ou moins grande dépendance économique, symbolique et cognitive vis-à-vis du marché chez les paysans à travers les aliments.

L'industrialisation des filières laitières et floricoles a transformé les structures de production, l'organisation des échanges, mais a aussi contribué à reconfigurer la consommation alimentaire des paysans kayambis.

L'utilisation du sol agricole a été modifié grâce au dynamique agro-industriel. Les pâturages en premier lieu, et la floriculture d'exportation dans une moindre mesure, s'étendent sur l'ensemble de l'étage tempéré (2600 m – 3200 m d'altitude) dans les systèmes de production paysans, remplaçant les sols occupés auparavant par des cultures parmi lesquelles se trouvent les produits de base de la culture alimentaire kayambie. Alors que la superficie consacrée aux pâturages dans les 30 dernières années a augmenté de 33%, la superficie consacrée aux cultures qui participe à l'autoconsommation paysanne a diminué de 62%[219]. Dans le même temps, la diversité des lieux d'approvisionnement en aliments a augmenté en nombre et en types de marchés, et la plupart de ces marchés s'approvisionnent à l'extérieur du territoire. Ainsi, la capacité d'approvisionnement en aliments produits localement pour l'ensemble du territoire kayambi s'affaiblit.

Aujourd'hui, la qualité des aliments auxquels accèdent les Kayambis est duale. Celle-ci est à la fois le produit de la technique et de leur relation au territoire. Une qualité alimentaire découlant de la technique (systèmes de refroidissement, d'emballage, de processus de transformation) dans un modèle alimentaire agro-industriel tend à exclure du marché certains acteurs qui n'ont pas accès à ces technologies. Parmi ces acteurs, on retrouve souvent les paysans. D'autre part, la culture, l'identité, l'économie locale, la santé humaine et celle des écosystèmes ainsi que la solidarité font partie des éléments selon lesquels de nouvelles conventions de qualité alimentaire sont élaborées par des acteurs qui appartiennent au mouvement de l'agroécologie où les paysans sont des acteurs principaux.

Les paysans mangeurs, qui vivent et interagissent dans cet environnement alimentaire de plus en plus diversifié, modifient leurs pratiques alimentaires en ce qui concerne leur régime alimentaire et le lieu de provenance des produits consommés. Ces pratiques contribuent à augmenter l'autonomie paysanne au niveau de la famille. Cependant ces pratiques sont diverses, et ce faisant favorisent plusieurs modèles alimentaires, avec un impact différencié sur l'APAC.

[219] Chiffre établi à partir d'une analyse multi-temporelle de l'utilisation du sol dans le bassin versant d' El Rio Granobles (Chapître IV), résultat de cette thèse

De même qu'au niveau de la production, l'autonomie alimentaire, vue sous l'angle de l'accès à l'alimentation, augmente quand les stratégies d'accès se diversifient. Les familles paysannes kayambies construisent leurs stratégies d'accès aux aliments en fonction de leur système de production et de leur insertion dans le marché du travail. Parmi ces stratégies, l'autoconsommation alimentaire des paysans kayambis est une réalité historique et une forme de protection économique et culturelle face au marché. La production destinée à l'autoconsommation entre en compétition les productions destinées à la vente à mesure qu'augmente l'insertion des paysans dans un marché de marchandises (comme les fleurs ou le lait) ou à mesure qu'augmente la vente de la force de travail en dehors de la ferme, particulièrement dans le cas des femmes.

Cependant, la réduction de l'autoconsommation, dans ces systèmes fortement liés à la production de marchandises, varie en fonction des ressources productives, en particulier le foncier et l'eau d'irrigation, que possèdent ces producteurs. Dès lors, l'accès à ces ressources devient un élément déterminant de la stratégie d'autoconsommation. Les producteurs paysans laitiers et les producteurs d'oignons qui ont un accès au foncier généreux continuent de produire pour leur autoconsommation. Cette stratégie n'est pas uniquement économique. Au-delà du fait de destiner des ressources productives à l'autoconsommation, des notions de santé et d'identité culturelle entrent en jeu dans la prise de décision du producteur.

La production pour l'autoconsommation est fondamentale pour le maintien des réseaux d'échanges non marchands. Or, ceux-ci sont historiquement fondés sur des pratiques structurantes des sociétés andines (travaux d'intérêts collectifs [*mingas*], entre-aide travail contre travail, assurance collective face aux aléas individuels, échange « travail contre nourriture », rituels de dons lors des fêtes païennes, etc.). L'autoconsommation permet d'amplifier les stratégies d'autonomie alimentaire en ajoutant des canaux d'accès et en augmentant la diversité alimentaire par des échanges de produits provenant de différents écosystèmes.

Les producteurs qui ont moins de terre privilégient son utilisation pour une production avant tout valorisée *via* le marché. L'autoconsommation recule et leur participation aux réseaux d'échanges non marchands se fragilise ou se perd. Cela réduit l'opportunité de ces familles d'accéder aux ressources collectives (irrigation, parcours d'altitude) et plus largement leur position dans le monde communautaire paysan.

Les familles paysannes insérées dans le projet agroécologique sont celles qui combinent le plus grand nombre de stratégies d'accès aux aliments. L'autoconsommation, le troc et l'accès au marché font partie de leurs stratégies. La capacité d'accès aux marchés est renforcée par

l'insertion des femmes dans le commerce de leurs produits au sein de marchés en circuits courts (marchés paysans, systèmes de panier). Ainsi, les femmes gèrent les stratégies d'accès aux aliments dans les familles kayambies, et jouent un rôle de premier plan dans l'autonomie économique et symbolique des familles.

L'Agréocologie: une nouvelle identité et reconfiguration de l'APAC

L'agroécologie tend à la consolidation de l'autonomie paysanne à partir de l'affirmation d'une identité reconnue par les consommateurs. Ceux-ci apprécient les pratiques agronomiques respectueuses de l'environnement et de la santé humaine, la qualité des produits et la légitimité des paysans dans leur rôle de fournisseurs d'aliments. Ce projet vise une autonomie par des marchés échappant aux structures dominantes et aux chaînes d'approvisionnement trop complexes auxquelles les paysans kayambis ont longtemps été soumis. Les familles productrices agroécologiques revendiquent par leurs pratiques et discours alimentaires la volonté d'un changement social. Ce mouvement est fondé sur la création de relations, de réseaux et de dispositifs qui échappent aux réglementations des institutions et aux pouvoirs historiquement institués. L'objet de ces revendications dépasse le cadre strict de l'agriculture et même les considérations ethniques pour toucher à des questions essentielles, telles que la santé qui suscite l'intérêt de l'ensemble de la société.

Finalement, cette jeune paysannerie kayambie (à peine 60 ans d'existence) s'est structurée autour d'une autonomie foncière et productive, la libérant de relations sociales de production semi-serviles précapitalistes. Mais cette paysannerie est restée faiblement dotée en ressources matérielles et immatérielles. Elle est aujourd'hui largement ancrée dans une soumission économique, technique, politique, identitaire et symbolique sous le joug d'un paternalisme séculaire rémanent.

Par ailleurs, l'autonomie productive et alimentaire paysanne a été rapidement contrainte par les forces des marchés amont et aval, du fait de l'industrialisation agro-industrielle du territoire kayambi. Celle-ci soumet une partie de la paysannerie à ses exigences techniques et économiques (spécialisation, perte de l'autoconsommation, dépendance technique, etc.). L'APAC est aussi mise sous la tutelle de l'offre alimentaire d'un monde urbain et de la grande distribution désormais prégnante en Equateur.

Cependant, cette jeune paysannerie n'a jamais cessé de lutter pour revendiquer un projet et ses droits. Cette lutte est d'ordre politique, juridique, économique, identitaire et symbolique. Elle a été victorieuse à de nombreuses reprises, par exemple lorsqu'elle a récupéré des droits d'eau historiquement accaparés par les grands propriétaires fonciers, lorsqu'elle s'est opposée

à la privatisation de l'eau d'irrigation ou lorsqu'elle a lutté contre les pollutions environnementales, etc. Cependant, ces victoires sont avant tout le fait d'un syndicalisme ethnique plus que d'une classe sociale paysanne reconnue en tant que telle.

Le projet agroécologique kayambi, inscrit dans le cadre politique national de la souveraineté alimentaire, donne une nouvelle perspective à l'autonomie productive et alimentaire paysanne. Sa force est de rassembler une large diversité d'acteurs au premier plan desquels se trouvent les producteurs et mangeurs paysans, les collectivités territoriales, des ONG et des consommateurs avertis. Avant tout porté par les femmes, le projet agroécologique se caractérise par une ambition large en couplant les questions productives et environnementales aux enjeux alimentaires, ainsi que ceux de santé des hommes et de justice sociale. La jeune paysannerie kayambie y a peut-être trouvé la voie de son autonomie politique. Ainsi, la problématique défendue dans notre thèse appelle et justifie la poursuite de ce travail au-delà de cette conclusion car l''avenir de la paysannerie kayambie est en train de se construire.

BIBLIOGRAPHIE

Acosta, A. (2010a). *El Buen Vivir en el camino del post- desarrollo: Una lectura desde la Constitución de Montecristi* (Fundación Friedrich Ebert FES-ILDIS, Vol. 9).

Acosta, A. (2010b). *La Filosofía del SUMAK KAWSAY. Revista de Filo-Sophia.*

Acosta, A., & Martínez, E. (Eds.). (2011). *La naturaleza con derechos. De la Filosofía a la Política*. ABYA YALA.

Acosta-Soliz, M. (1984). *Los páramos andinos del Ecuador. Publicaciones científicas MAS*.

Agronomes Vétérinaires sans Frontières AVSF. (2010). *Agricultures paysannes et Souveraineté Alimentaire*.

Aguirre, P. (2011). La construcción social del gusto en el comensal moderno. En *Puentes entre la alimentación y la cultura* (Libros del Zorzal, pp. 13-62).

Alba, Á., Burgos, Á., Cárdenas, J., Lara, K., Sierra, A., & Montoya Rojas, G. A. (2013). Research Panorama on the Second Green Revolution in the World and Colombia. *Tecciencia*, *8*(15), 49-64.

Albornoz, O. (1971). *Las luchas indígenas en el Ecuador*. Claridad.

Allan, J. A. (1994). Overall Perspectives on Countries and Regions. In *Water in the Arab World: Perspectives and Prognoses* (pp. 65-100). Harvard University Press.

Allan, J. A. (1993). Fortunately there are Substitutes for Water Otherwise our Hydro-politicat Futures would be Impossible. In *Priorities for Water Resources Allocation and Management* (pp. 13-26).

Almeida, I., Arrobo Rodas, N., & Ojeda Segovia, L. (2005). *Autonomía indígena: Frente al estado nación y a la globalización neoliberal* (1era. ed). Abya Yala.

Altieri, M. (2004). Linking ecologists and traditional farmers in the search for sustainable agriculture. *Frontiers in Ecology and the Environment*, *2*(1), 35-42.

Altieri, M., Nicholls, C., & Montalba, R. (2014, marzo). El papel de la biodiversidad en la agricultura campesina en América Latina. *LEISA Rrevista de Agroecología*, *30*(1), 5-8.

Alvarado, M. (2016). *Diferenciación socio espacial de las relaciones de trabajo en el contexto de la floricultura: El caso de la parroquia de Cangahua entre 1982 y 2014*. FLACSO sede Ecuador.

Amador, E., Ceceña M., A. E., & Barreda Marín, A. (Eds.). (1995). *Producción estratégica y hegemonía mundial* (1. ed). Siglo Veintiuno Ed.

Arcos, C., & Palomeque, E. (1997). *El mito al debate. Las ONG en Ecuador*. ABYA YALA.

Arcos, C., & Merchán, C. (1976). *Apuntes para una discusión sobre los cambios en la estructura agraria serrana*. Pontificia Universidad Católica del Ecuador. Departamento de Ciencias Sociales y Políticas.

BIBLIOGRAPHIE

Athens, J. (1977). *¨Archaeological investigations in the northern of Ecuador: Field report of 1976¨*. Departament of Anthropology, University of New Mexico, Albuquerque.

Aubron, C. (2006). *Le lait des Andes vaut-il de l'or? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine*. Earth Sciences. INAPG (AgroParisTech).

Ayala, E. (2008). *Resumen de historia del Ecuador*. Corporación Editora Nacional.

Azadbakht, L., & Ahmad, E. (2012). Dietary energy density is favorably associated with dietary diversity score among female university students in Isfahan. *Nutrition*, *28*(10), 991-995.

Balay, J.-C., Rabinovich, A., Cherryl, A., Ruiz, L., Unda, M., Vivero, M., Serrano, T., & Nieves, G. (2004). *Interfase urbano-rural en Ecuador: Hacia un desarrollo rural en Ecuador. Informe de investigación LsSUR No 5*.

Barsky, O. (1984). *La Reforma Agraria ecuatoriana*. FLACSO Ecuador.

Barsky, O., & Llovet, I. (1983). *Pequeña producción y acumulación de capital : Los productores de papa en Carchi, Ecuador*. IICA.

Barsky, O., & Cosse, G. (1981). *Tecnología y cambio social : Las haciendas lecheras del Ecuador*. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.

Barsky, O. (1980). Los terratenientes serranos y el debate político previo al dictado de la Ley de Reforma Agraria de 1964 en el Ecuador. In *Ecuador : Cambios en el agro serrano* (p. 133-206). FLACSO Ecuador y CEPLAES.

Barsky, O., Barril, A., Moradi, J., Vinueza, H., & Cosse, G. (1980). *El proceso de transformación de la producción lechera serrana y el aparato de generación de transferencia en Ecuador* (Vol. 40). FLACSO Ecuador.

Barsky, O. (1978). *Iniciativa terrateniente en el pasaje de hacienda a empresa capitalista : El caso de la sierra ecuatoriana (1959—1964)*. CLACSO.

Barsky, O. (1978). Iniciativa terrateniente en la restructuración de las relaciones sociales en la Sierra ecuatoriana 1954 -64. *Revista de Ciencias Sociales*, *II*(5).

Barril, A. (1980). Desarrollo tecnológico , producción agropecuaria y relaciones de producción en la Sierra ecuatoriana. In *Ecuador : Cambios en el Agro serrano* (p. 206-247). FLACSO - CEPLAES.

Barthes, R. (1961). Pour une phycho-sociologie de l'alimentation contemporaine. *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, *5*, 977-986.

Bartra, A. (2011). *Tiempo de mitos y carnaval: Indios, campesinos y revoluciones de Felipe Carrillo Puerto a Evo Morales* (Primera edición). Itaca : PRD DF.

Bartra, A., & Otero, G. (2008). Movimientos indígenas campesinos en México: La lucha por la tierra, la autonomía y la democracia. En *Recuperando la tierra. El resurgimiento de movimientos rurales en África, Asia y América Latina.* (pp. 401-428). CLACSO.

Basile, D., & Paredes, H. (1953). *Factores económicos y geográficos que afectan al norte de la provincia e Pichincha*. Universidad Central del Ecuador.

BIBLIOGRAPHIE

Baudin, L. (1962). *Daily life in Peru under the last Incas* (W. Bradford, Trad.; First Printing edition). MacMillan Pub Co.

BCE. (2014). *Información estadística: Exportaciones de flores período 2001—2013*.

Becker, M., & Tutillo, S. (2009). *Historia agraria y social de Cayambe* (1a. ed). FLACSO Ecuador : Abya-Yala.

Becker, M. (2002). Movimientos campesinos en Cayambe. *Primer encuentro de Latin American Studies Association LASA sobre Estudios Ecuatorianos. Panel Relaciones Inter-étnicas e Inter-culturales en la Sierra Norte*, 8.

Becker, M. (1999). Una revolución comunista indígena : Movimientos de protestas rurales en Cayambe, Ecuador. *MARKA, Instituto de Historia y Antropología Andinas*, *memoria 7*.

Becker, M. (1990). *Class and ethnicity in the canton of Cayambe : The roots of Ecuador's modern indian movement* [University of Kansas].

Bélières, J.-F., Bonnal, P., Bosc, P.-M., Losch, B., Marzin, J., & Sourisseau, J.-M. (2014). *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques. Montpelier: CIRAD-AFD: Vol. Coll. A savoir* (AFD-CIRAD).

Bellon, S., & Oliver, G. (2014). La agroecología en Francia: La institucionalización de utopías. En *La agroecología en Argentina y en Francia. Miradas cruzadas.* (pp. 31-52). INTA.

Bertón, V. (2001). *Cooperación al desarrollo y demandas étnicas en los Andes ecuatorianos. Ensayos sobre indigenismo, desarrollo rural y neoindigenismo*. Universidad de Lleida - FLACSO.

Bogdan, R., & Taylor, S. J. (1975). *Introduction to qualitative research methods. A phenomenological approach to the Social Sciences*. John Wiley and Sons.

Borchart, C. (1991). La imbecilidad del sexo. Pulperas y mercaderas quiteñas a fines del siglo XV. En *Historia de la mujer y la familia* (Jorge Nuñez, p. 224). Corporación Editora Nacional.

Borchart, C. (1981). La conquista española. En *Pichincha: Monografía histórica de la región nuclear ecuatoriana* (pp. 179-1996). Consejo Provincial de Pichincha.

Borchart, C. (1998). *La Audiencia de Quito. Aspectos económicos y sociales (Siglos XVI - XVIII)*.

Bourdieu, P. (1998). *La distinción. Criterio y bases sociales del gusto*. Taurus.

Brassel, F., & Montenegro, F. (2011). La industria florícola en la Sierra ecuatoriana: Formalización, certificación y política antisindical. En *¿Agroindustria y Soberanía Alimentaria? Hacia una Ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (SIPAE, pp. 105-118).

Brassel, F., Herrera, S., & Laforge, M. (Eds.). (2008). *¿Reforma Agraria en el Ecuador?: Viejos temas, nuevos argumentos*.

Breilh, J. (2013). Hacia una redefinición de la soberanía alimentaria ¿Es posible la soberanía alimentaria sin cambio civilizatorio y bioseguridad? En F. Hidalgo, P. Román, & P. Lacroix (Eds.), *Comercialización y soberanía alimentaria* (SIPAE, p. 146). LA TIERRA.

BIBLIOGRAPHIE

Breilh, J. (2012). Coping with environmental and health impacts in a floricultural region of Ecuador. In D. F. Charron (Ed.), *Ecohealth Research in Practice* (pp. 59-68). Springer New York.

Breilh, J. (2011). Aceleración agroindustrial: Peligros de la nueva ruralidad del capital. En F. Brassel, J. Breilh, & A. Zapatta (Eds.), *¿Agroindustria y Soberanías Alimentaria? Hacia una ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (SIPAE, pp. 171-190).

Breilh, J., Hidalgo, F., A. Zapatta, Carrión, C., & Velásquez, H. (Eds.). (2005). *TLC en lo agrario: Evidencias y amenazas* (SIPAE). Compugraf.

Breilh, J. (2005). La floricultura y el dilema de la salud: Por una flor justa y ecológica. En *Informe alternativo sobre la salud en América Latina* (pp. 70-83). Observatorio Latinoamericano de Salud; Centro de Estudios y Asesoría en Salud, CEAS.

Bromley, R. J. (1987). El comercio precolonial y la transición a un sistema de mercado colonial en la Audiencia de Quito. *Revista Ecuatoriana de Historia Económica*, *1*, 41-58.

Bustamante, T., & Prieto, M. (1986). Formas de organización y de acción campesina e indígena: Experiencias en tres zonas del Ecuador. En *Clase y región en el agro ecuatoriano* (Miguel Murnis). Corporación Editora Nacional.

Caballero, H., & Hervas, T. (1985). *Producción lechera en la Sierra ecuatoriana. Seminario realizado del 29 de julio al 2 de agosto de 1985.* (Ministerio de Agricultura y Ganadería, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura Zona Andina, Asociación de Ganaderos de la Sierra y Oriente, Asociación Holstein del Ecuador)

Caillavet, C. (2006). Historia autóctona en los Andes ecuatrianos: El complejo campos elevados en ecosistemas diversos. En *Agricultura ancestral camellones y albarradas. Contexto social, usos y retos del pasado y del presente.: Vol. 3 de la Colección ¨Actas & Memorias¨ IFEA* (Abya-Yala, pp. 111-126).

Caillavet, C. (2000). *Etnias del norte: Etnohistoria e historia del Ecuador*. Institut français d'études andines.

Caillavet, C. (1989). Las técnicas agrarias autóctonas y la remodelación colonial del paisaje en los Andes Septentrionales (Siglo XVI). En *Ciencia, vida y espacio en Iberoamérica: Trabajos del programa movilizador del CSIC "Relaciones científicas y culturales entre España y América*. Editorial CSIC - CSIC Press.

Calero, C. (2011). *Seguridad Alimentaria en el Ecuador. Desde un enfoque de acceso a alimentos.* (1era ed.). Abya-Yala.

Cando, C., & Román, P. (2008). *Agricultura bajo contrato. Estudio de caso en brócoli, entre la empresa de productores campesinos Huertos Gatazo Zambrano HGZ, Chimborazo e IQF Agroindustrial S.A. Documento de trabajo*. SIPAE.

Cantero, P. (2009). *Sara Llakta, ¨El libro del Maíz¨*. ed. Ecuador.

Cardon, P., & Garcia-Garza, D. (2012). L'alimentation: Enjeux théoriques et empiriques dans

les Amériques. *IdeAs Idées d'Amériques*, *3*, 16.

Carneiro, F. F., Augusto, L. G. da S., Rigotto, R. M., Friedrich, K., Búrigo, A. C., & Associação Brasileira de Pós-Graduação em Saúde Coletiva (Eds.). (2015). *Dossiê ABRASCO: Um alerta sobre os impactos dos agrotóxicos na saúde*. Escola Politécnica de Saúde Joaquim Venâncio ; Expressão Popular.

Carrión, F. (1987). La urbanización ecuatoriana. *Mondes en développement*, *15*(60), 113-127.

CEDIG. (1985). *Demografía en el Ecuador: Una bibliografía. Poblaciones de las parroquias. Ecuador 1950-1982*.

CEPAL. (1954). *El Desarrollo Económico del Ecuador*.

Chayanov, A. (1990). *L'organisation de l'économie paysanne*. Libraire du Regard.

Cheong, F. (2017). *Patologías de origen laboral en florícolas de Ecuador*.

Chiriboga, M. (1995). Las ONGs y el desarrollo rural en los países andinos. *Ecuador Debate*, *35*, 109-125.

Chiriboga, M. (1988). La reforma agraria ecuatoriana y los cambios en la distribución de la propiedad rural agrícola de 1974-1985. *Transformaciones agrarias en el Ecuador. Geografía básica del Ecuador, Geografía Agraria, IPGH-CEDIG-Orstom-IGM, Quito*.

Chiriboga, M. (1985, septiembre). El Sistema Alimentario Ecuatoriano. Situación y Perspectivas. *Ecuador Debate*, 35-84.

Chiriboga, M. (1984). *El Estado y las políticas hacia el sector rural (1979-1982)*.

Cholley, A. (1946). Problèmes de structure agraire et d'économie rurale. *Annales de géographie*, *298*(LVe), 81-101.

Chopra, M., Galbraith, S., & Darnton-Hill, I. (2002). A global reponse to a global problem: The epidemic of overnutrition. *Bulletin of the World Health Organization. Global Public Health and International Law*, *80*, 952-958.

CILAB Salud, & ORASCONHU. (2019). *Informe final: Caracterización de los plaguicidas que circulan en los países andinos y de los riesgos para la salud*.

Cisneros, I., Zapatta, A., Sánchez, O., & Narváez, E. (1999). Juntas de agua de reciente formación - caso Guanguilquí, junta de comunidades y haciendas y pueblos (mixto). En *Organización campesina y gestión del riego. CAMAREN* (pp. 46-53). CAMAREN.

Cliche, P. (1995). *Anthropologie des communautés andines équatoriennes: Entre diable et patron*. L'Harmattan ; Recherches amérindiennes au Québec.

COAG, F. (2018). *Memoria Comité de Agricultura 26 período de sesiones. Agroecología: De la promoción a la acción*.

Cochet, H. (2011). Origine et actualité du « Système Agraire »: Retour sur un concept. *Revue Tiers Monde*, *207*, 97-114.

Cochet, H. (2011). *L'agriculture comparée*. Quae.

Cochet, H., Devienne, S., & Dufumier, M. (2009). L'agriculture comparée, une discipline de

synthèse ? *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, *297-298*, 99-112.

Coffey, G., Bravo, A., & Chérrez, C. (2007). *Las cosechas perversas*. Entre pueblos.

Colmenares, G. (1992). La Hacienda en la Sierra Norte del Ecuador : Fundamentos económicos y sociales de una diferenciación nacional (1800-1860). *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, *2*.

Colonna, P., Fournier, S., & Touzard, J.-M. (2013). Food systems. *Food system sustainability: insights from Dualine*, 69-100.

CONAIE. (1988). *Las nacionalidades indígenas del Ecuador : Nuestro proceso organizativo*. ABYA YALA.

Contreras, C. (1987). La crisis de la Sierra Central y Norte del Ecuador en la segunda mitad del siglo XVIII. *Revista Ecuatoriana de Historia Económica*, *1*(1), 17-40.

Constitución política del Ecuador, (2008).

Contreras, J., & García Arnáiz, M. (2005). *Alimentación y cultura. Perspectivas antropológicas*. Ariel.

Coordination Sud. (2014). L'agriculture sous contrat peut-elle contribuer au renforcement des agricultures paysannes et à la souveraineté alimentaire des populations du Sud ? *Les Notes de la C2A*, *16*, 4.

Corbeau, J. P., & Poulain, J.-P. (2002). *Penser l'alimentation: Entre imaginaire et rationalité*. Privat ; OCHA Observatoire Cidil de l'harmonie alimentaire.

Cordero, O., Santellano, E., & Garrido, A. (2016, julio 1). *Medición del acceso a los alimentos en los hogares de comunidades indígenas de la Sierra Tarahumara del Estado de Chihuahua México*. XII Congreso Español de Sociología. Grandes transformaciones sociales, nuevos desafíos para la sociología.

Corominas, J., & Pascual, J. A. (1980). *Diccionario crítico etimológico castellano e hispánico CE-F: Vol. II*. GREDOS.

Corral, F. (2014). *La historia desde las anécdotas. Jinetes y caballos aperos y caminos*. Trama Ediciones.

Cortes, G. (2000). *Partir pour rester: Survie et mutation des sociétés paysannes andines (Bolivie)* (IRD-Institut de recherche pour le développement).

Costales, A., & Costales, P. (1971). *Historia Social del Ecuador*. Casa de la Cultura Ecuatoriana.

Cuvi, N. (2011). *El molino de Quito*. Ecuador tierra incógnita.

Cuypers, K., Lebacq, T., & Bel, S. (2016). *Enquête de consommation alimentaire 2014 -2015. Rapport 2.*

Da Ros, G. (2007). El movimiento cooperativo en el Ecuador. Visión histórica, situación actual y perspectivas. *Revista de Economía Pública y Cooperativa*, *57*, 249-284.

Dale, C., Gastellu, J.-M., Valer, L., & Seminario sobre unidad de producción y sistema de

producción en la agricultura andina, Lima (PER), 1989/06/6-9. (1990). Familia, comunidad campesina y unidad de producción en el Perú. En M. Eresue, J.-M. Gastellu, E. Malpartida, & H. Poupon (Eds.), *Agricultura andina: Unidad y sistema de producción: Dialogo entre ciencias agrarias y ciencias sociales* (IRD Bondy; pp. 440-456). Editorial Horizonte.

DDOA, & Chaire Unesco Alimentation du monde. (2015). *Actes du colloque de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires de l'Université Laval et de la Chaire UNESCO - Alimentations du monde de Montpellier SupAgro*.

De Castro, J. (1984). *Geografia da Fome*. Antares.

De Noni, G. (1986). Breve visión histórica de la erosión en el Ecuador. En *La erosión en el Ecuador. Documento de investigación*. Centro Ecuatoriano de Investigaciones Geográficas (CEDIG).

Deler, J.-P. (1994). Transformación regionales y organización del espacio nacional ecuatoriano entre 1830 y 1930. In *Historia y Región en el Ecuador 1830-1930* (Vol. 30, p. 295-354). Corporación Editora Nacional.

Deler, J.-P., Gómez, N., & Portais, M. (1983). *El manejo del espacio en el Ecuador - etapas claves*. Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica.

Deler, J.-P. (1981). *Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formations de l'État national.* Institut français d'études andines.

Deverre, C., & Lamine, C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, *317*, 57-73.

Dirección de Desarrollo Económico y Turismo GADIP Cayambe. (2015, enero). *La producción agrícola en el Cantón Cayambe*. Reunión de trabajo.

Dufumier, M. (1996). *Les projets de développement agricole. Manuel d´expertise*. CTA-KARTHALA-INAPG.

Durkheim, É. (1975). *Las reglas del método sociológico* (La Pleyade).

Echeverría, J., & Uribe, M. (1995). *Área Septentrional Andina Norte: Arqueología y Etnohistoria* (Ediciones del Banco Central del Ecuador).

Edelman, M. (2014). Food sovereignty: Forgotten genealogies and future regulatory challenges. *Journal of Peasant Studies*, *41*(6), 959-978.

Ellis, F. (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. OUP Oxford.

Escobar, A. (2016). *Autonomía y diseño. La realización de lo comunal*. Universidad del Cauca.

Escobar, A. (2014). *Sentirpensar con la tierra. Nuevas lecturas sobre desarrollo territorio y diferencia: Vol. Colección Pensamiento vivo*. UNAULA.

Escobar, A. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton Univ. Press.

Espín, E. (2014, diciembre 2). Entrevista a Fernando Alvarado, Secretario Nacional de

BIBLIOGRAPHIE

Comunicación [Entrevista]. En *Contacto Directo*.

Espinel, R. (1988). *Análisis crítico en torno a la modernización de la agricultura ecuatoriana.* Pontificia Universidad Católica del Ecuador.

Espinosa, W. (1988). *Los Cayambes y Carangues (siglos XV-XVI): El testimonio de la etnohistoria* (Vol. 1). Instituto Otavaleño de Antropología.

Esteva, G. (2015). The hour of autonomy. *Latin American and Caribean Ethnic Studies*, *10*(1), 134-145.

Esteva, G. (2012). Los quehaceres del día. En *Renunciar al bien común. Extractivismo y (pos) desarrollo en América Latina* (pp. 237-283). Mardulce.

Estévez, A. (2017). *Jóvenes rurales en Ecuador. Grupos de diálogo rural, una estrategia de incidencia. Serie documento de trabajo No 224. Grupo de trabajo: Inclusión Social y Desarrollo. Programa jóvenes rurales y territorio: Una estrategia de diálogo de políticas. Rimisp.*

Estrella, E. (1986). *El pan de América: Etnohistoria de los alimentos aborígenes en el Ecuador* (Centro de Estudios Históricos).

EXPOFLORES. (2019). *Expoflores. Informe anual de exportaciones 2019*.

El Comercio. (2015, julio 9). Las cinco mayores empresas del Ecuador generaron USD 6650 millones en ingresos. *El Comercio*.

El Comercio. (2014, septiembre 20). El milagro cayambeño es obra del capitalismo. El cambio en Cayambe, gracias a la floricultura, muestra cómo el capitalismo y la globalización atacan la pobreza. *El Comercio*.

El Universo. (2020, octubre 30). Flores ecuatorianas ingresarán con cero arancel a Estados Unidos desde este 1 de noviembre, anuncia Lenín Moreno. *El Universo*.

FAO. (s. f.). *Ecuador en una mirada*. http://www.fao.org/ecuador/fao-en-ecuador/ecuador-en-una-mirada/es/

FAO. (2019). *TAPE - Tool for agroecology performance evaluation. Process of development and guidelines for application*.

FAO. (2018a). El estado de la seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo *2018: Fomentando la resiliencia climática en aras de la seguridad alimentaria.* FOOD & AGRICULTURE ORG.

FAO. (2018b). *The 10 elements for agroecology guiding the transition to sustainable food and agricultural systems*.

FAO, FIDA, PMA, UNICEF, & OMS. (2018c). *El Estado de las seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo. Fomentando la resiliencia climática en aras de la seguridad alimentaria y la nutrición*. FAO.

FAO. (2017a). *Documento de evaluación nacional de la degradación de la tierra mediante la metodología LADA - WOCAT*.

BIBLIOGRAPHIE

FAO. (2017b). *Reflexiones sobre el sistema alimentario y perspectivas para alcanzar su sostenibilidad en América Latina y el Caribe*.

FAO. (2015). *Ecuador y FAO. Fortaleciendo las políticas públicas para garantizar la soberanía alimentaria y la inocuidad de los alimentos*.

FEI. (1945). *Estatutos de la Federación Ecuatoriana de Indios*.

FES, FIAN, & UITA. (2001). *Flores para la justicia*.

Ferrari, M. (2013). Estimación de la ingesta por recordatorio de 24 horas. *DIAETA*, *31*(143), 20-25.

Fischler, C. (1995). *El (H)omnívoro: El gusto, la cocina y el cuerpo* (M. Merlino, Trad.). Anagrama.

FORESCCSA, & PMA. (2013). *Proyecto de Fortalecimiento de la resiliencia de las comunidades frente a los efectos adversos del cambio climático con énfasis en seguridad alimentaria, en la provincia de Pichincha y la cuenca del río Jubones FORECCSA - PMA 2011—2016*.

Fournier, S., & Touzard, J.-M. (2014). La complexité des systèmes alimentaires : Un atout pour la sécurité alimentaire? *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, *Volume 14 Numéro 1*.

Fournier, S., & Muchnik, J. (2012). El enfoque «SIAL» (Sistema Agroalimentario Localizado) y la activación de recursos territoriales. *Agroalimentaria*, *18*, 133-144.

Francis, C., Lieblein, G., Gliessman, S., Breland T., Creamer, N., Harwood, R., Salomonsson, L., Helenius, J., Rickler, D., & Salvador, R. (2003). Agroecology: The ecology of food systems. *Journal of sustainable agriculture*, *22*(3), 99-118.

Francou, B. (2004). La recesión de los glaciares en el Ecuador. *Seríe Páramos*, *23*, 45-73.

Freire, W., Ramírez, M., Belmont, P., Mendieta, M. J., Silva, M. K., Romero, N., & Monge, R. (2013). *Executive sumary. Encuesta Nacoinal de Salud y Nutrición del Ecuador. Quito, Ecuador*.

Friedland, W. (2001). Reprise on commodity systems analysis. *International Journal of Sociology of Agricultural and Food*, *9*(1), 82-103.

Friedmann, H. (2009). Discussion: Moving food regimes forward: Reflections on symposium essays. *Agriculture and Human Values*, *26*(4), 335-344.

Friedmann, H. (2005). From colonialism to green capitalism: Social movements and emergence of food regimes. *Research in Rural Sociology and Development*, *11*, 227-264.

Furche, C. (1980). Lógica de funcionamiento interno y racionalidad económica en empresas campesinas asociativas: El caso de dos cooperativas en el cantón Cayambe. En *Ecuador: Cambios en el agro serrano* (p. 531).

GADP, & CIL. (2015). *La leche en del Ecuador. Historia de la lechería ecuatoriana*.

GADP. (sd). *Diagnóstico de riego y drenaje de la provincia de Pichincha*. Gobierno de

Pichincha.

GADP, & EXPOFLORES. (2015). *Agenda productiva florícola de la provincia de Pichincha*.

GADPP. (2013) La ordenanza para fomentar la producción de alimentos agroecológicos en la provincia de Pichincha, 10-GADPP-2013 10-GADPP-

GADPP. (2012). *Agenda productiva provincial*.

Galeano, E. (2003). *La venas abiertas de América Latina*. Siglo XXI.

Gasselin, P., Jarrige, F., Martin, T., Moraine, M., Nougarèdes, B., & Perrin, C. (2020, juin). *La souveraineté alimentaire. Concept et conditions d'une mise en œuvre durable*. Collectif AgriCités (Ed.), Séminaire de l'UMR Innovation. Montpellier.

Gasselin, P., Tallon, H., Dalmais, M., & Fiorelli, C. (Eds.). (2013). *Trois outils pour l'accompagnement à la création et au développement d'activités: Trajectoire, Cartapp et Edappa. Application à l'installation en agriculture*.

Gasselin, P., Vaillant, M., & Bathfield, B. (2014). Le système d'activité. Retour sur un concept pour étudier l'agriculture en famille. Dans *L'agriculture en famille : Travailler, réinventer, transmettre.* (Les Ulis, pp. 101-122).

Gasselin, P. (2000). *Le temps des roses. La floriculture et les dynamiques agraires de la région Agropolitaine de Quito (Ecquateur)*. Institut National Agronomique Paris-Grignon.

Gasselin, P. (1997). Les communautés paysannes andines de Cangahua en Équateur: Une dynamique agricole aujourd'hui sous l'emprise de la ville. En *Villes du sud et environnement. Châteauneuf de Grasse: Editions de Bergier. Collection «Travaux de la Société d'Écologie Humaine»* (pp. 198-213). Editions de Bergier.

Gaybor, A. (2011). *Acumulación capitalista en el campo y despojo del agua.* V Foro Nacional de los Recursos Hídricos.

Gaybor, A. (2008). *El despojo del agua y la necesidad de una transformación urgente* (Foro de los Recursos Hídricos, Ed.).

Gazolla, M., & Schneider, S. (2007). A produção da autonomia: Os "papéis" do autoconsumo na reprodução social dos agricultores familiares. *Estudos Sociedade e Agricultura*, *15*(1), 89-122.

Gibson, R. (2005). *Principles of nutritional assessment* (second). Oxford University Press.

Gligo, N., & Morello, J. (1980). Notas sobre la historia ecológica de América Latina. En *Estilos de desarrollo y medio ambiente en la América Latina*. Fondo de Cultura económica.

Gobierno de la Provincia de Pichincha. (2012). *Plan de desarrollo y ordenamiento territorial cantón Cayambe 2012-2025*.

Gómez, N. (1983). El manejo del espacio en la Real Audiencia de Quito (Siglos XVII y XVIII). In *El manejo del espacio en el Ecuador. Etapas claves* (p. 103-156). CEPEIGA.

Gonçalves S. (2014). A luta pela terra e a (falsa) autonomia camponesa nos assentamentos rarais: A teoria de territorializaçao dos movimientos sociais revisitada. *CAMPO* -

TERRITÓRIO: revista de geografia agrária. Ediçao especiql do XXI ENGA, 1-11.

Gondard, P., & Mazurek, H. (2001). 30 Años de Reforma Agraria y Colonización en el Ecuador (1964-1994) : Dinámicas espaciales. *Dinámicas territoriales: Ecuador, Perú, Bolivia , Venezuela, Estudios de Geografía*, *10*, 15-40.

Gondard, P., & Gasselin, P. (1999). Panorama histórico de la agricultura en el Ecuador. En *Paisajes Agrarios* (Vol. 2, pp. 21-30).

Gondard, P., & López, F. (1983). *Inventario arqueológico preliminar de los Andes septentrionales del Ecuador* (Banco Central de Ecuador).

Goodman, D. (2003). The quality ¨turn¨ and alternative food practices: Reflections and agenda. *Journal of Rural Studies*, *19*, 1-7.

Goodman, D., & Dupuis, M. (2002). Knowing food and growing food: Beyond the production. *Sociologia Ruralis*, *42*(1), 5-22.

Goodman, D. (1997). World - scale process and food systems: Critique and research needs. *Review of International Political Economy*, *4*(4), 663-687.

Grisa, C., & Sabourin, E. (2019). *Agricultura Familiar: De los conceptos a las políticas públicas en América Latina y el Caribe 2030—Alimentación, agricultura y desarrollo rural en América Latina y el Caribe.* FAO.

Gross, J., Guerrón, C., Berti, P., & Hammer, M. (2016, enero). Caminando hacia adelante, mirando hacia atrás: En la primera línea de las transformaciones alimentarias en Ecuador. *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, *54*, 49-70.

Guareschi, M. (2016). *Desafíos y retos desde el paradigma de la soberanía alimentaria y la agroecología para los procesos de cooperación al desarrollo y desarrollo rural. Aprendizajes desde el contexto paraguayo* [Universidad de Córdoba].

Guerrero, A. (1991). *La semántica de la dominación : El concertaje de indios*. Libri Mundi.

Gudinas, E. (2011). Tensiones, contradicciones y oportunidades de la dimensión ambiental del Buen Vivir. En *¿Paradigma no capitalista?* (CIDES-UMSA y PLural, pp. 231-246).

Guerra, M. (2011). *Entre la agroempresa y la agrobiodiversidad: Trabajo en las empresas florícolas y conservación de los sistemas productivos campesinos". Tesis de Maestría en Estudios Socio ambientales, FLACSO-Ecuador*.

Gumuchian, H., & Pecqueur, B. (2007). *La ressource territoriale*. Economica.

Guthman, J. (2002). Commodified meanings, meaningful commodities: Re-thinking production - consumption links through the organic system of provision. *Sociologia Ruralis*, *42*(4), 295 311.

Gutiérrez, L. (2010). Desafiando la gobernabilidad neoliberal: El levantamiento de octubre en El Alto, Bolivia. En *Bolivia, conflicto y cambio social (1985—2009)* (Newen Mapu).

Gutiérrez, R. (1986). La recesión económica mundial de los años setenta y ochenta en el marco de las oscilaciones del ciclo Kondratieff. *Investigación Ecnómica*, *45*(176), 81-108.

BIBLIOGRAPHIE

Harari, R., Harari, N., Harari, H., & Harari, F. (2011). *Condiciones de trabajo y derechos laborales en la floricultura ecuatoriana*. FENACLE-IFA_FOS-FNV.

Haubert, M. (1989). Coopératives de réforme agraire et sécurité alimentaire dans la Sierra équatorienne. *Études rurales*, *113-114*, 157-172.

Heinisch, C. (2011). Soberanía alimentaria: Un análisis del concepto. En *Comercialización y soberanía alimentaria*.

Heinisch, C. (2017). *Nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes: Contribution à la reconnaissance des paysanneries*. AgroCampus Ouest.

Hernández, M., & Proaño, V. (2013). Escenario internacional y andino del sector lácteo. En *Producción campesina lechera en los países andinos: Dinámicas de articulación a los mercados* (pp. 17-28).

Herrán, J. (2009). *Programa de microcrédito de la Casa campesina de Cayambe*. Politécnica Salesiana.

Hidalgo, F., Alvarado, M., Chipantasi, L., Pástor, C., & Vandecandelaere. (2011). *Atlas sobre la tenencia de la tierra en el Ecuador* (SIPAE, Ed.). SIPAE.

Hidalgo, J., Boelens, R., & Vos, J. (2017). De-colonizing water. Dispossession, water on security, and Indigenous claims for resources authority, and territory. *Water History*, *9*, 67-85. https://doi.org/10.1007/s12685-016-0186-6

Hidalgo, J. P. (2010). *Dinámicas de acumulación de derechos de agua y conflictos. Estudio de caso de la Acequia Tabacundo, Ecuador* (p. 120) [Memoria de Master]. Wageningen University.

Hobbelink, H. (1987). *Más allá de la revolución verde: Las nuevas tecnologías genéticas para la agricultura, desafío o desastre?* Lerna.

Hol-Giménez, E., & Shattuck, A. (2011). Food crises, food regimes and food movements: Rumbling of reform or tides transformations? *Journal of Peasant Studies*, *38*(1), 109-144.

Huber, J. (1982). *Die verlorene unschuld der okologie [The lost innocence of ecology: New technologies and superindustrialized development]*.

Hurtado, O. (2003). *El poder político en el Ecuador* (15e éd.). Planeta del Ecuador S.A.

Hutel, Ch., Zebrowski, C., & Gondard, P. (1999). *Geografía básica del Ecuador. Tomo V Geografía Agraria Volumen 2. Paisajes Agrarios del Ecuador* (Vol. 2).

IEE. (2013a). *Memoria técnica cantón Cayambe. Proyecto: Generación de geo-información para la gestión del territorio a nivel nacional escala 1:25000. Sistemas productivos*.

IEE. (2013b). *Memoria técnica cantón Pedro Moncayo. Proyecto: Generación de geo-información para la gestión del territorio a nivel nacional escala 1:25000. Sistemas productivos*.

IERAC. (1977). *Estudio de caso. Evaluación del proyecto sectorial Cayambe*.

Illich, I. (1978). *Toward a history of needs*. Pantheon.

BIBLIOGRAPHIE

Illich, I. (1973). *La convivencialidad* (2012.ª ed.). Virus.

INEC. (2018). *Reporte de economía laboral – junio 2018*.

INEC. (2017). *Encuesta de superficie y producción agropecuaria continua 2017. Base de datos SPSS*.

INEC. (2015). *Encuesta nacional de condiciones de vida 2013—2014*.

INEC. (2012). *Encuesta nacional de ingresos y gastos de los hogares urbanos y rurales 2011—2012*.

INEC. (2010a). *Censo de población y vivienda*.

INEC. (2010b). *Encuesta de superficie y producción agropecuaria continua 2010. Base de datos SPSS*.

INEC. (2002). *Estadísticas de recursos y actividad de salud -ERAS*.

INEC. (2000). *III CENSO Agropecuario*.

INEC. (1990). *Censo de población y vivienda*.

INEC. (1974). *II Censo Agropecuario. Distribución de la tierra resumen nacional*.

INRA. (1986). *Les collines du Népal central. Écosystèmes, structures sociales et systèmes agraires. Tome I, Paysages et sociétés dans les collines du Népal; tome II, Milieux et activités dans un village népalais.*

INRA. (1977). *Pays, paysan paysage dans les Vosges du sud, les pratiques agricoles et la transformation de l´espace*.

Ibarra, H. (2004). La comunidad campesina/indígena como sujeto socio territorial. *Ecuador Debate*, 185-206.

Ibarra, H. (1992). Ambato, las ciudades y pueblos en la sierra ecuatoriana (1800—1930). In *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea* (Institut français d'études andines).

Ibarra, H. (1988). Haciendas y concertaje al fin de la época colonial en el Ecuador. (Un análisis introductorio). *Revista Andina*, *11*, 175-200.

Ibarra, H. (1987). *Tierra, mercado y capital comercial en la sierra central : El caso de Tungurahua 1850-1930* [Maestría]. FLACSO sede Ecuador.

Icaza, J. (1960). *Huasipungo*.

IFCN Dairy report 2011. (2012).

Instituto Geográfico Militar. (2013). *Base nacional escala 1:50000* [Map].

Instituto Nacional de Estadísticas y Censos. (2012). *Clasificador geográfico estadístico*.

International Panel of Experts on Sustainable Food Systems IPES FOOD. (2018). *Breaking away from industrial food and farming systems. Seven case studies of agroecological transition*.

Jacobsen, S.-E., & Sherwood, S. (2002). *Cultivo de granos andinos en Ecuador. Informe sobre los rubros quinua, chocho y amaranto*.

Jácome, N. (1983). Economía y sociedad en el siglo XVI. En *Época colonial I: conquista y*

primera etapa colonial (Corporación editorial Nacional, Vol. 3, p. 220).

Jara, C. (2012). *Los campesinos y el cambio de la ¨madre¨ productiva*. SEMPLADES documento de trabajo.

Jara, C. (1985). Las empresas transnacionales y los alimentos; la inserción externa del sistema alimentario nacional. *Ecuador Debate: Cuestión Alimentaria*, *9*, 85-102.

JCAP. (1950). *Boletín Informativo de la Junta central de asistencia pública de Quito : Contratos de arrendamiento de ANH y JCAP.* Imprenta del Ministerio de Tesoro.

Jiménez de la Espada. (1965). *Relaciones geográficas de Indias* (Atlas).

Jordán, F. (2003). Reforma agraria en el Ecuador. In *Procesos agrarios en Bolivia y América Latina* (CIDES-UMSA, Posgrado en Ciencias del Desarrollo, p. 285-317). PLURAL.

Jouve, Ph. (1988). Quelques réflexions sur la spécificité et l'identification des systèmes agraires. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, *20*, 5-16.

Jouve, P. (1986). Quelques principes de construction de typologies d'exploitations agricoles suivant différentes situations agraires. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, *11*, 48-56.

Juan, J., & Ulloa, A. (1826). *Noticias secretas de América, sobre el estado naval, militar y político de los reynos del Perú y Provincias de Quito, Costas de Nueva Granada y Chile : Gobierno y régimen particular de los pueblos de indios : Cruel opresión y extorciones de sus corregidores y curas : Abusos escandalosos introducidos entre estos habitantes por los misioneros. Causas de su origen y motivos de su continuación por el espacio de tres siglos. Escritas fielmente según las introducciones del excelentísimo señor marques de la ensenada, primer secretario de estado y representadas en informe secreto a S.M.C. en Señor don Fernando VI*.

Kaufmann, J.-C. (2011). *L'entretien compréhensif*. Armand Colin.

Kay, C. (2000). *Los paradigmas del desarrollo rural en América Latina*.

Kay, C. (1995, junio). El desarrollo excluyente y desigual en América Latina. *Nueva Sociedad*, *137*, 60-81.

Knapp, G. (1991). *Andean ecology: Apatative dynamics in Ecuador*. Westview Press.

Kingman, E. (2006). *La ciudad y los otros, Quito 1860—1940 : Higienismo, ornato y policía* (FLACSO-).

Kingman, E. (1992). Quito censos y estadísticas históricas. In *Quito en cifras* (p. 13-18; 27-38). Municipio de Quito.

Korovkin, T. (2003a). Cut-Flower exports, female labor, and community participation in highland Ecuador. *Latin American Perspectives*, *30*(4).

Korovkin, T. (2003b). Desarticulación social y tensiones latentes en las áreas florícolas de la Sierra ecuatoriana. *Ecuador Debate*, *58*, 143-157.

Kumar, R. (2005). *Research methodology: A step-by-step guide for beginners* (2nd ed). SAGE.

Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B. (2002). Le développement durable face au territoire: Éléments pour une recherche pluridisciplinaire. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, *Dossier 1*.

Lalander, R., & Ospina, P. (2012). Movimiento indígena y revolución ciudadana en Ecuador. *Cuestiones Políticas IEPDP-facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas - LUZ*, *28*(48), 13-50.

Lamine, C., Renting, H., Rossi, A., Wiskerke, J. S. C., & Brunori, G. (2012a). Agri-Food systems and territorial development: Innovations, new dynamics and changing governance mechanisms. In *Farming systems research into the 21st Century: The new dynamic.* (pp. 229-256). Springer, Dorcrecht.

Lamine, C. (2012b). « Changer de système »: Une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. *Terrains & travaux*, *20*, 139-156.

Landais, E. (2005). Principes de modélisations des systèmes d'élevage. *Cahiers de la Recherche Développement*, *32*(2), 82-93.

Landázuri, A. (1959). *El régimen laboral indígena en la Real Audiencia de Quito.* Imprenta de Aldecoa.

Larrea, C. (2001). *Hacia un análisis ecológico de la historia del Ecuador. Hipótesis y propuestas preliminares. Documento de trabajo preparado para la Fundación EcoCiencia*.

Larrea, C., Navarro, J., Nuñez, J., & Vázquez, M. (2007). *Carondelet, una autoridad al servicio de Quito* (FONSAL).

Lasso, G. (2019). *La disputa de territorios en torno al sistema agroalimentario ecuatoriano. Estrategias de poder y resistencia, procesos de territorialización y desterritorialización*. Universitat Autònoma de Barcelona.

Le Velly, R. (2015). *La promesse de différence: Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs* [Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches].

Lean, G. (2008a, marzo 2). Rising prices threaten millions with starvation, despite bumper crops. *The Independent*.

Lean, G. (2008b, mayo 4). Multinationals make billions in profit out of growing global food crisis. *The Independent*.

Ley Orgánica del Régimen de Soberanía Alimentaria, (2010).

Llovet, I., Barsky, O., & Murmis, M. (1986). Caracterización de estructuras de clase en el agro ecuatoriano. In *Clase y región en el agro ecuatoriano* (Murmis M., Vol. 7, p. 17-78). Corporación Editora Nacional.

LVC. (2015). https://viacampesina.org/en/declaration-of-the-international-forum-for-agroecology

Lussault, M. (2010). Ce que la géographie fait au (x) monde (s). *Tracés revue de Sciences humaines*, *10*, 241-251.

Lynch, J. (2007). Roots of the Second Green Revolution. *Australian Journal of Botany*, *55*, 493-512.

Maffesoli, M. (1985). *El tiempo de las tribus*. Icaria.

MAG. (2017). *Mapa de cangahuas superficiales del Ecuador escala 1:25000. Memoria técnica*.

MAGAP. (2010). *Programa de Inversión*.

Maiguashca, J. (1988). Las clases subalternas en los años treinta. *Revista Ecuatoriana de Historia Económica BCE*, *6*, 165-189.

Malassis, L. (1973). La structure et l'évolution du Complèxe Agri-Industriel d'après la Compatibilité National Françoise. *Économie et Societés*, *9*(3).

Malassis, L. (1994). *Nourrir les hommes*. Flammarion coll. Dominos 16.

Maldonado, E. (1987). *El cantón Cayambe*. Abya-Yala.

Marañon, B., & López, D. (2010, octubre). Economía solidaria y sociedad alternativa en América Latina: Hacia una agenda de investigación desde la colonialidad. *Alternativas RMALC*, *67*.

Martínez Godoy, D. (Ed.). (2017). *Relaciones y tensiones entre lo urbano y lo rural* (Primera edición). ConGope, Consorcio de Gobiernos Autónomos Provinciales del Ecuador : Ediciones Abya-Yala.

Martínez Godoy, D. (2016). *Agriculture contractuelle et déterritorialisation dans les Andes Equatoriennes. Le cas d'une communauté paysanne au pie du volcan Cayambe—Equateur*. Université Paris -Saclay.

Martínez, L. (2016). Territorios campesinos y reforma agraria : El caso de las cooperativas indígenas de la sierra ecuatoriana. *Mundo Agrario*, *17*(35), 17.

Martínez, L. (2013a). *La agricultura familiar en el Ecuador*. FIDA - RIMISP.

Martínez, L. (2013b). Flores, trabajo y territorio: El caso Cotopaxi. *Revista EUTOPIA*, *4*, 75-100.

Martínez, M. (2009). Representando el desarrollo rural en la dimensión del territorio: Una reflexión sobre los límites del PROLOCAL en el caso ecuatoriano. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, *87*, 27-45.

Martínez, L. (2006). Las organizaciones de segundo grado como nuevas formas de organización de la población rural. En *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano* (pp. 107-132). CLACSO.

Martínez, L. (2004). El campesino andino y la globalización a fines de siglo (una mirada sobre el caso ecuatoriano). *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe /European Review of Latin American and Caribbean Studies*, *77*, 25-40.

Martínez, L. (2002). Desarrollo rural y pueblos indígenas: Aproximación al caso ecuatoriano. *Ecuador Debate*, *55*.

BIBLIOGRAPHIE

Marchán, C., & Andrade, B. (1986). *Estructura agraria de la sierra centro-norte 1830—1930, IV: conformación orgánica de las familias terratenientes*. Banco Central el Ecuador.

Marchán, C. (1984). ¨El sistema hacendado serrano, movilidad y cambio agrario¨. *Cultura. Revista del Banco Central del Ecuador*, *7*(19), 63-106.

Mauss, M. (1971). *Ensayo sobre los dones, razón y forma del cambio en las sociedades primitivas.* Tecnos.

Maxwell, S., & Slater, R. (2003). Food policy old and new. *Development Policy Review*, *21*(5-6), 531-553.

Mazoyer, M., & Roudart, L. (1997). *Histoire des agricultures, du monde du néolithique à la crise contemporaine* (Editions du Seuil).

McMichael, P. (2009). A food regime genealogy. *Journal of Peasant Studies*, *36*(1), 139-169.

MEE. (2017). *Evaluación del impacto del programa de alimentación escolar*.

Mena, P. (2020). Roses: The latest chapter in the conflicted history of controlling irrigation water in the Ecuadorian Andes. *Water History*, *12*, 205-226.

Mena, V., & Boelens, R. (2016). Food or flowers? Contested transformations of community food security and water use priorities under new legal and market regimes in Ecuador's highlands. *Journal of Rural Studies*, *44*, 227-238.

Mendras, H. (1976). *Sociétés paysannes: Eléments d´une théorie de la paysannerie* (Armand Colin).

Mills, N., & Ortiz, G. (1980). Economía y sociedad en el Ecuador postcolonial, 1759-1859. *Cultura*, *6*, 71-134.

Mintz, S. W. (1986). *Sweetness and power—The place of sugar in modernhHistory*. Penguin.

Mintz, S. (1964). Peasant market places and economic development in Latin America. *The Graduate Center for Latin American Studies*, *Occasional paper No. 4*, 8.

Mockrin, S. C., Byers, L. D., & Koshland, D. E. (1975). Subunit interactions in yeast glyceraldehyde-3-phosphate dehydrogenase. *Biochemistry*, *14*(25), 5428-5437.

Moine, A. (2006). Le territoire comme un système complexe: Un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique*, *Tome 35*(2), 115-132.

Moore Lapé, F., & Collins, J. (1998). *World Hunger: Twelve myths*. Grove Press.

Moreno, S. (1981). Colonias mitmas en el Quito incaico: Su significación política y económica. En *Contribución a la Etnohistoria ecuatoriana* (pp. 103-128). Instituto Otavaleño de Antropología.

Minchón, M. (1996). La economía subterránea y el mercado urbano : Pulperos, ¨indias gateras¨ y retaconas del Quito colonial (siglos XVI-XVII). In *Antropología del Ecuador. Memorias del primer Simposio europeo sobre Antropología del Ecuador* (tercera edición, p. 197-210). AENOR.

Mirmiran, P., Leila, A., & Fereidou, A. (2006). Dietary diversity within food groups: An indicator

of specific nutrient adequacy in tehranian women. *Journal of the American College of Nutrition*, *25*(4), 354-361.

Muchnik, J., & Sautier, D. (1998). *Systèmes agro-alimentaires localisés et construction de territoires. Proposition d'action thématique programmée.* CIRAD.

Municipio de Cayambe. (1987). *Cayambe 70, en la mitad del mundo Cayambe*. Santo Domingo.

Murra, J. (1980). *The economic organization of the Inca state*. Jai Press.

Murra, J. (1975). *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. Instituto de Estudios Peruanos.

Murra, J. (1972). *El" control vertical" de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas*. Universidad Hermilio Valdizán Huanuco.

Murra, J. (1946). The historic tribes of Ecuador. In *Handbook of South American Indians.: Vol. The Andean Civilizations* (Julian H. Steward, pp. 785-821). United Satates Government Printing Office.

Muyzert, R. (1977). *Informe sobre el sector lácteo en Cayambe. FLACSO*.

Naranjo, P. (1986). La situación alimentaria en el Ecuador en el siglo XVIII y en la actualidad. *Cultura. Revista del Banco Central del Ecuador*, *VIII* (24a), 1081-1089.

Nestlé. (2014). *Nestlé en Ecuador. Una historia de responsabilidad, éxito y calidad.*

Newman, C., Larreamendy, P., & Maldonado, A. M. (2001). *Mujeres y floricultura: Cambios y consecuencias en el hogar*. Editorial Abya Yala.

Oberem, U. (1981a). El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la Sierra ecuatoriana (siglo XVII). En *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana* (pp. 45-71). Instituto Otavaleño de Antropología.

Oberem, U. (1981b). Los Caranquis de la Sierra norte del Ecuador y su incorporación al Tahuantinsuyo. En *Contribución a la Etnohistoria ecuatoriana* (pp. 73-102). Instituto Otavaleño de Antropología.

Oberem, U. (1977). *Contribución a la historia del trabajador rural de América Latina : ¨Conciertos¨ y ¨Huasipungueros¨ en Ecuador*.

OECD. (2005). *OECD Trade Policy Studies Environmental Requirements and Market Access*. OECD Publishing.

OIT. (1949). *Informe II Cuarta conferencia de los Estados de América miembros de la Organización del Trabajo. Condiciones de vida y de trabajo de las poblaciones indígenas de América Latina*. Oficina Internacional del Trabajo.

Oleas, J. (2017). Ecuador 1980—1990: Crisis, ajuste y cambio de régimen de desarrollo. *América Latina en la historia económica*, *1*(24), 210-242.

Ollivier, G., Bellon, S., de Abreu Sá, T. D., & Magda, D. (2019). Aux frontières de l'agroécologie. Les politiques de recherche de deux instituts agronomiques publics français et

brésilien. *Natures Sciences Sociétés*, *27*(1), 20-38.

Omran, A. R. (1971). *The epidemiologic transition. A theory of epidemiology of population change*. Milbank Men Fund Q.

Ospina, P., & Hollenstein, P. (2015). Territorial coalitions and rural dynamics in Ecuador. Why history matters. *World Development*, *73*, 85-95.

Ospina, P., Chiriboga, M., Larrea, C., Alvarado, M., Santillana, A., Larrea, Al., Maldonado, P., & Camacho, G. (2009). *¨Tungurahua : Una vía alternativa de modernización económica¨. Documento de Trabajo N° 35. Programa Dinámicas Territoriales Rurales. Rimisp, Santiago, Chile.*

Oyarzun, P., Borja, R. M., Sherwood, S., & Parra, V. (2013). Making sense of agrobiodiversity, diet, and intensification of smallholder family farming in the highland Andes of Ecuador. *Ecology of Food and Nutrition*, *52*(6), 515-541.

Pacheco, V. (1991). *Del Zea mays a la Coca Cola: Evolución histórica de los hábitos alimenticios en la región norte andina del Ecuador*.

Palán, Z., & Palán, C. (1999). *Employment and working conditions in the ecuadorian flower industry. Working paper*. Labor Organitations, Sectorial Activities Program.

Paredes, A. (1975). *Las instituciones y la administración de la Real Audiencia de Quito*. Editorial Universitaria.

Patzi, F. (2009). *Sistema Comunal. Una propuesta alternativa al sistema liberal*. Vicuña.

Paz y Miño, L. (1922). *Monografías de la provincia de Pichincha*. Tipografía y encuadernación salesianas.

Pazos, J. (2008). *El sabor y la memoria : Historia de la cocina quiteña*. FONSAL.

PEW Commission. (2008). *Puting meat in the table: Industrial farm animal production in America. Report of the indutrial farm animal production commission of Bloomberg School of Public Health, Baltimore.*

Phelan, J. (1967). *The Kingdom of Quito in the seventeenth century. Bureaucratic politics in the spanish empire*. University of Wisconsin Press.

Ploeg, J. D. van der. (2009). *The new peasantries: Struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. Earthscan.

Poats, S., Zapatta, A., & Cachipuendo, C. (2007). *Estudio de caso: La acequia Tabacundo y las microcuencas de los ríos Pisque y La Chimba en los cantones Cayambe y Pedro Moncayo, provincia del Pichincha, en el norte del Ecuador.* Proyecto Visión Social del Agua en los Andes. Agua Sustentable IDRC.

Ponce, A. (2011). *Connotaciones simbólicas y valoraciones de poder en la lucha por el agua. Estudio de caso: Comunidad campesina La Chimba—Cayambe*. Pontificia Universidad Católica del Ecuador.

Portais, M. (1983). 2000 años de desarrollo regional, de integración y de adaptación a los

recursos complementarios del medio geográfico. En *El manejo del espacio en el Ecuador—Etapas claves. Geografía básica del Ecuador. Tomo I* (p. 239).

Poulain, J.-P. (2014, janvier). *Comment changer les comportements alimentaires*. Colloque International Alimentation vers des nouveaux modèles des consommation, Montpellier - France.

Poulain, J. P. (2002a). *Sociologies de l'alimentation: Les mangeurs et l'espace social alimentaire* (1. éd). Presses universitaires de France.

Poulain, J.-P. (2002b). *Manger aujourd'hui: Attitudes, normes et pratiques*. Privat.

Powers, K. (1992). *Señores étnicos ingeniosos e indios vagabundos, migración y transformación reproductiva de los cacicazgos de Quito, 1500—1700. Memoria 2. MARKA*.

Prebisch, R. (1952). *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico* (primera edición). CEPAL.

Prebisch, R. (1949). *Estudio económico de América Latina* (Naciones Unidas).

Pretty, J. N., Morison, J. I. L., & Hine, R. E. (2003). Reducing food poverty by increasing agricultural sustainability in developing countries. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, *95*(1), 217-234.

Prieto, M. (2004). *Liberalismo y temor : Imaginando los sujetos indígenas en el Ecuador postcolonial, 1895-1950*. ABYA YALA.

Prieto, M. (1980). Haciendas estatales : Un caso de ofensiva campesina 1926—1948. In *Ecuador : Cambios en el agro serrano* (FLACSO-CEPLAES, p. 101-132).

Prieto, M. (1978). *Condicionamiento en las movilizaciones campesinas : El caso de Pesillo*. PUCE.

Quintero, R., & Silva, E. (1991). *Ecuador : Una nación en CIERNES.* (Vol. 3). FLACSO, Sede Ecuador.

Ramón, G. (2006). *El poder y los norandinos: La historia en las sociedades norandinas del siglo XVI* (2.ª ed.). Universidad Andina Simón Bolívar, Corporación Editora Nacional.

Ramón, G. (2003). Relación Interétnicas en la Sierra Norte : La Diversidad Evolución de Cayambe y Otavalo en el Tránsito a la República. *Procesos, Revista Ecuatoriana de Historia*, *19*, 23-48.

Ramón, G., Báez, S., & Ospina, P. (2004). *Una Breve historia del espacio ecuatoriano*.

Ramón, G. (1993). *El regreso de los runas : La potencialidad del proyecto indio en el Ecuador contemporáneo.* COMUNIDEC-Fundación Interamericana.

Ramón, G. (1987). *La resistencia Andina: Cayambe 1500—1800* (CAAP).

Ramón, G. (1985, septiembre). Para una revalorización y desarrollo de la cultura nutricional en las comunidades andinas. *Ecuador Debate*, *Cuetstión Alimentaria* (9), 279-288.

Raoult-Wack, A.-L. (2001). *Dis-moi ce que tu manges—*. Gallimard.

Rastoin, J.-L. (2015). Les concept de systèmes alimentaires territorialisés. *Les systèmes*

alimentaires territorialisés source de diversité et outil d'intégration et de compétitivité, 72.

Rastoin, J.-L. (2014, janvier). *Consommation alimentaire durable: Vers des systèmes alimentaires territorialisés?* Colloque International ¨Alimentation: vers de nouveaux modes de consommation¨, Montpellier -France.

Rastoin, J.-L., & Ghersi, G. (2010). *Le système alimentaire mondial: Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Editions Quae.

Reardon, T., & Berdegué, J. (2002). The rapid rise of supermarkets in Latin America: Challenges and opportunities for development. *Development Policy Review*, *20*(4), 371-388.

Récalt, C. (2011). *Entre la división y la exclusión. Políticas del Agua en el Ecuador: El ejemplo andino de Píllaro*. SIPAE - IRD.

Rieutort, L. (2011). *La géographie française et la question rural. Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (Collection U). Armand Colin.

Rodríguez, J., Sánchez, M., Zapata, E., Estrella, N., & Macías, A. (2002). Organización, asociación campesina independiente y autonomía: Los casos de la coalición de obreros, campesinos y estudiantes del Istmo y Antorcha campesina: Propuesta Teórica. *Socioeconomía, Estadistica e Informática*, *6*(2), 1-49.

Rodas, H. (1982). Los proyectos DRI y la participación campesina. *Ecuador Debate*, *2*, 97-115.

Rodas, R. (2007). *Dolores Cacuango pionera en la lucha por los derechos indígenas*.

Roig, A. (1977). *Esquemas para una historia de la filosofía ecuatoriana*. Pontificia Universidad Católica del Ecuador.

Román, P. (2013). Marco general de la política pública ecuatoriana en la comercialización de productos agropecuarios. En *Comercialización y soberanía alimentaria* (1.ª ed., pp. 133-145). LA TIERRA.

Rosset, P. (2003). Food sovereignty: Global rallying cry of farmer movements. *Institute for Food and Development Policy Bakcgrounder*, *9*(4).

Ruales, J. C. (2017). *Centro de desarrollo y formación juvenil Cayambe—Ecuador. Trabajo de graduación para optar por el título de Arquitecto*. Universidad Central del Ecuador.

Rubio, A. (1954). Legislación indigenista del Ecuador. *Ediciones especiales del Instituto Indigenista Interamericano*, *17*, 115.

Rubio, B. (2017). *El dominio del hambre: Crisis de hegemonía y alimentos*.

Rubio, B. (2009). *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexpotradora neoliberal* (3°).

Ruf, T. (1994). La estructura de la organización de usuarios, el rol del Estado y los aspectos legales correspondientes: Una reflexión sobre el tema. En *Riego comunitario y organización de usuarios una guía para proyectos*. Servicio Holandés de Cooperación al Desarrollo (SNV), Universidad Nacional de Loja (UAIL).

Ruiz, R., & Palacio, I. (1999). *Higienismo, educación Ambiental y Previsión Escolar. Antecedentes*. Universidad de Valencia.

Saad, P. (1982). *La cuestión agraria democrática* (2.ª ed.). Departamento de Publicaciones de la Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Guayaquil.

Sabaté, J. (1993). Estimación de ingesta dietética: Métodos y desafíos. *Medicina Clínica*, *100*(15), 591-596.

Sabourin, E. (2008). Face à l'empire de l'agro-business: le principe paysan. *Revue du MAUSS permanente*.

Saint-Geours, Y. (1984). La sierra du nord et du centre en Équateur (1830-1925). *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, *13*(1-2), 1-15.

Salamea, L. (1980). La transformación de la hacienda y los cambios en la condición campesina. In *Ecuador cambios en el Agro Serrano* (p. 531). FLACSO; CEPLAES.

Salazar, A. (2016). *Les Andes carchenses: Une dynamique productive entre haciendas et paysannerie*. AgroParisTech.

Salazar, E. (2011). Historia de la sal en el Ecuador Precolombino y Colonial. *Antropología Cuadernos de Investigación*, *10*, 13-29.

Salomon, F. (1986). *Native lords of Quito in the age of the Incas: The Political Economy of north Andean chiefdoms*. Cambridge University Press.

Salomon, F. (1985). The dynamic potential of complementary concept. In *Andean ecology and civilization. An interdisciplinary perspective on Andean ecological complementary* (pp. 511-531). University of Tokyo Press.

Salomon, F. (1980). *Los señores étnicos de Quito en la época de los Incas*. Instituto Otavaleño de Antropología.

Salomon, F. (1978). Systèmes politiques verticaux aux marches de l'Empire Inca. Dans *Annales ESC* (pp. 967-990).

Schneider, S., & Niederle, P. A. (2010). Resistance strategies and diversification of rural livelihoods: The construction of autonomy among Brazilian family farmers. *The Journal of Peasant Studies*, *37*(2), 379-405.

Schumacher, E. (1973). *Small is beautiful*.

Sébillotte, M. (1990). Systèmes de culture: Un concept opératoire pour les agronomes. Dans *Les système de culture* (pp. 165-196). INRA.

Sébillotte, M. (1978). Itinéraires techniques et évolution de la pensée agronomique. *Compte rendu des Séances de l'Académie d'Agriculture de France 11*, 906-914.

Sen, A. (1979). Equality of what? *The Tanner Lecture on Human Values*, 198-220.

SHAH. (2015). *Informe Nacional del Ecuador. Tercera conferencia de las Naciones Unidas Sobre la Vivienda y el Desarrollo Urbano Sostenible HABITAT III*.

Shibatu, KT., krishna, VV., & Qaim, M. (2015). Production diversity and dietary diversity in

smallholder farm households. *National Academy of Sciences*, *112*(34), 10657-10662.

SIGTIERRAS. (2012). *Orto foto Cantón Cayambe 2012*.

SIPAE, IRD, & IFEA. (2007). *Mosaico agrario diversidades y antagonismos socio-económicos en el campo ecuatoriano*. SIPAE, Sistema de investigación sobre la problemática agraria del Ecuador : IRD, Instituto de investigación para el desarrollo ; IFEA, Institut français d'études andines.

SNA. (1929). *La Sociedad Nacional de Agricultura a la nación*. *9*(83), 1-11.

Soto, M. (2014). *Prácticas alimentarias: Género y globalización en cuatro comunidades de Saquisilí*.

Sourisseau, J.-M. (2014). *Agricultures familiales et mondes à venir*. Quae.

Stock, P., Forney, J., Emery, S., & Wittman, H. (2014). Neoliberal natures on the farm: Farmer autonomy and cooperation in comparative perspective. *Journal of Rural Studies*, *36*, 411-422.

Suárez, C. (1997). *Camino real y carrera larga. La arriería en la Nueva España en el siglo XVIII*. CIESAS.

Suárez, P. (1943). *Contribución al estudio de la alimentación y nutrición del indio en Otavalo, ensayo de estudio práctico de higiene*. Universidad Central del Ecuador.

Suárez, P. (1934). *Contribución al estudio de las realidades entre las clases obreras y campesina*.

Super, J. (1987). Compañías y utilidades en el comercio andino temprano : La práctica de los comerciantes de Quito 1580-1610. *Revista Ecuatoriana de Historia Económica*, *1*, 59-82.

Suremain, C.-É. de, & Katz, E. (2009). Introducción : Modelos alimentarios y recomposiciones sociales en América Latina. *Anthropology of food*, *S6*.

Swindale, A., & Bilinsky, P. (2006). *Puntaje de Diversidad Dietética en el Hogar (HDDS) para la Medición del Acceso a los Alimentos en el Hogar: Guía de Indicadores VERSIÓN 2* (FANTA/FHI 360).

Tratado de Comercio entre Colombia y Ecuador, Pub. L. No. Diario Oficial, 25812 5 (1942).

Terán, R. (1994). Historia económica y social sobre la época colonial ecuatoriana : Un balance de la producción histográfica. *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, *5*, 29-52.

Tillería, Y. (2010). *Impactos de la floricultura en la salud y el ambiente*.

Toapanta, M. (2016). *Determinación de aberraciones cromosómicas en trabajadores de una florícola del cantón Cayambe*. Universidad Central del Ecuador Carrera de Laboratorio Clínico e Histotecnológico.

Toledo, V. (2013). El metabolismo social: Una nueva teoría socioecológica. *Relaciones*, *136*, 41-71.

Toledo, V., & González de Molina, M. (2007). El metabolismo social: Las relaciones entre las sociedad y la naturaleza. En *El paradigma ecológico en las ciencias sociales* (pp. 85-112).

Touzard, J. M. (2014, janvier 22). *Les Systèmes alimentaires territorialisés face aux enjeux de*

sécurité alimentaire. Académie de l'Agriculture, France.

Trujillo, J. (1986). *La hacienda serrana, 1900-1930*. Abya Yala.

Trujillo, J. (1981). *Los Obscuros Designios de Dios y el Imperio : Instituto Lingüístico de Verano en el Ecuador*.

Tutillo, S. (2003). *La promoción del desarrollo y sus efectos culturales: El caso de las comunidades de Guáchala; del cantón Cayambe, Provincia de Pichincha".*

UCE. (2019). *Foro Agrario. Segundo encuentro internacional investigación y agroecología. Documento de discusión*.

UCE. (2017). *Foro Agrario. Primer encuentro internacional investigación y agroecología. Documento de discusión*.

UCE (Éd.). (1952). *Escritos médicos, comentarios e iconografía. Eugenio Espejo, 1747-1795.* Universidad Central del Ecuador.

Urriola, R. (1985). Agroindustria y producción de alimentos. *Ecuador Debate: Cuestión Alimentaria*, *9*, 103-122.

Vaillant, M. (2013). *L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Equateur)*. AgroParisTech.

Veintimilla, C. (1999). Análisis de opal-fitolitos en camellones des sector de Puntiachil, Cantón Cayambe, provincia de Pichincha. Memorias del Primer Congreso Ecuatoriano de Antropología PUCE-MARKA, III.

Velasco, F. (1983). *Reforma agraria y movimiento campesino indígena de la sierra* (Segunda). El Conejo.

Velasco, F. (1983). La estructura economía de la Real Audiencia de Quito : Notas para su análisis. In *¨Ecuador : Pasado y presente¨* (p. 273).

Velasco, F. (1979). *Reforma agraria y movimiento campesino indígena de la sierra. Hipótesis para una investigación*. Conejo.

Wachtel, N. (1971). *La vision des vaincus*.

Watts, D. C. H., Ilbery, B., & Maye, D. (2005). Making reconnections in agro-food geography: Alternative systems of food provision. *Progress in Human Geography*, *29*(1), 22-40.

Wezel, A., Bellon, S., Doré, T., Francis, C., Vallod, D., & David, C. (2009). Agroecology as a science, a movement and a practice. *Agronomy for Sustainable Development*, *29*(4), 503-515.

Weismantel, M. (1994). *Alimentación, género y pobreza en los Andes ecuatorianos* (Ediciones Abya-Yala).

Willett, W. (1998). *Nutritional epidemiology* (2. ed). Oxford University Press.

Wittman, H., Desmarais, A., & Wiebe, N. (2010). The origins and potential of food sovereignty. In *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature and Community* (pp. 1-14). Fernwood Halifax.

Wolf, E., & Mintz, S. (1975). Las haciendas y plantaciones en Mesoamérica y Las Antillas. In

BIBLIOGRAPHIE

Haciendas, latifundios y plantaciones en América Latina : Siglo XXI (p. 493-531).

Yánez, J. (2003). *La seguridad alimentaria en los pueblos andinos, el caso de la Asociación Agroartesanal Tránsito Amaguana*. Editorial Abya Yala.

Yumbla, M., Herrea, R., Castillo, J., & Borja, J. (2013). *Cuaderno para el debate: Agricultura bajo contrato en el Ecuador: Elementos para el debate* (SIPAE).

Zapatta, A., & Mena, P. (2013). Acumulación de agua y floricultura en un mosaico de territorios de riego. En *Aguas robadas despojo hídrico y movilización social* (pp. 167-184). Abya Yala/Justicia Hídrica/IEP.

Zapatta, A. (2007). Del triunfo de la ¨Gloriosa¨ a la derrota del proceso de reforma agraria : 50 años de políticas agrarias en el Ecuador. En *Mosaico Agrario : Diversidades y antagonismos socio-económicos en el campo ecuatoriano* (p. 55-63).

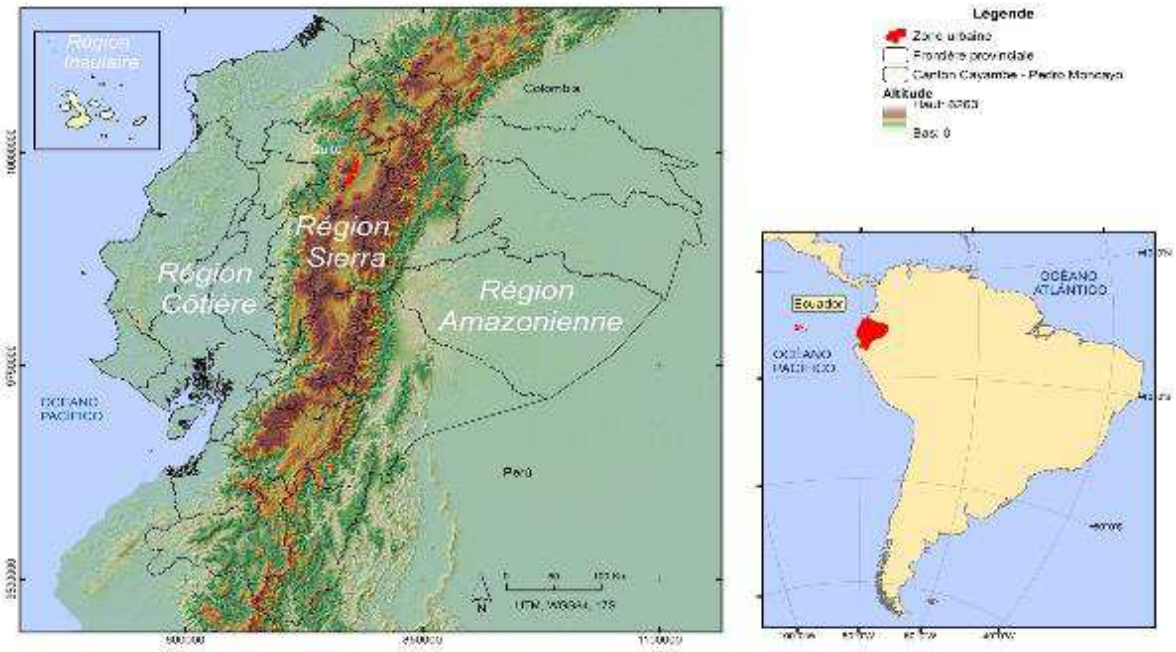
Zebrowski, C. (1996). Los suelos con cangahua en el Ecuador. En *Suelos volcánicos endurecidos*.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1

Régions Naturelles de l'Équateur

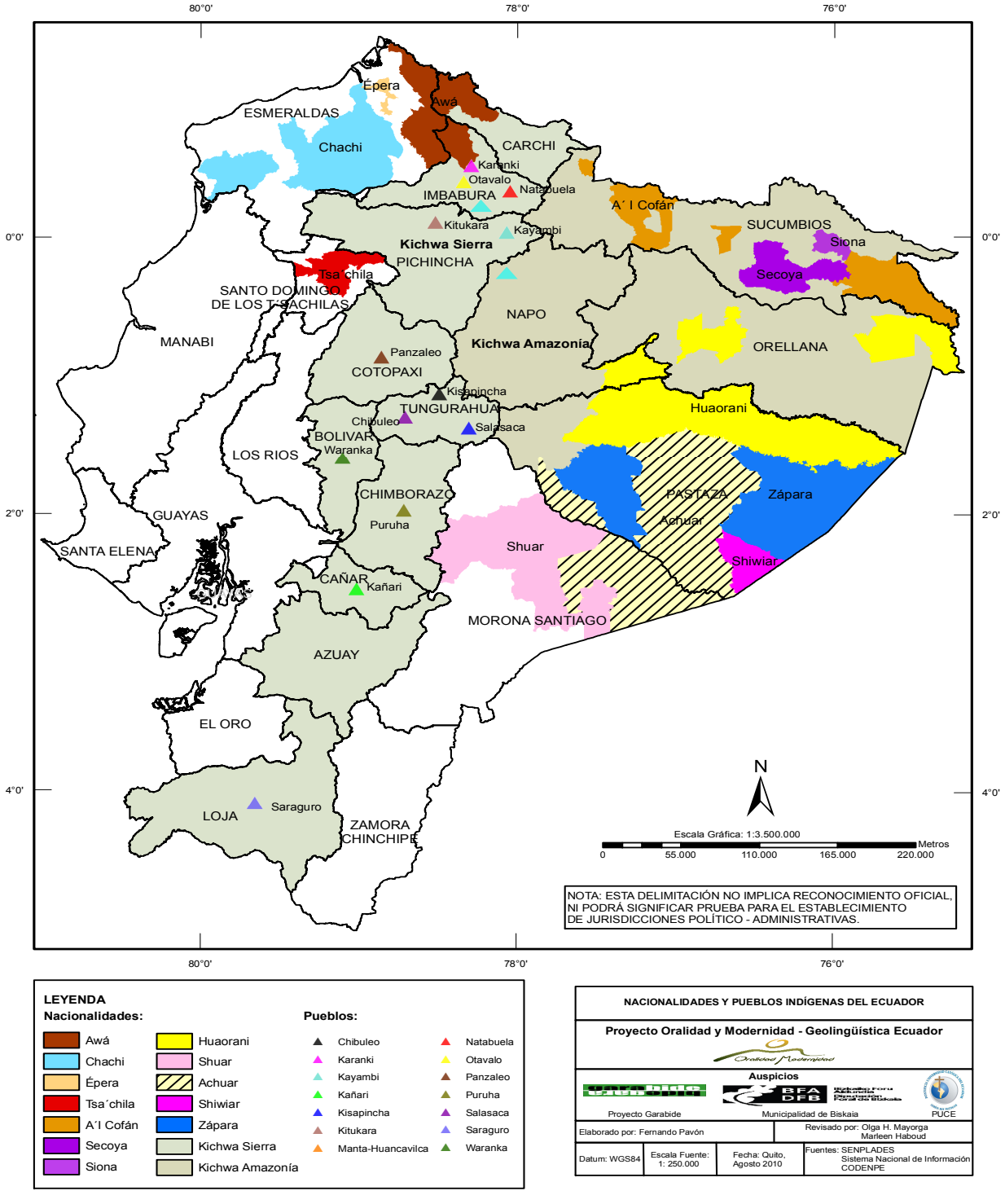


Fuente de información: IGM (2013), INEC (2012), Trabajo de campo (2015-2016)

ANNEXES

Annexe 2

Localisation des peuples Indiens de l'Équateur en fonction de la division politico-administrative



LEYENDA

Nacionalidades:

- Awá
- Chachi
- Épera
- Tsa´chila
- A´I Cofán
- Secoya
- Siona
- Huaorani
- Shuar
- Achuar
- Shiwiar
- Zápara
- Kichwa Sierra
- Kichwa Amazonía

Pueblos:

- Chibuleo
- Karanki
- Kayambi
- Kañari
- Kisapincha
- Kitukara
- Manta-Huancavilca
- Natabuela
- Otavalo
- Panzaleo
- Puruha
- Salasaca
- Saraguro
- Waranka

NACIONALIDADES Y PUEBLOS INDÍGENAS DEL ECUADOR

Proyecto Oralidad y Modernidad - Geolingüística Ecuador

Auspicios

Proyecto Garabide | Municipalidad de Biskaia | PUCE

Elaborado por: Fernando Pavón			Revisado por: Olga H. Mayorga Marleen Haboud
Datum: WGS84	Escala Fuente: 1: 250.000	Fecha: Quito, Agosto 2010	Fuentes: SENPLADES Sistema Nacional de Información CODENPE

ANNEXES

Annexe 3

Fiche de lecture (exemple)

FICHE DE LECTURA– Paola Román – 02/12/2014

Axe : Alimentation paysanne

Referencia: Suárez A. 1888 Contribución de las realidades entre clases obreras y campesinas. UCE

1. Résumé

But de l'article

Este texto presenta un análisis sobre la higiene, alimentación, de 6 grupos sociales

Contexte, problématique, hypothèses

Problemas alimentarios desde el punto de vista nutricional en clases sociales obreras y campesinas. Existen diferencias entre en la alimentación entre estas dos grandes clases.

Méthode utilisée

Análisis y comparación de cada grupo social presentado, estudio de caso en Tungurahua y Cayambe

Résultats

<u>La Clase obrera urbana A:</u>

Calificada no solo como nutricionalmente no apropiada, también se la califica de escasa, al punto de haber situaciones de hambre.

Dieta está basada en (en orden de importancia cuantitativa)

- Harinas de cereales y leguminosas
- Tuberculos
- Cereales y granos
- Legumbres herbaseas
- Carne
- Grasas
- Leche
- Panela
- Sal

La carne se consume máximo dos veces por semana, cortes de mala calidad sobre todo en sopas.

El número de comidas es de dos al día: almuerzo y merienda.

Entre los platos preparados se encuentra básicamente coladas saladas y dulces.

ANNEXES

Los niños no desayunan para ir al colegio

El valor de la alimentación por persona al día se calcula en 0,18 sucres y para un niño 0,10 sucres.

El ingreso económico 45 sucres del cual:

42% se gasta en comida

6% en alojamiento

21 % en vestido

extraordinarios 30,7 (aquí están las bebidas alcohólicas chicha, cerveza y agua ardiente que son frecuentemente consumidas los fines de semana, y que terminan con el presupuesto de la familia)

Diferencias de comida entre niños y adultos inexistente. Comen lo mismo solamente que en menores cantidades.

Clase obrera urbana B (mas numerosa) 18% de la población total

Mejor salario sin embargo esto no contribuye en mejorara la alimentación una manera sustancial. La comida en variedad y en cantidad sigue siendo insuficiente.

- No hay diferencia en la dieta de adultos y niños. Solo la cantidad hace la diferencia
- El costo de la alimentación de un adulto al dìa es de 0,65 sucres y de un niño de 0,20 sucres

Los alimentos presentes en la dietan en orden de importancia de consumo en peso:

- harinas de cereales o tubérculos
- Cereales en grano
- Tuberculos
- Leche
- Panela y azúcar
- Legumbres verdes en donde destaca la col
- Carne
- Fruta
- Pan
- Leguminosas en granos o harinas
- Grasa de cerdo
- Sal
- Chocolate

Según el estudio la ingesta de calorías no alcazaba los 3500 gramos mínimos recomendados para un trabajador.
Ingresos:

Entre 70 y 120 sucres provenientes de un sueldo mas entradas menores en especies o efectivo

ANNEXES

El gasto por familia en alimentación es en promedio representa el 60% del salario

Alojamiento 14 %

Vestido 20%

Extraordinarios 6%

Clase Campesina A

Aquellos campesinos que viven dentro de las haciendas.

La ración alimenticia diaria contiene:

- Harinas de cereales
- Harinas de leguminosas
- Cereales en grano
- Tubérculos
- Carnes
- Leche
- Panela
- Grasa
- Sal

A diario en promedio hay un consumo de 1690 calorías por persona que representan 15 centavos por persona.

Los medios de subsistencia:

- Al mes 5,60 sucres por salario en la hacienda
- El huasipungo que son pequeñas parcelas
- Recoger los restos de la cosecha, recogidas por las mujeres y los niños
- Terrenos que trabaja al partir con el hacendado

La estimación del valor estas actividades es 12 sucres. Un total de 17 sucres por familia de 5 personas

Gasto en la alimentación por mes por familia representa 18 sucres por familia, recibiendo únicamente 17 sucres. A esto se suma el déficit por otros gastos necesarios hacer como el vestido. Este déficit le ata al patrón con deudas que establece no solamente para enfrentar a subsistencia si no otros gastos como la enfermedad, la muerte, las fiestas, la vivienda.

Estos datos corresponden a poblaciones en las provincias de Pichincha y Tungurahua.

Campesino B Campesinos de las aldeas o las parroquias, libres, indios y mestizos

- Aunque no son conciertos, contraen acuerdos con los hacendados o comerciantes.
- Dedicados a la agricultura la mayoría, jornaleros agricultores, algunos comerciantes, artesanos, empleados y mendigos.

- Los comerciantes se dedican al transporte y la venta principalmente de productos agrícolas y otros como bebidas alcohólicas
- Gastan: en comida al mes por familia (cuatro integrantes) un promedio de 19 sucres. El otro rubro registrado en gasto es el vestido, representando un rubro muy bajo.
- El Ingreso de estas familias es de en promedio 56 sucres mesuales. A pesar de contar con un ingreso mayor al del grupo anterior, la alimentación y el vestido apenas se diferencia del grupo con menos recursos en un 20%. El dinero es ahorrado para compra de tierras, la bebida en días festivos.

Clase campesina manufacturera (artesanos que trabajan con cabuya, tejidos, etc). Es una clase que gana poco con su artesanía, que además cultiva pequeñas parcelas para su alimentación. La alimentación no difiere en mucho de las otras clases campesinas.

Discussion

De manera general se concluye que los ecuatorianos de condición humilde no incorporan en su alimentación de manera suficiente los diferentes grupos de alimentos. La dieta tiene una gran cantidad de harinas de cereales y pocas legumbres, carne, leche, leguminosas.

El alcoholismo es uno de los factores que impide el incremento del presupuesto en una mejor alimentación.

ANNEXES

Annexe 4

Liste d'entretiens historiques (deuxième moitié du XXe siècle) pour caractériser le système agroalimentaire Kayambi

Código	Tipo de Actor	Comunidad
H4	Ex huasipunguero	San Clara (Ayora)
OS4	Dirigete social	Cangahua
OS1	Dirigente orgnización social	Pisanbilla Cangahua
SO3	Dirigente social	Ayora
OS5	Dirigente social	Santa Marianita de Pingulmí
OS8	Dirigente social	San Pablo Urco
H2	Bibliotecario Cayambe	Cayambe
OS13	Dirigente campesino – indígena	Cayambe
E1	Investigador (Sociología)	UASB
E2	ONG	CAAP
E3	Invetsigador (historiador)	UASB
OS	Dirigente campesino – indígena	Pedro Moncayo
E4	Coordinador Museo Kayambi	Museo Kayambi
OS14	Dirigente campesino	Tanda
OS15	Dirigente campesino	Cariacu
OS16	Dirigente campesino – indígena	Cangahua
E5	Invertigador	Universidad Salesiana
E6	Investigador	Universidad Salesiana
E7	ONG	Casa campesina
E8	ONG	IEDECA

ANNEXES

Annexe 5

Retranscription de l'un des ateliers collectifs (COINOAC). Groupe de travail histoire agroalimentaire.

1. ¿Cómo nos alimentábamos antes y porqué ha cambiado?
<u>Al ¿porqué?</u>

- Ser cómodos (llevar a la cocina cosas fáciles a preparar)
- Por la contaminación de los suelos que ha hecho que los suelos produzcan menos o no produzcan entonces tenemos menos cantidad de producción y por lo tanto menos ingresos o menos producto para comer; hay productos que la tierra ya no da y ya no comemos.
- Por que ya no nos dedicamos a la agricultura entonces ya no producimos para comer, cuando ya no se dedica a la agricultura lo que compramos para comer no es lo mismo que cuando sembrábamos.
- Ha cambiado por que la agricultura ya no de ingresos y eso hace que debamos cambiar la alimentación de acuerdo con los ingresos que tenemos
- Ha cambiado porque ha cambiado lo que producimos
- Ha cambiado por que las madres ya no se quedan en la casa, salen en busca de trabajo.
- Por las propagandas que influencian a las personas.

<u>Al ¿Cómo?</u>

- Arroz de cebada con habas, colada, huevo, queso, cuy, habas secas, ocas, mellocos
- Papas, nabos, arroz de trigo, berros,
- Se comía más sano porque venía del campo
- Berros con tostado,
- Sanca misqui
- Mote con fritada
- Locros papas, huevo, ocas, mellocos
- Brrego, cuy, gallina, chancho, vaca
- Tortillas en tiesto
- Cariucho
- Sopa de morocho, morocho de leche, mashua con leche
- Colada de churos
- Choclo tanda, chochos con tostado
- Machica de linasa, chuchuco, ocas, fréjol
- Carne seca con arroz de trigo y nabos
- Machica, quinua
- Tostado en tiesto, zambo

2. <u>¿Cuáles son las actividades que involucran a la alimentación?</u>

- Preparación del terreno (los participantes identifican a las labores de la agricultura como actividades directamente relacionada con su alimentación) arado, rastrado, siembra, cultivo, labores, cosecha.

<u>¿Quién hace esas labores ?</u>

- La preparación del suelo se hace con máquinas, la siembra la hace toda la familia, las labores se hace con la gente de la casa.

¿Qué ha cambiado?

- Se trabaja poco o nada en las parcelas porque las personas se han dedicado a ir a las flores.
- Muchos alimentos son adquiridos en los supermercados de las ciudades
- Los productos que compramos no sabemos de donde vienen
- Ya se ha perdido el consumo de productos ancestrales como la mashua, ocas, jícamas, misos

3. ¿Qué se producía antes para comer?

- Se producían varias variedades de papas (leona, violeta, cacho, Cecilia, pan de azúcar, san Jorge, muro arco, cusipamba) ocas, mellocos, cebolla, hierbas medicinales. Cereales como: trigo, centeno, lenteja blanca, lenteja suca, vicia, cebada llucha, habas.

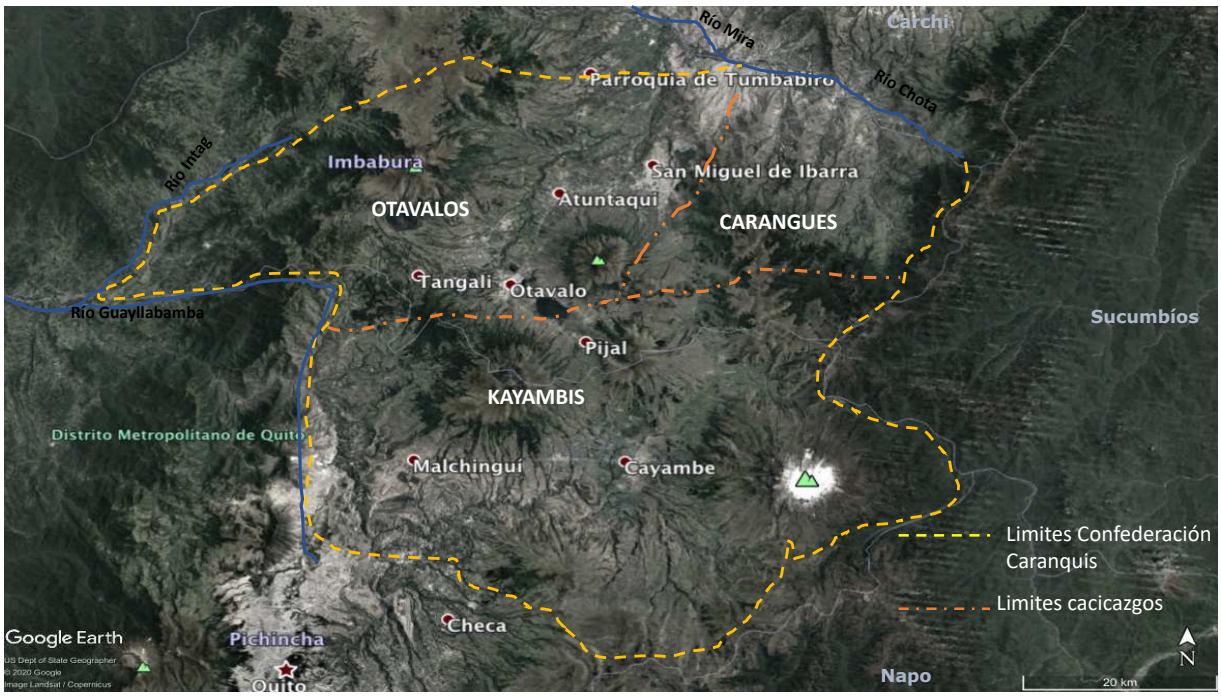
4. ¿Procesaban los alimentos para comer?

- Sobre todo, haciendo harinas como: cebada. Machica, uchujacu, harina de trigo, maíz, habas, arveja, morocho, chuchuca.
- Se ahumaba la carne para conservarla

ANNEXES

Annexe 6

Localisation des Cacicazgos de la confédération Carangues



ANNEXES

Annexe 7

Carte Tahuantinsuyo



Fuente: https://carpetapedagogica.com/img/articulos/mapa-del-tahuantinsuyo.jpg

ANNEXES

Annexe 8.

Carte de l'Audience Royale de Quito



Fuente: https://www.ecured.cu/images/4/4b/Real-audiencia-de-quito-.jpg

ANNEXES

Annexe 9.

Carte de La Grande Colombie 1821 - 1831



Fuente: www.lahistoriaconmapas.com

ANNEXES

Annexe 10

Différents canaux de commercialisation des aliments dans la Villa de Quito 1600-1800

1. En los **mercados** mujeres indias y mestizas conocidas como retaconas venden legumbres, frutas de la tierra y animales como conejos, perdices, huevos, gallinas.
2. La carne de vaca y carnero se vende en **carnecerías.**
3. El trigo, el maíz, las papas son enviados, a comercializarse en la ciudad, por los terratenientes en los **mercados.**
4. En las **pulperías** se vende queso, sebo, sal, manteca, jamón, tabaco dulces españoles (alfajores, bocadillos, turrones), vinos, agua ardiente, chicha, chocolate, raspadura, maní, azúcar, achiote, arroz, quinua, arroz de cebada, mote, *ayuyas*. Productos de España como: el aceite de oliva, vinagre y almendras.
5. Los **conventos** quiteños también participaban en el comercio de productos alimenticios. Los religiosos elaboraba productos de pastelería y las primeras fábricas de cerveza se desarrollaron en los conventos.

Fuente: (Borchart 1991; Minchón 1996; Pazos 2008)

ANNEXES

Annexe 11

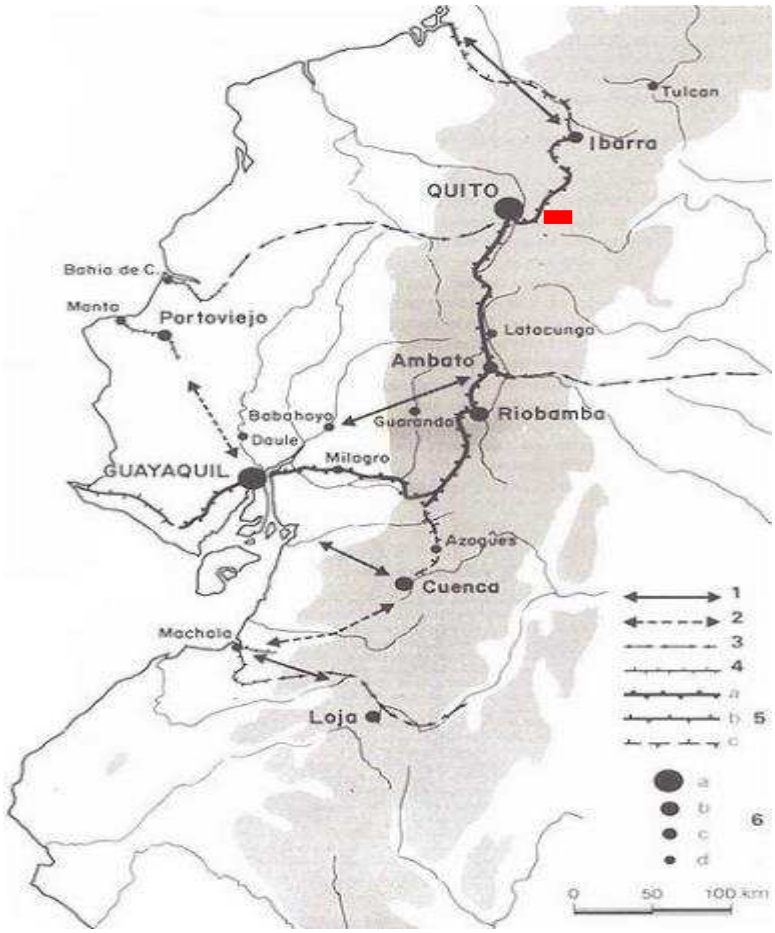
Vía Flores, principales voies de connection entre la Sierra centre nord et le littoral équatorien jusqu'à fin XIXème



ANNEXES

Annexe 12

Carte du réseau ferroviaire en Équateur entre 1860 et 1930



1.	Proyectos iniciales para cruzar la cordillera
2.	Proyecto de Eloy Alfaro 1900-1910
3.	Proyecto de ferrocarril del Oriente y Manabí forestal
4.	Líneas secundarias y principales
5.	
	1. En servicio en 1930
	2. En construcción
	3. Proyecto cuya realización se haría efectiva en el siguiente cuarto de siglo.
6.	Ciudades:
	1. 80 – 100 000 habitantes
	2. 20 – 30 000 habitantes

Source : (Deler 1994)

ANNEXES

Annexe 13

Espèces présentes dans les écosystèmes andins équatoriens, utilisées par la population pré-hispanique pour leur alimentation pendant les premières années de la colonie

Nombre Común	Nombre Científico
Maíz (al menos 8 variedades según Velasco	Zea mays ssp.
Quinua	Chenopodium quinua
Ataco o Sangorache	Amaranthus caudatus
Fréjol	Phaseolus vulgaris
Tortas o Pallares	Phaseolus lunatus
Maní	Arachis hypoguea
Chocho	Lupinus tricolor
Papa	Solanum tuberosum
Melloco	Ullucus tuberosus
Oca	Oxalis tuberosa
Mashua	Tropaeolum tuberosum
Miso o Tazo	Mirabilis expansa
Yuca	Manihot esculenta
Camote	Ipomoea batatas
Zanahoria blanca	Arracacia esculenta
Jícama	Polymnia edulis
Hortalizas: Achiras	Canna edulis
Berros	Nasturtum officinale
Cerrajas	Sonchus oleraceus
Esparto	-
Totora	Scripus totora
Zangu o vitinio	Colocasis sp
Aguarongo	Pourretia pyramidata
Lengua de vaca	Rumex spcs
Paico	Chenopodium ambrosioides
Ashpa quinua	Chenopodium album
Bledo	Amaranthus blitum
Verdolanga	Portulaca oleracea
Chulco	Oxalis spp
Mastuerzo	Topaelum majus
Tomate riñon	Lycopersicum esculentum
Tomate de árbol (fruta)	Solanum betaceum
Ají	Capsicum spp
Achicoria	Achyrophorus quitensis
Huaca mullo	Minulus glabratus
Sara yuyo	-
Zapallo	Cucúrbita moschata
Zambo	Cucúrbita ficifolia
Achogcha	Cyclanthera pedata

Fuente:(Estrella 1986; Pacheco 1991)

Los indios incorporaban numerosas hortalizas conocidas como yerbas - yuyos en la alimentación. Hojas, flores, raíces de plantas cultivadas, silvestres y mesícolas cumplían el rol de las hortalizas. El penco negro agave americana. Utilizado como hortaliza y también en la elaboración de la bebida concocida como chahuar – misque o dulce de penco.

ANNEXES

Annexe 8

Évolution de la structure de la propriété foncière en Équateur

Tamaño de la Explotación (ha)	Número de Explotaciones						Héctareas					
	CENSO						CENSO					
	1954		1974		2000		1954		1974		2000	
	número	%	número	%	número	%	ha	%	ha	%	ha	%
menos de 5	251686	71,1	346877	66,8	535309	63,5	432200	7,2	538700	6,8	774225	6,3
Entre 5 - 20	67650	19,1	96360	18,6	176726	21	565800	9,4	935300	11,8	1706794	13,8
Entre 20 - 100	27742	7,8	64813	12,5	111290	13,2	1138700	19	2664700	33,5	4614436	37,3
más de 100	7156	2	11091	2,1	19557	2,3	3863000	64,4	3810800	47,9	5260375	42,6
Total	354234	100	519141	100	842882	100	5999700	100	7949500	100	12355830	100

Fuente: (Brassel *et al.* 2008)

ANNEXES

Annexe 15

L'industrie de la meunerie dans la Sierra centre nord

La industria nacional de cereales que hasta la década de 1950 se asentó en Quito y sus alrededores (en ellos el territorio kayambi), sufrió golpes consecutivos, que ocasionaron su estancamiento, así como el estancamiento y posterior retroceso de la producción de cereales trigo y cebada, las principales materias de esta industria alimentaria. Los productores de trigo, muchos de ellos parte de la industria molinera, mantuvieron una lucha constante con empresarios guayaquileños importadores de harina de trigo. Durante la segunda mitad del siglo XX, los importadores guayaquileños de harina se transforman en molineros en 1952 y en 1960 se constituyeron dos Molineras en el principal puerto del Ecuador (Guayaquil) para procesar trigo importado (Cuvi 2011). *«En un abrir y cerrar de ojos, dos molinos de descomunales proporciones, conectados al puerto por tubos a través de los que se descargaba el trigo, producían más harina que todos los molinos de la Sierra» (ibid.).*

Con la incursión de los empresarios costeños en la industria de la fabricación de harina, no solo feneció la insipiente industria molinera serrana sino también la producción de trigo en el país. La materia prima procesada, en estos molinos, era mayoritariamente importada, en un contexto en el que Estados Unidos ejercía una política internacional de ayuda alimentaria a través de la cual canalizaba sus excedentes de trigo fuera de sus fronteras. Un precio menor y un mayor rendimiento al momento de ser transformado (en harina) son los justificativos de los molineros para preferir el trigo extranjero (CEPAL 1954).

ANNEXES

Annexe 16

Population de bovins (tous âges et sexes confondus) dans le canton de Cayambe au début des années 1980, par type de propriétaire, par coopérative paysanne, par paroisse

Tipo de propietarios	Bovinos	
	Número	Porcentaje
Haciendas	10171	57,8
Cooperativas campesinas	4528	25,7
Comunas	2895	16,5
TOTAL	17594	100,0

Fuente: (Maldonado 1987)

Cooperativa	Número de bovinos
Santo Domingo 1	510
Santo Domingo 2	343
Cariacu	700
Paquistancia	350
Atahualpa	850
La Chimba	850
San Pablo Urco	130
Cooperativa Simón Bolívar	355
Cooperativa Chaupi	150
Cooperativa Rumiñahui	120
TOTAL	4358

Fuente: (Maldonado 1987)

PARROQUIA	Número de bovinos		
	Haciendas	Cooperativas campesinas	Comunas
Matríz	1328	0	0
Ayora	3093	1903	0
Olmedo	0	2455	0
Montalvo	3224	0	0
Cangahua	2233	0	2895
Otón	0	170	0
Cusubamba	35	0	0
Ascázubi	258	0	0
TOTAL	10171	4528	2895

Fuente: (Maldonado 1987)

ANNEXES

Anexo 17

Principales organisations non gouvernementales, ayant une incidence sur le système agroalimentaire, dans le territoire Kayambi entre 1953-2015

Año de inicio de sus acciones	Institución	Tipo de acción relacionada al sistema alimentario (producción – comercialización alimentación campesina)	Otro tipo de acciones
1985 -	Casa Campesina Cayambe	Conservación páramos y fuentes de agua	Reconstrucción viviendas
		Apoyo compra de tierras	Microcrédito
		Apoyo a la actividad pecuaria (riego, mejoramiento pastos	Promoción de la educación formal
		Microempresas lácteas	Promoción de la organización comunitaria
		Capacitación producción cebolla	Comunicación comunitaria
			Salud materno infantil
1975-	Centro Andino de Acción Popular CAAP	Investigación agraria	
1953-	Fundación Bredhen & Unida[220]	Huertos orgánicos	Educación ambiental
		Gastronomía (rescate de la alimentación andina)	Energías alternativas
		Slow Food	Micro-crédito
1990-	Instituto Ecológico de Desarrollo de las Comunidades Andinas IEDECA	Infraestructura de riego	Microcrédito
		Mejoramiento de pastos	Agua de consumo humano
		Agro-forestería	
		Asistencia técnica	
		Conservación de suelos	
		Comercialización de insumos para la actividad producción agropecuaria	
1987-	Visión Mundial[221]	Ayudas alimentarias	Ayudas de emergencia en infraestructura
-	Fundación Cochasquí	-	-
1991	Cooperación Belga	Proyecto Agro- pastoril	
		Apoyo a micro empresas lácteas	
		Crédito productivo	
		Infraestructura productiva	
1990	SWISSAID	Enfoque de género	
		Centros de acopio	
		Crédito	

[220] Ligada a la iglesia protestante de estados Unidos

[221] Ligada a la iglesia protestante de Estados Unidos

ANNEXES

Año de inicio de sus acciones	Institución	Tipo de acción relacionada al sistema alimentario (producción – comercialización alimentación campesina)	Otro tipo de acciones
		Promueve la agricultura alternativa	
2005 -	Heifer	Agroecología Cadena láctea	
2000	Proyecto de Apoyo Alimentario PL480	Proyecto desarrollo agro-pastoril	
		Quesearas campesinas	
-	PROYECT – ANDES	Asistencia técnica en diversos temas ligados a la producción y poscosecha	
2001-	SEDAL	Agroecología	
		Soberanía Alimentaria	
		Mercados agroecológicos	
		Asociatividad alrededor de la agroecología	
		Sensibilización a consumidores	
		Fortalecimiento organizativo	
2000-	SOJAE	Huertos familiares orgánicos Alimentación niños sana	Educación niños
2003-	COAGRO	Soberanía alimentaria	
		Producción orgánica	
		Enfoque de género	
		Sistemas de comercialización de productos orgánicos	
		Microcrédito	
2014-	SIPAE[222]	Investigación acceso a tierra, agroecología	
2014	AVSF[223]	Riego	
		Fomento de producción y comercialización agroecológica	
2009	MCCH	Fomento producción de Quinua Comercialización Riego	

[222] Se define como un Sistema de Investigación entre sus miembros están otras ONG y universidades

[223] ONG francesa

ANNEXES

Annexo 18

Quantité de crédits productifs attribués à Cayambe et Pedro Moncayo en fonction du type d'UPA et de l'entité prêteuse

UPA	**Número de créditos**		
hectáreas	**Banco Nacional de Fometo**	**Otros**	**Total**
0 - 20	25	45	70
21 -50	19	8	27
51 - 100	11	7	18
101 - 200	5	3	8
201 - 500	15	4	19
501 - 1000	5	2	7
1001 - 2500	2	1	3
más de 2500	2		2

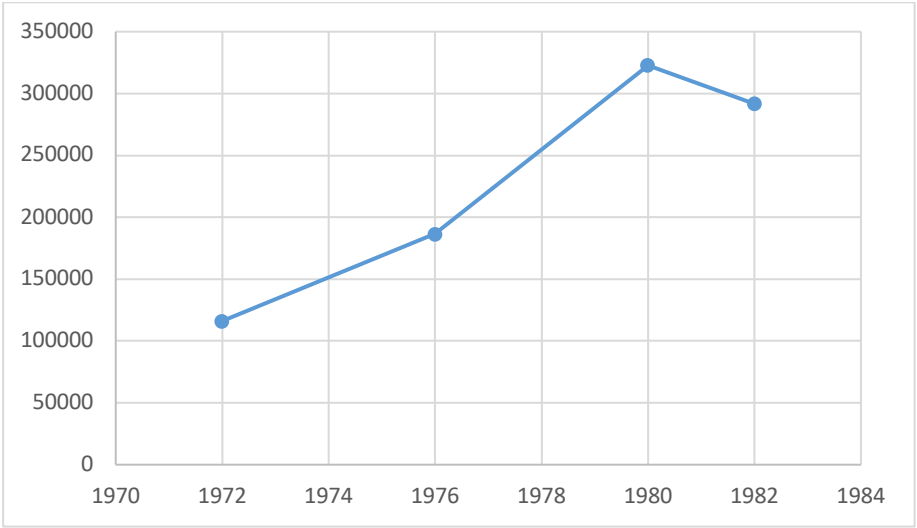
Fuente: CENSO Agropecuario 1974

Fuente: CENSO Agropecuario 1974

ANNEXES

Annexe 19

Évolution de l'importation de blé (t), par l'Équateur, entre 1972 et 1982



Fuente: Anuarios de Comercio Exterior, Banco Central del Ecuador en (Jara 1985)

Mientras el consumo de trigo en la década de 1970 aumentaba a razón de 5% anual, la superficie dedicada a su producción disminuía. En 1975 del consumo total de trigo en el país, el monto proveniente de producción nacional no representó más que el 12% (Jara 1985). Así, si bien se consolidó la industria molinera a nivel nacional esta lo hizo desplazándose geográficamente de la zona productiva y en base a la importación de materia prima. El cultivo de trigo fue desapareciendo de las grandes propiedades de las élites agrarias serranas y sus rezagos quedaron en las unidades productivas campesinas.

ANNEXES

Annexe 20

Bassin versant laitier de Pichincha 1974



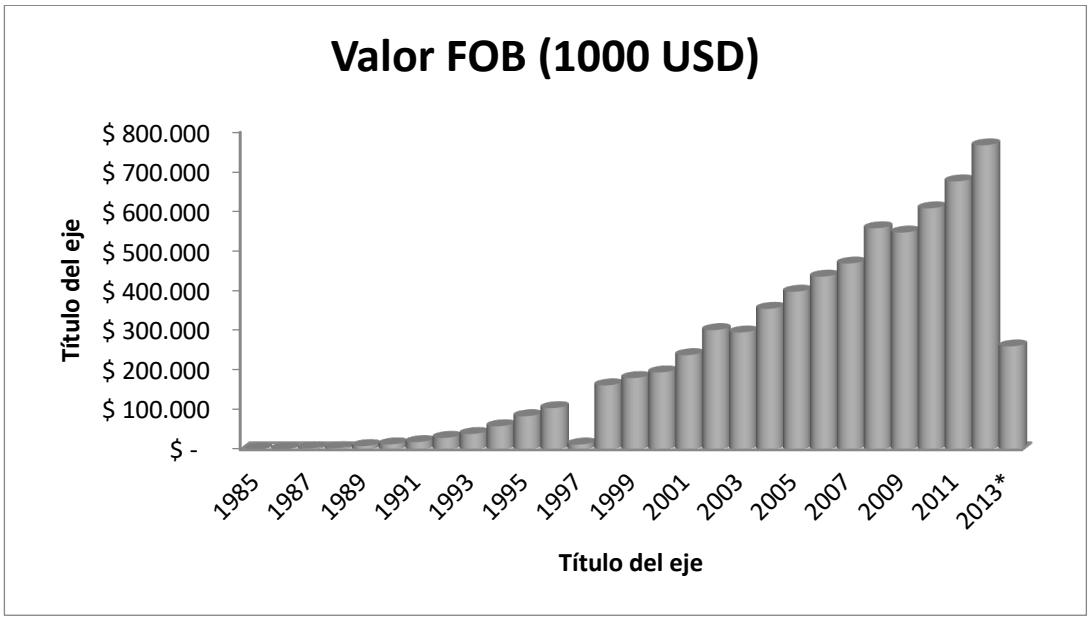
Cuenca lechera de Pichincha 1978

Fuente: https://es.wikipedia.org/wiki/Provincia_de_Pichincha

ANNEXES

Annexe 21

Évolution de l'exportation de fleurs naturelles (1000 FOB), en Équateur, entre 1985 et 2013

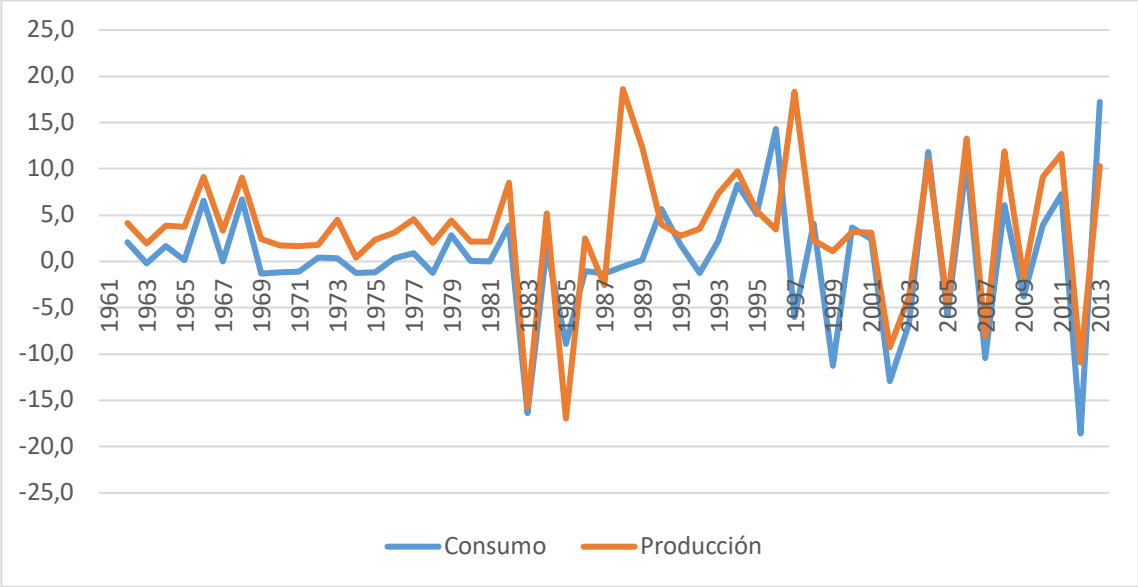


Fuente : Banco Central del Ecuador
Elaboración: autor
*Hasta abril 2013

ANNEXES

Annexe 22

Évolution du taux de croissance (%) de la consommation par habitant et de la production, de lait frais

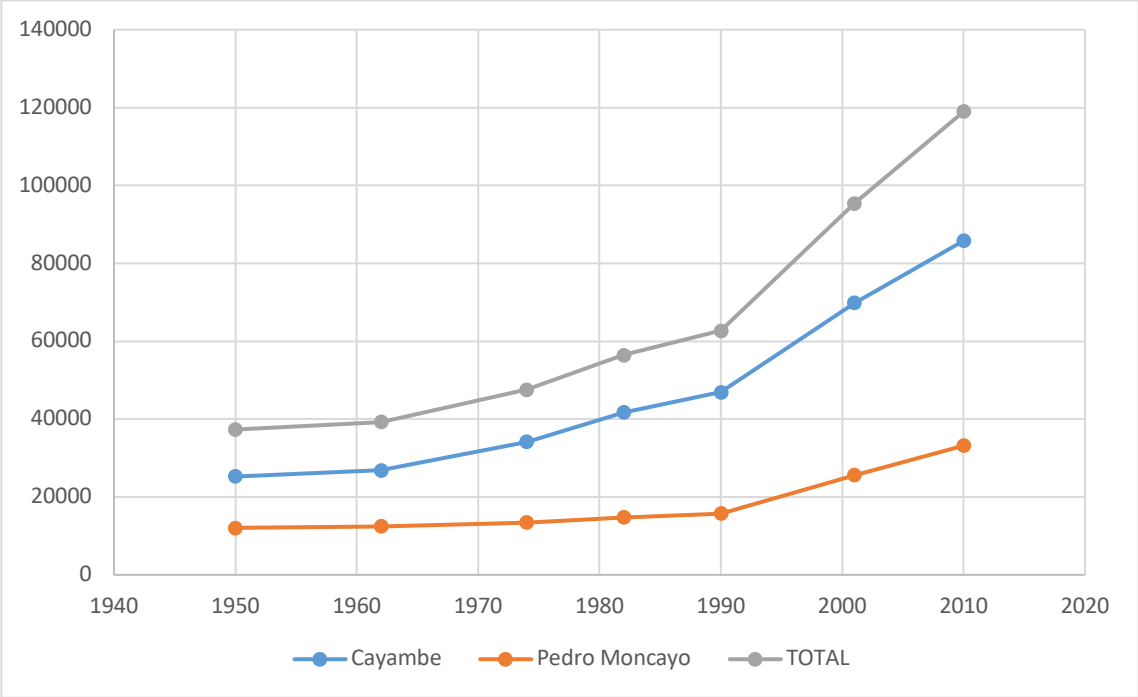


Fuente: a partir de los datos de consumo y producción de leche fresca de FAOSTAT 2013

ANNEXES

Annexe 23

Évolution de la population dans les cantons Cayambe et Pedro Moncayon entre 1950 et 2010



Fuente: INEC Censos de población y vivienda 1950, 1962, 1974, 1982, 1990, 2001, 2010

ANNEXES

Annexe 24

Caractérisation socio-démographique de la tête de famille, dans les familles paysannes interrogées

Código Familia	*Zona	**Rango edad jefatura de familia	Actividad externa jefatura familia	Actividad externa jefatura de familia
EP01	M	2	NO	NO
EP02	B	3	Albañil	NO
EP03	B	3	Comerciante informal	Panadería artesanal
EP04	B	2	NO	Trabajadora floricultura
EP05	B	3	Albañil	NO
EP06	B	3	Albañil	Artesana Textil
EP07	M	1	Piquero	NO
EP08	M	3	Chofer	NO
EP09	M	2	NO	NO
EP10	M	1	Albañil	Trabajadora floricultura
EP11	M	3	Guía turístico	Elaboración harinas
EP12	M	1	Albañil	NO
EP13	M	1	Chofer	Trabajadora floricultura
EP14	B	3	Albañil	Jornalera
EP15	B	2	NO	Comercio hortalizas agroecológicas
EP16	B	1	Comerciante informal	Venta de comida
EP17	A	2	Albañil	Jornalera
EP18	B	3	NO	Trabajadora floricultura
EP19	B	3	Albañil	Jornalera
EP20	A	2	Albañil	Jornalera
EP21	M	3	Servicio de transporte	NO
EP22	M	3	Jornalero	Jornalera
EP23	B	2	Trabajador floricultura	Trabajadora floricultura
EP24	B	3	Jornalero	Jornalera
EP25	A	2	Albañil	NO
EP26	A	2	Comerciante cebolla	NO
EP27	B	2	Albañil	Transformación jugo de peco
EP28	B	3	NO	Elaboración harinas
EP29	B	3	Chofer	NO
EP30	B	1	NO	Abogada
EP31	M	1	Trabajador floricultura	Trabajadora floricultura
EP32	M	1	Albañil	Jornalera
EP33	M	3	NO	Artesana Téxtil
EP34	M	3	NO	NO
EP35	M	3	NO	Trabajadora floricultura
EP36	M	3	Chofer	NO
EP37	M	3	Funcionario público	NO
EP38	B	2	Vaquero	Trabajadora floricultura
EP39	B	2	Comerciante flores	NO
EP40	B	1	NO	Comerciante frutillas
EP41	A	3	Albañil	Tendera
EP42	M	3	Albañil	NO
EP43	B	1	Albañil	Trabajadora floricultura

ANNEXES

Código Familia	*Zona	**Rango edad jefatura de familia	Actividad externa jefatura familia	Actividad externa jefatura de familia
EP44	M	1	Empleado panadería	NO
EP45	B	1	NO	Trabajadora floricultura
EP46	M	2	Jornalero	Venta de comida
EP47	B	2	Albañil	Comercio hortalizas agroecológicas
EP48	B	1	Albañil	NO
EP49	B	1	Comerciante tomate	NO
EP50	B	2	Albañil	Trabajadora floricultura
EP51	B	1	Mecánico	NO
EP52	M	2	Conserje	NO
EP53	B	2	Trabajador floricultura	Trabajadora floricultura
EP54	M	2	NO	Venta de comida
EP55	B	3	Albañil	NO
EP56	B	1	Jornalero	Jornalera
EP57	B	2	Piquero	NO
EP58	B	2	Albañil	Trabajadora floricultura
EP59	M	1	Jornalero	Trabajadora floricultura
EP60	M	1	Carpintero	Ordeñadora
EP61	M	3	Empleado tienda insumos agrícolas	Limpieza
EP62	A	1	Albañil	Jornalera
EP63	A	2	Funcionario público	NO
EP64	M	2	Albañil	Trabajadora floricultura
EP65	M	1	Guardia de seguridad	Elaboración quesos
EP66	B	3	Tractorista	NO
EP67	B	2	Profesor	NO
EP68	B	3	NO	NO
EP69	M	3	NO	Costurera
EP70	M	1	Mecánico	NO
EP71	M	3	NO	NO
EP72	M	1	Vaquero	NO
EP73	M	3	Servicio de tractor	NO
EP74	M	2	NO	Trabajadora floricultura
EP75	M	3	Vaquero	NO
EP76	B	3	Albañil	NO
EP77	B	1	Albañil	Trabajadora floricultura
EP78	B	2	Empleado gasolinera	Profesora
EP79	M	1	NO	Trabajadora floricultura
EP80	M	1	NO	Trabajadora floricultura
EP81	B	2	Vaquero	Profesora
EP82	B	1	Carpintero	NO
EP83	B	2	Jornalero	Elaboración quesos
EP84	B	3	Jornalero	NO
EP85	B	2	Técnico ONG	NO
EP86	M	3	NO	Limpieza
EP87	B	1	Albañil	Trabajadora floricultura
EP88	M	3	Servicio de tractor	Costurera
EP89	M	3	Usurero	NO
EP90	M	3	Empleado panadería	NO

ANNEXES

Código Familia	*Zona	**Rango edad jefatura de familia	Actividad externa jefatura familia	Actividad externa jefatura de familia
EP91	M	2	NO	Profesora
EP92	B	1	Albañil	Trabajadora floricultura
EP93	B	3	NO	Venta de comida
EP94	B	2	Guardia de seguridad	NO
EP95	B	2	Servicio de tractor	Artesana textil
EP96	B	2	Empleado tienda insumos agrícolas	NO
EP97	B	1	Trabajador floricultura	Trabajadora floricultura
EP98	B	1	Empleado tienda insumos agrícolas	NO
EP99	A	3	NO	NO
EP100	B	1	NO	Comerciante flores
EP101	B	3	Jornalero	NO
EP102	B	3	Empleado agroindustria	Tendera
EP103	B	2	Empleado tienda insumos agrícolas	NO
EP104	M	1	Conserje	Trabajadora floricultura
EP105	B	2	NO	NO
EP106	A	1	NO	Trabajadora floricultura
EP107	M	1	Albañil	Trabajadora floricultura
EP108	B	3	NO	Trabajadora floricultura
EP109	M	2	Jardinero	Tendera
EP110	M	2	Curandero	NO

* B: baja (≤3000 msnm); M: media (3001 – 3400 msnm); A: alta (≥ 3401msnm)
** 1: entre 25 -35 ; 2: entre 36 - 50 ; 3: ≥ 51

Rango de Edad de quien (s) ejerce (n) la jefatura de la familia

		Frecuencia	Porcentaje
Rango de Edad	25 -35	34	30.9
	36 - 50	36	32.7
	≥ 51	40	36.4
	Total	110	100.0

Presencia de niños en las familias campesinas entrevistadas

	Frecuencia	Porcentaje
No	33	30.0
Si	77	70.0
Total	110	100.0

Actividad extra UPA en el conjunto de la jefatura de familia

	Frecuencia	Porcentaje
Ausente	8	7.3
Esporádica	57	51.8
Permanente	45	40.9
Total	110	100.0

Zona en la que se encuentra la mayor parte de la Unidad de producción y la vivienda de las familias campesinas entrevistadas

ANNEXES

	Frecuencia	Porcentaje
Baja	56	50.9
Media	45	40.9
Alta	9	8.2
Total	110	100.0

Baja: ≤3000 msnm; Media: 3001 – 3400 msnm; Alta: ≥ 3401 msnm

ANNEXES

Annexe 25

Liste des personnes interrogées sur les dynamiques contemporaines du système agri-alimentaire territorial kayambi

Codigo Entrevista	Tipo de actor
EE2	Experto Investigador comercialización agrícola
EIL1	Gerente técnico leche Nestlé
EIL2	Gerente CAMPINORTE
EIL3	Gerente el Ordeño
EIL4	Socio de la AGSO
EIP1	Direcctor Dirección Económica y Desarrollo GADIP-C
EIP10	público
EIP11	publico
EIP12	publico
EIP2	Técnico GADIP-C
EIP3	Direcctor Economía Popular GADP
EIP4	Técnico GADIP-C
EIP5	Jefe de Mercados GADIP-C
EIP6	Técnic Programa Mundial de Alimentos
EIP7	Técnico GADIP-C
EIP8	Director Dirección Económica y Desarrollo GADPM
EIP9	Técnico CIBvs
EOP1	Gerente centro de acopio Nuevo Furturo
EOP2	Gerente centro de acopio Santo Domingo
EOS1	Dirigente campesino comunitario
EOS10	Presidente Turujta (organización social campesina indígena)
EOS11	Diriguente UCIBIC (organización social campesina indígena)
EOS12	Presidente Ecuatrrunari (organización nacional indígena)
EOS13	investigador dirigente pueblo Kayambi
EOS14	Lider campesino nacional FENOCIN
EOS15	Dirigente ornanización campesina indígena FENOCIN
EOS16	Dirigente organización de productoras agroecológica BIOVIDA
EOS2	Dirigente organización pueblo Kayambi
EOS3	Dirigente UNOPAC organización social y productiva
EOS4	Dirigente comunitario Cangahua
EOS5	Dirigente comunitario Cngahua
EOS6	Dirigente comunitario Olmedo
EOS7	Dirigente comunitario Tanda
EOS8	Dirigente COINOA
EOS9	Dirigente UNOPAC organización social y productiva
ESA	Movimiento Slowfood
ESA1	Dirigente campesino comunitario
ESA2	Asociación de comerciantes de Mercados de Cayambe

ANNEXES

ESA3	Chef experto en cocina tradicional
ESF5	Expoflores
SF1	Técnica empresa generadora de variedades
SF2	Gerente florícola
SF3	Jefe de Talento Humano floricola
SF4	Gerente general florícola
SF5	Médico floricola
SF6	técnica plantación
TF1	Trabajadoras florícolas
TF2	Ex trabajadora de una florícola

ANNEXES

Annexe 9.

Guide d'entretien compréhensif sur le système d'activité et alimentation : niveau famille

Mi nombre es Paola Román estoy realizando una investigación para mis estudios sobre el tema de la producción agrícola y la alimentación de los productores de Pedro Moncayo y Cayambe. Me gustaría comprender como han cambiado: la producción agrícola, las actividades económicas y la alimentación en las familias de productores de estos cantones.

Cuando inicié la investigación conversé con los representantes de algunas organizaciones y con los dirigentes de las comunidades, ahí el señor ---------- me sugirió conversar con usted.

Me gustaría conversar con usted y con su esposa/o. Para poder hablar de todos los temas que le comenté, necesitaríamos unas seis horas por lo que le propongo si es posible, para usted, que dividamos la conversación en tres partes y cada parte en un día. También me gustaría recorrer sus parcelas, si usted está de acuerdo y si usted tiene tiempo.

¿Tienen alguna pregunta respecto a lo que hago? ¿Tiene alguna sugerencia de cómo llevar adelante nuestra conversación?

¿Está usted de acuerdo con que yo grabe nuestra conversación? Todas las conversaciones en esta investigación son confidenciales.

Nombre
Lugar
Coordenadas geográficas
Tipología
Fecha

TRAYECTORIA DE LA FAMILIA Y PRODUCCIÓN

Conocer al actor y su familia:

El objetivo es conocer la estructura y las principales características de la familia en términos de edad, ocupación y participación en las actividades agrícolas y de alimentarias en la familia. Este primer bloque también debe servir para generar un ambiente de confianza y empatía con el entrevistado.

- ¿Usted y su familia son originarios de la zona? Si no, ¿hace cuánto y porque llegaron a la zona?
- Composición de la familia (número de hijos, que hace cada hijo no importa si viven o no actualmente con el entrevistado/a)
- ¿Cuáles son las actividades (económicas, dirigencia) que el actor realiza actualmente?
- ¿Quienes viven en la casa ahora y que actividades cumplen a diario (¿económicas, domésticas, estudios, dirigencia?
- ¿Qué edad tienen el actor y los miembros su familia?

Trayectoria del Actor

Actividad Económica

- ¿Cuáles han sido las actividades económicas que el actor ha realizado en los últimos 30 años? ¿ha migrado?
- Si ha trabajado en otras actividades fuera de la unidad de producción ¿Dónde? ¿Cuánto tiempo? ¿Qué actividad?

Formación

- ¿Ha recibido usted capacitación (instrucción formal y no formal)? ¿En qué temas?
- Implicación en actividades de dirigencia o en proyectos de desarrollo.

La Actividad Agropecuaria:

ANNEXES

Dos objetivos: Caracterizar la unidad de producción agropecuaria en el presente ii) conocer cuáles cómo y por qué se han dado transformaciones en la unidad de producción agropecuaria.

Trayectoria de la unidad productiva

- ¿Actualmente qué produce?, ¿Qué es lo que produjo el último año? Tomar en cuenta productos agrícolas y pecuarios (especies mayores y menores)
- Hacer un croquis de la unidad de producción (consultar si no hay terrenos en descanso)
- Con qué recursos cuenta la unidad productiva en la actualidad. *Tenencia de tierra* (rentada, propia, al partir). ¿Cómo accedió a la tierra (compra, herencia)? ¿Con cuanta tierra cuenta actualmente? Esta última pregunta puede ser sensible para el entrevistado, así que debe ser abordada con cuidado, una vez que se sienta que se alcanzado un cierto nivel de confianza con el actor.
- ¿Se cuenta con riego? ¿Para toda la unidad de producción? ¿En qué cultivos se prioriza el riego?
- ¿Siempre ha tenido riego? Si la respuesta es no, preguntar ¿cómo accedió desde cuándo y eso en que ha cambiado su producción?
- ¿Qué insumos utiliza para la producción agropecuaria? ¿De dónde vienen los insumos? ¿Ha sido así siempre o qué ha cambiado en los insumos?
- ¿Con qué mano de obra cuenta para las labores agropecuarias (familiar, contratada, prestímanos? ¿Quién hace qué? ¿Siempre ha sido así o han cambiado?
- ¿Por qué ha tomado la decisión de producir lo que produce este año?
- Siempre ha sido como ahora su unidad productiva (tamaño, acceso agua, tipo de producción, lugares de comercialización).
- ¿Cuál ha sido el papel de la agricultura en la economía de la familia?
- ¿Quién se encarga de la agricultura hoy en día? ¿Siempre ha sido así?

Vinculación con los mercados

- **¿**Qué productos vende donde por qué?
- ¿Qué productos ha vendido durante el último año? ¿Cuánto de cada producto donde a cómo?
- ¿Siempre ha vendido de la misma manera en los mismos lugares?
- ¿Qué hace con los productos que no vende?
- ¿Si consume sus productos cuanto significa eso en su alimentación?

Vinculación a la acción colectiva

Es usted o alguien de su familia miembro de alguna organización

Ha sido miembro usted o su esposo/a de alguna organización (historia de la participación de diferentes organizaciones)

¿De qué tipo de organizaciones ha sido miembro? ¿Qué tipo de actividades hacen estas organizaciones?

¿Qué actividad ha realizado usted dentro de estas organizaciones (solo miembro o dirigente)?

¿Qué ha significado para usted el pertenecer a la organización? ¿Qué piensa que ha sido lo positivo y lo negativo de pertenecer a la organización?

SECCION ALIMENTACIÓN

Caracterización del ingreso familiar en relación al gasto en alimentación.

- ¿Cuál es el ingreso promedio de la familia?

- ¿Cuáles son las fuentes del ingreso familiar?
- ¿Cuáles son los principales gastos de la familia al mes?
- ¿Cuál es el gasto en la alimentación familiar al mes?
- ¿El ingreso es constante o de qué depende?
- ¿Ha habido cambios en el ingreso familiar en el último año?
- ¿Qué pasa en la alimentación de la casa cuando el ingreso disminuye?
- ¿Qué productos compra, dónde y con qué frecuencia? (describir la última compra importante de alimentos.

La producción agropecuaria y su relación con el autoconsumo

- ¿Qué tipo de producción agrícola realiza?
- ¿Produce para el autoconsumo, cuáles son los productos que produce para el autoconsumo?
- ¿Cuáles son sus motivaciones para producir para el autoconsumo?

Intercambios alimentarios

- ¿Hace intercambio de productos con otras familias?
- ¿Con que frecuencia hacen intercambio?
- ¿Recibe alimentos de otras familias? ¿Por qué razón? ¿Con qué frecuencia?
- ¿Realiza actividades en las que reciba alimentos? por ejemplo trabajar en las parcelas de los vecinos o familiares?

Caracterizar la preparación de los alimentos y las decisiones la alimentación

- ¿Quién se encarga de las decisiones de la alimentación?
- ¿De que dependen esas decisiones? ¿Por ejemplo quién decide que se cocina?
- ¿Cuándo se va al mercado quién compra los alimentos?
- ¿La persona que se encarga de la alimentación de la casa tiene otras actividades?
- ¿Influencian las otras actividades en la compra o en la preparación de alimentos?
- ¿Qué tiempo dedica a la preparación de alimentos? ¿y al abastecimiento? ¿Y a la producción de alimentos para su consumo?
- ¿Qué piensa de la calidad de los productos que consume?
- ¿Se fija en la calidad de los productos al adquirirlos?

- ¿Qué toma en cuenta al momento de decir sobre la compra o producción de un producto que va ser parte de la alimentación de la familia?
- ¿Hay miembros de la familia que comen fuera del hogar? ¿Por qué? ¿Con que frecuencia? ¿Qué comen?
- Si mira hacia atrás, 30 años, ¿Ha habido cambios su alimentación? ¿Cuáles por qué? (tipo de alimentos, cantidades, formas de abastecimiento)
- ¿Es parte alguien de la familia de alguna asociación de productores o participa de algún proyecto de desarrollo?

Ayudas alimentarias

- ¿Recibe alguna ayuda alimentaria?
- ¿Es beneficiaria del bono de desarrollo social? ¿En qué lo utiliza?

ANNEXES

Annexe 27.

Liste des entretiens aux paysans au niveau : famille, système d'activité, alimentation

Code	Acteur (s) interviwés	Longuitude	Latitude	Nombre du pasages	Rappel 24 heures	Entreviwer
EP01	Chefs de famille	823858,83580404100	10010153,11520000000	3	si	PR
EP02	Chefs de famille	822442,58330595900	10009137,32030000000	2	si	PR
EP03	Chefs de famille	815304,05780636600	10011953,59940000000	3	si	PR
EP04	Chefs de famille	814187,25677380200	10012387,92770000000	4	si	PR
EP05	Chefs de famille	814641,15394247800	10011908,89680000000	3	si	PR
EP06	Chefs de famille	821626,97980357300	10007098,87670000000	3	si	PR+ JR**
EP07	Chefs de famille	825707,68613098900	10006219,48060000000	3	si	PR
EP08	Chefs de famille	823347,20194159500	10005980,34660000000	2	si	PR
EP09	Chefs de famille	823023,21391560000	10006898,31270000000	3	si	PR
EP10	Chefs de famille	819991,20098723400	10012478,67190000000	3	si	PR
EP11	Chefs de famille	813636,49515213700	10014575,27900000000	3	si	PR
EP12	Chefs de famille	813857,75851504600	10014809,06060000000	3	si	PR
EP13	Chefs de famille	814762,58760798200	10013749,21680000000	3	si	PR
EP14	Chefs de famille	816053,57916779600	10012144,87780000000	3	si	PR
EP15	Chefs de famille	820723,54579104500	10008492,68120000000	3	si	PR
EP16	Chefs de famille	821417,02115217500	10008639,19010000000	3	si	PR
EP17	Chefs de famille	818698,88950579600	9992564,417503690000	3	si	PR
EP18	Chefs de famille	816705,14036868000	9998732,675554710000	3	si	PR
EP19	Chefs de famille	817382,61845512300	9998380,166631680000	3	si	PR
EP20	Chefs de famille	820257,08490000000	9991662,549900000000	3	si	PR
EP21	Chefs de famille	824394,05294368000	10009243,18540000000	4	si	PR+ JR
EP22	Chefs de famille	813087,90429999900	9994396,959100000000	3	si	PR

ANNEXES

Code	Acteur (s) interviwés	Longuitude	Latitude	Nombre du pasages	Rappel 24 heures	Entreviwer
EP23	Chefs de famille	794184,896570539000	10005787,00540000000	3	si	PR
EP24	Chefs de famille	818234,448939733000	10010885,73010000000	3	si	PR
EP25	Chefs de famille	817687,692767891000	9990980,378908980000	4	si	PR
EP26	Chefs de famille	817468,166349417000	9990570,596261160000	2	si	PR
EP27	Chefs de famille	809669,326347810000	9999713,633901060000	2	si	PR
EP28	Chefs de famille	814668,233788409000	9996722,618103870000	2	si	PR
EP29	Chefs de famille	821235,514312859000	10009133,11680000000	2	si	PR
EP30	Chefs de famille	810974,403430657000	10000570,83230000000	3	si	PR
EP31	Chefs de famille	814557,096656525000	10015059,18880000000	2	si	PR
EP32	Chefs de famille	814143,619361198000	10014717,17680000000	3	si	PR
EP33	Chefs de famille	823053,449312332000	10012591,42300000000	4	si	PR+ JR
EP34	Chefs de famille	822686,344042136000	10011829,67950000000	2	si	PR
EP35	Chefs de famille	823120,782664200000	10016925,05620000000	3	si	PR
EP36	Chefs de famille	821951,497642921000	10016667,12560000000	3	si	PR
EP37	Chefs de famille	823163,771084100000	10017526,89400000000	3	si	PR
EP38	Chefs de famille	820852,906518663000	10007958,63470000000	2	si	PR+ JR
EP39	Chefs de famille	813386,514420779000	10008515,76670000000	3	si	PR
EP40	Chefs de famille	807336,224131471000	10001759,45220000000	3	si	PR
EP41	Chefs de famille	825012,312960650000	9995188,541760640000	4	si	PR+ JR
EP42	Chefs de famille	811746,231857283000	10010163,48020000000	2	si	PR
EP43	Chefs de famille	805474,484327496000	10001504,91190000000	3	si	PR
EP44	Chefs de famille	804890,454753131000	10006481,50190000000	3	si	PR
EP45	Chefs de famille	806017,385058596000	10003577,80560000000	3	si	PR

ANNEXES

Code	Acteur (s) interviwés	Longuitude	Latitude	Nombre du pasages	Rappel 24 heures	Entreviwer
EP46	Chefs de famille	806280,60965549300	10005881,02080000000	2	si	PR
EP47	Chefs de famille	806864,63922985800	10003413,29020000000	2	si	PR
EP48	Chefs de famille	802845,41044543300	9997939,625426510000	3	si	PR
EP49	Chefs de famille	796436,35285653700	9999980,423809150000	2	si	PR
EP50	Chefs de famille	801470,74795530700	9998538,721444360000	2	si	PR
EP51	Chefs de famille	806609,64040161400	10005420,37780000000	3	si	PR
EP52	Chefs de famille	821596,12380109700	10004576,39850000000	2	si	PR
EP53	Chefs de famille	801149,07990000000	9996174,531600000000	4	si	PR
EP54	Chefs de famille	823270,06193540600	10007715,99670000000	3	si	PR
EP55	Chefs de famille	810772,70969967200	9999636,515709800000	2	si	PR
EP56	Chefs de famille	801959,16725393100	9996977,290647860000	2	si	PR
EP57	Chefs de famille	822090,96199609000	10009987,07180000000	3	si	PR
EP58	Chefs de famille	800902,84571421600	9997317,731626020000	4	si	PR
EP59	Chefs de famille	809057,82798139200	10008626,94210000000	3	si	PR
EP60	Chefs de famille	809381,03163479500	10008004,18380000000	3	si	PR
EP61	Chefs de famille	816036,25483243800	10012871,31800000000	4	si	PR+JR
EP62	Chefs de famille	807354,09546684000	9993374,844540830000	3	si	PR
EP63	Chefs de famille	817038,50760000000	9990172,110999990000	3	si	PR
EP64	Chefs de famille	-0.059613, -78.161610	9992348,278609910000	3	si	PR
EP65	Chefs de famille	824218,88401153500	10006898,31270000000	3	si	PR
EP66	Chefs de famille	821836,24437363000	10008401,83810000000	2	no	PR
EP67	Chefs de famille	822114,74207542700	10009072,03780000000	2	no	PR
EP68	Chefs de famille	822631,55500746400	10009650,03190000000	2	no*	PR

ANNEXES

Code	Acteur (s) interviwés	Longuitude	Latitude	Nombre du pasages	Rappel 24 heures	Entreviwer
EP69	Chefs de famille	822879,11804899200	10010074,29660000000	2	no*	PR
EP70	Chefs de famille	823637,37623493200	10010185,03120000000	2	no	PR
EP71	Chefs de famille	823779,73998782100	10010249,60240000000	2	no*	PR
EP72	Chefs de famille	824240,82658708800	10011027,43240000000	2	no	PR
EP73	Chefs de famille	824770,04168859000	10011356,42830000000	2	no*	PR
EP74	Chefs de famille	825992,27780435700	10014231,02990000000	2	no	PR
EP75	Chefs de famille	828019,37909819000	10015565,54040000000	2	no*	PR
EP76	Chefs de famille	-0.025399, -78.204703		2	no	PR
EP77	Chefs de famille	814677,97836425100	10006427,82770000000	2	no*	PR
EP78	Chefs de famille	813040,86792574800	10006274,04560000000	2	no	PR
EP79	Chefs de famille	822811,26228430600	10006563,50670000000	2	no	PR
EP80	Chefs de famille	823040,31787508200	10005997,85710000000	2	no*	PR
EP81	Chefs de famille	-0.024814, -78.203602		2	no*	PR
EP82	Chefs de famille	821219,00000000000	10007755,00000000000	2	no	PR
EP83	Chefs de famille	820672,62525142500	10007264,31020000000	2	no*	PR
EP84	Chefs de famille	821768,17741798600	10008072,89240000000	2	no	PR
EP85	Chefs de famille	821839,40019060000	10007436,53380000000	2	no*	PR
EP86	Chefs de famille	823046,03105161700	10012459,92640000000	2	no	PR
EP87	Chefs de famille	814609,41695550900	10012797,24180000000	2	no*	PR
EP88	Chefs de famille	830278,87690051900	10015024,72760000000	2	no	PR
EP89	Chefs de famille	826431,42499684300	10016991,83010000000	2	no	PR
EP90	Chefs de famille	825190,89159465500	10012112,74480000000	2	no*	PR
EP91	Chefs de famille	824713,91710484200	10015236,17600000000	2	no	PR

ANNEXES

Code	Acteur (s) interviwés	Longuitude	Latitude	Nombre du pasages	Rappel 24 heures	Entreviwer
EP92	Chefs de famille	814588,04650883500	10009409,64460000000	2	no*	PR
EP93	Chefs de famille	813322,21424415300	10010485,45640000000	2	no	PR
EP94	Chefs de famille	814677,58703215300	10011908,84960000000	2	no	PR
EP95	Chefs de famille	813798,69908997600	10011690,51250000000	2	no*	PR
EP96	Chefs de famille	810829,99999999700	10000863,00000000000	2	no	PR
EP97	Chefs de famille	810453,85422177100	10000974,44040000000	2	no	PR
EP98	Chefs de famille	812449,74685094700	10006876,51930000000	2	no	PR
EP99	Chefs de famille	menos 0.0662539	-781258047	2	no*	PR
EP100	Chefs de famille	821987,91703345100	10008085,20340000000	2	no	PR
EP101	Chefs de famille	815095,88021769500	10003673,49550000000	2	no	PR
EP102	Chefs de famille	814981,27061831300	10006320,25100000000	2	no	PR
EP103	Chefs de famille	815531,87097865200	10010439,52570000000	2	no*	PR
EP104	Chefs de famille	813536,99999999900	10014619,00000000000	2	no	PR
EP105	Chefs de famille	- 0.0246159	-78.2049084	2	no	PR
EP106	Chefs de famille	-0.079380	-78.137057	2	no*	PR
EP107	Chefs de famille	813931,72806418800	10012173,14690000000	3	no*	PR
EP108	Chefs de famille	811639,00000000000	10009132,00000000000	2	no	PR
EP109	Chefs de famille	811055,99999999900	10010227,00000000000	2	no*	PR
EP110	Chefs de famille	823040,31787508200	10005997,85710000000	2	no	PR

* No se lograron completar 5 reportes de 24 horas (se tienen entre 1 y 3)

**Jeanine Rothmayer estudiante del programa de maestría International Development Studies – Wageningen University con quién compartimos un tramo del trabajo de campo.

ANNEXES

Annexo 28.

Monographie étude de cas

Esperanza Quishpe y Edwin Farinango EP97 (T2)

Leyenda	Datos recogidos durante entrevistas observaciones y llamadas telefónicas Interpretaciones del discurso Comentarios personales Datos incompletos o que faltan Frases textuales del discurso

LA INFORMACIÓN DE ESTA MONOGRAFÍA SE RECOGIÓ LA ENTREVISTA Y PROCESOS DE OBSERVACIÓN REALIZADOS EN TRES ENCUENTROS CON LA FAMILIA.

- EL PRIMER ENCUENTRO SE REALIZÓ CON ESPERANZA QUISHPE (5 HORAS) EN SU CASA.
- EL SEGUNDO ENCUENTRO FUE CON EDWIN FARINANGO (3 HORAS) EN LA PLANTACIÓN DE FLORES QUE MANEJA
- EL TERCER ENCUENTRO FUE CON ESPERANZA QUISHPE EN LA CIUDAD DE CAYAMBE DURANTE LAS COMPRAS EN EL MERCADO (2 HORAS)
- SE REALIZARON 6 LLAMADAS TELEFÓNICAS PARA APLICAR A LA FAMILIA LA ENCUESTAS DE RÉGIMEN ALIMENTARIO DE LAS 24 HORAS PRECEDENTES

UBICACIÓN DE LA UNIDAD DE PRODUCCIÓN Y LA FAMILIA

Cantón Cayambe **Parroquia** Cangahua **Comunidad** Santa Rosa de Pingulmi
Referencia Geográfica: 17N810830E – 000863N **Altitud:** 2770 msnm

1. ENTIDAD SOCIAL (FAMILIA) Y SUS RECURSOS

Composición: 2 Adultos; pareja **joven** (35 años) 1 niño (8 años). Familia formada hace 12 años La mujer tiene estudios universitarios (Abogada) el hombre finalizó la secundaria, pequeño floricultor.

Recursos Naturales y Materiales

- Tierra

Cuentan con 3000 m2 divididos en dos parcelas una de 2000 m2 (en la comunidad de Santa Marianita de Pingulmí) y una de 1000 m2 (en la comunidad de Santa Rosa de Pingulmí)

- Agua

Riego en las dos parcelas

- Infraestructura y equipos

Reservorio
Invernadero
Sistema de Riego por goteo

Conocimiento. Edwin es portando de conocimientos técnicos del cultivo de rosas bajo invernadero.

Ingreso mensual fijo que permite tomar riesgo y hacer inversiones. Esperanza mantiene un empleo y salario estable.

Rede familiar que soporta la producción de flores-. Para la producción y comercialización de flores Edwin está asociado con su hermanos y padre lo que le favorece a la

hora de hacer nuevas inversiones (prestamos solidarios entre ellos), de negociar con los compradores de flores, de expandir la producción.

Recurso de información en lo relacionado a la gestión técnica de la actividad florícola Edwin busca asesoramiento de los técnicos de las grandes florícolas a las que vende la flor, y con menor frecuencia en los almacenes que comercializan en insumos químicos en la zona.

2. EL CONTEXTO TERRITORIAL (LA COMUNIDAD)

La comunidad de Santa Rosa de Pingulmí se encuentra a .1h20 de la ciudad de quito, y a 20 minutos de la ciudad de Cayambe. Fácil acceso, se encuentra cerca de una carretera de primer orden (Vía Cayambe – Quito)



CONTEXTO BIOFISICO

Los Suelos y el Relieve

Relieve volcánico colinado alto y muy alto, relieve volcánico montañoso, vertiente de flujos de lava, vertiente de meseta volcánica, vertiente abrupta, abrupto de cono de deyección reciente, valle en V, garganta, flancos del volcán, flujos de lava, relieve volcánico colinadio medio, vertiente de llanura de depósitos volcánicos. Muestran limitaciones para el laboreo, especialmente por presentarse en pendientes de medias a fuertes y fuertes de 25 al 70 %,.

Los suelos de esta clase presentan texturas: areno francosas, francas, franco arcillo arenosas, franco arcillo limosas, franco arenosas y franco limosas; con drenaje natural de moderado a excesivo, son desde poco profundos a profundos con o sin pedregosidad, de fertilidad baja a alta. (Clase V

La vegetación natural y cultivada

En el paisaje se ve principalmente la formación de matorral seco, y vegetación herbácea medianamente intervenida. Hay presencia de bosques de eucalipto. En cuanto a cultivos se ve principalmente maíz y unas pocas parcelas con pastos cultivados (ryegrass)

Acceso Agua

La comunidad actualmente tiene acceso a tres fuentes de agua, una que pasa por la comunidad y las otras que vienen de zonas más altas. Hasta los años ochenta la comunidad tenía acceso únicamente a la fuente de agua de la comunidad, que la priorizaban para el consumo humano. La agricultura que se hacía era básicamente de secano. Accedieron en los años 90 a otra fuente de agua (San Pedro) y en el 2006 a una tercera agua que viene de la acequia Guangilquí (parte alta de Canghaua).

Precipitación

Zona seca con precipitaciones de entre 400 – 500 mm/año

CONTEXTO DEMOGRÁFICO

ANNEXES

Alta densidad poblacional, entre 80 y 160 habitantes/km2 . Poca población inmigrante que habitan en la comunidad. La autodeterminación de la mayor parte de la población es Mestiza. (Censo)

CONTEXTO DE REDES SOCIALES Y COOPERACIÓN

Nosotros para mejorar las condiciones de vida de la gente, nos organizamos a través *la comunidad* es la estructura que rige la vida en comunidad, trabaja por el bienestar de las familias. A través de la comunidad hemos tenido acceso al agua de riego, el agua para consumo, las vías de acceso, también las fiestas se organizan a través de la comunidad.

Hoy en día la comunidad exige mucho a los jóvenes y **YO** (Esperanza) no estoy de acuerdo.

Ahora los jóvenes se suman a la dinámica global, ya no se casan a los 15-17 años, como antes; ahora tienen 20 -25 y están solteros y la gente (la comunidad) ve mal eso, dicen que tienen que ser responsables. Entonces para hacerlos responsables ahora se cumple 18 y se es comunero, se tenga o no familia.

Antes se era comunero cuando se formaba una familia, ahí ya se tiene responsabilidades y por lo tanto se debe trabajar por la comunidad para recibir los beneficios de la comunidad para la familia.

A los jóvenes la carga del trabajo para la comunidad les limita estudiar y trabajar. Eso incentiva a los jóvenes a irse de la comunidad.

Cuando uno se es comunero tiene la obligación de ir a reuniones y mingas y si no se lo hace viene la multa. Si hay jóvenes que estudian o trabajan y no pueden cumplir con estas obligaciones y tienen que pagar multas, **eso no es justo**.

En una familia ya formada el hombre y la mujer se apoyan va el uno o va el otro, en el caso de los jóvenes a quién van a delegar.

La comunidad ahora solo exige pero no toma en cuenta que así está expulsando a los jóvenes.

También la comunidad en el estatuto ha prohibido que en la comunidad se pongan florícolas, ahí también como uno prospera.

Hubo el caso de una chica de quince años, que se quedó embarazada y sin pareja. Yo (Esperanza) pensé que la comunidad iba a ser **solidaria** con la chica, pero no, la pusieron como comunera, no tiene casa ni tierra, y además con el peso del guagua sola, y la comunidad no le importó

Hay una doble apreciación de la comunidad para Esperanza, por un lado reconoce la importancia de la organización comunitaria para mejorar las condiciones de vida de las familias, pero no está de acuerdo con normativas que no se ajustan a las nuevas dinámicas de vida transformándose en una estructura limitante.

En la comunidad la forma de organización más fuerte es la comunidad. Ahora se ha formado un grupo de mujeres que participan de un proyecto para producción de hortalizas, no son muchas. Yo (Esperanza) no conozco mucho.

ANNEXES

CONTEXTO HISTÓRICO DE LAS ACTIVIDADES ECONÓMICAS Y LA ALIMENTACIÓN EN LA COMUNIDAD

Actividad	Entre los 70´ – 80 ´	Entre los 80´ y 90’	Después de los 90´
Agricultura	Zona seca sin acceso al agua para el riego. Se cultivaba poco para la alimentación A cargo de las mujeres Se siembra: granos, habilla, cebada, trigo, chochos, lenteja, maíz, zambo Mujeres encargadas de la agricultura	En zonas cercanas a la comunidad (Otón y Guachalá) se instala empresas productoras de flores, espárragos y frutillas La producción de flores y frutillas fue acogida por alguna gente de la zona. El esparrago ha desaparecido. La agricultura para la alimentación descendió por que las mujeres empezaban a emplearse las nuevas agro empresas	Son solamente los adultos los que se dedican a la agricultura, los jóvenes apoyan muy poco, generalmente con dinero para contar mano de obra o para el tractor. Incluso la agricultura de autoconsumo se hace en base a mano de obra contratada. La comunidad logro acceso a 2 fuentes más de agua una en los años 90 y otra en el 2006 (Acequia Guanguilquí) . ¨Hoy tenemos más agua y cultivamos menos¨ Esperanza
Otras Actividades Económicas	Siempre los hombres han salido a trabajar fuera de la comunidad. Antes migraban por periodos de 3 – 4 meses hacia la Costa y la Amazonía. En esta época las mejoras en viabilidad y transporte ayuda para que los hombres migren principalmente a Quito y de manera diaria. Trabajos realizados construcción El desarrollo de la ciudad de Quito debe haber jugado un papel en el cambio de destino en la migración.	Venta de mano de obra por parte de las mujeres jóvenes entre 12 - 18 años Regreso de algunos hombres que migraba fuera para trabajar en las nuevas agro-empresas.	Las mujeres siguen trabajando en las florícolas. Los hombres trabajan en la construcción en Quito principalmente. Pero ahora también hay gente que migra para trabajar en otro tipo de empleo como profesionales y siguen viviendo en la comunidad (no son muchos pero si hay) La tendencia puede ser que cada vez sean más porque ahora hay varios jóvenes que estudian. Esto significa que hay que salir de a la ciudad a estudiar y luego a trabajar, y nos desarraigamos de la tierra.
Alimentación	La base era lo que se sembraba. Había pocas compras externas. Los principales platos eran: el arroz de cebada, la chuchcuca, el trigo, el morocho, la colada de maíz, tortillas de tiesto, el zambo y el zapallo.	A causa de la reducción de la producción para la alimentación y el incremento de recursos económicos la alimentación empieza a ser adquirida en el mercado. Se intensifica el consumo de arroz, de tallarín y la coca-cola.	Se consolidó la compra de comida y se han cambiado los platos. Ahora el arroz está a diario porque es rápido y llena. Hay muchos fritos en la comida hubo frito, papas fritas. Las mujeres que trabajan que en la comunidad son muchas sobre todo las jóvenes ya no tienen tiempo para cocinar lo de antes. No se tiene tiempo para prepara un menú completo sopa y plato fuerte, ahora se hace solo uno. Las bebidas tradicionales se ven muy poco. La coca cola es la principal bebida diaria y la cerveza la bebida de las fiestas

ANNEXES

Actividad	Entre los 70´ – 80 ´	Entre los 80´ y 90’	Después de los 90´
	Las bebidas eran el mishk[224]e, mishke y machica, y el Guarango este último para las fiestas. El arroz se comía una vez al mes y la coca-cola era un lujo al que se accedía una vez al mes. Hay una valoración positiva sobre alimentos que no son los tradicionales tanto al hablar del arroz como de la coca-cola Otra forma de acceso eran los intercambios entre familias. .	Ya no hay intercambios no mercantiles	

[224] Mishke y Guarango bebidas hechas a base de penco

ANNEXES

LA FLORICULTURA ES CONSIDERADA COMO UN MOMENTO IMPORTANTE EN LA DINÁMICA ECONÓMICA Y SOCIAL DE LA COMUNIDAD ADEMÁS DE GENERADORA DE PROBLEMAS AMBIENTALES.

¨LA FLORICULTURA ES LA CAUSA DE LA CONTAMINACIÓN DEL AGUA EN LAS COMUNIDADES, DEL CAMBIO DE VALORES, LA SOLIDARIDAD, LA JUSTICIA; DE LAS DINÁMICAS COMUNITARIAS; Y DE LA CRISIS DEL NÚCLEO FAMILIAR, LOS NIÑOS VIVEN SOLOS¨

LA LLEGADA DE LA FLORICULTURA PERMITIÓ ***SOBRE TODO A LA MUJER*** TENER ACCESO A UN SALARIO, Y TRABAJAR. CAMBIÓ EL ROL DE LA MUJER QUE POR EL MACHISMO ERA TENER HIJOS Y DEDICARSE A LA CASA. EN ESE TIEMPO ERAN POCAS LAS MUJERES DE 30 – 40 AÑOS QUE IBAN A TRABAJAR EN LAS FLORES, ERAN SOBRE TODOS LAS JOVENCITAS E INCLUSO NIÑAS QUE SE EMPLEABAN.

¨LAS MUJERES ENTRE 12- 18 AÑOS ERAN LAS QUE SE EMPLEABAN EN LA FLORICULTURA Y TAMBIÉN AL INICIO EN LAS EMPRESAS QUE PRODUCÍAN FRUTILLAS. ALGUNAS TERMINABAN LAS CLASES E IBAN A TRABAJAR, ESAS MUJERES AHORA TENDRÁN UNOS 40 AÑOS¨

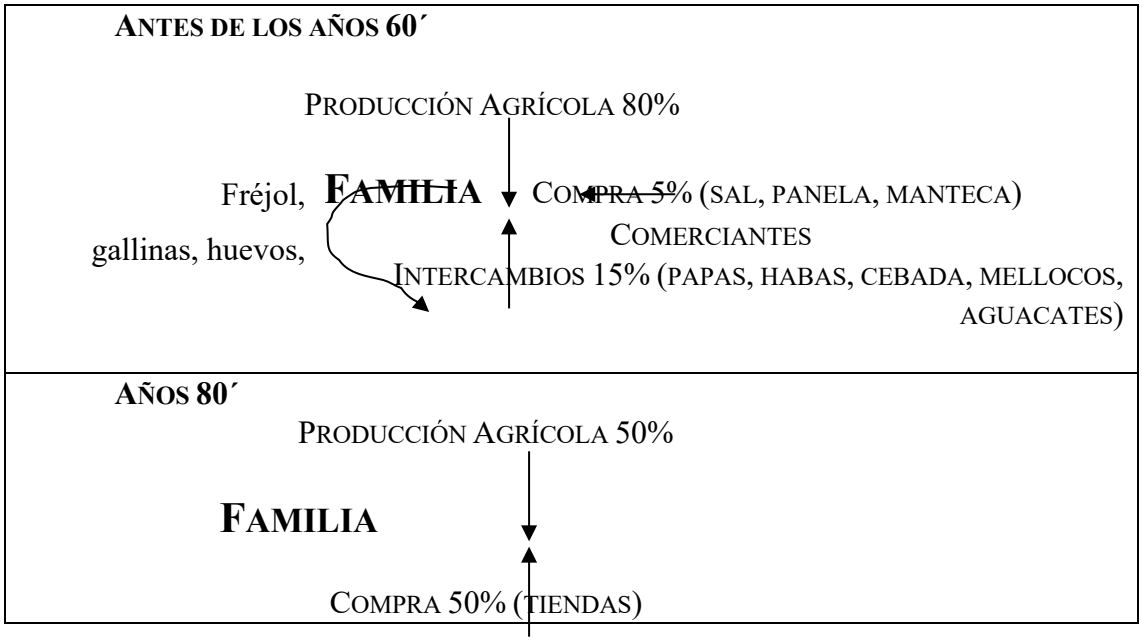
LA FLORICULTURA TIENE POR UN LADO UNA VALORACIÓN NEGATIVA DESDE EL PUNTO DE VISTA AMBIENTAL Y EN ALGUNOS ASPECTOS SOCIALES. PERO ASÍ MISMO ES VALORADA POSITIVAMENTE POR LA GENERACIÓN DE EMPLEO SOBRE TODO **PARA LA MUJER FORTALECIENDO SU AUTONOMÍA** Y EL INGRESO FAMILIAR ECONÓMICO FAMILIAR.

CONTRADICTORIAMENTE, POR UN LADO SE VALORA POSITIVAMENTE EL EMPLEO DE LA MUJER VIÉNDOLO COMO UN ELEMENTO QUE FORTALECE SU AUTONOMÍA Y ROMPER LOS ESQUEMAS MACHISTAS, PERO AL MISMO TIEMPO SE CRITICA

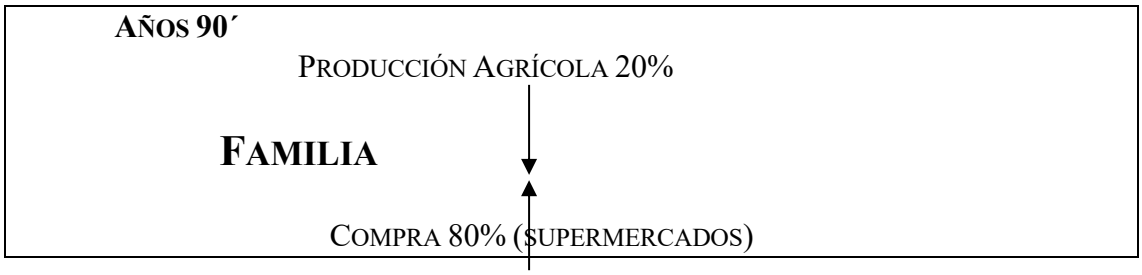
Aparentemente la agricultura en esta comunidad nunca ha sido la principal fuente de ingresos. Una vez disuelto el sistema **hacendatario la venta de mano de obra fuera de la comunidad es el principal generador de ingresos. La función de la agricultura ha sido más bien el autoabastecimiento.**

Una de las razones para que la agricultura no se haya desarrollado fue **la falta de riego en el pasado.**

***ESQUEMA.*- CAMBIOS EN LOS CANALES DE ABASTECIMIENTO DE PRODUCTOS PARA LA ALIMENTACIÓN EN LA COMUNIDAD DE SANTA ROSA DE PINGULMÍ**

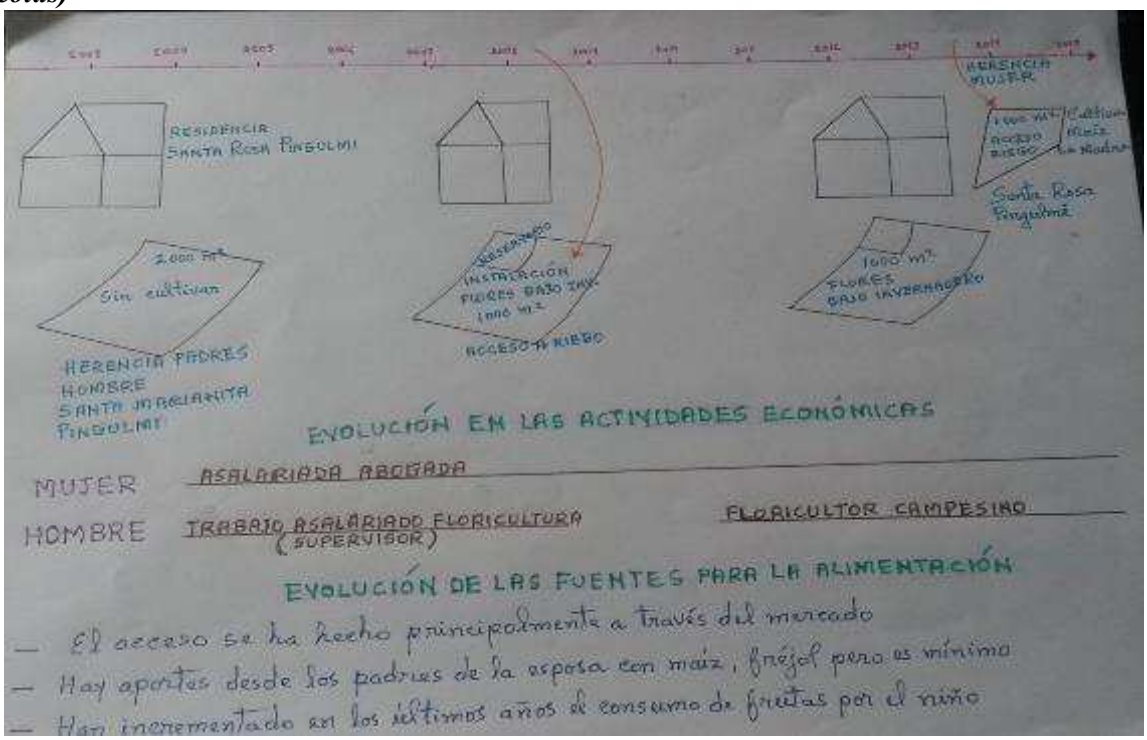


ANNEXES



3. TRAYECTORIA DEL SISTEMA DE ACTIVIDAD: TRANSFORMACIONES EN LAS ACTIVIDADES ECONÓMICAS Y EN LA ALIMENTACIÓN DE LA ENTIDAD SOCIAL

Trayectoria de la entidad agrícola respecto de las actividades económicas (agrícolas y no agrícolas)



LAS ACTIVIDADES ECONÓMICAS

Asalariados Calificados con acceso a tierra pero que no cultivan (2003)

Esperanza y Edwin se casaron en el **2002**. Esperanza trabajaba como abogada en Cayambe y Edwin desde hace 7 años trabajaba en una empresa floricultora, inició como trabajador de cultivo y fue promovido a supervisor.

Desde el **2003** la pareja es propietaria de un lote de terreno de 2000 m2, con acceso a riego, en otra comunidad (Santa Marianita de Pingulmí) a 10 minutos del lugar de residencia, producto de una herencia otorgada por los padres de Edwin.

La tierra permaneció abandonada por algunos años porque la pareja no tenía una motivación económica que le empujara a invertir tiempo y dinero.

¨Hoy en día lo que buscamos es una actividad que nos genere un ingreso económico, eso es lo que nos da seguridad. Ya nadie confía que producir maíz y fréjol nos va dar un ingreso, hoy en día lo que necesitamos es tener nuestro dinero seguro a fin de mes¨ Esperanza Quishpe

De asalariado florícola a pequeño floricultor (2008)

ANNEXES

¨Tenemos que acoplarnos a la dinámica del resto , pero la ideas es no abandonar la tierra aunque sea de esa manera más no dejar toda la comunidad y decir el terreno no vale y por más que seamos profesionales la ciudad es otro mundo y no vamos a tenerlo todo en la ciudad¨

En el **2008** La pareja decide aprovechar los conocimientos de Edwin en el cultivo de flores instala un cultivo de rosas bajo invernadero en 1000m2. Para la inversión la pareja hizo un préstamo de 10 000 dólares (instalación invernadero y construcción de un reservorio), préstamo que se pudo realizar gracias al ingreso permanente que tiene Esperanza, y a los ahorros que tenía la pareja.

Uno de los elementos en la toma de decisión de este emprendimiento fue la *seguridad del mercado.* Hay varias florícolas y exportadoras (sin tierra) que no logran abastecer la demanda que tienen. Otra de las motivaciones fue la experiencia positiva de sus hermanos que uno año antes incursionaron en el mismo cultivo con éxito.

En el **2013** La pareja recibió un segundo terreno (1000 m2, con riego) como herencia en este caso de los padres de Esperanza. Su interés era ampliar la producción de flores, sin embargo la comunidad de Santa Rosa de Pingulmí **impide la instalación de florícolas** en su territorio. Esto les ha frenado ampliar la producción de flores. Actualmente la utilización de la parcela de 1000 m2 está dada a la madre de Esperanza que cultiva maíz para auto consumo.

Hace algunos años la comunidad de Santa Rosa de Pingulmí decidió prohibir el asentamiento de florícolas en su territorio bajo la justificación de evitar la contaminación (agua, suelo, aire) provocada por la producción de flores que es conocida por una alta utilización de agrotóxicos. En este caso las estructura comunitaria resta autonomía de decisión individual justificado en el bienestar colectivo. La entrevistada tiene una visión negativa de la actuación de la dirigencia comunitaria, sobre todo con los más jóvenes a los que se les carga muchas responsabilidades.

Proyecto Futuro

Ampliar la producción de flores, presionar a la comunidad para que les deje utilizar el terreno, si no venderlo para adquirir otro en otra comunidad. En conjunto con la Familia de Edwin quieren alcanzar volúmenes más altos de producción extendiendo la superficie de cultivo para intentar exportar directamente. Hoy en día son proveedores de exportadoras, o de plantaciones, y consideran que los precios son muy bajos .

LA ALIMENTACIÓN

El acceso de la entidad social a productos para la alimentación es totalmente ligada al mercado. Reciben algunos productos por parte de la familia, pero son poco significativos en el conjunto de la dieta. Una alimentación dependiente del ingreso.

La alimentación de la familia desde que se formó no presenta muchos cambios. El principal cambio hace unos años es mayor presencia de frutas para el hijo.

ANNEXES

4. AUTONOMÍA CAMPESINA MIRADA DESDE EL SISTEMA DE PRODUCCIÓN

RECURSOS DE PRODUCÍON AGUA Y TIERRA

Para este sistema la superficie que cuenta al momento la encuentran suficiente, sin embargo en su proyecto **futuro** de ampliación tienen dos limitantes:

- Cuentan con un terreno en el que no pueden instalar flores por reglamentación de la comunidad. Esperanza dice que cuando son las empresas grandes no hay problema con que se instalen en la zona, pero cuando es la gente de la comunidad que tiene un proyecto, en lugar de apoyar se le pone freno. Podría ser que con las empresas sean más flexibles por la generación de empleo, en cambio las florícolas que instalan los propios campesinos generalmente utiliza mano de obra familiar.

1.

- Los dos terrenos tienen acceso agua, pero es limitada para la producción de flores, por lo que es necesario construir reservorios. Para asegurar la estabilidad del acceso. No tienen mayores conflictos con el acceso al agua porque el resto de comuneros no hacen siempre uso del agua de riego, entonces hay mayor disponibilidad, pero si la comunidad. en otras comunidades donde la agricultura tienen mayor importancia económica hay disputas entre los floricultores pequeños y grandes y el resto de campesinos. El proyecto de crecimiento podría estar limitado no solo por el acceso a la tierra si sobre todo al agua.

2.

ANNEXES

3. MOVILIZACION DE RECURSOS PARA EL PROCESO PRODUCTIVO

Actividad	Superficie ha	Descripción	Monto Usd	Fuente de financiamiento	Estructura de la Vía
Inversión para la instalación	0.1	-Invernadero (estructura de madera) -Sistema de Riego por goteo -Platas -Preparación de camas (incorporación de materia orgánica) -Construcción reservorio El cambio de plantas se hace a los 7-8 años	10 000	-Préstamo (entidad formal) -Ahorros	Mercado El acceso a estos canales se lo puede hacer entregando garantías y justificando un ingreso suficiente para el préstamo
Fertilización		Fertiirrigación /diaria Fertilización foliar /una o dos veces/mes Cada 6 meses se aplica materia orgánica	7000	-La venta de las flores -crédito en las tiendas de insumos	Mercado La mayoría de productos son de fácil acceso
Control Sanitario		Se controla una o dos veces por mes		La venta de las flores -crédito en las tiendas de insumos	
Deshierba /Podas desyeme		Manual Cada ocho días		Mano de obra familiar. Con sus hermanos que también tienen una invernadero de flores se apoyan para manejar los invernadero el de Edwin de 1000 m2 y el de sus hermanos de 2000 m2	Intercambio no mercantil
Cosecha		Manual diaria		Mano de obra familiar	

Es un sistema altamente dependiente del mercado, tanto el funcionamiento como la inversión están sujetas al mercado, exceptuando la mano de obra. El salario de Esperanza fue el respaldo del crédito y ayudó a soportar la economía familiar hasta que la actividad florícola generara los primeros ingresos. Sin el respaldo de la actividad asalariada de Esperanza quizás no hubiese sido emprender en la floricultura.

FLEXIBILIDAD EN LA DEPENDENCIA DE INSUMOS

El itinerario técnico es bastante rígido, sobre todo en lo que se refiere a fertilización química, y control sanitario.

¨Nosotros tenemos todos los días planificado que es lo que se tiene que hacer, si hay que fumigar hay que fumigar no importa lo que pase, si nos descuidamos podemos perder todo Edwin

LA GESTIÓN DE PROBLEMAS EN LA PRODUCCIÓN

Cuando hay un problema nuevo con las flores consulta con el ingeniero agrícola de la florícola donde trabajaba, o con alguno de los ingenieros agrícolas de las plantaciones a las que les vende la flor.

A veces consulta en las tiendas de insumos los productos nuevos que salen, pero consulta con los ingenieros agrónomos de las florícolas antes de usarlos.

Algunas veces las florícolas grandes con las que se tiene relación les invitan a las capacitaciones. Son capacitaciones que a ellos les dan las casas de productos químicos sobre todo SYNGENTA

Los canales para resolver los problemas técnicos que se le presentan siempre están ligados a las florícolas grandes y a la utilización de insumos externos.

El acceso a la capacitación depende de la floricultura y es una capacitación NO INDEPENDIENTE, seguramente si es impartida por las casas vendedora de productos químicos tienen un fin comercial. Esto solo vuelve al sistema más dependiente del mercado.

La iniciativa de ensayar nuevas vías se puede ver limitada por el riesgo.

CAPACIDAD DE CONTROLAR EL VALOR AGREGADO

Edwin y sus hermanos vende tiene un cliente fijo y tres a los que se les vende de vez en cuando (dos – tres veces por semana)

Decisión del precio

El precio está entre 0.18 – 0.25 centavos de dólar depende del mercado internacional de cuanto le paguen a la finca, del mercado al que va a enviar el que exporta. Con el problema del mercado Ruso ya los precios no son tan buenos.

El precio no se negocia porque depende del precio

.

que les imponga el mercado afuera

Se necesita vender la flor inmediatamente luego del corte porque no tienen sistema de enfriamiento, por lo tanto se vende al precio que les den para no perder.

Se enfrentan a una cadena larga de varios intermediarios hasta llegar al consumidor final.

RECURSOS TERRITORIALES QUE APOYAN EL PORCESO PRODUCTIVO

Acción colectiva

Entre los productores campesinos no existe ninguna asociación de floricultores, solo los grandes floricultores están asociados a través de EXPOFLORES

No hay ninguna política pública que apoyo a los productores, únicamente para los exportadores dicen hay incentivos fiscales.

Son las florícolas grandes que se transforman en el apoyo del floricultor campesino.

ANNEXES

5. LA SEGURIDAD ALIMENTARIA A NIVEL DE LA FAMILIA CAMPESINA (SA)

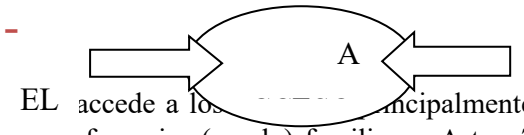
A través de la entrevista de seguridad alimentaria (Harrison G., 2003) realizadas la familia describe la situación de la alimentación familiar como: **suficiente** al hablar del acceso a comida en términos cuantitativos, es decir que satisfagan la condición psicológica del hambre de los miembros de la familia. A pesar de ser calificar como suficiente su acceso a la comida **no siempre de acuerdo a lo que quieren.** pesar de estar cerca de la carretera la movilización es difícil porque los buses que pasan por la comunidad vienen llenos desde Quito y no llevan a las personas de la comunidad. En la comunidad hay una tienda pero con poca diversidad.

Cuantitativamente	Cualitativamente
ALTA	MEDIA

Esta última por la dificultad en el acceso a los mercados desde la comunidad. A

ACCESO ALIMENTOS

Canales de Acceso



EL accede a los ncipalment MERCAD y una pequeña parte viene de transferencias (regalo) familiares. A través de este último canal principalmente acceden al maíz y fréjol una vez por año.

Composición del ingreso y peso del gasto alimentario

El ingreso mensual está compuesto de por el salario fijo de Esperanza de 850 usd y los ingresos de la floricultura alrededor de 1000 usd. El gasto en alimentación es de 300 dólares/mensuales

Composición del Ingreso		**Gasto alimentación**		**Peso de la alimentación en el gasto**
Fuente	usd/ mes	Lugar	usd/ mes	%
Salario	850	Casa	300	24
Floricultura	1000	Restaurante	150	
TOTAL	1850	TOTAL	450	

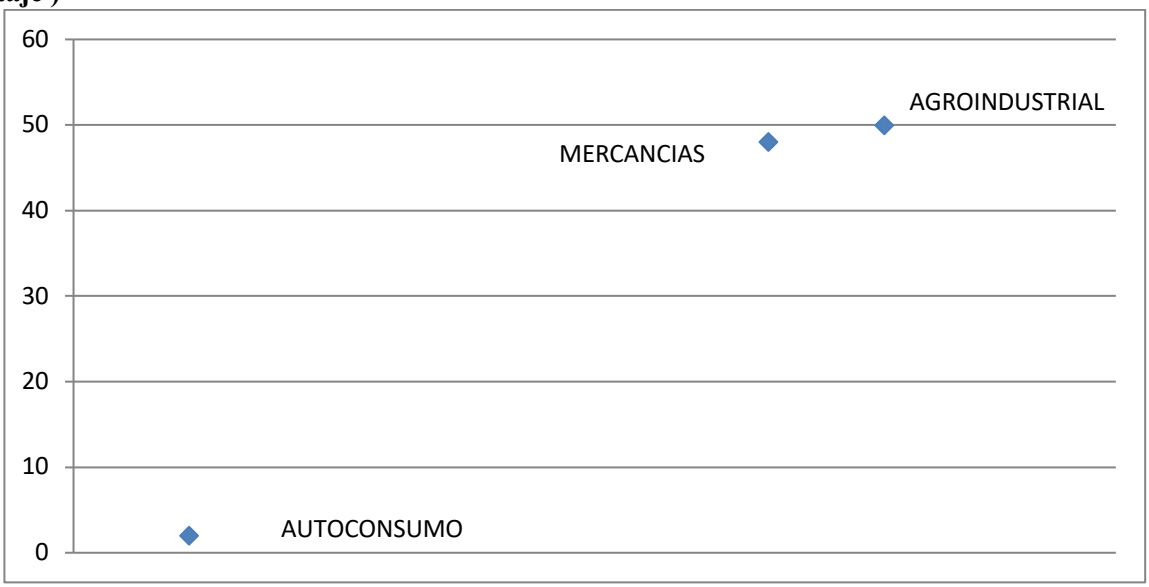
Los gastos en alimentación significan el 24% de los ingresos. Edwin y Esperanza almuerzan a diario fuera de la casa (restaurante) por sus actividades.

Un incremento en el ingreso a partir del 2010 que se estabilizó la producción de las flores, sin embargo se declara que la forma de alimentarse no ha cambiado, que ha aumentado los precios de los productos y por eso el gasto en los alimentos pero no se ha modificado la dieta q causa de esto. Lo único que ha variado es el incremento en las compra de frutas para su hijo.

Redes de solidaridad y transferencia de alimentos

Es mínimo el acceso de alimentos a través de este canal. Esperanza recibe básicamente maíz y fréjol una vez al año de su madre.

Gráfico.- Conexión del tipo especializado a diferentes modelos alimentario (en porcentaje)



DISPONIBILIDAD

Facilidad física en el acceso a los circuitos de abastecimiento

El centro poblado de Cayambe se encuentra a 20 minutos en bus de la comunidad. Sin embargo el transporte es limitado. A pesar de ser una de las vías principales en la conexión Quito – Cayambe los buses pasan cada 30 o 40 minutos muchas veces no parar en la comunidad. La comunidad cuenta con dos tiendas poco diversificadas. Esperanza compra ahí únicamente en caso de urgencia, es más caro.

Esperanza dice tener ganas de comprar a los pequeños productores que trabajan en las ferias (circuitos cortos) sin embargo no cree que son accesibles no sabe los días exactos en los que funcionan estas ferias, los horarios se cruzan con los horarios de trabajo, a la hora que sale del trabajo ya las ferias no están, además se ubican en lugares lejanos al centro de la ciudad.

A pesar de que hay acceso fácil a productos para la alimentación en forma general. Hay una dificultad logística para acceder a productos que Esperanza valora porque sus compañeros productores

Diversidad de modelos alimentario Acceso a diversos circuitos de abastecimiento que permitan una elección con libertad, de acuerdo a los valores de los consumidores.

La zona urbana de Cayambe cuenta con diversos centros de distribución de alimentos, entre los más importantes están: 3 supermercados (lógica agroindustrial); dos mercados de productos frescos (verduras, frutas, hortalizas, tubérculos, etc.), carnes, pescados y mariscos, uno de funcionamiento diario y otro semanal, que se abastecen dos de los más importantes centros de distribución del país (Mercado Mayorista y el Mercado Mayorista[225] de Ibarra)

Además de la existencia de modelos alimentarios de tipo agroindustrial y de mercancías están los modelos alternativos de proximidad. La modalidad son ferias semanales donde se

[225] Mercado Mayorista es la denominación utilizada para los centros de acopio de alimentos sobre todo primarios desde donde se abastecen a los diversos centros urbanos del país.

ofertan, directamente desde los productores, hortalizas, frutas, verduras, producidas en sistemas con prácticas agroecológicas. Para Esperanza la logística de este tipo circuitos no se ajusta q sus necesidades de horarios y de optimización de tiempo.

Autoproducción de alimentos -> condiciones para la autoproducción (agua, tierra, conocimiento, capital)

Es preferible utilizar la tierra para una actividad que genere ingresos. Los cultivos también necesitan trabajo y cuidado así sea para la alimentación y no hay tiempo. Por esa razón se entregó el terreno de la comunidad a la madre, porque ella se puede ocupar de eso ya que no tiene otra actividad y les entrega un poco en la cosecha. Esperanza ayuda en la producción pagando el tractor. Para no dejar la costumbre de sembrar y que la tierra no esté botada, pero dice que si no hubiera su madre que se encargue, ella no lo haría.

UITILIZACION DE ALIMENTOS

A través de la encuesta ¨Régimen Alimentario – Método de las 24 horas precedentes¨ realizada por seis ocasiones a la familia se evidencia una dieta compuesta de varios grupos de alimentos.

Tabla. Diferentes grupos de alimentos en la dieta de una familia especializado floricultor

DIA	Carbohidratos	Proteínas	Frutas	Verduras	Lácteos	Leguminosas
LUNES	X	X		X	X	
MARTES	X	X		X	X	
MIERCOLES	X	X	X	X	X	
JUEVES	X	X	X	X	X	
VIERNES	X	X	X		X	
SABADO	X	X				

Las proteínas y los carbohidratos están siempre presentes en la dieta. Tanto en el desayuno como en la merienda.

A pesar de que se menciona las verduras en realidad cantidades son bajas, las más utilizad, son la zanahoria en las sopas pocas cantidades, la cebolla, el tomate.

No hay consumo de leguminosas que para otros tipos de productores (proletarios) es importante

La diversidad al interior de los grupos

LACTEOS /HUEVOS	DIA						
	LUNES	MARTES	MIERCOLES	JUEVES	VIERNES	SABADO	DOMINGO
LECHE							
YOGUR							

HUEVOS							
QUESO							

CARNE	DIA						
	LUNES	MARTES	MIERCOLES	JUEVES	VIERNES	SABADO	DOMINGO
POLLO							
CERDO							
RES							
CUY							
VICERAS							

CEREALES	DIA						
	LUNES	MARTES	MIERCOLES	JUEVES	VIERNES	SABADO	DOMINGO
HARINA TRIGO							
HARINA DE HABA							
HARINA DE MAIZ							
PAN							
CEBADA							
QUINUA							
ARROZ							
FIDEOS							
UCHUJACU							
AVENA							

FRUTAS	DIA						
	LUNES	MARTES	MIERCOLES	JUEVES	VIERNES	SABADO	DOMINGO
NARANJAS							
TOMATE DE ARBOL							

ANNEXES

BANANO							
MANZANAS							
PIÑA							
PAPAYA							
NARANJILLA							
MANDARINA							
FRUTILLAS							

TIBERCULO/ PLATANO/YUCA	DIA						
	LUNES	MARTES	MIERCOLES	JUEVES	VIERNES	SABADO	DOMINGO
PLATANO VERDE							
MADURO/MAQUEÑO							
YUCA							
PAPA							

En cuanto a la naturaleza de los productos utilizados en la dieta, la mayor proporción son primarios.

Los únicos productos elaborados son los fideos.

La alimentación y sus representaciones, es decir la forma en que los comedores conciben los vínculos entre la alimentación y la salud, el placer, y otros valores como la cultura o la identidad.

- Equilibrio de la comida, Esperanza dice que trata de llevar una dieta equilibra entre la comida *chatarra* y la comida *sana*. Por eso dice conserva la práctica de comer lenteja, y hace ensaladas. Sin embargo como en las encuestas de la dieta de las 24 horas precedentes no se reportaron ensaladas, ni leguminosas. La concepción de lo *sano* está ligado al consumo de verduras.
- Esperanza dice que hoy en día la gente no tiene conciencia sobre la alimentación, que hoy en día se come lo que hay, lo más fácil, el gusto manda mucho. No se piensa en lo que es nutritivo o no, ya no se toma en cuenta la cultura, ni la soberanía alimentaria. Los valores sobre la comida han cambiado, ahora hay otros factores en la decisión.
- Esperanza dice que se debería comprar los alimentos a los pequeños productores, pero que las nuevas dinámicas (trabajo) hace que se busque lo más rápido, ósea el supermercado.
- Lastimosamente dice Esperanza que lastimosamente la dinámica de la mayoría de gente no es la solidaridad al momento de comprar, si no que se prioriza lo barato y el tiempo. A pesar de haber una reflexión sobre la solidaridad que puede suscitar a través de la compra de alimentos, de nuestros hábitos de consumo alimentario como una forma de fortalecer la soberanía alimentaria, y de lo nutritivo o sano al momento de alimentarse, en la práctica las motivaciones que más pesan para escoger los alimentos y donde adquirirlos es el tiempo.

ANNEXES

-

ESTABILIDAD

Riesgos en el ingreso

En el corto plazo hay estabilidad del ingreso. Puede haber riesgos con la producción de flores debido el actual contexto de crisis del sector.

Riesgo en el acceso físico a los canales de abastecimiento

No se ven limitaciones en el acceso a los centros de abastecimiento.

Estacionalidad de la producción /abastecimiento

A la ciudad de Cayambe llegan productos de todas partes del país. No existe una estacionalidad de productos en el mercado, hay un abastecimiento constante, lo que pueden variar son los precios por la estacionalidad, pero aparentemente a esta entidad social es un factor que no le afectaría por el nivel de ingreso.

6. EL ESPACIO ALIMENTARIO A TRAVÉS DE LAS PRACTICAS DOMESTICAS

4. LA COMPRA DE PRODUCTOS PARA LA ALIMENTACIÓN

Canasta	Racionalidad Subjetiva en la decisión de Compra								
Producto	Económica	Axiológica	Relacional	Identitaria	Compromiso	Tradicional	Técnica	Estética	
Arroz	■				■				tiempo, placer
Azúcar							■		base culinaria
Tallarin	■								tiempo
Fideo	■								tiempo
Canguil					■				placer
Maíz					■				placer
Tomate Riñon					■		■		place, base culinaria
Tomate de Arbol					■				placer
Naranjilla					■				placer
Papa chola					■		■		placer, base culinaria
Cebolla							■		
Acelga					■				nutritiva
Paiteña							■		base culinaria
Pimieto							■		base culinaria

Pollo									placer
Carne									placer
Fresas									placer
Uvas									placer
Plátano									placer
Naranjas									placer

La motivación declarada más frecuente al momento de escoger los productos tiene que ver con el compromiso con el cuerpo en términos del placer psicológico que genera uno u otro producto. Otra de las motivaciones es la económica, en el sentido de la economía del tiempo. Hay productos que han sustituidos otros tradicionales porque su preparación lleva menos tiempo es al caso del arroz, y del fideo. Esperanza compara hacer un plato con fideo y un plato con morocho, mientras el primero le lleva 30 minutos el segundo 3 horas.

Las motivaciones que prima en la decisión del lugar de adquisición de los productos son: el tiempo, la calidad.. Para Esperanza la calidad está relacionada con frescura y sanidad. Sin embargo el que domina es el tiempo, ella trata de hacer la menor cantidad de desplazamientos para hacer sus compras. En cuanto al factor económico (precios), ella dice que no ha tenido tiempo para comparar precios, pero que le parece que son lo mismo o que no hay mucha diferencia.

Tiene tres lugares de abastecimiento que están ubicados el uno junto al otro. Todas las frutas y verduras la compra en el mercado de Cayambe, la razón para ella es que son más frescos. Los productos transformados (yogur, fideos, quesos…) algunos granos (maíz, canguil) y las carnes las compra en un supermercado. Aunque estos productos también hay en el mercado, ella decide comprarlos en el supermercado por dos razones:

- las carnes por la calidad, las considera en mejores condiciones sanitarias que las del mercado
- Porque en su declaración de impuestos anual le favorece económicamente comparar en un lugar que emita facturas y en el mercado no se emite factura.

Las harinas, y el morocho son productos que adquiera en bodegas por la calidad de la harina, Esperanza dice que son frescas y que son molidas artesanalmente y que eso les da un sabor diferente al momento de cocinar.

Preparación y consumo de alimentos

RESPONSABLE	Mujer			
Tiempo dedicación a la preparación	2 horas	Desayuno	Almuerzo	Merienda
		0.5hora		1.5 horas

Esperanza es la principal responsable de la preparación de los alimentos. Sin embargo declara tener la ayuda de Edwin cuando ella tiene alguna actividad.

ANNEXES

Esperanza utiliza una hora y media al día para preparar los alimentos que se comen en la familia. Esperanza cocina en la tarde un plato principal (sopa o plato fuerte) que sirve como la cena de ese día y como desayuno del día siguiente.

El almuerzo, los tres miembros de la familia lo toman lugares diferentes, Edwin y Esperanza en cualquier restaurante cerca de sus lugares de trabajo, y su hijo luego de la Escuela va a la casa de la madre de Esperanza, ahí come a diario.

La estructura de las ingestas alimentarias

El desayuno.-

Desayuno	**Estructura 1**	**Plato Principal** Sopa o Plato fuerte[226]	**Bebida caliente** Infusión aromática	
	Estructura 2	Bebida Caliente Café o chocolate	Huevos	Pan

Se pueden presentar dos estructuras de desayuno. La deseada el primera. Compuesta por el mismo plato que la noche anterior y una bebida caliente.

La segunda estructura se da en la eventualidad de que la noche pasada no se haya cocinado en la casa.

El almuerzo.-

Cada integrante de la familia almuerza en diferente lugar. Edwin y Esperanza en restaurantes y su hijo en la casa de la madre de Esperanza.

La merienda.-

Merienda	**Estructura**	**Plato Principal** Sopa o Plato fuerte[227]	**Bebida caliente/fría** Infusión aromática o café o jugo de frutas

En cuanto a comidas que se realicen entre las comidas principales. No se declara una frecuencia establecida.

Esperanza dice que ella muy eventualmente toma un refrigerio. En cambio dice que Edwin siempre toma una cola con pan o un plátano con pan en la media mañana o en la media tarde.

El hijo de la pareja si hace ingestas a media mañana, en la escuela y en a la media tarde en la casa de la abuela.

Refrigerios	Esperanza	Media mañana	
		Media tarde	
	Edwin	Media mañana	Pan + plátano o cola
		Media tarde	
	Hijo	Media mañana	Yogur /pan con queso /jugo /fruta

[226] Es un plato que tiene como base un carbohidrato (principalmente arroz, papas, o pasta) junto a una proteína, una leguminosa, u otro carbohidrato y que puede presentar o no verduras.

[227] Es un plato que tiene como base un carbohidrato (principalmente arroz, papas, o pasta) junto a una proteína, una leguminosa, u otro carbohidrato y que puede presentar o no verduras.

		Media tarde	Fruta

En el caso del niño el refrigerio lo toma en la escuela. Esperanza dice que el refrigerio que se envía a la escuela es controlado por los profesores que no permiten que los padres envíen *comida chatarra* [228] a los niños. Recomiendan enviar frutas y alimentos preparados en la casa y que rescaten las costumbres.

[228] Por comida chatarra se entiende productos elaborados en la industrias como papas fritas, dulces, bebidas azucaradas.

ANNEXES

Anexo 29.

Matrice analytique pour la monographie étude de cas

Se presentan cuatro ejes para el análisis: Sistema de Producción y otras actividades y sus transformaciones; La Autonomía; La Seguridad Alimentaria; El Espacio social Alimentario.

1. *SISTEMA DE PRODUCCIÓN Y SUS TRANSFORMACIONES*

Variables a caracterizar:

1. Los recursos disponibles

   - Recursos naturales (tierra, agua, animales, genéticos)
   - Recursos *humanos* (salud, edad, género, conocimientos)
   - Recursos materiales (equipos, infraestructura, herramientas)
   - Recursos Financieros (ahorros, acceso al crédito)
   - Recursos Sociales (formas de solidaridad, inserción en redes y organizaciones sociales)

2. Determinantes en las transformaciones del sistema de actividad

   - Política Pública (agrícolas)
   - Mercado
   - Acceso a Recursos

2. *AUTONOMÍA CAMPESINA*

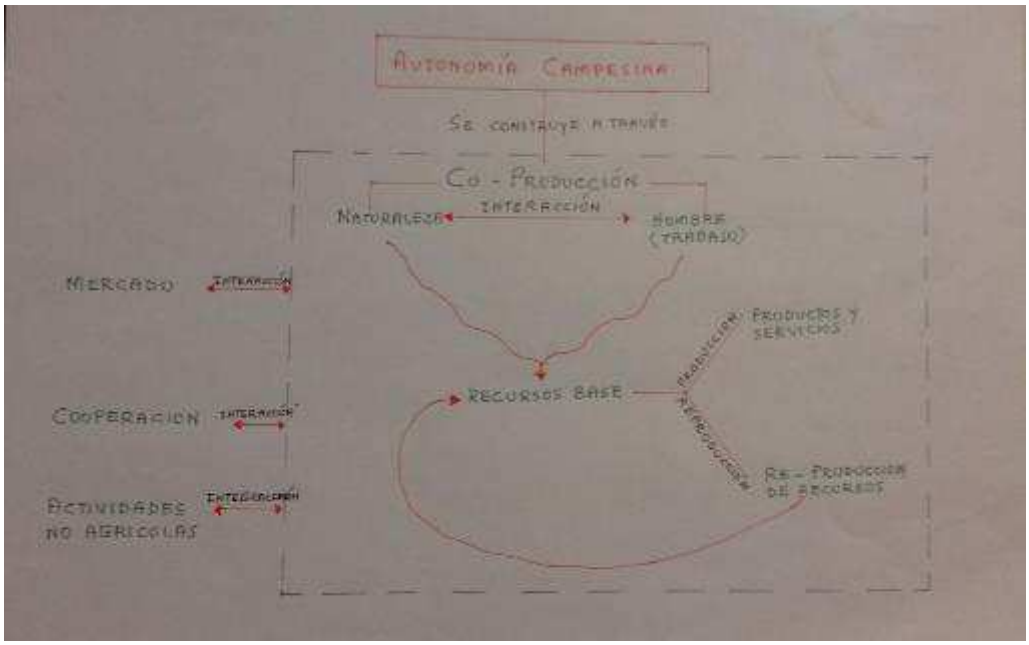
En el campesinado la autonomía se construye a través en la **interacción naturaleza – hombre (co-producción)**. Al hablar de naturaleza se hace referencia a la tierra, al agua, a las especies vegetales y animales, ciclos ecológicos, etc. Mientras que al referirnos al hombre se toma en consideración la inversión de trabajo (edificaciones, sistemas der riego, terrazas), el conocimiento, las redes sociales, el acceso a mercados. Además del recurso natural y social en la co-producción es moldeada por las interacciones con el mercado, los modos de cooperación y las actividades no agrícolas. Las características de este proceso de co-producción dan lugar a diferentes estilos de producción y diversos niveles de autonomía.

Como insumo y producto de la co-producción se encuentran los **recursos base**, elemento fundamental en el fortalecimiento de la autonomía. A través de la interacción hombre – naturaleza en la agricultura campesina se da origen por un lado a la producción de una gama de productos y servicios, y por otro lado a reproducción de recursos base cuya evolución participa a la generación de una condición de mayor o menor dependencia. Tanto la acción colectiva como las redes sociales (formas de cooperación) pueden contribuir a una evolución positiva del recurso base

ANNEXES

En la interacción entre naturaleza-hombre y el resultado esta co-producción, la **relación con el mercado, las formas de cooperación** (acción colectiva, redes sociales) y la vinculación de los campesinos a **otras actividades** son determinantes. En la producción está dada por un conjunto de procesos en los que se movilizan recursos (sociales y naturales), se convierte recursos en productos finales para luego comercializarlos y re – utilizarlos, cada una de estas fases está en mayor o menor medida relacionada con el mercado. La cooperación puede jugar un rol importante para el fortalecimiento del acceso y control (riego, tierra) de recursos bases, pero también para el fortalecimiento de los conocimientos necesario en la co-producción. La participación del campesino en otras actividades no agrícolas (pluriactividad) puede contribuir no solo a complementar el ingreso para la subsistencia de la familia, sino además puede ser una fuente de inversión, evitando el endeudamiento y disminuyendo el riego de perder recursos base.

Esquema. El proceso de co-producción y sus elementos



Variables:

1. Características de la Co-producción – Metabolismo
   - Interacción entre la naturaleza hombre (trabajo)
   - Resultado de la co-producción: productos /servicios y re-producción
2. El mercado en la co-producción

Movilización de recursos			
Recurso	Vía Mercado	Vía (re) Generación	Vía Intercambios socialmente regulados
Fertilizante			
Semillas			
Mano de Obra			

Capital de trabajo			
Maquinaria			
Infraestructura			

Comercialización y Re-utilización		
Producto	Comercialización	Re utilización – Re generación

3. Formas de Cooperación

4. Actividades no Agrícolas

Destino	
Al consumo	Fortalecer el recursos base

5. LA SEGURIDAD ALIMENTARIA A NIVEL DE LA FAMILIA CAMPESINA (SA)

La seguridad alimentaria es un concepto construido desde el ámbito internacional la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura FAO, durante la cumbre de la alimentación y nutrición, en Roma, en 1996. La Seguridad Alimentaria se define como:

"La Seguridad Alimentaria es el estado en el cual todas las personas gozan, en forma *oportuna y permanente*, de *acceso a los alimentos* que necesitan en *cantidad y calidad*, para su adecuado *consumo y utilización biológica*, garantizándoles un estado de bienestar que contribuya al desarrollo humano"

La seguridad alimentaria es analizada a diferentes escalas, en este caso la caracterización se la hace a nivel del hogar campesino, entendiendo que las condiciones en las que se encuentran inmersos estos hogares a diferentes escalas (local, nacional, global) modelan la seguridad alimentaria familiar. A escala familiar, el término "seguridad alimentaria" se abre a una serie de significados que tienen que ver no sólo con la disponibilidad de alimentos y el poder de compra de la población en cuestión, sino con las estrategias (económicas, ecológicas, sociales) de las personas para hacerse de ellos, así como con sus preferencias y costumbres alimentarias. Es decir, la seguridad alimentaria pasa por un acto de elección consciente que echa mano de la información disponible (Oseguera Parra et al., 2009)

Los pilares de la seguridad alimentaria son: **la disponibilidad, el acceso, la utilización y la estabilidad** (FAO 2006).En una perspectiva de sustentabilidad y vistos los productores campesinos en su rol de consumidores de alimentos, la oferta de alimentos debe reposar sobre modos de producción y distribución que permitan la renovación y fortalecimiento de los recurso base, y retener la mayor parte del excedente económico producido (Rodríguez et al. 2002). A esta

visión de modos de producción y comercialización que permita la renovación de los recursos y una remuneración a los productores (Touzard 2014) la llama ¨sécurisation alimentaire¨.

La disponibilidad, tienen que ver con la existencia en cantidad y variedad de alimentos. Esta tiene que ver con la estructura productiva agropecuaria; los sistemas de comercialización; transformación, sistemas de conservación y almacenamiento, factores productivos como la tierra, crédito, agua, tecnología, recurso humano; las condiciones ecosistémicas (clima, recursos genéticos y biodiversidad); las políticas de producción y comercio; las relaciones económicas, sociales y políticas entre actores. Es decir con el sistema alimentario del que hace parte una sociedad.

Variables:

- Facilidad física en el acceso a los circuitos de abastecimiento.
- Autoproducción de alimentos -> condiciones para la autoproducción (agua, tierra, conocimiento, capital)
- Acceso a diversos circuitos de abastecimiento que permitan una elección con libertad, de acuerdo a los valores de los consumidores.

El acceso, tiene que ver con la concretización material del acceso. Está relacionado con los ingresos de una familia, con el autoconsumo. Es la capacidad de una población, en este caso la familia, para adquirir suficientes y variados alimentos para cubrir sus necesidades nutricionales. Ya sea que los adquiera por medio de la producción doméstica, las actividades generadoras de ingresos o las transferencias desde la sociedad a través del estado o de vínculos de solidaridad u otras formas no mercantiles.

Variables

- Composición del ingreso, peso en el gasto alimentario
- Redes de solidaridad (transferencia de alimentos)
- Caracterización del autoconsumo

La utilización, por un lado se refiere a un consumo que responda a las necesidades nutricionales, a la diversidad, la cultura, las preferencias alimentarias y la inocuidad de los alimentos Por otro lado toma en cuenta las condiciones de salud de la población que tienen directa influencia sobre la condición nutricional.

La utilización puede estar influenciada por la cultura, el gusto, el conocimiento, y la información, además de las condiciones de acceso.

Variables

- Diversidad de grupos alimentarios en la dieta diaria
- Tipo de productos presentes en la dieta (procesados, primarios, procesados artesanales)
- La alimentación y sus representaciones, es decir la forma en que los *comedores* conciben los vínculos entre la alimentación y la salud, el placer, y otros valores como la cultura o la identidad.

Estabilidad, es transversal a los otros pilares y se refiere a la constancia en el acceso a los alimentos, que podría estar amenazada por crisis repentinas o acontecimientos cíclicos.

Variables

- Riesgo de cambios en el ingreso económico
- Estacionalidad de la producción
- Riesgo en el acceso físico a los canales de absatecimiento

6. *EL ESPACIO SOCIAL ALIMENTARIO*

Para el estudiar los modelos alimentarios Poulain (2002) propone la herramienta analítica del *espacio social alimentario,* compuesto de seis dimensiones, en lo marco-meso social: el espacio de lo comible, el espacio del sistema alimentario, y el espacio de la diferenciación social, mientras que a nivel micro social están: el espacio culinario, el espacio de los hábitos de consumo y la temporalidad alimentaria.

Las vías de acceso para el estudio del espacio social alimentario son de cuatro órdenes: el estudio de la disponibilidad alimentaria a la escala del estado, la compra de alimentos analizadas por categoría social, las prácticas domesticas de compra, de preparación y de consumo (*ibíd.).*

A nivel de la familia campesina, se propone hacer una entrada a partir de las prácticas.

Las prácticas domésticas.- es una entrada al fenómeno alimentario a nivel del hogar. Comprende **las prácticas de compra**, **de autoproducción**, **de preparación** y de consumo alimentario. Integra el hecho de que un hogar es una unidad de consumo pero también de auto producción tanto de productos brutos como culinarios (platos). Incluye la preparación de los alimentos,

Practica	Componentes	Descriptores
Practicas domesticas	Compra	Delegación de la decisión y del acto de compra de alimentos Composición de la canasta de alimentos familiar. Racionalidad para la compra. Lugar de la compra y racionalidad Frecuencia de compra.
	Auto-producción	Productos producidos para el autoconsumo. Diferenciación en las prácticas productivas relacionadas con cultivos de autoconsumo Racionalidad en la decisión para la producción de autoconsumo.

		Delegación de la producción de autoconsumo.
	Preparación de alimentos	División sexual del trabajo de preparación de los alimentos Tiempo utilizado en la preparación cotidiana de alimentos. Productos utilizados para la preparación de alimentos (primarios, semi elaborados, listos para el consumo) Estructura de la ingesta alimentaria (por día, por ingesta)
	Almacenamiento	Productos almacenados

Annexe 30.

Exemple de remplissage du rappel de 24h pour une famille paysanne

Código Lugar Productor EP20 chambitotal T3

Primera Toma (miércoles 11 de marzo 2015)																			
Desayuno				Refrigerio				Almuerzo				Refrigerio				Cena			
Alimento (nombre plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia
Sopa de morocho	casa	morocho		chochos con tostado	casa	chochos	MT	Sopa de chocllo con carne	Casa	papas	UPA					Lo mismo que el almuerzo	casa		
		leche	UPA			maíz	UPA			carne de res	MT					agua de menta	casa	menta	UPA
		sal	MT			cebolla	MT			zanahoria	MT							azúcar	MT
		cebolla larga	MT			sal	MT			chocllo	UPA								
		queso	MT			manteca	MT			sal	MT								
avena	casa	avena	MT							culantro	UPA								
		azúcar	MT							aceite	MS								
		naranjilla	MT							ajo	MT								
Segunda Toma (martes 17 de marzo 2015)																			
Desayuno				Refrigerio				Almuerzo				Refrigerio				Cena			

Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia
Arroz de trigo	casa	trigo	UPA	tostado	casa	maíz	RIR	Colada de haba	casa	harina de haba	UPA					colada de haba	casa	harina de haba	UPA
		sal	MT			cebolla	UPA			sal	MT							sal	MT
		aceite	MT			sal	MT			papas	RIR							papas	RIR
		cebolla larga	UPA			aceite	MT			ceboll a	UPA							cebolla	UPA
		papas	MT					Agua de menta	casa	menta	MT							menta	MT
pan			MT							panela	MT					agua de panela	casa	panela	MT

Tercera Toma (lunes 23 marzo 2015)

Desayuno				Refrigerio				Almuerzo				Refrigerio				Cena			
Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia
machica	casa	leche	MT					papas con pollo	casa	pollo	MT					morocho dulce		morocho	RIR
		panela	MT							papas	MT							panela	MT
		harina de cebada	UPA							sal	MT							canela	MT
pan		pan	MT							aceite	MT					empanadas		harina de trigo	UPA

huevo		sal	MT					coca cola		bebida azucarada	MT							queso	MT
																		aceite	MT
																		sal	MT
		huevo	MT															huevo	MT

Cuarta Toma (viernes 3 de abril 2015)																			
Desayuno				Refrigerio				Almuerzo				Refrigerio				Cena			
Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia
avena	casa	avena	MT					habas mellocos papas y borrego	casa	habas	UPA					arroz de cebada	casa	alverja	UPA
		panela	MT							mellocos	UPA							cebada	UPA
		naranjilla	MT							papas	MT							cebolla	UPA
		canela	MT							carne de borrego	MT							sal	MT
pan		pan	MT							sal	MT					pan		pan	MT
										aceite	MT								
Quinta Toma (lunes 6 de abril 2015)																			
Desayuno				Refrigerio				Almuerzo				Refrigerio				Cena			
Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia	Alimento (nombre del plato)	Lugar preparación/consumo)	Lista de productos	Procedencia
arroz con mellocos	casa	mellocos	UPA	habas con sal	casa	haba	UPA	Uchujacu	casa	harina uchujacu	MT	cola y pan	fuera de casa	bebida azucarada	MT	Uchujacu	casa	harina uchujacu	MT
		cebolla larga	UPA			sal	MT			sal	MT			pan	MT			sal	MT
		tomate	MT							cebolla	UPA							cebolla	UPA

		huevo	MT							papas	MT							papas	MT
		arroz	MT					tostado		maíz	RIR					tostado		maíz	RIR
		sal	MT							sal	MT							sal	MT
avena	casa	avena	MT							cebolla	UPA							cebolla	UPA
		panela	MT					limonada		panela	MT					agua de sunfo		sunfo	UPA
		naranjilla	MT							limones	MT							azúcar	MT

Categoría	Código	nivel 1	Código	nivel 2
Autoproducción	UPA			
Mercado	M	Tradicional	MT	tiendas
				bodegas
				mercados
				camiones ambulantes
		Supermercados	MS	AKI-Santa María-TIA
		Circuito Corto	MCC	ferrias agroecológicas
Reciprocidad e Intercambio	RI	trueque**	RIT	
		reciprocidad	RIR	chuchir***
				don****
				ración*****

*Unidad de producción agrícola
** intercambio de alimentos
*** reclección de restos de cosechas
**** es la entrega de alimentos principalmente entre familia como señal de solidaridad
*****entrega de alimentos por ayuda en las labores agrícolas

ANNEXES

Annexe 31.

Calendrier pris pour le rappel alimentaire 24 heures

Famille	2015																																										
	Janvier				Fevrier				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre				Novembre				Décembre			
	Semaine																																											
P01			-16	-28	-03		-16	-26																																			
P02	-05	-13	-21	-29	-06																																						
P03						-10	-18	-26	-06	-09																																		
P04				-26	-03	-11	-19	-27																																			
P05						-13	-16	24	-04	-09																																		
P06										-11	-17	-26	-06	-17																														
P07	-08	-13	-23	-28		-09																																					
P08								-23	-03	-12	-18	-27																																
P09	-06	-14	-19	-29	-06																																						
P10								-27	-05	-11	-17	-23																																
P11							-17	-25	-05	-06	-09																																		
P12														-14	-22	-30	-01	-11																									
P13													-06	-14	-22	-30	-01																										
P14	-09	-15	-21	-27	-02																																						

ANNEXES

Famille	2015																																										
	Janvier				Fevrier				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre				Novembre				Décembre			
	Semaine																																											
P15																		-11	-19	-27	-04	-12																						
P16															-24	-30	-05	-14	-20																								
P17			-16	-28	-03	-12	-16																																				
P18									-02	-10	-19	-27	-01																														
P19																	-06	-14	-22		-01	-09																						
P20	-05	-13	-21	-29	-06																																						
P21						-10	-18	-26		-09	-20																																
P22								-23	-03	-11	-19	-27																																
P23														-13	-21	-29	-01	-07																									
P24																					-03	-11	-19	-29	-07																			
P25																					-05	-11	-17	-23	-06																			
P26	-06	-14	-22	-30		-09																																					
P27						-13	-19	-25	-03		-16																																
P28															-20	-28	-06	-14		-29																							
P29																	-04	-12	-20	-28	-05																							
P30	-08		-23	-28	-02	-09																																					

ANNEXES

Famille	2015																																							
	Janvier				Fevrier				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre				Novembre				Décembre			
	Semaine																																											
P31										-11	-17	-23		-10	-20																													
P32														-15	-23	-01		-11	-19																									
P33																					-08	-16	-24	-02	-10																			
P34								-27	-05	-11	-17	-23																																	
P35															-20	-28	-07	-13	-22																									
P36																						-18	-26	-07	-13	-22																	
P37																															-01	-09	-17	-25	-05								
P38																					-10	-18	-26	-06	-14																		
P39																								-01	-06	-14	-23	-31															
P40																															-03	-11	-21	-29	-07								
P41																															-07		-23	-29	-02		-22						
P42																													-21	-24	-01				-01	-16							
P43																									-16	-24	-29	-10	-18														
P44																																			-02	-12	-20	-18	-05				
P45																																					-19	-27	-05	-13	-17			
P46																																				-12	-20	28	-05	-13				

ANNEXES

Famille	2015																																											
	Janvier				Fevrier				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre				Novembre				Décembre			
	Semaine																																												
P47																					-10	-18	-26	-06	-14																					
P48																																									-11	-19	-27	-07	-15		
P49																																			-01	-09	-14	-20		-09						
P50																																			-05		-13	-22	-04		-20					
P51																																							-06	-12	-18	-24	-07			
P52																																	-07	-15	-23	-01	-09									
P53																																								-11	-19	-27	-07	-15		
P54																																				-14	-22	-30		-09	-17					
P55																																	-11	-15	-23	-05	-13									
P56																																						-26		-10	-18	-26	-04			
P57																																			-07	-15	-23			-09	-17					
P58																																			-02	-05	-13					-25	04			
P59																																			-28	-06	-14	-22	-30							
P60																																						-30	-05	-11	-17	-23				
P61																																						-20	-04	-12			-07	-11		
P62																																			-02	-12	-20	-28	-05							

ANNEXES

Famille	2015																																											
	Janvier				Fevrier				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre				Novembre				Décembre			
	Semaine																																												
P63																																					-19	-27	-05	-13	-17					
P64																																				-14	-21	-29	-06	-09						
P65																																								-09	-17	-25	-03	-11		

rappel alimentaire 24 heures prise sur place

rappel alimentaire 24 heures prise par téléphone

La información recogida en los recordatorios de 24 horas nos proporcionan información a cerca de; i) el régimen alimentario de las familias entrevistadas (productos y platos de la cocina campesina); ii) estructura de las comidas (desayuno, almuerzo, cena, entre comidas…); iii) el espacio de la alimentación (lugar de consumo de alimentos de la familia en casa o fuera de casa); iv) el modo de obtención de los alimentos (producción, compra, trueque, regalo), se ha extraído la información correspondiente a i) y iv) para analizar las prácticas alimentarias, en los distintos sistemas de actividad campesinos, en relación con su participación en la autonomía productiva y alimentaria campesina.

Se creó una base de datos en Excel en la que se extrajo, para cada familia campesina, los productos utilizados en la preparación de los platos y bebidas, reportadas en los recordatorios de 24 horas, y su procedencia.

1. Estructura de la base de datos

En una pri**mera fase**, los datos recogidos en el reporte de 24 horas se registraron en Excel. Se creo una base en donde se colocaron las 65 familias, en las que se aplicó el reporte de 24 horas por 5 ocasiones. Para cada familia se construyeron dos bloques de datos 1) el primero con datos de caracterización de cada familia (tipología del sistema de actividad; zona geográfica; rango de edad de lasa cabezas de familia; presencia de niños en la familia; presencia o no de actividades económicas exteriores a la UPA; vínculo con el movimiento agroecológico; trabajadoras florícolas; ingreso; superficie agrícola total; acceso al riego. 2) el segundo bloque se reportaron los productos utilizados en la preparación de los platos y bebidas; y los lugares de origen de cada uno de los productos. Estos datos fueron reportados en frecuencias, habiendo reportado en la base Excel por producto y por lugar de origen la frecuencia consolidada de los 5 reportes de 24 realizados por cada familia.

Descripción de cada uno de los campos tal como se presentan en la base de datos

- Código_familia: cada familia entrevistada recibió un código de identificación
- Tipo_productor: cada una de las familias campesina, hace parte de una tipología cuyas variables de caracterización son: i) características estructurales de la producción agrícola (acceso a tierra, riego, intensificación de capital); ii) sistema de cultivo; iii) cvinculación al mercado iv) Venta de fuerza de trabajo o servicios v) intensidad de la movilización de insumos sintéticos internos vi) vinculación en procesos de acción colectiva para la producción o consumo de alimentos vii) Presencia de autoconsumo

según la familia campesina. Siendo las variables diferenciadoras de los tipos de productores: a) Itinerario productivo (insumos, diversificación); b) intensidad de uso del uso de capital.

Código tipología	Significado
T1	Campesino especializados en un producto para el mercado y con producción para el autoconsumo
	Campesino especializado en un cultivo no tradicional y sin producción de autoconsumo
T2	Campesino proletarizado con producción agrícola marginal para el autoconsumo o el mercado
T3	Campesino con cultivos tradicionales diversificados para el mercado y el autoconsumo
T4	Campesinos agroecológicos

- Zona: esta dada por la altitud a la que se encuentra la mayor parte de la explotación agrícola de la familia campesina.

Zona	Altitud
B	≤3000
M	3000 - 3400
A	≥ 3401

- Edad_rango: Se refiere a la edad en la que se encuentran los jefes de cada familia campesina. Se dividió en tres rangos.

Código	Rango edad (años)
1	25 -35
2	36 - 50
3	≥ 51

- Presencia_ niños: indica si en la familia campesina hay o no integrantes menores de 11 años, sin importar el parentesco (hijos, nietos, sobrinos) con los jefes de familia, pero que de manera permanente (al menos 5 días a la semana) hagan sus tomas alimentarias en el seno de la familia entrevistada y/o que pernocte.

Código	**Significado**
0	No hay individuos menores de 11 años en la familia
1	Hay al menos un individuo menor de 11 años en la familia

- Actividad extra UPA: se refiere a otras actividades económicas fuera de la explotación agrícola de al menos uno de los jefes de familia. En función a las entrevistas de campo se ha clasificado la actividad de fuera de la explotación agrícola como: ausente, ninguno de los jefes de familia ha tenido una actividad fuera de la finca en el último año. Esporádica, al menos uno de los jefes de familia tienen una actividad extra explotación pero que no es regular (menos de 4 meses en el último año). Permanente (más de 4 meses durante el último año), al menos uno de los jefes de familia ha tenido una actividad extra explotación agrícola regular durante el último año.

ANNEXES

Código	Significado
0	Ausente
1	Esporádica
2	Permanente

- Vínculo mov_ agroeco: Especifica, según lo dicho por la familia campesina, si esta está de alguna manera vinculada al movimiento agroecológico .

Código	Significado
0	No hay vínculo
1	Si hay vínculo

- Trabajadora_floricultura: indica si en la familia campesina alguna de las jefas de familia es empleada en una empresa florícola.

Código	Significado
0	No
1	SI

- Ingreso: es un estimado de lo que una familia tendría mensualmente como ingreso. El cálculo del ingreso se hace anual para luego dividirlo para 12 meses. En el cálculo se suman los ingresos provenientes de la agricultura que no son necesariamente mensuales, depende del sistema de producción, el ingreso de otras actividades económicas, realizada por uno o los dos jefes de familia y los ingresos producto de bonos del estado o ayudas económicas que perciba la familia.
- SAT: superficie agrícola total, es la superficie total de la que se compone la Unidad de producción agrícola de la familia campesina. Se registra en hectáreas
- Acceso riego: se refiere al acceso parcial o total de la UPA al agua de riego.

Código	Significado
0	No
1	SI de forma total o parcial

En el segundo bloque, se presenta cada uno de los **productos utilizados en la alimentación de las familias.** Un total de 55 productos, de los 325 recordatorios de 24 horas. Para cada producto se registro el número de veces que este fue consumido por la familia. Junto a cada producto se encuentran los **canales potenciales de procedencia** de dicho producto. En estos canales identificados a partir de los reportes de 24 horas se

registran las frecuencias, es decir el número de veces que un producto fue adquirido a partir de uno u otro canal.

Código	Canal de procedencia	Observaciones aclaratorias
UPA	Unidad de explotación agrícola	Autoconsumo
MT	Mercado tradicional	En esta categoría se encuentran las tiendas, los mercados, las bodegas, los camiones de venta ambulante. Sistemas de abastecimiento de alimentos en los que intervienen varios agentes de comercio. Estos canales de aprovisionamiento son mencionadas en la historia larga de la zona de estudio, por eso los llamo tradicionales.
MCC	Mercados de circuito corto	El productor vende directamente sus productos a los consumidores. Esta es un canal de abastecimiento de alimentos reciente en la zona de estudio.
MS	Supermercados	Son grandes cadenas de venta de alimentos (aunque no solo) al por menor. Estos centros de abastecimiento son relativamente nuevos en la zona (no más de 10 años)
RIT	Intercambio Trueque	Es una relación de intercambio tradicional. Aquí se intercambian alimentos por alimentos
RIR	Intercambio reciprocidad	Las familia entre si entregan y reciben alimentos como forma de sostener las relaciones familiares y sociales que sirven de sostén en la cotidianidad de estas familias. Una familia también, puede recibir alimentos por haber contribuido a una actividad concreta por ejemplo la cosecha y recibir una ración de esta en agradecimiento, independientemente de recibir o no un pago económico.

En una **segunda fase**, en función de la matriz de operacionalización del análisis (§ 2.) se procesaron los datos de frecuencia de consumo de productos y frecuencia de procedencia.

2. <u>Matriz de operacionalización del análisis de los reportes de 24 horas</u>

Agrupadas en 4 dimensiones: dieta, abastecimiento, gasto alimentario y división sexual de la alimentación, se construyeron las siguientes variables para la operacionalización de un análisis estadístico descriptivo que de cuenta de las prácticas alimentarias, su relación con los sistemas de actividad campesinos y su aporte en las reconfiguraciones de la autonomía productiva y alimentaria campesina. Para el análisis estadístico, a las dimensiones creadas a partir de los datos de los reportes de 24 horas (dieta y abastecimiento) se les sumaron dos dimensiones (gasto alimentario y división sexual del trabajo) con los datos obtenidos de la entrevista comprensiva .

ANNEXES

- **Dimensión dieta:** Hace referencia a los productos primarios o transformados, locales o no que participan en la alimentación cotidiana de las familias campesinas. En esta dimensión se agrupan los siguientes descriptores: diversidad alimentaria; naturaleza de la alimentación; vinculación cultural; vinculación con el agroecosistema; vínculo con las dinámicas productivas locales.
    - *Diversidad alimentaria*, está definida como el número de grupos de alimentos consumidos en un período de referencia, en este caso 5 días. La diversidad de la dieta es un indicador de la calidad de la misma y por lo tanto un indicador útil para calificar la seguridad alimentaria [(Azadbakht & Ahmad 2012; Mirmiran et al. 2006; Cordero et al. 2016)], una débil diversidad es reconocida como una cusas de la malnutrición. El instrumento metodológico utilizado para el análisis de la diversidad alimentaria fue el HDDS (Household Dietary Diversity Score) (Swindale & Bilinsky 2006). Este es un indicador proxy del nivel socioeconómico del hogar *(ibíd.).*

      Para el cálculo de la HDDS se agrupó los productos recogidos en los reportes de 24 horas en 12 categorías de alimentos

Grupos de alimentos	Alimentos encontrados en campo
Lácteos	crema de leche, leche cruda, leche pasteurizada, queso, mantequilla y yogur.
Carnes	carnes de: borrego, cerdo, conejo, cuy, pollo, res, víceras y embutidos
Pescado y mariscos	fresco y enlatados (sardina, atún)
Huevos	huevos
Leguminosas frescas y secas	arveja, chocho, fréjol, habas lenteja, maní, vainita.
Frutas	aguacate, babaco, chamburo, frutilla, granadillas, guanábana, guayaba, limón, mandarina, manzana, mora, naranja, pepino, taxo, tomate de árbol, uvilla, arazá ,banano, mango, maracuyá, naranjilla, papaya, piña, uvas
Hortalizas:	acelga, achogchas, alfalfa, berros, brócoli, chayote, cebolla paiteña, cebolla larga, col, coliflor, espinaca, lechuga, nabo/papanabo, pepinillo, pimiento, rábano, remolacha, tomate riñón, zambo, zanahoria, zapallo, zuquini
Cereales	arroz, en grano fresco/seco o harina/ojuela: cebada, trigo, avena, maíz (morocho, mote, choclo), quinua, trigo, uchujacu, pan, fideos.
Tubérculos_raíces y plátanos	mashua, papa, melloco yuca, plátano verde y barraganete
Azúcares	azúcar de caña refinada, panela, miel de penco, miel de abeja.
Grasas	aceite de palma, manteca vegetal
Alimentos diversos	condimentos, procesados diversos (café, té, cocoa) hierbas bebidas azucaradas,

ANNEXES

Para calificar la diversidad, en cada familia, a cada grupo de alimentos se le asignó 1 (presente) o 0 (ausente) en función de la frecuencias de su consumo. Para que un grupo esté calificado como presente (1) al menos debe haber estado presente en la dieta 5 veces es decir de manera hipotética, una vez en cada uno de los 5 reportes de 24 horas. Luego de calificar a cada grupo alimentario como presente o ausente, se hace una sumatoria por familia para obtener el puntaje de diversidad.

HDDS = A+BC+D+E+F+G+H+I+J+K+L

Para calificar los niveles del HDDS no hay puntos límites establecidos en cuanto al número de grupos de alimentos, que indiquen el grado de diversidad alimentaria. Debido a esto con fines de análisis en este estudio sobre la base de la puntuación HDDS generamos una variable categórica con tres niveles.

Puntaje	Categoría	Código
≥ 9	Muy diversa	3
5 - 8	Medianamente diversa	2
≤ 4	Poco diversa	1

- *Naturaleza de la dieta,* se refiere al grado de procesamiento de los productos que participan en la dieta de las familias campesinas. En esta categoría se analiza la composición de la dieta de las familias en función de la participación de productos alimentarios procesados y no procesados. La Organización Panamericana de la Salud, clasifica a los alimentos por la naturaleza de su procesamiento en dos subcategorías: i) *productos naturales* (no procesados) y mínimamente procesados. Los primeros son aquellos productos de origen vegetal o animal que no han sufrido ninguna alteración de carácter físico o químico, mientras que los productos mínimamente procesados, son productos naturales que han sufrido transformaciones mínimas, como el molido o la pasteurización, sin que se les haya agregado substancias y sin que estos vean alterada su naturaleza (la leche pasteurizada, las harinas y el pan se encuentran agrupados en esta subcategoría. En el análisis de este grupo de alimentos naturales se han excluido todas las hierbas aromáticas y las especies que se utilizan como ingredientes culinarios para sazonar platos, los endulzantes miel y savia de penco, por no ser productos actores principales de la dieta. ii) *productos procesados*, son aquellos que han sufrido transformaciones tanto químicas como físicas, y a los que se les ha añadido substancias como: azúcar, sal, grasa, edulcorantes o aditivos. Se han excluido de esta subcategoría los ingredientes culinarios (aceite, manteca, levadura, mayonesa, sal, maggi, mezcla de

condimentos, azúcar, panela) pues la regularidad en su utilización, y el poco peso que tienen en la dieta, podría distorsionar el análisis. Lo que se incluyó en esta sub categoría son los lácteos procesados (crema de leche, mantequilla, queso, yogur), embutidos, los enlatados (atún, sardina), fideos y productos ultraprocesados (snacks, comidas listas, bebidas azucaradas).

Para cada familia se estableció un *índice de consumo de productos naturales ICPN* y *un índice de consumo de productos procesado ICPP*

Los índices expresados en porcentaje se calcularon:

$$ICPN = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de los productos naturales consumidos x 100}}{\text{Sumatoria total de las frecuencia de producto consumidos en la dieta}}$$

$$ICPP = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de los productos procesados consumidos x 100}}{\text{Sumatoria total de las frecuencia de producto consumidos en la dieta}}$$

- *Vinculación cultural de la dieta,* se refiere a la presencia, en la dieta de las familias campesinas, de productos considerados ingredientes principales en la elaboración de los platos reconocidos por ellos como tradicionales. Para la identificación de estos productos se tomó en cuenta la gastronomía cotidiana de las familias campesinas, para evitar los errores que pueden derivar de considerar la gastronomía festiva en la que participan productos cuyo consumo es principalmente festivo. En base revisión bibliográfica, entrevistas históricas sobre la alimentación y tres talleres realizados con actores colectivos (UNOPAC, Pueblo Kayambi, COINOC) del territorio Kayambi, se determinaron 13 productos de la dieta Kayambi que se consideran en este análisis como productos marcadores culturales.

mc* 1	cuy
mc 2	arveja fresca, seca, harina
mc 3	haba, fresca, seca y harina
mc 4	lenteja
mc 5	berros
mc 6	zambo
mc 7	cebada, en sus formas grano y harina incluye la machica y el pinol hechos con harina de cebada
mc 8	trigo en grano o en harina
mc 9	maíz en todas sus formar fresco, seco, y en harina, y sus variedades morocho, mote.
mc 10	uchujacu
mc 11	papas, incluyen las papas frescas y el almidón de papas,

mc_12	jícama
mc_13	oca

*marcador cultural

Para calificar el grado de vínculo de la dieta contemporánea de las familias campesina con lo auto calificado por ellas como dieta tradicional Kayambie se construyeron dos indicadores; i) *índice de presencia de productos marcadores culturales (IPMC),* que expresado en porcentaje expresa el peso de los productos denominados marcadores culturales con respecto de todos los productos que participan en la dieta;

$$IPMC = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de los productos marcadores culturales consumidos x 100}}{\text{Sumatoria total de las frecuencia de producto consumidos en la dieta*}}$$

*Para el conteo de frecuencias totales de los productos consumidos se excluyeron: las hierbas aromáticas y los ingredientes culinarios (aceite, manteca, levadura, mayonesa, sal, mezcla de condimentos, azúcar, panela).

ii) *puntaje de la diversidad de consumo de marcadores culturales (PDMC),* es un puntaje que va de 0 a 13 que estable el número de productos marcadores culturales declarados consumidos en los reportes de 24 horas por cada una de las familias. La presencia de cada producto marcador cultural fue puntuado con 1.

$$PDMC = mc_1 + mc_2 + mc3 + mc_4 + \ldots\ldots mc_13$$

- *Vinculación productiva de la dieta,* se refiere a la integración en la dieta de las familias campesinas de los productos considerados como emblemáticos de las dinámicas productivas contemporáneas, estos productos son la leche de vaca y la cebolla paiteña, este último no será tomado en cuanta pues en la cocina kayambie el uso que se le da corresponde más al de un condimento que a un producto central en la alimentación.

  El *índice de presencia de productos marcadores de las dinámicas productivas* (*IPMDP)* expresado en porcentaje, da cuenta del peso que los productos lácteos (leche y derivados) representan en la dieta global.

$$IPMDP = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de los productos marcadores dinámicas productivas x 100}}{\text{Sumatoria total de las frecuencias de productos consumidos en la dieta*}}$$

*Para el conteo de frecuencias totales de los productos consumidos se excluyeron: las hierbas aromáticas y los ingredientes culinarios (aceite, manteca, levadura, mayonesa, sal, mezcla de condimentos, azúcar, panela).

También se establece un indicador sobre el peso del consumo de productos lácteos procesados en relación al consumo total .

$$IPMDPprocesado = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de consumo de productos lácteos procesados x 100}}{\text{sumatoria total de las frecuencias de productos lácteos consumidos}}$$

- *Vinculación al agroecosistema de la dieta,* se refiere a la integración en la dieta de las familias campesinas de productos primarios vegetales que guarden relación con el agroecosistema. Esto quiere decir que sea posible de ser producidos en el territorio kayambi en condiciones naturales.

  El índice de presencia de productos marcadores de la relación con el agroecosistema (IPMAG), expresado en porcentaje da cuenta del peso de productos primarios que guardan relación con el agroecosistema kayambi en la dieta de las familias campesinas

$$IPMAG = \frac{\text{Sumatoria de las frecuencias de los productos marcadores del agroecosistema}}{\text{Sumatoria total de las frecuencia de producto consumidos en la dieta*}} \times 100$$

*productos primarios, sin incluir hierbas aromáticas ni productos culinarios, también se excluyen los productos animales a excepción de la leche cruda

- **Dimensión abastecimiento:** Hace referencia a los lugares de procedencia de los productos primarios o transformados, locales o no que participan en la alimentación cotidiana de las familias campesinas. Con las entrevistas comprensiva y los reportes de 24 horas se identificaron 6 canales de procedencia de los alimentos.

Código	Canal de procedencia	Naturaleza	Descripción
UPA	Unidad de explotación agrícola	No mercantil	Autoconsumo
RIT	Intercambio Trueque		Es una relación de intercambio tradicional. Aquí se intercambian alimentos por alimentos
RIR	Intercambio reciprocidad		Las familia entre si entregan y reciben alimentos como forma de sostener las relaciones familiares y sociales que sirven de sostén en la cotidianidad de estas familias. Una familia también, puede recibir alimentos por haber contribuido a una actividad concreta por ejemplo la cosecha y recibir una ración de esta en agradecimiento, independientemente de recibir o no un pago económico.
MT	Mercado tradicional	Mercantil	En esta categoría se encuentran las tiendas, los mercados, las bodegas, los camiones de venta ambulante. Sistemas de abastecimiento de alimentos en los que intervienen varios agentes de comercio. Estos canales de aprovisionamiento son mencionadas en la historia larga de la zona de estudio, por eso los llamo tradicionales.
MCC	Mercados de circuito corto		El productor vende directamente sus productos a los consumidores. Esta es un canal de abastecimiento de alimentos reciente en la zona de estudio.
MS	Supermercados		Son grandes cadenas de venta de alimentos (aunque no solo) al por menor. Estos centros de abastecimiento son relativamente nuevos en la zona (no más de 10 años)

Los descriptores que componen esta dimensión son: participación del mercado en el acceso a alimentos; participación de distintos tipos de mercado en el acceso a alimentos; participación del autoconsumo en la dieta; aporte de las relaciones sociales de intercambio en el acceso a alimentos; tendencia del origen de los productos marcadores culturales que participan en la dieta; tendencia de la procedencia de productos marcadores del agroecosistema que participan en la dieta; tendencia de la procedencia de productos vinculados a la principales dinámicas productivas que participan en la dieta.

ANNEXES

- *Participación del mercado en el acceso de alimentos,* hace referencia al peso que tuvo el mercado en el acceso a los productos mencionados por las familias en los reportes de 24 horas, y se encuentra expresado en porcentaje a través del *índice de abastecimiento mercado (IAM)*. Para el cálculo del índice se excluyeron las hierbas aromáticas, los azúcares, los ingredientes culinarios.

$$IAM = \frac{Prod1\ (UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+Prod2(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+ \ldots\ldots Prodx}{(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)\ x\ 100} \\ Prod1(MT+MCC+MS)+ Prod2(MT+MCC+MS)+ Prodx\ (MT+MCC+MS)$$

- *Participación del autoconsumo en la dieta,* da cuenta de la representatividad que tuvo la unidad producción como canal de abastecimiento de los productos que integraron la dieta de cada familia. El *índice de autoconsumo (IAC)* expresado en porcentaje expresa el peso del autoconsumo en la dieta. Para el cálculo del índice se excluyeron las hierbas aromáticas, los azúcares, los ingredientes culinarios.

$$IAM = \frac{Prod1\ (UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+Prod2(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+ \ldots\ldots Prodx}{(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)\ x\ 100} \\ Prod1(UPA)+ Prod2(UPA)+ \ldots\ldots Prodx\ (UPA)$$

- *Aporte de las relaciones sociales de intercambio en el acceso a alimentos,* da cuenta de la representatividad que tuvieron los intercambios no mercantiles como fuente de abastecimiento de los productos que integraron la dieta de cada familia, se lo representa a través del *índice de abastecimiento por intercambio no mercantil (IAINM)* expresado en porcentaje Para el cálculo del índice se excluyeron las hierbas aromáticas, los azúcares, los ingredientes culinarios.

$$IAINM = \frac{Prod1\ (UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+Prod2(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)+ .Prodx}{(UPA+RIT+RIR+MT+MCC+MS)\ x\ 100} \\ Prod1(RIT+RIR)+ Prod2(UPA)+ \ldots\ldots Prodx\ (RIT+RIR)$$

- *Tendencia del origen de los productos marcadores culturales que participan en la dieta,* sirve para identificar el canal que predomina en el abastecimiento de los productos considerados marcadores culturales. Esta tendencia se estableció en función del número de veces que un producto, de los denominados marcadores culturales, fue adquirido en un determinado canal (UPA, RIT, RIR, MT, MCC, MS); basándonos, en primera instancia, en los reportes de 24 horas. Si la frecuencia de proveniencia de un producto en una misma familia fue registrado en el reporte de 24 horas en más de un canal la tendencia fue establecida en razón del canal con mayoría absoluta de frecuencias. En el caso de no haber mayoría absoluta se procedió a verificar las tendencias relatadas en la entrevistas cualitativas y en las observaciones participativas.

  Los indicadores de salida, expresados en porcentaje fueron: *tendencia de abastecimiento de los productos marcadores culturales en canales mercantiles (TAMpmc) y no mercantiles (TANMpmc)*; *tendencia de abastecimiento de los productos marcadores culturales a través de las relaciones sociales de intercambio (TARSIpmc).*

ANNEXES

$$TANMpmc = \frac{TabspmcUPA + TabspmRIR + TabspmRIT + TabspmcMT + TabspmMCC + TabspmcMS \; x100}{TabspmcUPA + TabspmRIR + TabspmRIT}$$

$$TAMpmc = \frac{TabspmcUPA + TabspmRIR + TabspmRIT + TabspmcMT + TabspmMCC + TabspmcMS \; x100}{TabspmcMT + TabspmMCC + TabspmMS}$$

$$TARSIpmc = \frac{TabspmcUPA + TabspmRIR + TabspmRIT + TabspmcMT + TabspmMCC + TabspmcMS \; x100}{TabspmRIR + TabspmRIT}$$

- *Tendencia de la procedencia de productos marcadores del agroecosistema que participan en la dieta*, sirve para identificar el canal que predomina en el abastecimiento de estos productos. Esta tendencia se estableció en función del número de veces que un producto, de los denominados marcadores del agroecosistema, fue adquirido en un determinado canal (UPA, RIT, RIR, MT, MCC, MS); basándonos, en primera instancia, en los reportes de 24 horas. Si la frecuencia de proveniencia de un producto en una misma familia fue registrado en el reporte de 24 horas en más de un canal la tendencia fue establecida en razón del canal con mayoría absoluta de frecuencias. En el caso de no haber mayoría absoluta se procedió a verificar las tendencias relatadas en la entrevistas cualitativas y en las observaciones participativas.

  Los indicadores de salida, expresados en porcentaje fueron: *tendencia de abastecimiento de los productos marcadores del agroecosistema en canales mercantiles (TAMpmagro) y no mercantiles (TANMpmagro)*; *tendencia de abastecimiento de los productos marcadores culturales a través de las relaciones sociales de intercambio (TARSIpmagro)*. No se incluyeron hierbas aromáticas ni productos culinarios. Los productos animales también se excluyen a excepción de la leche cruda

$$TANMpagr = \frac{TabspagrUPA + TabspagrRIR + TabspagrRIT + TabspagrMT + TabspagrMCC + TabspagrMS \quad x100}{TabspagrUPA + TabspmagrRIR + TabspagrRIT}$$

$$TAMpagr = \frac{TabspagrUPA + TabspagrRIR + TabspagrRIT + TabspagrMT + TabspagrMCC + TabspagrMS \quad x100}{TabspagrUPA + TabspmagrRIR + TabspagrRIT}$$

- *Tendencia de la procedencia de productos vinculados a las principales dinámicas productivas que participan en la dieta (lácteos, cebolla)* sirve para identificar el canal que predomina en el abastecimiento de estos productos.

  El indicador de salida, expresado en porcentaje fue: *tendencia de abastecimiento de los productos marcadores de las dinámicas productivas (lácteos) en canales mercantiles (TAMpmdp) y no mercantiles (TANMpmdp)*

$$TANMpmdp = \frac{TabspdpUPA + TabspdpRIR + TabspdpRIT + TabspdpMT + TabspdpMCC + TabspdpMS \quad x100}{TabspdpUPA + TabspdpRIR + TabspdpRIT}$$

ANNEXES

$$TAMpagr = \frac{TabspdpUPA + TabspdpRIR + TabspdpRIT + TabspdpMT + TabspdpMCC + TabspdpMS}{TabspdpMT + TabspdpMCC + TabspdpMS} \quad x100$$

- **Dimensión gasto alimentario,** para el análisis estadístico descriptivo de las prácticas alimentarias, se añadió la dimensión del gasto alimentario, cuya información primaria no fue recogida en el reporte de 24 horas, sino de la entrevistas comprensiva. El número de familias que compone este análisis es de 110, que fueron el total de entrevista a nivel de la familia campesina que se realizaron. Esta dimensión se agrupan los siguientes descriptores: gasto neto; origen del ingreso principal para el gasto alimentario; relación entre el ingreso y el gasto alimentario.
    - *Gasto neto,* se refiere al monto mensual que cada familia aproximadamente utiliza para fines alimentarios. Es un dato estimado por cada familia y no calculado y toma en cuenta únicamente las comidas que han sido preparadas en casa. Se encuentra expresado en dólares por mes.
    - *Origen del ingreso principal para el gasto alimentario,* se refiere a la fuente predominante desde la que se hace transferencias para solventar las necesidades alimentarias de la familia. Este dato fue recogido a partir de la pregunta: *¿Para comprar los productos que participan en la preparación de los alimentos que se preparan en la casa, el dinero viene de: i) la venta de productos que salen de sus terrenos (agricultura) o 2) de otras actividades de las cuales usted percibe un ingreso?*. En el caso de venir de ambas fuentes se pidió al entrevistado que discrimine la que el considere la más importante.
    - *Relación entre el ingreso y el gasto alimentario,* tienen que ver con el peso del gasto alimentario en relación con el ingreso total percibido por la familia (venta de productos provenientes de la actividad agrícola en sus unidades de producción más ingresos provenientes de otras actividades económicas). Se expresa en % y se lo estimó de manera mensual. Este es un dato calculado, producto de las respuesta dada directamente sobre el gasto en alimentos y del cálculo del ingreso total familiar. El ingreso familiar se calculó de manera anual; se sumaron los datos de ingresos provenientes de otras actividades dada por los entrevistados (dato proporcionado en la entrevista comprensiva) más el ingreso agropecuario calculado. Este ingreso anual se dividió para 12 para obtener el dato mensual.
- **Dimensión división sexual del trabajo alimentario**, para el análisis estadístico descriptivo de las prácticas alimentarias, se añadió la dimensión división sexual del trabajo alimentario, cuya información primaria viene tanto del reporte de 24 horas, como de la entrevistas comprensiva. El número de familias que compone este análisis es de 110, que fueron el total de entrevista a nivel de la familia campesina que se realizaron. Esta dimensión se agrupan los siguientes descriptores: responsabilidad en la preparación de los alimentos; decisión de compra; toma de decisiones sobre el gasto alimentario.
    - *Responsabilidad en la preparación de los alimentos,* contribuye a identificar si existe una diferenciación de género (hombre mujer) en la responsabilidad sobre la preparación de alimentos. Los datos que alimentaron el análisis vienen del reporte de 24 en el caso de las familias a las que se lesa aplicó esta encuesta y en el caso de aquellas que no participaron la información se tomó de la entrevista compresiva en la que se abordó el tema de repartición de las tareas alimentarias (preparación de los

alimentos, compra de alimentos, decisión sobre presupuesto para la alimentación, tiempo de preparación de los alimentos). Además de establecer sobre quien recae la responsabilidad de la preparación de los alimentos se estimó el tiempo que demanda esta actividad en un día horas/día. Este dato fue proporcionado por el entrevistado y no calculado.

- *Participación en las decisiones alimentarias,* en este caso los datos para las 110 familias fueron extraídos de la entrevista comprensiva. La diferenciación de genero (hombre, mujer) se caracteriza en función a la participación de la decisión de compra de alimentos: que se compra, donde se compra, y cuanto (usd) se destina a la compra de alimentos.

ANNEXES

Annexe 33.

Etat de l'emploi dans le territoire Kayambi, selon les statistiques nationales

Población ocupada y desempleo, según área urbano rural de 15 años y más

Cantón	Ocupados			Desempleo			Población económicamente activa (PEA)		
	Urbano	Rural	Total	Urbano	Rural	Total	Urbano	Rural	Total
CAYAMBE	17866	19619	37485	710	453	1163	18576	20072	38648
PEDRO MONCAYO	4601	9422	14023	175	220	395	4776	9642	14418
Total	22467	29041	51508	885	673	1558	23352	29714	53066

Fuente: (INEC, 2010)

Población ocupada por rama de actividad, según área, de 15 años y más

Rama de actividad	Urbana			Rural			
	Cayambe	Pedro Moncayo	Total	Cayambe	Pedro Moncayo	Total	%
Agricultura, ganadería, silvicultura y pesca	5588	2322	7910	10741	5485	16226	55,87
Explotación de minas y canteras	14	8	22	14	8	22	0,08
Industrias manufactureras	1736	265	2001	930	471	1401	4,82
Suministro de electricidad, gas, vapor y aire acondicionado	24	4	28	13	5	18	0,06
Distribución de agua, alcantarillado y gestión de deshechos	55	5	60	70	33	103	0,35
Construcción	679	178	857	2050	869	2919	10,05
Comercio al por mayor y menor	3081	578	3659	1029	462	1491	5,13
Transporte y almacenamiento	1003	153	1156	550	294	844	2,91
Actividades de alojamiento y servicio de comidas	837	147	984	204	140	344	1,18
Información y comunicación	222	26	248	58	29	87	0,30
Actividades financieras y de seguros	160	13	173	31	18	49	0,17
Actividades inmobiliarias	22	5	27	5	2	7	0,02
Actividades profesionales, científicas y tecnicas	349	44	393	72	50	122	0,42
Actividades de servicios administrativos y de apoyo	455	101	556	264	160	424	1,46
Administración publica y defensa	519	156	675	317	217	534	1,84
Enseñanza	946	157	1103	285	196	481	1,66
Actividades de la atención de la salud humana	328	81	409	159	129	288	0,99
Artes, entretenimiento y recreación	65	15	80	24	15	39	0,13
Otras actividades de servicios	374	58	432	117	85	202	0,70
Actividades de los hogares	483	84	567	567	209	776	2,67

como empleadores							
Actividades de organizaciones y órganos extraterritoriales	7	0	7	1	3	4	0,01
no declarado	919	201	1120	2118	542	2660	9,16
Total	17866	4601	22467	19619	9422	29041	100

Fuente: (INEC, 2010)

Población ocupada en agricultura, ganadería, silvicultura y pesca, según categoría de ocupación y área urbano rural, de 15 años y más

Categoría de ocupación	Rural						Urbano		
	Cayambe	%	Pedro Moncayo	%	Total	%	Cayambe	Pedro Moncayo	Total
Empleado u obrero del Estado, Municipio o Consejo Provincial	68	0,6	58	1,06	126,6	0,776	272	120	392
Empleado u obrero privado	3853	35,9	3201	58,36	7090	43,43	4073	1696	5769
Jornalero o peón	1536	14,3	946	17,25	2496	15,29	681	325	1006
Patrono	92	0,9	51	0,93	143,9	0,881	52	30	82
Socio	37	0,3	20	0,36	57,34	0,351	22	14	36
Cuenta propia	4956	46,1	1120	20,42	6122	37,5	433	116	549
Trabajador no remunerado	181	1,7	74	1,35	256,7	1,572	38	13	51
Empleado domestico	8	0,1	9	0,16	17,07	0,105	16	7	23
no declarado	10	0,1	6	0,11	16,09	0,099	1	1	2
Total	10741	100	5485	100	16326	100	5588	2322	7910

Fuente: (INEC, 2010)

ANNEXES

Annexe 34.
Activités extérieures dans les familles paysannes Kayambies

Tipo de actividad	Actividad	Frecuencia	
		Hombres	Mujeres
Asalariado agrícola (Ia)	Jornalero /a	8	9
	trabajador/a floricultura	4	26
	Vaquero	4	
	Asalariado de la Agroindustria	1	
	Tractorista	1	
	Empleado tienda agrícola	1	
	Ordeñadora		1
	Total	19	36
Asalariado otros sectores económicos no agrícolas (Ib)	Albañil	27	
	Conserje	2	
	Empleado gasolinera	1	
	Empleado panadería	2	
	Guardia de seguridad	1	
	Chofer	2	
	Limpieza		2
	Total	35	2
Asalariado en actividades que demandan un nivel de formación formal (Ib*)	Funcionario público	2	
	Profesor/a	1	3
	Abogada		1
	Técnico ONG	1	
	Total	4	4
Actividades independientes agrícolas que valorizan el territorio y la agricultura campesina (II1a)	Comercio hortalizas agroecológicas		2
	Transformación jugo de peco		1
	Transformación de harinas		2
	Elaboración de quesos		2
	Total	0	7
Actividades independientes No agrícolas que valorizan el territorio y la agricultura campesina (II1b)	Curandero	4	
	Guía turístico	2	
	Artesana Textil		3
	Panadería artesanal		1
	Venta de comida		4
	Total	6	8
Actividades independientes agrícolas que No valorizan el territorio ni la agricultura campesina (II2a)	Comerciante cebolla	2	
	Comerciante tomate	4	
	Piquero	2	

ANNEXES

Tipo de actividad	Actividad	Frecuencia	
		Hombres	Mujeres
	Servicio de tractor	3	
	Servicio de transporte	1	
	Comerciante flores	1	1
	Comerciante frutillas		1
	Total	13	2
Actividades independientes No agrícolas que No valorizan el territorio ni la agricultura campesina (II2b)	Comerciante informal	1	
	Jardinero	1	
	Usurero	1	
	Costurera		2
	Carpintero	2	
	Mecánico	2	
	Tendera		3
	Total	7	5
Son Actividad exterior (SA)		26	46

Source: Entretiens, novembre 2014 - décembre 2015

ANNEXES

Annexe 35.
Accord ministériel 394
Réguler et contrôler le prix du litre de lait cru payé au producteur, à la ferme et/ou dans le centre de collecte, et promouvoir la qualité et l'innocuité du produit

GOBIERNO NACIONAL DE LA REPUBLICA DEL ECUADOR

Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca

1
Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

ACUERDO No. 394

EL MINISTRO DE AGRICULTURA, GANADERIA, ACUACULTURA Y PESCA

Que el Art. 13 de la Constitución de la República del Ecuador establece que las personas y colectividades tienen derecho al acceso seguro y permanente a alimentos sanos, suficientes y nutritivos, preferentemente producidos a nivel local y en correspondencia con sus diversas identidades y tradiciones culturales;

Que el Art. 52 de la Constitución de la República del Ecuador garantiza a las personas el derecho a disponer de bienes y servicios de óptima calidad y a elegirlos con libertad, así como a una información precisa y no engañosa sobre su contenido y características;

Que el Art. 54 de la Carta Magna establece la responsabilidad civil y penal para las personas o entidades que presten servicios públicos, o que produzcan o comercialicen bienes de consumo, por la calidad defectuosa del producto, o cuando sus condiciones no estén de acuerdo a la publicidad efectuada o con la descripción que incorpore;

Que la Constitución de la República en el artículo 226, manda que las instituciones públicas deben coordinar las acciones para el cumplimiento de sus fines, y hacer efectivo el goce y ejercicio de los derechos reconocidos en la Constitución;

Que el Art. 281 de la Norma Suprema de la República establece que: "La soberanía alimentaria constituye un objetivo estratégico y una obligación del Estado para garantizar que las personas, comunidades, pueblos y nacionalidades alcancen la autosuficiencia de alimentos sanos y culturalmente apropiado de forma permanente. Para ello, será responsabilidad del Estado entre otras: *"(...) numeral 11. Generar sistemas justos y solidarios de distribución y comercialización de alimentos. Impedir prácticas monopólicas y cualquier tipo de especulación con productos alimenticios";*

Que el numeral 2 del Art. 284 de la Constitución de la República establece que es responsabilidad del Estado incentivar la producción nacional, la productividad y competitividad sistémica, la acumulación del conocimiento científico y tecnológico, la inserción estratégica en la economía mundial y las actividades productivas complementarias en la integración regional;

Que el Art. 319 de la Constitución de la República reconoce diversas formas de organización de la producción en la economía, entre otras las comunitarias, cooperativas, empresariales públicas o privadas, asociativas, familiares, domésticas, autónomas y mixtas;

Que el segundo inciso del artículo 335, de la Constitución de la República, en concordancia con el artículo 304, numeral 6, y 281 numeral 11, ibídem determina que el Estado definirá una política de precios y comercial orientada a proteger la producción nacional, establecerá los mecanismos de sanción para evitar cualquier práctica de monopolio y oligopolio privados, o de abuso de posición de dominio en el mercado y otras prácticas de competencia desleal;

Que el Art. 4, numeral 4 de la Ley Orgánica de Defensa del Consumidor, publicada en el Suplemento del Registro Oficial No. 111 de 18 de julio del 2000, establece como derechos fundamentales del consumidor: "...4 Derecho a la información adecuada,

ANNEXES

veraz clara. oportuna y completa sobre los bienes y servicios ofrecidos en el mercado. así como sus precios, características, calidad, condiciones de contratación y demás aspectos relevantes de los mismos, incluyendo los riesgos que pudieran presentar";

Que La Ley Orgánica del Régimen de la Soberanía Alimentaria, publicada en el Registro Oficial 583 del 05 de julio de 2009, en el Art. 1, inciso segundo señala que: "El régimen de la soberanía alimentaria se constituye por el conjunto de normas conexas, destinadas a establecer en forma soberana las políticas públicas agroalimentarias para fomentar la producción suficiente y la adecuada conservación, intercambio, transformación, comercialización y consumo de alimentos sanos, nutritivos, preferentemente provenientes de la pequeña, la micro, pequeña y mediana producción campesina, de las organizaciones económicas populares…";

Que el literal c) del Art. 3 *Ibídem*, determina que el Estado deberá "Impulsar, en el marco de la economía social y solidaria, la asociación de los microempresarios, microempresa o micro, pequeños y medianos productores para su participación en mejores condiciones en el proceso de producción, almacenamiento, transformación, conservación y comercialización de alimentos";

Que el literal a) del Art. 19 del Código Orgánico de la Producción, Comercio, e Inversiones, publicado en el Registro Oficial Suplemento 351 de 29 de diciembre de 2010, reconoce como uno de los derechos de los inversionistas, *"La libertad de producción y comercialización de bienes y servicios lícitos, socialmente deseables y ambientalmente sustentables, así como la libre fijación de precios, a excepción de aquellos bienes y servicios cuya producción y comercialización estén regulados por la Ley"*;

Que el Art. 14 de la Ley de Desarrollo Agrario, establece que: *"(...) el Ministerio de Agricultura, Ganadería, fijará políticas y arbitrará los mecanismos de comercialización y regulación necesarios para proteger al agricultor contra prácticas injustas del comercio exterior"*;

Que el artículo 4 de la Ley de Sanidad Animal Codificada señala que: *"El Ministerio de Agricultura y Ganadería ejercerá el control sanitario de las explotaciones ganaderas, establecimientos de preparación de alimentos para el consumo animal, fábricas de productos químicos y biológicos de uso veterinario y de su almacenamiento, transporte y comercialización. Para la efectividad de dicho control, requerirá el concurso de las autoridades y agentes de policía."*;

Que en su Art. 5 la Ley de Sanidad Animal codificada dispone: *"El Ministerio de Salud Pública, en coordinación con el de Agricultura y Ganadería, controlarán la calidad de los productos de origen animal destinados al consumo humano sean naturales, semi-elaborados o elaborados, de acuerdo con los requisitos planteados en los Códigos, guías de práctica y normas técnicas ecuatorianas elaboradas por el Instituto Ecuatoriano de Normalización y, prohibirá o retirará del comercio los que sean perjudiciales a la salud humana."*;

Que, el objetivo número 11 del Plan Nacional para el Buen Vivir, publicado en el suplemento del Registro Oficial No. 144 de 5 de marzo de 2010, es, "Establecer un sistema económico social, solidario y sostenible";

Que mediante Acuerdo Ministerial 136 de 21 de abril de 2010, publicado en el Registro Oficial 191, de 12 de mayo de 2010, se determinó el precio mínimo de sustentación al

ANNEXES

GOBIERNO NACIONAL DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR

Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

productor por litro de leche cruda;

Que con Acuerdo Interministerial 2013-001 el 15 de Marzo del 2013, publicado en el Registro Oficial No. 941 del 25 de abril del 2013, los Ministros de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca, de Salud Pública, e Industrias y Productividad, expiden el Reglamento de Control y Regulación de Cadena de Producción de Leche y sus derivados, con el objetivo de: *"Asegurar la calidad e inocuidad en los procesos de producción, manipulación, elaboración y comercialización de la leche y sus derivados para garantizar el acceso a los mercados y la salud de los consumidores, delimitando las competencias de las instituciones para regular y controlar la cadena de producción de la leche y sus derivados; enmarcadas en el fomento, promoción y desarrollo de la producción higiénica y eficiente, con el fin de proteger la salud, la seguridad alimentaria de la ciudadanía y prevenir las prácticas inadecuadas que puedan inducir a error, confusión o engaño a los consumidores"*;

Que el Art. 10 *Ibidem*, establece que: "El MAGAP fijará el precio de sustentación más calidad, por litro de leche cruda pagada en finca";

Que debido a las distorsiones que persisten en el sector lechero Ecuatoriano generadas por las características de los sistemas de producción, asimetrías en la comercialización de leche cruda y la presencia de agentes económicos compradores y/o comercializadores de leche cruda a nivel nacional con características heterogéneas. Se hace necesaria la intervención del Gobierno Nacional en la determinación de un precio mínimo de sustento más componentes; calidad higiénica; y, bonificaciones por calidad sanitaria y Buenas Prácticas Ganaderas;

Que los precios de los fertilizantes, alimentos balanceados y sales minerales que constituyen aproximadamente el 58% del costo total de la producción de la leche cruda, se han incrementado significativamente afectando la rentabilidad de los productores, por lo que es indispensable que el Estado ecuatoriano a través de sus organismos competentes verifique y regule los costos de los insumos utilizados en la producción pecuaria nacional; y,

Que del informe técnico presentado mediante Memorando No. MAGAP-VM-2013-1804-M de 3 de septiembre del 2013, por el Director de Encadenamiento Productivos Pecuarios y aprobado por la señora Viceministra de Agricultura y Ganadería Subrogante, recomienda reajustar el precio mínimo de sustentación del litro de leche pagado al productor en finca o centro de acopio, que se encuentra indexado en un 52.4% al Precio de Venta al Público de la Leche UHT en funda en presentación de 1000 ml. El precio de Venta al Público del litro de leche UHT en funda en el mercado nacional ya es de 0.80 centavos, respetando el factor de indexación antes mencionado se debe Ajustar el precio base de 0,3933 a 0,4200 dólares por litro de leche cruda, precio que deberá ser pagado en finca o centro de acopio; precio al que se deberá adicionar todas las bonificaciones aplicables establecidas acorde al borrador de Acuerdo Ministerial que se adjunta.

En ejercicio de las facultades que le otorgan el numeral 1 del artículo 154 de la Constitución de la República, y el artículo 17 del Estatuto de Régimen Jurídico y Administrativo de la Función Ejecutiva,

ANNEXES

GOBIERNO NACIONAL DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR

Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

ACUERDA:

REGULAR Y CONTROLAR EL PRECIO DEL LITRO DE LECHE CRUDA PAGADO EN FINCA Y/O CENTRO DE ACOPIO AL PRODUCTOR Y PROMOVER LA CALIDAD E INOCUIDAD DE LA LECHE CRUDA.

Capítulo I
Del precio al productor

Artículo 1. El Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca establece que el Precio de sustentación al productor de leche cruda está indexado en un 52,4% al precio de venta al público (PVP) del litro (1,000 ml) del producto líder en el mercado lácteo interno que es la leche UHT en funda, más lo estipulado por la tabla oficial de pago por componentes, calidad higiénica y calidad sanitaria, señalada de manera expresa en este instrumento.

Artículo 2. Las industrias lácteas, y en general toda persona natural o jurídica que adquieran leche cruda están obligados a pagar en finca y/o centro de acopio a los productores de leche cruda el 52,4% del precio de venta al público (PVP) vigente del litro leche UHT en funda (1,000 ml) a nivel nacional más componentes, calidad higiénica y calidad sanitaria. Las personas naturales o jurídicas, sean éstas industrias lácteas bajo cualquier modalidad, esto es, artesanales, micro, pequeñas, medianas o grandes no podrán autodenominarse "centro de acopio de leche" para el cálculo del precio pagado al productor por litro de leche cruda.

En caso de presentaciones distintas a los 1000 ml de leche UHT en funda, el Precio de Venta al Público (PVP) de la leche UHT en funda con una presentación distinta a los 1000 ml deberá ser directamente proporcional, considerando su menor presentación, al Precio de Venta al Público (PVP) de la leche UHT en funda de 1000 ml. El precio pagado al productor en finca y/o centro de acopio por la industria o agente comprador se mantendrá equivalente al 52,4% del precio de venta al público (PVP) vigente del litro leche UHT en funda de 1,000 ml a nivel nacional, más componentes, calidad higiénica y calidad sanitaria.

Para realizar el pago al productor de leche cruda en finca y/o centro de acopio, se tendrá en cuenta las bonificaciones por calidad sanitaria que el agente comprador otorgará al proveedor de leche cruda cuando: los hatos se encuentren certificados como libres de brucelosis y tuberculosis y/o por Buenas Prácticas Ganaderas. Las bonificaciones antes mencionadas se adicionarán de manera obligatoria al precio resultante del uso de la tabla oficial. A continuación la función del precio pagado en finca o centro de acopio más bonificaciones.

$$Precio\ Leche\ Crudo_{PFCA} = [(Precio\ Sustentación_{OF} + Componentes_{OF}) + (Calidad\ Higiénica_{OF})] + [Bonificaciones_{OF}]$$

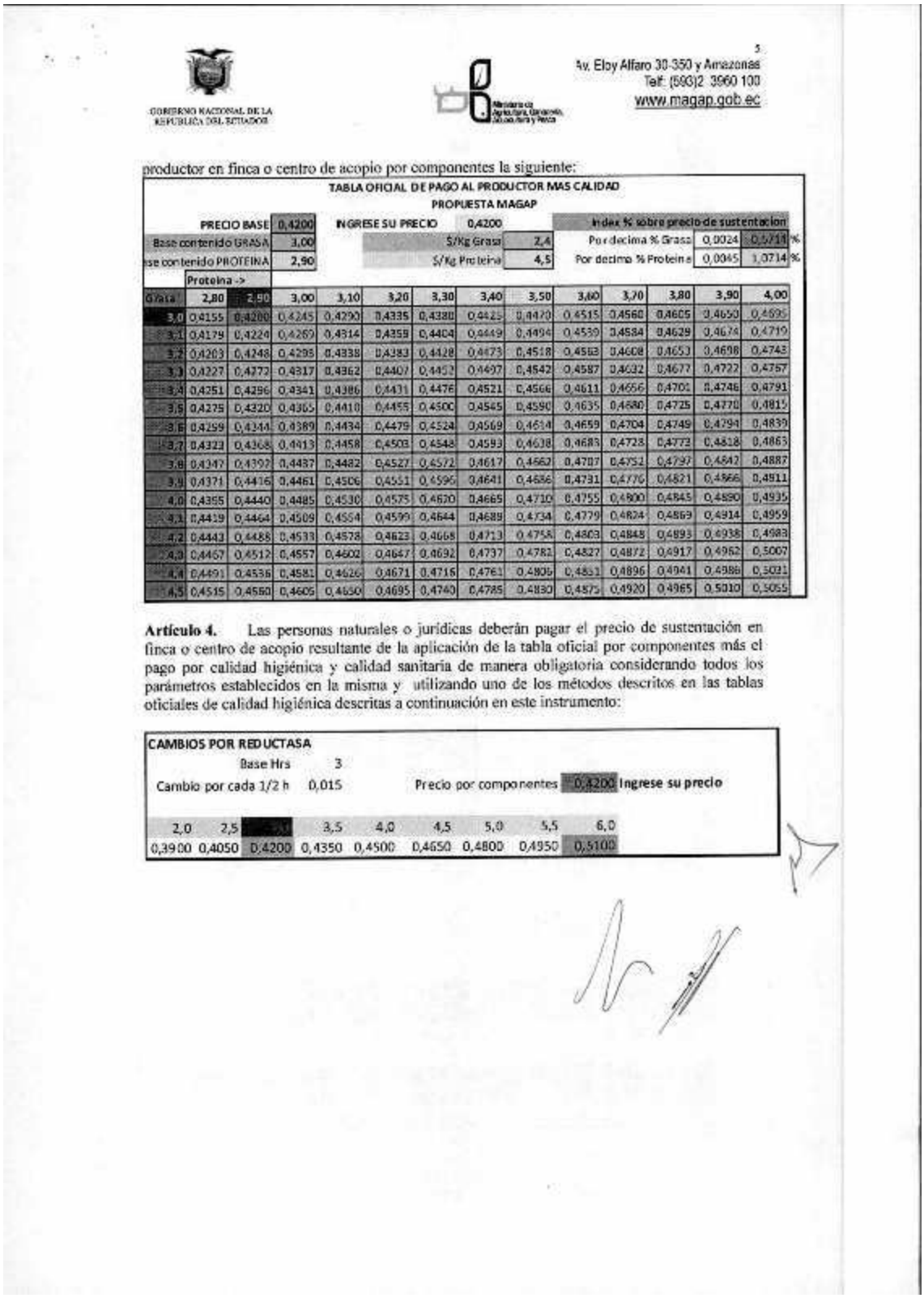
$$Bonificaciones_{OF} = Calidad\ Sanitaria^{a} + Buenas\ Prácticas\ Ganaderas^{b}$$

Precio Pagado en Finca o Centro de Acopio (PFCA); Oficial (OF); [a] Hatos certificados por AGROCALIDAD como libres de brucelosis y/o tuberculosis; [b] Predios certificados por AGROCALIDAD con Buenas Prácticas Ganaderas

Capítulo II
De la Tabla Oficial de Pago

Artículo 3. Se establece como Tabla Oficial Obligatoria para el pago por litro de leche al

ANNEXES



GOBIERNO NACIONAL DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR

Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

productor en finca o centro de acopio por componentes la siguiente:

TABLA OFICIAL DE PAGO AL PRODUCTOR MAS CALIDAD
PROPUESTA MAGAP

PRECIO BASE		0,4200	INGRESE SU PRECIO			0,4200			Index % sobre precio de sustentacion					
Base contenido GRASA		3,00				$/Kg Grasa	2,4		Por decima % Grasa		0,0024	0,0711	%	
se contenido PROTEINA		2,90				$/Kg Proteina	4,5		Por decima % Proteina		0,0045	1,0714	%	
	Proteina ->													
Grasa	2,80	2,90	3,00	3,10	3,20	3,30	3,40	3,50	3,60	3,70	3,80	3,90	4,00	
3,0	0,4155	0,4200	0,4245	0,4290	0,4335	0,4380	0,4425	0,4470	0,4515	0,4560	0,4605	0,4650	0,4695	
3,1	0,4179	0,4224	0,4269	0,4314	0,4359	0,4404	0,4449	0,4494	0,4539	0,4584	0,4629	0,4674	0,4719	
3,2	0,4203	0,4248	0,4293	0,4338	0,4383	0,4428	0,4473	0,4518	0,4563	0,4608	0,4653	0,4698	0,4743	
3,3	0,4227	0,4272	0,4317	0,4362	0,4407	0,4452	0,4497	0,4542	0,4587	0,4632	0,4677	0,4722	0,4767	
3,4	0,4251	0,4296	0,4341	0,4386	0,4431	0,4476	0,4521	0,4566	0,4611	0,4656	0,4701	0,4746	0,4791	
3,5	0,4275	0,4320	0,4365	0,4410	0,4455	0,4500	0,4545	0,4590	0,4635	0,4680	0,4725	0,4770	0,4815	
3,6	0,4299	0,4344	0,4389	0,4434	0,4479	0,4524	0,4569	0,4614	0,4659	0,4704	0,4749	0,4794	0,4839	
3,7	0,4323	0,4368	0,4413	0,4458	0,4503	0,4548	0,4593	0,4638	0,4683	0,4728	0,4773	0,4818	0,4863	
3,8	0,4347	0,4392	0,4437	0,4482	0,4527	0,4572	0,4617	0,4662	0,4707	0,4752	0,4797	0,4842	0,4887	
3,9	0,4371	0,4416	0,4461	0,4506	0,4551	0,4596	0,4641	0,4686	0,4731	0,4776	0,4821	0,4866	0,4911	
4,0	0,4395	0,4440	0,4485	0,4530	0,4575	0,4620	0,4665	0,4710	0,4755	0,4800	0,4845	0,4890	0,4935	
4,1	0,4419	0,4464	0,4509	0,4554	0,4599	0,4644	0,4689	0,4734	0,4779	0,4824	0,4869	0,4914	0,4959	
4,2	0,4443	0,4488	0,4533	0,4578	0,4623	0,4668	0,4713	0,4758	0,4803	0,4848	0,4893	0,4938	0,4983	
4,3	0,4467	0,4512	0,4557	0,4602	0,4647	0,4692	0,4737	0,4782	0,4827	0,4872	0,4917	0,4962	0,5007	
4,4	0,4491	0,4536	0,4581	0,4626	0,4671	0,4716	0,4761	0,4806	0,4851	0,4896	0,4941	0,4986	0,5031	
4,5	0,4515	0,4560	0,4605	0,4650	0,4695	0,4740	0,4785	0,4830	0,4875	0,4920	0,4965	0,5010	0,5055	

Artículo 4. Las personas naturales o jurídicas deberán pagar el precio de sustentación en finca o centro de acopio resultante de la aplicación de la tabla oficial por componentes más el pago por calidad higiénica y calidad sanitaria de manera obligatoria considerando todos los parámetros establecidos en la misma y utilizando uno de los métodos descritos en las tablas oficiales de calidad higiénica descritas a continuación en este instrumento:

CAMBIOS POR REDUCTASA

Base Hrs 3

Cambio por cada 1/2 h 0,015 Precio por componentes 0,4200 **Ingrese su precio**

2,0	2,5	[illegible]	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0
0,3900	0,4050	0,4200	0,4350	0,4500	0,4650	0,4800	0,4950	0,5100

ANNEXES

GOBIERNO NACIONAL DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR

Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

CAMBIOS POR CONTEOS BACTERIALES TOTALES (CBT)

Base (x 1000) 300 — Precio por unidad de rango 0,01
Cambios unitarios (x 1000) 30
Precio por componentes 0,4200

Rangos en x 1000	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Desde	0	31	61	91	121	151	181	211	241	271
Hasta	30	60	90	120	150	180	210	240	270	300
	0,51	0,5	0,49	0,48	0,47	0,46	0,45	0,44	0,43	0,42

Rangos en x 1000	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Desde	301	331	361	391	421	451	481	511	541	571
Hasta	330	360	390	420	450	480	510	540	570	600
	0,41	0,4	0,39	0,38	0,37	0,36	0,35	0,34	0,33	0,32

CAMBIOS UFC (Unidades Formadoras de Colonias)

Base (x 1000) 300 — Precio por unidad de rango 0,0031
Cambios unitarios (x 1000) 10
Ingrese un precio
Precio por componentes 0,4200

Desde	0	11	21	31	41	51	61	71	81	91
Hasta	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100
	0,51	0,5068	0,5037	0,5006	0,4975	0,4944	0,4913	0,4882	0,4851	0,482
Desde	101	111	121	131	141	151	161	171	181	191
Hasta	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200
	0,479	0,4758	0,4727	0,4696	0,4665	0,4634	0,4603	0,4572	0,4541	0,451
Desde	201	211	221	231	241	251	261	271	281	291
Hasta	210	220	230	240	250	260	270	280	290	300
	0,448	0,4448	0,4417	0,4386	0,4355	0,4324	0,4293	0,4262	0,4231	0,42
Desde	301	311	321	331	341	351	361	371	381	391
Hasta	310	320	330	340	350	360	370	380	390	400
	0,417	0,4138	0,4107	0,4076	0,4045	0,4014	0,3983	0,3952	0,3921	0,389
Desde	401	411	421	431	441	451	461	471	481	491
Hasta	410	420	430	440	450	460	470	480	490	500
	0,386	0,3828	0,3797	0,3766	0,3735	0,3704	0,3673	0,3642	0,3611	0,358
Desde	501	511	521	531	541	551	561	571	581	591
Hasta	510	520	530	540	550	560	570	580	590	600
	0,355	0,3518	0,3487	0,3456	0,3425	0,3394	0,3363	0,3332	0,3301	0,327

Artículo 5. Las personas naturales o jurídicas, sean éstas industrias lácteas bajo cualquier modalidad, esto es, artesanales, micro, pequeñas, medianas o grandes, y centros de acopio que actúen en calidad de compradores, no podrán resolver de forma aleatoria la aplicación de la

ANNEXES

tabla única oficial de pago del precio de sustentación indexado al PVP de la leche UHT en funda, más componentes, calidad higiénica más calidad sanitaria pagado en finca o centro de acopio conforme el Artículo 4 de este cuerpo legal.

El comprador de leche cruda, ya sea este persona natural o jurídica, deberá adoptar una de las tres metodologías descritas en el artículo 4 del presente reglamento, esto es: reductasa, Conteos Bacterianos Totales o Unidades Formadoras de Colonias, para determinar la calidad higiénica de la leche cruda adquirida en finca y/o centro de acopio de leche.

El agente comprador seleccionará el método a utilizar para el cálculo de la bonificación por calidad higiénica, y notificarán a la Subsecretaría de Ganadería mediante documento oficial firmado por el agente comprador o su representante legal en caso de personas jurídicas; y, deberá informar a sus proveedores a través de los medios de información que tengan establecidos sobre el método que se les aplicará para el cálculo de la bonificación por calidad higiénica.

Artículo 6. Las personas naturales o jurídicas, sean éstas industrias lácteas bajo cualquier modalidad, esto es, artesanales, micro, pequeñas, medianas o grandes, y centros de acopio que actúen en calidad de compradores, deberán cumplir con lo establecido en los Artículos 24, 27 y 49 del *REGLAMENTO DE CONTROL Y REGULACION DE LA CADENA DE PRODUCCION DE LA LECHE Y SUS DERIVADOS*, emitido mediante Acuerdo Interministerial No. 2013-001, de 15 de marzo del 2013, publicado en el Registro Oficial No. 941, del 25 de abril del 2013, remitiendo los primeros diez días de cada mes a la Subsecretaría de Ganadería del Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca –MAGAP-, la nómina de sus proveedores y el precio pagado por litro de leche en finca o centro de acopio, más calidad higiénica y las bonificaciones por calidad sanitaria y Buenas Prácticas Ganaderas

Capítulo III
De la Bonificaciones

Artículo 7. Con el propósito de incentivar al productor en la implementación de Buenas Prácticas Ganaderas e impulsar la Sanidad Animal del hato lechero nacional, las personas naturales o jurídicas, sean éstas industrias lácteas bajo cualquier modalidad, esto es, artesanales, micro, pequeñas, medianas o grandes, y centros de acopio, pagarán bonificación por calidad sanitaria y Buenas Prácticas Ganaderas de acuerdo a lo que se establece a continuación:

a) Bonificación por Calidad Sanitaria: 0,01 ctv. por litro de leche cruda, a los predios ***certificados como predio libre de brucelosis y tuberculosis.***
b) Bonificación por Buenas Prácticas Ganaderas: 0,02 ctv. por litro adicionales a la bonificación por calidad sanitaria, si fuera el caso ***a predios certificados con Buenas Prácticas Ganaderas.***

Calidad Sanitaria hace referencia a los hatos vacunados contra Fiebre Aftosa y certificados por AGROCALIDAD como libre de brucelosis y tuberculosis. El agente comprador exigirá a su proveedor el certificado de vacunación vigente en el caso de fiebre Aftosa y/o la certificación oficial de hato libre de Brucelosis y Tuberculosis para hacer efectiva la bonificación.

Certificación por Buenas Prácticas Ganaderas hace referencia al hato certificado por la Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD- con buenas prácticas de Ganaderas. El agente comprador exigirá la certificación oficial para hacer efectiva la bonificación por buenas prácticas Ganaderas.

ANNEXES

Artículo 8. Las industrias procesadoras de leche, centros de acopio, personas naturales o jurídicas que comercialicen leche procesada deberán exigir al proveedor el Certificado Único de Vacunación de Fiebre Aftosa vigente emitido por Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD- y deberán remitir de manera oficial el listado de los proveedores que cumplen e incumplen con este requisito, a la Subsecretaría de Ganadería y la Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD-.

Capítulo IV
Del Seguimiento y Control

Artículo 9. El Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca –MAGAP-a través de la Subsecretaría de Ganadería y de la Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD- ejecutarán las acciones y los instrumentos necesarios para el control, la regulación y sanción de las distorsiones o irregularidades que se den en la fase de producción primaria de la cadena de la leche, esto de acuerdo a lo establecido en Acuerdo Interministerial 2013-001. Esto con el objetivo de verificar y controlar el pago del precio de sustentación más componentes, calidad higiénica y sanitaria por litro de leche cruda pagado en finca o centro de acopio. Adicionalmente, realizarán todas las acciones necesarias con los demás Ministerios y entes competentes para ejecutar acciones de control y regulación de toda la cadena láctea.

Artículo 10. La Subsecretaría de Ganadería y la Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD-, serán quienes verifiquen la transparencia, veracidad, correcto funcionamiento y calibración de equipos utilizados para el análisis de leche cruda; y, validaran los resultados de los análisis de calidad de leche cruda emitidos por los laboratorios de las industrias, centros de acopio o laboratorios privados. Resultados de laboratorio que es insumo determinante para el cálculo del precio final pagado en finca, mediante la aplicación de la Tabla Oficial presentada en este instrumento. En caso de incumplimiento se aplicará el procedimiento establecido en el Acuerdo Interministerial 2013-001, de 15 de marzo del 2013, publicado en el Registro Oficial No. 941, del 25 de abril del 2013.

Artículo 11. El Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca –MAGAP- a través de la Subsecretaría de Ganadería establecerá el formato oficial y el mecanismo mediante el cual los compradores de leche cruda, sean estos personas naturales o jurídicas, deberán informar y presentar los resultados de la calidad de la leche cruda, así como el precio resultante de los mismos a cada uno de sus proveedores y a la Subsecretaría de Ganadería.

Este formato deberá estar firmado por el responsable de laboratorio en caso de que el agente comprador cuente con uno. En el caso de que los agentes compradores realicen los análisis de calidad en un laboratorio externo, los resultados también deberán estar firmados por el responsable de este laboratorio. Todo esto con el fin de certificar la transparencia y veracidad de los resultados de composición y calidad higiénica que determinarán el precio final pagado en finca o centro de acopio, mediante la aplicación de la Tabla Oficial explícita en este instrumento.

El no cumplimiento de lo dispuesto en el presente Artículo por parte del comprador de leche cruda se considerará una infracción grave a lo establecido en el presente Acuerdo Ministerial y el MAGAP procederá de acuerdo a lo establecido en el Art. 56 del Acuerdo Interministerial No. 2013-001.

ANNEXES

GOBIERNO NACIONAL DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR

Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca

Av. Eloy Alfaro 30-350 y Amazonas
Telf: (593)2 3960 100
www.magap.gob.ec

Capitulo V
De los Laboratorios

Artículo 12. La Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro – AGROCALIDAD- será la encargada de registrar y verificar la correcta calibración de los laboratorios para el control de calidad de la leche cruda, sean estos privados o públicos, basándose en las normas nacionales e internacionales utilizadas para los análisis que permiten determinar la composición química y calidad higiénica de leche cruda. Para esto establecerá un cronograma de verificación y control aleatorio por regiones, aplicando las sanciones establecidas en la Ley para aquellos casos donde se determine que los resultados no cumplen con los estándares aceptados en las normas vigentes aplicables y/o los estándares, criterios y metodologías establecidos en este Acuerdo Ministerial.

Artículo 13. Aquellas industrias procesadoras y comercializadoras de leche que permitan por acción u omisión, el ingreso de materia prima (leche cruda) proveniente de proveedores que no hayan presentado el correspondiente Certificado Único de Vacunación contra la Fiebre Aftosa vigente, deberán someterse a lo establecido en el Art. 22 de la Ley de Erradicación de la Fiebre Aftosa, estas industrias bajo cualquier modalidad, esto es, artesanales, micro, pequeñas, medianas o grandes no podrán participar de ninguno de los programas desarrollados o promovidos por el Estado.

Artículo 14. Las personas naturales o jurídicas, que actúen como compradores bajo el amparo de las normas establecidas en el presente instrumento, ya sean, industriales procesadoras y comercializadoras de leche cruda y todos los agentes compradores de leche cruda, deberán dar fiel cumplimiento a este Acuerdo Ministerial, so pena del establecimiento de las responsabilidades administrativas, civiles y penales en caso de incumplimiento, así como de las sanciones impuestas por las autoridades competentes, en estricto cumplimiento de lo establecido por las Leyes y demás normas vigentes.

Capítulo VI
Del Control del Costo de Insumos

Artículo 15. Encárguese a la Subsecretaría de Comercialización de este Ministerio, el monitoreo y control del costo de los insumos utilizados para la producción de leche cruda en todo el territorio nacional tal como se dispone en el Decreto Ejecutivo No. 1615, suscrito el 14 de marzo de 2009, publicado en el Registro Oficial No. 599 el 30 de marzo del mismo año; el Decreto Ejecutivo No. 115 suscrito el 23 de Octubre de 2009, publicado en el Registro Oficial No. 64 el 11 de Noviembre del mismo año y el Decreto Ejecutivo No. 633 suscrito el 24 de Enero del 2011, publicado en el Registro Oficial No. 373 de 28 de enero de 2011.

DISPOSICIONES GENERALES

PRIMERA.- Las personas naturales o jurídicas, sean estos productores o compradores de leche cruda en finca y/o centro de acopio , deberán solicitar la tabla oficial para pago por componentes , así como las tablas de calidad higiénica en formato digital a la Subsecretaría de Ganadería, quien la otorgará en un término máximo de 5 días posteriores a dicha solicitud.

SEGUNDA.- La Subsecretaría de Ganadería mantendrá actualizada la información de precio promedio pagado al productor en finca más calidad higiénica y sanitaria, en la página web institucional para efectos de garantizar la debida información, transparencia, control y seguimiento de este Acuerdo.

ANNEXES

TERCERA.- Le corresponderá a la Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad del Agro –AGROCALIDAD-, la aplicación de las sanciones determinadas en la Ley de Sanidad Animal Codificada, publicada en el Registro Oficial Suplemento 315 de 16 de abril de 2004.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

PRIMERA.- La notificación oficial a la Subsecretaría de Ganadería señalada en el Artículo 5, relativa al método adoptado por la industria o agente comprador deberá registrarse de manera obligatoria en un plazo máximo de 30 días a partir de la suscripción y vigencia del presente Acuerdo Ministerial, ante la Subsecretaría de Ganadería.

SEGUNDA.- El formato oficial y el mecanismo mediante el cual los compradores de leche cruda, sean estos personas naturales o jurídicas, deberán informar y presentar los resultados de la calidad de la leche cruda, así como el precio resultante de los mismos a cada uno de sus proveedores y a la Subsecretaría de Ganadería, establecido en el artículo 11 de la presente norma, deberá ser elaborado en el término de 30 días contados a partir de la suscripción y vigencia del presente Acuerdo, por parte de la Subsecretaría de Ganadería.

DISPOSICIÓN DEROGATORIA ÚNICA.- Derogase el Acuerdo Ministerial 136 del 21 de abril de 2010, publicado en el Registro Oficial 191, de 12 de mayo de 2010.

DISPOSICIÓN FINAL.

El presente Acuerdo Ministerial entrará en vigencia a partir de su suscripción, sin perjuicio de su publicación en el Registro Oficial.

Dado en la ciudad de San Francisco de Quito, Distrito Metropolitano, a 04 SEP 2013

Javier Ponce Cevallos
MINISTRO DE AGRICULTURA GANADERÍA ACUACULTURA Y PESCA

ANNEXES

Annexe 36.

Centros de acopio de leche campesinos y volúmenes de acopio

Nombre	Lugar	Volumen promedio de acopio dairio (litros)
Campo Hermoso	Ayora	3100
El progreso Cariacu	Cariacu	3100
Asociacion Nukanchik Alpa	Puliza	1700
Asociacion El Ordeño	La Chimba	12000
Asociacion Jatari Huagra	Pesillo	5500
Asociacion Ataquepac	Pesillo	2600
Asociacion Sumak Huagra	Pesillo	2500
Asociacion El Dije	Olmedo	1300
Asociacion Sumak Kawsay	San Pablo Urco	2100
Productores de leche Irene Norte	El Chaupi	2800
Rey Salomon	Cayambe	700
Asociacion Tierra Fertil	Moyurco	1250
Asociacion el Trebol	Tupigachi	1600
Asociacion Jatun Nan	Cajas	1700
Asociacion Santo Domingo 2	SantoDomingo	2200
Asociacion Campo verde	Turucucho	2700
AAPEDESPA	Tupigachi	1300
Asociacion Agropecuaria el Refugio	Pesillo-Olmedo	2600
Santa Mónica	Tabacundo	500
Asociacion Nuevo Futuro Paquistancia	Paquistancia	1300
Centro e acopio Cariacu	Cariacu	2300
Centro de acopio Oro Blanco	La Chimba	1300

Source: Trabajo de campo 2015- 2016

ANNEXES

Annexe 37.

Proposition alimentaire pour les travailleurs d'un lieu de restauration collective d'une entreprise floricole

MENÚ PARA EL MES DE ABRIL DE 2016

LUGAR A ENTREGAR: ROSE CONNECTION ROSECON CIA.LTDA.

INGESTA:		DESAYUNO			ALMUERZO						
Día	FECHA	FUERTE	COLADA	PAN/HUEVO	SOPA	ARROZ	FUERTE	GUARNICIÓN	ENSALADA	POSTRE	JUGO
Vie	01/04/16	Pechuga Apanada, papa con salsa de queso, rodaje de tomate	Plátano/leche	Huevo	Ají de carne	Arroz	Corvina a la plancha	Menestra de plátano verde	Pepinillo	Gelatina	Tamarindo
Sáb	02/04/16	Tortilla de coliflor,Menestra de arveja, colblanca, zanh.amar.	Jugo de mora	Pan	Consome	Arroz	Higado	Menestra de arveja	Lechuga	Papaya	Naranjilla
Dom	03/04/16										
Lun	04/04/16	Carne estofada,maduro/lechuga	Jugo de Tomate de árbol	Huevo	Locro de nabo chino	Arroz	Pollo broster	Papa salsa de queso	Brocoli y zanahoria	Torta de chocolate	Piña
Mar	05/04/16	Seco de chivo, papa al vapor/rabanos	Avena/leche	Pan	Verduras	Arroz	Hamburguesa de res	Menestra de fréjol seco	Col morada	Orito	Naranjilla
Miér	06/04/16	Pollo frito, menestra de lenteja, zanahoria rallada	Quaker de maracuyá	Huevo	Locro de haba seca	Arroz	Chaulafan	platano frito	Rábano	Piña	Mora
Jue	07/04/16	Papas con cuero y lechuga	Colada morada	Pan	Crema de coliflor/canguil	Arroz	Carne colorada	Tortilla de papa	Zanah.Ama/remolacha	Granadilla	Babaco
Vie	08/04/16	Ensalada de atun con tonillos,platano frito	Jugo de piña	Huevo	Melloco	Arroz	Estofado de res	Maduro cocinado	Lechuga	Galleta con mermelada	Guayaba
Sáb	09/04/16	Albóndiga de res, papa al vapor, rodaja de tomate	Colada H.maiz/leche	Pan	Arrocillo con verduras	Arroz	Filete pollo a la plancha	Menestra de lenteja	Medallón de tomate	Gelatina	Melón
Dom	10/04/16										
lun	11/04/16	Hígado estofado con camote, pepinillos 264 CALORIAS	Jugo de naranjilla 30 calorias	Huevo (155 calorias)	Sopa de fréjol 137 CALORIAS	Arroz 130 CALORIAS	Carne guisado 321 CALORIAS (200 gramos)	Papa al vapor (152 CALORIAS)	Vainitas y zanahoria 114 CALORIAS (100 GRAMOS	Plátano seda (80 CALORIAS)	Mora 95 CALORIAS)
Mar	12/04/16	Tallarin boloñesa/maduro frito	Colada avena/piña	Pan	Menudo de borrego	Arroz	Tortilla de espinaca	Menestra de garbanzo	Pepinillo	Pepino	Naranja
Miér	13/04/16	Relleno de pollo/medallón de tomate	Jugo de guayaba	Huevo	Locro de espinaca	Arroz	Albóndiga de res al jugo	Yuca al vapor	Rábano y pimiento	Piña	Sandía
Jue	14/04/16	Corazón guisado/papas al vapor/ lechuga	Colada de sémola/leche	Pan	Trigo	Arroz	Pollo al jugo	Menestra de arveja seca	Lechuga	Frutilla con crema	Naranjilla
Vie	15/04/16	Papas con cuero/ pepinillo	Jugo de Tomate de árbol	Huevo	H. de arveja	Arroz	Filete de pescado apanada	2 patacones	encurtido	Gelatina	Melón
Sáb	16/04/16	Pollo broster/ensalada de brocoli y zanahoria y choclo	Colada H. plátano/leche	Pan	Avena con queso	Arroz	Hamburguesa de res frita	Fréjol tierno	Medallón de tomate	Uvas	Mora
Dom	17/04/16										
lun	18/04/16	Carne frita/arveja tierna/ encurtido	Jugo de guayaba	Huevo	Crema de champiñón/ papas fritas	Arroz	Relleno de pollo	Maduro frito	Rodaje de Tomate	Chocobanana	Mora
Mar	19/04/16	Pollo a la portuguesa	Colada de machica/leche	Pan	Sancocho de verde	Arroz	Filete pollo a la plancha	Lenteja	Lechuga	Quimbolito	Papaya
Miér	20/04/16	Guatita/ aguacate	Jugo de melón	Huevo	Sopa de bolas h.maiz/queso	Arroz	Bistec de res	Maduro cocinado	Pepinillo	Torta de vainilla	Piña
Jue	21/04/16	Pollo al vino/papa al vapor/ colmorada	Colada de H. mote/leche	Pan	Arroz de cebada	Arroz	Guatita	Huevo	Aguacate	Uvas	Babaco
Vie	22/04/16	Tortilla espinaca /verduras y papa con sarsa	Jugo de mora	Huevo	Crema de zapallo	Arroz	Carne frita	Puré	Remolacha, Zan.Ama.	Gato encerrado	Naranja
Sáb	23/04/16	Bistec de res/maduro cocinado/ lechuga	Colada de avena/leche	Pan	Locro de acelga/queso	Arroz	Pollo al jugo	Menstra de frejol	Lechuga	Babaco en almíbar	Tamarindo
Dom	24/04/16										
lun	25/04/16	Pechuga plancha/Arroz amarillo/maduro frito/ encurtido	Jugo de Tomate de árbol	Huevo	Morocho	Arroz	Carne a la plancha	Guiso de melloco	Col morada	Galleta con mermelada de	Guayaba
Mar	26/04/16	Albóndiga de res al jugo, yuca frita,ñechuga	Colada de H.maíz/leche	Pan	Zuquini	Arroz	Tortilla de atún	Menestra de fréjol tierno	zanahoria rallada	Fruta de temporada	Naranjilla
Miér	27/04/16	Lengua en salsa de champiñón/papa/rabanos	Colada de quínua/leche	Huevo	Locro de mote	Arroz	Pollo asado	Papa al vapor	Rusa	Flan	Limonada
Jue	28/04/16	Riñón de res guisado/yuca al vapor/ rodaja de tomate	Jugo de naranjilla	Pan	Chuchuca	Arroz	Hamburguesa de res	Mote guidado	Rábano	Piña	Papaya
Vie	29/04/16	Pollo broster/ensalada rusa	Colada de trigo/leche	Huevo	Crema de H. haba/tostado	Arroz	corvina	Menestra de arveja seca	encurtido	Higo con queso	Sandía
Sáb	30/04/16	Carne frita/puré/ vaninita y zanahoria		Pan	Aguado de pollo	Arroz	Higado	Yuca al vapor	Lechuga	Sandía	Tamarindo

Fuente : trabajo de campo 2015 - 201

ANNEXES

Annexe 38.

Produits alimentaires rapportés dans le rappel de 24h groupés selon le groupe alimentaire proposé pour calculer le HDDS

Grupo	Hortalizas				
1	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Acelga	Beta vulgaris	Chenopodiaceae	Hojas	Fresco
	Achogchas	Cyclanthera pedata	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
	Alfalfa	Medicago sativa	Fabaceae	Germinado	Fresco
	Berros	Nasturtium offinale	Brassicaceae/crucífera	Hojas	Fresco
	Brócoli	Brassica oleracea var. Italica	Brassicaceae/crucífera	Flores y tallos	Fresco
	Chayote	Sechium edule	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
	Cebolla paiteña / perla	Allium cepa L.	Liliáceas	Bulbo	Fresco
	Col	Brassica oleraceae var. capitata	Brassicaceae/crucífera	Hojas	Fresco
	Coliflor	Brassica oleraceae var. Botrytis	Brassicaceae/crucífera	Flores y tallos	Fresco
	Espinaca	Spinacia oleracea	Amaranthaceae	Hojas	Fresco
	Lechuga	Lactuca sativa	Asteraceae	Hojas	Fresco
	Nabo	Brassica rapa	Brassicaceae/crucífera	Raíz	Fresco
	Papa nabo				Fresco
	Pepinillo	Cucuimis sativus	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
	Pimiento	Capsicum annuum	Solanaceae	Fruto	Fresco
	Rábano	Raphanus sativus	Brassicaceae/crucífera	Raíz	Fresco

ANNEXES

	Remolacha	Beta vulgaris	Amaranthaceae	Bulbo	Fresco
	Tomate	Solanum lycopersicum	Solanaceae	Fruto	Fresco
	Zambo	Curcubita ficífolia	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
	Zanahoria	Dacus carota	Apiaceae	Raíz	Fresco
	Zapallo	Cucurbita maxima	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
	Zuquini	Cucurbita pepo	Curcubitaceae	Fruto	Fresco
2	Cereales				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Arroz	Oryza sativa	Graminea	Semilla (grano)	
	Cebada	Hordeum vulgare	Poaceae	Semilla (grano)	Arroz de cebada, harina
	Trigo	Triticum spp	Poaceae	Semilla (grano)	Arroz de trigo, pan, harina, fideos
	Avena	Avena sátiva	Poaceae	Semilla (grano)	
	Maíz*	Zea mays	Poaceae	Semilla (grano)	Harina
	Quinua	Chenopodium quinoa	Amaranthaceae	Semilla (grano)	Harina
	Uchujacu**				Harina
* Aquí se incluyen diferentes subespecies de maíz (de acuerdo a la estructura del grano) consumidas en el territorio Kayambi: morocho (grano cristalino), canguil (grano reventador), mote .					
**Harina compuesta de seis granos: arveja (*Pisum sativa*), haba (*Vicia faba)*, trigo (*Triticum spp.*), maíz (*Zea mays)* , lenteja (*Lens culinaris*), quinua (*Chenopodium quinoa*)					

ANNEXES

3	Leguminosas				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Arveja	Pisum sativum	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano fresco y seco
	Haba	Vicia faba	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano fresco, harina
	Chocho	Lupinus mutabilis	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano fresco
	Fréjol	Phaseolus vulgaris	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano fresco y seco
	Lenteja	Lens culinaris	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano seco
	Maní	Arachis hypogea	Fabaceae	Semilla (grano)	Grano seco
	Soya	Glycine max	Fabaceae	Semilla (grano)	Harina
	Vainitas	Phaseolus vulgaris	Fabaceae	vainas	Fresco
4	Frutas				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Aguacate	Persea americana	Lauraceae	Fruto	Fresco
	Babaco	Vasconcellea x heilbornii	Caricaceae	Fruto	Fresco
	Chamburo	Vasconcellea pubescens	Caricaceae	Fruto	Fresco
	Frutilla	Fragaria vesca	Rosaceae	Fruto	Fresco

ANNEXES

	Granadilla	Passiflora ligularis	Passifloraceae	Fruto	Fresco
	Guayaba	Psidium guajava	Myrtaceae	Fruto	Fresco
	Limón	Citrus x limon	Rutaceae	Fruto	Fresco
	Mandarina	Citrus reticulata	Rutaceae	Fruto	Fresco
	Manzana	Pyrus malus	Rosaceae	Fruto	Fresco
	Mora	Rubus ulmifolius	Rosaceae	Fruto	Fresco
	Naranja	Citrus x sinensis	Rutaceae	Fruto	Fresco
	Pepino dulce	Solanum muricatum	Solanaceae	Fruto	Fresco
	Taxo	Passiflora tripartita	Passifloraceae	Fruto	Fresco
	Tomate de árbol	Solanum betaceum	Solanaceae	Fruto	Fresco
	Uvilla	Physalis peruviana	Solanaceae	Fruto	Fresco
	Guanábana	Annona muricate	Annonaceae	Fruto	Fresco
	Arazá	Eugenia stipitata	Myrtaceae	Fruto	Fresco
	Banano	Musa x paradisiaca	Musaceae	Fruto	Fresco
	Mango	Mangifera indica	Anacardiaceae	Fruto	Fresco
	Maracuyá	Passiflora edulis	Passifloraceae	Fruto	Fresco
	Papaya	Carica papaya	Caricaceae	Fruto	Fresco
	Piña	Ananas comosus	Bromeliaceae	Fruto	Fresco
	Uva	Vitis vinifera	Vitaceae	Fruto	Fresco
	Naranjilla	Solanum quitoense	Solanaceae	Fruto	Fresco
5	Tubérculos, raíces y plátanos				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Mashua	Capucine tubereuse	Tropaeolaceae	Tubérculo	Fresco

ANNEXES

	Melloco	Ullucus tuberosus	Basellaceae	Tubérculo	Fresco
	Papas	Solanum tuberosum	Solanaceae	Tubérculo	Fresco
	Plátano	Musa x paradisiaca	Musaceae	Fruto	Fresco
	Yuca	Manihot esculenta	Euphorbiaceae	Tubérculo	Fresco
6	Lacteos				
	Leche				
	Queso				
	Yogur				
	Crema de leche				
7	Carnes y vísceras				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de la planta en la zona	Presentación
	Borrego	Ovis airies	Bovidae		carne y vísceras
	Cerdo	Sus scrofa domestica	Suidae		carne y vísceras
	Conejo	Oryctolagus cuniculus	Leporidae		carne y vísceras
	Cuy	Cavia porcellus	Caviidae		carne y vísceras
	Pollo	Gallus gallus domesticus	Phasianidae		carne y vísceras
	Res	Bos primigenius taurus	Bovinae		carne y vísceras
8	Huevos				
9	Pescado y mariscos				
	Nombre común	Nombre científico	Familia	Parte comestible de	Presentación

				la planta en la zona	
	Atún	Thunus	Scombroidei		Conserva
	Sardina	Sardina pilchardus	Clupeidae		Conserva
	otros				Fresco
10	Endulzantes				
	Azúcar				
	Miel				
	Miel de ágave				
	Panela				
11	Aceites y grasas				
	Aceite de palma				
	Manteca vegetal				
	Manteca animal				
	Mantequilla				

ANNEXES

Annexe 39.

Score de la diversité du régime alimentaire

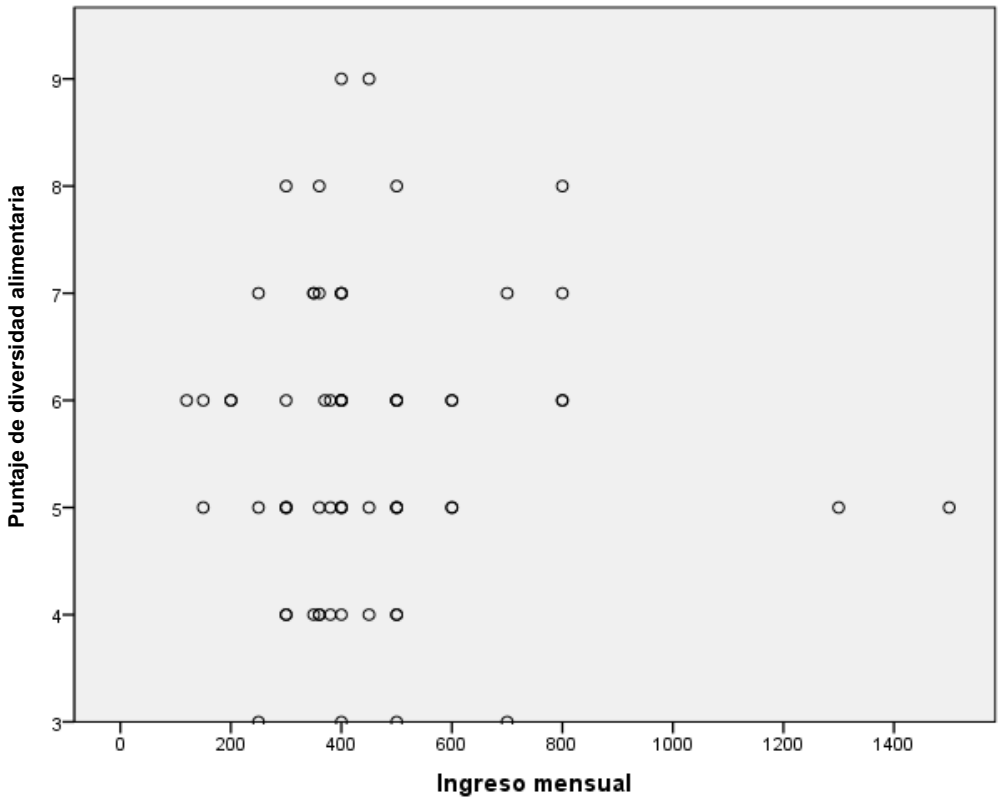
	N	Media	Desviación estándar	Error estándar	95% del intervalo de confianza para la media		Mínimo	Máximo
					Límite inferior	Límite superior		
Productores campesinos especializados	16	5,63	1,455	,364	4,85	6,40	3	8
Campesinos con agricultura marginal	11	5,45	1,508	,455	4,44	6,47	3	8
Productores campesinos con agricultura tradicionale	18	5,50	,985	,232	5,01	5,99	4	7
Productores campesinos agroecológicos	20	5,70	1,689	,378	4,91	6,49	3	9
Total	65	5,58	1,402	,174	5,24	5,93	3	9

Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

ANNEXES

Annexe 40.

Graphique de corrélation entre revenu total des familles paysannes et la diversité du régime alimentaire (score de diversité)



ANNEXES

Annexe 41.

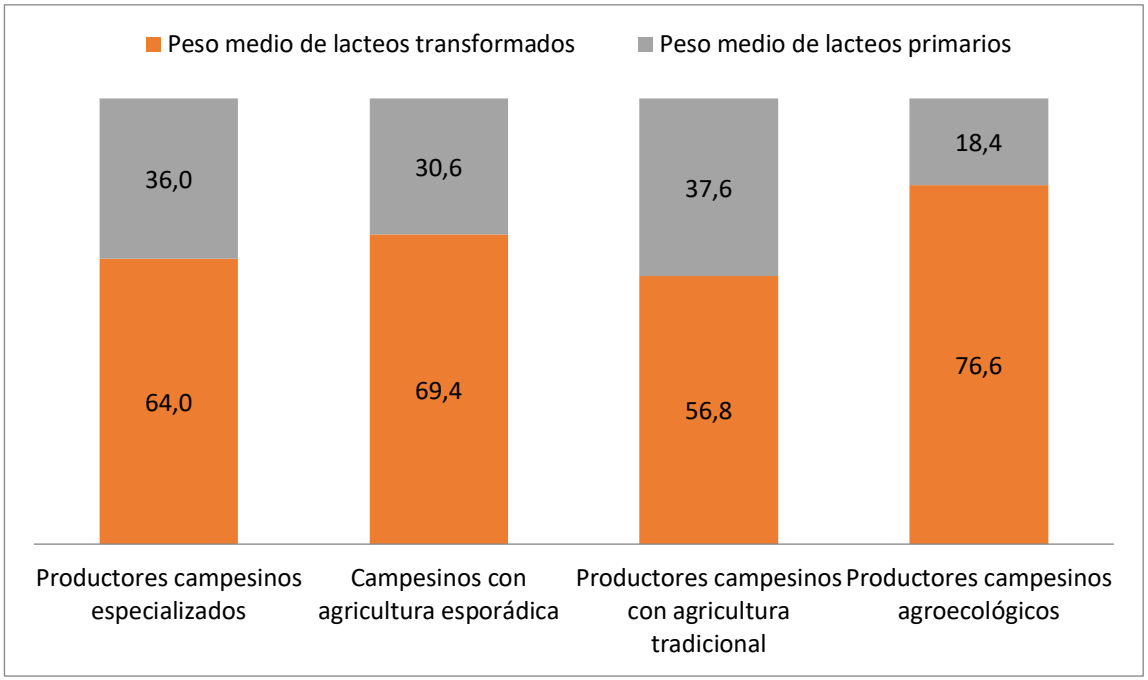
Poids moyen des laitages transformés et primaires dans la consommation globale de laitages au sein des familles paysannes avec différents profils productifs

Grupos		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	95% del intervalo de confianza para la media		Mínimo	Máximo
						Límite inferior	Límite superior		
Peso medio de lácteos transformados	Productores campesinos especializados	16	64,0	32,8	8,2	46,5	81,4	0,0	100,0
	Campesinos con agricultura esporádica	11	69,4	33,2	10,0	47,2	91,7	0,0	100,0
	Productores campesinos con agricultura tradicional	18	56,8	36,5	8,6	38,6	75,0	0,0	100,0
	Productores campesinos agroecológicos	20	76,6	30,8	6,9	62,2	91,0	0,0	100,0
	Total	65	66,8	33,5	4,2	58,5	75,1	0,0	100,0
Peso medio de lácteos primarios	Productores campesinos especializados	16	36,0	32,8	8,2	18,6	53,5	0,0	100,0

Campesinos con agricultura marginal	11	30,6	33,2	10,0	8,3	52,8	0,0	100,0
Productores campesinos tradicionales	18	37,6	35,0	8,2	20,3	55,0	0,0	100,0
Productores campesinos agroecológicos	20	18,4	25,4	5,7	6,6	30,3	0,0	100,0
Total	65	30,1	31,7	3,9	22,3	38,0	0,0	100,0

Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

ANNEXES


Peso medio de lacteos transformados
Peso medio de lacteos primarios
36,0
64,0
30,6
69,4
37,6
56,8
18,4
76,6
Productores campesinos especializados
Campesinos con agricultura esporádica
Productores campesinos con agricultura tradicional
Productores campesinos agroecológicos

ANNEXES

Annexe 42



Ultraprocesado de preparación rápida, utilizado como una comida principal.



Bebida energizante

ANNEXES

Annexe 43.

Poids des produits naturels et transformés dans le régime alimentaire des familles paysannes avec différents profils productifs

						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Peso de los productos naturales en la dieta **	Productores campesinos especializados	16	87,4	7,9	2,0	83,2	91,6	71,3	96,9
	Campesinos con agricultura esporádica	11	80,0	11,5	3,5	72,2	87,7	63,8	99,3
	Productores campesinos tradicionales	18	93,5	3,7	0,9	91,7	95,3	86,0	100,0
	Productores campesinos agroecológicos	20	92,6	5,6	1,3	90,0	95,2	80,4	99,1
	Total	65	89,4	8,5	1,1	87,3	91,5	63,8	100,0
Peso de los productos procesados en la dieta **	Productores campesinos especializados	16	12,6	7,9	2,0	8,4	16,8	3,1	28,8
	Campesinos con agricultura marginal	11	20,0	11,5	3,5	12,3	27,8	0,7	36,2
	Productores campesinos tradicionales	18	6,5	3,7	0,9	4,7	8,3	0,0	14,0
	Productores campesinos agroecológicos	20	7,4	5,6	1,3	4,8	10,0	0,9	19,6
	Total	65	10,6	8,5	1,1	8,5	12,7	0,0	36,2

** p<0,001 prueba no paramétrica Kruskal-Wallis de diferencia de medias
Source: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015

ANNEXES

	EDAD DEL JEFE/A DE FAMILIA	N	Media	Desviación estándar	Error estándar	95% del intervalo de confianza para la media		Mínimo	Máximo
						Límite inferior	Límite superior		
Peso de los productos naturales en la dieta ***	25 -35	20	86,602	8,9805	2,0081	82,399	90,805	71,3	99,1
	36 - 50	22	86,415	9,2859	1,9798	82,298	90,532	63,8	98,4
	≥ 51	23	94,771	3,4509	,7196	93,279	96,263	86,7	100,0
	Total	65	89,429	8,4974	1,0540	87,324	91,535	63,8	100,0
Peso de los productos procesados en la dieta ***	25 -35	20	13,398	8,9805	2,0081	9,195	17,601	,9	28,8
	36 - 50	22	13,585	9,2859	1,9798	9,468	17,702	1,6	36,2
	≥ 51	23	5,229	3,4509	,7196	3,737	6,721	0,0	13,3
	Total	65	10,571	8,4974	1,0540	8,465	12,676	0,0	36,2

** p<0,001 prueba no paramétrica Kruskal-Wallis de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

ANNEXES

Annexe 45. El Uchujacu, reportage

Con una mano, Zoila Achina, vecina de la parroquia Ayora, en Cayambe (Pichincha), sostiene un plato hondo, de madera, y con la otra coloca un caldo espeso. Esta sopa, de color café, es elaborada con una harina, que se obtiene de seis granos y tres especias, a la que los campesinos de esta jurisdicción denominan uchujacu (harina picante, en español). La mujer kichwa adorna este platillo, que los indígenas del pueblo Kayambi ofrecen en matrimonios, bautizos o celebraciones ancestrales como la del sol, con trozos de cuy asado, queso, huevo y mote (maíz cocido). Esta es una de las 30 recetas ancestrales que, al menos, mantiene este pueblo kichwa. El uchujacu, por ejemplo, tiene más de 300 años de antigüedad. Así lo asegura María Belén Cataña, egresada de la Universidad de Las Américas, quien realiza un estudio sobre esta gastronomía andina. Desde hace dos décadas, los campesinos de Ayora emprenden en el procesamiento y venta del uchujacu. El fin de semana pasado, la Federación de Organizaciones Populares de Ayora Cayambe (Unopac) realizó el relanzamiento del producto. La organización, que congrega a 11 comunas y 4 barrios, moderniza la planta que funciona en el barrio Los Lotes, de Ayora. Edison Pijal, presidente de la Unopac, explica que han implementado nuevos equipos, entre ellos dos molinos verticales, tostadora, clasificadora de grano y envases para el transporte de la materia. La inversión bordea los USD 60 000. Los fondos han sido comprometidos por la Junta Parroquial de Ayora, Municipio de Cayambe y la Prefectura de Pichincha, según el líder de la organización. Esta sopa ancestral se sirve en celebraciones familiares y comunitarias. Ampliar Esta sopa ancestral se sirve en celebraciones familiares y comunitarias. El objetivo es aumentar la producción de 200 a 1 000 fundas cada día. La presentación, de 450 gramos, se expende en un supermercado nacional y en abastos locales. En ese plantel también se procesa arroz de cebada, máchica, pinol y morocho. Los agricultores de la zona se encargan de proveer la materia prima a la planta. Ángel Quinchiguango, miembro de la Unopac, explica que ahora buscan elaborar estos productos de forma industrial y no artesanal, como lo hacían anteriormente. “Años atrás lo más difícil era hacer el gluten porque se debían moler en piedra los granos de maíz, trigo, cebada, haba, arveja y lenteja”, recuerda Zoila Achina. A este polvo se le agrega una pasta de ajo, achiote y comino, también triturados. Incluso, las mujeres de varias comunidades hicieron, en el parque 23 de Julio, una demostración del antiguo y laborioso proceso. También se realizó un concurso para determinar la mejor elaboración

de la receta. Las mujeres de la comunidad Nuevos Horizontes se llevaron este mérito. Sin embargo, María Belén Cataña, en su investigación, corroboró que este caldillo es conocido en las parroquias cercanas de Olmedo y Cangahua, como 'mazamorra'. En este último sitio también se lo sirve con la carne de borrego asado. Para el pueblo Kayambi, otro de los alimentos antiguos es el denominado cariucho o mediano, que asimismo se brinda en festividades. Este plato tiene como ingredientes el cuy, papas cocinadas, tomate, lechuga, aguacate y una salsa de maní o de la pepa del zambo, explica la investigadora. También contabilizó que alrededor de seis recetas se estarían dejando de elaborar como la chicha de oca, las papatandas, las tortillas con tipo, trigo mote, la comida chola y las tortillas de chuno. Pero en el cantón también se recupera la bebida de guarango, que es elaborado con el penco o agave azul. Guillermo Churuchumbi, el primer alcalde indígena de Cayambe, comentó que analizan declararla como la bebida oficial del Municipio. Fuente: **Diario EL COMERCIO en la siguiente dirección: http://www.elcomercio.com/actualidad/uchujacu-culinario-kayambi-indigena-interculturalidad.html. Si está pensando en hacer uso del mismo, por favor, cite la fuente y haga un enlace hacia la nota original de donde usted ha tomado este contenido. ElComercio.com**

ANNEXES

Annexe 46.

Poids (%) et score de diversité de la consommation de produits marqueurs culturels au sein des familles paysannes avec différents profils productifs

		Estadísticos							
						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Peso de los productos marcadores culturales en la dieta ***	Productores campesinos especializados	16	25,3	11,9	3,0	18,9	31,6	10,8	62,0
	Campesinos con agricultura marginal	11	18,1	4,2	1,3	15,2	20,9	12,7	24,2
	Productores campesinos tradicionales	18	36,3	15,8	3,7	28,5	44,2	16,7	70,7
	Productores campesinos agroecológicos	20	21,9	8,1	1,8	18,1	25,7	3,9	37,7
	Total	65	26,1	12,9	1,6	22,9	29,3	3,9	70,7
Índice de diversidad marcadores	Productores campesinos especializados	16	4,5	1,2	0,3	3,9	5,1	3,0	7,0

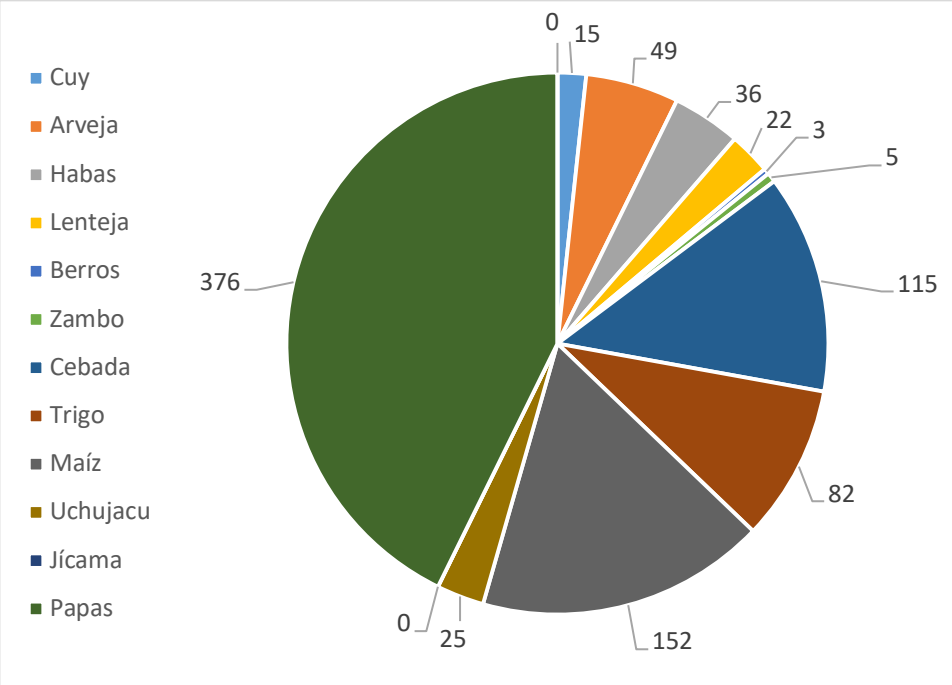
culturales en la dieta *	Campesinos con agricultura marginal	11	4,5	1,6	0,5	3,4	5,6	2,0	8,0
	Productores campesinos tradicionales	18	5,6	1,1	0,3	5,0	6,2	4,0	7,0
	Productores campesinos agroecológicos	20	4,8	1,2	0,3	4,2	5,3	2,0	7,0
	Total	65	4,9	1,3	0,2	4,6	5,2	2,0	8,0

** p<0,001; P<0,05 prueba no paramétrica Kruskal-Wallis de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

ANNEXES

Anexo 47.

Nombre de fois que les produits marqueurs culturels ont été enregistrés dans les rapports de 24h



Fuente: fase de campo 2015, reportes de 24 horas

ANNEXES

Annexe 48.

Taux de diversité des produits marqueurs culturels dans le régime alimentaire en fonction de la superficie de l'UPA

	N	Media	Desviación estándar	Error estándar	95% del intervalo de confianza para la media		Mínimo	Máximo
					Límite inferior	Límite superior		
Hasta 1 ha.	34	4,65	1,390	,238	4,16	5,13	2	8
De 1,01 a 3 has	15	4,73	,799	,206	4,29	5,18	4	6
De 3,01 a 5 has	7	5,71	1,380	,522	4,44	6,99	3	7
Más de 5 has	9	5,33	1,500	,500	4,18	6,49	3	7
Total	65	4,88	1,317	,163	4,55	5,20	2	8

*p<0,05 prueba ANOVA de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

Annexe 49.

IPCM et PDMC en fonction de la zone écologique dans laquelle se trouvent les familles et leurs unités de production

Variable dependiente		Estadísticos							
						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Peso de los productos marcadores culturales en la dieta *	Baja	31	21,3	10,0	1,8	17,6	24,9	3,9	62,0
	Media	27	29,7	14,9	2,9	23,8	35,6	14,3	70,7
	Alta	7	33,5	9,5	3,6	24,7	42,3	25,5	51,1
	Total	65	26,1	12,9	1,6	22,9	29,3	3,9	70,7
Índice de diversidad marcadores culturales en la dieta *	Baja	31	4,6	1,4	0,3	4,1	5,2	2,0	8,0
	Media	27	4,9	1,1	0,2	4,4	5,3	3,0	7,0
	Alta	7	6,0	1,0	0,4	5,1	6,9	5,0	7,0
	Total	65	4,9	1,3	0,2	4,6	5,2	2,0	8,0

* p<0,05 prueba ANOVA de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

ANNEXES

Annexe 50.

IPCM y PDMC en fonction de l'âge moyen des chefs de familles

						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Peso de los productos marcadores culturales en la dieta **	25 -35	20	19,3	6,2	1,4	16,4	22,2	3,9	29,9
	36 - 50	22	26,8	11,8	2,5	21,6	32,0	10,8	62,0
	≥ 51	23	31,3	15,8	3,3	24,4	38,1	15,2	70,7
	Total	65	26,1	12,9	1,6	22,9	29,3	3,9	70,7
Índice de diversidad marcadores culturales en la dieta *	25 -35	20	4,4	1,0	0,2	3,9	4,8	2,0	6,0
	36 - 50	22	4,8	1,4	0,3	4,2	5,4	2,0	7,0
	≥ 51	23	5,4	1,4	0,3	4,8	6,0	3,0	8,0
	Total	65	4,9	1,3	0,2	4,6	5,2	2,0	8,0

** p<001; *p<0,05 prueba no paramétrica Kruskal-Wallis de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

Annexe 51.

Canaux d'approvisionnement d'où proviennent les aliments consommés par les familles paysannes Kayambies

Código	Canal de procedencia	Naturaleza	Descripción
UPA	Unidad de explotación agrícola	No mercantil	Autoconsumo
RIT	Intercambio Trueque		Es una relación de intercambio tradicional. Aquí se intercambian alimentos por alimentos
RIR	Intercambio reciprocidad		Las familia entre si entregan y reciben alimentos como forma de sostener las relaciones familiares y sociales que sirven de sostén en la cotidianidad de estas familias. Una familia también, puede recibir alimentos por haber contribuido a una actividad concreta por ejemplo la cosecha y recibir una ración de esta en agradecimiento, independientemente de recibir o no un pago económico.
MT	Mercado tradicional	Mercantil	En esta categoría se encuentran las tiendas, los mercados, las bodegas, los camiones de venta ambulante. Sistemas de abastecimiento de alimentos en los que intervienen varios agentes de comercio. Estos canales de aprovisionamiento son mencionadas en la historia larga de la zona de estudio, por eso los llamo tradicionales.
MCC	Mercados de circuito corto		El productor vende directamente sus productos a los consumidores. Esta es un canal de abastecimiento de alimentos reciente en la zona de estudio.
MS	Supermercados		Son grandes cadenas de venta de alimentos (aunque no solo) al por menor. Estos centros de abastecimiento son relativamente nuevos en la zona (no más de 10 años)

Source: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015

Annexe 52.

Poids (%) des différents canaux d'où proviennent les produits utilisés dans l'alimentation paysanne de familles avec des profils productifs différents

						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Peso del abastecimiento total neto proveniente de la UPA **	Productores campesinos especializados	16	23,25	19,998	5,000	12,59	33,91	0	63
	Campesinos con agricultura marginal	11	13,82	23,995	7,235	-2,30	29,94	0	84
	Productores campesinos tradicionales	18	41,28	23,401	5,516	29,64	52,92	7	77
	Productores campesinos agroecológicos	20	40,45	19,538	4,369	31,31	49,59	2	73
	Total	65	31,94	23,769	2,948	26,05	37,83	0	84
Peso del abastecimiento total neto proveniente de RIR	Productores campesinos especializados	16	,50	1,366	,342	-,23	1,23	0	4
	Campesinos con agricultura marginal	11	,18	,603	,182	-,22	,59	0	2

	Productores campesinos tradicionales	18	3,67	5,750	1,355	,81	6,53	0	19
	Productores campesinos agroecológicos	20	2,65	4,557	1,019	,52	4,78	0	17
	Total	65	1,98	4,181	,519	,95	3,02	0	19
Peso del abastecimiento total neto proveniente de RIT	Productores campesinos especializados	16	4,50	3,386	,847	2,70	6,30	0	11
	Campesinos con agricultura marginal	11	5,00	7,694	2,320	-,17	10,17	0	26
	Productores campesinos tradicionales	18	4,78	4,305	1,015	2,64	6,92	0	17
	Productores campesinos agroecológicos	20	6,60	8,708	1,947	2,52	10,68	0	29
	Total	65	5,31	6,337	,786	3,74	6,88	0	29
Peso del abastecimiento total neto proveniente de MCC ***	Productores campesinos especializados	16	4,56	10,191	2,548	-,87	9,99	0	33

	Campesinos con agricultura marginal	11	6,09	20,201	6,091	-7,48	19,66	0	67
	Productores campesinos tradicionales	18	5,06	9,289	2,190	,44	9,68	0	26
	Productores campesinos agroecológicos	20	23,20	16,434	3,675	15,51	30,89	0	57
	Total	65	10,69	16,188	2,008	6,68	14,70	0	67
Peso del abastecimiento total neto proveniente de MT ***	Productores campesinos especializados	16	47,13	20,944	5,236	35,96	58,29	13	76
	Campesinos con agricultura marginal	11	52,00	20,209	6,093	38,42	65,58	10	68
	Productores campesinos tradicionales	18	44,61	24,101	5,681	32,63	56,60	14	88
	Productores campesinos agroecológicos	20	21,65	11,421	2,554	16,30	27,00	4	49
	Total	65	39,42	22,537	2,795	33,83	45,00	4	88

Peso del abastecimiento total neto proveniente de MS ***	Productores campesinos especializados	16	20,13	19,829	4,957	9,56	30,69	0	62
	Campesinos con agricultura marginal	11	23,09	10,691	3,223	15,91	30,27	0	36
	Productores campesinos tradicionales	18	,89	3,771	,889	-,99	2,76	0	16
	Productores campesinos agroecológicos	20	5,60	9,805	2,193	1,01	10,19	0	33
	Total	65	10,83	15,037	1,865	7,10	14,56	0	62

**p<0,01, *** p<0,001 para diferencia de medias, pruebas robustas Welch y Brown-Forsythe

Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

Annexe 53.

Dépense mensuelle alimentaire (USD/mois) et poids de la dépense alimentaire par rapport au revenu mensuel (%) chez les familles paysannes avec différents profils productifs

						95% del intervalo de confianza para la media			
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior	Mínimo	Máximo
Gasto estimado en productos alimenticios (usd/mes) ***	Productores campesinos especializados	40	184,8	88,1	13,9	156,6	212,9	60,0	400,0
	Campesinos con agricultura esporádica	20	235,0	40,1	9,0	216,2	253,8	200,0	300,0
	Productores campesinos con agricultura tradicional	22	58,2	26,1	5,6	46,6	69,8	30,0	150,0
	Productores campesinos agroecológicos	28	76,3	27,2	5,1	65,7	86,8	40,0	150,0
	Total	110	141,0	90,3	8,6	123,9	158,0	30,0	400,0
Peso (%) del gasto alimenticio mensual sobre ingreso mensual familiar ***	Productores campesinos especializados	40	30,3	9,5	1,5	27,2	33,3	14,5	50,0
	Campesinos con agricultura esporádica	20	56,5	10,6	2,4	51,5	61,5	33,3	80,0
	Productores campesinos con agricultura tradicional	22	18,4	8,5	1,8	14,6	22,1	8,0	40,0
	Productores campesinos agroecológicos	28	19,8	7,4	1,4	17,0	22,7	10,0	37,5
	Total	110	30,0	16,2	1,5	26,9	33,1	8,0	80,0

*** p<0,001 prueba no paramétrica Kruskal-Wallis de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

Anexo 54.

Poids (%) des différents canaux d'où proviennent les produits marqueurs culturels utilisés dans l'alimentation paysanne de familles avec des profils productifs différents

						95% del intervalo de confianza para la media	
		N	Media	Desviación estándar	Error estándar	Límite inferior	Límite superior
Peso UPA en abastecimiento productos marcadores culturales **	Productores campesinos especializados	16	46,5	33,7	8,4	28,5	64,5
	Campesinos con agricultura esporádica	11	12,1	24,9	7,5	-4,6	28,9
	Productores campesinos con agricultura tradicional	18	55,0	21,8	5,1	44,2	65,9
	Productores campesinos agroecológicos	20	38,6	28,3	6,3	25,4	51,9
	Total	65	40,6	30,6	3,8	33,1	48,2
Peso RIR en abastecimiento productos marcadores culturales **	Productores campesinos especializados	16	29,1	31,5	7,9	12,3	45,9
	Campesinos con agricultura marginal	11	62,4	35,4	10,7	38,6	86,2
	Productores campesinos tradicionales	18	35,3	21,0	4,9	24,8	45,7
	Productores campesinos agroecológicos	20	14,8	18,5	4,1	6,2	23,5
	Total	65	32,1	30,1	3,7	24,6	39,5
Peso RIT en abastecimiento productos marcadores culturales ***	Productores campesinos especializados	16	5,4	13,4	3,4	-1,7	12,6
	Campesinos con agricultura marginal	11	6,1	17,2	5,2	-5,4	17,6

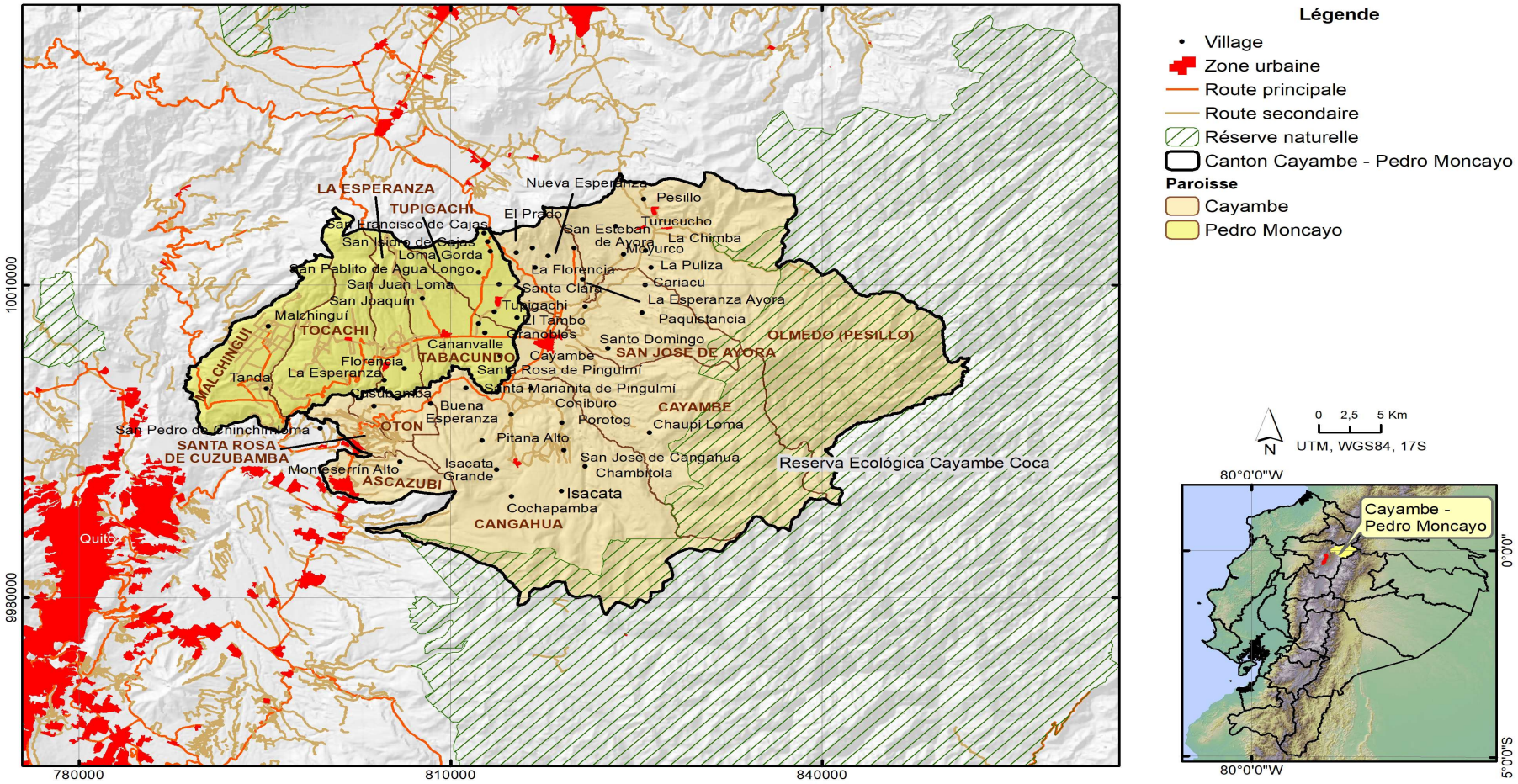
	Productores campesinos tradicionales	18	1,9	7,8	1,9	-2,1	5,8
	Productores campesinos agroecológicos	20	38,9	26,3	5,9	26,6	51,2
	Total	65	14,9	24,0	3,0	8,9	20,8
Peso MCC en abastecimiento productos marcadores culturales	Productores campesinos especializados	16	10,6	16,2	4,1	2,0	19,3
	Campesinos con agricultura marginal	11	1,3	4,3	1,3	-1,6	4,2
	Productores campesinos tradicionales	18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Productores campesinos agroecológicos	20	2,8	7,0	1,6	-0,4	6,1
	Total	65	3,7	9,8	1,2	1,3	6,1
Peso MIT en abastecimiento productos marcadores culturales	Productores campesinos especializados	16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Campesinos con agricultura marginal	11	0,9	3,0	0,9	-1,1	2,9
	Productores campesinos tradicionales	18	2,2	6,5	1,5	-1,0	5,4
	Productores campesinos agroecológicos	20	2,5	8,2	1,8	-1,3	6,3
	Total	65	1,5	5,8	0,7	0,1	3,0
Peso MS en abastecimiento productos marcadores culturales	Productores campesinos especializados	16	8,4	14,4	3,6	0,7	16,0
	Campesinos con agricultura marginal	11	17,1	17,2	5,2	5,6	28,7
	Productores campesinos tradicionales	18	5,6	8,6	2,0	1,3	9,9

Productores campesinos agroecológicos	20	2,3	5,7	1,3	-0,4	4,9
Total	65	7,2	12,2	1,5	4,2	10,2

*** p<0,001; ** p<0,01 prueba no paramétrica Kruskal Wallis de diferencia de medias
Fuente: Rappel consommation des derniéres 24H, janvier - décembre 2015
Elaboración: propia

Anexo 55.

Carte politique du territoire kayambi



GLOSSAIRE

Ayllu:	Des communautés composées de familles liées entre elles, partageant une même langue, et qui apprirent à s'organiser de manière collective et hiérarchique afin de subsister.
Arrimados ou attachés:	Il s'agissait de parents qui, sans faire partie du noyau familial du huasipunguero, vivaient et travaillaient dans le huasipungo pour assurer leur subsistance et appuyaient également le travail à l'hacienda.
Cabuya:	Plante utilisée pour sa fibre pour confectionner divers produits, notamment des cordes, des grands sacs, des sortes de chaussures utilisées par les indigènes appelées alpargatas (espadrilles).
Cacicazgo:	Ce terme est utilisé pour désigner une forme d'organisation sociale et politique des peuples tribaux.
Cacique:	Terme utilisé pour désigner ce qui exercer le pouvoir politique à la tête du cacicazgo.
Caranqui ou cara:	Noms utilisés pour désigner ce groupe ethnique dans la littérature sont Imbaya et, du point devue des sciences archéologiques, Fase Urcuquí.
Carishinas:	Du kichwa cari =homme et shina = semblable. Expression (généralement péjorative) utilisée pour qualifier les femmes qui ne savent pas ou qui n'aiment pas accomplir des tâches domestiques, qui ont des comportements qui sont ceux socialement attribués aux hommes.
Castilla:	Terme fréquemment employé dans les textes des historiens pour faire référence aux produits ramenés d'Espagne durant la colonisation.
Créoles:	En espagnol «criollo», terme utilisé pour désigner les descendants d'Espagnols péninsulaires nés dans les colonies.
Grande Colombie:	Après l'indépendance, les États nationaux s'organisent et la Grande Colombie est créée, à l'origine pour devenir un grand pays couvrant les territoires formés aujourd'hui par le Venezuela, la Colombie et l'Équateur et avec l'espoir d'intégrer d'autres territoires. Néanmoins, le projet de «grande patrie» de Bolívar fut anéanti par les conflits régionaux fomentés par les élites créoles.
Guagua o wawa:	Mot kichwa qui signifie garçon ou fille.
Hacienda:	L'hacienda est une exploitation agricole «latifundiaire» équivalant à un grand domaine agricole. C'est un système de propriété d'origine espagnole, qui a été reproduit en Amérique à l'époque coloniale.
Huasipungo:	Mot en quichua utilisé pour désigner le lopin de terre que l'indigène recevait en usufruit lorsqu'il établissait une relation de concertaje avec l'hacienda, (d'une étendue de 1 à 5 hectares).
Hygiéniste:	L'hygiénisme est un courant de la médicine, né dans la première moitié du XIXe siècle avec le libéralisme, lorsque les dirigeants ont commencé à prêter plus d'attention à la santé de la ville et de ses habitants. La maladie était considérée comme un phénomène social qui englobait tous les aspects de la vie humaine. Au début du XIXe siècle, la surpopulation et la pauvreté qui touchaient une grande partie de la population provoquaient des épidémies aggravées par la malnutrition. Les médecins ont commencé à dénoncer les conditions de vie comme la première cause de maladies.
Kayambi:	Aujourd'hui, le peuple kayambi est le nom utilisé pour identifier une société et un territoire qui réaffirment une identité enracinée dans les cacicazgos préincaïques. Le

	noyau organique de l'actuel peuple kayambi est constitué des communes situées dans les cantons de Cayambe, Pedro Moncayo, Quito, Otavalo, Pimampiro et El Chaco.
Alcabala:	Impôt grevant le commerce à l'époque de la colonie.
L'Audience royale de Quito:	Selon l'organisation politique et administrative des terres colonisées par la Couronne espagnole, le territoire actuel de l'Équateur appartenait à l'Audience royale de Quito, créée en 1563.
Llacta:	Término quichua que significa pueblo en español .
Marée rose:	Expression consacrée pour désigner les gouvernements de gauche en Amérique latine (notamment en Argentine, au Brésil, en Bolivie, en Équateur, au Salvador, au Nicaragua, au Venezuela, au Paraguay, en Uruguay, et au Chili), qui se sont multipliés au début du XXIe siècle, aussi appelés gouvernements progressistes et dans le cas de l'Équateur, «socialisme du XXIe siècle».
Mindalaes:	Ils appartenaient à une catégorie d'indigènes vivant dans chaque ayllu. Outre leur fonction de commerçant, ils se présentaient comme les représentants du cacique auprès des autres communautés.
Mita:	La mita était un tribut basé sur le travail imposé par l'État Inca. Un certain nombre d'individus (hommes âgés de 18 à 50 ans) de l'ayllu travaillaient pour l'État à tour de rôle pendant un certain temps. Ils effectuaient des travaux publics (routes, systèmes d'irrigation, etc.) ou étaient au service particulier des nobles.
Mitayos:	Indiens qui se rendaient à la mita.
Mitimaes:	Les mitimaes étaient les groupes de personnes qui étaient déplacés par l'Empire inca, aux fins de contrôle de l'espace. Portais (1983) distingue quatre catégories de mitimaes: (I) groupes provenant de régions où la conquête inca était bien assise, vers d'autres où elle était plus récemment consolidée afin de diffuser l'idéologie et les pratiques; (II) groupes militaires qui, une fois la conquête d'une région assurée, s'y installaient de façon permanente ; (III) groupes de spécialistes (agriculteurs, artisans) ; (IV) et à l'inverse, ily avait des groupes de colons provenant des régions conquises qui étaient déplacés vers d'autres régions de l'empire afin de contrôler les rébellions.
Organización de segundo grado:	Organisation qui regroupe d'autres organisations de base. Dans le secteur rural équatorien, il existe une hétérogénéité d'OSG, tant au niveau des membres que des fins poursuivies.
Pachamama:	Madre tierra, naturaleza.
Pacte andin:	La Communauté andine est fondée en 1969, marquant le début d'un processus d'intégration régionale andine, à l'instar du projet de l'Union européenne, bien que ses acquis soient loin d'être comparables au processus européen. Un régime douanier favorable aux échanges est défini entre les pays membres : Bolivie, Équateur, Pérou, Colombie, et Venezuela (qui se retire en 2006).
Paquet agricole:	En espagnol, le «paquetazo» est un terme populaire utilisé en Équateur pour décrire l'ensemble des politiques d'État affectant l'économie des ménages. Dans les années 1990, ce terme a été popularisé : au début de chaque année, les Équatoriens attendaient le paquetazo, c'est-à-dire à l'ensemble des mesures économiques (augmentation du prix des carburants, du pain, du lait, du coût du transport, etc.) plus douloureuses pour les classes populaires. En 2015, l'expression «paquetazo agrario» (paquet agricole) a été lancée par le mouvement indigène CONAIE qui a publié un communiqué de presse intitulé Non au paquet agricole et à la modernisation conservatrice du monde paysan équatorien, pour s'opposer à la loi sur la terre, en discussion à ce moment-là.

Pollinaza:	Fumier de poule.
Pomme de terre chola	Principale variété de pommes de terre consommées par la population équatorienne.
Reducciones:	Était le nom donné à l'ordre de la Couronne de regrouper les Indiens ruraux, en parcialidades ou pueblos de indios, afin d'améliorer le contrôle, la collecte des impôts et l'évangélisation de ces populations.
République des Indiens:	La République des Espagnols et celle des Indiens sont des termes utilisés par différents auteurs qui analysent le fait colonial en Amérique latine, reconnaissant que la société coloniale était clairement divisée en deux catégories fortement marquées du point de vue ethnique.
Semi-servile:	Le terme semi-servile est utilisé par Gasselin (2000) pour différencier la condition sociale de la population autochtone de celle de la population afro-descendante, qui était asservie et soumise à l'esclavage, situation qui n'a jamais été celle des autochtones. Les esclaves étaient vendus, ce qui n'était pas le cas des autochtones. Lorsqu'une hacienda était vendue et que les travailleurs autochtones continuaient à travailler pour le nouveau propriétaire, ce n'était pas parce qu'ils avaient été vendus, sinon parce qu'ils avaient contracté des dettes auprès de l'ancien propriétaire et devaient les rembourser. C'est donc leur endettement qui, plus que toute autre considération, les liait à la propriété.
Semi-solar:	Mesure de surface utilisée dans les zones rurales. Un solar équivaut à 1844 m2.
Tahuantinsuyo:	Le Tahuantinsuyo ou Tawantinsuyo était le territoire dominé par l'Empire inca entre le XVe siècle et le XVIe siècle : il s'étendait de l'actuel Pérou jusqu'au Chili au sud et au nord jusqu'en Colombie, couvrant quelque deux millions de kilomètres carrés.

LISTE DE SIGLES ET ACRONYMES

AGSO	Asociación de Ganaderos de la Sierra y Oriente
AHF	Asociación Holstein Friesian
APAC	Autonomie productive et alimentaire paysanne
ATPA	Sistema de preferencia aduaneras andinas
ATPDEA	Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act
AVSF	Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras
BCE	Banco Central del Ecuador
BNF	Banco Nacional de Fomento
CAAP	Centro Andino de Acción Popular
CADERS	Competitividad Agropecuaria Rural Sostenible
CCC	Casa Campesina de Cayambe
CEA	Coordinadora Ecuatoriana de Agroecología
CEDIG	Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica
CEPAL	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
CIALCO	Circuito Alternativos de Comercialización
CIBV	Centro Infantil del Buen Vivir
CIL	Centro de la Industria Láctea
CILAB - Salud	Centro de Investigación y Laboratorio de Impactos en Salud Colectiva
CODEMIA	Consorcio de Desarrollo de Manejo Integral de Agua y Ambiente para Cayambe y Pedro Moncayo
COINOA	Corporación de las Organizaciones Indígenas de Olmedo y Ayora
CONAIE	Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador
COPISA	Conferencia Plurinacional e intercultural de Soberanía Alimentaria
COPROBICH	Corporación de Productores y Comercializadores Orgánicos Bio Taita Chimborazo
CTE	Confederación de Trabajadores del Ecuador
DRI	Desarrollo Rural Integral
ERAS	Escuelas de la Revolución Agraria
EXPOFLORES	Asociación de productores y exportadores de flores del Ecuador
FAO	Fondo de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimemtación

FEI	Federación Ecuatoriana de Indios
FENOCIN	Federación Ecuatoriana de Organizaciones Campesinas Indígenas y Negras
FLACSO	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
FLP	Flower label program
FOB	Free on bord – franco a bordo
FODERUMA	Fondo de Desarrollo Rural Marginal
GAD	Gobierno autónomo descentralizado
GADIP-C	Gobierno Autónomo Descentralizado Intercultural y Plurinacional – Cayambe
GADP	Gobierno Autónomo Descentralizado de Pichincha
GADPM	Gobierno autónomo descentralizado municipal de Pedro Moncayo
IEDECA	Instituto Ecuatoriano de Ecología y Desarrollo de Comunidades Andinas
IEE	Instituto Espacial Ecuatoriano
IERAC	Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización
INEC	Instituto Nacional de Estadísticas y Censos
INRAE	Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
IQF	Individual Quick Frizing
LORSA	Ley Orgánica de Régimen de Soberanía Alimentaria
MAELA	Movimiento Agroecológico de América Latina
MAGAP	Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca
MCC	Foire agro écologique
MCCH	Fundación Maquita Cusunchi
MEE	Ministerio de Educación Ecuador
MS	Supermarché
MT	Marché traditionnel
NBI	Necesidades básicas insatisfechas
OECD	Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económicos
OIT	Organización Internacional del Trabajo
ONG	Organización no gubernamental
OPS	Organización Panamericana de la Salud
ORSTOM	Office de la Recherche Scientifique et Technique de Outre-Mer
OSG	Organización de Segundo Grado
PEA	Population économiquement active
PDRN	Proyecto de Desarrollo Rural Norte
PNBV	Plan Nacional del Buen Vivir

PNSAE	Programa Nacional de Semillas para Agrocadenas Estratégicas
PRO Ecuador	Instituto de promoción de exportaciones e inversiones del Ecuador
PRONACA	Procesadora Nacional de Alimentos Compañía anónima
PRONERI	Programa Nacional de Negocios Rurales Inclusivos
PSE	Partido Socialista Ecuatoriano
RESAK	Red de Economía Social, Solidaria y de la Soberanía Alimentaria Kayambi
RIT	Troc, échange d'aliments
RRI	Échanges dans le cadre des relations de réciprocité
SA	Souveraineté Alimentaire
SAD	Departament Système Agraire et Développement
SAT	Système agri-alimentaire territorial
SEDRI	Secretaría de Desarrollo Rural Integral
SHAH	Subsecretaría de Hábitat y Asentamientos Humanos
SIPAE	Sistema de Investigación de la Problemática Agraria del Ecuador
SNA	Sociedad Nacional de la Agricultura
SNV	Servicio Holandés de Cooperación para el Desarrollo
SOCLA	Sociedad Latino americana de Ageoecología
SPG	Sistema participativo de garantías
STCJM	Sindicato de trabajadores campesinos Juan Montalvo
TURUJTA	Tupigachi Runa Kunapak Katun Tantanakuy
UASB - E	Universidad Andina Simón Bolívar - Ecuador
UCCIBT	Unión de Comunidades Campesinas Indígenas y Barrios de Tabacundo
UCE	Universidad Central del Ecuador
UMR	Unité Mixte de Recherche
UNA	Unidad Nacional de Almacenamiento
UNOPAC	Fedración de organizaciones populares de Ayora y Cayambe
UPA	Unidad de Producción Agropecuaria

LISTE DES CARTES

Carte 1. 11
Carte 2. Le territoire kayambi et ses différents étages altitudinaux 13
Carte 3. Répartition des haciendas privées et de celles appartenant à l'Eglise sur le territoire Kayambi au XVIIème siècle 85
Carte 4. Haciendas appartenant à l'Etat équatorien dans le canton de Cayambe en 1958 101
Carte 5. Les zones irriguées du territoire kayambi 206
Carte 6. Répartition des entretiens et des études de cas dans l'espace 256
Carte 7. Répartition des études de cas avec ou sans rappel de 24 heures 259
Carte 8. Répartition spatiale des producteurs interrogés selon leurs systèmes de production 270
Carte 9. Centres de collecte de lait des paysans, 2015 - 2016 320
Carte 10. Évolution de l'utilisation des sols et de la couverture végétale du sous-bassin hydrographique de la rivière Pisque 366

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1. 62
Encadré 2. Dénombrement de la population de la ville de Quito entre la fin du XVIIIème et le milieu du XIXème siècle 96
Encadré 3. Le cas de l'hacienda guachala 104
Encadré 4. 107
Encadré 5. 108
Encadré 6. Rappel historique sur l'élevage bovin dans les haciendas de la sierra nord 111
Encadré 7. Récit de l'épopée de la première importation de bétail holstein friesian 112
Encadré 8. Transformation du lait au début du XXème siècle 177
Encadré 9. Les acteurs de la transformation des produits laitiers sur le territoire kayambi entre 1940 et 1990 181
Encadré 10. La lutte des paysans pour le canal d'irrigation Guanguilqui 209
Encadré 11. La politique appliquée aux producteurs de maïs dur 220
Encadré 12. Inventaire des programmes du GAD Pichincha s'inscrivant dans la politique de souveraineté alimentaire, 2015 229

Encadré 13. Inventaire des actions mises en œuvre par le GADIP Cayambe dans le cadre de la politique de souveraineté alimentaire, 2015 231
Encadré 14. Ordonnance relative à la promotion de l'agroécologie du GADPP 347
Encadré 15 353

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1. Différents étages agroécologiques du territoire kayambi 16
Illustration 2. Les autonomies paysannes 26
Illustration 3. Différents niveaux d'analyse, spatiaux et temporels, des dynamiques du système alimentaire territorialisé et ses interactions avec l'APAC 38
Illustration 4. Organisation schématique du document 40
Illustration 5. Protocole d'analyse bibliographique pour la reconstruction de l'histoire agraire et alimentaire du territoire kayambi entre le XIVème et le XXème siecle 48
Illustration 6. Flux d'échanges entre populations pré-incas sur le territoire kayambi 57
Illustration 7. Diagramme vertical de l'utilisation des différents étages écologiques sur le territoire préhispanique kayambi 59
Illustration 8. Changements dans l'organisation du système alimentaire kayambi entre la période préhispanique et hispanique (xvie siecle) 78
Illustration 9. Utilisation de différents étages écologiques dans la production agricole du XVIIème siècle 91
Illustration 10. Chronologie des évènements ayant contribué à la consolidation d'un marché intérieur de denrées alimentaires 103
Illustration 11. Chronologie des évènements ayant marqué la lutte indigène sur le territoire kayambi au cours de la première moitié du XXème siècle 120
Illustration 12. Différents flux à partir desquels les paysans accèdent à la nourriture - hacienda guachala, entre le XIXème et le XXème siècle 131
Illustration 13. Chronologie de l'organisation du système agro-alimentaire kayambi pendant la période de l'institution hacienda (XVIIème-XXème siècle) 146
Illustration 14. Emplacement des haciendas et de l'assistance sociale et de l'hacienda guachala dans l'espace kayambi 152
Illustration 15. Interaction entre l'unité de production familiale et l'unité de production collective dans la production et reproduction des familles paysannes membres des coopératives de Cayambe entre 1964 et 1980 158

Illustration 16. Différenciation sociale entre paysans et leur répartition dans l'espace kayambi entre 1964 et 1990 161
Illustration 17. Évolution de la production laitière (en millions de litres/an) au niveau national entre 1954 et 1978 169
Illustration 18. Évolution de la croissance démographique urbaine à Quito et Guayaquil, 1950-1982 175
Illustration 19. Évolution de la consommation de lait entier par habitant en Équateur entre 1961 et 2013 (litres par personne et par an) 175
Illustration 20. Moyenne du taux de croissance (%) de la consommation de lait (litres par personne /an) sur les trois périodes 1961 - 1981 ; 1982 - 2002 ; 2003 - 2013 176
Illustration 21. Circuit et transformation du lait liquide dans le territoire kayambi entre 1970 et 1980 184
Illustration 22. Expansion de la floriculture en Équateur entre 1996 et 2009 187
Illustration 23. Croissance de la population de Cayambe et Pedro Moncayo entre les périodes de recensement (%) 193
Illustration 24. Évolution de la zone urbaine Cayambe - Ayora 1962 - 2017 194
Illustration 25. Photo aérienne montrant la proximité entre plantations et zones d'habitation, Conimburo 2012 203
Illustration 26. Principes majeurs et instruments des modèles de développement sur le système agricole et alimentaire kayambi 213
Illustration 27. Principaux projets et programmes mis en œuvre par le MAGAP entre 2008 et 2017 222
Illustration 28. Principaux changements dans les différentes sphères du système agri-alimentaire kayambi entre 1960 et 2017 233
Illustration 29. Interactions et niveaux d'analyse traités dans la deuxième partie de la thèse 241
Illustration 30. Atelier participatif sur les dynamiques socioproductives des paysans du territoire kayambi (avec des agents de la municipalité de Cayambe, décembre 2014) 253
Illustration 31. Panorama des systèmes de production d'élevage laitier paysan en voie d'intensification 275
Illustration 32. Systèmes de production dans l'élevage laitier paysan 276
Illustration 33. Systèmes de culture de l'oignon, Isacata 2015 278
Illustration 34. Systèmes de production paysans de fleurs, communauté de Pitana Alto, 2015 282

Illustration 35. Systèmes d'élevage et de culture pour la catégorie des producteurs agricoles traditionnels, 2015 288
Illustration 36. Schéma de l'association de cultures sur la parcelle d'un producteur agricole traditionnel, 2015 288
Illustration 37. Participation des hommes et des femmes aux activités extérieures 304
Illustration 38. Activités extérieures exercées dans les familles paysannes kayambies 306
Illustration 39. Répartition des hommes et des femmes dans les différents groupes d'activités extérieures recensées 310
Illustration 40. Les activités externes dans l'espace 312
Illustration 41. Schéma de l'évolution de l'itineraire technique d'un éleveur paysan de l'association Nuevo Futuro Paquistancia, 2015 323
Illustration 42. Convocation de pueblo kayambi pour la défense des petits floriculteurs 339
Illustration 43. Mobilisation des paysans producteurs agroécologiques : demande de soutien à la municipalité de Cayambe dans le cadre de la deuxième rencontre nationale d'agroeécologie 348
Illustration 44. Chronologie de l'évolution du projet agroécologique sur le territoire kayambi et de ses liens avec les niveaux nationaux et internationaux 350
Illustration 45. Divers circuits commerciaux d'approvisionnement en denrées alimentaires 368
Illustration 46. Flux des aliments produits et consommés par les paysans ayant des profils de production différents 372
Illustration 47. Campagne de consommation responsable 374
Illustration 48. Produits du petit déjeuner scolaire 376
Illustration 49. Photo-atelier alimentation et agroécologie, 2015 383
Illustration 50. Destination des recettes générées par les productrices qui commercialisent leurs produits à la foire agroécologique de La Esperanza, 2015 384
Illustration 51. Groupes alimentaires présents dans l'alimentation des paysans kayambis avec différents profils de production** 389
Illustration 52. Mesure de la diversité alimentaire dans les familles avec différents profils** de production agricole, à l'aide du HDD 394
Illustration 53. Poids (en %) des produits transformés dans l'alimentation des familles paysannes présentant différents profils** productifs 397
Illustration 54. Poids de la consommation de produits marqueurs culturels dans l'alimentation des familles paysannes présentant des profils de production différents** 401

Illustration 55. Valeur de diversité dans la consommation de produits marqueurs culturels, dans le régime alimentaire des paysans avec differents profils** productifs..... 402
Illustration 56. Poids moyen des produits culturels dans le régime alimentaire selon la surface de l'exploitation 403
Illustration 57. Poids (%) de la chaîne d'approvisionnement des produits qui participent à l'alimentation des familles agricoles avec différents profils** productifs 408
Illustration 58. Répartition du poids (en %) sur l'approvisionnement alimentaire des familles paysannes**, par voie d'approvisionnement, régi par une relation commerciale 409
Illustration 59. Coût mensuel de l'alimentation (usd/mois) et poids de la dépense alimentaire par rapport au revenu mensuel (%) dans les familles agricoles présentant différents profils** productifs..... 411
Illustration 60. Poids (exprimé en %) de la part de l'UPA en tant que source d'approvisionnement de produits de l'alimentation des agriculteurs dans les familles ayant des profils de production différents 413
Illustration 61. Poids (exprimé en %) de la participation des différents canaux d'approvisionnement en produits marqueurs culturels à l'alimentation des familles paysannes présentant différents profils** productifs 418

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Statut du travailleur agricole dans l'hacienda précapitaliste 88
Tableau 2. Produits remis aux indigènes à titre de secours et subsides dans l'hacienda Pucara 136
Tableau 3. Produits remis aux indigènes à titre de secours généraux dans les haciendas Hato et Pucara situées sur le territoire kayambi* 136
Tableau 4. Taux de production agricole imposé aux indiens, répartition d'Otavalo dans les années 1551, 1552, 1562 141
Tableau 5. Exploitations de l'assistance sociale dans le canton Cayambe en 1964 150
Tableau 6. Coopératives paysannes formées dans les haciendas de l'assistance sociale a Cayambe 1980 155
Tableau 7. Secteurs prioritaires pour le crédit productif (individuel et communautaire) d'agro-élevage offert par la CCC entre 1987 et 2009 166
Tableau 8. L'institutionnalisation de la réglementation des prix du lait entre 1964 et 2015 171
Tableau 9. Destination du lait produit dans le canton Cayambe en 1974 180
Tableau 10. Nombre d'exploitations floricoles dans les cantons Pedro Moncayo et Cayambe en 1996, 2004, et 2010 191
Tableau 11. Systèmes d'irrigation et principales dynamiques productives 207
Tableau 12. Principaux axes et chapitres de la loi organique relative au régime de la souveraineté alimentaire 217
Tableau 13. Entreprises charnières liées aux programmes et projets du MAGAP entre 2010 et 2014 224
Tableau 14. Détail des kits technologiques remis aux associations de petits producteurs paysans, liées à Proneri, 2013 225
Tableau 15. Resumé des principaux axes de l'ordonnance visant à promouvoir la production d'aliments agroécologiques dans la province de Pichincha 228
Tableau 16. Composantes du système agri-alimentaire local abordées, outils et thématiques 244
Tableau 17. Matrice opérationnelle suivie pour l'analyse des pratiques alimentaires, à partir des données figurant dans le rapport de 24 heures 261
Tableau 18. Résumé de la typologie des producteurs et de leurs principales caractéristiques productives 268
Tableau 19. Études de cas par type 272

Tableau 20. Consommation intermédiaire et paiements aux fournisseurs tiers en USD/ha/an, 2015 284
Tableau 21. Pratiques suivies dans les systèmes de production agroécologiques et fréquence d'utilisation 294
Tableau 22. Répartition des familles paysannes kayambies selon la fréquence de leurs activités extérieures à l'unité de production agricole 302
Tableau 23. Activités extérieures, regroupées par type 308
Tableau 24. Groupes de producteurs agroécologiques 346
Tableau 25. Types d'espaces de commercialisation en circuits courts 354
Tableau 26. Superficie occupée par les cultures à cycle court dans le canton Cayambe en 1987 et 2013 365
Tableau 27. Discours sur le conflit entre les négociants alimentaires sur les marchés et les producteurs agroécologiques qui vendent leurs produits dans les foires agroécologiques 369
Tableau 28. Le riz et le *uchujacu*, symboles de deux mondes différents 399
Tableau 29. Poids des produits naturels/frais et leur rapport avec l'agroécosystème local 406
Tableau 30. Origine des ressources pour l'achat des aliments pour la famille 412
Tableau 31. Résumé des résultats statistiques pour les descripteurs de l'alimentation dans les familles agricoles ayant des profils de production différents 424
Tableau 32. Résumé des résultats de l'analyse statistique pour l'approvisionnement commercial et non commercial dans l'alimentation des familles paysannes aux profils de production différents 425
Tableau 33. Résumé des résultats statistiques de l'approvisionnement alimentaire par le biais de canaux commerciaux de nature distincte de celles auxquelles ont accès des familles paysannes de différents profils de production 426
Tableau 34. Résumé des résultats statistiques de l'approvisionnement alimentaire à travers des voies non commerciales de nature distincte de celles auxquelles ont accès des familles paysannes de différents profils de production 427

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE : 1
ORIGINES DE LA THÈSE ET LES CHOIX CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES 1
1. Mouvement de mondialisation des systèmes alimentaires et ses implications pour la production et l'alimentation des paysans 3
2. Contexte agri-alimentaire dans lequel évolue l'agriculture paysanne andine équatorienne .. 7
3. Contexte du territoire kayambi 10
4. Problématique : L'autonomie productive et alimentaire paysanne (APAC) dans le système agrI-alimentaire 20
5. Cadre théorique et méthodologique 22
5.1. Éléments de définition de la paysannerie des Andes équatoriennes 22
5.2. Autonomie productive et alimentaire des paysans 24
5.3. La question de l'alimentation dans le monde paysan 31
5.4. L'APAC dans le système agri-alimentaire territorial 32
5.5. À la rencontre de l'APAC : appréhender la production et l'alimentation paysannes selon une approche multi-échelle, spatiale, temporelle et systémique 36
6. Architecture du document 39
PREMIÈRE PARTIE : TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE KAYAMBI : UN REGARD HISTORIQUE AXÉ SUR L'AUTONOMIE PRODUCTIVE ET ALIMENTAIRE DES PAYSANS 43
CHAPITRE 1. Le système alimentaire local au XVIe siècle : recomposition de l'autonomie productive et alimentaire 52
1.1 Le système alimentaire local préincaïque puis incaïque : une forte autonomie productive et alimentaire 53
1.1.1. Une société basée sur des relations de réciprocité et d'échange : l'ayllu 53
1.1.2. Une subsistance alimentaire et sociale construite sur l'accès à différents espaces écologiques 58
1.1.3. La courte conquête des Incas : centralisation de l'organisation et de la redistribution de l'alimentation 63
1.2 Une transformation sociale et écologique sous la Couronne espagnole (seconde moitié du XVIe siècle) 65
1.2.1. La maîtrise du contrôle de la population et de leur production : encomienda, tributo et mita .. 65
1.2.2. Le début du contrôle de l'espace et les changements agricoles : las reducciones y les produits de castilla 69
1.2.2.1. *Reducciones*, *mercedes* et *donaciones* : l'origine du latifundio 69

1.2.2.2. Les produits de *castilla* et de nouveaux aménagements spatiaux pour l'agriculture 72
1.3 Conclusion 75
CHAPITRE 2. L'hacienda précapitaliste, creuset des transformations sociales, géographiques et alimentaires, XVIIe - XXe siècle 80
2.1 L'articulation hacienda-atelier textile, première phase du système : au contrôle du travail s'ajoute le contrôle de l'espace aux XVIIe et XVIIIe siècles 82
2.1.1. Nouveaux propriétaires, nouvelles relations : consolidation du latifundio et du concertaje 83
2.1.2. La « micro-verticalité » d'Oberem : le principe de l'autonomie de l'hacienda précapitaliste .. 89
2.2 La rupture de l'articulation haciendas-ateliers textiles et l'évolution vers la production agricole pour satisfaire le marché intérieur (fin du XVIIIe siècle - XIXe siècle) 93
2.2.1. Cette crise ravive les campagnes 94
2.2.2. Les tensions entre les oligarchies régionales transforment les conditions de travail des indigènes (1830-1920) 97
2.2.3. Un marché des denrées alimentaires s'établit grâce à l'intégration interrégionale entre la Sierra et la Costa à la fin du XIXe siècle 102
2.3 Transformation de l'hacienda précapitaliste sur fond de révolution agricole (1950-1970) 109
2.3.1. La production laitière, moteur de la révolution agricole dans le territoire kayambi 110
2.3.2. L'action collective des propriétaires terriens, levier de l'activité laitière 113
2.3.3. La transformation, soutien à l'expansion de la production laitière 115
2.4 Fin des relations précapitalistes de production : une réforme agraire qui se tisse entre luttes paysannes et révolution agricole (1930 - 1964) 116
2.4.1. La lutte indigène met le régime constitué au pied du mur : Cayambe, berceau du syndicalisme équatorien 116
2.4.2. La lutte indigène et l'élan de modernisation convergent vers la liquidation du huasipungo ... 122
2.5 Pendant trois siècles, l'hacienda correspond à l'espace alimentaire des indigènes (XVIIe-XXe siècle) 126
2.5.1. Bouleversements dans les coutumes alimentaires du système kayambi, catastrophiques pour la population indigène 127
2.5.2. Les denrées alimentaires dans les échanges 130
2.5.3. L'alimentation des Indiens des zones rurales : un régime qui les laisse sur leur faim 135
2.5.4. L'alimentation et son rôle dans la différenciation sociale 138
2.6 Conclusion 143
CHAPITRE 3. Les cinquante ans ayant suivi la réforme agraire : quels rôles et quelle place pour les paysans ? 148
3.1 Dissolution et reconstruction des couches agricoles du territoire kayambi (1964-1990) 149

3.1.1. De l'hacienda à la coopérative et de l'hacienda au marché du travail : un paysan propriétaire à part entière *150*
3.1.1.1. Le sort des paysans de l'hacienda Guachalá : exemple d'une exploitation privée 153
3.1.1.2. Le sort des paysans dans les haciendas de l'Assistance sociale 154
3.1.2. La triade État - Église - ONG dans la société paysanne *162*
3.1.2.1. Les projets gouvernementaux de développement rural 162
3.1.2.2. Les organisations non gouvernementales ont une relation privilégiée avec les paysans 164
3.1.3. La transformation de l'hacienda en entreprise laitière *166*
3.2 L'industrialisation agricole et alimentaire : des paysans en marge de la dynamique 173
3.2.1. L'industrie laitière, entre l'activité d'élevage et la transformation *173*
3.2.1.1. La croissance de la population urbaine et la consommation de lait 174
3.2.1.2. Les éleveurs à la tête de la transformation laitière : l'introduction de la pasteurisation du lait 176
3.2.1.3. La première multinationale agroalimentaire du pays s'installe à Cayambe 178
3.2.1.4. Pluralité de fabriques laitières, circulation hétérogène de la matière première et développement de la consommation 180
3.3 La floriculture : nouvelle phase d'industrialisation agricole dans les Andes septentrionales de l'Équateur 185
3.3.1. De vallée laitière à capitale mondiale des roses : nouvelle configuration spatiale et sociale du territoire kayambi *190*
3.3.1.1. Dynamiques démographique et économique 192
3.3.2. Les effets de la floriculture d'exportation sur le monde paysan kayambi *195*
3.3.2.1. Changement du rôle de la femme rurale : autonomie liée à la prolétarisation et à la désintégration sociale 196
3.3.2.2. Santé et environnement 199
3.3.2.3. Un conflit qui renaît : l'eau, cette ressource si disputée 204
3.4 *La « marée rose »* dans l'agro-alimentaire équatorien : le modèle du « Bien vivre » 212
3.4.1. La notion parapluie de souveraineté alimentaire et le paquet agricole *214*
3.4.2. La souveraineté alimentaire s'amorce à partir du local *226*
3.5 Conclusion 232
DEUXIÈME PARTIE : LES PAYSANS KAYAMBIS ENTRE NESTLÉ, L'UCHUJACU ET LA CAPITALE MONDIALE DES ROSES : LE SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU XXIE SIÈCLE 239
CHAPITRE 4. Les interactions des acteurs du système agri-alimentaire dans la reconfiguration de L'autonomie productive et alimentaire paysanne 264
4.1 Les principaux types de systèmes de production agricole paysans 264

4.1.1. Les paysans spécialisés : lait, oignon et fleurs *273*
4.1.1.1. L'élevage laitier et la production d'oignon (T1a) : paysans âgés courant le risque de perdre leur autonomie économique et alimentaire 273
4.1.1.2. Les cultivateurs de fleurs (T1b) : de nouveaux producteurs dotés d'un capital important et non tournés vers l'autoconsommation 281
4.1.2. Les paysans pratiquant une agriculture traditionnelle : les difficultés liées à l'irrigation obligent à une logique d'autoconsommation. *286*
4.1.3. Les agriculteurs « agroécologiques » : diversification et substitution, au centre de leurs pratiques *290*
4.1.4. Les paysans, agriculteurs sporadiques *296*
4.2 La pluriactivité : espoir et désespoir de l'autonomie paysanne 299
4.2.1. L'exercice d'une pluralité d'activités économiques se développe chez les paysans *300*
4.2.2. La nature des activités économiques extérieures à l'UPA *304*
4.2.3. La floriculture, le secteur d'embauche privilégié pour les femmes pluriactives *313*
4.2.4. La pluriactivité et les défis de l'autonomie paysanne *315*
4.3 Complémentarité ou subordination : le lien entre paysannerie et agro-industrie 317
4.3.1. L'insertion/reconversion paysanne dans l'industrie laitière *317*
4.3.1.1. Les centres ruraux de collecte de lait : l'urgence 318
4.3.1.2. Confiance et dépendances 321
4.3.1.3. Une gouvernance politique, technique et économique asymétrique 321
4.3.2. Le projet Ordeño : de l'inclusion à l'autonomie des paysans ? *326*
4.3.2.1. Un partenariat public-privé sans précédent 327
4.3.2.2. Inclusion sur le marché, mais sans pouvoir politique 328
4.3.3. La floriculture paysanne, une lutte pour l'autonomie *329*
4.3.3.1. D'ouvriers agricoles dans la floriculture à paysans-producteurs de fleurs : naissance d'une nouvelle catégorie 330
4.3.3.2. D'une volonté d'autonomie professionnelle à une dépendance financière et par rapport au marché 331
4.3.3.3. La floriculture industrielle, première bénéficiaire de « l'entrepreneuriat paysan » ? 333
4.3.3.4. À la recherche d'un pouvoir de négociation et d'une légitimité 335
4.3.3.4.1 Les conflits au sein des communautés et *la responsabilité sociale* des paysans 335
4.3.3.4.2 Les paysans assument de nouveaux maillons de la chaîne de production, ce qui entraîne une déconcentration du marché 336
4.3.3.4.3 La collectivité paysanne se mobilise pour protéger ses producteurs de fleurs 337
4.4 L'agroécologie : à la recherche d'une autonomie paysanne sur le long terme et d'une réappropriation par les paysans 340

4.4.1. D'une proposition technique à une proposition de modèle alimentaire : antécédents et acteurs du projet agroécologique ... *340*
4.4.1.1. À l'échelle régionale et nationale ... 340
4.4.1.2. À l'échelle du territoire kayambi ... 343
4.4.2. Renouvellement des pratiques techniques et organisationnelles : vers une autonomie cognitive des paysans ... *351*
4.4.3. Les marchés agroécologiques : leviers de l'autonomie paysanne ... *353*
4.5 Conclusion ... 358
CHAPITRE 5. Chapitre 5 : Les Paysans Mangeurs - Reconfiguration De Leur Autonomie À Travers L'alimentation ... 362
5.1 L'environnement alimentaire kayambi : entre industrialisation et localisation alimentaire. ... 362
5.1.1. Espaces et flux d'approvisionnement alimentaire : circulation des denrées alimentaires ... *363*
5.1.1.1. Les surfaces cultivées pour les produits alimentaires kayambis se réduisent ... 363
5.1.1.2. La délocalisation des denrées alimentaires s'accroît ... 367
5.1.2. La qualité des aliments : anciennes et nouvelles conventions ... *373*
5.1.3. Les politiques alimentaires, véhicules de délocalisation alimentaire ... *375*
5.1.3.1. L'État central choisit "l'efficacité" : Programme d'alimentation scolaire ... 375
5.1.3.2. Le gouvernement local opte pour une approche de souveraineté alimentaire, mais avec de nombreux freins ... 377
5.1.4. Discours sur la consommation alimentaire : le mouvement agroécologique à la recherche de collectivisation de la consommation alimentaire ... *379*
5.1.4.1. Alimentation et santé depuis une approche médico- nutritionnelle et d'hygiène : le discours des fonctionnaires et de l'industrie ... 379
5.1.4.2. L'alimentation, discours central des acteurs agroécologiques ... 382
5.2 La question des pratiques alimentaires chez les paysans et de leur contribution à l'autonomie ... 385
5.3 Revisiter l'alimentation kayambie, à partir des pratiques des mangeurs paysans ... 387
5.3.1. Que mangent les paysans ? L'uchujacu et des roses ? ... *388*
5.3.1.1. Les produits traditionnels et nouveaux dans l'alimentation paysanne. ... 388
5.3.1.2. Une diversité alimentaire qui se construit au-delà de la diversification de la production et des revenus ... 392
5.3.2. Les différences dans l'alimentation des paysans au-delà des groupes alimentaires ... *395*
5.3.2.1. La présence de produits transformés dans le régime kayambi est faible et concerne les producteurs qui pratiquent l'agriculture sporadique ... 396
5.3.2.2. Un régime alimentaire des agriculteurs qui s'éloigne de la culture alimentaire kayambie ... 398
5.3.2.3. Un régime alimentaire avec des produits correspondant à l'agroécosystème kayambi, mais avec des différences entre les types de producteurs ... 404

5.3.3. Entre la chakra et le marché : les espaces qui produisent l'alimentation des agriculteurs kayambis *407*
5.3.3.1. Le marché est le principal canal d'approvisionnement alimentaire : marchés, foires agroécologiques et supermarchés. 408
5.3.3.2. Les dépenses alimentaires sont plus élevées chez les producteurs pratiquant une agriculture sporadique 411
5.3.3.3. L'autoconsommation : une pratique ancrée chez les paysans qui pratiquent l'agriculture traditionnelle et la source principale des produits marqueurs culturels 412
5.3.3.4. Les échanges non commerciaux existent chez les producteurs agroécologiques et les paysans où l'agriculture est sporadique 415
5.4 Conclusion 419
CONCLUSIONS GÉNÉRALES 428
BIBLIOGRAPHIE 444
ANNEXES 469
GLOSSAIRE 610
LISTE DE SIGLES ET ACRONYMES 613
LISTE DES CARTES 616
LISTE DES ENCADRÉS 616
LISTE DES ILLUSTRATIONS 617
LISTE DES TABLEAUX 621